

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines et Juridiques

**AVIS DE MISE A DISPOSITION**  
**DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**  
**AFFICHAGE LE :**

**20 DEC. 2019**

Direction de l'Assemblée  
et des Elus  
Service d'Appui aux Elus

Dossier suivi par :  
Ludivine GIORGIANNI

Tél : 03.21.21.61.51

giorgianni.ludivine@  
pasdecalais.fr

Le Recueil des Actes Administratifs du Département du Pas-de-Calais  
N° 11 de NOVEMBRE 2019 (3 parties) est paru et mis à la disposition  
du public.

Il est consultable sur place à l'Hôtel du Département, à la Direction de  
l'Information et de l'Ingénierie Documentaire du Département et dans les 16 Maisons  
du Département. Il est mis en vente exclusivement par l'intermédiaire de la Direction de  
l'Information et de l'Ingénierie Documentaire.

Il peut également être téléchargé en format PDF sur le site internet du  
Conseil Départemental du Pas-de-Calais [www.pasdecalais.fr](http://www.pasdecalais.fr).

Voici le sommaire de ce numéro qui est repris ci-après :

**1<sup>ère</sup> PARTIE :**

**REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL**  
**DEPARTEMENTAL DU 4 NOVEMBRE 2019**  
**Délibérations N° 2019-378 à N° 2019-387**

Page

- Procès-verbal des délibérations

3

**2<sup>ème</sup> PARTIE :**

**REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL**  
**DEPARTEMENTAL DU 4 NOVEMBRE 2019**  
**Délibérations N° 2019-388 à N° 2019-436**

Page

- Procès-verbal des délibérations

753

**3<sup>ème</sup> PARTIE :**

**ACTES DE L'EXECUTIF DEPARTEMENTAL**

Page

◆ *Décisions du Président du Conseil départemental*

- Tarifs des produits proposés au sein de la boutique du Centre  
Culturel de l'Entente Cordiale ..... 1535
- Tarifs à la revente des téléphones mobiles et tablettes ..... 1539

◆ **Arrêtés du Président du Conseil départemental**

◆ **Organisation des services**

- Délégation de signature ..... 1545
- Fonctions ..... 1634

◆ **Voirie Départementale**

- RD D928 au territoire de la commune de Huby-Saint-Leu – Travaux Elagage d’arbres par l’Entreprise PERILHON Elagage du 12 novembre 2019 au 16 novembre 2019..... 1645
- RD D143E3 au territoire des communes de Airon-Saint-Vaast et Wailly-Beaucamp – Travaux Création d’une traversée d’eau potable du 28 octobre 2019 au 15 décembre 2019 3 jours durant la période ..... 1647
- RD D146E2 au territoire des communes de Cormont et Hubersent – Travaux de dérasement des accotements et de curage des fossés 8 jours durant la période du 28 octobre 2019 au 15 novembre 2019 ..... 1650
- RD D95 et D155 au territoire des communes de Coupelle-Vieille, Crequy, Fruges, Laires et Lisbourg – Manifestation 5<sup>ème</sup> Rallye Tout-Terrain des 7 Vallées le 2 novembre 2019 ..... 1652
- RD D71, D104 et D71E2 au territoire des communes de Ambricourt, Azincourt, Ruisseauville, Tramecourt et Verchin – Manifestation 5<sup>ème</sup> Rallye Tout-Terrain des 7 Vallées le 3 novembre 2019 ..... 1656
- RD D5 au territoire des communes de Beaumetz-les-Cambrai et Lagnicourt-Marcel – Travaux construction d’éoliennes du 4 novembre 2019 au 29 novembre 2019..... 1660
- RD D212 au territoire de la commune d’Helfaut – Travaux purges profondes 4 jours entre les 29 octobre 2019 et 15 novembre 2019..... 1663
- RD D7 et D3 au territoire des communes de Achicourt, Beaumetz-les-Loges, Rivière et Wailly – Travaux tirage de fibre optique du 4 novembre 2019 au 30 novembre 2019..... 1665
- RD D917 au territoire des communes de Bapaume et Biefvillers-les-Bapaume – Travaux pose de glissières métalliques du 4 novembre 2019 au 15 novembre 2019.....1668
- RD D917 au territoire de la commune de Riencourt-les-Bapaume – Travaux abattage d’arbres le long de la D917 et la ligne TGV du 4 novembre 2019 au 8 novembre 2019.....1671
- RD D244 au territoire de la commune de Wissant – Limitation de vitesse à 70km/h pour mise en sécurité du carrefour de la D244 et de la voie communale route de Sombre.....1674
- RD D107E2 au territoire des communes de Bealencourt et Maisoncelle – Travaux déploiement de la fibre optique du 4 novembre 2019 au 29 novembre 2019 .....1676



- RD D901 au territoire des communes de Carly et Samer – Modification des PR de limitation de vitesse à 70km/h.....	1678
- RD D943E1, D214E1 au territoire de la commune de Salperwick Voie Communale de la Creuse (dite « rue des Marinières ») – Modification de la réglementation en vigueur.....	1680
- RD D917 au territoire de la commune de Rencourt-les-Bapaume - Travaux abattage d'arbres le long de la D917 et la ligne TGV du 13 novembre 2019 au 15 novembre 2019.....	1682
- RD D956 et D10E2 au territoire des communes de Bapaume, Beugnâtre, Favreuil et Vaulx-Vraucourt – Travaux tirage et raccordement de fibres optiques du 12 novembre 2019 au 13 décembre 2019.....	1685
- RD D7, D18 et D5 au territoire des communes de Bertincourt, Havrincourt, Hermies, Metz-en-Couture, Neuville-Bourjonval, Ruyaulcourt et Ytres – Travaux tirage de fibre optique du 12 novembre 2019 au 10 janvier 2020 .....	1688
- RD D929 et D7 au territoire des communes de Achiet-le-Grand, Avesnes-les-Bapaume et Bihucourt – Travaux tirage de fibre optique du 12 novembre 2019 au 10 janvier 2020 .....	1691
- RD D6E2 au territoire de la commune de Martinpuich – Travaux Réfection de chaussée du 12 novembre 2019 au 22 novembre 2019 .....	1694
- RD D928 au territoire des communes de Marconne et Sainte-Austreberthe – Travaux de réalisation d'une piste cyclable du 13 novembre 2019 au 20 décembre 2019.....	1697
- RD D195 et D212E1 au territoire des communes de Helfaut et Pihem – Travaux de passage de la fibre optique du 12 novembre 2019 au 20 décembre 2019.....	1699
- RD D77E3 au territoire des communes de Nedon et Nedonchel – Manifestation La Tiote Foulée le 16 novembre 2019 .....	1701
- RD D206 au territoire de la commune de Zudausques – Travaux dérasement du 13 novembre 2019 au 6 décembre 2019.....	1703
- RD D939 au territoire des communes de Tilloy-les-Mofflaines et Wancourt – Tournage tirage de fibre optique du 13 novembre 2019 au 13 décembre 2019.....	1705
- RD D113 au territoire des communes de Etaples et Frencq – Travaux De réfection de chaussée du 18 novembre 2019 au 29 novembre 2019.....	1708
- RD D77 au territoire des communes de Ecques, Saint-Augustin et Therouanne – Travaux tirage et raccordement de fibre optique du 18 novembre 2019 au 20 décembre 2019.....	1710
- RD D212 au territoire de la commune de Helfaut – Travaux purges profondes 4 jours entre les 15 novembre 2019 et 20 décembre 2019 .....	1712

- RD D917 au territoire des communes de Beaurains et Mercatel - Travaux Création de génie civil pour Orange du 18 novembre 2019 au 20 décembre 2019.....	1715
- RD D10E4 au territoire de la commune de Ecoust-Saint-Mein - Travaux montage éolienne du 18 novembre 2019 au 6 décembre 2019.....	1718
- RD 24 au territoire de la commune de Halloy -- Travaux pose de citerne Incendie sur délaissé du RD 24 du 18 novembre 2019 au 17 janvier 2020 .....	1721
- RD D96 au territoire de la commune de Wimille -- Limitation de vitesse à 70 Km/h 1724	
- RD D26 au territoire des communes de Bavincourt, Humbercamps et La Herliere – Travaux renouvellement de la couche de roulement du 18 novembre 2019 au 20 décembre 2019.....	1726
- RD D147 au territoire de la commune de Cormont – Travaux de curage de fossé 5 jours durant la période du 20 novembre 2019 au 6 décembre 2019.....	1729
- RD D136E2 au territoire de la commune de Mouriez – Travaux création de de traversées hydrauliques du 25 novembre 2019 au 13 décembre 2019.....	1731
- RD D143E3 au territoire de la commune de Wailly-Beaucamp – Travaux ENEDIS pour une durée de 10 jours durant la période du 25 novembre 2019 au 20 décembre 2019 .....	1734
- RD D340 et D110 au territoire des communes de Fillievres, Galametz, Vieil-Hesdin et Wail – Travaux réseau eau : pose de coffrets de sectorisation 1 semaine pendant la période du 21 novembre 2019 au 21 mai 2020 .....	1736
- RD D940 au territoire des communes de Berck, Groffliers et Waben – Manifestation REDRUN 2019 le samedi 7 décembre 2019 .....	1738
- RD D916 au territoire des communes de Bonnières et Frévent – Travaux Trancheuse et forage pour réseau fibre optique du 25 novembre 2019 au 25 janvier 2020.....	1741
 <b>◆ Aménagement Foncier</b>	
- Composition de la Commission Intercommunale d’Aménagement Foncier de Barastre, Bertincourt, Bus, Haplincourt, Lechelle, Metz-en-Couture, Neuville-Bourjonval, Rocquigny, Ruyaulcourt, Ytres et Trescault élargie aux communes de Velu et Villers-Plouich .....	1744
 <b>◆ Enquêtes Publiques</b>	
- Enquête publique sur le périmètre, le mode d’aménagement foncier et les Prescriptions d’aménagement sur le territoire des communes d’Azincourt Et de Bealencourt avec extension sur les communes de Avondance, Fressin, Maisoncelle, Planques, Rollancourt, Ruisseauville, Tramecourt et Auchy-les-Hesdin .....	1755

- Enquête publique sur le projet de réglementation des boisements sur le Territoire de la commune de Saint-Omer.....1759
- Enquête publique sur le projet de réglementation des boisements sur le Territoire de la commune de Moule.....1763
- Enquête publique sur le projet de réglementation des boisements sur le Territoire de la commune de Serques .....1767
- Enquête publique sur le projet d'aménagement foncier et le programme des Travaux connexes de la commune de Wailly .....1771
- Enquête publique sur le projet d'aménagement foncier et le programme des Travaux connexes de la commune d'Agny.....1774

◆ ***Etablissements et Services Médico-Sociaux (ESMS)***

❖ *Etablissement et services :*

- Autorisation et habilitation :

• Enfance :

- Micro-crèche « A' Vos Merveilles » à Vimy ..... 1779
- Micro-crèche « Par Ici les Petits Chérubins » à Fleubaix ..... 1781
- Micro-crèche « Les P'tites Pousses » à Ham-en-Artois ..... 1783
- Multi-Accueil « L'île ô bébé » à Divion ..... 1785

- Tarification :

• Enfance :

- Maison d'Enfants à caractère social « Titouan » à Arras ..... 1787
- Foyer Beaucerf à Saint-Léonard ..... 1790
- Maison d'Enfants à caractère social Bapaume Oignies ..... 1793
- Etablissement « La Charmille » à Sainte-Catherine ..... 1796
- Maison d'Enfants « Le Regain » à Dohem ..... 1799
- Service de Prévention Spécialisé à Arras ..... 1802
- Service de Prévention Spécialisé à Bruay-la-Buissière ..... 1804
- Etablissement « AUDASSE » à Arras ..... 1806
- Maison d'Enfants à caractère social pour l'accueil des mineurs Non accompagnés à Bruay-la-Buissière ..... 1809
- Centre Anne Franck à Saint-Omer ..... 1812
- Etablissement « La Forestière » à Baincthun ..... 1816
- Maison des Enfants de la Côte d'Opale à Saint-Martin-Boulogne ..... 1819
- Association HAJ ..... 1823
- Association France Terre d'Asile ..... 1826
- Etablissement « SOS Villages d'enfants » à Calais ..... 1829
- Maison d'Enfants à caractère social « J Bakhita » « Apprentis d'Auteuil » ..... 1832
- Etablissement Public Départemental de l'Enfance et de la Famille ..... 1835
- Maison d'Enfants à caractère social des 7 Vallées ..... 1838

- Maison d'Enfants à caractère social « Apprentis d'Auteuil »  
Tatios à Lens..... 1841
- Maison d'Enfants à caractère social du Littoral à Sangatte..... 1844
- Service de Prévention Spécialisée de Oignies..... 1847
- Service de Prévention Spécialisée de Harnes..... 1850
- Foyer de Jeunes Travailleurs « Apprentis d'Auteuil » à Liévin..... 1853
- Foyer de Jeunes Travailleurs à Bruay-la-Buissière..... 1855
- Service de Prévention Spécialisée de Calais ..... 1858
  
- Adultes Handicapés et Personnes Agées :
  - Point GIR départemental 2020..... 1861
  - EHPAD « Saint Jean » à Saint-Omer..... 1862
  - EHPAD « Résidence les Lys » à Montigny-en-Gohelle..... 1864
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile de la  
Communauté de Communes Osartis-Marquion à  
Vitry-en-Artois ..... 1866
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile UNA  
à Saint-Omer..... 1868
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile du  
CIASFPA à Noyelles-les-Vermelles ..... 1870
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile de  
L'ASSAD à Liévin ..... 1872
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile Filieris  
à Hénin-Beaumont..... 1874
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile  
DOMI-LIANE à Desvres ..... 1876
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile du  
UNA des Pays du Calais à Coquelles ..... 1878
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile  
A'Dom'Services 62 à Boulogne-sur-Mer..... 1880
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile du  
SIVOM de la Communauté du Béthunois à Béthune..... 1882
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile  
UNARTOIS à Arras..... 1884
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile  
de l'ASAP à Arras ..... 1886
  - Service polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile  
d'Aire-sur-la-Lys, Isbergues et environs à Aire-sur-la-Lys..... 1888
  - Service d'Accompagnement à la Vie Sociale du Pôle Habitat  
Du Groupement Arras-Montreuil..... 1890
  - EHPAH du Groupement Arras-Montreuil ..... 1892
  - EHPAD « Le Château du Bois » à Oye-Plage ..... 1894
  - EHPAD « Les Lilas » à Marck ..... 1896
  - Foyers d'Hébergement du Pôle Habitat..... 1659
  - Services du pôle Accueil de Jour ..... 1661
  - Services d'Accompagnement à la Vie Sociale du Pôle habitat ..... 1663

**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
DU DEPARTEMENT**

**N° 11 – NOVEMBRE 2019**

**2<sup>ème</sup> PARTIE**

Le Recueil des Actes Administratifs du Département peut être consulté à l'Hôtel du Département, à la Direction de l'Information et de l'Ingénierie Documentaire à Arras et dans les 16 Maisons du Département (adresses en fin de volume). Il peut également être téléchargé au format PDF sur le site internet du Conseil départemental du Pas-de-Calais <http://www.pasdecalais.fr/>.

**SOMMAIRE DE NOVEMBRE 2019**  
**2<sup>ème</sup> PARTIE**

**REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL**  
**DEPARTEMENTAL DU 4 NOVEMBRE 2019 –**  
**Délibérations N° 2019-388 à N° 2019-436**

Page

- Procès-verbal des délibérations .....753



**PROCES VERBAL  
DES DELIBERATIONS  
DE LA  
COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**





**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**INFORMATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DANS LE CADRE DE  
L'ARTICLE L. 3221-11 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES**

(N°2019-388)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3221-11 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-519 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégations de compétences au Président du Conseil départemental » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**DONNE ACTE** au Président du Conseil départemental

**Article unique :**

De la présentation à la Commission Permanente du compte-rendu et du dépôt des tableaux annexés à la présente délibération, retraçant les engagements effectués pour les mois d'avril à août 2019 dans le cadre de l'exercice de la délégation de compétence en matière de marchés et accords-cadres.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**LISTE MENSUELLE DES MARCHES CONCLUS**  
01 avril 2019 au 30 avril 2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000379	Direction de l'Assemblée et des Elus	78 -05	Formation des élus des 4 et 05 mai 2019 - Séminaire de formation des élus locaux à Paris	MSF	CENTRE DE FORMATION DES ELUS LOCAUX 44000NANTES	1 380,00	29/04/2019
20196200000677	MDADT du Montreuillois-Ternois	74 -01	Collège Pernes réparation assainissement eaux usées	MSF	SADE CGTH Rue Pierre Martin 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	6 736,00	08/04/2019
20196200000705	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	cocktail pour la remise du prix Jean Amila Meckert au théâtre d'Arras le samedi 30 avril	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	1 902,65	12/04/2019
20196200000706	Direction de l'Immobilier	71 -01	FRUGES - COLLEGE JACQUES BREL : Réhabilitation du collège avec reconstruction de la cuisine centrale sur site - Appel à candidatures pour la mission de maîtrise d'oeuvre sur ESQ+	COR	IODA ARCHITECTES 12 RUE DES QUATRE COINS 62100CALAIS	1 000 100,00	19/04/2019
20196200000707	MDADT de l'Artois	84 -02	AVIEE/DIVION-PLANTATIONS	MSF	AVIEE 384 BIS RUE DE LA REPUBLIQUE 62700BRUAY LA BUISSIERE	692,00	15/04/2019
20196200000722	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -03	Detection d'amiante et d' hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les matériaux liés aux liants hydrocarbonnés sur les routes départementales du Pas de Calais	AOO	GINGER CEBTP TECHNOPARC FURURA 62400BETHUNE	Mini : 0,00 Maxi :600 000,00	09/04/2019
20196200000723	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -03	Detection d'amiante et d' hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les matériaux liés aux liants hydrocarbonnés sur les routes départementales du Pas de Calais	AOO	GINGER CEBTP TECHNOPARC FURURA 62400BETHUNE	Mini : 0,00 Maxi :600 000,00	09/04/2019
20196200000742	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD919 Courrières - Terrassement, remblais et plateforme pour ouvrage d'art	AOO	GUINTOLI 62060ARRAS	3 199 255,42	08/04/2019
20196200000751	Laboratoire Départemental d'Analyses	68 -02	Repas dans le cadre de l'audit COFRAC du 25 au 27 mars 2019	MSF	RESTAURANT ADMINISTRATIF DEPARTEMENT DU PDC 62000ARRAS	188,51	01/04/2019
20196200000752	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -76	Réactifs vétérinaires	MSF	LABELIANS 77140NEMOURS	207,48	01/04/2019
20196200000756	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -11	Vérification normalisée et étalonnage de la presse à béton du Bureau du Patrimoine Routier	MSF	CONTROLAB ZONE ACTIWEST 92230GENNEVILLIERS	1 292,00	01/04/2019
20196200000757	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -11	Vérification métrologique annuelle du dynaplaque du Bureau du Patrimoine Routier	MSF	CEREMA 23 AVENUE DE L AMIRAL CHAUVIN 49136LES PONTS DE CE	2 074,00	11/04/2019
20196200000760	MDADT de l'Arrageois	71 -03	COLLEGE DE BAPAUME - MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE POUR LA MISE EN PLACE DE FAUX PLAFONDS EN REFECTOIRE ET RENOVATION DE LA SALLE DES PROFESSEURS	MSF	APAVE NORD OUEST 2 RUE DES MOUETTES 76132MONT SAINT AIGNAN CEDEX	930,00	01/04/2019
20196200000773	MDADT de l'Arrageois	71 -03	COLLEGE BODEL A ARRAS MISSION C.S.P.S.	MSF	SECOOR 12 rue Raoul Briquet 62223SAINT NICOLAS	513,00	01/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000777	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Cocktail dînatoire le samedi 6 avril au chateau d'Hardelot suite au concert de piano	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	918,77	01/04/2019
20196200000780	MDADT de Lens Hénin	-	Collège Paul Duez à Leforest - Mise aux normes du SSI	MSF	ISS HYGIENE ET PREVENTION 59111LIEU SAINT AMAND	4 573,70	01/04/2019
20196200000782	Direction de l'Immobilier	31 -02	SPACEO RAILS	MSF	LEROY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	37,50	01/04/2019
20196200000785	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	33 -02	Fourniture de consommables et équipements pour les prestations "spectacles vivants" dans le cadre du "Printemps Médiéval du 6 au 22 avril 2019".	MSF	VS SCENE PARC D ACTIVITE DE NEUVILLE 59960NEUVILLE EN FERRAIN	834,76	01/04/2019
20196200000788	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD 943 à NORDAUSQUES - OA 1700 à NORDAUSQUES - Pont sur la HEM - Réfection du tablier, perrés et de l'anticorrosion sur passerelle.	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	199 999,50	03/04/2019
20196200000795	Direction des affaires Culturelles	68 -01	Hébergement d'une chambre d'hôtel pour un agent du 09/07 au 15/07 à Avignon	MSF	HOTEL DE L HORLOGE 84000AVIGNON	1 469,88	03/04/2019
20196200000797	Direction de l'Immobilier	35 -19	BATTERIE COMBUSTION	MSF	ACCU 62 40 RUE D ARTOIS 59000LILLE	49,00	01/04/2019
20196200000800	Direction de l'Immobilier	31 -02	STORE PACIFIC	MSF	LEROY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	272,54	01/04/2019
20196200000801	Direction de l'Immobilier	20-06	FRIGORISTES	MSF	GENERAL FRIGORIFIQUE FRANCE 12 RUE DES FRERES LUMIERES 69720SAINT BONNET DE MURE	602,69	01/04/2019
20196200000802	MDADT du Boulonnais	11-01	Château d'Hardelot - divers paillages	MSF	MOSAIC GARDEN 62630ETAPLES	868,15	02/04/2019
20196200000807	MDADT de l'Artois	-	AUCHY LES MINES-COLLEGE CURIE-INSTALLATION DE BUTS DE HAND	MSF	CASAL SPORT ZA ACTIVEUM 67129MOLSHEIM	2 572,74	02/04/2019
20196200000810	Direction des Achats, Transports et Moyens	20-05	Fourniture de matériels et accessoires associés pour atelier - divers CER - MDADT MT-Matériels et accessoires associés pour atelier	MSUB	FERNAGUT 38 RUE FAIDHERBE 62130SAINT MICHEL SUR TERNOISE	10 024,22	02/04/2019
20196200000813	Direction de l'Immobilier	81 -48	FOURNITURE D'UN KAERCHER	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	1 107,87	04/04/2019
20196200000815	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	72 -17	Conception et réalisation d'oeuvres photographiques : reportages photos autour du Midsummer Festival.	MND	ARGYROGLO CALLIAS BEY 75019PARIS	2 360,00	02/04/2019
20196200000816	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation et détection de réseaux enterrés du Service Santé au Travail au 8 impasse Ferdinand Buisson à ARRAS	MSF	SATER RUE DU BRAS 62500TATINGHEM	2 355,00	04/04/2019
20196200000817	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation et détection de réseaux enterrés à la Médiathèque de Dainville	MSF	INGEO 1 RUE CASSINI 62575BLENDECQUES	3 900,00	04/04/2019
20196200000820	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -11	Contrat de prestation artistique dans le cadre de l' Exposition Les Beatles-photos de Jean-Marie Périer du 06 juillet au 03 novembre 2019 au CCEC.	MND	LABEL EXPOSITIONS 118 rue Monge 75005PARIS 5E	18 000,00	03/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000821	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -03	Conception et réalisation de la scénographie de l'Exposition les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer du 06 juillet au 03 novembre 2019 au CCEC.	MND	ATELIER SMAGGHE 181 BIS RUE SOLFERINO 59000LILLE	45 000,00	03/04/2019
20196200000822	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	conférence de presse pour le Midsummer festival le jeudi 16 mai	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	244,02	30/04/2019
20196200000823	MDADT du Boulonnais	11-01	Château d'Hardelot - commande de plantes annuelles et potager	MSF	ALAIN LEMAIRE IMPASSE CAPET 62230OUTREAU	579,51	03/04/2019
20196200000824	MDADT du Boulonnais	11-01	Château d'Hardelot - commande de plantes vivaces	MSF	MOSAIC GARDEN 62630ETAPLES	1 192,64	03/04/2019
20196200000825	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -03	Réalisation du tirage des photographies de l' Exposition Les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer du 06 juillet au 03 novembre 2019 au CCEC.	MND	CYCLOPE LABORATOIRE PHOTOGRAPHIQUE 75018PARIS 18EME	5 544,00	03/04/2019
20196200000827	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -03	Encadrement des photographies de l' Exposition Les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer du 06 juillet au 03 novembre 2019 au CCEC.	MND	ATELIER CEDRIC DESREZ ENCADREUR 75011PARIS 11EME	13 128,00	03/04/2019
20196200000828	Direction de l'Immobilier	81 -48	FOURNITURE DE DETENDEUR GAZ	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	1 542,38	05/04/2019
20196200000829	Direction de l'Immobilier	35 -19	ROBINET SPHERIQUE	MSF	CEDEO DISTRIB SANITAIRE CHAUFF ZAC DU PARC ALATA 60550VERNEUIL EN HALATTE	42,20	03/04/2019
20196200000830	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD 947 Nouveau C.H. de Lens- Giratoire nord - Eclairage public	PA Ouverte	LUMINOV 2 rue de Vermelles 62410HULLUCH	23 517,00	05/04/2019
20196200000831	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Quoi de neuf en bibliothèques?	MSF	ENSSIB 69623VILLEURBANNE CEDEX	525,00	04/04/2019
20196200000832	Direction des affaires Culturelles	77 -01	Organisation de prestations de programmation dans le cadre de l'animation culturelle 2019 dans les bibliothèques du réseau de la Médiathèque départementale.	MSF	CINELIGUE NORD PAS DE CALAIS 59800LILLE	12 000,00	08/04/2019
20196200000838	MDADT de l'Arrageois	74 -11	Intervention déneigement CER CROISILLES	MSF	PMT62 62156VIS EN ARTOIS	1 323,20	08/04/2019
20196200000841	MDADT de l'Arrageois	74 -11	Intervention déneigement CER PAS	MSF	DELBEY WALTER 62158SAULTY	290,50	08/04/2019
20196200000842	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Caces R386 Nacelle 1B	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	370,00	04/04/2019
20196200000843	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervention de Mme Muriel ZURCHER dans le cadre de la "tournées des pages" organisée par la médiathèque départementale du PDC	MSF	ZURCHER MURIEL 73100AIX LES BAINS	742,42	08/04/2019
20196200000844	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervention de M. Christophe TIXIER dans le cadre de la "tournées des pages" organisée par la médiathèque départementale du PDC	MSF	TIXIER JEAN CHRISTOPHE 64000PAU	742,44	08/04/2019
20196200000845	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervention de Mme Erlih Charlotte dans le cadre de la "tournées des pages" organisée par la médiathèque départementale du PDC	MSF	ERLIH CHARLOTTE 93310LE PRE SAINT GERVAIS	743,24	08/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000846	Direction de l'Immobilier	35 -19	THERMOCOUPLE	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE 597004MARCQ EN BAROEUL	19,40	04/04/2019
20196200000847	Direction de l'Immobilier	35 -19	MANCHON	MSF	CEDEO DISTRIB SANITAIRE CHAUFF ZAC DU PARC ALATA 60550VERNEUIL EN HALATTE	93,60	04/04/2019
20196200000848	Direction de l'Immobilier	35 -19	REGULATEUR	MSF	DELTADIS ZA LE CARREFOUR DE L ARTOIS RN50 62490FRESNES LES MONTAUBAN	31,50	04/04/2019
20196200000849	Direction des Achats, Transports et Moyens	14-02	Acquisition d'un tapis pour le bureau du Président du Département du Pas de Calais	MSF	MAISONS DU MONDE 44120VERTOU	180,00	05/04/2019
20196200000852	Laboratoire Départemental d'Analyses	17-03	produits chimiques inorganiques	MSF	QUARON 12 RUE DE LA RACHE 59481HAUBOURDIN CEDEX	1 089,95	05/04/2019
20196200000854	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Formation AIPR "encadrant/concepteur	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	410,00	05/04/2019
20196200000858	MDADT de l'Arrageois	20-mai	Achat de matériel CER BIEFVILLERS	MSF	VERCIM 62217TILLOY LES MOFFLAINES	1 450,00	08/04/2019
20196200000859	MDADT du Calaisis	-	RD 248E1 Guînes Pont Valois PR 27+216 - Réparation du portique	MSF	SAS GROUPE HELIOS - DIVISION T1 ZI DE RUITZ 62620RUITZ	1 994,00	08/04/2019
20196200000860	Direction de l'Immobilier	35 -19	REGULATEUR	MSF	DELTADIS ZA LE CARREFOUR DE L ARTOIS RN50 62490FRESNES LES MONTAUBAN	64,89	08/04/2019
20196200000861	Direction de l'Immobilier	35 -16	CARTE ELECTRONIQUE LAVE VAISSELLE	MSF	AEC ZI ARRAS EST RUE CAMILLE GUERIN 62217TILLOY LES MOFFLAINES	596,46	08/04/2019
20196200000862	Direction de l'Immobilier	31 -02	CLES PLATES	MSF	CHRETIEN 24 GRAND PLACE 62000ARRAS	20,00	08/04/2019
20196200000863	Direction de l'Immobilier	31 -02	CLES HÔTEL DU DEPT	MSF	CHRETIEN 24 GRAND PLACE 62000ARRAS	10,00	08/04/2019
20196200000864	Direction des Systèmes d'Information	67 -05	Réalisation de prestations destinées à l'informatisation de différents domaines d'intervention du Département (relance apres declaration sans suite de la consultation 18S0513 AOO DSI)	AOO	NORSYS 1 rue de la Cense des Raines 59710ENNEVELIN	Mini : 800 000,00 Maxi : 3 200 000,00	11/04/2019
20196200000866	Direction de l'Immobilier	31 -02	CACHE MOINEAUX	MSF	LEROY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	159,42	08/04/2019
20196200000875	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	EV5 Communes d'ARDRES et AUDRUIQ Travaux de finitions -Territoires du Boulonnais, du Calaisis et de l'Audomarois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	108 983,50	10/04/2019
20196200000877	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Concert Lux Féminaé samedi 20 avril 2019 CCEC Château d'Hardelot	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	549,39	12/04/2019
20196200000879	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	16-01	Fourniture et transport de liant hydrocarboné modifié et Dope d'adhésivité pour enduit superficiel sur les routes départementales	AOO	LIANTS ET BITUME DU NORD PARC D ACTIVITE DU CHATEAU 62220CARVIN	Mini : 0,00 Maxi : 1 400 000,00	23/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000881	MDADT de l'Artois	20-05	FOURNITURE OUTILLAGE/MDADTART	MSF	GCAT 16 RUE LOMBARDIE 69710DECINES	1 154,40	12/04/2019
20196200000882	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Visite d'un délégation de la Manche mardi 09 avril 2019 maison du site des 2 caps	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	183,09	02/04/2019
20196200000883	Direction des Ressources Humaines	78 -05	AIPR opérateur	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	410,00	10/04/2019
20196200000884	Direction des Ressources Humaines	78 -05	AIPR operateur	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	410,00	10/04/2019
20196200000885	MDADT du Boulonnais	-	Collège Daunou à Boulogne sur mer - remplacement des panneaux solaires suite vandalisme	MSF	THERMOCLIM SERVICES 78 RUE DE CONSTANTINE 62200BOULOGNE SUR MER	12 000,00	15/04/2019
20196200000886	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression-lot 3 Réimpression Culture saison Printemps- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	2 392,00	01/04/2019
20196200000887	MDADT du Boulonnais	73 -07	Château d'Hardelot - traitement des rongeurs	MSF	SAVREUX SANITATION 62500SAINT MARTIN AU LAERT	160,00	10/04/2019
20196200000889	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-GROS OEUVRE - DEMOLITIONS	PA Ouverte	PROVALIBAT 14 AVENUE NORMANDIE NIEMEN 62640MONTIGNY EN GOHELLE	76 500,00	24/04/2019
20196200000890	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-DESAMIANTAGE	PA Ouverte	SDAE 2 IMPASSE DE WOLPHUS 62890ZOUAFQUES	38 865,00	24/04/2019
20196200000891	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-PLATRERIE - FAUX PLAFONDS- MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES	PA Ouverte	SARL Daniel GARCON sarl Daniel GARCON 62223Saint Nicolas lez Arras	94 806,00	24/04/2019
20196200000892	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-ELECTRICITE - COURANTS FORTS/COURANTS FAIBLES	PA Ouverte	SATELEC 945 RUE DU FAUBOURG D ESQUERCHIN 59553CUINCY	44 057,00	24/04/2019
20196200000893	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-PLOMBERIE - SANITAIRE - VENTILATION	PA Ouverte	CEF PLOMBERIE Parc d'Activités des Chauff 62710COURRIERES	49 116,00	24/04/2019
20196200000894	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-ASCENSEUR	PA Ouverte	SCHINDLER 1 rue Dewoitine 78140VELIZY VILLACOUBLAY	21 200,00	24/04/2019
20196200000895	MDADT de Lens Hénin	-	Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-CARRELAGES - FAÏENCES	PA Ouverte	LD CARRELAGE 11 LA MAISONNERAIE 62143ANGRES	18 969,32	24/04/2019
20196200000896	Direction des Ressources Humaines	78 -05	MPCF - Formation continue PAE - PSC	MSF	ARRAS FORMATION SECOURSIME INCEN 2 RUE VICTOR HUGO 62000ARRAS	2 600,00	10/04/2019
20196200000897	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Spectacle "Guenièvre, épouse adorée, reine détestée et Viviane et Morgane, fées ensorceleuses" (Asso A Travers Champs) le 14/04/19 - Printemps Médiéval	MND	A TRAVERS CHAMPS CLARQUES HAMEAU DE SAINT JEAN 62129CLARQUES	1 450,00	02/04/2019
20196200000898	Direction des Systèmes d'Information	67 -06	Exécution de prestations de maintenance, formation et assistance, acquisition de nouvelles licences pour la solution progicielle MIVISU	MND	LABOCOM INFORMATIQUE 13530TRETS	Mini : 4 000,00 Maxi : 40 000,00	12/04/2019



N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000899	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Spectacle "Ars Musica" (Association Lyrazouki) les 23 et 25 avril 2019	MND	LYRAZOUKI 59000LILLE	1 639,18	01/04/2019
20196200000900	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Les statuts de l'enfant et le délaissement parental : dispositions et procédures	MSF	L ACTION SOCIALE 13 BOULEVARD SAINT MICHEL 75005PARIS 5E	2 000,00	10/04/2019
20196200000901	Direction des Achats, Transports et Moyens	20-05	Acquisition matériels espaces verts - divers CER- MDADT Montreuillois-Ternois-Matériels pour espaces verts	MSUB	PATOUX EQUIP AGRI 62136RICHEBOURG	7 566,00	10/04/2019
20196200000906	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Les dix ans du dispositif "sac ados" journée jeunesse et tourisme le vendredi 26 avril en salle des pas perdus	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	1 997,00	12/04/2019
20196200000907	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Formation formateur SST	MSF	ARRAS FORMATION SECOURSIME INCEN 2 RUE VICTOR HUGO 62000ARRAS	450,00	10/04/2019
20196200000908	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -02	Audit Financier de l'établissement « MECS Les Peupliers » au sein de l'association PEP 62	MSF	KPMG 36 rue Eugène Jacquet 59705Marcq en Baroeul Cedex	17 000,00	15/04/2019
20196200000909	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MPA4 - CVIT 18S0735 - EuroVelo N°5 entre ANGRES et OLHAIN	PA Ouverte	ETS EIFFAGE TP 14 RUE MONTAIGNE 62670MAZINGARBE	2 925 583,60	29/04/2019
20196200000910	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -19	Atelier d'initiation à la pratique et à la facture instrumentale : "hamoniques universelles" les 16 et 17 avril 2019 au Centre Culturel de l'Entente Cordiale. Château d' hardelot 62360 CONDETTE	MSF	TALMA JEAN DANIEL 07600LABASTIDE SUR BESORGUES	2 756,00	15/04/2019
20196200000916	MDADT de l'Arrageois	35 -17	COLLEGE "VAL DU GY" AVESNES-LE-COMTE - FOURNITURE ELEMENTS POUR MEUBLE SELF REFRIGERE ET ARMOIRE FROIDE	MSF	MANIEZ 589 ROUTE NATIONALE 62400LOCON	465,21	15/04/2019
20196200000928	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Coproduction spectacle "Le roman de la violette" (Association Lyrazouki) du 9 au 13 avril 2019 - Printemps Médiéval	MND	LYRAZOUKI 59000LILLE	7 658,14	05/04/2019
20196200000929	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Concert "Lux Feminae" (Fundacio CIMA) le 20/04/2019- Printemps Médiéval	MND	CENTRE INTERNACIONAL DE MUSICA ANTIGA FUNDACIO PRIVADA Cami de la Font 2 08193BELLATERRA	2 716,84	04/04/2019
20196200000930	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Spectacle "Songe d'une nuit d'été" (Compagnie AH) le 19/05/2019 - Shakespeare Nights	MND	COMPAGNIE AH 36 rue des Vignes 92140CLAMART	8 153,40	02/04/2019
20196200000932	Direction de l'Immobilier	-	Construction d'une Maison du Département Solidarité à OUTREAU - Relance du lot 10 suite à infructueux-Espaces verts - Clôtures	PA Ouverte	SARL HORIZON ESPACES VERTS 62510ARQUES	186 943,00	17/04/2019
20196200000939	MDADT du Montreuillois-Ternois	80 -02	RD 901E2-901 et 126 Etudes sanitaires arbres -MDADT MT	MSF	PAYSARBRE 18 RUE DE LA CROIX BUISEE 28630NOGENT LE PHAYE	9 710,00	15/04/2019
20196200000940	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	74 -03	Enlèvement et traitement des déchets dans les CER de la MDADT de l'arrageois	AOO	LAFLUTTE 20 ROUTE DE DOULLENS 62000DAINVILLE	Mini : 0,00 Maxi :240 000,00	19/04/2019
20196200000949	Direction des Achats, Transports et Moyens	60 -04	MERcredis de l'été 2019	PA Ouverte	KEOLIS WESTEEL 2 Rue Francis Jiolat 62430SALLAUMINES	Mini : 30 000,00 Maxi :220 000,00	30/04/2019
20196200000950	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -10	Prestations de maintenance curative des cuves et pompes à carburant installées dans les CER du Département du Pas de Calais	MSF	DUFETEL ET FILS 120 AVENUE ST EXUPERY 62000DAINVILLE	Mini : Maxi :24 000,00	25/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000951	Laboratoire Départemental d'Analyses	80 -03	Essai Sérotypage salmonella 2019	MSF	ANSES (MAISONS ALFORT) 94701MAISONS ALFORT CEDEX	365,00	15/04/2019
20196200000954	Direction des Achats, Transports et Moyens	20-05	Fourniture matériels espaces verts - divers CER - MDADT MT- Matériels pour espaces verts	MSUB	MAPP VOTRE MATERIEL DE JARDIN 823 ZONE DE L EPINETTE 59471SECLIN	1 221,01	16/04/2019
20196200000955	Direction des affaires Culturelles	77 -02	Spectacle "Americane Songues" (Compagnie On/Off) le 2 mai 2019 à Calais	MND	COMPAGNIE ON OFF  59000LILLE	2 328,40	15/04/2019
20196200000956	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -62	Sérum anti salmonella	MSF	ALLIANCE BIO EXPERTISE ZONE D ACTIVITE DE COURBOUTON 3548GUIPRY MESSAC	819,42	16/04/2019
20196200000961	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	MSUB Impression-lot 4- Pochettes contractualisation- Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	4 190,84	12/04/2019
20196200000962	MDADT de l'Audomarois	-	Remplacement d'un garde corps RD 194 AIRE S/LYS PR 0+1162	MSF	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	9 553,10	18/04/2019
20196200000963	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	18 -70	Location de matériel médical les 8 et 9 juin 2019 dans le cadre du "Rendez-vous aux jardins" organisé au Centre Culturel de l'Entente Cordiale-Château d'Hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	HANDIMAT 8 RUE DES MOLETTES 59286ROOST WARENDIN	32,35	17/04/2019
20196200000964	Laboratoire Départemental d'Analyses	81 -52	Etalonnage de filtres	MSF	LABORATOIRE NATIONAL D ESSAIS 1 rue Gaston Boissier 75724PARIS CEDEX 15	915,00	17/04/2019
20196200000965	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	présentation du collège Lucien VADEZ de Calais le jeudi 25 avril à 16h00.	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	616,15	18/04/2019
20196200000966	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	18 -70	Location de matériel médical les 10 et 11 mai 2019 dans le cadre des "Shakespeare Nights (du 04 au 24 mai 2019)" au Centre Culturel de l'Entente Cordiale-Château d' Hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	HANDIMAT 8 RUE DES MOLETTES 59286ROOST WARENDIN	32,35	17/04/2019
20196200000967	Direction des Ressources Humaines	70 -11	Interprétariat en langue des signes 9mai, 6 juin, 4 juillet 2019	MSF	LETT LESLIE  62223ECURIE	390,00	04/04/2019
20196200000968	MDADT du Montreuillois-Ternois	17 -13	Fournitures produits divers MDADT MT	MSF	ADMC ZI ARRAS EST RUE CAMILLE GUERIN 62217TILLOY LES MOFFLAINES	2 875,30	17/04/2019
20196200000969	MDADT du Montreuillois-Ternois	17 -13	Fournitures produits divers MDADT MT	MSF	AS TECHNIQUE 13 RUE DE LA BALLASTIERE 62170RECQUES SUR COURSE	626,80	17/04/2019
20196200000970	MDADT du Montreuillois-Ternois	17 -13	Fourniture colle polymère - MDADT MT	MSF	CHIMINVEST PHEM TECHNOLOGIES 21 ALLEE LOUIS BREGUET 93421VILLEPINTE CEDEX	153,60	17/04/2019
20196200000977	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD254E2-Reconstruction de l'OA2571 sur la Liane à Selles	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	385 305,05	26/04/2019
20196200000978	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Séminaire alimentation durable mardi 30 avril	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	3 111,50	12/04/2019
20196200000980	Direction des Finances	68 -03	Séminaire DAS du 19 septembre 2019	MSF	PARC DEP NATURE LOISIRS OLHAIN PARC D OLHAIN 62150FRESNICOURT LE DOLMEN	1 854,61	04/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000982	Direction du Développement, de l'Aménagement et de l'Environnement	69 -01	CONTRIBUTION A L HECTARE 2019	MSF	OFFICE NATIONAL DES FORETS ONF DT Seine-Nord MCBS 77300FONTAINEBLEAU	151,04	12/04/2019
20196200000985	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Stage de préparation à l'installation	MSF	CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION HAUTS-DE-FRANCE CMA REG HAUTS-DE-FRANCE 59000LILLE	198,00	18/04/2019
20196200000986	Direction des Ressources Humaines	78 -05	L'occupation illicite du domaine public	MSF	CNFPT DE LILLE  59012LILLE CEDEX	250,00	22/04/2019
20196200000988	Direction de la Communication	72 -01	Conseil en signalétique- Air de campagne	MSF	EXP'AIR 54 240 RUE DE CUMENE 54230NEUVES MAISONS	9 150,00	22/04/2019
20196200000989	Direction des Ressources Humaines	78 -05	L'occupation illicite du domaine public	MSF	CNFPT DE LILLE  59012LILLE CEDEX	250,00	18/04/2019
20196200000990	MDADT du Montreuillois-Ternois	-	RD 928 à SAINTE AUSTREBERTHE - PR 10 + 222 - OA n°563 joints de chaussée	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	46 975,00	23/04/2019
20196200000991	Direction de l'Immobilier	35 -17	HELICE	MSF	ACI - APPLICATIONS CLIMATIQUES INDUSTRIELLES ZA Marcel Doret 62100CALAIS	73,85	18/04/2019
20196200000992	Direction de l'Immobilier	31 -02	PAROI SUR MESURE	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	170,30	18/04/2019
20196200000993	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -55	Consommables divers	MSF	LABELIANS  77140NEMOURS	168,90	19/04/2019
20196200001000	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -03	Collage des photographies de l' Exposition Les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer du 06 juillet au 03 novembre 2019 au CCEC.	MND	ATELIER DEUXIEME OEIL VOIE A N 8 75018PARIS 18	1 925,00	23/04/2019
20196200001008	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	MSUB Impression-lot 3- Guides cyclo rando-Brochures, affichettes, feuillets et dépliant	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	7 195,00	11/04/2019
20196200001019	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Cocktail le vendredi 10 mai au chateau d'Hardelot pour la lecture de Michél Londale	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	722,34	30/04/2019
20196200001020	Direction de l'Immobilier	31 -02	CLES PLATES	MSF	CHRETIEN 24 GRAND PLACE 62000ARRAS	30,00	24/04/2019
20196200001021	MDADT de l'Audomarois	20-05	Fournitures diverses pour CER	MSF	AVEUGLES D ALSACE LORRAINE 27 rue de la 1ère armée 67065STRASBOURG CEDEX	933,92	26/04/2019
20196200001024	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Acquisition de produits traiteur pour le Centre Culturel de l'Entente Cordiale - Château d'Hardelot du Département du Pas-de-Calais.	MSF	PARIS TRAITEUR  62152NEUFCHATEL HARDELOT	20 000,00	19/04/2019
20196200001025	Direction de l'Immobilier	31 -02	RADIATEUR VMO 3	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	209,18	25/04/2019
20196200001026	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Renouvellement certificat individuel d'utilisation phyto opérateur	MSF	CFPPA DU PAS DE CALAIS  62217TILLOY LES MOFFLAINES	118,00	25/04/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001029	Direction des Archives Départementales	61 -05	Port enchères RFC MBE TOURS (HDV GIRAUDEAU)	MSF	RFC – MAIL BOXES ETC 37100TOURS	46,03	23/04/2019
20196200001030	Laboratoire Départemental d'Analyses	80 -03	identification bactérienne bovin et volaille	MSF	ANIMAL HEALTH SERVICE P O BOX 9 7400 AA DEVENTER 7418	450,00	25/04/2019
20196200001032	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Initiation et Perfectionnement à la parasitologie vétérinaire	MSF	UNIVERSITE DE REIMS 51100REIMS	1 000,00	19/04/2019
20196200001034	Direction des Ressources Humaines	78 -03	CAFERUIS	MSF	AESTS FORMATION CONTINUE 59000LILLE	6 000,00	25/04/2019
20196200001039	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	MSUB Impressions-lot 4- Pochettes collèges-Documents et supports spéciaux	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	6 199,00	23/04/2019
20196200001040	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation et détection de réseaux enterrés au collège du Pays de l'Allœu à Laventie	MSF	NORD DT 463 RUE DES CLAUWIERS 59113SECLIN	5 885,00	29/04/2019
20196200001043	Direction des affaires Culturelles	90 -02	Acquisition de signalétique extérieure dans le cadre d'une exposition temporaire.	MSF	REPROCOLOR SIEGE SOCIAL ZAC MOULIN LAMBLIN 59320HALLENNES LES HAUBOURDIN	3 500,00	29/04/2019
20196200001045	Direction de l'Immobilier	35 -17	CLIM	MSF	GENERAL FRIGORIFIQUE FRANCE 12 RUE DES FRERES LUMIERES 69720SAINT BONNET DE MURE	1 337,17	26/04/2019
20196200001046	Direction de l'Immobilier	31 -02	EVIER ENCASTRER SUR MESURE	MSF	CEDEO DISTRIB SANITAIRE CHAUFF ZAC DU PARC ALATA 60550VERNEUIL EN HALATTE	105,69	26/04/2019
20196200001048	Direction des Ressources Humaines	78 -05	La santé financière de l'EPL: Ratios et tableaux de bord	MSF	EDUCATION ET TERRITOIRES 75003PARIS 3	580,00	03/04/2019
20196200001050	Direction de l'Information et de l'ingénierie Documentaire	15-06	Abonnements Presse régionale Observateur de l'Arrageois	MSF	L OBSERVATEUR 1 RUE ROBERT BICHET 59361AVESNES SUR HELPE	235,06	29/04/2019
20196200001052	Direction de l'Immobilier	17 -18	AZOTE	MSF	GENERAL FRIGORIFIQUE FRANCE 12 RUE DES FRERES LUMIERES 69720SAINT BONNET DE MURE	31,78	29/04/2019
20196200001057	Direction des Finances	68 -03	Séminaire MDADT Lens-Henin du 23/04/2019	MSF	PARC DEP NATURE LOISIRS OLHAIN PARC D OLHAIN 62150FRESNICOURT LE DOLMEN	29,18	15/04/2019
20196200001058	Direction des Ressources Humaines	78 -05	EIT 2019	MSF	UNIVERSITE DE PAU E 64012PAU CEDEX	100,00	30/04/2019
20196200001061	Direction des Achats, Transports et Moyens	10-13	Acquisition de pâtisseries pour le Centre Culturel de l'Entente Cordiale – Château d'Hardelot du Département du Pas-de-Calais	MSF	OMEGA TOUQUET 123 RUE DE METZ 62520LE TOUQUET PARIS PLAGE	12 000,00	23/04/2019

**LISTE MENSUELLE DES MARCHES CONCLUS**  
**01 mai 2019 au 31 mai 2019**

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000379	Direction de l'Assemblée et des Elus	78 -05	DAE - Formation des élus des 4 et 05 mai 2019 - Séminaire de formation des élus locaux à Paris	MSF	CENTRE DE FORMATION DES ELUS LOCAUX  44000NANTES	1 380,00	02/05/2019
20196200000750	Direction des Ressources Humaines	78 -03	CACES R372m Cat 8	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	760	28/05/2019
20196200000870	Direction des affaires Culturelles	15-05	AOO-DAC-Fourniture de livres pour la Médiathèque départementale 2019-2022.-Lot 5 : Livres numériques PNB.	AOO	LIBRAIRIE DECITRE 104 16 RUE JEAN DESPARMET 69371LYON CEDEX	Mini : 20 000,00 Maxi :0,00	14/05/2019
20196200000917	Direction du Développement des Solidarités	66 -03	MPA2 - SEJC - Mise en Place d'un dispositif d'accompagnement et d'aide au départ autonome pour les jeunes du Pas-de-Calais	PA Ouverte	VACANCES OUVERTES 14 RUE DE LA BEAUNE 93100MONTREUIL	Mini : 0,00 Maxi :130 000,00	14/05/2019
20196200000918	Direction du Développement des Solidarités	78 -01	MPA2 - SEJC - Mise en Place d'un dispositif d'accompagnement et d'aide au départ autonome pour les jeunes du Pas-de-Calais	PA Ouverte	VACANCES OUVERTES 14 RUE DE LA BEAUNE 93100MONTREUIL	Mini : 0,00 Maxi :1 500,00	14/05/2019
20196200000941	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	HDF CONSTRUCTION 128 RUE DE VILLARS 59220DENAIN	837 000,00	06/05/2019
20196200000942	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	BSD COUVERTURE 33 rue auguste mariette 62300lens	76 940,70	06/05/2019
20196200000943	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	DE GRAEVE PARC D ACTIVITES DU MOULIN 59118WAMBRECHIES	73 974,00	06/05/2019
20196200000944	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	ECOLOPO 10 RUE CURIE 59910BONDUES	199 463,61	03/05/2019
20196200000945	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	SDI 66 RUE GABRIEL PERI 59481HAUBOURDIN CEDEX	161 385,29	06/05/2019
20196200000946	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	CABRE RUE RAOUL BRIQUET 62710COURRIERES	115 245,81	06/05/2019
20196200000947	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	LESOT ZA DES CHEMINS CROISES 62054SAINT LAURENT BLANGY	130 278,87	03/05/2019
20196200000948	Direction de l'Immobilier	-	MPA4-CBGT-19S0024-Restructuration de la demi-pension et des locaux d'enseignement au Collège Adulphe Delegorgue à COURCELLES-LES-LENS - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	IDC CONCEPT BOULEVARD DE ROUEN 62160AIX NOULETTE	168 329,32	03/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2019620000957	Direction des affaires Culturelles	15-05	AOO-DAC-Fourniture de livres pour la Médiathèque départementale 2019-2022.	AOO	LIBRAIRIE B 21 RUE GAMBETTA 62000ARRAS	Mini : 60 000,00 Maxi :0,00	09/05/2019
2019620000958	Direction des affaires Culturelles	15-05	AOO-DAC-Fourniture de livres pour la Médiathèque départementale 2019-2022.	AOO	LIBRAIRIE B 21 RUE GAMBETTA 62000ARRAS	Mini : 60 000,00 Maxi :0,00	09/05/2019
2019620000959	Direction des affaires Culturelles	15-05	AOO-DAC-Fourniture de livres pour la Médiathèque départementale 2019-2022.	AOO	LIBRAIRIE B 21 RUE GAMBETTA 62000ARRAS	Mini : 60 000,00 Maxi :0,00	09/05/2019
2019620000960	Direction des affaires Culturelles	15-05	AOO-DAC-Fourniture de livres pour la Médiathèque départementale 2019-2022.-Lot 4 : Bandes dessinées.	AOO	CAP NORD 4 RUE DES BALANCES 62000ARRAS	Mini : 40 000,00 Maxi :0,00	09/05/2019
2019620000987	Direction de la Communication	77 -02	Places Mainsquare 2019	PA Ouverte	Live nation France Festivals 253 Boulevard de Leeds 5977759777	60 462,00	07/05/2019
20196200001001	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0339 Collège Léonard de Vinci à Carvin Mise en accessibilité	PA Ouverte	ETS EIFFAGE TP 14 RUE MONTAIGNE 62670MAZINGARBE	17 912,63	06/05/2019
20196200001002	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0339 Collège Léonard de Vinci à Carvin Mise en accessibilité	PA Ouverte	DANIEL GARCON 3 ZA les Alouettes 62223SAINT NICOLAS	71 193,50	06/05/2019
20196200001003	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0339 Collège Léonard de Vinci à Carvin Mise en accessibilité	PA Ouverte	SANTERNE NORD TERTIAIRE  62217BEAURAINS	20 900,00	06/05/2019
20196200001004	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0339 Collège Léonard de Vinci à Carvin Mise en accessibilité	PA Ouverte	SARL ATEOS 6 rue d&#039;Athies 62223FEUCHY	17 994,78	06/05/2019
20196200001005	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0339 Collège Léonard de Vinci à Carvin Mise en accessibilité	PA Ouverte	THYSSENKRUPP ASCENSEURS RUE CHAMPFLEUR 49001ANGERS CEDEX 01	5 711,09	06/05/2019
20196200001006	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0339 Collège Léonard de Vinci à Carvin Mise en accessibilité	PA Ouverte	CABRE RUE RAOUL BRIQUET 62710COURRIERES	5 417,03	06/05/2019
20196200001011	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	SD BAT 83 B RUE D ARRAS 62160AIX NOULETTE	42 975,83	13/05/2019
20196200001012	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	SARL MENUISERIE NOUVELLE BARA AG 11 rue Pierre Martin 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	27 265,41	13/05/2019
20196200001013	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	MCA les allées Parc d'activités 62600VERTON	19 739,31	13/05/2019
20196200001014	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	EGI GRESSIER 59 route d'Arras 62140MARCONNE	11 423,13	13/05/2019
20196200001015	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	OMJ ENERGIE 12 RUE DE BOUQUINGHEN 62250MARQUISE	28 372,50	13/05/2019
20196200001016	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	EQUIP FROID ET COLLECTIVITES 11 BIS RUE DE TRESSIN 59510FOREST SUR MARQUE	72 555,75	13/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001017	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	SNH SOCIETE NOUVELLE HURET 2 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE 62157ALLOUAGNE	6 905,50	13/05/2019
20196200001018	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LBMT 18S0781 - Collège Paul Eluard à SAINT ETIENNE AU MONT : Réaménagement de la zone SELF - Relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	RUDANT ET FILS 244 RUE DE L YSER 59331TOURCOING CEDEX	6 472,07	13/05/2019
20196200001049	MDADT de Lens Hénin	71 -03	MPAPS - MDADTLH - Collège Michelet à LENS - Mission CSPSP pour mise en accessibilité	MSF	CETE APAVE NORD OUEST RUE PIERRE ET MARIE CURIE 62223SAINT LAURENT BLANGY	1 056,00	01/05/2019
20196200001053	Direction de l'Immobilier	81 -26	AOO-LBGS-18S0838 - Marché de conduite, d'exploitation et de maintenance Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage - 3 collèges du Département du Pas-de-Calais - 3 lots - Relance suite à défaillance du titulaire	AOO	AXIMA CONCEPT 1 PLACE SAMUEL 92400COURBEVOIE	35 365,80	07/05/2019
20196200001054	Direction de l'Immobilier	81 -26	AOO-LBGS-18S0838 - Marché de conduite, d'exploitation et de maintenance Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage - 3 collèges du Département du Pas-de-Calais - 3 lots - Relance suite à défaillance du titulaire	AOO	AXIMA CONCEPT 1 PLACE SAMUEL 92400COURBEVOIE	37 476,10	07/05/2019
20196200001055	Direction de l'Immobilier	81 -26	AOO-LBGS-18S0838 - Marché de conduite, d'exploitation et de maintenance Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage - 3 collèges du Département du Pas-de-Calais - 3 lots - Relance suite à défaillance du titulaire	AOO	AXIMA CONCEPT 1 PLACE SAMUEL 92400COURBEVOIE	38 778,00	07/05/2019
20196200001056	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation et détection de réseaux enterrés - Médiathèque de Lillers	MSF	NCA GEOLOC Allée Victor Schoelcher 59760GRANDE-SYNTHE	2 130,00	02/05/2019
20196200001059	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB 2 CVMT 19S0184 RD 9 ACHIET LE PETIT PR 0 + 1215 à 1 + 105, aménagement de la rue d'Angoulême, de la rue de Bucquoy à la rue du Faubourg-Territoire de l'Arrageois	MSUB	GILLES DELAMBRE TRAVAUX PUBL 2 RUE DE DIERVILLE 62116BUCQUOY	63 004,50	03/05/2019
20196200001060	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	86 -05	MPA2 Prestations de prévisions météorologiques pour l'exploitation du réseau d'entretien routier du Département	PA Ouverte	METEO FRANCE CTR INTERREG NORD 18 RUE ELISEE RECLUS 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	Mini : 0,00 Maxi :55 000,00	06/05/2019
20196200001062	Direction des Ressources Humaines	78 -05	PSOL-19/4-29 - Evaluation des besoins de l'enfant en PE	MSF	L ACTION SOCIALE 13 BOULEVARD SAINT MICHEL 75005PARIS 5E	840	02/05/2019
20196200001064	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	17-07	Fourniture et livraison de produits phytosanitaires pour la Direction Adjointe de la Mobilité et du Réseau Routier	MSF	SOCODIP BP 58 59529HAZEBROUCK	932,12	02/05/2019
20196200001065	Direction des Achats, Transports et Moyens	15-11	Acquisition de rouleaux pour l'atelier départemental d'imprimerie du Pas-de-Calais	MSF	HEIDELBERG FRANCE AV DE LA DEMI LUNE 95700ROISSY EN FRANCE	3 150,28	02/05/2019
20196200001066	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Déconstruction des ponts et gestion de leurs déchets	MSF	ASSOCIATION FRANCAISE DE GENIE CIVIL 75011PARIS CEDEX 11	140	02/05/2019
20196200001067	MDADT de l'Artois	-	MPA 1 CVMT 19S0147 RD 341 AMETTES PR 38 + 363 et 38 + 419 OA n°M1653 et 1651A Travaux de suppression des parapets, rejointement et réparation des maçonneries, longrines, glissières, lisses et trottoirs	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	57 499,00	21/05/2019
20196200001068	MDADT de l'Arrageois	-	MPA 1 CVMT 19S0139 RD 1 BAILLEULMONT PR 17 + 085 Réfection de l'OA n°0454	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	74 999,50	09/05/2019
20196200001073	MDADT du Montreuillois-Ternois	-	MSUB3 LVMT 19S0106 - Collège Jean Jaurès à ETAPLES : VRD Logements Création liaison collège MECS-Territoire du Montreuillois-Ternois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	430 900,00	06/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001074	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	33 -02	Fournitures de consommables et accessoires spectacle vivant pour les Shakesperare nights	MSF	VS SCENE PARC D ACTIVITE DE NEUVILLE 59960NEUVILLE EN FERRAIN	1 883,98	02/05/2019
20196200001075	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -12	Prestation d'affûtage de lames pour les services du Département du Pas-de-Calais.	MSF	EUROLAME INDUSTRIE 5 avenue Jean Jaurès 59390LYS LEZ LANNOY	8 000,00	16/05/2019
20196200001076	MDADT de l'Audomarois	31-01	Achat de béton CER divers	MSF	UNIBETON 6 allée de la Pépinière 80480DURY	1 755,00	06/05/2019
20196200001077	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	24-02	Fourniture de pièces d'origine et réparation pour poids lourds de marque RENAULT TRUCKS pour l'atelier SM3R d'Arras	AOO	Artois Poids Lourds AVENUE DU PORTUGAL 62118MONCHY LE PREUX	Mini : 0,00 Maxi :1 600 000,00	13/05/2019
20196200001079	Direction de l'Information et de l'ingénierie Documentaire	28-03	Acquisition tests d'évaluation psychologique	MSF	PEARSON FRANCE ECPA 15 RUE HENRI ROL TANGUY 93100MONTREUIL	Mini : 1 000,00 Maxi :4 000,00	03/05/2019
20196200001080	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB 2 CVMT 19S0179 RD 38 CHERISY et GUEMAPPE PR 9 + 086 au PR 11 + 551 Aménagement de la RD 38-Territoire de l'Arrageois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	139 800,00	06/05/2019
20196200001081	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB 1 CVMT 19S0178 RD 18 BERTINCOURT et VELU PR 5 + 000 au PR 6 + 000 Réfection des rives de chaussée,accotement et fossé-Territoire de l'Arrageois	MSUB	BAUDE BILLET TP 2 GRAND PLACE 62134LISBOURG	65 116,50	17/05/2019
20196200001082	Direction des Ressources Humaines	78 -03	PSOL - 19/4-31 CAFERUIS suite (mémoire) Mme DUMONT DUBOIS Mélanie	MSF	IRTS (ARTS SITE METROPOLE LILLOISE) BP 71 59373LOOS CEDEX	901,8	03/05/2019
20196200001083	MDADT de l'Audomarois	31-08	Lettrages routier CER DIVERS	MSF	LEMAIRE 3 RUE DE L ISLE 62380LUMBRES	2 220,00	06/05/2019
20196200001086	Direction des Ressources Humaines	78 -05	2019/4-32 PSOL - Récit de vie, génogramme	MSF	FRACTALE 750116 RUE DE L ASILE POPINCOURT	900	06/05/2019
20196200001092	Direction de la Communication	75 -02	Frais d'huissier - Tirage au sort places Main square 2019	MSF	LEXIS (SAMUEL GUYOT HUISSIER DE JUSTICE) BP 90213 62004ARRAS CEDEX 04	137,67	02/05/2019
20196200001093	Direction de la Communication	75 -02	Frais d'huissier - Tirage au sort places Festival Côte d'Opale	MSF	LEXIS (SAMUEL GUYOT HUISSIER DE JUSTICE) BP 90213 62004ARRAS CEDEX 04	137,67	02/05/2019
20196200001098	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LVMT 19S0021 Réalisation des aménagements visant la restauration de la continuité écologique sous les ouvrages d'art situés sur le territoire du Boulonnais et du Montreuillois (OA N°2085, 2555, 1881 et 2572)	PA Ouverte	ETS DELBENDE ANDRE 530 RUE BLANCHE 62890TOURNEHEM SUR LA HEM	35 615,00	14/05/2019
20196200001099	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LVMT 19S0021 Réalisation des aménagements visant la restauration de la continuité écologique sous les ouvrages d'art situés sur le territoire du Boulonnais et du Montreuillois (OA N°2085, 2555, 1881 et 2572)	PA Ouverte	RENET 80 rue du Général de Gaulle 80610SAINT OUVEN	105 357,20	14/05/2019
20196200001100	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LVMT 19S0021 Réalisation des aménagements visant la restauration de la continuité écologique sous les ouvrages d'art situés sur le territoire du Boulonnais et du Montreuillois (OA N°2085, 2555, 1881 et 2572)	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	57 695,00	14/05/2019
20196200001101	MDADT du Boulonnais	-	MPA3 LVMT 19S0021 Réalisation des aménagements visant la restauration de la continuité écologique sous les ouvrages d'art situés sur le territoire du Boulonnais et du Montreuillois (OA N°2085, 2555, 1881 et 2572)	PA Ouverte	ETS DELBENDE ANDRE 530 RUE BLANCHE 62890TOURNEHEM SUR LA HEM	39 565,00	14/05/2019



N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001102	MDADT de l'Arrageois	-	T2E ARG 17/002 RD 950 PR 3+55 Echangeur ACTIPARC ST LAURENT BLANGY	MSF	T2E 57 RUE JEAN JAURES 62223SAINT LAURENT BLANGY	15 258,46	09/05/2019
20196200001103	Direction de l'Enfance et de la Famille	68 -03	Repas Réunion annuelle CPEF	MSF	LE PANIER DE LA MER 62 62200BOULOGNE SUR MER	919,5	09/05/2019
20196200001104	MDADT de l'Arrageois	-	ETGC ARG 19/003 Réalisation longrine et garde-corps OA 971 RD 21E1 PR 14+092 SAUCHY CAUCHY	MSF	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	14 956,00	09/05/2019
20196200001107	MDADT de l'Arrageois	20-05	CINOR BC JP2019-2 Achat de petit matériel CER CROISILLES	MSF	CINOR 994 RUE M CAULLERY 59500DOUAI	133,95	09/05/2019
20196200001111	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -03	MS-CVIS-RD254E2-Reconstruction de l'OA2571 sur la Liane à Selles-Contrôle des études d'exécution	MSF	SEGIC INGENIERIE 7 RUE DES PETITS RUISSEAUX 91370VERRIERES LE BUISSON	9 395,00	13/05/2019
20196200001112	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	61 -12	Transport d'Oeuvres dans le cadre de l'Exposition "les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer" au CCEC-Condetta 62360 du 06 juillet au 03 novembre 2019.	MSF	TMH TRANSPORTS 29 AV DES BETHUNES 95310SAINT OUEN L'AUMONE	9 990,00	09/05/2019
20196200001113	Direction des Archives Départementales	15 -15	PRC-DAD Fourniture atelier restauration et reliure LE GEANT DES BEAUX-ARTS	MSF	LE GEANT DES BEAUX ARTS LES BEAUX ARTS 67700SAVERNE	1 585,89	07/05/2019
20196200001116	Direction des Achats, Transports et Moyens	25-06	Acquisition de vitrines tables d'exposition pour le Département du Pas-de-Calais	MSF	PROMUSEUM REVFILMS ZA LES MARCEAUX 78710ROSNY SUR SEINE	15 300,00	13/05/2019
20196200001120	Direction des Ressources Humaines	78 -05	PRC - Collecter, produire et enregistrer des témoignages	MSF	INA BRY SUR MARNE 94366BRY SUR MARNE	2 150,00	09/05/2019
20196200001121	Direction de l'Enfance et de la Famille	72 -04	Conférence IST - Réunion annuelle CPEF 2019	MSF	CHEVALIER Sylvie 53 rue Jean Moulin 62220CARVIN	400	13/05/2019
20196200001122	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-CLES PLATES	MSF	CHRETIEN 24 GRAND PLACE 62000ARRAS	75	09/05/2019
20196200001123	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-MEUBLE SPRING	MSF	LEROY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	311,66	09/05/2019
20196200001124	MDADT de l'Audomarois	-	MDS DE SAINT OMER REMPLACEMENT DES DEUX POULIES	MSF	OTIS 62231COQUELLES	3 788,63	13/05/2019
20196200001125	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	68 -03	Prestation de service traiteur dans le cadre de l'Opération "Shakespeare Nights du 4 au 24 mai 2019" au CCEC-Château d'Hardelot 62360 CONDETTE	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	9 511,67	10/05/2019
20196200001128	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	68 -03	Prestation de service traiteur dans le cadre de l'Opération "Shakespeare Nights du 04 au 24 mai 2019" au CCEC-Château d' HARDELOT 62360 CONDETTE	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	2 131,60	10/05/2019
20196200001134	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique-Shakespeare- BR SIGN'S	MSF	BR SIGNS 59290WASQUEHAL	3 804,00	02/05/2019
20196200001138	Direction de l'Immobilier	71 -01	MPA1 CBS 18S0894 - APPEL A CANDIDATURE - Désignation d'une équipe de maîtrise d'oeuvre pour mise en oeuvre de centrales photovoltaïques en vue d'une autoconsommation pour l'Hôtel du Département et bâtiments des services à ARRAS	PA Restreinte	COHERENCE ENERGIES 59840PERENCHIES	68 000,00	20/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001139	Direction des Ressources Humaines	72 -04	PSOL-19/4-25 - Conférence du Pôle solidarités "les nouveaux publics : nouvelles pratiques"	MSF	DUVOUX NICOLAS 75018PARIS	1 500,00	13/05/2019
20196200001140	Direction du Développement, de l'Aménagement et de l'Environnement	80 -02	DDAE/SENR SUIVI DE GESTION DIFFERENCIEE DES DEPENDANCES ROUTIERES	MSF	CENTRE REGIONAL PHYTOSOCIOLOGIE HAMEAU DE HAENDRIES 59270BAILLEUL	22 938,00	13/05/2019
20196200001141	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -03	Fourniture, prestation et réalisation d'un spectacle pyrotechnique dans le cadre du Midsummer Festival le 14 juin 2019 au CCEC-Château d'Hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	REGIE FETE PYROTECHNIE CHEMIN DE MARQUOY 62440HARNES	8 333,33	13/05/2019
20196200001142	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -62	Réactifs anticorps monoclonaux	MSF	ANSES LABORATOIRES NANCY MALZEVILLE TECHNOPOLE AGRICOLE VETERINAIRE 54220MALZEVILLE	740,08	13/05/2019
20196200001143	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB 3 LVMT 19S0160 RD 204 Commune de DESVRES rue des Ecoles PR 19 + 285 à PR 19 + 400 Aménagement et sécurisation de l'accès du collège "le Carquet"-Territoires du Boulonnais, du Calaisis et de l'Audomarois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	182 477,20	14/05/2019
20196200001144	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Méthodologie des études de sécurité routière en milieu interurbain	MSF	PONTS FORMATION CONSEIL 75005PARIS 5EME	2 650,00	13/05/2019
20196200001146	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	cocktail science po Lille le mercredi 15 mai	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	518,5	08/05/2019
20196200001147	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	EXPO TUNNEL SOUS LA MANCHE lundi 20 mai maison du site des deux caps	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	1 202,23	15/05/2019
20196200001148	Direction des Ressources Humaines	78 -03	CACES R389 Chariots éleveurs Catégorie 3	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	230	13/05/2019
20196200001149	MDADT de l'Artois	-	COLLEGE CURIE - CALONNE RICOUART-REPLACEMENT DES CARTES DE COMMUNICATION CTA	MSF	ENGIE AXIMA 59810LESQUIN	6 963,78	21/05/2019
20196200001150	MDADT de Lens Hénin	-	MPA2 CBMT 18S0865 Collège Jean Vilar à Angres Traitement de la laverie avec remplacement du lave vaisselle - 3 lots	PA Ouverte	SD BAT 83 B RUE D ARRAS 62160AIX NOULETTE	21 864,50	21/05/2019
20196200001151	MDADT de Lens Hénin	-	MPA2 CBMT 18S0865 Collège Jean Vilar à Angres Traitement de la laverie avec remplacement du lave vaisselle - 3 lots	PA Ouverte	CEF PLOMBERIE PARC D ACTIVITES DES CHAUFFOURS 62440HARNES	27 374,38	21/05/2019
20196200001152	MDADT de Lens Hénin	-	MPA2 CBMT 18S0865 Collège Jean Vilar à Angres Traitement de la laverie avec remplacement du lave vaisselle - 3 lots	PA Ouverte	H D C 75 rue de l'Ouest 59100ROUBAIX	60 778,69	21/05/2019
20196200001153	Direction de l'Immobilier	-	MSI DIMMO SMP - Réfection d'embranchement accès côté de l'Hôtel du Département à ARRAS	MSF	COLAS NORD EST 50 AVENUE DES ENTREPRISES 62221NOYELLES SOUS LENS	5 904,85	14/05/2019
20196200001155	Direction des Ressources Humaines	78 -05	L'expérience collaborateur : outil marketing ou levier RH	MSF	RESEAU RH PUBLIC 91100CORBEIL ESSONNES	150	26/05/2019
20196200001157	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	moment de convivialité	MSF	PATISSERIE DUPLOYEZ CHRISTIAN 62000ARRAS	354,16	16/05/2019
20196200001160	MDADT de l'Arrageois	73 -06	Travaux de ramonage des conduits de cheminée du patrimoine immobilier de la MDADT de l'Arrageois	MSF	LECLERCQ 62223SAINTE CATHERINE	1 810,00	15/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001161	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation, détection et diagnostic de réseaux enterrés au Collège Paul Langevin	MSF	INGEO 1 RUE CASSINI 62575BLENDECOUES	10 000,00	16/05/2019
20196200001166	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MSI-DCHE-Spectacle "Bonjour Shakespeare " (Rollmops Théâtre) le 6 juin 2019 au CCEC	MND	LE ROLLMOPS THEATRE  62200BOULOGNE SUR MER	2 150,40	14/05/2019
20196200001172	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -03	MS-RD170-Reconstruction de l'OA1052A à La Couture-Contrôle des études d'exécution	MSF	SEGIC INGENIERIE 7 RUE DES PETITS RUISSEAUX 91370VERRIERES LE BUISSON	10 350,00	17/05/2019
20196200001173	MDADT du Montreuillois-Ternois	73 -07	MDADT Site Touquet désinfection faux plafond et retrait d'un rongeur mort	MSF	ECOLAB PEST FRANCE 25 RUE ARISTIDE BRIAND 94112ARCUEIL CEDEX	294	15/05/2019
20196200001174	MDADT de l'Arrageois	74 -11	SCEA LEQUETTE Intervention déneigement CER BIEFVILLERS	MSF	SCEA LEQUETTE 13 RUE DU GENERAL FRERE 62450GREVILLERS	556,8	17/05/2019
20196200001175	MDADT de l'Arrageois	74 -11	ATP PAVY Intervention déneigement CER BIEFVILLERS	MSF	ATP PAVY 6 RUE DE LA CHAPELLE 62159VAULX VRAUCOURT	984	17/05/2019
20196200001178	MDADT de l'Arrageois	74 -11	ETA HUBAU Intervention déneigement CER MONCHY	MSF	HUBAU DOMINIQUE 4 RUE HERCTOR BONNEL 62173FICHEUX	255	17/05/2019
20196200001179	MDADT de l'Arrageois	74 -11	ETA LAVALLARD Intervention déneigement CER CROISILLES	MSF	ETA LAVALLARD 7 rue de Doignies 62159LAGNICOURT MARCEL	1 544,00	17/05/2019
20196200001180	MDADT de l'Arrageois	74 -11	LECLERCQ Intervention déneigement CER VIMY	MSF	LECLERCQ 22 RUE DU CARLIN 62580NEUVILLE SAINT VAAST	509,5	17/05/2019
20196200001181	MDADT de l'Arrageois	74 -11	EARL DU POINT DU JOUR Intervention déneigement CER MONCHY	MSF	EARL DU POINT DU JOUR  62111MONCHY AU BOIS	600	17/05/2019
20196200001182	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique 6 h/24 h- BR SIGNS	MSF	BR SIGNS  59290WASQUEHAL	1 403,00	14/05/2019
20196200001183	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB3-CVMT-19S0146 - RD 917 - Aménagement de trottoirs - Ervillers-Territoire de l'Arrageois	MSUB	LEFRANCOIS TP 25 RUE DE BIMOISE 62650CLENLEU	228 000,00	21/05/2019
20196200001185	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MPA4-CVIT18S0736 - RD 937 - TAC Giratoire Route Nationale - BEUVRY	PA Ouverte	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	698 000,00	23/05/2019
20196200001186	Direction de l'Immobilier	-	MSI DIMMO SMP Mise en sécurité et adaptation PMR en circulation de l'Hôtel du Département à ARRAS	MSF	MIROITERIES DUBRULLE 7 RUE DE LA CRUPPE 59650VILLENEUVE D'ASCQ	6 696,70	23/05/2019
20196200001188	MDADT du Boulonnais	-	MPA2 LBMT 18S0801 - Collège Jean Moulin à LE PORTEL : Désamiantage et remplacement de l'étanchéité de toiture des bâtiments SEGPA, Préau et Logements	PA Ouverte	ETANDEX FRETIN 985 RUE DU CHEMIN VERT 59273FRETIN	210 741,32	24/05/2019
20196200001190	Direction de l'Immobilier	11-01	MSI-DIMMO-PLANTATIONS	MSF	VERTDIS ZONE PORTUAIRE 62223SAINT LAURENT BLANGY	1 616,89	16/05/2019
20196200001191	MDADT du Boulonnais	-	MPA1-LVMT-19S0135 - RD 240 HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE - OA 2555B - PR 5 + 294 - Comblement des décalages entre les buses - lot unique	PA Ouverte	SAS RAMERY TP 1 Avenue de l'Europe 62250LEULINGHEN BERNES	58 000,00	20/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001193	Direction des Achats, Transports et Moyens	22-02	Acquisition d'une console d'éclairage scénique mixte pour le Département du Pas-de-Calais	MSF	VS SCENE PARC D ACTIVITE DE NEUVILLE 59960NEUVILLE EN FERRAIN	17 000,00	20/05/2019
20196200001194	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -62	Réactifs anticorps monoclonaux - sérum étalon	MSF	ANSES LABORATOIRE DE NIORT 60 RUE DU PIED DE FOND 79012NIORT CEDEX	460,92	16/05/2019
20196200001195	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Statuts et gestion des Assistants familiaux	MSF	DALLOZ FORMATION  75014PARIS 14E	1 290,00	16/05/2019
20196200001196	Direction des Ressources Humaines	78 -05	PRC - Journée Spécialisées de Natation	MSF	LILLE RECHERCHE NATATION 9 rue de l'université 59790RONCHIN	150	08/05/2019
20196200001197	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	68 -03	Prestation de traiteur dans le cadre de l'Opération "Les Rendez-vous aux jardins les 8 et 9 juin 2019" au CCEC- Château d'Hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	PARIS TRAITEUR  62152NEUFCHATEL HARDELOT	1 183,63	16/05/2019
20196200001198	Direction des Ressources Humaines	78 -05	PRC - Absentéisme, restrictions et conflits chez les ATTEE: de la gestion à la prévention	MSF	EDUCATION ET TERRITOIRES  75003PARIS 3	4 500,00	13/05/2019
20196200001199	Direction des Ressources Humaines	78 -03	CACES R372M cat 7 et 8	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	870	17/05/2019
20196200001201	MDADT de l'Arrageois	81 -13	COLLEGE MITTERRAND A ARRAS - REMPLACEMENT MOTEUR LAVE-VAISSELLE	MSF	MANIEZ 589 ROUTE NATIONALE 62400LOCON	4 303,08	20/05/2019
20196200001203	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Affichage départemental - 3ème période-relance-Grandes affiches	MSUB	PRINT IMPRIMERIE 5 RUE DES BONNETIERS 59150WATTRELOS	45 200,00 €	29/05/2019
20196200001204	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-CLES PLATES	MSF	CHRETIEN 24 GRAND PLACE 62000ARRAS	10	17/05/2019
20196200001205	Direction de l'Immobilier	20-06	MSI-DIMMO-CAROTTIER	MSF	FERNAGUT 38 RUE FAIDHERBE 62130SAINT MICHEL SUR TERNOISE	328	17/05/2019
20196200001206	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MSI-DCHE-Concert "Triptyque des Lilas" (Association la Clef des Chants) le 22/06/2019 - Midsummer Festival	MND	LA CLEF DES CHANTS 54 BOULEVARD DE LA LIBERTE 59000LILLE	2 200,00	16/05/2019
20196200001207	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Le BIM pour la maîtrise d'ouvrage et la gestion du patrimoine	MSF	GROUPE MONITEUR 10 Place Du General De Gaulle 92186ANTONY CEDEX	2 195,00	20/05/2019
20196200001208	Direction des Ressources Humaines	70 -01	Cabinet de recrutement de médecin pour la DAS	MSF	DUCONSEILLE VALERIE  59120LOOS	11 000,00	22/05/2019
20196200001210	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	27-02	Location de structures gonflables dans le cadre des "6h et 24h du Pas-de-Calais du samedi 29 au dimanche 30 juin 2019" au Parc Départemental d'Olhain.	MSF	LILLE O PIRATES  59193ERQUINGHEM-LYS	1 343,00	20/05/2019
20196200001211	MDADT de Lens Hévin	20-05	Fournitures de produit de voirie - MDADT LH	MSF	TEXXIUM ZONE ENTREPRISE DE BARIAS 40230SAINT GEOURS DE MARENNE	1 233,00	07/05/2019
20196200001212	MDADT de l'Arrageois	74 -11	SARL AUGAIT Intervention déneigement CER AUBIGNY	MSF	AUGAIT FREDERIC 45 rue Basse 62127FREVILLERS	456,75	22/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001213	MDADT du Montreuillois-Ternois	-	MPA1 LVMT 18S0912 RD 104 à BLANGY SUR TERNOISE PR 24 + 787 OA n°555 Etanchéité trottoirs	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	54 499,00	24/05/2019
20196200001214	MDADT de l'Arrageois	74 -11	EARL Vincent LHOMME Intervention déneigement CER VIMY	MSF	VINCENT LHOMME 17 RUE DE LA LIBERATION 62320ACHEVILLE	1 168,75	22/05/2019
20196200001215	Direction de l'Information et de l'Ingénierie Documentaire	15-06	Abonnements presse locale Liberté hebdo	MSF	STE NVELLE LIBERTE EDITIONS 18 RUE D INKERMANN 59000LILLE	137,12	20/05/2019
20196200001217	MDADT de l'Arrageois	74 -11	TAFFIN Intervention déneigement CER MONCHY	MSF	TAFFIN REGIS 37 RUE SAINT LADRE 62111MONCHY AU BOIS	408,75	22/05/2019
20196200001220	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MSI-DCHE-Spectacle "Le Jardin des Métamorphoses #2" (Théâtre Dire d'Etoiles) le 23/06/2019 - Midsummer Festival	MND	THEATRE DIRE D ETOILE 46 rue Félix Adam 62200BOULOGNE SUR MER	800	16/05/2019
20196200001222	Direction des Ressources Humaines	78 -05	5 jours pour entreprendre	MSF	CCI REGION HAUTS DE FRANCE 59031LILLE CEDEX	400	20/05/2019
20196200001223	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -15	Maintenance préventive + remplacement cartouche de la machine à café de la cafétéria du RA du Pas-de-Calais	MSF	PREVOST JEUX 16 RUE DE BOIS BERNARD 62580ARLEUX EN GOHELLE	423	22/05/2019
20196200001224	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -15	Prestation de maintenance préventive sur la machine à café de la cafétéria du Restaurant administratif du Département du Pas-de-Calais	MSF	PREVOST JEUX 16 RUE DE BOIS BERNARD 62580ARLEUX EN GOHELLE	157	22/05/2019
20196200001230	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -15	Maintenance préventive de la machine à café du salon de thé du CCEC	MSF	DANIEL SOARES (POSE CAFE) 21 RUE THIERS 59159MARCOING	574,4	22/05/2019
20196200001231	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Evaluation et démocratie - Les nouveaux territoires de l'action publique	MSF	STE FRANCAISE EVALUATION SFE 21 RUE DES GRANDS CHAMPS 75020PARIS 20	450	10/05/2019
20196200001233	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MSI-DCHE-Concert "After show classic and jazz" (Contraste Productions SASU) le 15/06/2019 - Midsummer Festival	MND	CONTRASTE PRODUCTIONS 43-47 avenue de la Grande Armé 75116PARIS	4 000,00	07/05/2019
20196200001234	MDADT du Montreuillois-Ternois	-	RD 119 LE PONCHEL PR 3+000 à 5+800 Projection enrobés	MSF	LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS 23 RUE JEHAN BODEL 62217BEAURAINS	20 200,00	23/05/2019
20196200001235	MDADT de l'Audomarois	-	Remplacement de corniche O.A 2439 RD 942 ST MARTIN LEZ TATINGHEM PR 13+500	MSF	BAUDE BILLET TP 2 GRAND PLACE 62134LISBOURG	8 300,00	27/05/2019
20196200001236	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-PATERE	MSF	MOBIDECOR BP 409 42160BONSON	132,9	21/05/2019
20196200001237	Direction des affaires Culturelles	77 -02	MSI-DAC-"Orchestre des Concerts de Poche" (Association Les Concerts de Poche) le 15/06/2019 à St Venant	MND	LES CONCERTS DE POCHE 77133FERICY	10 000,00	14/05/2019
20196200001239	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Plénière de concertation avec les acteurs du sport le jeudi 23 mai en salle des pas perdus	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	888,81	20/05/2019
20196200001240	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Travaux Urgents sur les routes départementales et voiries dépendantes des bâtiments départementaux et collèges des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial -LOT 1 - MDADT DE L'ARRAGEOIS	AOO	LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS 62217BEAURAINS	Mini : 0,00 Maxi :410 000,00	28/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001241	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Travaux Urgents sur les routes départementales et voiries dépendantes des bâtiments départementaux et collèges des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial -LOT 2 - MDADT DE LENS HENIN	AOO	SOTRAIX ZAL DE L EPINETTE 62160AIX NOULETTE	Mini : 0,00 Maxi :115 000,00	28/05/2019
20196200001242	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Travaux Urgents sur les routes départementales et voiries dépendantes des bâtiments départementaux et collèges des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial -LOT 3 - MDADT DE L'ARTOIS	AOO	SNC EUROVIA PAS DE CALAIS 4 rue Montaigne 62670MAZINGARBE	Mini : 0,00 Maxi :270 000,00	28/05/2019
20196200001243	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Travaux Urgents sur les routes départementales et voiries dépendantes des bâtiments départementaux et collèges des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial	AOO	BAUDE BILLET TP 2 GRAND PLACE 62134LISBOURG	Mini : 0,00 Maxi :210 000,00	28/05/2019
20196200001244	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Travaux Urgents sur les routes départementales et voiries dépendantes des bâtiments départementaux et collèges des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial -LOT 5 - MDADT DU CALAISIS	AOO	EIFFAGE ROUTE NORD EST 109 avenue Charles de Gaulle 62903COQUELLES CEDEX	Mini : 0,00 Maxi :130 000,00	28/05/2019
20196200001245	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Travaux Urgents sur les routes départementales et voiries dépendantes des bâtiments départementaux et collèges des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial	AOO	BAUDE BILLET TP 2 GRAND PLACE 62134LISBOURG	Mini : 0,00 Maxi :520 000,00	28/05/2019
20196200001246	MDADT du Montreuillois-Ternois	73 -07	MDADT Site Touquet désinfection faux plafond et retrait d'un second rongeur mort	MSF	ECOLAB PEST FRANCE 25 RUE ARISTIDE BRIAND 94112ARCUEIL CEDEX	294	21/05/2019
20196200001247	Laboratoire Départemental d'Analyses	68 -02	repas estaminet du 21 mai 2019	MSF	RESTAURANT ADMINISTRATIF DEPARTEMENT DU PDC  62000ARRAS	38,05	21/05/2019
20196200001248	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-PACK WC SURELEVE	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	277,78	22/05/2019
20196200001249	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-KIT NETTOYAGE GOUTTIERES	MSF	LEROY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	53,59	22/05/2019
20196200001250	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	temps fort UNICITE famille en harmonie, moment de convivialité le mardi 4 juin 16h00 en salle des fêtes	MSF	PATISSERIE DUPLOYEZ CHRISTIAN  62000ARRAS	222,74	29/05/2019
20196200001251	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	72 -06	Actions de communication : impression de kakémono dans le cadre de l'exposition "Les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer" au Château d'Hardelot CCEC Condette 62360 du 06/07 au 03/11 2019.	MSF	BR SIGNS  59290WASQUEHAL	793	22/05/2019
20196200001252	MDADT du Boulonnais	-	MPA2-LBMT-18S0836 - Collège Roger Salengro à Saint Martin Boulogne - Mise en conformité acoustique et isolation de la demi-pension - 3 lots-Plomberie/CVC	PA Ouverte	BOUCHEZ ENERGIE 50 RUE PRINCIPALE 62185FRETHUN	39 932,49	28/05/2019
20196200001253	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	90 -02	Achat de kakémono signalétique dans le cadre du Midsummer Festival 2019 au Château d'hardelot CCEC 62360 CONDETTE du 14 au 28 juin 2019.	MSF	BR SIGNS  59290WASQUEHAL	793	22/05/2019
20196200001255	Direction d'Appui au pilotage des Politiques Solidarités	68 -03	cocktail déjeunatoire pour la manifestation du 27/05/2019 DDS/Pôle Emploi	MSF	FLUNCH TRAITEUR (MONTIGNY EN GOHELLE)  62640MONTIGNY EN GOHELLE	1 333,20	23/05/2019
20196200001257	MDADT du Calaisis	35 -15	ARDRES Collège de l'Europe - Fourniture câbles relevage	MSF	CASAL SPORT ZA ACTIVEUM 67129MOLSHEIM	1 345,00	27/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001259	Direction de l'Immobilier	-	MSI-DIMMO-SMP-BESTS- TRAVAUX DE MODERNISATION SYTEME REGIE HDD- SALLE LA CANCHE	MSF	PJD Audiovisuel 22 rue Andr? Durouchez 80081Amiens cedex 2	6 534,00	27/05/2019
20196200001260	Direction d'Appui au pilotage des Politiques Solidarités	68 -03	cocktail journée partenariale DEF du 5 avril 2019	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	2 487,20	23/05/2019
20196200001262	Direction du Château d'Hardelot et de l'Evénementiel	69 -07	Protection civile dans le cadre des "6h et 24h du Pas-de-Calais du samedi 29 au dimanche 30 juin 2019 au Parc Départemental d' Olhain "	MSF	CROIX BLANCHE  62300LENS	4 200,00	22/05/2019
20196200001263	Direction des affaires Culturelles	61 -12	Transfert et installations d'oeuvres d'art pour l'exposition du port d' Etaples 2019	MSF	LP ART SAS 274 RUE DE ROSNY 93100MONTREUIL	12 416,67	27/05/2019
20196200001264	MDADT de l'Artois	-	AOO CBMT 18S0678 Parc d'Olhain Réfection et mise en conformité de la gestion des eaux pluviales	AOO	LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS  62217BEAURAINS	384 116,15	29/05/2019
20196200001265	Direction du Château d'Hardelot et de l'Evénementiel	77 -20	Feux d'artifices et flambeaux dans le cadre des "6h et 24h du Pas-de-Calais du samedi 29 au dimanche 30 juin 2019 au Parc Départemental d' Olhain".	MSF	REGIE FETE PYROTECHNIE CHEMIN DE MARQUOY 62440HARNES	1 410,69	22/05/2019
20196200001266	Direction du Château d'Hardelot et de l'Evénementiel	77 -03	Fourniture de bougies pour les "06h 24h du Pas-de-Calais du samedi 29 au dimanche 30 juin 2019 au Parc Départemental d'Olhain".	MSF	REGIE FETE PYROTECHNIE CHEMIN DE MARQUOY 62440HARNES	1 950,02	22/05/2019
20196200001267	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Dysparentalité : parentalités, alcoolisme et autres addictions	MSF	CEREP COPEP  75014PARIS	765	16/05/2019
20196200001268	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	conférence de presse à la grange nature du Romelaert de Clairmarais vendredi 24 mai à 14h00.	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	331,19	13/05/2019
20196200001269	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	LANCEMANT DU MOIS DES SPORTS NATURE LE VENDREDI 24 MAI A LA BASE DE CANOE KAYAK DE SAINT-OMER	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	370,84	13/05/2019
20196200001270	Direction du Château d'Hardelot et de l'Evénementiel	77 -11	MND (sans pub, ni mise en concurrence) Contrat de prestation artistique pour la réalisation d'un graffiti de Jef Aérosol dans le cadre de l' Exposition Les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer du 06 juillet au 03 novembre 2019 au CCEC.	MND	PERROY JEAN FRANCOIS  347 B RUE DE LILLE  59520MARQUETTE LEZ LILLE	4 166,67	24/05/2019
20196200001271	MDADT du Boulonnais	81 -30	Château d'Hardelot - remplacement de la serrure de la porte palière ascenseur GHD29	MSF	OTIS  62231COQUELLES	631,58	22/05/2019
20196200001272	Laboratoire Départemental d'Analyses	81 -52	Etalonnage de matériels de précision	MSF	LABORATOIRE NATIONAL D ESSAIS 1 rue Gaston Boissier 75724PARIS CEDEX 15	2 074,00	24/05/2019
20196200001273	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression- lot 3- Flyers Métamorphoses- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	710	20/05/2019
20196200001275	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Illustration Jeunesse	MSF	ECOLE EMILE COHL 1 RUE FELIX ROLLET 69003LYON 3EME	515	15/05/2019
20196200001276	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MPA3-RD170-Reconstruction de l'OA1052A sur la Loisne à La Couture	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	372 495,00	28/05/2019
20196200001277	Direction des affaires Culturelles	25-08	Acquisition de cadres pour les oeuvres d'art de l'exposition du port d'Etaples	MSF	TIRAGES D ART TOI  62000ARRAS	1 333,33	27/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001279	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4- Billetterie Métamorphose- Documents et supports spéciaux	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	680	22/05/2019
20196200001280	Direction des Finances	68 -02	Déjeuner protocolaire du 23 mai 2019	MSF	L OCEAN  62152HARDELLOT	116,62	23/05/2019
20196200001282	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -01	Mise en concurrence simple pour des prestations de projection en plein air dans le cadre de l'Opération "Cinéma en plein air 2019" du 19/07 au 09/08 2019-CCEC-Château d' Hardelot 62360 CONDETTE	MSF	VS SCENE  PARC D ACTIVITE DE NEUVILLE  59960NEUVILLE EN FERRAIN	7 960,00	27/05/2019
20196200001284	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	03/05/2019
20196200001285	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	AROEVEN NORD PAS DE CALAIS APT 4 BAT C 59700MARCQ EN BAROEUL	22 680,00	03/05/2019
20196200001287	Direction de l'Assemblée et des Elus	78 -05	DAE - Formation du 24 mai 2019 - Définir et affirmer ensemble l'identité d'un groupe politique	MSF	FURSAC ANSELIN ET ASSOCIES  75006PARIS 6EME	3 083,33	23/05/2019
20196200001289	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD ANIMATIONS JOURNEES PATRIMOINE JEUX D'AUTREFOIS	MSF	GOUDAERT FRANCOIS 120 RUE DU VILLAGE 59710MERIGNIES	1 350,00	17/05/2019
20196200001290	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MSI-DCHE-Spectacle "Contes et fables du lac du miroir" (Association Lyrazouki) le 01/06/2019	MND	LYRAZOUKI  59000LILLE	860	14/05/2019
20196200001291	Direction des Ressources Humaines	78 -05	21ème entretiens de nutrition	MSF	INSTITUT PASTEUR DE LILLE BP 245 59000LILLE	980	27/05/2019
20196200001293	MDADT du Montreuillois-Ternois	73 -07	MDADT Site Touquet désinfection faux plafond et retrait d'un 3ème rongeur mort	MSF	ECOLAB PEST FRANCE 25 RUE ARISTIDE BRIAND 94112ARCUEIL CEDEX	294	24/05/2019
20196200001296	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MSI-DCHE-Concert de Brisa Roché (Association 3 P'tit Tour) le 01/06/2019 - Les 10 ans de la réserve naturelle du marais de Condette	MND	3 P'TIT TOUR 10 RUE JEAN GUY 35000RENNES	2 500,00	23/05/2019
20196200001299	MDADT de l'Artois	17 -13	TEXXIUM/Fourniture voirie/MDADTART	MSF	TEXXIUM ZONE ENTREPRISE DE BARIAS 40230SAINT GEOURS DE MARENNE	1 649,00	30/05/2019
20196200001300	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-MELANGEUR D'EVIER	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  59700MARCQ EN BAROEUL	38,83	28/05/2019
20196200001301	Direction des Achats, Transports et Moyens	35 -16	Achat d'un adoucisseur pour le lave-batterie du Restaurant administratif	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  59700MARCQ EN BAROEUL	1 025,82	28/05/2019
20196200001302	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Pupille de l'état, un statut privilégié	MSF	ENFANCE ET FAMILLES D ADOPTION 221 RUE LAFAYETTE 75010PARIS 10E	1 320,00	24/05/2019
20196200001303	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Etablissements et services "enfance-jeunesse" financement et contractualisation pluriannuelle	MSF	INSTITUT PERFORMANCE PUBLIQUE  75016PARIS	5 625,00	07/05/2019
20196200001304	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Le diagnostic financier des structures sociales ou médico-sociales	MSF	INSTITUT PERFORMANCE PUBLIQUE  75016PARIS	4 781,25	07/05/2019



N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001305	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Formation Cadre de Santé	MSF	CHRU LILLE 59037LILLE CEDEX	11 795,00	30/05/2019
20196200001307	Direction des Ressources Humaines	78 -03	CACES R372m CAT 1-2-4	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	890	30/05/2019
20196200001308	Direction des Sports	77 -14	Achat de places RC LENS/DFCO - Saison sportive 2018-2019	MSF	SASP Racing club de Lens 62300Lens	3 274,88	28/05/2019
20196200001310	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Assistants maternels et familiaux : optimiser les procédures et les pratiques d'agrément et de contrôle	MSF	L ENTREPRISE MEDICALE 92000NANTERRE	4 620,80	23/05/2019
20196200001311	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Les Troubles du Comportements chez nos aines, une société troublée	MSF	EPSM DES FLANDRES BAILLEUL BP 90139 59270BAILLEUL	440	22/05/2019
20196200001312	Direction des Ressources Humaines	78 -05	MAM : optimiser les procédures d'agrément, de suivi et de contrôle	MSF	L ENTREPRISE MEDICALE 92000NANTERRE	2 348,30	23/05/2019
20196200001313	Direction des Ressources Humaines	78 -05	EAJE : optimiser les procédures et les pratiques d'autorisation et de contrôle	MSF	L ENTREPRISE MEDICALE 92000NANTERRE	4 620,80	23/05/2019
20196200001315	Direction des Ressources Humaines	78 -05	30eme journées d'études de l'association nationale des sages-femmes	MSF	ASSO NATIONALE DES SAGES FEMMES TERRITORIALES 44300NANTES	250	28/05/2019
20196200001317	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-STORE	MSF	LEROUY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	27,42	28/05/2019
20196200001318	Direction de l'Immobilier	35 -19	MSI-DIMMO-ALARME	MSF	SEPTAM ZI DU CARREFOUR DE L ARTOIS 62490FRESNES LES MONTAUBAN	1 102,22	28/05/2019
20196200001319	Direction de l'Immobilier	35 -16	MSI-DIMMO-INJECTEURS SAUTEUSE	MSF	ACI - APPLICATIONS CLIMATIQUES INDUSTRIELLES ZA Marcel Doret 62100CALAIS	51,45	29/05/2019
20196200001320	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -06	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement du contrat d'assurance "risques statutaires" du Département du Pas-de-Calais	MSF	AUDIT ASSURANCES 37 RUE DU MOULIN DES BRUYERES 92400COURBEVOIE	2 000,00	31/05/2019
20196200001321	Direction des Achats, Transports et Moyens	25-02	Acquisition de transats pour la Direction de l'Evènementiel	MSF	FABER FRANCE ROUTE DE LA CENTRALE 59136WAVRIN	4 200,00	23/05/2019
20196200001323	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4- autocollants Yellow SummerTime-Documents et supports spéciaux	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	280	28/05/2019
20196200001324	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Réunion des élus culture de la CAB lundi 3 juin 2019 au CCEC	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	500,67	29/05/2019
20196200001325	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Journée du collège national des sages-femmes de france	MSF	CERC 19000TULLE	130	31/05/2019
20196200001326	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -02	Réalisation d'une prestation externe de Contrôles de Service Fait	MSF	INITIATIVES CONSEILS 42490FRAISSES	24 999,00	29/05/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001327	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -02	Réalisation d'une prestation externe de Contrôles d'opérations dans le cadre du contrôle interne FSE	MSF	FAR CONSEIL 95300PONTOISE	19 000,00	29/05/2019
20196200001328	Direction des Finances	68 -02	Déjeuner Protocolaire du 28 mai 2019	MSF	LA SAPINIERE 12 ROUTE DE SETQUES 62219WISQUES	182,73	28/05/2019
20196200001344	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique- Port d'Étaples	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	20 794,00	22/05/2019
20196200001346	Direction des affaires Culturelles	68 -01	Hébergement d'un intervenant dans le cadre de l'opération "tournées de pages" organisée par la direction des affaires culturelles du département du PDC	MSF	HOTEL DE L'UNIVERS 3 ET 5 PLACE DE LA CROIX ROUGE 62000ARRAS	115,41	21/05/2019
20196200001347	Direction des affaires Culturelles	68 -01	Hébergement d'un intervenant M.ERLIH dans le cadre de l'opération "tournées des pages" organisée par la direction de la culture au département du PDC	MSF	HOTEL DE L'UNIVERS 3 ET 5 PLACE DE LA CROIX ROUGE 62000ARRAS	127,4	21/05/2019
20196200001352	Direction des Ressources Humaines	78 -03	PRC - VAE d'un agent	MSF	GRETA GRAND LITTORAL 320 Boulevard du 8 Mai 62225CALAIS CEDEX	1 155,00	06/05/2019
20196200001365	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-Lot 3- Brochures Midsummer- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	738	24/05/2019
20196200001384	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Congrès AATF 2019	MSF	BUREAU D'EDITION ET COMMUNICATION-BEC 5 AVENUE DE PARIS 94300VINCENNES	100	27/05/2019
20196200001389	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCOM-MSUB Impression-lot 3- Dépliants Métamorphose- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	576	21/05/2019
20196200001397	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	69 -07	MPAMS-Protection civile dans le cadre du Midsummer Festival le 14 juin 2019 au Centre Culturel de l'Entente Cordiale Château d'hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	OPALE SECOURISME 2 RUE GERHARD HANSEN 62200BOULOGNE SUR MER	258,48	27/05/2019
20196200001405	Direction de la Communication	77 -19	Animation Voile Fêtes de la Mer	MSF	STATION VOILE DU BOULONNAIS BOULEVARD ALFRED THIRIEZ 62930WIMEREUX	3 500,00	22/05/2019
20196200001430	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Consultation relative à la traduction du support de visite et contenus des cartels pour l'exposition " Les Beatles " organisé par le Département du Pas-de-Calais.	MSF	ADTRADS 62100CALAIS	203,03	28/05/2019
20196200001435	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Consultation relative à la traduction d'une facture du fournisseur GD ANIMAL HEALTH pour le Département du Pas-de-Calais.	MSF	ADTRADS 62100CALAIS	8,42	29/05/2019
20196200001495	Direction de la Communication	90 -02	kakémonos CCEC - Midsummer	MSF	BR SIGNS 59290WASQUEHAL	1 586,00	22/05/2019
20196200001539	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	10/05/2019
20196200001540	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	17/05/2019
20196200001542	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	24/05/2019

**LISTE MENSUELLE DES MARCHES CONCLUS**  
**01 juin 2019 au 30 juin 2019**

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01862E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -01	MPA2-DAL-Location de batteries de Renault Zoé et de Renault Kangoo et upgrade des batteries Renault Zoé pour les besoins du Département du Pas-de-Calais	MND	DIAC LOCATION 14 AVENUE DU PAVE NEUF 93168NOISY LE GRAND CEDEX	Mini : 0,00 Maxi :80 000,00	24/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	-	Mise en conformité et modernisation des ascenseurs bât. du siège à ARRAS	MSF	KONE FRANCE AG DE LILLE 18 RUE DES CHAMPS ACTCLUB 55 59650VILLENEUVE D ASCQ	18 893,23	17/06/2019
2,01962E+13	Direction des Systèmes d'Information	36 -03	18S0902-MN DSI-Hébergement du Mainframe IBM sous VSE/ESA supportant les logiciels POWER CICS VTAM DB2 ICCF	MND	CIE IBM FRANCE 17 AVENUE DE L EUROPE 92275BOIS COLOMBES CEDEX	Mini : 660 000,00 Maxi :1 800 000,00	07/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	L'occupation illicite du domaine public	MSF	CNFPT DE LILLE  59012LILLE CEDEX	250	17/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Artois	-	AOO CBMT 18S0821 Collège Georges Sand à Béthune Réfection des couvertures et démolitions partielles-Désamiantage	AOO	sodacen 208/b17 rue des bouleaux 59860bruay sur l escaut	57 275,00	04/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Artois	-	AOO CBMT 18S0821 Collège Georges Sand à Béthune Réfection des couvertures et démolitions partielles-Gros-oeuvre/ Démolition	AOO	SD BAT 83 B RUE D ARRAS 62160AIX NOULETTE	162 812,30	04/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Artois	-	AOO CBMT 18S0821 Collège Georges Sand à Béthune Réfection des couvertures et démolitions partielles-Etanchéité/ Couverture/ Sécurisation	AOO	ETANDEX FRETIN 985 RUE DU CHEMIN VERT 59273FRETIN	689 767,13	04/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Artois	-	AOO CBMT 18S0821 Collège Georges Sand à Béthune Réfection des couvertures et démolitions partielles-Echafaudage	AOO	REATUB 97 RUE GEORGES DEVOUGES 62218LOISON SOUS LENS	109 910,00	04/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	77 -11	MPA0-DA-Conception, graphisme et réalisation d'une scénographie pour l'exposition temporaire " Construire une abbaye, l'exemple de Mont-Saint-Eloi" à la Maison de l'Archéologie du Pas-de-Calais	PA Ouverte	ATELIER SMAGGHE 181 BIS RUE SOLFERINO 59000LILLE	36 995,00	04/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	74 -08	Modernisation et entretien des dispositifs d'éclairage public le long des routes départementales sur le territoire de LENS-HENIN .-LENS-HENIN	AOO	LUMINOV 2 rue de Vermelles 62410HULLUCH	Mini : 0,00 Maxi :600 000,00	12/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Artois	-	MPA3 CBMT 19S0072 Collège Léo Lagrange à LILLERS Travaux de réfection des installations de chauffage	PA Ouverte	CEF PLOMBERIE PARC D ACTIVITES DES CHAUFFOURS 62440HARNES	239 005,41	03/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -03	MPA1-CVIS-RD919 Déviation de Courrières-OA sur le canal de la Souchez-Etudes architecturales	PA Ouverte	EGIS STRUCTURES ENVIRONNEMENT 15 AVENUE DU CENTRE CS 20538 78280GUYANCOURT	21 004,00	03/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisis	-	MPA2-LBMT-19S0084 - Collège Boris Vian à MARCK - Réaménagement pour mise en accessibilité partielle aux PMR - 4 lots	PA Ouverte	SPIE BATIGNOLLES NORD 300 RUE DE LILLE 59520MARQUETTE LES LILLE	72 025,34	05/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisis	-	MPA2-LBMT-19S0084 - Collège Boris Vian à MARCK - Réaménagement pour mise en accessibilité partielle aux PMR - 4 lots	PA Ouverte	ESPACE ET NUANCES 2 RUE DES ARTISANS 59380ARMBOUTS-CAPPEL	63 195,27	05/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisis	-	MPA2-LBMT-19S0084 - Collège Boris Vian à MARCK - Réaménagement pour mise en accessibilité partielle aux PMR - 4 lots	PA Ouverte	ISE 885 RUE LOUIS BREGUET 62100CALAIS	28 337,79	05/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA2-LBMT-19S0084 - Collège Boris Vian à MARCK - Réaménagement pour mise en accessibilité partielle aux PMR - 4 lots	PA Ouverte	SNV PLOMBERIE 289 RUE PIERRE CLOSTERMANN 62100CALAIS	14 795,00	05/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	30ème Journée Régionale de Pédiatrie	MSF	PROMO EDUCATION ET SANTE 2 Avenue Oscar Lambret 59000LILLE	200	03/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Boulonnais	73 -07	Château d'Hardelot - traitement des rongeurs au niveau du théâtre et locaux annexes	MSF	SAVREUX SANITATION  62500SAINT MARTIN AU LAERT	240	03/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	17-oct	Fourniture et livraison de produits chimiques pour le Bureau du Patrimoine Routier	MSF	DISLAB RTE DE BETHUNE 62300LENS	Mini : Maxi :4 000,00	04/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	EIFFAGE CONSTRUCTION NORD PAS CALAIS RUE DE L ESPOIR 59260LEZENNES	48 743,24	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	SNH SOCIETE NOUVELLE HURET 2 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE 62157ALLOUAGNE	14 574,50	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	SNH SOCIETE NOUVELLE HURET 2 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE 62157ALLOUAGNE	31 489,15	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	SATELEC 17 RUE DE L ABBE GREGOIRE 59760GRANDE SYNTHÉ	56 630,25	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	SNV PLOMBERIE 289 RUE PIERRE CLOSTERMANN 62100CALAIS	51 278,00	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	NORD REVETEMENTS 4 ROUTE DE QUEHEN 62360ISQUES	22 838,87	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA3-LBMT-19S0043 - Collège Jean Monnet à Coulogne - Mise en accessibilité - 7 lots	PA Ouverte	ORONA OUEST NORD  59160LILLE	14 217,66	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation et détection de réseaux enterrés- Coupole d'Helfaut - Mise en accessibilité	MSF	NCA GEOLOC Allée Victor Schoelcher 59760GRANDE-SYNTHÉ	1 930,00	05/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	oct-14	Achat de différents miels pour une dégustation à l'occasion de la quinzaine des pollinisateurs	MSF	NATUREO 106 AVENUE WINSTON CHURCHILL 62000ARRAS	66,21	06/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	77 -11	Location de système de lestage pour panneau d'exposition au port d'Etaples	MSF	SPIRIT EXPO ACTIPARC NORD 01990CHANEINS	2 670,00	06/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -11	Maintenance du dynaplaque du Bureau du Patrimoine Routier	MSF	CEREMA 23 AVENUE DE L AMIRAL CHAUVIN 49136LES PONTS DE CE	680,76	04/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	AOO DM2R Travaux urgent sur les routes départementales du territoire du Boulonnais - relance suite à déclaration sans suite-territoire du Boulonnais	AOO	LEFRANCOIS TP 25 RUE DE BIMOISE 62650CLENLEU	Mini : 0,00 Maxi :170 000,00	17/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	33 -02	MPAMS-Fourniture de consommables et équipements pour spectacles vivants dans le cadre du Midsummer Festival du 14 au 28 juin 2019.	MSF	VS SCENE PARC D ACTIVITE DE NEUVILLE 59960NEUVILLE EN FERRAIN	1 968,90	04/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	cocktail pour le lancement du dixième Midsummer festival le endredi 14 juin à 19h au CCEC Chateau d'Hardelot	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	1 852,00	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Assemblée et des Elus	78 -05	DAE - Formation des 14, 15 et 16 juin 2019 - Le social, compétence-clé des départements	MSF	INSTITUT DE FORMATION DES ELUS LOCAUX 81000ALBI	4 200,00	06/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	12ème Assises Nationales de la protection de l'Enfance	MSF	L ACTION SOCIALE 13 BOULEVARD SAINT MICHEL 75005PARIS 5E	1 600,00	05/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -05	MPA2-LVIS-Inspections détaillées d'ouvrages d'art non courants - Campagne 2019	PA Ouverte	SAS CONTEX NA NANA	0	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Audomarois	17-oct	Fournitures diverses pour cer	MSF	ZEP INDUSTRIES rue nouvelle ZI du poirier 28210NOGENT LE ROI	3 191,95	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	17 -13	ADMC DEVIS CG/190411-1908 CER AVESNES LE COMTE	MSF	ADMC ZI ARRAS EST RUE CAMILLE GUERIN 62217TILLOY LES MOFFLAINES	1 199,20	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	17 -13	ADMC DEVIS CG/190411-1855 CER AUBIGNY	MSF	ADMC ZI ARRAS EST RUE CAMILLE GUERIN 62217TILLOY LES MOFFLAINES	1 579,88	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Artois	-	MPA3 CBMT 19S0015 - Collège Maurice Piquet à ISBERGUES : Travaux de réfection de la chaufferie - relance de la procédure déclarée sans suite	PA Ouverte	FARASSE FLUIDES 22 RUE DU CHAMP DE TIR 59403CAMBRAI CEDEX	232 689,70	17/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Déjeuner de travail à la MDADTde Lumbres le mercredi 12 juin à 12h00	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	412,26	07/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Cocktail pour la Garden Party en Préfecture le lundi 24 juin.	MSF	PATISSERIE DUPLOYEZ CHRISTIAN 62000ARRAS	3 701,76	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	22-mars	MSI-DIMMO-SMP-BESTS-AJOUT MICROS SALLE LA CANCHE HDD	MSF	PJD AUDIOVISUEL 22 RUE ANDRE DUROUCHEZ 80081AMIENS CEDEX 2	3 726,00	10/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	77 -11	MSI-DA-Reproduction d'une image sur CD en Haute définition	MSF	CNRS MOY800 CTRE POITOU CHARENTE 3 E AV RECHERCHE SCIENTIFIQUE 45071ORLEANS CEDEX 2	15,24	07/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisis	-	CAL 19/012 RD 217 Ruminghem PR 23+950 - Réparation garde-corps	MSF	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	3 197,50	10/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	AF à but environnemental et suivi des travaux	MSF	IFOCAP INSTIT FORMAT CADRES PAYSANS 6 RUE DE LA ROCHEFOUCAULD 75009PARIS 9	1 848,00	04/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	20-sept	MSI-DA-Achat de fournitures spécifiques de fouille	MSF	ABEMUS 9 RUE DES FABRIQUES 68470FELLERING	410,95	06/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	20-sept	MSI-DA-Achat de matériel pour prélèvement	MSF	MANUTAN COLLECTIVITES SERVICE TRESORERIE 79180CHAURAY	213,65	06/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	-	MSI-DIMMO-SMP-BESTS-INSTALLATION ELECTROVANNE CUISINE BDS	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	281,13	10/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4- Billetterie Mercredi de l'été- Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	492,2	03/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3- 62 Coeur n° 16-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	2 750,00	03/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Audomarois	-	MPA2-LVMT-19S0020 RD 300 EPERLECQUES PR 5+485 OA2454 B - Buse d'Eperlecques Création de perrés, étanchéité accotement, descentes d'eau, traitement anticorrosion boulons, réfection chaussée VC avec caniveau central	PA Ouverte	SAS RAMERY TP 1 Avenue de l'Europe 62250LEULINGHEN BERNES	91 653,00	07/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Formation BO WEB INTELLIGENCE NIV1	MSF	ORSYS FORMATION PAROI NORD 92044PARIS LA DEFENSE	2 160,00	06/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Formation BO WEB INTELLIGENCE NIV2	MSF	ORSYS FORMATION PAROI NORD 92044PARIS LA DEFENSE	2 160,00	06/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	81 -13	CENTRE ARCHEOLOGIQUE DE DAINVILLE - REMPLACEMENT DE LA CARTE CPY - CTA SALLE ORGANIQUE	MSF	TPF UTILITIES 59273FRETIN	979,98	10/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	17 -18	MSI-DIMMO-AZOTE	MSF	DESENFANS BOULOGNE SUR MER 7 RUE BLERHOT ZI DE LA LIANE 62200BOULOGNE SUR MER	98,89	06/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -05	MPA2-LVIS-Visites d'appuis immergés d'ouvrages d'art sur réseau départemental - campagne 2019	PA Ouverte	TECH SUB INDUSTRIE ENVIRONNEMENT 16 RUE RENE CASSIN 62223SAINT LAURENT BLANGY	29 953,00	21/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -80	Consommables pour autopsies vétérinaires	MSF	BECTION DICKINSON FRANCE 11 RUE ARISTIDE BERGES 38800LE PONT DE CLAIX	422,59	07/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -76	Réactifs vétérinaires	MSF	INDICIA ZA La Parlière 69610SAINT GENIS L ARGENTIERE	357,78	07/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Hébergement " tournée des pages"	MSF	HOTEL ALEXANDRA 62200BOULOGNE SUR MER	171,7	10/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -76	réactifs vétérinaires	MSF	KITVIA 16 ZONE PERBOST 31800LABARTHE INARD	93	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	20-déc	MSI-DA-Achats de fournitures spécifiques pour la médiation	MSF	LE GEANT DES BEAUX ARTS LES BEAUX ARTS 67700SAVERNE	422,62	10/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -05	MPA2-LVIS-Inspections détaillées d'ouvrages d'art courants - campagne 2019	PA Ouverte	EXPERTISES DIAGNOSTICS ET INSPECTIONS DE STRUCTURES 25 RUE DE NANCY 59200TOURCOING	21 487,00	12/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Gestion des émotions pour évoluer (retour sur expériences)	MSF	ENVOL ET VOUS COACHING 87250FROMENTAL	4 232,50	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	77 -11	MSI-DA- Droits Image sur panneau d'exposition 60x80cm représentant Trois vues de l'Abbaye du MSE pour notre exposition temporaire	MSF	ETS PUB REUNION MUSEES NAT GD PALAIS 254 - 256 RUE DE BERCY 75012PARIS 12	124	10/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	77 -07	MSI-DA-Acquisition de livres pour la bibliothèque	MSF	LIBRAIRIE ARCHEOLOGIE BP90 21803QUETIGNY CEDEX	3 760,82	10/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	17 -18	MSI-DIMMO-DETENDEUR FLUIDES	MSF	GENERAL FRIGORIFIQUE FRANCE 12 RUE DES FRERES LUMIERES 69720SAINT BONNET DE MURE	292,4	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	17 -18	MSI-DIMMO-Charges R448A et 452A	MSF	ROLESCO SAS ZI VAUX LE PENIL 77015MELUN CEDEX	1 607,30	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	77 -17	Billetterie Sorties en mer Fête de la Mer	MSF	FEDERATION REGIONALE POUR LA CULTURE ET LE PATRIMOINE MARITIME 25 RUE DE CRONSTADT 62100CALAIS	3 900,00	04/06/2019
2,01962E+13	Direction du Développement, de l'Aménagement et de l'Environnement	68 -02	DDAE/MA21 MSI BUFFET FROID POUR REPS BENEVOLES APIDAYS DU 15/06/2019	MSF	LES ANGES GARDINS  62132FIENNES	640	13/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	77 -17	6h-24h du PDC 2019- Confiseries	MSF	PATES A FETES  59000LILLE	2 635,00	04/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-Evacuation des eaux	MSF	FRANS BONHOMME 3 RUE DENIS PAPIN 37300JOUE LES TOURS	6 619,40	11/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Précarité et Exclusion Sociale en milieu rural. Problématique et initiatives	MSF	FOYER INTERNATIONAL ACCUEIL ET CULTURE 448 RUE DE L IMPERATRICE 62600BERCK	80	11/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	20-mai	Acquisition et réparation de clés pneumatiques	MSF	SDM PRO AUBIGNY 50300PONTS	Mini : Maxi :16 000,00	13/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	76 -04	6h-24h du PDC - Kiné	MSF	BLACK (BUREAU LILLOIS ASSO CATHO KINE)  59000LILLE	1 476,00	11/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	68 -02	6h-24h- Viennoiseries et sandwichs	MSF	PIQUE PASCAL AUX GOURMETS  62700BRUAY LA BUISSIERE	365,1	03/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Des émotions aux troubles anxieux chez l'enfant et l'adolescent	MSF	APPEA 19 RUE DAMESME 75013PARIS 13	120	12/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	15-mai	MPAMS-Acquisition et diffusion d'ouvrages dans le cadre de l'exposition "Les Beatles-photos de Jean-Marie Périer" au C.C.E.C Château d'Hardelot Condette 62360 du 06 juillet au 03 novembre 2019.	MSF	SAS LIANOUDIS BOULEVARD DE LA LIANE 62230OUTREAU	692,7	07/06/2019
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD Achat matériel audio-visuel Expo Polonité - RSF	MSF	RSF PARC DE LA PLAINE 31502TOULOUSE CEDEX 5	2 991,00	05/06/2019
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD CREATION TOTEM EXPOSITION POLONITE	MSF	CRAFT  59160LOMME	6 250,00	05/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Montreuillois-Ternois	-	MPA3 LBMT 19S0180 - Collège Roger Salengro à SAINT POL SUR TERNOISE : Travaux de réaménagement de la SEGPA et de réfection de la toiture - relance du lot 4 "Peinture" déclaré sans suite-Peinture	PA Ouverte	DECAUX ROGER ZI RUE FLEMING 62411BETHUNE CEDEX	16 206,50	14/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	82 -03	Edition et diffusion d'un catalogue d'exposition dans le cadre de l'exposition temporaire "Métamorphose" au port d'Étaples	MSF	EDITIONS SKIRA PARIS 14 RUE SERPENTE 75006PARIS 6E	16 500,00	14/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -03	19/4-42 PSOL - CAFERUIS	MSF	IRTS (ARTS SITE METROPOLE LILLOISE) BP 71 59373LOOS CEDEX	6 550,00	12/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	81 -30	COLLEGE "GERMINAL" A BIACHE-SAINT-VAAST - REMPLACEMENT DE CONTACT SUR PORTE PALIER	MSF	THYSSENKRUPP ASCENSEURS RUE CHAMPFLEUR 49001ANGERS CEDEX 01	1 323,00	17/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-CLES PLATES	MSF	CHRETIEN 24 GRAND PLACE 62000ARRAS	30	13/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-STORE VENITIEN	MSF	SERVISTORES AGENCE NORD 8 RUE DE CONCRESSAULT 45360CERNOY EN BERRY	193,8	13/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-GEBERIT	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	289	13/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	70 -11	Interprétariat en langue des signes du 11 juin 2019	MSF	SOURDMEDIA 45 AVENUE FLANDRE APT 4 59290WASQUEHAL	910	04/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	74 -10	Restitution d'un appareil TROXLER, y compris reprise de la source radioactive, pour le BPR	MSF	LINDQVIST INTERNATIONAL ZI LA MARINIERE 91070BONDOUFLE	2 070,00	14/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4-Billetterie Shym-Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	284,4	03/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Suspension et retrait de l'agrément des assistants maternels et familiaux : le contentieux	MSF	DALLOZ FORMATION  75014PARIS 14E	1 580,00	13/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Assistants maternels et familiaux, actualité jurisprudentielle	MSF	DALLOZ FORMATION  75014PARIS 14E	790	13/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Consultation relative à la traduction en Anglais des textes des salles d'exposition métamorphose(s) pour le Département du Pas-de-Calais.	MSF	ABAQUE 1 RUE DU CHAUFFOUR ZA DE LA BROY 59710ENNEVELIN	76,65	04/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Assistant maternel et familiaux, agrément et aspects fonctionnels de l'emploi	MSF	DALLOZ FORMATION  75014PARIS 14E	3 380,00	13/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4- Pochettes contractualisation 2- Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	3 273,42	06/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	90 -02	6h-24h du PDC- Signalétique -PO	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	2 473,00	11/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Assemblée et des Elus	78 -05	DAE - Formation du 19 juin 2019 - Sécurisation des comptes de campagne	MSF	IFET  75006PARIS	1 000,00	17/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	81 -30	LABORATOIRE DEPARTEMENTAL - REMPLACEMENT DE LA CARTE ELECTRONIQUE DE MANOEUVRE POUR ACCES AU LDA ARRAS	MSF	OTIS 3404 4 AVENUE DE LA MAIRIE 59700MARCQ EN BAROEUL	4 743,43	17/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Chocolats pour déjeuner président	MSF	PATISserie DUPLOYEZ CHRISTIAN  62000ARRAS	21,45	13/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	71 -03	ARRAS - 37 rue du Temple - Panneaux acoustiques en grande salle de réunions	MSF	DECIBEL FRANCE ZI DE ROSARGE 01700MIRIBEL	3 400,00	17/06/2019



N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Prestation d'un intervenant LSF dans le cadre de l'exposition du port d'Étaples	MSF	SIGNES DE SENS 30 BD JEAN BAPTISTE LEBAS 59000LILLE	2 500,00	17/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -55	Consommables divers de laboratoire	MSF	OZYME 6 bd Georges Marie Guynemer 78210SAINT CYR L ECOLE	3 105,00	14/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB2 CVMT 19S0331 RD 27 PUISIEUX, MIRAUMONT, ACHIET-LE-PETIT PR 8 + 086 au PR 11 + 439 Busage et reprofilage de fossé-Territoire de l'Arrageois	MSUB	LEFRANCOIS TP 25 RUE DE BIMOISE 62650CLENLEU	84 795,00	17/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	74 -11	SARL MERLIER LEQUETTE Intervention déneigement CER BIEFVILLERS	MSF	MERLIER LEQUETTE 26 GRAND RUE 62450GREVILLERS	1 072,00	19/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -03	19/4-47 PSOL - CAFERUIS	MSF	AESTS FORMATION CONTINUE  59000LILLE	6 650,00	17/06/2019
2,01962E+13	Direction des Finances	68 -03	Visite délégation danoise le 27 juin Tunnel sous la Manche	MSF	LE PANIER DE LA MER 62  62200BOULOGNE SUR MER	243	12/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervention le 14 juin 2019 " journée professionnelle " Bibliothèque Robinson	MSF	ESPERLUETE EDITIONS 9, rue de Noville 5310NOVILLE SUR MEHAIGNE	479,11	12/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	20-mai	CINOR BC JP2019-3 Achat de petit matériel CER CROISILLES	MSF	CINOR 994 RUE M CAULLERY 59500DOUAI	44,89	19/06/2019
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD Droits d'utilisation Expo Pologne - GAUMONT PATHE Archives	MSF	GAUMONT PATHE ARCHIVES  93400SAINT OUEN	1 835,00	17/06/2019
2,01962E+13	Direction du Développement, de l'Aménagement et de l'Environnement	77 -17	DDAE/MA21 MSI MAQUILLAGE POUR APIDAYS	MSF	IDEES PLUS CONSEILS 238 RUE DU MAL FOCH 62220CARVIN	500	19/06/2019
2,01962E+13	MDADT de Lens Hévin	75 -02	PV de constat pour sinistre Collège Paul Duez à Leforest	MSF	SELARL EMMANUELLE DENOYELLE BP 503 59505DOUAI CEDEX	607,67	19/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	20-janv	Acquisition de lutrins et présentoirs pour l'exposition du port d'Étaples 2019	MSF	SOCIETE NOUVELLE EDIBURO 4 RUE PERROCHEL 62200BOULOGNE SUR MER	708,33	19/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'archéologie	77 -11	MSI-DA- Mise en couleur d'un ensemble d'illustrations originales : Images médiévales de l'abbaye de MSE	MSF	VIDELIER Pierre Yves 105 chemin de Suzet 38210VOUREY	560	19/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	35 -19	MSI-DIMMO-MOTEUR SCIE	MSF	NOYER SAFIA ZI Est Avenue d'Immercourt 62228SAINT LAURENT BLANGY	429,04	17/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI- DIMMO- PLEXIGLASS	MSF	AKRAPLAST FRANCE 58 ALLEE D ALLEMAGNE 62223FEUCHY	337,98	17/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO- PLEXIGLASS	MSF	AKRAPLAST FRANCE 58 ALLEE D ALLEMAGNE 62223FEUCHY	934,43	17/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	31-août	MPAMS-DCHE Location de barrières de sécurité dans le cadre de l'Opération "Fête de la Jeunesse" les 12 juillet et 10 août 2019.	MSF	COMPACT 5 RUE AMBROISE CROIZAT 95195GOUSSAINVILLE CEDEX	Mini : 0,00 Maxi : 14 999,00	18/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	vernissage de l'exposition métaamorphose à la maison du port d'Étaples le mercredi 19 juin à 11h00.	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	1 607,26	10/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	70 -08	Création d'une Interface de Programmation Applicative (API) " Sécurité Routière 62" - INDIEN	MND	MAJO 35 RUE WINSTON CHURCHILL 59160LILLE	86 833,00	20/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	71 -05	MPA2-LVIS-Inspections détaillées d'ouvrages d'art par vidéo - Campagne 2019	PA Ouverte	S.I.T.E.S 92500RUEIL-MALMAISON	9 643,00	19/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Clôture du Midsummer Festival le samedi 29 juin au chateau d'Hardelot à 22h30.	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	3 449,52	18/06/2019
2,01962E+13	Direction des Systèmes d'Information	67 -04	19F0974-Raccordement annuel DILICOM	MSF	DILICOM 75006PARIS	350	20/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Conception et évaluation des carrefours à feux	MSF	PONTS FORMATION CONSEIL 75005PARIS 5EME	1 736,00	18/06/2019
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD Travaux impression expo polonité DIFPRINT	MSF	DIF'PRINT 320 RUE NATIONALE 59800LILLE	115,5	11/06/2019
2,01962E+13	Direction du Développement, de l'Aménagement et de l'Environnement	81 -17	MSI DDAE/SATE REMISE EN ETAT VELOCIMETRE ELECTROMAGNETIQUE	MSF	HYDREKA 51 AVENUE ROSA PARKS 69009LYON	1 007,61	20/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation, détection et diagnostic de réseaux enterrés au collège des Marches de l'Artois à Marquion	MSF	NORD DT 463 RUE DES CLAUWIERS 59113SECLIN	6 950,00	20/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calais	-	MPA2 LBMT 19S0122 Collège les Quatre Vents à GUINES Remplacement du préau	PA Ouverte	DUFEUTRELLE ROGER 100 rue Marcel Dassault 62103CALAIS CEDEX	186 572,61	20/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Montreuillois-Ternois	74 -01	Collège Touquet curage des réseaux et nettoyage des canalisations avec passage caméra	MSF	BOULARD VIDANGES 62990BEAURAINVILLE	745	20/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	60 -08	Prestation de transport en minibus agents et élus Arras / Folkestone	MSF	PROXIDROP PARC D ACTIVITES CITE BONNEL 59167LALLAING	1 382,00	19/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	60 -08	Prestation de transport en bus avec chauffeur pour la journée du 27 juin 2019	MSF	MADE TOURISME ROUTE DE BOURBOURG 62162VIEILLE EGLISE	318,18	19/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	74 -11	BALESTRA Intervention déneigement CER AVESNES LE COMTE	MSF	BALESTRA TP 124 RUE DE LA POSTE 62810AVESNES LE COMTE	1 503,75	21/06/2019
2,01962E+13	MDADT de Lens Hénin	74 -13	MPA2 CVMS 19S0103 Routes Départementales du Territoire de la MDADT de Lens-Hénin Maintenance des Postes de Relèvement	PA Ouverte	VEOLIA EAU CGE AG LENS LIEVIN PAC D ACTIVITE LES MOULINS 62300LENS	Mini : 0,00 Maxi :55 000,00	21/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	74 -11	ETA P. LEBRET Intervention déneigement CER BIEFVILLERS	MSF	LEBRET Paul 79 RUE DE ST QUENTIN 62124NEUVILLE BOURJONVAL	392	21/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	74 -11	SARL HAVET Intervention déneigement CER CROISILLES	MSF	HAVET 11 RUE DE MOYENNEVILLE 62175BOIRY SAINT MARTIN	1 260,00	21/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD Activités culturelles et pédagogiques ECPAD	MSF	ECPAD (MINISTERE DE LA DEFENSE) 2 a 8 route du Fort 94205IVRY SUR SEINE CEDEX	50	14/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	15 750,00	27/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	6 690,00	27/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	5 070,00	27/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	2 490,00	27/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	3 480,00	27/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	5 760,00	27/06/2019
2,01962E+13	Direction d'Appui du Pôle Aménagement Durable	71 -03	AOO-18S0900-LBS-Missions S.P.S. de catégorie 2 et 3 pour les opérations s'exécutant sur le patrimoine bâti du Département du Pas-de-Calais et son emprise foncière	AOO	ACS 163 RUE PASTEUR 62400BETHUNE	4 890,00	27/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Montreuillois-Ternois	71 -03	Collège St Pol/Ternoise AMO pour mission coordination SSI	MSF	MANING MANAGEMENT INGENIERIE ZI la Houssoye 59933LA CHAPELLE D ARMENTIERES CEDEX	1 560,00	12/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Montreuillois-Ternois	71 -03	Collège St Pol/Ternoise AMO pour refonte du dossier d'identité SSI	MSF	MANING MANAGEMENT INGENIERIE ZI la Houssoye 59933LA CHAPELLE D ARMENTIERES CEDEX	3 440,00	12/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3- Dépliants sentier des peintres- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	375	13/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4-Posters/supports visite/Illustrations/Pochettes-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	1 514,00	13/06/2019
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	61 -05	PRC-DAD Port Vente du 23/05/10 SMTE MBE	MSF	SMTE MAIL BOXES ETC  69100VILLEURBANNE	24,17	11/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	5ème conférence Mécénat territorial et collectivités	MSF	ASSOCIATION FRANCAISE DES FUNDRAISERS 14 RUE DE LIEGE 75009PARIS 9	47,5	20/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisais	-	MPA3-LBMT-19S0061 - Collège Louis Blériot à Sangatte - Mise en accessibilité - 6 lots	PA Ouverte	DUFEUTRELLE ROGER 100 rue Marcel Dassault 62103CALAIS CEDEX	105 926,33	27/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisais	-	MPA3-LBMT-19S0061 - Collège Louis Blériot à Sangatte - Mise en accessibilité - 6 lots	PA Ouverte	SNH SOCIETE NOUVELLE HURET 2 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE 62157ALLOUAGNE	24 873,00	27/06/2019
2,01962E+13	MDADT du Calaisais	-	MPA3-LBMT-19S0061 - Collège Louis Blériot à Sangatte - Mise en accessibilité - 6 lots	PA Ouverte	REGIE DE QUARTIER DE CALAIS 1 RUE YOURI GAGARINE BAT C 62100CALAIS	14 623,89	28/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	MDADT du Calaisis	-	MPA3-LBMT-19S0061 - Collège Louis Blériot à Sangatte - Mise en accessibilité - 6 lots	PA Ouverte	BLOT ELECTRICITE 4 rue François Mitterrand 62570WIZERNES	28 990,22	28/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	paniers repas pour les 6 et 24 heures du Pas de Calais au parc d'Olhain le vendredi 28 juin	MSF	PARC DEP NATURE LOISIRS OLHAIN PARC D OLHAIN 62150FRESNICOURT LE DOLMEN	114,55	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3 - Brochures Vue des Caps n° 17-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	11 550,00	14/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3- Dépliants horaires Mercredi été-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	920	14/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4- Sous Bocks-Documents et supports spéciaux	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	2 180,00	17/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	625DIRCM-MSUB Impression-lot 3 - Flyers Shym-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	625	14/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	81 -48	MSI-DIMMO-DMP-BESTS- TRAVAUX MAINTENANCE MONTE PMR HDD	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	576	24/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -78	Réactifs culture cellulaire	MSF	EUROFINS IPL NORD 1 rue du professeur Calmette 59000LILLE	787,48	20/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -78	Réactifs culture cellulaire	MSF	THERMO FISHER DIAGNOSTICS 6 route de Paisy 69570DARDILLY	209,68	20/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	74 -11	DELERUE Intervention déneigement CER AUBIGNY	MSF	DELERUE Françoise 21 RUE DE L'EGLISE 62690MINGOVAL	442,5	24/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	20-mai	PVM WATISSEE Achat de petit matériel CER MARQUION	MSF	WATISSEE ROUTE DE L ECLUSE 62860ECOURT SAINT QUENTIN	195,22	24/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB 2 LVMT 19S0317 SAINT POL SUR TERNOISE - Aménagement de la rue Chapelle Saint Esprit-Territoire du Montreuillois-Ternois	MSUB	DUFFROY ZI route d'Ostreville 62165SAINT POL SUR TERNOISE CEDEX	132 674,50	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression lot 3-Affiches Mercredi de l'été- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	IMPRIMERIE DE LA CENTRALE LENS Rue des Colibris 62302LENS CEDEX	180	17/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervention dans le cadre de l'opération lis avec moi pour les journée du patrimoine à la DCU	MSF	LA SAUVEGARDE DU NORD - ADNSEA 23 RUE MALUS 59000LILLE	210	06/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Immobilier	17 -18	MSI-DIMMO- AZOTE	MSF	BOSSU CUVELIER ZI 4 avenue de l'Ermitage 62054SAINT LAURENT BLANGY	141,58	24/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB2 LVMT 19S0321 RD 194 AIRE SUR LA LYS - PR 1 + 117 à 1 + 955 Tranche 1 Rue de Merville Assainissement pluvial, borduration, chaussée-Territoires du Boulonnais, du Calaisis et de l'Audomarois	MSUB	EUROVIA PAS DE CALAIS 720 rue Louis Bréguet 62106CALAIS CEDEX	72 945,00	24/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB1 LVMT 19S0344 RD 207 MORINGHEM - PR 6 + 708 à 7 + 303 (Rue Principale) Aménagement de la chaussée-Territoires du Boulonnais, du Calaisis et de l'Audomarois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	46 879,00	25/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction de l'Information et de l'ingénierie Documentaire	15-déc	Crédits de téléchargement Territorial	MSF	TERRITORIAL 58 COURS BECQUART CASTELBON 38506VOIRON CEDEX	33,33	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Finances	68 -02	Déjeuner de Travail Protocolaire du 19/06/2019	MSF	AUX PECHEURS D ETAPLES 3 BD DE L IMPERATRICE 62630ETAPLES	484,36	19/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	72 -06	MPAMS-DCHE-Fourniture et livraison de 8 Kakémonos dans le cadre de l'exposition "les Beatles-Photos de Jean-Marie Périer" au CCEC du 06 juillet au 03 novembre 2019.	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	351	24/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -73	Médicaments vétérinaires	MSF	FISHER SCIENTIFIC PARC D INNOVATION 67400ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	314,36	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Journée séminaire au collège de France- Mécénat Forum	MSF	ADMICAL 6 BOULEVARD SAINT DENIS 75010PARIS 10E	272,73	25/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Information et de l'ingénierie Documentaire	67 -17	Accès fichier données photographiques	MSF	FOTOLIA LLC CA95110SAN JOSE	140	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Interprétariats téléphoniques ou par vidéo " toutes langues "	MSF	ISM INTERPRETARIAT 90 avenue de Flandre 75019Paris	405	27/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Consultation relative à la traduction de deux factures pour le Département	MSF	ACCESS TRADUCTIONS 29 RUE PANETIE 62200BOULOGNE SUR MER	13,57	25/06/2019
2,01962E+13	Direction des Finances	72 -04	APIDAYS JUIN 2019 (Apiculteur)	MSF	HENNUYER Sylvie 15 RUE ANTOINE DE LUMBRES 62850LICQUES	323,87	13/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Assemblée et des Elus	78 -05	DAE-Formation du 14 juin 2019 - Les enjeux Littoraux	MSF	INST FORM ELUS PROGRES REP NPD BP 370 62335LENS CEDEX	3 960,00	14/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -17	MPAMS-DCHE-Prestation de maquillage dans le cadre des "6h et 24h du Pas de Calais du samedi 29 au dimanche 30 juin 2019" Parc Départemental d' Olhain.	MSF	IDEES PLUS CONSEILS 238 RUE DU MAL FOCH 62220CARVIN	650	13/06/2019
2,01962E+13	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -57	Réactifs hématologie	MSF	MEGACOR GMBH LOCHAUER STR 2 A-6912 HOERBRANZ	1 365,40	26/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	77 -02	MSI-DIRCOM-Spectacle "Le peuple Gaïka" (Association Hempire Scene Logic) le 30/06/2019 - 6h et 24 du Pas-de-Calais	MND	HEMPIRE SCENE LOGIC 59000LILLE	2 110,00	26/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	77 -02	MSI-DIRCOM-Spectacle "Yuki et Cie" (Association Hempire Scene Logic) le 30/06/2019 - 6h et 24h du Pas-de-Calais	MND	HEMPIRE SCENE LOGIC 59000LILLE	1 038,00	26/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	31-mai	T2E BC AB2019-1 DEVIS N° DEV20190531 CER VIMY	MSF	T2E 57 RUE JEAN JAURES 62223SAINT LAURENT BLANGY	4 044,10	28/06/2019
2,01962E+13	Direction des Finances	68 -03	DSPO Sport de Nature journée du 28 juin 2019	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	811,8	27/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	69 -07	MPAMS-DCHE-Prestation de protection civile le 12 juillet 2019 dans le cadre de la Fête de la Jeunesse-Bruay la Buisnière.	MSF	CROIX BLANCHE 62300LENS	940	27/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Mise à disposition d'interprètes lors de la visite de la délégation Danoise sur le site des 2 Caps	MSF	M TOMAS PEREIRA- GINET- JAQUEMET 3 VLA FLEURIE 75019PARIS 19	1 881,00	25/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression lot 4- Signalétique escaliers- Documents et supports spéciaux	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	160	03/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Les 10ème Journée Nationales des maisons des adolescents	MSF	LA SAUVEGARDE DU NORD ADNSEA SIEGE SOCIAL  59045LILLE CEDEX	2 380,00	05/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Moment de convivialité suite au départ de deux directrices du Pôle solidarité	MSF	PATISSERIE DUPLOYEZ CHRISTIAN  62000ARRAS	58,4	28/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	33 -02	MPAMS-DCHE-Fourniture de consommables et équipements pour spectacles vivants dans le cadre du Yellow Summertime.	MSF	VS SCENE PARC D ACTIVITE DE NEUVILLE 59960NEUVILLE EN FERRAIN	2 304,56	27/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Formation Capacité d'addictologie clinique	MSF	UNIVERSITE DE LILLE  59800LILLE	502	28/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -03	AUEC IVG-PLANIFICATION FAMILIALE JDAMO	MSF	UNIVERSITE DE LILLE  59800LILLE	350	28/06/2019
2,01962E+13	MDADT de l'Arrageois	-	SARL PIERRE NOE Remise en état de l'éclairage public du giratoire RD939/A1 PR 0+0 à 0+215 MONCHY LE PREUX	MSF	NOE PIERRE 79 rue de Versailles 62223SAINT LAURENT BLANGY	24 960,25	18/06/2019
2,01962E+13	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Troubles du comportement chez nos aînés, une société troublée - MALFAIT	MSF	EPSM DES FLANDRES BAILLEUL BP 90139 59270BAILLEUL	40	28/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3- Dépliants horaires mercredi été 2 (réimpression)-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	565	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3- Plaquettes Bois Durieux- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	503	26/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Vernissage de l'expo Beatles de Jean-Marie Perrier le dimanche 5 juillet au chateau d'Hardelot	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	2 518,96	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Cocktail suite à la visite du Louvre Lens par les conseillers Départementaux le mardi 2 juillet à 16h30.	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	1 828,50	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Moment apéritif suite à la formation Louvre Lens le mercredi 3 juillet au chateau d'Hardelot	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	310,72	28/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	72 -06	Signalétique CCEC (kakémonos)- Beatles	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	351	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 3- Affiches mercredi été 2 (réimpression)-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	IMPRIMERIE DE LA CENTRALE LENS Rue des Colibris 62302LENS CEDEX	175	24/06/2019
2,01962E+13	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD Matériel exposition polonité - GEANT DES BEAUX ARTS	MSF	LE GEANT DES BEAUX ARTS LES BEAUX ARTS 67700SAVERNE	80,55	21/06/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
2,01962E+13	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM-MSUB Impression-lot 4- Billetterie Shym 2-Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	284,4	26/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique Opérations été 2019 (UF Jeunesse)	MSF	BR SIGNS  59290WASQUEHAL	15 040,00	24/06/2019
2,01962E+13	Direction de la Communication	77 -02	MPAMS-Concert "Diva Faune + Les Gordon" (AGDL Productions) le 10/08/2019 à Desvres - Fête de la Jeunesse	MND	AGDL PRODUCTION 9 RUE DU REMPART 59800LILLE	10 500,00	25/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	63 -03	MPAMS-DCHE-Connexion wi-fi dan le cadre de la "Fête de la Jeunesse" le 12 juillet 2019 et le concert de SHYM à BRUAY LA BUISSIERE.	MSF	MUONA 9 QUAI ANDRE LASSAGNE 69001LYON 1ER	4 499,97	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	14/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	21/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	68 -03	Prestation de traiteur pour une réunion de travail avec des partenaires	MSF	VAURETTE MARC 91 rue du Temple 62000ARRAS	292,96	28/06/2019
2,01962E+13	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	MPAMS-Concert "Beatles Piobroch" (Association Breaking Beats Clan) les 7, 28 juillet / 11 et 15 août 2019 - Yellow Summertime	MND	BREAKING BEATS CLAN CHEZ MME LE MENN 77600CHANTELOUP EN BRIE	2 400,00	20/06/2019
2,01962E+13	Direction des affaires Culturelles	25-août	Acquisition de passe partout pour l'exposition du port d'Étaples	MSF	Carnaby Gallery 74 RUE SAINT JEAN 62520LE TOUQUET PARIS PLAGES	160	07/06/2019
2,01962E+13	Direction de l'Enfance et de la Famille	77 -18	Séjour en centre de vacances pour Mineurs Non Accompagnés	MSF	CENTRE DE VACANCES LA SEVE 10 RUE CHANZY 62000ARRAS	14 000,00	27/06/2019

**LISTE MENSUELLE DES MARCHES CONCLUS**  
**01 juillet 2019 au 31 juillet 2019**

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200000002	Direction des Systèmes d'Information	67 -06	Exécution de prestations de maintenance, formations et assistance, développements complémentaires et spécifiques, acquisition de nouvelles licences et de nouveaux modules liés à la gamme C3RB	MND	C3RB INFORMATIQUE ZA DE LA LIOUJAS 12740LA LOUBIERE	Mini : 33 334,00 Maxi :333 334,00	05/07/2019
20196200000333	Direction des Achats, Transports et Moyens	18 -38	Fourniture de sondes pour cardiocographe SMART3	MSF	DOLPHITONIC INTERNATIONAL ZA LA ROMAZIERE 85300CHALLANS	950,00	18/07/2019
20196200001473	MDADT de Lens Hénin	-	Collège Gérard Philipe à HENIN BEAUMONT : Aménagement de la cuisine et du restaurant - 5 lots	PA Ouverte	CEF POINT BAT PARC D ACTIVITES DES CHAUFFOURS 62440HARNES	15 095,28	02/07/2019
20196200001474	MDADT de Lens Hénin	-	Collège Gérard Philipe à HENIN BEAUMONT : Aménagement de la cuisine et du restaurant - 5 lots	PA Ouverte	EQUIP FROID ET COLLECTIVITES 11 BIS RUE DE TRESSIN 59510FOREST SUR MARQUE	94 738,16	02/07/2019
20196200001475	MDADT de Lens Hénin	-	Collège Gérard Philipe à HENIN BEAUMONT : Aménagement de la cuisine et du restaurant - 5 lots	PA Ouverte	LESOT ZA DES CHEMINS CROISES 62054SAINT LAURENT BLANGY	29 828,52	02/07/2019
20196200001476	MDADT de Lens Hénin	-	Collège Gérard Philipe à HENIN BEAUMONT : Aménagement de la cuisine et du restaurant - 5 lots	PA Ouverte	CEF PLOMBERIE PARC D ACTIVITES DES CHAUFFOURS 62440HARNES	17 048,79	02/07/2019
20196200001477	MDADT de Lens Hénin	-	Collège Gérard Philipe à HENIN BEAUMONT : Aménagement de la cuisine et du restaurant - 5 lots	PA Ouverte	DANIEL GARCON 3 ZA les Alouettes 62223SAINT NICOLAS	30 746,68	02/07/2019
20196200001500	MDADT de l'Artois	-	Collège Pays de l'Alloeu à LAVENTIE : Mise en conformité électrique et incendie	PA Ouverte	SATELEC 945 RUE DU FAUBOURG D ESQUERCHIN 59553CUINCY	74 001,44	04/07/2019
20196200001502	MDADT de l'Artois	-	Collège Pays de l'Alloeu à LAVENTIE : Mise en conformité électrique et incendie	PA Ouverte	SNH SOCIETE NOUVELLE HURET 2 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE 62157ALLOUAGNE	41 385,00	04/07/2019
20196200001503	MDADT de l'Artois	-	MPA2 CBMT 19S0117 - Collège Pays de l'Alloeu à LAVENTIE : Mise en conformité électrique et incendie	PA Ouverte	DECAUX ROGER ZI RUE FLEMING 62411BETHUNE CEDEX	27 260,60	04/07/2019
20196200001531	MDADT du Calaisis	-	Collège Louis Blériot à Sangatte - Mise en accessibilité - 6 lots	PA Ouverte	EIFFAGE CONSTRUCTION NORD PAS CALAIS RUE DE L ESPOIR 59260LEZENNES	80 152,43	02/07/2019
20196200001536	MDADT du Calaisis	-	Collège Louis Blériot à Sangatte - Mise en accessibilité - 6 lots	PA Ouverte	SNV PLOMBERIE 289 RUE PIERRE CLOSTERMANN 62100CALAIS	11 231,00	02/07/2019
20196200001599	MDADT du Montreuillois-Ternois	81 -17	Collège Hesdin maintenance et exploitation de 6 centrales	MSF	AXIMA CONCEPT 1 PLACE SAMUEL 92400COURBEVOIE	1 960,00	01/07/2019



N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001605	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	EuroVélo n°4 Liaison OUTREAU - LE PORTEL - Communes de EQUIHEN-PLAGE et OUTREAU-Territoires du Boulonnais, du Calaisis et de l'Audomarois	MSUB	SAS RAMERY TP 1 Avenue de l'Europe 62250LEULINGHEN BERNES	395 167,75	03/07/2019
20196200001608	MDADT du Boulonnais	31-08	Lettrage CER de Rinxent	MSF	APF FRANCE HANDICAP 14 RUE HELENE BOUCHER 80136RIVERY	582,57	01/07/2019
20196200001611	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	77 -21	Animation Electromobilité	MSF	ALTERMOVE 10 RUE MARIE CURIE 59910BONDUES	1 310,00	01/07/2019
20196200001612	MDADT du Boulonnais	-	Collège Jean Moulin à Le Portel Remplacement de l'installation du Système de Sécurité Incendie - 2 lots	PA Ouverte	SATELEC 17 RUE DE L ABBE GREGOIRE 59760GRANDE SYNTHÉ	53 532,05	04/07/2019
20196200001613	MDADT du Boulonnais	-	Collège Jean Moulin à Le Portel Remplacement de l'installation du Système de Sécurité Incendie - 2 lots	PA Ouverte	DEPITRE DEVELOPPEMENT 13 RUE LE PETIT MATELOT 59229TETEGHEM-COUDEKERQUE-VILLAG	32 017,92	04/07/2019
20196200001615	MDADT de l'Artois	-	Collège Emile Zola à Marles-les-Mines Réfection complète des sanitaires extérieurs	PA Ouverte	SD BAT 83 B RUE D ARRAS 62160AIX NOULETTE	39 721,62	19/07/2019
20196200001616	MDADT de l'Artois	-	Collège Emile Zola à Marles-les-Mines Réfection complète des sanitaires extérieurs	PA Ouverte	CEF PLOMBERIE PARC D ACTIVITES DES CHAUFFOURS 62440HARNES	19 400,00	19/07/2019
20196200001617	MDADT de l'Artois	-	Collège Emile Zola à Marles-les-Mines Réfection complète des sanitaires extérieurs	PA Ouverte	HTC ELEC 4 CHEMIN ST MARTIN BAT A 62128CROISILLES	4 004,29	19/07/2019
20196200001618	MDADT de l'Artois	-	Collège Emile Zola à Marles-les-Mines Réfection complète des sanitaires extérieurs	PA Ouverte	SNH SOCIETE NOUVELLE HURET 2 BIS RUE DU GENERAL DE GAULLE 62157ALLOUAGNE	16 476,00	19/07/2019
20196200001619	MDADT du Calaisis	-	MPA2-LBMT-19S0134 - Collège Jean Jaurès à CALAIS - Réaménagement du parvis et rénovation des clôtures - 2 lots	PA Ouverte	CREAVERT PAYSAGES 6 CHEMIN DE MONTREUIL 62850ALQUINES	42817,55	05/07/2019
20196200001620	MDADT du Calaisis	-	Collège Jean Jaurès à CALAIS - Réaménagement du parvis et rénovation des clôtures - 2 lots	PA Ouverte	PROMETA P R 726 AV DE LA GIRONDE 59640DUNKERQUE	25 500,00	10/07/2019
20196200001626	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD 343 à ZOTEUX - PR 46 + 660 à 47 + 410 - Aménagement de traverse-Territoire du Montreuillois-Ternois	MSUB	LEFRANCOIS TP 25 RUE DE BIMOSE 62650CLENLEU	51 792,50	05/07/2019
20196200001628	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -11	Etalonnage des balances du Bureau du Patrimoine Routier et du Bureau des Activités en Régie	MSF	MIEZE 23 RUE HENRY FILLEUL 62219LONGUENESSE	542,00	01/07/2019
20196200001634	MDADT du Boulonnais	-	RD 113E6 CONDETTE PR 56 + 970 à PR 57 + 285 Réalisation de passages pour batraciens (Batrachoduc)	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	154 475,00	09/07/2019
20196200001639	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Aménagement cyclable d'ARDRES - Terrassement Assainissement Chaussées	PA Ouverte	RAMERY TP 1 AVENUE DE L EUROPE 62250LEULINGHEN BERNES	499 970,75	02/07/2019
20196200001640	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	Aménagement cyclable d'ARDRES - Terrassement Assainissement Chaussées	PA Ouverte	RAMERY TP 1 AVENUE DE L EUROPE 62250LEULINGHEN BERNES	299 864,80	02/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001648	Direction des Ressources Humaines	78 -05	l'adoption d'enfants à besoin spécifiques ADELVART	MSF	ENFANCE ET FAMILLES D ADOPTION 221 RUE LAFAYETTE 75010PARIS 10E	440,00	01/07/2019
20196200001650	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Formation AUEC IVG PLANIFICATION FAMILIALE BBOLLART	MSF	UNIVERSITE DE LILLE  59800LILLE	350,00	01/07/2019
20196200001651	MDADT de l'Audomarois	-	RD 210/942 BLENEDECQUES - PR 4 + 1416 - OA 2480A - Comblement affouillement, réparation perrés béton, réfection des joints de chaussée, couche de roulement	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	86 666,00	15/07/2019
20196200001656	MDADT du Montreuillois-Ternois	-	RD 92E1 à HEUCHIN - PR 38 + 398 OA n° 2673 OA Etanchéité, reconstruction tympan, maçonnerie	PA Ouverte	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	66 233,00	18/07/2019
20196200001657	MDADT de Lens Hénin	-	Collège DARRAS-RIAUMONT à LIEVIN - Travaux de réparation et modernisation de l'ascenseur	MSF	THYSSENKRUPP ASCENSEURS 8 ZONE INDUSTRIELLE 62360SAINT LEONARD	12 635,92	03/07/2019
20196200001661	MDADT de l'Arrageois	20-05	DELATTRE PATOUX BC JP2019-1 Achat de matériel CER CROISILLES	MSF	DELATTRE PATOUX 6 ROUTE D ALBERT 62450AVESNES LES BAPAUME	234,06	04/07/2019
20196200001662	Direction des affaires Culturelles	20-01	Acquisition de socles de présentation pour les oeuvres du département du PDC	MSF	PROMUSEUM REVFILMS ZA LES MARCEAUX 78710ROSNY SUR SEINE	1 291,50	04/07/2019
20196200001663	Direction des Achats, Transports et Moyens	35-22	Location et maintenance de fontaines à eau à raccordement direct sur le réseau d'eau pour les services du Département du Pas-de-Calais	PA Ouverte	LOIRE DISTRIBUTION AUTOMATIQUE 5 BOULEVARD PIERRE DESGRANGES 42160ANDREZIEUX BOUTHEON	Mini : 40 000,00 Maxi :180 000,00	11/07/2019
20196200001664	Direction de l'Immobilier	71-03	Géolocalisation et détection de réseaux enterrés au Collège Marie Curie à ARRAS	MSF	NORD DT 463 RUE DES CLAUWIERS 59113SECLIN	5 200,00	04/07/2019
20196200001667	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	90-02	Achats de Kakémono, signalétique dans le cadre du "Yellow Summertime du samedi 06 juillet au 15 août 2019".	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	1 833,00	02/07/2019
20196200001668	Direction de la Communication	90-02	Flammes et look'n roll Yellow Summertime	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	1 833,00	02/07/2019
20196200001669	Direction de l'Assemblée et des Elus	78-05	Formation du 5 juillet 2019 - Les Journées Nationales des Femmes Elues	MSF	FEMMES ET POUVOIRS  33000BORDEAUX	459,00	04/07/2019
20196200001671	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	31-08	Fourniture de dispositifs de police ou d'accessoires en matière plastique pour la sécurité le long des routes départementales	AOO	AXIMUM  78403CHATOU CEDEX	75 825,50	19/07/2019
20196200001672	MDADT de l'Audomarois	-	Collège Albert Camus à LUMBRES : Création de quai Bus- Territoires du Boulonnais, du Calais et de l'Audomarois	MSUB	SAS AEI 62 ZAIC DE TATINGHEM 62500SAINT MARTIN LEZ TATINGHEM	149 780,95	08/07/2019
20196200001673	Direction des Archives Départementales	15 -17	Fourniture atelier restauration et reliure KLUG	MSF	KLUG CONSERV WALTER KLUG BADEWEG 9 D 87509IMMENSTADT I A	5 009,50	03/07/2019
20196200001674	Direction des Archives Départementales	15 -15	Fourniture atelier reliure et restauration CXD	MSF	CXD FRANCE ZA DES MARAIS 94120FONTENAY SOUS BOIS	14 153,22	03/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001675	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression-lot 3- Culture saison été-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	2 931,00	02/07/2019
20196200001676	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression- lot 3- flyers rock en stock-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	341,00	02/07/2019
20196200001677	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression-lot 3- Dépliants métamorphoses-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	900,00	03/07/2019
20196200001678	Direction des Achats, Transports et Moyens	80 -06	Etude de l'impact des nuisances sonores visant à prévenir les nuisances sonores de nature à porter atteinte à la santé du public, à la tranquillité ou la santé du voisinage	MSF	BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS  59666VILLENEUVE D'ASCQ	1 000,00	03/07/2019
20196200001680	Direction des Ressources Humaines	70 -01	Cabinet de recrutement de médecin pour la DAS (2e médecin)	MSF	DUONSEILLE VALERIE  59120LOOS	11 000,00	04/07/2019
20196200001681	Direction des Archives Départementales	14-01	Fourniture atelier reliure et restauration ARTECH	MSF	ARTECH 22 BIS RUE VELOUTERIE 84000AVIGNON	193,69	03/07/2019
20196200001683	MDADT de l'Arrageois	81 -17	Achat de batteries CER CROISILLES	MSF	DEMARTOP 88 RUE D AMIENS 62000ARRAS	211,09	08/07/2019
20196200001685	Laboratoire Départemental d'Analyses	76 -16	Analyse de terre	MSF	LABORATOIRE DEPARTEMENT DE L AISNE POLE DU GRIFFON 02007LAON CEDEX	4 079,88	04/07/2019
20196200001686	Direction des Achats, Transports et Moyens	73 -02	Prestation de traitement des dossiers après sinistre	MSF	ACOR-CLEAN 2 RUE DU CHATEAU D EAU 76200DIEPPE	2 500,00	08/07/2019
20196200001687	MDADT du Calaisis	70 -04	RD 224 Ardres - PR 16+37 au PR 16+330 et PR 16+540 - Expertise tomographie	MSF	AAPA INGENIERIE VEGETALE  33710PRIGNAC ET MARCAMPES	1 725,00	10/07/2019
20196200001688	MDADT du Calaisis	71 -03	RD 943 CALAIS PR 100+100 au PR 101+088 - Etude de dimensionnement de massifs de fondation pour des candélabres	MSF	ADISS 10 RUE DES MUGUETS 59000LILLE	3 360,00	09/07/2019
20196200001689	MDADT de l'Arrageois	-	RD950 DERASEMENT	MSF	SOTRAVEER Le Zand Put Houck 59670WINNEZEELE	24 960,00	08/07/2019
20196200001690	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	24-11	LOCATION DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE	MSF	KEOLIS ARRAS RUE MONTGOLFIER 62000ARRAS	1 800,00	08/07/2019
20196200001691	MDADT de l'Audomarois	73 -07	Désinfection de blattes Site de l'Événementiel à Saint-Augustin	MSF	VALMI 32 rue Clémenceau 62270FREVENT	140,00	08/07/2019
20196200001692	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression lot 3- Livrets expo reconstruire-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	IMPRIMERIE DE LA CENTRALE LENS Rue des Colibris 62302LENS CEDEX	1 497,00	04/07/2019
20196200001695	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	mpression-lot 3- Guide Assistant maternel-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	IMPRIMERIE DE LA CENTRALE LENS Rue des Colibris 62302LENS CEDEX	3 890,00	04/07/2019
20196200001696	Direction de la Communication	82 -01	Conception graphique	PA Ouverte	BOUILLEZ 214 AV DU MARECHAL LECLERC 59130LAMBERSART	Mini : 0,00 Maxi :140 000,00	12/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001697	Direction de la Communication	82 -01	Conception graphique	PA Ouverte	SCHLUTH LAURENCE 74 A AV JEANNE D ARC 57290FAMECK	Mini : 0,00 Maxi :40 000,00	12/07/2019
20196200001698	Direction de la Communication	82 -01	Conception graphique	PA Ouverte	LG COMMUNICATION BOULEVARD DU GENERAL DE GAULLE 62000ARRAS	Mini : 0,00 Maxi :40 000,00	12/07/2019
20196200001699	MDADT de l'Arrageois	20-05	Achat de matériel CER BIEFVILLERS	MSF	VERTDIS ZONE PORTUAIRE 62223SAINT LAURENT BLANGY	157,86	08/07/2019
20196200001700	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Consultation relative à la traduction d'un carnet de santé pour le Département du Pas-de-Calais	MSF	ADTRADS  62100CALAIS	300,00	05/07/2019
20196200001701	Direction de l'Immobilier	31 -02	ENROULEUR	MSF	SERVISTORES AGENCE NORD 8 RUE DE CONGRESSAULT 45360CERNOY EN BERRY	117,9	05/07/2019
20196200001702	Direction de l'Immobilier	31 -02	STORE TOIT	MSF	SERVISTORES AGENCE NORD 8 RUE DE CONGRESSAULT 45360CERNOY EN BERRY	96,61	05/07/2019
20196200001703	Direction des Archives Départementales	77 -11	Reproduction et publication Expo 100 ans de vie polonaise	MSF	DIRECTION DES ARCHIVES 3 RUE SUZANNE MASSON 93126LA COURNEUVE CEDEX	620,00	03/07/2019
20196200001705	Direction des Archives Départementales	14-01	Fourniture atelier reliure et restauration - GEANT DES BEAUX ARTS	MSF	LE GEANT DES BEAUX ARTS LES BEAUX ARTS 67700SAVERNE	195,78	04/07/2019
20196200001706	MDADT du Boulonnais	-	Collège Roger Salengro à Saint Martin Boulogne - Mise en conformité acoustique et isolation de la demi-pension - 3 lots- Equipement de cuisine	MND	RABOT DUTILLEUL CONSTRUCTION  10 avenue de Flandre 59290WASQUEHAL	22 987,60	09/07/2019
20196200001707	MDADT du Boulonnais	-	Collège Roger Salengro à Saint Martin Boulogne - Mise en conformité acoustique et isolation de la demi-pension - 3 lots- Electricité	MND	SATELEC 17 RUE DE L ABBE GREGOIRE 59760GRANDE SYNTHÉ	5 832,82	09/07/2019
20196200001708	Direction des Archives Départementales	15 -15	Fourniture atelier reliure et restauration CXD	MSF	CXD FRANCE ZA DES MARAIS 94120FONTENAY SOUS BOIS	4 402,96	04/07/2019
20196200001709	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	23-08	Fourniture d'un densimètre par détection électromagnétique pour le Bureau du Patrimoine Routier, y compris l'étalonnage annuel	MSF	GROLLEMUND LABOROUTES INSTRUMENTS ROUTE DE SAINTE CROIX EN PLAINE 68127NIEDERHERGHEIM	Mini : Maxi :15 000,00	15/07/2019
20196200001710	MDADT de l'Artois	-	CALONNE RICOUART - COLLEGE CURIE - REMPLACEMENT DU BLOC GAZ CHAUDIERE	MSF	AXIMA CONCEPT PARC VENDOME 59810LESQUIN	2 485,21	05/07/2019
20196200001711	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	68 -03	Service de traiteur dans le cadre du Yellow Summertime du samedi 06 juillet au jeudi 15 août 2019 au Centre Culturel de l'Entente Cordiale 62360 CONDETTE.	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	14 762,19	02/07/2019
20196200001714	MDADT de l'Artois	74 -01	BETHUNE-MDS RUE BOUTLEUX-HYDROCURAGE RESEAU EU	MSF	BRUAYSIIENNE DE VIDANGES 623 RUE DE LA GENDARMERIE 62150HOUDAIN	250,00	08/07/2019
20196200001715	Direction des Finances	68 -01	Déplacement NEVERS d'un élu du 03 au 04 juillet 2019 (Hotel)	MSF	MERCURE NEVERS PONT DE LOIRE QUAI DE MEDINE 58000NEVERS	915,25	01/07/2019
20196200001716	Direction des Ressources Humaines	78 -05	le DUME : un outil efficace pour passer vos marchés publics	MSF	SAS COMUNDI 39 BOULEVARD ORNANO 93200SAINT DENIS	2 245,00	08/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001717	Direction de l'archéologie	77 -10	Nettoyage d'objet pour exposition MSE	MSF	EPCC SOMME PATRIMOINE 80310LA CHAUSSEE TIRANCOURT	5 640,90	09/07/2019
20196200001718	Direction de l'Immobilier	81 -30	MSI-DIMMO-SMP-BESTS - Remise en service porte automatique au bât. A des services à ARRAS	MSF	PORTLAND 2 rue J.B. Champollions 62300LENS	250,00	10/07/2019
20196200001721	MDADT du Boulonnais	22-03	Acquisition d'une caméra pour le territoire du Boulonnais	MSF	ENLAPS 29 CHEMIN DU VIEUX CHENE 39240MEYLAN	1 580,00	10/07/2019
20196200001722	Direction de l'Immobilier	35 -17	GROUPE FROID	MSF	GENERAL FRIGORIFIQUE FRANCE 12 RUE DES FRERES LUMIERES 69720SAINT BONNET DE MURE	7 549,03	08/07/2019
20196200001734	Laboratoire Départemental d'Analyses	76 -16	Analyses d'eau propre	MSF	LABORATOIRE DEPARTEMENT DE L AISNE POLE DU GRIFFON 02007LAON CEDEX	55,96	05/07/2019
20196200001735	MDADT du Boulonnais	22-03	Acquisition matériel vidéo pour le territoire du Boulonnais	MSF	MISS NUMERIQUE 40 RUE DU GENERAL LECLERC 54140JARVILLE LA MALGRANGE	1 250,00	15/07/2019
20196200001736	Direction des Achats, Transports et Moyens	23-04	Acquisition d'appareils de mesures physiques et sensibles pour le Service des Stratégies Départementales	MSF	BIRCKNER LAURENT 329 AV D ALTKIRCH 68350BRUNSTATT-DIDENHEIM	5 270,00	11/07/2019
20196200001737	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Consultant Référent Professionnel REM (Rayonnements Electromagnétiques)	MSF	UNIVERSITE DU MANS AVENUE OLIVIER MESSIAEN 72000LE MANS	1 225,00	09/07/2019
20196200001738	Direction de l'archéologie	20-11	Fournitures pour exposition	MSF	LEROY MERLIN RUE LEON FOUCAULT 62000ARRAS	498,45	09/07/2019
20196200001739	Direction des Archives Départementales	15 -17	Fournitures atelier reliure et restauration PROMUSEUM	MSF	PROMUSEUM REVFILMS ZA LES MARCEAUX 78710ROSNOY SUR SEINE	969,90	09/07/2019
20196200001740	Direction de l'Immobilier	35 -19	FILTRES	MSF	FISA FILTRATION ZI RUE ARAGO 59930LA CHAPELLE D ARMENTIERES	496,63	09/07/2019
20196200001741	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Cocktail pour le groupe expert jeunesse le jeudi 11 juillet au bar du Département	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	438,50	05/07/2019
20196200001742	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Paniers repas pour le festival de la jeunesse le vendredi 12 juillet à Bruay Labuissière	MSF	THILLIEZ TRAITEUR PERE ET FILS 31 RUE ROUGET DE L ISLE 62580VIMY	702,00	08/07/2019
20196200001743	Direction de l'Immobilier	81 -27	FOURNITURE POMPES BDS	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	9 193,12	12/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001744	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Moment de convivialité à Méricourt le mardi 9 juillet à 12h00	MSF	PATISSERIE DUPLOYEZ CHRISTIAN 62000ARRAS	53,17	05/07/2019
20196200001745	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Prestations de traduction carte d'identité (afghan au français)	MSF	ADTRADS 62100CALAIS	140,00	10/07/2019
20196200001746	MDADT de l'Arrageois	20-05	BEGHIN MOTOCULTURE DEVIS DV 2547 Achat de matériel CER VIMY	MSF	BEGHIN MOTOCULTURE 15 RUE DU CALVAIRE 62127MAGNICOURT EN COMTE	320,18	12/07/2019
20196200001747	Direction de l'Immobilier	81 -27	FOURNITURES VANNES FROIDES	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	3 817,10	12/07/2019
20196200001749	MDADT de Lens Hénin	-	Collège René Cassin à Loos-en-Gohelle Rénovation de la cuisine Relance du lot 3 "Cuisine/Parois froides" déclaré sans suite	PA Ouverte	NORD COLLECTIVITES NOUVELLE ZONE DU BOIS 62840FLEURBAIX	74 407,11	12/07/2019
20196200001751	Direction des Achats, Transports et Moyens	10-11	Fourniture d'eaux et de boissons alcoolisées et non alcoolisées destinées au restaurant administratif et aux services du Département du Pas-de-Calais	PA Ouverte	BEDAGUE 62120ROQUETOIRE	Mini : 75 000,00 Maxi :195 000,00	12/07/2019
20196200001758	MDADT du Boulonnais	73 -07	Château d'Hardelot - traitement des rongeurs et guêpes au théâtre	MSF	SAVREUX SANITATION 62500SAINT MARTIN AU LAERT	270,00	09/07/2019
20196200001759	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Concert "The Euro-American Jazz Quartet" (Association Sous l'Opélatuvier) le 10/07/2019 - Yellow Summertime	MND	TOP REGIE 176 RUE AUGUSTIN TIRMONT 59283RAIMBEAUCOURT	5 410,24	04/07/2019
20196200001760	MDADT du Calaisis	-	SANGATTE Louis Blériot Mise en sécurité buts de hand	MSF	CASAL SPORT ZA ACTIVEUM 67129MOLSHEIM	3 033,75	11/07/2019
20196200001764	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -57	Réactifs hématologie	MSF	LABOCEA 7 RUE DU SABOT 22440PLOUFRAGAN	335,00	12/07/2019
20196200001768	Laboratoire Départemental d'Analyses	81 -52	Calibration étalonnage	MSF	AGILENT TECHNOLOGIES 3 AVENUE DU CANADA 91940LES ULIS	1 074,40	12/07/2019
20196200001769	Direction de l'Immobilier	31 -02	JAUGES	MSF	SAUGNAC JAUGES 273 ROUTE DE GRANGE NEUVE 74210CONS STE COLOMBE	154,60	12/07/2019
20196200001770	MDADT de l'Artois	74 -01	ANNEZIN-COLLEGE LIBERTE-MISE A DISPOSITION D'UN HYDROCUREUR ET DE SON PERSONNEL LA VIDANGE D'UN VIDE-SANITAIRE SUITE RUPTURE DE CANALISATIONS	MSF	BRUAYSIIENNE DE VIDANGES 623 RUE DE LA GENDARMERIE 62150HOUDAIN	400,00	12/07/2019
20196200001772	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -58	Réactifs immunohématologie	MSF	ALCYON FRANCE 231 AVENUE JULES CESAR 62223SAINT LAURENT BLANGY CEDEX	229,59	12/07/2019
20196200001775	Direction des Ressources Humaines	78 -05	31ème édition des journées de l'ANDASS	MSF	ANDASS 49000ANGERS	950,00	12/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001778	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation, détection et diagnostic de réseaux enterrés - Collège Boris Vian à MARCK	MSF	NORD DT 463 RUE DES CLAUWIERS 59113SECLIN	14 500,00	17/07/2019
20196200001779	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Licence Administration Publique à distance	MSF	UP&PRO UNIVERSITE DE POITIERS 2 RUE PIERRE BROUSSE 86073POITIERS CEDEX 9	1 939,00	15/07/2019
20196200001780	Direction des Ressources Humaines	78 -05	le Syndrome du bébé secoué : Nouveauté en prévention et réalité judiciaire	MSF	LES MAUX- LES MOTS POUR LE DIRE  59000LILLE	100	15/07/2019
20196200001781	MDADT de l'Arrageois	20-05	Achat de matériel CER VIMY	MSF	AD BASSIN PARISIEN NORD LOTISSEMENT DE LA BRIQUETTERIE 62000DAINVILLE	1 662,33	17/07/2019
20196200001782	Direction des Finances	68 -02	Déjeuner Protocolaire du 03 juillet 2019	MSF	R DE SAVEURS 20 GRAND PLACE 62120AIRE-SUR-LA-LYS	622,00	03/07/2019
20196200001783	Direction des Finances	14-08	Achat Sacs Tissu Gris "Homere" Louvre Lens 01/07/2019 (Cab)	MSF	LA BOUTIQUE DU LIEU 198 RUE JEAN MONNET 59170CROIX	1 125,00	18/07/2019
20196200001785	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Accueil Familial de PA ou PH : 30 ans déjà... Et alors ?	MSF	INSTIT FORMA RECH EVAL PRATIQU MEDICO S Boite Postale - 60358 75626PARIS CEDEX 13	280,00	16/07/2019
20196200001786	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD 301 Aménagement Paysager Giratoire et RD 301/RD 86 HOUDAIN	PA Ouverte	SN PJEV PARC ENTREPRISE BRUNEAUT 62470CALONNE RICOUART	97 048,19	26/07/2019
20196200001788	Direction des Finances	72 -04	89 eme Congrès ADF octobre 2019 (Inscriptions)	MSF	AD2T 11 RUE MAURICE ROY 18000BOURGES	500	15/07/2019
20196200001795	MDADT de l'Arrageois	81 -27	CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDES ARCHEOLOGIQUES RUE DE WHITSTABLE A DAINVILLE	MSF	TPF UTILITIES  59273FRETIN	667,24	18/07/2019
20196200001796	Direction des Finances	68 -02	Déjeuner Protocolaire du 08 juillet 2019	MSF	MADAME JANETTE DUHAMEL 2 PL DE LA LIBERATION 62575BLENDÉCQUES	207,74	08/07/2019
20196200001797	Direction des Ressources Humaines	78 -03	CACES 372 cat 8 et 9	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	870,00	16/07/2019
20196200001799	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Moment de convivialité suite à la conférence de presse des festivals de la côte d'Opale le lundi 22 juillet à 11h00.	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	135,40	17/07/2019
20196200001800	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Montage, utilisation et démontage d'un échafaudage roulant	MSF	APAVE NORD OUEST  59703MARCQ EN BAROEUL	2 130,00	17/07/2019
20196200001802	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Apports de la radiographie X en archéologie	MSF	ARAAFU  75006PARIS	500,00	17/07/2019
20196200001804	Direction des Ressources Humaines	78 -05	AIPR ENCADRANT	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	410,00	18/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001805	Direction de l'Immobilier	81 -28	MSI-DIMMO-SMP Maintenance de l'ascenseur du site sis au 7 rue du 19 mars 1962 à DAINVILLE	MSF	OTIS 62231COQUELLES	289,50	01/07/2019
20196200001806	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Les dispositifs de retenue	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	1 776,00	18/07/2019
20196200001807	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Sensibilisation sur le risque amiante	MSF	DIAG FORMA CONSEIL 11 RUE MAXENCE VAN DER MEERSCH 59320HALLENES LEZ HAUBOURDIN	Mini : 4 950,00 Maxi :6 930,00	18/07/2019
20196200001810	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	23-07	Fourniture et pose des équipements de comptages routiers et de radars pédagogiques	AOO	STERELA 5 IMPASSE PEDENAU 31860PINS JUSTARET	Mini : 0,00 Maxi :320 000,00	25/07/2019
20196200001811	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	23-07	Fourniture et pose des équipements de comptages routiers et de radars pédagogiques	AOO	STERELA 5 IMPASSE PEDENAU 31860PINS JUSTARET	Mini : 0,00 Maxi :80 000,00	25/07/2019
20196200001812	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	23-07	Fourniture et pose des équipements de comptages routiers et de radars pédagogiques-Fourniture d'équipement de terrain pédagogique de type "radar" et accessoires compatibles	AOO	ELAN CITE 12 RUE DE LA GARENNE 44700ORVAULT	Mini : 0,00 Maxi :112 000,00	29/07/2019
20196200001814	Laboratoire Départemental d'Analyses	76 -16	Analyses d'eau	MSF	LABORATOIRE DEPARTEMENT DE L AISNE POLE DU GRIFFON 02007LAON CEDEX	31,40	19/07/2019
20196200001815	Direction des Ressources Humaines	78 -05	JIA Journée Internationale de l'allaitement	MSF	LA LECHE LEAGUE FRANCE 2 BIS PLACE DE TOURAINE 78000VERSAILLES	660,00	19/07/2019
20196200001816	Direction de l'Immobilier	-	Aménagement de locaux d'Archives au bâtiment des Services à ARRAS	MSF	DANIEL GARCON 3 ZA les Alouettes 62223SAINT NICOLAS	3 477,50	22/07/2019
20196200001817	Direction de l'Immobilier	81 -30	Rénovation d'une porte automatique au BdS à ARRAS	MSF	PORTLAND 2 rue J.B. Champollions 62300LENS	2 455,00	22/07/2019
20196200001818	MDADT de l'Arrageois	-	Centre de Planification ou d'Education Familiale à Arras Remplacement des menuiseries extérieures et couverture de la salle de réunion	PA Ouverte	CARLIER 15 RUE JEAN MOULIN 62000DAINVILLE	24 716,00	24/07/2019
20196200001819	MDADT de l'Arrageois	-	Centre de Planification ou d'Education Familiale à Arras Remplacement des menuiseries extérieures et couverture de la salle de réunion	PA Ouverte	ETABLISSEMENTS BOUILLON ZA DES CHAUFFOURS 62710COURRIERES	41 780,06	24/07/2019
20196200001820	Direction des Finances	68 -01	89 ème congré ADF Octobre 2019 ( Hôtel)	MSF	HOTEL DE BOURBON 60 AVENUE JEAN JAURES 18000BOURGES	1 339,08	15/07/2019
20196200001821	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	69 -07	MPAMS-DCHE-Prestation de protection civile le 21 juillet 2019 dans le cadre du Yellow Summertime du samedi 06 juillet au jeudi 15 août 2019 au C.C.E.C - Château d'Hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	ASS DEP PROTECT CIVILE PAS-DE-CALAIS RUE DU DOCTEUR CALOT 62600BERCK	569,00	10/07/2019
20196200001822	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	69 -07	Prestation de protection civile le 03 août 2019 dans le cadre du Yellow Summertime du samedi 06 juillet au jeudi 15 août 2019 au C.C.E.C - Château d'Hardelot 62360 CONDETTE.	MSF	ASS DEP PROTECT CIVILE PAS-DE-CALAIS RUE DU DOCTEUR CALOT 62600BERCK	569,00	10/07/2019



N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001824	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -11	Maintenance pour 2 machines à extraction de marque CONTROLS, et fourniture de pièces détachées, pour le BPR	MSF	CONTROLS ZONE ARTISANALE 68130WALHEIM	3 971,85	22/07/2019
20196200001825	MDADT de Lens Hénin	81 -10	Révision des bornes de fermetures pompier	MSF	PREFA'BAT 77 RUE DE LA LIBERATION 62710COURRIERES	1 410,50	24/07/2019
20196200001827	MDADT de l'Audomarois	-	Suppression de branchement électrique Avenue Bernard Chochoy 62380 LUMBRES	MSF	ENEDIS BETHUNE (ERDF) BP 586 62411BETHUNE CEDEX	223,00	24/07/2019
20196200001830	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	69 -07	MPAMS-DCHE-Prestation de protection civile pour le 10 août 2019 à DESVRES dans le cadre de la Fête de la Jeunesse.	MSF	ASS DEP PROTECT CIVILE PAS-DE-CALAIS RUE DU DOCTEUR CALOT 62600BERCK	685,00	22/07/2019
20196200001831	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Appréhender l'ensemble des procédures pour les projets d'infrastructures et élaborer leur planning	MSF	PONTS FORMATION CONSEIL  75005PARIS 5EME	1 866,67	22/07/2019
20196200001832	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	77 -21	Location VTC - SEMAINE DE LA MOBILITE	MSF	EFOR  59200TOURCOING	2 400,00	24/07/2019
20196200001834	Direction de l'Immobilier	25-04	Fourniture et installation de mobilier et équipements divers pour la Maison du Département Solidarité d'Outreau	PA Ouverte	SOCIETE NOUVELLE EDIBURO 4 RUE PERROCHEL 62200BOULOGNE SUR MER	Mini : 0,00 Maxi :85 000,00	30/07/2019
20196200001835	Direction de l'Immobilier	25-02	Fourniture et installation de mobilier et équipements divers pour la Maison du Département Solidarité d'Outreau	PA Ouverte	TUBO BURO ZI de l'Inqueterie 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	Mini : 0,00 Maxi :40 000,00	30/07/2019
20196200001836	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -76	Réactifs vétérinaires	MSF	SOLABIA 41 rue Delizy 93698PANTIN CEDEX	32,47	23/07/2019
20196200001837	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	cocktail pour le festival Rock en Stock le vendredi 2 août à Etaples sur mer	MSF	MARETTE TRAITEUR  62280SAINT MARTIN BOULOGNE	2 035,16	25/07/2019
20196200001838	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Traduction facture fournisseur Megacor n° 32109 du 03 juillet 2019	MSF	ADTRADS  62100CALAIS	20,00	23/07/2019
20196200001839	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -15	Réparation panne de la machine à café de la cafétéria du RA du Pas-de-Calais	MSF	PREVOST JEUX 16 RUE DE BOIS BERNARD 62580ARLEUX EN GOHELLE	78,00	19/07/2019
20196200001840	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression lot 3- Affiches Yvana-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	ETABLISSEMENT DUMOULIN ZI DES BOTIAUX 62820LIBERCOURT	228,00	08/07/2019
20196200001841	Direction de la Commande Publique	72 -14	Achat d'insertion presse ASH (Hors forfait)	MND	INFO6TM	2 695,00	23/07/2019
20196200001842	MDADT de l'Arrageois	74 -11	Intervention déneigement CER VIMY	MSF	SARL CHABE 29 RUE D ARRAS 62123HABARCQ	672,50	25/07/2019
20196200001844	Direction des Archives Départementales	77 -11	Fourniture transparents expo Polonité DIFPRINT	MSF	DIF'PRINT 320 RUE NATIONALE 59800LILLE	10,50	23/07/2019
20196200001847	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Concert "The Concert they never gave" (SARL Top Régie) le 07/07/19 - Yellow Summertime	MND	TOP REGIE 176 RUE AUGUSTIN TIRMONT 59283RAIMBEAUCOURT	12 198,50	02/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001848	Direction des affaires Culturelles	68 -01	Hébergement pour un agent du 12/07 au 22/07/2019	MSF	CAMPING VIVACAMP LA LAUNE 30400VILLENUEVE LEZ AVIGNON	312,10	10/07/2019
20196200001850	Direction des Archives Départementales	77 -11	Reproduction de photographies expo Pologne Parisienne de Photographies	MSF	SPL PARISIENNE DE PHOTOGRAPHIE 6 RUE DE SEINE 75006PARIS 6E	730,00	24/07/2019
20196200001851	Direction des Archives Départementales	77 -11	Signalétique expo polonité CRAFT	MSF	CRAFT 59160LOMME	318,00	25/07/2019
20196200001852	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	RD 172 LESTREM - PR 4 + 850 à 6 + 590 Rue des Mioches Borduration Assainissement Chaussée-Territoires de Lens-Hénin et de l'Artois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	65 539,50	29/07/2019
20196200001853	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Spectacle "A ticket to ride, please!" (Rocamboles) les 14 juillet, 4 et 15 août 2019 - Yellow Summertime	MND	CHARPENTIER Christine 23 RUE DU CHAUFFOUR 59143SAINT MOMELIN	3 127,96	09/07/2019
20196200001854	Direction de l'Immobilier	81 -48	REPLACEMENT 2 CAISSONS EXTRACTIONS POLE LOGISTIQUE	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENUEVE D'ASCQ CEDEX	949,83	01/07/2019
20196200001855	Direction de l'Immobilier	81 -48	REPARATION CABLE DE COMMUNICATION SIEMENS ET BALOGH	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENUEVE D'ASCQ CEDEX	545,15	01/07/2019
20196200001856	Laboratoire Départemental d'Analyses	80 -03	Histologie vétérinaire	MSF	VETDIAGNOSTICS 14 AVENUE ROCKEFELLER 69008LYON	134	25/07/2019
20196200001857	Direction de l'Immobilier	71 -01	Désignation maîtrise d'oeuvre démolition partielle du Collège Eugène Phalempin et aménagement d'équipements sportifs extérieurs	PA Ouverte	TIM ARCHITECTURE 26 RUE FAIDHERBE 59200TOURCOING	164 500,00	31/07/2019
20196200001860	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Sécuriser le dossier de DUP des projets d'infrastructures	MSF	PONTS FORMATION CONSEIL 75005PARIS 5EME	1 304,00	26/07/2019
20196200001861	Direction de la Communication	77 -02	Spectacle "Jack Claudany humoriste" (SARL Idées Plus Conseils) du 11 au 14 juillet 2019 inclus-Fête de la Mer	MND	IDEES PLUS CONSEILS 238 RUE DU MAL FOCH 62220CARVIN	3 200,00	04/07/2019
20196200001862	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	81 -11	Maintenance et étalonnage des gamma-densimètres du BPR	MSF	LINDQVIST INTERNATIONAL ZI LA MARINIÈRE 91070BONDOUFLE	2 597,00	29/07/2019
20196200001863	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression-lot 3- Bébés signes-Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	L ARTESIENNE ZI DE L ALOUETTE 62800LIEVIN	367,00	10/07/2019
20196200001864	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	Impression-lot 4- Billetterie Rock en Stock-Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	229,35	10/07/2019
20196200001865	Direction de l'Immobilier	81 -13	DEPANNAGE ET MAINTENANCE D'APPAREILLAGE ELECTRONIQUE EN TOIT DE CABINE	MSF	KONE NICE 06000NICE	3 253,03	31/07/2019
20196200001868	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Concert "The Beatles, Guitar and Co" (Association Si Becarre) le 20/07/2019-Yellow Summertime	MND	ASSOCIATION SI BECARRE 13 RUE DU TRANSVAAL 62600BERCK	2 000,00	08/07/2019
20196200001881	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	77 -02	Concert "The 3EATLES" (Vérone Productions) le 12/07/2019 - Yellow Summertime	MND	SARL VERONE PRODUCTIONS 31 RUE INKERMANN 59000LILLE	2 100,00	08/07/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en €	Caractère exécutoire
20196200001882	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Traduction du document PASSAGE : minute cross border meeting 20/06/19 Kent	MSF	ABAQUE 1 RUE DU CHAUFFOUR ZA DE LA BROY 59710ENNEVELIN	87,00	31/07/2019
20196200001885	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique Opérations été 2019 - UF Yellow Summertime - Doublet	MSF	DOUBLET 67 RUE DE LILLE 59710AVELIN	3 127,00	17/07/2019
20196200001886	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique Opérations été 2019 - UF Yellow Summertime - BR Signs	MSF	BR SIGNS  59290WASQUEHAL	266,75	24/07/2019
20196200001888	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Les Enfants au Coeur des Violences Conjugales : Regards Croisés	MSF	RESEAU PAULINE BOULEVARD DES JUSTES 62100CALAIS	90,00	31/07/2019
20196200001889	Direction de la Communication	27-03	Stand - congrés des Maires 2019	MSF	SPID COM  59800LILLE	4 700,00	29/07/2019
20196200001890	Direction de la Communication	90 -02	Signalétique Opérations été 2019 - UF Yellow Summertime - ADD Pub	MSF	A.D.D. PUBLICITE 491 RTE DE MERVILLE 59190HAZEBROUCK	548,00	16/07/2019

**LISTE MENSUELLE DES MARCHES CONCLUS**  
**01 août 2019 au 31 août 2019**

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en € HT	Caractère exécutoire
20196200001295	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	24-04	MPA2-Fourniture de pièces détachées, maintenance et réparation du Car-podium de marque TOUTENKAMION	PA Ouverte	TOUTENKAMION ROUTE DE BELLEGARDE 45270LADON	Mini : 0,00 Maxi :120 000,00	13/08/2019
20196200001666	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -61	BIS MN LDA Fourniture de réactifs PCR temps réel pour recherche des mycobactéries du groupe Tuberculosis, destinés aux analyses réalisées au Laboratoire départemental d'analyses du Pas-de-Calais	MND	LIFE TECHNOLOGIES 16 AV DU QUEBEC 91140VILLEBON SUR YVETTE	Mini : 0,00 Maxi :50 000,00	30/08/2019
20196200001784	MDADT de l'Artois	-	MPA 3 CVMT 19S0313 RD 301 HOUDAIN - PR 0 + 000 à 17 + 000 Travaux de réparation et réhabilitation d'éclairage public sur l'échangeur d'Houdain	PA Ouverte	SAS VERRIER Energies  62620RUITZ	161 598,10	05/08/2019
20196200001809	MDADT du Boulonnais	-	MPA3-LBMT-18S0837 - Collège Paul Eluard à Saint-Etienne-au-Mont - Réfection des toitures des bâtiments C et D - lot unique	PA Ouverte	CELM 1 RUE HURET LAGACHE 62360CONDETTE	249 556,55	06/08/2019
20196200001823	MDADT de l'Artois	-	MPA3 CBMT 19S0108 - Collège Bernard Chochoy à NORRENT FONTES : Fourniture et pose de paillasse en salle de sciences	PA Ouverte	DERPA S.A 55 CHEMIN DE LA VIEILLE COUR 1400NIVELLES	27 558,86	02/08/2019
20196200001858	Direction de l'Immobilier	25-04	MPA1CBGF19S0335 - Fourniture et installation de mobilier et d'équipements spécifiques pour le Centre d'Entretien Routier de Campigneulle les Petites	PA Ouverte	SOCIETE NOUVELLE EDIBURO 4 RUE PERROCHEL 62200BOULOGNE SUR MER	Mini : 0,00 Maxi :10 000,00	12/08/2019
20196200001859	Direction de l'Immobilier	25-05	MPA1CBGF19S0335 - Fourniture et installation de mobilier et d'équipements spécifiques pour le Centre d'Entretien Routier de Campigneulle les Petites	PA Ouverte	SOCIETE NOUVELLE EDIBURO 4 RUE PERROCHEL 62200BOULOGNE SUR MER	Mini : 0,00 Maxi :56 666,00	12/08/2019
20196200001867	MDADT de Lens Hénin	-	MPA3 CBMT 18S0534 - Collège François Rabelais à HENIN BEAUMONT : Mise en accessibilité du collège-SOLS SOUPLES - PEINTURES	PA Ouverte	CABRE RUE RAOUL BRIQUET 62710COURRIERES	47 756,76	08/08/2019
20196200001873	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	35 -12	DMRR - MPA2 - Location sans chauffeur de pelle hydraulique de longue durée pour les besoins des MDADT - 6 lots	PA Ouverte	KILOUTOU  59810LESQUIN	Mini : 0,00 Maxi :13 000,00	05/08/2019
20196200001874	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	35 -12	DMRR - MPA2 - Location sans chauffeur de pelle hydraulique de longue durée pour les besoins des MDADT - 6 lots	PA Ouverte	KILOUTOU  59810LESQUIN	Mini : 0,00 Maxi :13 000,00	05/08/2019
20196200001875	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	35 -12	DMRR - MPA2 - Location sans chauffeur de pelle hydraulique de longue durée pour les besoins des MDADT - 6 lots	PA Ouverte	LEFRANCOIS TP 25 RUE DE BIMOISE 62650CLENLEU	Mini : 0,00 Maxi :61 000,00	06/08/2019
20196200001876	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	35 -12	DMRR - MPA2 - Location sans chauffeur de pelle hydraulique de longue durée pour les besoins des MDADT - 6 lots	PA Ouverte	BAUDE BILLET TP 2 GRAND PLACE 62134LISBOURG	Mini : 0,00 Maxi :36 000,00	22/08/2019
20196200001877	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	35 -12	DMRR - MPA2 - Location sans chauffeur de pelle hydraulique de longue durée pour les besoins des MDADT - 6 lots	PA Ouverte	CHRISTIAN MATERIELS RUE AMAURY DE LA GRANGE 59660MERVILLE	Mini : 0,00 Maxi :6 000,00	06/08/2019
20196200001878	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	35 -12	DMRR - MPA2 - Location sans chauffeur de pelle hydraulique de longue durée pour les besoins des MDADT - 6 lots	PA Ouverte	LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS  62217BEAURAINS	Mini : 0,00 Maxi :28 000,00	06/08/2019
20196200001879	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Traduction acte de naissance de l'anglais au français	MSF	ADTRADS  62100CALAIS	35,00	01/08/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en € HT	Caractère exécutoire
20196200001880	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Traduction acte de naissance afghan au français	MSF	ADTRADS 62100CALAIS	70,00	01/08/2019
20196200001883	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB1 LVMT 19S0391 RD 211 ESQUERDES PR 2 + 075 Aménagement de carrefour-Territoires du Boulonnais, du Calais et de l'Audomarois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	55 555,00	19/08/2019
20196200001884	MDADT de l'Arrageois	-	ETGC ARG 19/006 Remplacement de garde-corps OA 952 RD 939 VIS EN ARTOIS	MSF	ETGC 31 RUE PIERRE CURIE 62510ARQUES	6 214,00	02/08/2019
20196200001887	Direction des affaires Culturelles	77 -11	Achat d'une exposition sur le thème de la Pologne pour la médiathèque du département du PDC	MSF	GALERIE ROBILLARD 75011PARIS 11EME	27 097,73	02/08/2019
20196200001892	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	31-05	Achat de remorques à panneaux	MSF	REMORQUE MANDRINOISE ZA GRENOBLE AIR PARC 38590SAINT ETIENNE DE ST GEOIRS	25 000,00	05/08/2019
20196200001894	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	68 -02	MPAMS-DCHE-Prestation de service de restauration dans le cadre de la Fête de la Jeunesse le 10 août 2019 à Desvres.	MSF	FONTAINE FLORENT- BRASSERIE DE L AGRICULTURE 22 PLACE LEON BLUM 62240DESVRES	Mini : 0,00 Maxi :3 000,00	01/08/2019
20196200001897	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -76	Réactifs vétérinaires	MSF	ANSES LABORATOIRE DE NIORT 60 RUE DU PIED DE FOND 79012NIORT CEDEX	381,13	02/08/2019
20196200001898	MDADT du Calais	-	MPA1-LBMT-19S0358 - Centre d'Entretien Routier d'Audruicq - Remplacement de la toiture - lot unique	PA Ouverte	TOP TOITURES DUNKERQUE 14 RUE DES FORTS 59210COUDEKERQUE BRANCHE	71 406,00	05/08/2019
20196200001899	Direction de l'Immobilier	-	MSI-DIMMO-SMP Aménagement pour locaux archives au BdS à ARRAS	MSF	SD DIFFUSION 15 RUE DU MARECHAL JOFFRE 62118BIACHE-SAINT-VAAST	8 090,00	05/08/2019
20196200001900	Direction des Achats, Transports et Moyens	70 -03	Traduction carte identité (Pashto au français)	MSF	POWERLING 59800Lille	226,00	05/08/2019
20196200001902	MDADT de l'Arrageois	81 -17	Remplacement de la carte du groupe froid métaux et mise en place d'un transformateur d'isolement sur commande du groupe	MSF	TPF UTILITIES 59273FRETIN	498,79	07/08/2019
20196200001904	MDADT de l'Artois	81 -12	Maintenance de machines outils MDADT ARTOIS	MSF	FERNAGUT 38 RUE FAIDHERBE 62130SAINT MICHEL SUR TERNOISE	5 000,00	07/08/2019
20196200001907	Direction des Finances	68 -02	DEJEUNER DE TRAVAIL	MSF	MALLAMA- PIZZA PAI 80800LAHOUSOYE CEDEX	92,06	08/08/2019
20196200001908	MDADT de l'Audomarois	33 -02	Achat de batterie CER BLENDÉCQUES	MSF	MILLAMON 28 BIS GRAND RUE 62129THEROUANNE	249,89	06/08/2019
20196200001909	Direction des Finances	68 -02	DEJEUNE DE TRAVAIL DU 19/07/2019	MSF	ANECDOTE ALMA 62170MONTREUIL	211,20	08/08/2019
20196200001913	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Assises 2019	MSF	AFIGESE 44800SAINT HERBLAIN	1 485,00	07/08/2019
20196200001914	Direction de l'Immobilier	71 -03	Géolocalisation, détection et diagnostic de réseaux enterrés - Collège Verlaine St Nicolas les Arras	MSF	NORD DT 463 RUE DES CLAUWIERS 59113SECLIN	24 890,00	12/08/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en € HT	Caractère exécutoire
20196200001918	MDADT de l'Audomarois	-	Installation d'une salle de SEGPA Collège La Morinie SAINT-OMER	MSF	TVSM 32 HAMEAU DE ST MARTIN 62120AIRE SUR LA LYS	15 346,00	08/08/2019
20196200001922	MDADT de l'Audomarois	73 -07	Traitement de désinfection MDS ST OMER (ASE)	MSF	VALMI 32 rue Clémenceau 62270FREVENT	190,00	08/08/2019
20196200001926	Direction des Archives Départementales	15 -15	PRC-DAD Fourniture atelier reliure et restauration CTS France	MSF	CTS FRANCE 26 PASSAGE THIÈRE 75011PARIS 11E	1 620,40	08/08/2019
20196200001928	MDADT de l'Arrageois	20-05	Fourniture de matériels et accessoires associés pour ateliers Lot 1 MDADT ARRAGEOIS	MSF	FERNAGUT 38 RUE FAIDHERBE 62130SAINT MICHEL SUR TERNOISE	5 923,48	14/08/2019
20196200001932	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Prestation d'un intervenant au port d'Étaples les 21 et 22 septembre dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine.	MSF	ARCHIPOP  60000BEAUVAIS	580,00	12/08/2019
20196200001936	Direction des Ressources Humaines	78 -05	AIPR opérateur du 12/11/19	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	410,00	12/08/2019
20196200001942	Direction des Ressources Humaines	78 -05	AIPR opérateur 14/11	MSF	ARTOIS FORMATION RUE PIERRE MENDES FRANCE 62232VENDIN LES BETHUNE	410,00	14/08/2019
20196200001952	Direction de la Communication	75 -02	Frais d'Huissier - Défi famille 2019	MSF	LEXIS (SAMUEL GUYOT HUISSIER DE JUSTICE) BP 90213 62004ARRAS CEDEX 04	567,67	13/08/2019
20196200001959	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-RALLONGEMENT LAITON	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	68,30	13/08/2019
20196200001960	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-ENSEMBLE SANITAIRE	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	641,19	13/08/2019
20196200001961	Direction des Ressources Humaines	78 -03	PSOL 19-4-58 MAIA - D.U. Gestionnaire de Cas	MSF	UNIVERSITE DE LILLE  59800LILLE	1 700,00	14/08/2019
20196200001962	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervention d'un intervenant en octobre 2019 pour l'exposition du port d'Étaples	MSF	Association HARMONIKA ZUG 1678 rue de lille 59262sainghin en mélantois	973,30	21/08/2019
20196200001964	MDADT de l'Artois	-	NOEUX LES MINES - MDS-FOURNITURE ET POSE DE STORES ET FILMS SOLAIRE	MSF	RIDEAUX STORES SERVICES R2S 26 RUE LOUIS CHRISTIAENS 59000LILLE	1 080,30	19/08/2019
20196200001965	MDADT de l'Artois	-	BETHUNE - MDS BOUTLEUX - FOURNITURE ET POSE DE STORES (BUREAUX R+2 ET HALL D'ENTREE)	MSF	RIDEAUX STORES SERVICES R2S 26 RUE LOUIS CHRISTIAENS 59000LILLE	1 120,00	19/08/2019
20196200001966	Direction de l'Information et de l'ingénierie Documentaire	15-06	Abonnements Presse nationale Libération	MSF	LIBERATION SERVICE ABONNEMENTS SERVICE COMPTABILITE 75154PARIS CEDEX 3	Mini : 382,96 Maxi : 2 008,81	09/08/2019
20196200001967	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB3-Aménagement d'une piste cyclable -commune d' Aix noulette-Territoires de Lens-Hénin et de l'Artois	MSUB	DUCROCQ T P 8 ROUTE DE DRIONVILLE 62380NIELLES LES BLEQUIN	229 000,00	20/08/2019
20196200001971	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Aménagement d'une traversée d'agglomération	MSF	PONTS FORMATION CONSEIL  75005PARIS 5EME	1 272,00	20/08/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en € HT	Caractère exécutoire
20196200001972	Direction de l'Immobilier	81 -48	MSI-DIMMO-SMP-BESTS-REMPLACEMENT AMPLI CELLULE PALPEUR PARKING SOUS SOL BDS	MSF	GDF SUEZ ENERGIE COFELY 10 AVENUE DE L HORIZON 59651VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	322,00	22/08/2019
20196200001973	Direction de l'archéologie	77 -10	MSI-DA- Traitements de conservation d'une pyxide - Marquise	MSF	UTICA UNITE DE TRAITEMENT ET I 8 RUE FRANCIADE 93200SAINT DENIS	240,00	22/08/2019
20196200001974	Direction du Château d'Hardelot et de l'Événementiel	39 -01	MN(sans pub ni mise en concurrence)-DCHE : Achat des droits de reproduction de 8 lithographies pour un projet de panneau informatif autour de l'ornithologue britannique John GOULD.	MND	ETS PUB REUNION MUSEES NAT GD PALAIS 254 - 256 RUE DE BERCY 75012PARIS 12	1 248,00	20/08/2019
20196200001975	Direction de la Communication	75 -02	Frais d'huissier - Défi Famille 2019 (2)	MSF	LEXIS (SAMUEL GUYOT HUISSIER DE JUSTICE) BP 90213 62004ARRAS CEDEX 04	357,67	13/08/2019
20196200001976	MDADT du Boulonnais	-	MPA1-LVMT-19S0398 - RD 901 SAMER - OA 2507 - PR 33 + 359 Etanchéité des élargissements BA avec borduration + gardes corps - lot unique	PA Ouverte	LHOTELLIER BATIMENT 13 rue du Sémaphore 80800VILLERS BRETONNEUX	35 344,70	28/08/2019
20196200001977	MDADT de l'Arrageois	74 -11	VARRET Intervention déneigement CER MARQUION	MSF	VARRET CYRILLE 11 rue de Cambrai 62147HERMIES	568,00	22/08/2019
20196200001978	MDADT de l'Arrageois	74 -11	SARL LA CHAPELLE Intervention déneigement CER CROISILLES	MSF	SARL LA CHAPELLE 23 RUE DE FLANDRES 62128WANCOURT	1 792,00	22/08/2019
20196200001979	Direction des Achats, Transports et Moyens	81 -15	Réparation joint de la machine à café de la cafétéria du RA du Pas-de-Calais	MSF	PREVOST JEUX 16 RUE DE BOIS BERNARD 62580ARLEUX EN GOHELLE	98,00	07/08/2019
20196200001980	Direction des Achats, Transports et Moyens	18 -38	Acquisitions sondes cardiocardiographes TOCO	MSF	DOLPHITONIC INTERNATIONAL ZA LA ROMAZIERE 85300CHALLANS	237,50	08/08/2019
20196200001981	Direction des Ressources Humaines	78 -03	Cycle HER 2019-2020	MSF	IEP DE LILLE  59000LILLE	4 500,00	21/08/2019
20196200001983	Direction des Ressources Humaines	78 -05	Formation en langue française	MSF	CAPITAL FORMATIONS 12 RUE DU HELDER 75009PARIS 9	1 620,00	22/08/2019
20196200001984	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MPA4 - CVIT 19S0290 - EuroVelo N°5 entre ANGRES et OLHAIN - DEPOLLUTION PYROTECHNIQUE	PA Ouverte	Geomines 152 RUE DES TECHNOLOGIES 83140SIX FOURS LES PLAGES	81 078,00	23/08/2019
20196200001986	Direction des Ressources Humaines	72 -04	PSOL - 19-4-54 CONFERENCE AGENTS 4è thème : participation des usagers, mythes et réalités	MSF	AVENEL CYPRIEN 21 RUE AUGUSTE MOUNIE 92160ANTONY	781,00	22/08/2019
20196200001988	Direction de l'Immobilier	81 -13	MSI-DIMMO-Prestation de service pour manipulation des fluides frigorifiques	MSF	QUALICLIMAFROID 3 CITE DE PARADIS 75010PARIS 10E	1 290,00	22/08/2019
20196200001990	Direction de l'Immobilier	31 -02	MSI-DIMMO-TUBE DYKA	MSF	VAN MARCK SANITAIRE CHAUFFAGE  597004MARCQ EN BAROEUL	53,40	22/08/2019
20196200001991	Direction des affaires Culturelles	77 -19	Intervenant rue du temple le 21 septembre dans le cadre des JEP 2019	MSF	SIMON ANNE  59239THUMERIES	450,00	26/08/2019
20196200001992	Direction Opération Grand Site de France	71 -01	Maitrise d'oeuvre pour la réalisation de WC sur les aires d'accueil de Sangatte et d'Escalles	MSF	OPALARCHI  62600BERCK	20 500,00	26/08/2019

N° Marché réglementaire	Direction	Code famille	Objet du marché	Mode de passation	Attributaire et adresse	Montant HT en € HT	Caractère exécutoire
20196200001993	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MPA 2 CVIT 18S0843 - RD86-87-941 Aménagements paysagers giratoire et barreau de la ZI de St POL/TERNOISE	PA Ouverte	SN PJEV PARC ENTREPRISE BRUNEHAUT 62470CALONNE RICOUART	62 932,40	28/08/2019
20196200001995	Direction de la Mobilité et du Réseau Routier	-	MSUB1 - Travaux d'assainissement le long de la RD 939- Territoire de l'Arrageois	MSUB	DUFFROY ZI route d'Ostreville 62165SAINT POL SUR TERNOISE CEDEX	89 516,90	28/08/2019
20196200001996	Direction des Ressources Humaines	78 -03	PSOL 19-4-57- VAE EJE	MSF	CRFPE Centre Régional de formation des Professionnels de l'enfance 465 Rue Courtois 59042LILLE Cedex	1 560,00	23/08/2019
20196200001998	Direction de l'Immobilier	71 -04	AOO-19S0190-LBMS- Fourniture de matériels de télé-suivi et exploitation de données de consommations énergétiques pour les bâtiments et les collèges du département du Pas de Calais	AOO	SETEC SMART EFFICIENCY 42-52-IMMEUBLE CENTRAL SEINE 75012PARIS CEDEX 12	353 607,93	28/08/2019
20196200002000	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -74	Kits pour la recherche de parvovirus	MSF	KITVIA 16 ZONE PERBOST 31800LABARTHE INARD	93,00	27/08/2019
20196200002001	Laboratoire Départemental d'Analyses	80 -03	Eila détection de listéria monocytogènes, salmonella dans les aliments	MSF	ANSES PLOUFRAGAN 41 RUE DE BEAUCEMAINE 22440PLOUFRAGAN	430,00	28/08/2019
20196200002002	MDADT de l'Arrageois	20-05	DELATTRE PATOUX BC JP2019-2 Achat petit matériel MDADT ARRAGEOIS	MSF	DELATTRE PATOUX 6 ROUTE D ALBERT 62450AVESNES LES BAPAUME	65,28	30/08/2019
20196200002003	Direction des Ressources Humaines	78 -03	PSOI 19-4-55 AU EC IVG	MSF	UNIVERSITE DE LILLE 59800LILLE	350,00	28/08/2019
20196200002004	Direction des Ressources Humaines	78 -03	PSOL 19-4-56 AU EC IVG	MSF	UNIVERSITE DE LILLE 59800LILLE	350,00	28/08/2019
20196200002005	Direction des Achats, Transports et Moyens	68 -03	Moment de convivialité suite à l'inauguration du collège Jean-Jaurès à Etaples le lundi 2 septembre.	MSF	MARETTE TRAITEUR 62280SAINT MARTIN BOULOGNE	204,00	28/08/2019
20196200002013	Laboratoire Départemental d'Analyses	18 -78	Réactifs culture cellulaire	MSF	SIGMA ALDRICH CHIMIE 80, rue de Luzais 38297SAINT QUENTIN FALLAVIER	154,80	29/08/2019
20196200002015	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCM- MSUB Impression- lot 4- Retirage Pochettes contrat d'accueil-Documents et supports spéciaux	MSUB	BECQUART IMPRESSIONS 67 RUE D AMSTERDAM 59200TOURCOING	774,27	28/08/2019
20196200002024	Direction des Archives Départementales	77 -11	PRC-DAD Matériel exposition Pologne Parcours ESAAT - CRAFT	MSF	CRAFT 59160LOMME	575,00	27/08/2019
20196200002025	Direction des Achats, Transports et Moyens	82 -04	DIRCOM-MSUB Impression-lot 3- Brochures meeting- Brochures, affichettes, feuillets et dépliants	MSUB	IMPRIMERIE DE LA CENTRALE LENS Rue des Colibris 62302LENS CEDEX	2 120,00	28/08/2019



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Développement des Ressources  
Direction de la Commande Publique  
Bureau de la Commande Publique Support

**RAPPORT N°11**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **INFORMATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 3221-11 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

L'article L. 3221-11 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Le président, par délégation du conseil départemental, peut être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Le président du conseil départemental rend compte à la plus proche réunion utile du conseil départemental de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente. »

Dans le Département du Pas-de-Calais, le Président du conseil départemental bénéficie, depuis le 13 novembre 2017, d'une délégation élargie à tous les marchés et accords-cadres quels qu'en soient le montant et la procédure et dans le respect des règles d'attributions à la commission d'appel d'offres.

Il convient d'en prendre compte.

Les tableaux retraçant les marchés publics et accords-cadres conclus ont donc été établis pour les mois d'avril à août 2019 et sont joints au présent rapport.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE PAR L'ASSOCIATION MOUVEMENT  
RURAL DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE POUR L'ORGANISATION D'UN  
CONGRÈS RÉGIONAL LE 28 SEPTEMBRE 2019 À TROISVAUX**

(N°2019-389)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer à l'association « Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne », une subvention d'un montant de 2 600 euros afin de soutenir l'organisation de l'événement « s'aime ton rural » du 28 septembre 2019 à l'abbaye de Belval à TROISVAUX.

**Article 2 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
c03-023g04	6574/93023	subvention à caractère événementiel	108 000,00	2 600,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Développement des Ressources  
Direction des Finances  
Bureau Qualité comptable et subventions

RAPPORT N°12

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE PAR L'ASSOCIATION MOUVEMENT RURAL DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE POUR L'ORGANISATION D'UN CONGRÈS RÉGIONAL LE 28 SEPTEMBRE 2019 À TROISVAUX**

Le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne est une association de loi 1901 qui a été créée en 1929. C'est un mouvement d'éducation populaire géré et animé par et pour des jeunes de 13 à 30 ans. L'association permet la rencontre régulière de jeunes vivants sur le même territoire. De ces rencontres naissent des projets de toutes sortes.

En 2018, le MRJC et son homologue allemand, le KLJB (Katholische Landjugendbewegung Deutschlands : association de jeunesse catholique pour les jeunes ruraux en Allemagne) ont organisé un rassemblement de jeunes à l'occasion de la commémoration de la Grande Guerre, afin de vivre ensemble l'Europe. Du 2 au 5 août 2018, 3000 jeunes européens étaient au « Rendez-Vous ! festival international pour la Paix » à Besançon.

De cet événement est né un traité de la paix ou était réaffirmée, entre autre, la volonté de bâtir un futur meilleur pour tous les êtres humains, de circuler librement pour tous, de permettre à tous de vivre dans un environnement sain et en harmonie avec la nature, de permettre l'égalité entre tous les êtres humains et de garantir la démocratie et la souveraineté des peuples sur eux-mêmes.

A l'issue de cet événement, les jeunes des hauts de France, organisés en comité de pilotage, ont décidé d'organiser un congrès régional « s'aime ton rural » pour montrer que la jeunesse des territoires ruraux s'engage sur des sujets qui les animent, mais aussi dans le souhait de fêter les 90 ans de l'association. Ainsi, la manifestation organisée le 28 septembre 2019 s'articule autour de 3 objectifs : promouvoir le vivre ensemble intergénérationnel et interculturel en milieu rural, valoriser les spécificités du territoire par l'engagement des jeunes et sensibiliser à la transition écologique. Ce sont plus de 300 jeunes qui vont s'exprimer sur ces sujets, à l'abbaye de Belval à

Troisvaux.

Dans le cadre de sa compétence de politique jeunesse volontariste et universelle, à destination des jeunes de 15 à 25 ans, visant à accompagner les jeunes dans leurs initiatives, leurs engagements afin de leur permettre de devenir des citoyens responsables, les services départementaux ont jugé recevable la demande de subvention de l'association Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne.

Il convient de statuer sur cette affaire et le cas échéant, d'attribuer à l'association une subvention d'un montant de 2600 euros afin de soutenir l'organisation de l'événement « s'aime ton rural » qui se déroulera le 28 septembre 2019 à Troisvaux.

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
c03-023g04	6574/93023	subvention à caractère événementiel	108 000,00	4 120,00	2 600,00	1 520,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

Envoi au contrôle de légalité le : 15 Novembre 2019  
Affichage le : 15 Novembre 2019

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**DÉCLASSEMENT DE VOIRIE DÉPARTEMENTALE AU TERRITOIRE DE LA  
COMMUNE DE SAINT-JOSSE-SUR-MER**

(N°2019-390)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3213-1 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.131-4 et L.141-3 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2141-2 et L.3112-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération de la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER en date du 08/06/2019, ci-annexé ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De désaffecter et de déclasser du domaine public routier départemental, afin de permettre son reclassement dans le domaine public routier de la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER la section de voirie suivante : RD 144 du PR 6 + 432 au PR 8 + 434.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER la convention relative au versement de la somme libératoire du Département d'un montant de 150 000,00 € pour la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER, dans les termes du projet type joint à la présente délibération, et de procéder au paiement de ladite somme.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, tout acte nécessaire à l'accomplissement de ce déclassement.



**Article 4 :**

La dépense versée en application de l'article 2 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C04-628I01	2041421//91628	Subvention d'équipement	900 000,00	150 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



**RD 144**

**SAINT JOSSE SUR MER**

**PR 6+432 à 8+434**

**CHANGEMENT DE DOMANIALITE  
DES VOIES**

---

**DECLASSEMENT**

---

**SOMMAIRE**

- 1 - NOTICE EXPLICATIVE**
- 2 - PLAN DE SITUATION**
- 3 - PLAN DES TRANSFERTS**
- 4 - AVIS DE LA COLLECTIVITE**



**RD 144**  
**SAINT JOSSE SUR MER**  
**PR 6+432 à 8+434**  
**CHANGEMENT DE DOMANIALITE**  
**DES VOIES**

**NOTICE EXPLICATIVE**

Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais	ENTREPRISE
A Arras le,	

Le directeur de la M.D.A.D.T du Montreuillois-Ternois	Le responsable de l'Unité Etudes et Ressources	Projeteur
C.FRESKO	O. LIEBAERT	Y. SCHUTZ

<u>N° DE CLASSEMENT:</u>	<u>ECHELLE:</u>	<u>DATE:</u> 19/07/2019	<u>N° DE PIECE</u> 1
--------------------------	-----------------	----------------------------	-------------------------

## **NOTICE EXPLICATIVE**

La route départementale 144, entre les PR 6+432 à 8+434 est une route départementale de 3ème catégorie d'une longueur de 1970 m, entièrement située sur le territoire de la commune de Saint Josse sur Mer.

Elle n'a actuellement qu'un rôle de desserte locale.

Par délibération en date du 08/06/2019, le Conseil Municipal de Saint Josse sur Mer a accepté le déclassement de la RD 144 et son classement dans le domaine public routier communal, conjointement au versement d'une subvention de 150 000 € par le Conseil Départemental.

Nous sollicitons l'avis de la commission « Politiques des Infrastructures et de la Mobilité » avant le déclassement de cette route.





**Pas-de-Calais**

*Le Département*

*Maison du Département*

*Aménagement et Développement*

*Territorial du Montreuillois-Ternois*

**RD 144**  
**SAINT JOSSE SUR MER**  
**PR 6+432 à 8+434**  
**CHANGEMENT DE DOMANIALITE**  
**DES VOIES**

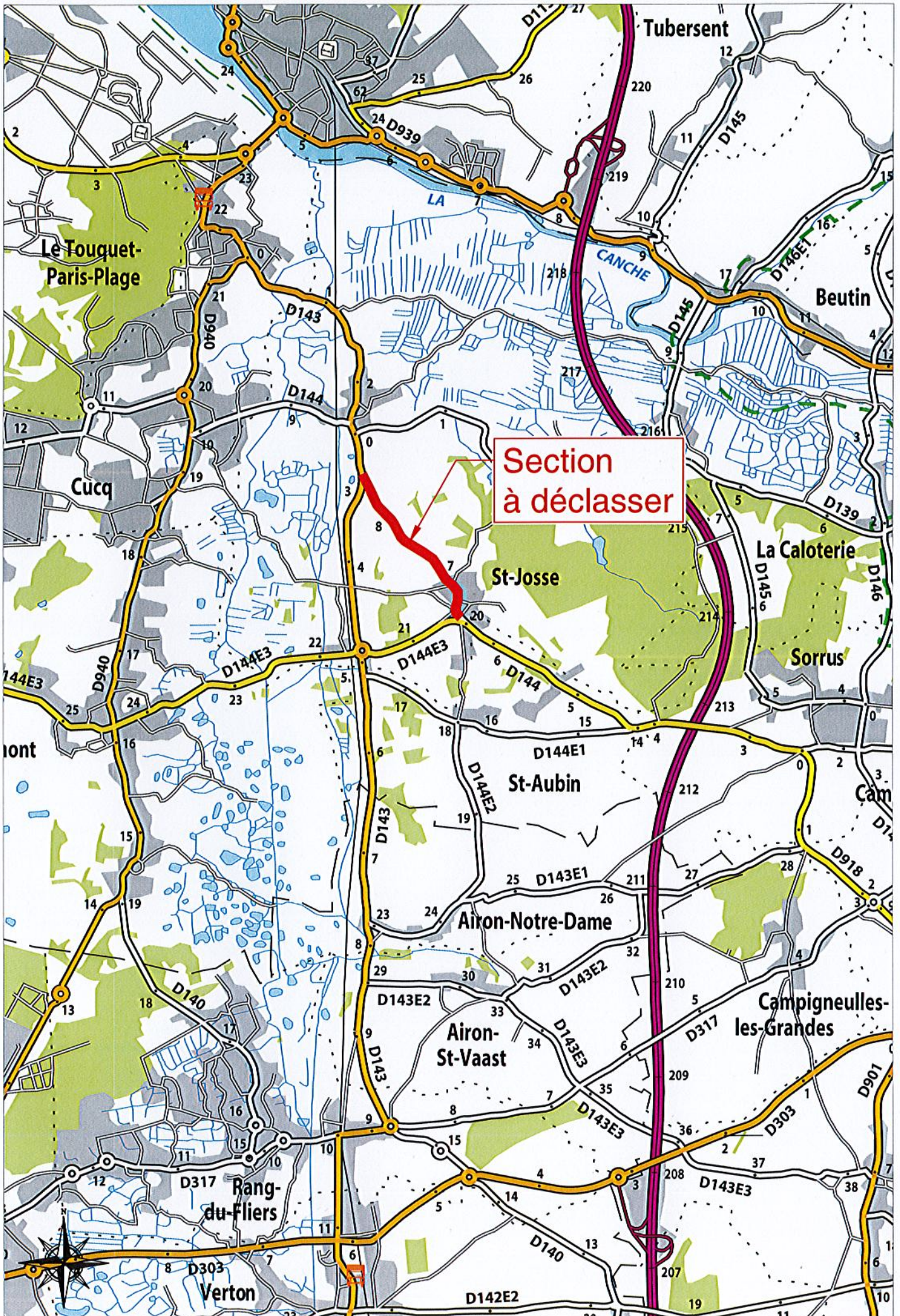
**PLAN DE SITUATION**

Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais	ENTREPRISE
A Arras le,	

Le directeur de la M.D.A.D.T du Montreuillois-Ternois	Le responsable de l'Unité Etudes et Ressources	Projeteur
C.FRESKO	O. LIEBAERT	Y. SCHUTZ

<u>N° DE CLASSEMENT:</u>	<u>ECHELLE:</u> 1/50 000	<u>DATE:</u> 19/07/2019	<u>N° DE PIECE</u> 2
--------------------------	-----------------------------	----------------------------	-------------------------









**RD 144**  
**SAINT JOSSE SUR MER**  
**PR 6+432 à 8+434**  
**CHANGEMENT DE DOMANIALITE**  
**DES VOIES**

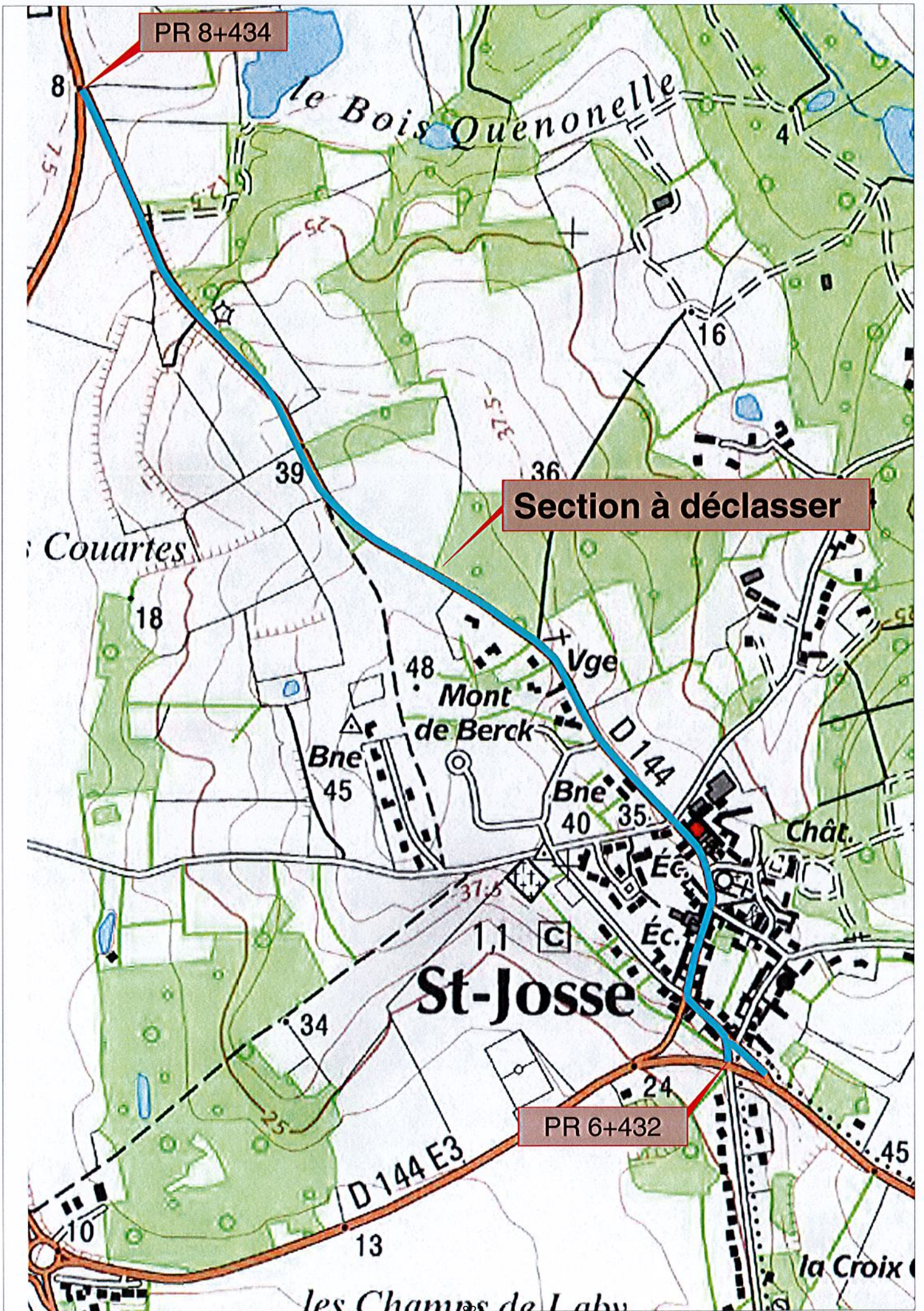
**PLAN DES TRANSFERTS**

Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais	ENTREPRISE
A Arras le,	

Le directeur de la M.D.A.D.T du Montreuillois-Ternois	Le responsable de l'Unité Etudes et Ressources	Projeteur
C.FRESKO	O. LIEBAERT	Y. SCHUTZ

<u>N° DE CLASSEMENT:</u>	<u>ECHELLE:</u> 1/25 000	<u>DATE:</u> 19/07/2019	<u>N° DE PIECE</u> 3
--------------------------	-----------------------------	----------------------------	-------------------------









**RD 144**  
**SAINT JOSSE SUR MER**  
**PR 6+432 à 8+434**  
**CHANGEMENT DE DOMANIALITE**  
**DES VOIES**

**AVIS DE LA COLLECTIVITE**

Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais	ENTREPRISE
A Arras le,	

Le directeur de la M.D.A.D.T du Montreuillois-Ternois  C.FRESKO	Le responsable de l'Unité Etudes et Ressources  O. LIEBAERT	Projeteur  Y. SCHUTZ
--	--	----------------------------

<u>N° DE CLASSEMENT:</u>	<u>ECHELLE:</u>	<u>DATE:</u> 19/07/2019	<u>N° DE PIECE</u> 4
--------------------------	-----------------	----------------------------	-------------------------

## COMMUNE DE SAINT-JOSSE-SUR-MER

DEPARTEMENT  
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT  
MONTREUIL/MER

CANTON  
MONTREUIL/MER

### Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

L'An deux mil dix-neuf, le 8 Juin à neuf heures

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances pour une réunion sous la présidence de M, DESCHARLES Jean-Claude, en suite de convocation du 28 mai 2019 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents tous les membres en exercice à l'exception de Mme. ROUSSEL représentée par Mme. CARON, M. MILLESCAMPS représentée par Mme CARPENTIER et Mme MARTEL Maryse,

M. NAVASSARTIAN Philippe est élu secrétaire.

SEANCE  
08/06/2019

#### Objet

Déclassement d'une partie de la RD 144  
en l'état et intégration dans le domaine public communal

La séance ouverte, M. le Président informe l'Assemblée que M. LEROY, Président du Conseil général, lui a fait parvenir un courrier le 31 janvier 2019 précisant les termes d'accompagnement du Conseil Départemental dans le dossier de la fermeture du PN 127 repris ci-dessous :

- Subvention aide à la voirie communale pour les travaux de réfection de la rue des charmettes (40 % du montant des travaux, subvention plafonné à 15 000 €) ;
- Subvention au titre des amendes de police pour les travaux de réfection de la rue des charmettes (40 % du montant des travaux, subvention plafonné à 15 000 €) ;
- Intervention des services de la MDADT sur un aménagement d'accotement de la RD 143 pour faciliter l'accès au champ de l'agriculteur local
- Versement d'une soule d'un montant de 150 000 € en échange du déclassement en l'état de la RD 144 traversant le centre du village entre le PR 6+450 et le PR 8+435 soit 1950 mètres. Et que cette somme ne sera obligatoirement affecter à des travaux concernant la RD 144.

Monsieur le Président propose de délibérer plus particulièrement sur le déclassement en l'état de la RD 144 traversant le centre du village entre le PR 6+450 et le PR 8+435 soit 1950 mètres et de l'intégration de celle-ci dans le domaine public communal.

Après discussion, le Conseil accepte à l'unanimité la proposition de Monsieur le Président.

Fait et délibéré à Saint-Josse  
Le 8 juin 2019  
Pour copie conforme  
Le Maire,  
Jean-Claude DESCHARLES





Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Maison du Département Aménagement et Développement Territorial du \*\*\*\*\*

.....

# CONVENTION

Objet : Déclassement de la RD \*\* du PR \*+\*\*\* au PR \*+\*\*\* et reclassement dans le domaine public communal

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson, 62018 Arras Cedex 9, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du XX XX XX, ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et  
- **La Commune de \*\*\*\*\*** dont le siège est au \*\*\*\*\* 62\*\*\*  
\*\*\*\*\*, représentée par Monsieur \*\*\*\*\*  
Maire, agissant au nom et pour compte de la Commune, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du \*\*\*\*\* ;

ci-après désigné par « la Commune » d'autre part,

- Vu** : Les articles L. 3221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** : Les articles L. 131-4 du Code de la Voirie Routière ;
- Vu** : La délibération du Conseil Municipal de \*\*\*\*\* en date du \*\*\*\*\* ;
- Vu** : l'avis de la Commission « Equiper durablement le Pas-de-Calais » en date du \*\*\*\*\* ;
- Vu** : La délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du \*\*\*\*\* ;

Il est convenu ce qui suit,

## **Préambule :**

Dans le cadre de la hiérarchisation du réseau viaire routier départemental, il a été convenu entre le Département et la Commune de \*\*\*\*\* , le reclassement de la RD \*\* du PR \*+\*\*\* au PR \*+\*\*\* (soit \*\* ml), dénommée rue de\*\*\*\*\* , dans le domaine public communal. En effet, cette section est une route à usage local pour la desserte des riverains et n'a plus vocation à rester dans le domaine public départemental.

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de déclassement-reclassement de la voirie concernée et de versement par le Département du Pas-de-Calais de la somme libératoire au titre de la remise en état d'usage courant de la chaussée, concomitamment au déclassement de la RD \*\* (PR \*+\*\*\* au PR \*+\*\*\* ) et à son reclassement dans le domaine public communal sous la dénomination « rue de\*\*\*\*\* » , approuvés par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du \*\*\*\*\* et par délibération du Conseil municipal en date du \*\*\*\*\* .

## **Article 2 : Caractère exécutoire**

La voie concernée relève du domaine public communal à la date où les délibérations des deux collectivités sont exécutoires, c'est-à-dire le XX XX XX.

## **Article 3 : Montant du versement libératoire**

En raison de l'état de la voirie à reclasser dans le domaine public routier communal de la Commune de \*\*\*\*\* , et après estimation établie par les services départementaux, le Département versera au profit de la Commune une somme libératoire forfaitaire fixée à \*\*\*\*\* €.

Cette dépense est inscrite au budget départemental au sous-programme C04-625X01Txx

## **Article 4 : Modalités de versement de la participation**

La Département du Pas-de-Calais procédera au règlement de la somme de \*\*\*\*\* € en une seule fois, après signature et notification de la présente convention à la Commune de \*\*\*\*\* .

Le Département se libérera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant donner crédit au compte ouvert :

Trésorerie de

RIB :

## **Article 5 : Enregistrement**

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

## **Article 6 : Modifications**

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, signé des deux parties.

**Article 7 : Clause de renonciation**

La Commune de \*\*\*\*\* renonce par elle-même, et pour ses ayants-droit et ayants-cause, à toute réclamation \*\*\*\*\* envers le Département du Pas-de-Calais, pour tout chef de préjudice entrant dans le champ d'application défini à l'article 1 de la présente convention.

**Article 8 : Voies de recours**

Le Département et la Commune de \*\*\*\*\* conviennent de privilégier la solution amiable à la voie contentieuse, pour tout litige concernant l'application de la présente convention.

Toutefois, toute difficulté relative à l'exécution du présent document, qui ne serait réglée par voie amiable, devra être portée devant le Tribunal Administratif de Lille.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à ARRAS , le

Pour le Département du Pas de Galais

Le Président du Conseil départemental

**Jean-Claude LEROY**

Fait à \*\*\*\*\* , le

Pour la Commune de \*\*\*\*\* ,

Le Maire

\*\*\*\*\*

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Secrétariat général du Pôle Aménagement et Développement  
Territorial  
Bureau Foncier

**RAPPORT N°13**

Territoire(s): Montreuillois-Ternois  
Canton(s): ETAPLES  
EPCI(s): C. d'Agglo. des Deux Baies en Montreuillois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **DÉCLASSEMENT DE VOIRIE DÉPARTEMENTALE AU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-JOSSE-SUR-MER**

Conformément aux articles L.131-4 et L.141-3 du Code de la Voirie Routière, le classement et le déclassement des routes départementales et voies communales relèvent respectivement de l'exercice d'une compétence du Département et du Conseil Municipal.

Par ailleurs, l'article L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet la cession entre personnes publiques de biens qui relèvent de leur domaine public lorsqu'ils sont destinés à l'exercice de leurs compétences et relèveront de leur domaine public.

Enfin, l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière précise que les opérations de déclassement et de reclassement sont dispensées d'enquête publique lorsqu'elles ne portent pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies, ce qui est le cas en l'espèce.

#### **SAINT-JOSSE-SUR-MER : déclassement de la RD 144**

La RD 144, entre les PR 6+432 et 8+434 (soit sur une longueur de 1 970 mètres) en agglomération et hors agglomération, est une route départementale de 3ème catégorie n'assurant que des fonctions de desserte locale, dont le déclassement intervient dans le cadre de la hiérarchisation du réseau viaire.

Le Conseil Municipal de SAINT-JOSSE-SUR-MER a délibéré favorablement au reclassement de cette voirie routière en Voirie Communale le 8 juin 2019.

En raison de son état, et après évaluation réalisée par les services départementaux, il est proposé de verser, concomitamment à la procédure de déclassement-reclassement, au titre de la remise en état standard de la chaussée et sous forme de participation financière, la somme libératoire de 150 000 € à la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER. A cet effet, une convention sera établie entre le Département et la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER

Le reclassement de cette voirie dans le domaine public routier de la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER sera effectif le 1<sup>er</sup> du mois qui suivra la délibération exécutoire ad hoc de la Commission Permanente du Conseil départemental.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, de décider :

- De désaffecter et de déclasser du domaine public routier départemental, afin de permettre son reclassement dans le domaine public routier de la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER la section de voirie suivante :  
RD 144 du PR 6 + 432 au PR 8 + 434 ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, la convention relative au versement de la somme libératoire du Département d'un montant de 150 000,00 € sur la tranche C04-628101 pour la Commune de SAINT-JOSSE-SUR-MER dans les termes du projet-type joint, et de procéder au paiement de ladite somme ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, tout acte nécessaire à l'accomplissement de ce déclassement.

La dépense sera imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C04-628101	2041421//91628	Subvention d'équipement	900 000,00	600 000,00	150 000,00	450 000,00

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**COMMUNE DE COURCELLES-LES-LENS -  
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ À TITRE GRATUIT DU COLLÈGE "ADULPHE  
DELEGORGUE" AU PROFIT DU DÉPARTEMENT**

(N°2019-391)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment son article L.213-3 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°18/060 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération d'HENIN-CARVIN en date du 28/06/2018 « COURCELLES-LES-LENS – Cession de la parcelle ZC n°292 au profit du Conseil départemental du Pas-de-Calais », ci-annexé ;

**Vu** la délibération n°14/174 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération d'HENIN-CARVIN en date du 25/09/2014 « COURCELLES-LES-LENS – Cession de la



parcelle ZC n°312 constituant l'assiette foncière du Collège Adolphe DELEGORGUE », ci-annexé ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le transfert de propriété de droit et à titre gratuit, par la Communauté d'Agglomération d'HENIN-CARVIN au profit du Département, du collège « Adolphe DELEGORGUE », à savoir, les parcelles cadastrées à COURCELLES-LES-LENS section ZC n°292 pour 5a 56ca, et n°312 pour 1ha 22a 20ca, soit au total de 1ha 27a 76ca, et les bâtiments externats, atelier, demi-pension administration-logements, garage à vélos et poste transformateur, conformément au plan joint en annexe 1 à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, l'acte de transfert de propriété en la forme administrative à intervenir et toutes pièces y afférant.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-Inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

COURCELLES-LES-LENS, transfert de propriété du collège « Adulphe Delegorgue »





Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

~ \* ~  
**Séance du 25 SEPTEMBRE 2014**  
~ \* ~

Le Vingt Cinq Septembre Deux Mille Quatorze à Dix huit heures, les membres du Conseil de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin se sont réunis sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre **CORBISEZ**, suite à la convocation qui leur a été adressée le Dix Huit Septembre Deux Mille Quatorze.

### Sont présents :

Monsieur Jean-Pierre **CORBISEZ**, Président.

M. Roger **BASTIEN**, Mme Aurélia **BEIGNEUX**, M. Bruno **BILDE**, M Eugène **BINAISSE**, M. Gérard **BIZET**, Mme Edith **BLEUZET-CARLIER**, Mme Maryline **BOULOGNE**, M. Philippe **BOURSAUD**, Mme Christiane **BOUVET-MACIEJKO**, M. Laurent **BRICE**, M. Steeve **BRIOIS**, Mme Monique **CAULIER**, Mme Sabine **VAN HEGHE**, M. Denis **COOL**, Mme Sandrine **CHEVALIER**, M. Nicolas **COUSSEMENT**, Mme Valérie **CUVILLIER**, M. Bernard **CZERWINSKI**, M. Alain **DAUBERCY**, M. Régis **DELATTRE**, M Jean-Marc **DESPREZ**, Mme Mauricette **D'HERMY**, Mme Maria **DOS REIS**, Mme Fabienne **DUPUIS-MERLEVEDE**, Mme Laurence **FLEUR**, M. Daniel **GOCZKOWSKI**, M. Jean-François **GRAF**, Mme Nicole **HAINÉ-LEROY**, M. Jean **HAJA**, Mme Arlette **HNAT-COGET**, M. Didier **HOLT**, M. Philippe **KEMEL**, Mme Emilie **LAURY**, Mme Sylvie **LICTEVOUT**, Mme Thérèse **LORTHOIS**, M Alain **MASSON**, M. Charly **MEHAIGNERY**, Mme Liliane **PETIT**, Mme Valérie **PETIT**, M. Christophe **PILCH**, Mme Maryse **POULAIN**, M. Emmanuel **RIGNAUX**, Mme Patricia **ROUSSEAU**, M. Jean-Richard **SULZER**, M. Stanislas **SMURAGA**, M. Christopher **SZCZUREK**, M. François **THERET**, Mme Frédérique **THIBERVILLE**, Mme Marine **TONDELIÉ**, Mme Christine **TOUTAIN**, M. Jean **URBANIAK**, M. François **VIAL**, Mme Annie **WANNEPAIN**, M. Bruno **WILK**, M. Bruno **YARD**.

### Ont donné procuration :

M. Patrick **DEFRANCQ** a donné procuration à Mme Sabine **VAN HEGHE**  
Mme Ginette **CHEMIN** a donné procuration à M. Bernard **CZERWINSKI**  
Mme Aline **MADRZYK** a donné procuration à M. Jean **HAJA**  
M. Christian **MUSIAL** a donné procuration à Mme Sandrine **CHEVALIER**

### Absent :

M. Daniel **MACIEJASZ**

En application des dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Maria **DOS REIS** a été élue Secrétaire de Séance.

Le quorum étant atteint M. le Président ouvre la séance.

## **DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Objet : Courcelles-Lès-Lens – Cession de la parcelle ZC n°312  
constituant l'assiette foncière du Collège Adolphe DELEGORGUE**

**Considérant** que la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin a été saisie d'une demande du Conseil Général du Pas-de-Calais afin que lui soit transférée la propriété de la parcelle cadastrée section ZC n°312, qui constitue aujourd'hui l'assiette foncière du Collège Adolphe DELEGORGUE de Courcelles-Lès-Lens.

**Considérant** que le District d'Hénin-Carvin, dans le cadre du programme d'équipement du Ministère de l'Education Nationale, s'était vu confié par délibération en date du 26 mars 1971 de la commune de Courcelles-Lès-Lens, l'acquisition de terrains et la construction du Collège Adolphe DELEGORGUE.

**Considérant** que les statuts du District lui permettaient de se charger de cette opération et d'accepter dans un premier temps de réaliser pour le compte de la commune la construction de ce collège, puis dans un second temps de lui transférer les propriétés, installations et bâtiments par acte notarié en date du 4 novembre 1997.

**Considérant** que le transfert de la parcelle ZC n°312 ayant été omis à l'époque, il convient aujourd'hui de régulariser cette situation et de céder cette parcelle au Conseil Général à titre gratuit.

**Le Conseil Communautaire,**

**Vu** l'exposé du Vice-président en charge de l'administration générale, des finances et du patrimoine,

**Vu** l'avis en date du 11 septembre 2014 du bureau communautaire,

**Vu** l'avis en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014 de la commission de l'administration générale, des finances et du patrimoine,

**Vu** la loi de décentralisation n°2004-809 du 13 août 2004,

**Vu** l'article L 213-3 du Code l'éducation,

**Vu** l'avis des Domaines en date du 23 juillet 2014.

**Et après en avoir délibéré**

**DECIDE à l'unanimité :**

- de céder à titre gratuit au Conseil Général du Pas-de-Calais la parcelle cadastrée section ZC n°312 constituant l'assiette foncière du Collège Adolphe DELEGORGUE de Courcelles-Lès-Lens.

**AUTORISE le Président :**

- à signer tout document afférent à cette vente.

**RAPPELLE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication ou de son affichage.

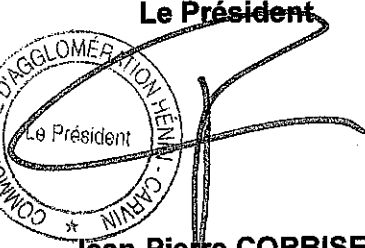
**RESULTATS DU VOTE :**

Nombre de conseillers en exercice	61
Nombre de conseillers présents	56
Nombre de procurations	4
Suffrages exprimés	60
Majorité absolue	31
Votes favorables	60
Votes défavorables	0
Abstentions	0


Acte rendu exécutoire  
Après envoi par voie  
dématérialisée en sous-préfecture  
Le : **06 OCT. 2014**  
Et publication ou notification  
Du :

**Fait et délibéré le 25 Septembre 2014  
Pour extrait certifié conforme**

**Le Président**



**Jean-Pierre CORBISEZ**







EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE – Séance du 28 JUN 2018

République Française

Département du Pas-de-Calais

Communauté d'Agglomération  
Hénin-Carvin

Nombre de conseillers	
En exercice	61
Présents	43
Procuration	16
Suffrages exprimés	59

Vote	
Unanimité	
Pour : 59	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire  
Après envoi par voie dématérialisée  
Le : 1<sup>er</sup> 0 JUL. 2018  
Et publication pour notification  
Du : 1<sup>er</sup> 0 JUL. 2018

Le vingt huit juin deux mil dix huit à dix-huit heures les membres du Conseil de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin se sont réunis sous la présidence de M. Christophe **PILCH** suite à la convocation qui leur a été adressée le vingt juin deux mil dix huit

**Sont présents :** Roger **BASTIEN**, Aurélia **BEIGNEUX**, Eugène **BINAISSE**, Gérard **BIZET**, Edith **BLEUZET**, Philippe **BOURSAUD**, Christiane **BOUVET**, Bernard **CARDON**, Jean-Luc **CARLY**, Ginette **CHEMIN**, Sandrine **CHEVALIER**, Nicolas **COUSSEMENT**, Valérie **CUVILLIER**, Bernard **CZERWINSKI**, Mauricette **D'HERMY**, Alain **DAUBERCY**, Régis **DELATTRE**, Fabienne **DUPUIS**, Arlette **HNAT**, Didier **HOLT**, André **JAKUBOWSKI**, Sylvie **LICTEVOUT**, Thérèse **LORTHOIS**, Jacques **MARTEL**, Charly **MEHAIGNERY**, Christine **MENCIK**, Christian **MUSIAL**, François **PASQUALINO**, Valérie **PETIT**, Liliane **PETIT**, Christophe **PILCH**, Maryse **POULAIN**, Patricia **ROUSSEAU**, Stanislas **SMURAGA**, Frédérique **THIBERVILLE**, François **THÉRET**, Marine **TONDELIER**, Christine **TOUTAIN**, Jean **URBANIAK**, Sabine **VAN HEGHE**, François **VIAL**, Annie **WANNEPAIN**, Bruno **YARD**.

**Ont donné procuration :** Daniel **MACIEJASZ** à Nicolas **COUSSEMENT**, Nicole **HAINÉ-LEROY** à Alain **DAUBERCY**, Jean-Pierre **CORBISEZ** à Christian **MUSIAL**, Alain **MASSON** à Christine **MENCIK**, Bruno **WILK** à Régis **DELATTRE**, Maryline **BOULOGNE** à Philippe **BOURSAUD**, Denis **COOL** à Jean **URBANIAK**, Philippe **KEMEL** à Thérèse **LORTHOIS**, Laurent **BRICE** à Maryse **POULAIN**, Bruno **BILDE** à Annie **WANNEPAIN**, Christopher **SZCZUREK** à Liliane **PETIT**, Monique **CAULIER** à Arlette **HNAT**, Maria **DOS REIS** à Patricia **ROUSSEAU**, Aline **MADRZYK** à Edith **BLEUZET**, Jean-Marc **DESPREZ** à Stanislas **SMURAGA**, Steeve **BRIOIS** à François **VIAL**.

**Absents :** Jean-Louis **CAILLUYERE**, Laurence **FLEUR**.

Charly Mehaignery a été élu(e) Secrétaire de Séance

**18/060 :** Courcelles-les-Lens - Cession de la parcelle ZC n° 292 au profit du Conseil Départemental du Pas de Calais

**Vu** l'exposé de la Vice-Présidente déléguée à l'administration générale, et plus particulièrement à la commande publique, à la politique foncière, aux affaires juridiques et à la communication ;

**Vu** l'avis favorable émis à l'unanimité des membres présents de la commission Administration générale, finances et patrimoine en date du 11 juin 2018 ;

La Communauté d'Agglomération HENIN-CARVIN a été saisie d'une demande du Conseil Départemental du Pas de Calais afin que lui soit transférée - dans le cadre de sa compétence « construction, extension, transformation et entretien des collèges » - la propriété de la parcelle cadastrée section ZC n° 292, d'une superficie de 556 m<sup>2</sup> qui constitue une partie de l'assiette foncière du Collège Adolphe Delegorgue de Courcelles-Lès-Lens.

Le District d'HENIN-CARVIN, dans le cadre du programme d'équipement du Ministère de l'Education Nationale s'était vu confier par délibération de la commune de Courcelles-Lès-Lens en date du 26 mars 1971, l'acquisition des terrains et la construction du Collège Adolphe Delegorgue.

En effet, les statuts du District lui permettaient de se charger de cette opération et d'accepter dans un premier temps de réaliser pour le compte de la commune la construction de ce collège, puis dans un second temps de lui transférer les propriétés, installations et bâtiments par acte notarié en date du 4 novembre 1997. Cependant, le transfert de la parcelle ZC n° 292 à la commune de Courcelles-Lès-Lens ne s'est jamais produit suite à des erreurs de retranscription des services de la publicité foncière et du cadastre.

Aujourd'hui, le Conseil Départemental du Pas de Calais souhaite finaliser la cession de ladite propriété avec notre établissement public de coopération intercommunale à titre gratuit conformément à l'article L 213-3 du Code de l'Education qui stipule que « *Les biens immobiliers des collèges appartenant à une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés en pleine propriété au département, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties* ».

**Le Conseil Communautaire,**

**Et après en avoir délibéré,**

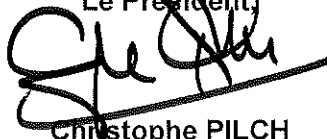
**DECIDE** de céder au Conseil Départemental du Pas de Calais la parcelle cadastrée section ZC n° 292 d'une superficie de 556 m<sup>2</sup>, sise à Courcelles-Lès-Lens, à titre gratuit dans le cadre de sa compétence « construction, extension, transformation et entretien des collèges ».

**AUTORISE** le Président à signer tout document et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**RAPPELLE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délais de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication ou de soin d'affichage.

Fait et délibéré le 28 juin 2018  
Pour extrait certifié conforme

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Pilch', written over a horizontal line.

Christophe PILCH



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Secrétariat général du Pôle Aménagement et Développement  
Territorial  
Bureau Foncier

RAPPORT N°14

Territoire(s): Lens-Hénin  
Canton(s): HENIN-BEAUMONT-2  
EPCI(s): C. d'Agglo. d'Hénin Carvin

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **COMMUNE DE COURCELLES-LES-LENS - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ À TITRE GRATUIT DU COLLÈGE "ADULPHE DELEGORGUE" AU PROFIT DU DÉPARTEMENT**

Le Département a proposé à la Communauté d'Agglomération d'HENIN-CARVIN, propriétaire du collège « Adulphe Delegorgue » de COURCELLES-LES-LENS, de lui transférer la propriété de cet établissement à titre gratuit, selon les dispositions de l'alinéa 3 de l'article L 213-3 du code de l'éducation qui prévoit que « *les biens immobiliers des collèges appartenant à une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés en pleine propriété au Département, à titre gratuit, sous réserve de l'accord des parties. Lorsque le Département effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande, et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraires* ».

En l'occurrence, il s'agit d'un transfert de droit, découlant de travaux d'extension de la demi-pension et de l'externat de cet établissement.

Le transfert de propriété du collège « Adulphe Delegorgue » porte :

- d'une part sur le terrain affecté au collège, à savoir les parcelles cadastrées à COURCELLES-LES-LENS section ZC n° 292 pour 5a 56ca, et n° 312 pour 1ha 22a 20ca, soit au total 1ha 27a 76ca, conformément au plan joint en annexe 1,
- d'autre part sur les bâtiments, à savoir : 2 externats, atelier, demi-pension, administration-logements, garage à vélos, poste transformateur.

Le Conseil Communautaire a décidé le transfert de propriété à titre gratuit du collège « Adulphe Delegorgue » lors de ses séances des 25 septembre 2014 et 28 juin 2018.

Le transfert de propriété à titre gratuit s'analyse comme un apport.

Comptablement, l'intégration de l'apport dans le patrimoine du bénéficiaire s'effectue par opération d'ordre non budgétaire initié par l'ordonnateur.

Il convient de statuer sur cette affaire et le cas échéant :

- de décider le transfert de propriété de droit et à titre gratuit, par la Communauté d'Agglomération d'HENIN-CARVIN, du collège « Adulphe Delegorgue », à savoir, les parcelles cadastrées à COURCELLES-LES-LENS section ZC n° 292 pour 5a 56ca, et n° 312 pour 1ha 22a 20ca, soit au total 1ha 27a 76ca, et les bâtiments externats, atelier, demi-pension administration-logements, garage à vélos et poste transformateur, conformément au plan joint en annexe 1 ;
- de m'autoriser au nom et pour le compte du Département à signer l'acte de transfert de propriété en la forme administrative à intervenir et toutes pièces y afférant.

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**COMMUNE DE BETHUNE, VALORISATION DE L'IMMEUBLE BÂTI À USAGE DE  
BUREAUX SIS 1BIS ET 3 PLACE YITZHAK RABIN**

(N°2019-392)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3213-1 à L.3213-2-1 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1212-1, L.3211-14 et L.3221-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** l'avis du Domaine sur la valeur vénale n°2019-119V0039.en date du 01/04/2019, ci-annexé ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 6<sup>ème</sup> commission « Finances et Service Public Départemental » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'aliéner, au profit de la SELARL « B2H », Huissiers de Justice associés, ou de toute personne physique ou morale en lien direct avec son activité d'huissiers de justice qui pourrait s'y substituer, l'ensemble immobilier sis 1bis et 3 place Yitzhak Rabin à BETHUNE, constitué des parcelles cadastrées BE 56 pour 1a 20ca et BE 57 pour 2a 25ca, moyennant le prix de 410 000,00 €, selon les modalités reprises au rapport et conformément au plan joints à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, l'acte de vente, en la forme administrative ou authentique à intervenir et toutes pièces y afférant et à en percevoir le prix.

**Article 3 :**

La recette sera affectée en application de l'article 1 de la présente délibération sur le budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé de l'opération	Recette €
Fonctionnement-Recette	C06-020E06	775//943	Opérations foncières	410000.00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

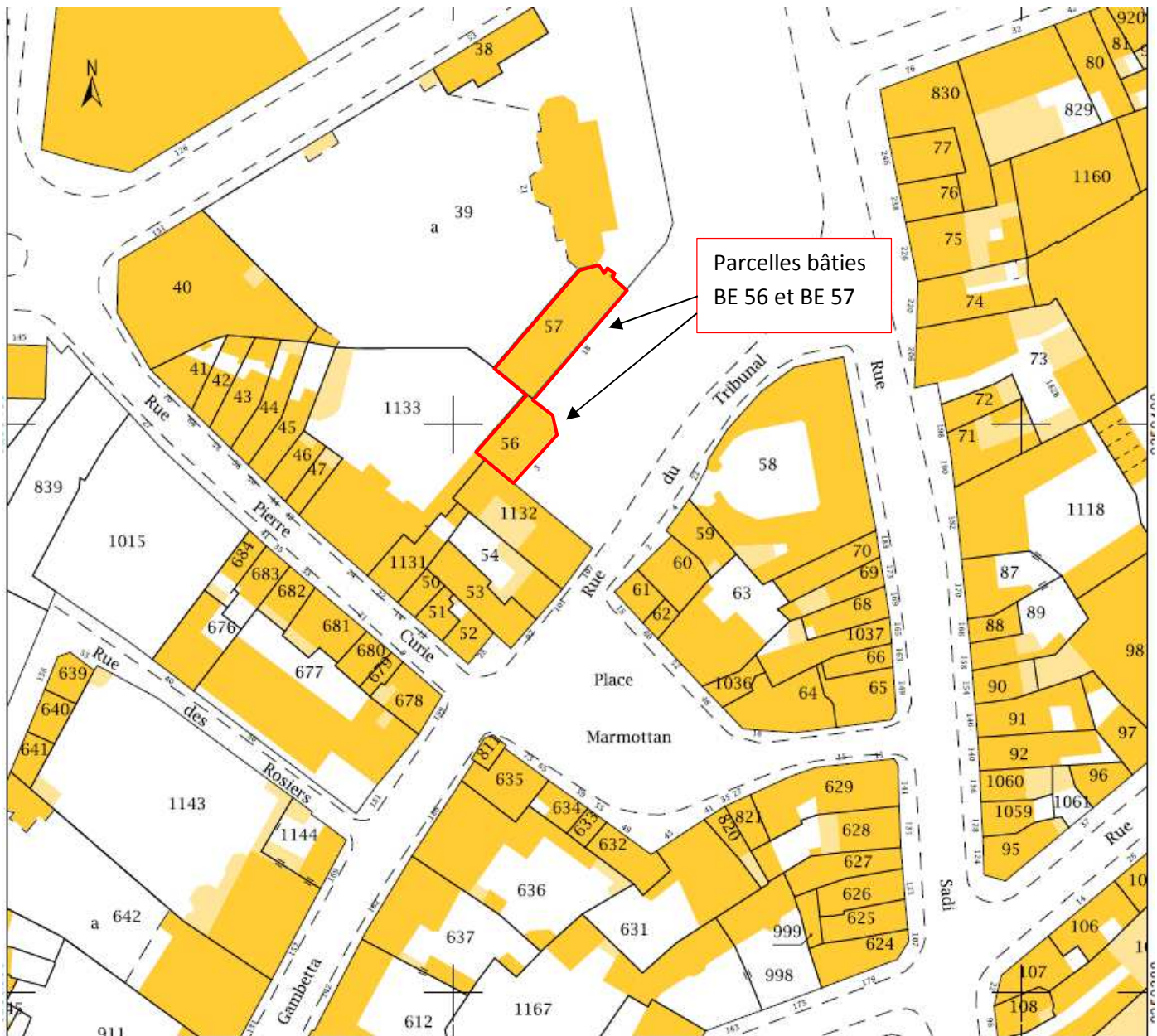
Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



Commune de BETHUNE – aliénation d'un ensemble immobilier départemental



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Direction Départementale des Finances publiques  
Pôle État, Stratégie et Ressources  
Pôle d' Evaluation Domaniale- Immeuble Foch  
5, rue du Docteur Brassart  
62034 ARRAS Cedex

**POUR NOUS JOINDRE :**

Évaluateur : Jean louis HERMEL  
Téléphone : 03.21.64.47.01  
Courriel : [jean-louis.hermel@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:jean-louis.hermel@dgfip.finances.gouv.fr)  
Réf. LIDO : 2019-119V0039

Le 01/04/2019

Le Directeur des Finances Publiques  
du Pas-de-calais

À Monsieur Gautier BAILLY  
Chef du Service de la Valorisation  
de la Propriété Départementale  
Hôtel du Départemental  
Rue Ferdinand Buisson

62018 ARRAS Cedex 9

**AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE**

**DÉSIGNATION DU BIEN : IMMEUBLES BÂTIS**

**ADRESSE DU BIEN : 1,BIS ET 3 PLACE YITZAK RABIN À BÉTHUNE**

**VALEUR VÉNALE : 410.000 € au total, soit :**

**BE n° 57 : 329.000 €**

**BE n° 56 : 81.000 €**

**1 – Service consultant : DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

<b>2 – Date de consultation</b>	: 11/01/2019
<b>Date de réception</b>	: 11/01/2019
<b>visite</b>	: 19/03/2019
<b>Date de constitution du dossier « en l'état »</b>	: 19/03/2019

**3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ**

La commune envisage l'acquisition de ces immeubles n'ayant plus de missions départementales afin d'y installer son CCAS



#### 4 – DESCRIPTION DU BIEN

Adresse: 1 et 3 place Rabin à BETHUNE , deux immeubles à usage de bureaux

Réf. Cad. : BE 57
-------------------

Surface terrain : 225 m <sup>2</sup> , SU = 374 m <sup>2</sup>
--

Réf. Cad. : BE 56
-------------------

Surface terrain : 120 m <sup>2</sup> SU = 87
--

#### 5- Situation Juridique

– Désignation et qualité du propriétaire :Département du Pas-de-Calais  
immeubles estimés libres d'occupation

#### 6 – Urbanisme et réseaux

figurant PLU zone : UA , urbaine de plein centre-ville

Réseaux : présents

#### 7 – Détermination de la valeur vénale

Application de la méthode par comparaison

Dès lors qu'il s'agit de rechercher à quel prix pourrait se négocier un immeuble s'il était mis en vente, cette méthode est sans conteste la mieux appropriée, puisqu'elle s'appuie sur les données réelles du marché immobilier

**La valeur vénale est fixée à : 410.000 €**

#### 8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

#### 9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer. Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques et par délégation,

Jean Louis HERMEL

Inspecteur des Finances Publiques



Bureau Foncier

Hôtel du Département  
 62018 ARRAS Cédex 9

**PROJET**

Aliénation de l'ensemble immobilier  
 sis 1 bis et 3 place Y. Rabin à BETHUNE

Gestionnaire du dossier :

Négociateur : M. CARRÉ ☎ 03.21.21.68.62

**PROMESSE D' ACHAT**

Le(s) soussigné(s),

représentant **la SELARL "B2H" (huissiers de Justice associés)**  
 dont le siège est: **134 boulevard du Général Leclerc 62400 BETHUNE**

Agissant, selon le cas, soit en son nom personnel, soit en tant que représentant de la personne morale sus-désignée, s'engage par la promesse d'achat à acheter le(s) terrain(s) désigné(s) ci-après, propriété(s) du Département du PAS-DE-CALAIS:

COMMUNE DE : BETHUNE						
CADASTRE				NATURE	PRIX DE VENTE (hors frais et taxes)	TOTAL
S° et N°		Contenance	Surface à aliéner			
		en m <sup>2</sup>	en m <sup>2</sup>			
BE	56	120	120	Ensemble immobilier bâti	410 000,00 €	410 000,00 €
BE	57	225	225			
<b>TOTAL GENERAL</b>						<b>410 000,00 €</b>

CONVENTIONS PARTICULIERES :

La présente promesse d'achat est signée pour le compte de la SELARL "B2H" à laquelle pourrait se substituer toute personne physique ou morale en lien direct avec son activité d'huissiers de Justice.

CONDITIONS GENERALES : Voir au verso

## CLAUSES ET CONDITIONS

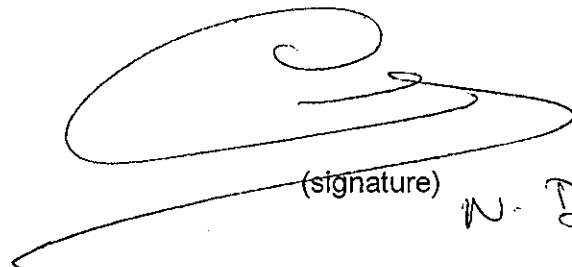
L'ACQUEREUR soussigné agissant, selon le cas, soit en son nom personnel et en tant que besoin au nom de son conjoint susnommé et de ses enfants mineurs pour lesquels il se porte fort, soit en tant que représentant de la personne morale sus-désignée, s'engage par la promesse d'achat à acheter les biens - dénommés l'IMMEUBLE - désignés au tableau ci-avant, propriétés du Département du PAS-DE-CALAIS.

Dans l'hypothèse où un arpentage ultérieur ferait apparaître une légère différence en plus ou en moins dans la superficie de l'IMMEUBLE, l'ACQUEREUR déclare dès à présent, sans qu'il soit nécessaire de rédiger une nouvelle promesse d'achat, accepter le nouveau prix correspondant à la surface réellement acquise et qui sera déterminé en partant des bases unitaires énoncées au tableau ci-avant.

## REALISATION

La réalisation du présent engagement sera constatée par un acte de vente en la forme administrative ou par acte de vente notarié (à rédiger par le Notaire missionné par l'ACQUEREUR), établi sous les charges et conditions ordinaires de droit commun, aux frais de l'ACQUEREUR.

Fait à Bethune  
le 15 / 07 / 2019

  
(signature) N. Delannoy

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Secrétariat général du Pôle Aménagement et Développement  
Territorial  
Bureau Foncier

**RAPPORT N°15**

Territoire(s): Artois

Canton(s): BETHUNE

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **COMMUNE DE BETHUNE, VALORISATION DE L'IMMEUBLE BÂTI À USAGE DE BUREAUX SIS 1BIS ET 3 PLACE YITZHAK RABIN**

Le Département est propriétaire d'un ensemble immobilier bâti à BETHUNE, 1bis et 3 place Yitzhak Rabin, constitué :

- de la parcelle cadastrée BE 56 pour 1a 20ca sur laquelle est érigé un immeuble en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 87 m<sup>2</sup>, à usage de bureaux,
- de la parcelle cadastrée BE 57 pour 2a 25ca sur laquelle est érigé un immeuble de deux niveaux et sous-sol d'une surface d'environ 380 m<sup>2</sup>, à usage de bureaux.

Les services de la Maison du Département Aménagement et Développement Territorial (MDADT) de l'Artois ayant été relogés dans de nouveaux locaux fin 2018, cet immeuble, relevant du domaine privé du Département et sans affectation, peut être valorisé.

La SELARL « B2H », Huissiers de justice associés, s'est déclarée intéressée par l'acquisition de cet immeuble départemental.

Conformément aux dispositions de l'article L 3213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, la collectivité départementale peut délibérer sur ce projet d'aliénation, au vu de l'estimation du service local du domaine qui a évalué cet ensemble immobilier à 410 000,00 € par courrier en date du 1<sup>er</sup> avril 2019.

La SELARL « B2H » a signé une promesse d'achat le 15 juillet 2019, au prix de 410 000,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et le cas échéant :

- de décider d'aliéner, au profit de la SELARL « B2H », Huissiers de Justice associés, ou de toute personne physique ou morale en lien direct avec son activité d'huissiers de justice qui pourrait s'y substituer, l'ensemble immobilier sis 1bis et 3 place Yitzhak Rabin à BETHUNE, constitué des parcelles cadastrées BE 56 pour 1a 20ca et BE 57 pour 2a 25ca, moyennant le prix de 410 000,00 €, selon les modalités reprises au présent rapport et conformément au plan annexé,
- de m'autoriser au nom et pour le compte du Département :
  - à signer l'acte de vente, en la forme administrative ou authentique, à intervenir et toutes pièces y afférant,

- à en percevoir le prix.

La recette sera imputée sur le budget départemental, comme suit :

Section	Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé de l'opération	Inscrit	Proposition d'inscription
Fonctionnement- Recette	C06-020E06	775//943	Opérations foncières	0.00	410000.00

La 6ème Commission - Finances et Service Public Départemental a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**COMMUNE D'ESTREE-BLANCHE - ALIÉNATION FONCIÈRE AU PROFIT DE LA  
COMMUNE D'ESTREE-BLANCHE**

(N°2019-393)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3213-1 à L.3213-2-1 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1212-1, L.3211-14 et L.3221-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal d'ESTREE-BLANCHE en date du 12/09/2019 « Acquisition de terrains » ;

**Vu** l'avis du Domaine sur la valeur vénale n°2019-313V0766 en date du 06/06/2019, ci-annexé ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

L'aliénation au profit de la Commune d'ESTREE-BLANCHE des terrains cadastrés AE 179 (882 m<sup>2</sup>) et ZC 27 (283 m<sup>2</sup>) à ESTREE-BLANCHE, représentant une superficie totale de 1 172 m<sup>2</sup> et intégrés dans le domaine privé immobilier départemental, moyennant un prix de 174,00 €, selon les modalités reprises au rapport et conformément aux plans joints à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental, à signer, au nom et pour le compte du Département, l'acte d'aliénation en la forme administrative ainsi que toutes les pièces afférentes et à en percevoir le prix y figurant.

**Article 3 :**

La recette sera affectée en application de l'article 1 de la présente délibération sur le budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé de l'opération	Recette €
Fonctionnement- Recette	C04-621J01	775//943	Acquisitions foncières	174.00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

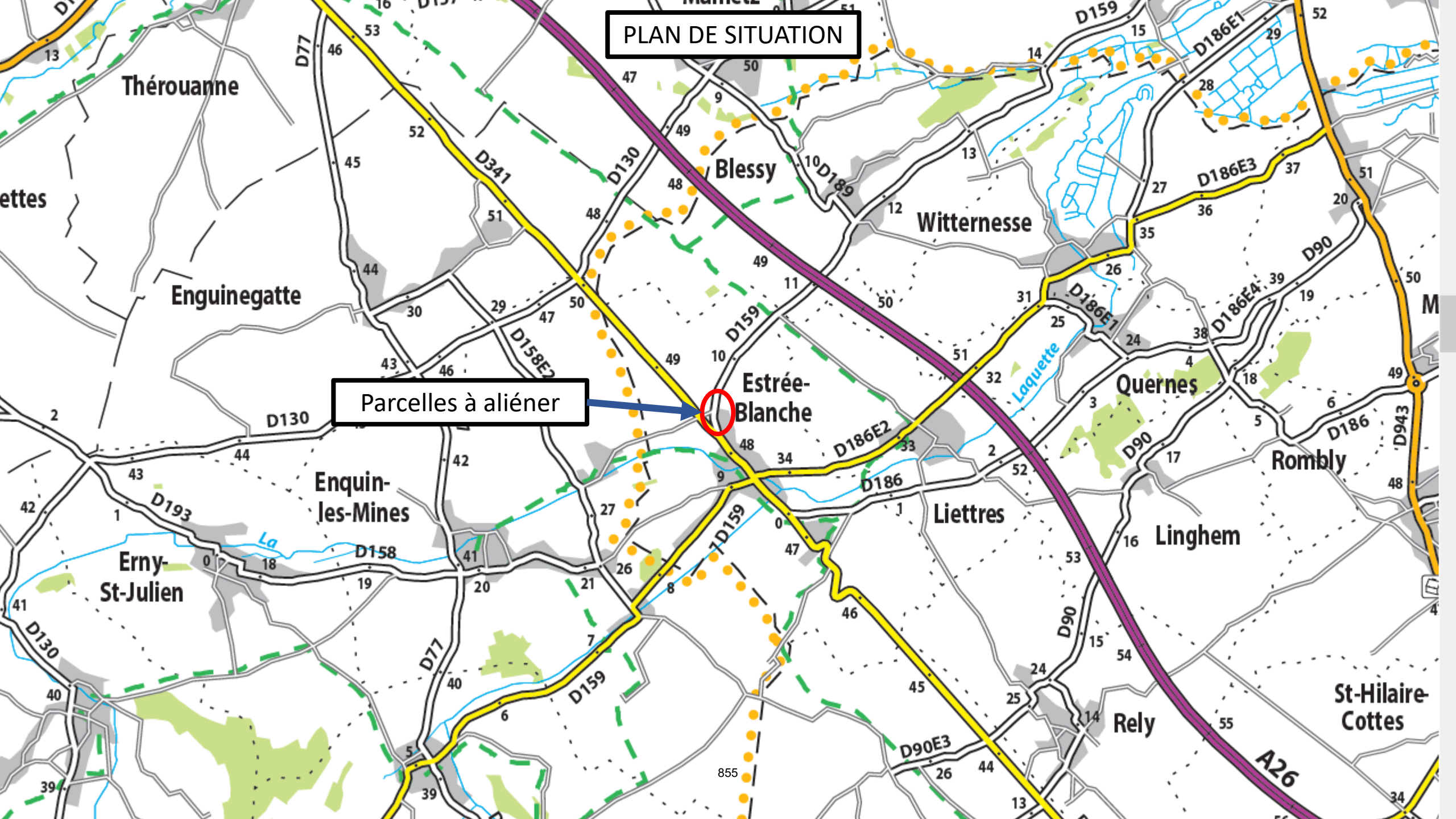
ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

PLAN DE SITUATION



Parcelles à aliéner

Estree-Blanche



Département :  
PAS DE CALAIS

Commune :  
ESTREE-BLANCHE

Section : AE  
Feuille : 000 AE 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 20/08/2019  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

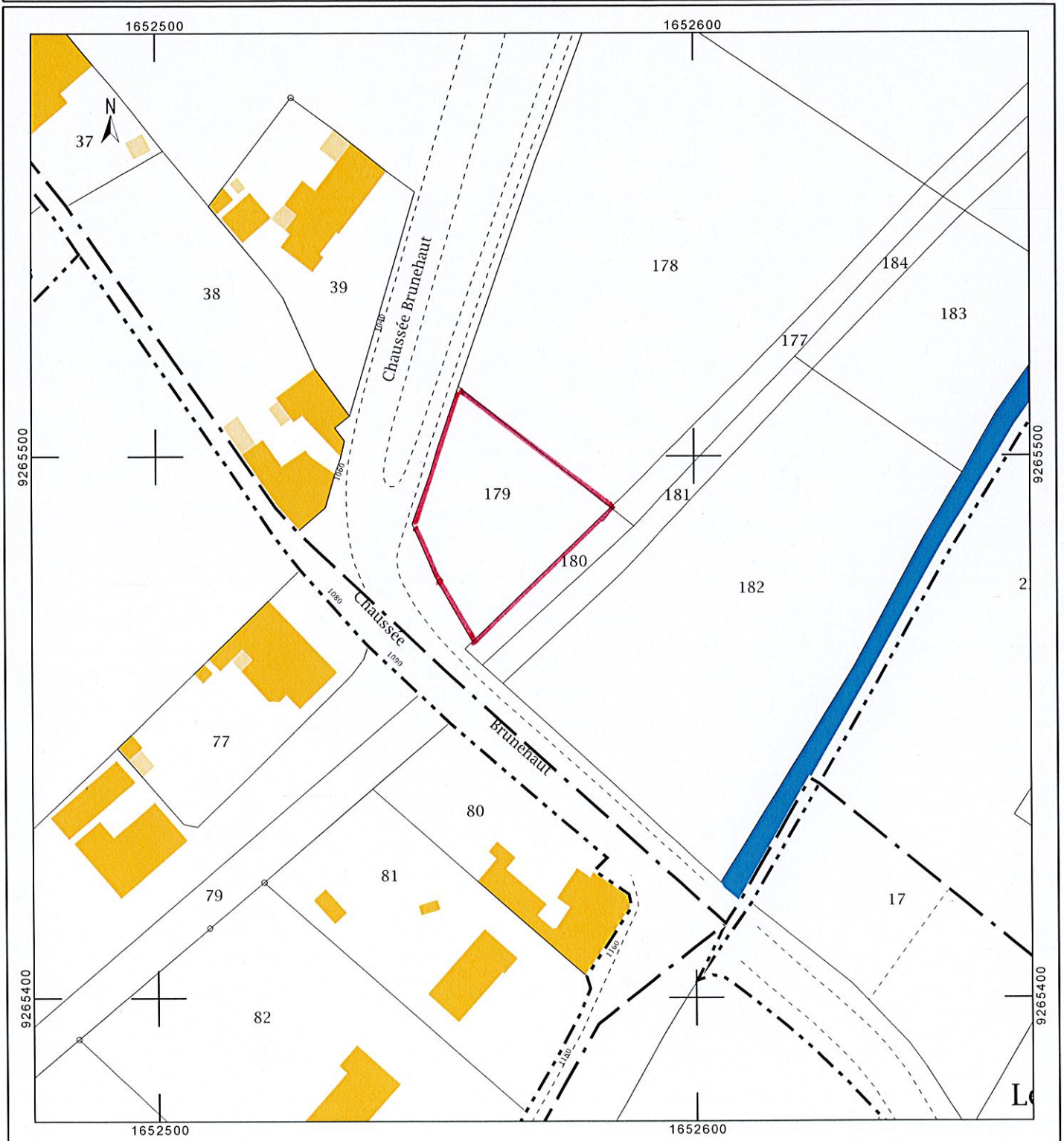
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
BETHUNE  
(Pôle de Topographie et de Gestion  
Cadastrale) 85, rue Georges Guynemer  
62407  
62407 BETHUNE CEDEX  
tél. 03 21 63 10 10 -fax 03 21 63 10 74  
ptgc.620.bethune@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :  
PAS DE CALAIS  
  
Commune :  
ESTREE-BLANCHE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
BETHUNE  
(Pôle de Topographie et de Gestion  
Cadastrale) 85, rue Georges Guynemer  
62407  
62407 BETHUNE CEDEX  
tél. 03 21 63 10 10 -fax 03 21 63 10 74  
ptgc.620.bethune@dgifp.finances.gouv.fr

Section : ZC  
Feuille : 000 ZC 01

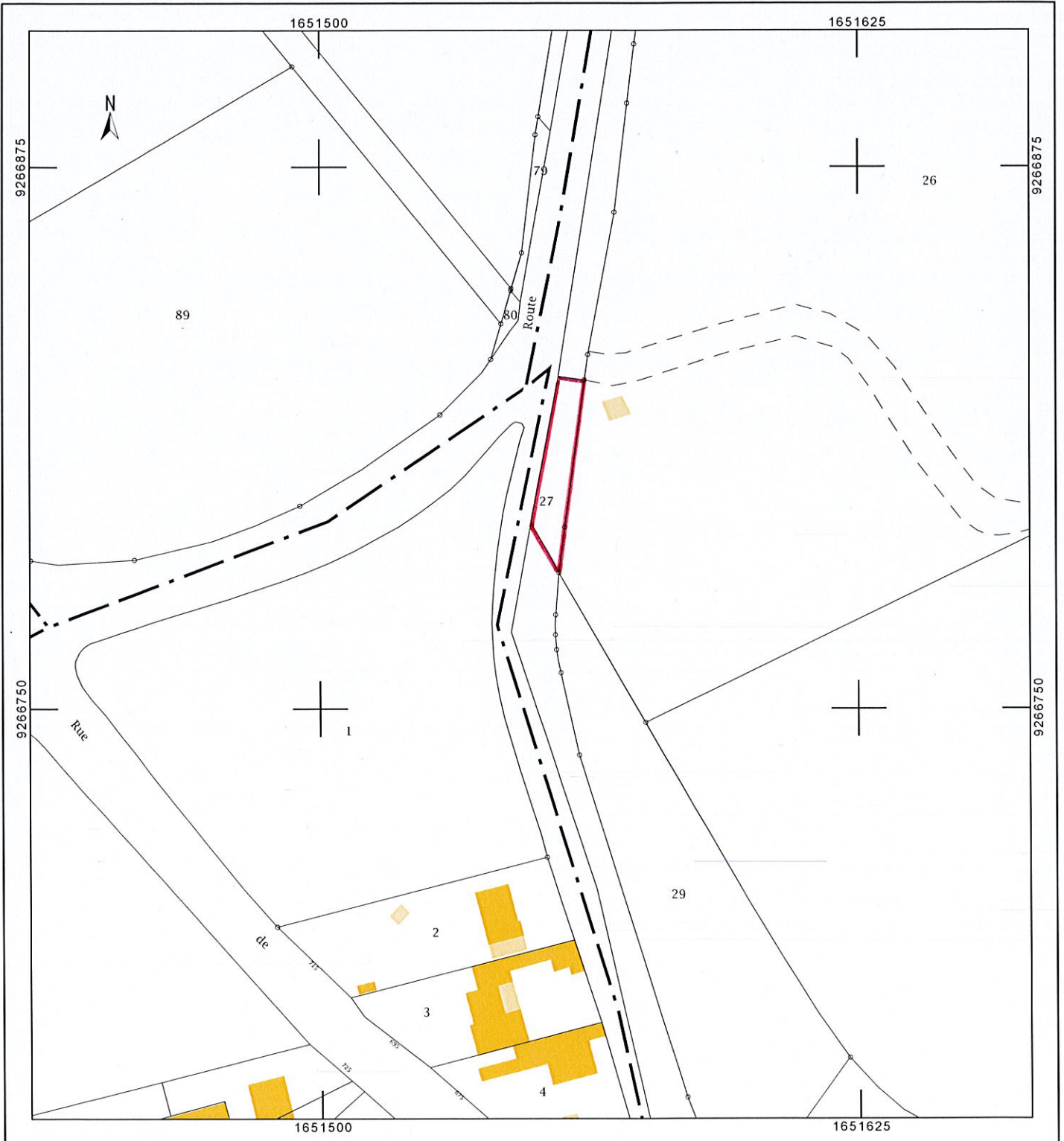
Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 20/08/2019  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





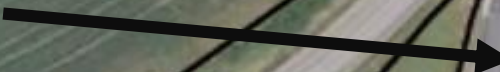


Parcelle à aliéner





Parcelle à aliéner



89

26

27

1

859

28

29

79

80

94

2

**REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS  
ARRONDISSEMENT DE BETHUNE - CANTON D'AIRE-SUR-LA-LYS**

**COMMUNE D'ESTRÉE-BLANCHE**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE ORDINAIRE**

-----  
L'an deux mil dix-neuf, le douze septembre à vingt heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bernard DELETRE, Maire, en suite de convocation en date du 06 septembre 2019

**PRESENTS** : Mesdames DEGRAVE Patricia, GOTRAND Françoise, RIVELON Fabienne, LEVERT Aline, MANTEL Christelle, Messieurs DELETRE Bernard, AMMEUX Rémy, HENNEBELLE Sylvain, TARTARE Marc.

**EXCUSES** : Mme MARICHEZ Mélissa qui a donné procuration à Mme MANTEL Christelle, M. BART Dominique qui a donné procuration à Mme DEGRAVE Patricia

**ABSENTE** : Mme GRUMIAUX Véronique

**SECRETAIRE** : Mme DEGRAVE Patricia

---

**OBJET: Acquisition de terrains**

---

La séance se poursuivant, Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de l'opportunité d'acquérir des parcelles de terrain appartenant au Département cadastrées AE 179 d'une contenance de 882 m<sup>2</sup> et ZC 27 d'une contenance de 283 m<sup>2</sup>. Le prix est fixé à 174€

Où l'exposé,

Le Conseil Municipal, suite au vote de ses membres présents et délibérants,

Décide à l'unanimité (11 Voix POUR):

D'acquérir les parcelles AE 179 et ZC 27 pour un montant de 174 € 00(cent soixante-quatorze euros)

D'autoriser Monsieur le Maire, à faire toutes les diligences nécessaires pour acquérir ces parcelles.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits  
Publié, notifié & rendu exécutoire le 13 septembre 2019

Pour extrait conforme,  
Le Maire,



ANNEXE N°4

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Pôle Etat Stratégie et Ressources Immeuble FOCH.

Service : Pôle d'Evaluation Domanial

Adresse : 5 RUE DU DOCTEUR BRASSART - S.P. 15 62034 ARRAS  
CEDEX

Téléphone : 03.21.21.27.40

ddfip62.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 06/06/19

*Le Directeur Départemental des Finances  
Publiques*

**POUR NOUS JOINDRE :**

Affaire suivie par : WOLAK Jean-Luc

Téléphone : 03.21.98.76.88

Courriel : [jean-luc.wolak@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:jean-luc.wolak@dgfip.finances.gouv.fr)

Réf. : 2019-313V0766

à

Monsieur le Président

Conseil Général du Pas de Calais

Pôle Aménagement et Développement

Service de la Valorisation de la Propriété  
Départementale

Bureau foncier

**AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE**

**DÉSIGNATION DU BIEN : DÉLAISSÉ.**

**ADRESSE DU BIEN : ESTRÉE-BLANCHE. CHAUSSÉE BRUNEHAUT, RD 159. PARCELLES CADASTRÉES SECTION  
AE n° 179 POUR 879 M<sup>2</sup> ENVIRON ET ZC n° 27 POUR 283 M<sup>2</sup>.**

**VALEUR VÉNALE : 174,00 €.**

**1 – SERVICE CONSULTANT**

*AFFAIRE SUIVIE PAR :*

**DÉPARTEMENT DU PAS DE CALAIS.**

*Monsieur Laurent FICOT*

**2 – Date de consultation**

: 06/05/19

**Date de réception**

: 06/05/19

**Date de visite**

: du bureau

**Date de constitution du dossier « en état »**

: 06/05/19

**3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ**

Vente à la commune.



#### 4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale : **PARCELLES CADASTRÉES SECTION AE N° 179 POUR 879 M<sup>2</sup> ET ZC N° 27 POUR 283 M<sup>2</sup>.**

Description du bien : *La parcelle ZC 27 est en nature de talus le long de la RD 159. La parcelle AE 179 est en nature de dépôt.*

#### 5 – SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Département du Pas de Calais.

- situation d'occupation : Libre.

#### 6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone A.

#### 7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Les bien est estimé à 1500,00 € l'ha.

#### 8 – DURÉE DE VALIDITÉ

18 mois.

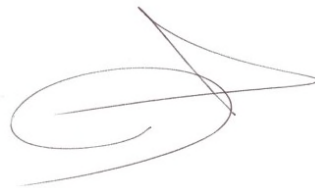
#### 9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,



*Jean-Luc WOLAK*

*Evaluateur du Domaine*

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial

**RAPPORT N°16**

Territoire(s): Artois

Canton(s): AIRE-SUR-LA-LYS

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **COMMUNE D'ESTREE-BLANCHE - ALIÉNATION FONCIÈRE AU PROFIT DE LA COMMUNE D'ESTREE-BLANCHE**

Le Département est propriétaire à ESTRÉE-BLANCHE depuis le 1er janvier 1980 d'un terrain non bâti cadastré AE 179 (882 m<sup>2</sup>) en bordure de la RD 341 et depuis le 19 décembre 2011 d'une parcelle cadastrée ZC 27 (283 m<sup>2</sup>) au droit de la RD 159.

Ces propriétés intégrées dans le domaine privé de la collectivité départementale sont libres d'occupation, classées en zone A au plan local d'urbanisme intercommunal « Artois-Flandres », et ne sont pas nécessaires à la poursuite des politiques départementales.

La Commune d'ESTREE-BLANCHE a manifesté son souhait d'acquérir ces parcelles afin de réaliser une aire de stockage de matériaux (parcelle AE 179) et d'implanter un équipement de défense extérieure contre les incendies (parcelle ZC 27).

Consulté conformément aux dispositions de l'article L. 1311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Service Local du Domaine, dans son avis du 06 juin 2019, a évalué ces terrains libres d'occupation, à 174,00 €.

Le conseil municipal de la commune d'ESTREE-BLANCHE, dans sa séance du 12 septembre 2019, a accepté le principe et les conditions de cette aliénation.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- de décider l'aliénation au profit de la Commune d'ESTREE-BLANCHE des terrains cadastrés AE 179 (882 m<sup>2</sup>) et ZC 27 (283 m<sup>2</sup>) à ESTREE-BLANCHE, représentant une superficie totale de 1 172 m<sup>2</sup> et intégrés dans le domaine privé immobilier départemental, moyennant un prix de 174,00 €, selon les modalités reprises au présent rapport et conformément aux plans joints ;
- de m'autoriser, au nom et pour le compte du Département à signer l'acte d'aliénation en la forme administrative ainsi que toutes les pièces

afférentes et à en percevoir le prix y figurant.

La recette serait affectée sur le budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé de l'opération	Inscrit	Proposition d'inscription
Fonctionnement- Recette	C04-621J01	775//943	Acquisitions foncières	0.00	174.00

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**GRAND SITE DES 2 CAPS - MAISON DE SITE À AUDINGHEN  
RÉGULARISATION FONCIÈRE AVEC LE PROPRIÉTAIRE RIVERAIN**

(N°2019-394)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1311-9 à L.1311-12, L.3213-1 à L.3213-2-1 et R.3213-8 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.1111-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** l'avis du Domaine sur la valeur vénale n°2019-054V0682 79-12 en date du 16/05/2019, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

L'aliénation au profit de Monsieur Francis BOULY du terrain cadastré AE 317 pour 277 m<sup>2</sup> (surface arpentée par un géomètre expert), au territoire de la commune d'AUDINGHEN au prix de 300,00 €, conformément aux plans joints à la présente délibération.

**Article 2 :**

L'acquisition des terrains cadastrés AE 225 pour 35 m<sup>2</sup> et AE 314 pour 145 m<sup>2</sup> (surfaces arpentées par un géomètre expert) au prix de 350,00 €, pour incorporation dans le patrimoine immobilier départemental, conformément aux plans joints à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental, au nom et pour le compte du Département, à signer l'acte d'achat et de vente réciproque, en la forme administrative ou authentique, ainsi que toutes les pièces afférentes et à percevoir et payer les prix y figurant.

**Article 4 :**

Les mouvements financiers induits, en application des articles 1 et 2 de la présente délibération, sont inscrits au budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense/Recette €
Investissement	C04-621J01	21511//90621	Acquisitions foncières	900 000,00	350,00
Fonctionnement-Recette	C04-621J01	775//943	Acquisitions foncières	0,00	300,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

# Plan de situation



Localisation de la parcelle à aliéner et des terrains à acquérir

Département :  
PAS DE CALAIS

Commune :  
AUDINGHEN

Section : AE  
Feuille : 000 AE 01

Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 16/04/2019  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

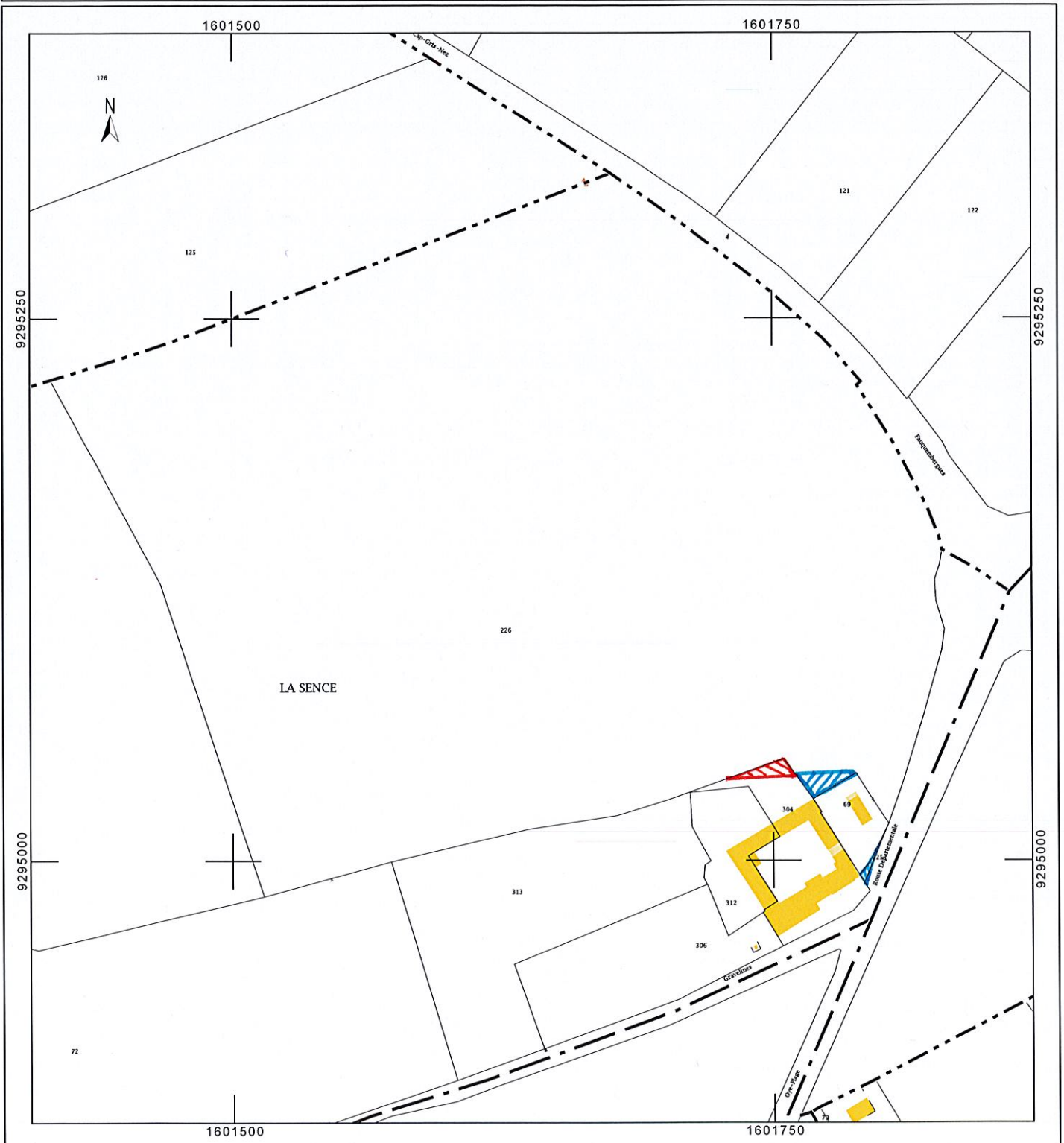
▨ Terrain à aliéner  
AE 317 pour 2a77ca

▨ Terrains à acquérir  
AE 225 pour 35ca  
AE 314 pour 1a45ca

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
BOULOGNE SUR MER  
Pôle de topographie et Gestion cadastrale  
26 Rue d'Aumont 62321  
62321 BOULOGNE SUR MER  
tél. 03.21.10.29.02 -fax 03.21.10.29.42  
ptgc.620.boulogne-sur-  
mer@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



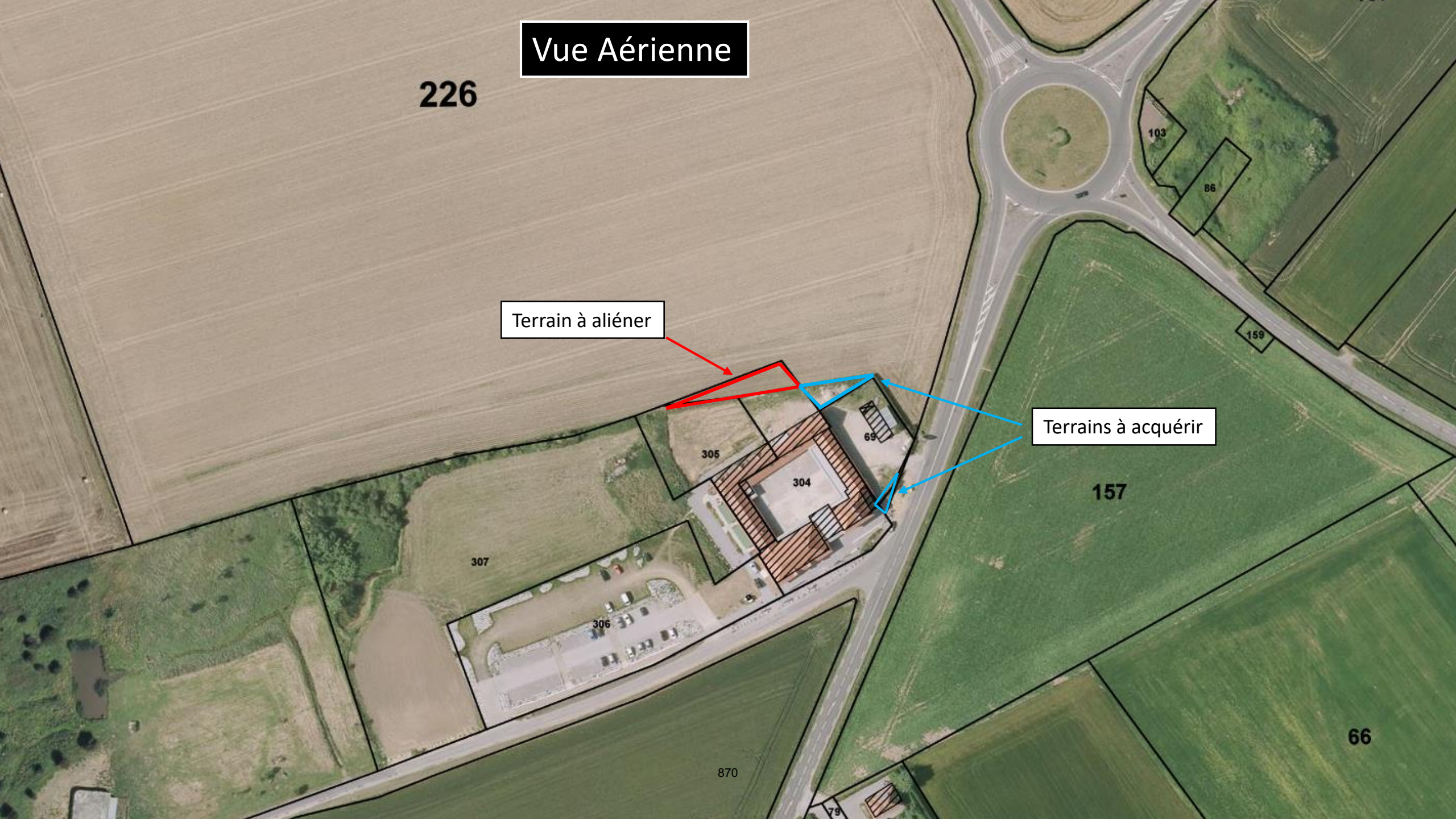


# Vue Aérienne

226

Terrain à aliéner

Terrains à acquérir





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD  
(mars 2016)

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Pôle État, Stratégie et Ressources

Pôle d'Évaluation Domaniale- Immeuble Foch

5 rue du Docteur Brassart, SP 15,

62034 ARRAS CEDEX

Téléphone : 03-21-51-91-91

[ddfip62.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip62.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 16/05/2019

Le Directeur Départemental des Finances publiques

**POUR NOUS JOINDRE :**

Affaire suivie par : Christian ROSALES

Téléphone : 06-68-62-77-55

Courriel : [christian.rosales@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:christian.rosales@dgfip.finances.gouv.fr)

LIDO : 2019-054V0682 79-19

à

Monsieur le Président du Conseil Départemental  
Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS CEDEX 9

**AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE**

Désignation du bien : Parcelle cadastrée AE 317 pour 277m<sup>2</sup>

Adresse du bien : Audinghen, la Ferme d'Haringzelle

**VALEUR VÉNALE : 300€**

Une marge de négociation de 10 % permettant d'admettre des conditions financières s'écartant de la valeur vénale retenue est octroyée

1 – SERVICE CONSULTANT

*Département du Pas-de-Calais*

AFFAIRE SUIVIE PAR :

*Famy LOIR*

2 – Date de consultation

: 16-04-2019

Date de réception

: 19-04-2019

Date de visite

: du bureau

Date de constitution du dossier « en état »

: 28-02-2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

cession

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Parcelle en nature de labours

**5 – SITUATION JURIDIQUE**

- nom du propriétaire : Département 62
- situation d'occupation : considérée libre

**6 – URBANISME ET RÉSEAUX**

**7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE**

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison

La valeur vénale du bien est estimée à : 300€

**8 – DURÉE DE VALIDITÉ**

18 mois

**9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,



Christian ROSALES,

Inspecteur

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



Commune :  
AUDINGHEN (054)

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : AE  
Feuille(s) : 000 AE 01  
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980  
Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/1500  
Date de l'édition : 16/04/2018  
Support numérique : -----

N° d'ordre du document d'arpentage : 365 G  
Document vérifié et numéroté le 16/04/2018  
A Boulogne sur Mer  
Par Florian GREC  
Inspecteur  
Signé

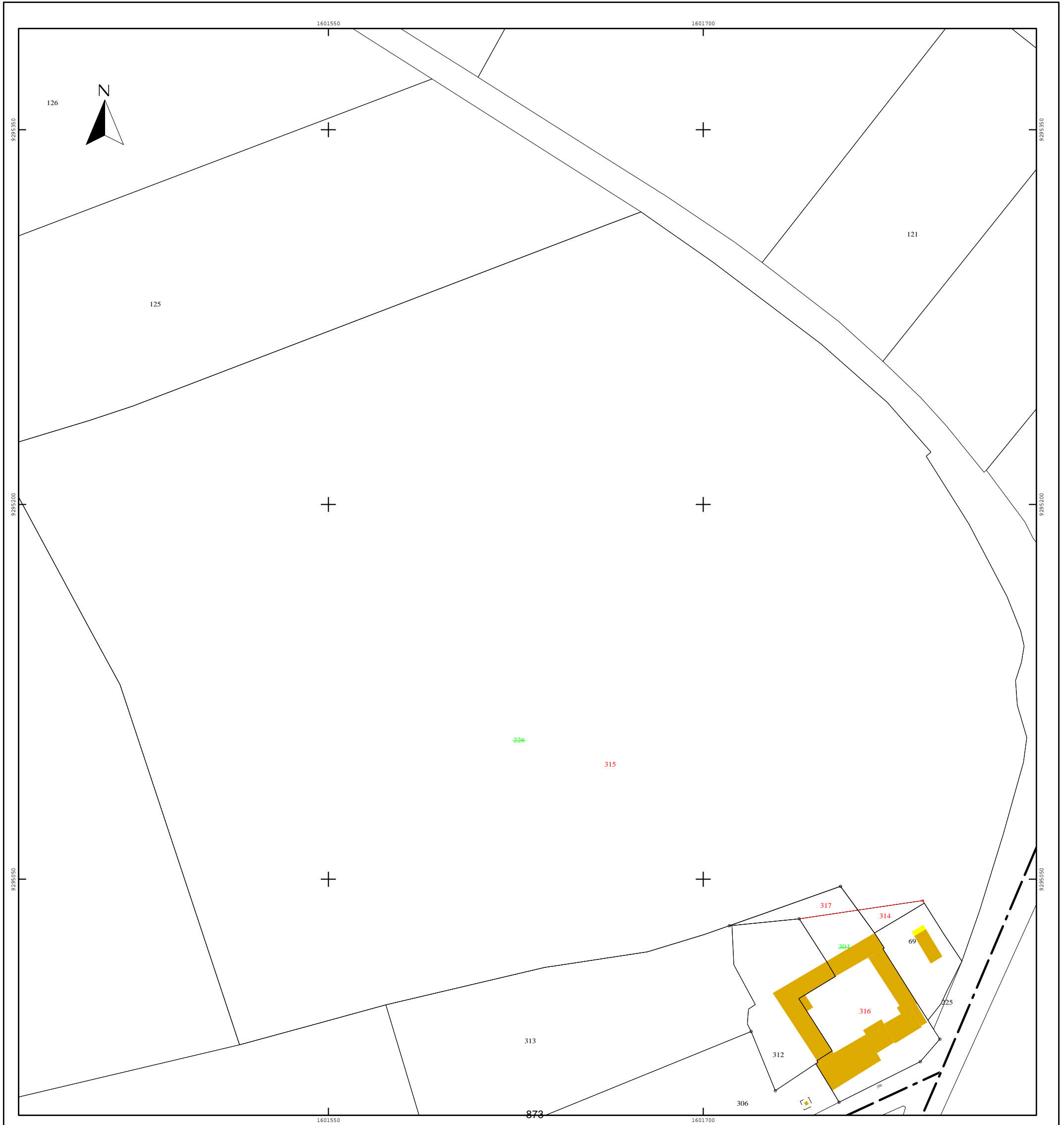
**CERTIFICATION**  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)  
Le présent document d'arpentage, certifié par les  
propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : -----  
effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont  
copie ci-jointe, dressé le ----- par -----  
géomètre à -----.  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des  
informations portées au dos de la chemise 6463.  
A -----, le -----

D'après le document d'arpentage dressé  
Par Clement Fauquembergue (2)  
Réf. :  
Le 03/04/2018

Cachet du service d'origine :

BOULOGNE SUR MER  
Pôle de topographie et Gestion cadastrale  
26 Rue d'Aumont  
BP 639  
62321 BOULOGNE SUR MER  
Téléphone : 03.21.10.29.02  
Fax : 03.21.10.29.42  
ptgc.620.boulogne-sur-mer@dgfip.finances.gouv.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ... ).  
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Secrétariat général du Pôle Aménagement et Développement  
Territorial  
Bureau Foncier

**RAPPORT N°17**

Territoire(s): Boulonnais

Canton(s): DESVRES

EPCI(s): C. de Com. de la Terre des Deux Caps

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **GRAND SITE DES 2 CAPS - MAISON DE SITE À AUDINGHEN** **RÉGULARISATION FONCIÈRE AVEC LE PROPRIÉTAIRE RIVERAIN**

Dans le cadre du Schéma d'Accueil du Grand site de France des Deux Caps, le Département du Pas-de-Calais s'est porté acquéreur, en 2013, de la Ferme d'Haringzelle au territoire la commune d'AUDINGHEN, pour y aménager la Maison de site.

Suite à cette acquisition, il y a lieu de procéder à une régularisation foncière des lieux avec le propriétaire riverain, Monsieur Francis BOULY, par aliénation du terrain de 277 m<sup>2</sup> (cadastré AE 317 à AUDINGHEN) relevant du domaine privé départemental, et par acquisition des terrains de 35 m<sup>2</sup> et 145 m<sup>2</sup> (AE 225 et AE 314) à incorporer dans le patrimoine immobilier départemental.

##### Aliénation foncière:

Le terrain cadastré AE 317 à AUDINGHEN (277 m<sup>2</sup>) à aliéner n'est pas affecté à l'usage du public et n'est pas utile aux besoins de la Maison de Site. Monsieur Francis BOULY (propriétaire riverain) est occupant de ce terrain.

En conséquence, l'aliénation foncière au profit de Monsieur Francis BOULY peut être concrétisée au prix de 300,00 €, conformément à l'avis domanial réglementaire annexé au présent rapport.

##### Acquisitions foncières pour incorporation dans le patrimoine immobilier départemental :

Les terrains cadastrés AE 225 pour 35 m<sup>2</sup> et AE 314 pour 145 m<sup>2</sup> sont physiquement occupés par le Département depuis 2013. Ils sont donc aujourd'hui à acquérir à Monsieur Francis BOULY pour incorporation dans le patrimoine immobilier départemental, et ont une valeur vénale globale estimée à 350,00 €.

Cette acquisition peut donc être concrétisée au prix de 350,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- De décider l'aliénation au profit de Monsieur Francis BOULY du terrain cadastré AE 317 pour 277 m<sup>2</sup> (surface arpentée par un géomètre-expert),

au territoire de la commune d'AUDINGHEN au prix de 300,00 €, conformément aux plans joints en annexe ;

- De décider l'acquisition des terrains cadastrés AE 225 pour 35 m<sup>2</sup> et AE 314 pour 145 m<sup>2</sup> (surfaces arpentées par un géomètre-expert) au prix de 350,00 €, pour incorporation dans le patrimoine immobilier départemental ;
- De m'autoriser au nom et pour le compte du Département à signer l'acte d'achat et de vente réciproque, en la forme administrative ou authentique, ainsi que toutes les pièces afférentes et à percevoir et payer les prix y figurant, conformément aux dispositions de l'article R 3213-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les dépenses et recettes seront imputées sur le budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AP/AE €	CP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
Investissement	C04-621J01	21511//90621	Acquisitions foncières	900 000,00	900 000,00	349 644,56	350,00	349 294,56
Fonctionnement-Recette	C04-621J01	775//943	Acquisitions foncières	0,00	0,00	0,00	300,00	300,00

La 4<sup>ème</sup> Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**RD 940 VÉLOROUTE VOIE VERTE DU LITTORAL À ETAPLES  
RÉGULARISATION FONCIÈRE ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA SOCIÉTÉ  
"LES TERRASSES DE LA BAIE"**

(N°2019-395)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3213-1 à L.3213-2-1 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1111-1, L.1212-1 et R.3213-8 ;

**Vu** le Code Civil et notamment son article 545 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;



**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;  
**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

L'acquisition, auprès de la Société Civile de Construction Vente (S.C.C.V.) « Les Terrasses de la Baie » de la parcelle cadastrée AK 402 à ETAPLES d'une contenance de 14 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 1 890,00 €, selon les modalités reprises au rapport et conformément au plan joints à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental, au nom et pour le compte du Département, à signer l'acte correspondant ainsi que toutes les pièces afférentes et à payer le prix y figurant.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C04-621J01	21511//90621	Acquisitions foncières	900 000,00	1 890,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

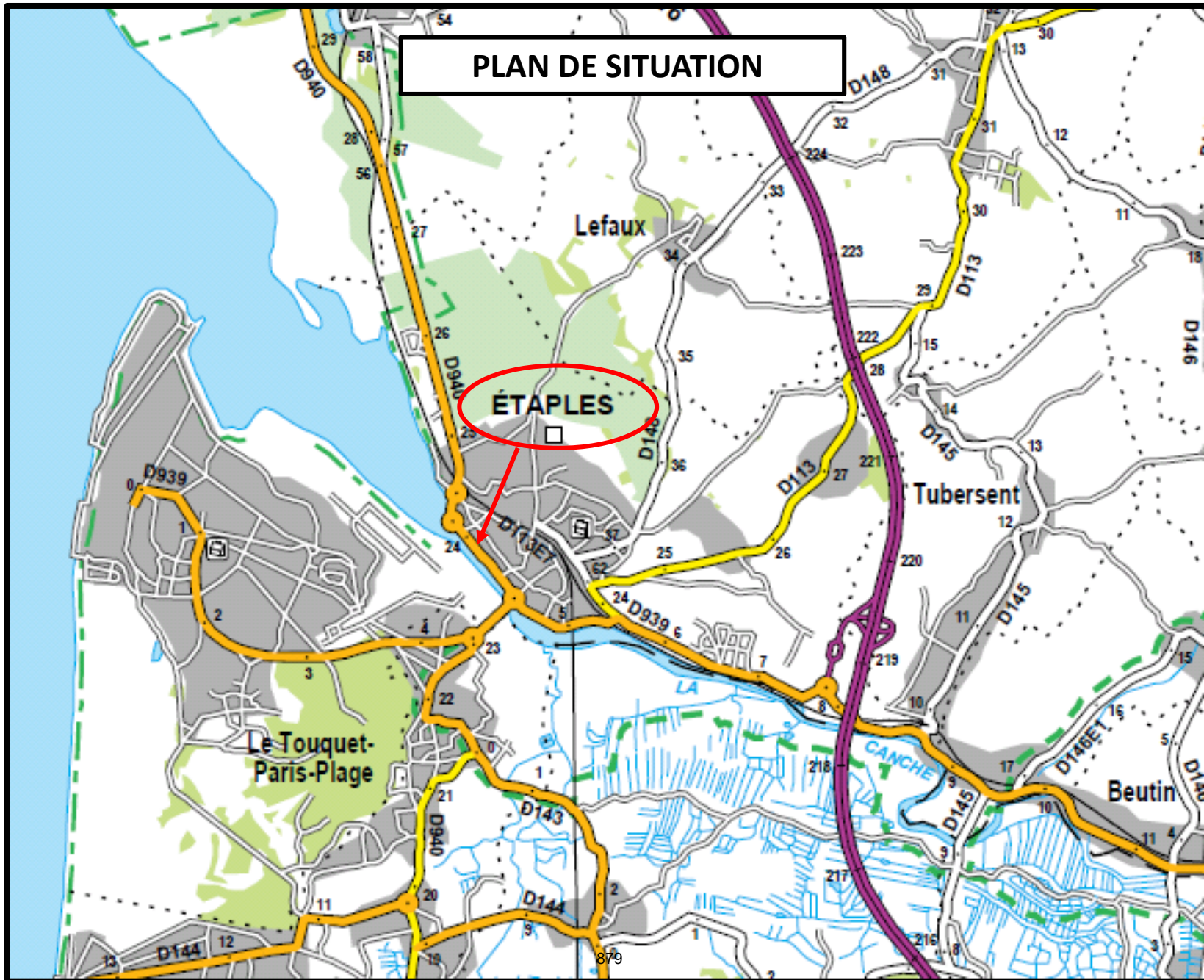
ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

# PLAN DE SITUATION





# Commune d'ETAPLES SUR MER

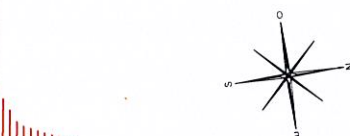
Boulevard Bigot Desceliers

Projet d'aménagement par la SCCV Les Terrasses de la Baie

## PLAN DE DIVISION

Echelle : 1 / 500

### PLAN PROVISOIRE

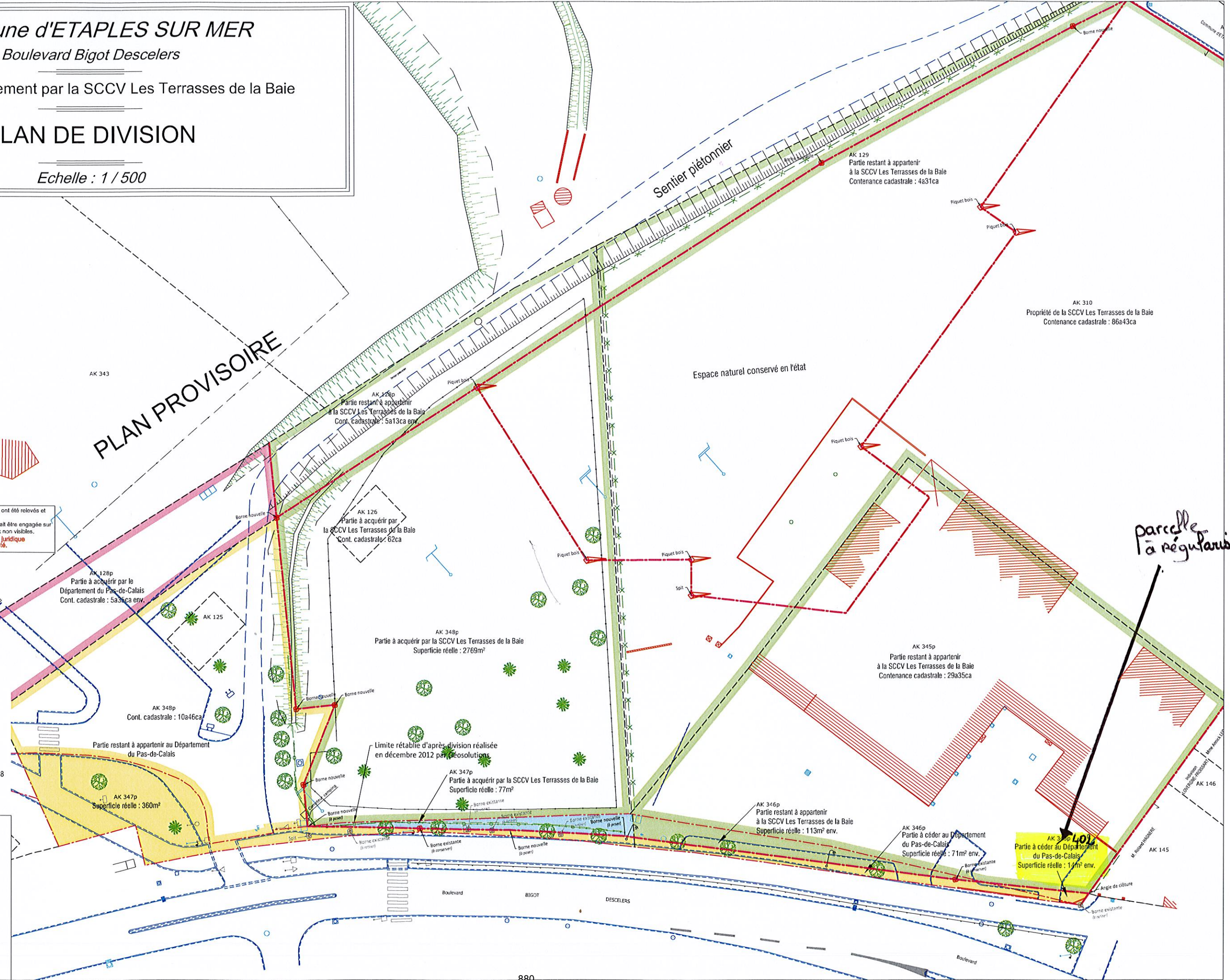


Seuls les éléments visibles tels poteaux et regards apparents ont été relevés et sont mentionnés sur le présent plan.  
La responsabilité de l'auteur du relevé topographique ne saurait être engagée sur le positionnement ou l'absence de positionnement de réseaux non visibles.  
**Nota :** les applications cadastrales n'ont aucun caractère juridique en ce qui concerne les limites et le droit de propriété.

Suivi des modifications

A	07/06/2018	SM-Plan initial
B	11/06/2018	SM-Application plan archive
C	29/08/2018	SM-Préparation division
D	21/11/2018	SM-complément de division AK 128
E	22/11/2018	SM-complément de division AK 346
F	28/11/2018	SM-MAJ nouveau numéro cadastre
G	29/11/2018	SM-modification de la division AK 128
H	18/01/2019	SM-Modif alignement Boulevard

**GÉOMÈTRES EXPERTS AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**  
**LATITUDES**  
CABINET D'ETAPLES  
24 Rue de Verdun  
62630 ETAPLES  
Tél : 03.21.09.43.00  
Mél : etaples@latitudes-ge.fr  
Dossier : ET-064-2018  
Date de levé : mai 2018





Département :  
PAS DE CALAIS

Commune :  
ETAPLES

Section : AK  
Feuille : 000 AK 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 20/08/2019  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

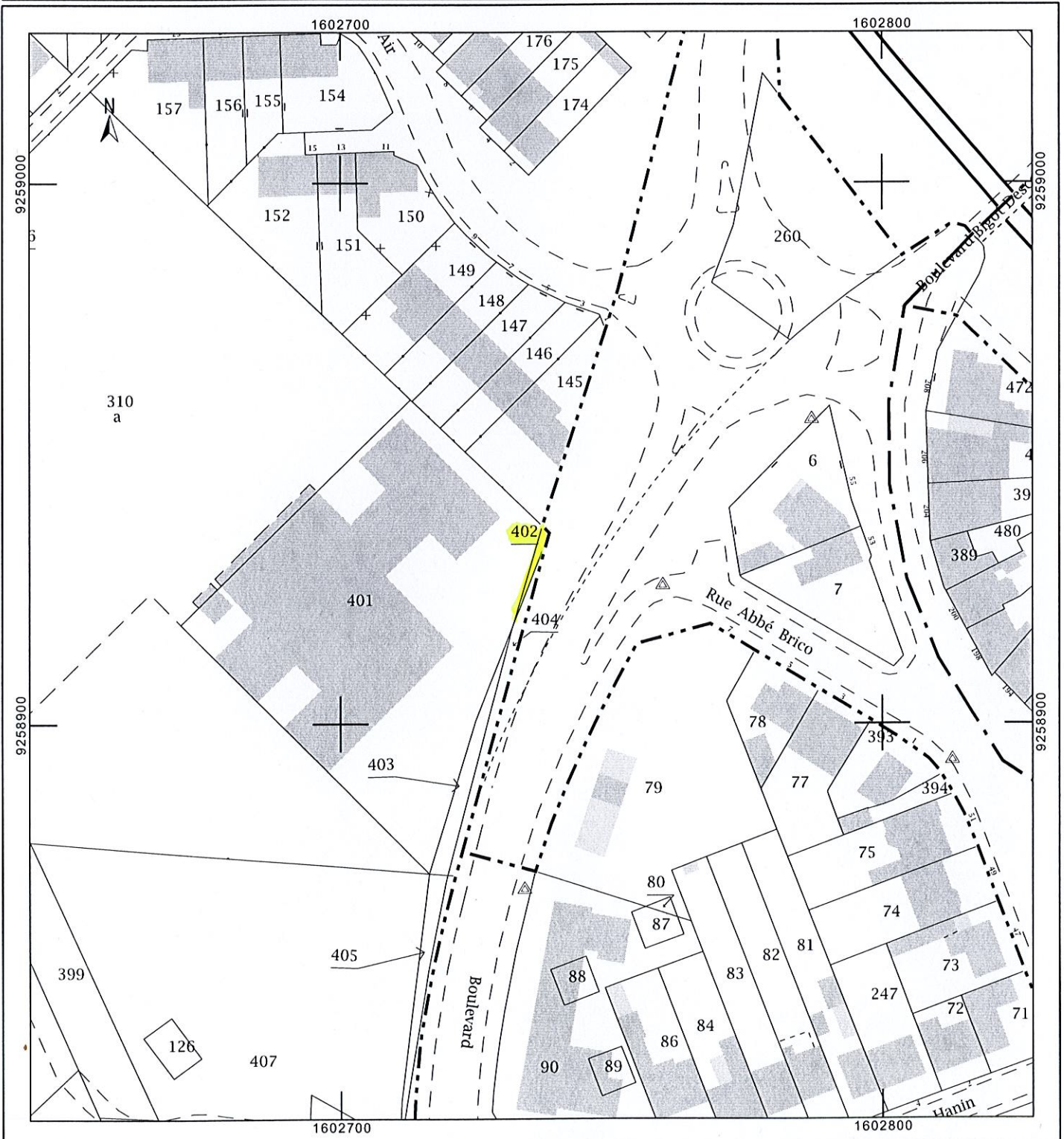
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
BOULOGNE SUR MER  
Pôle de Topographie et Gestion  
cadastrale 26 Rue d'Aumont 62321  
62321 BOULOGNE SUR MER  
tél. 03.21.10.29.02 -fax 03.21.10.29.42  
ptgc.620.boulogne-sur-  
mer@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Secrétariat général du Pôle Aménagement et Développement  
Territorial  
Bureau Foncier

**RAPPORT N°18**

Territoire(s): Montreuillois-Ternois  
Canton(s): ETAPLES  
EPCI(s): C. d'Agglo. des Deux Baies en Montreuillois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **RD 940 VÉLOROUTE VOIE VERTE DU LITTORAL À ETAPLES** **RÉGULARISATION FONCIÈRE ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA SOCIÉTÉ** **"LES TERRASSES DE LA BAIE"**

Après réalisation en 2012, sous maîtrise d'ouvrage départementale, de la Véloroute Voie Verte du Littoral le long de la RD 940 à ETAPLES, et dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement immobilier « Les Terrasses de la Baie », un acte concrétisant les transferts de propriétés entre le Département et la Société Civile de Construction Vente (S.C.C.V.) « Les Terrasses de la Baie » a été signé le 3 avril 2019.

Néanmoins, après intervention du géomètre-expert en charge de l'implantation du programme immobilier, il s'avère qu'une parcelle cadastrée AK 402 d'une contenance de 14 m<sup>2</sup> appartenant à la société sus-désignée constitue l'assiette foncière de la Véloroute Voie Verte réalisée.

Il convient donc de réaliser le transfert de propriété de cette parcelle, propriété de la S.C.C.V. « Les Terrasses de la Baie », au profit du Département, pour incorporation dans son domaine public.

Le prix d'acquisition fixé à 1 890,00 € (calculé sur la même base de valeur vénale que celle appliquée dans l'acte du 3 avril 2019) est inférieur au seuil réglementaire de saisine domaniale.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- De décider l'acquisition, auprès de la Société Civile de Construction Vente (S.C.C.V.) « Les Terrasses de la Baie » de la parcelle cadastrée AK 402 à ETAPLES d'une contenance de 14 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 1 890,00 €, selon les modalités reprises au présent rapport et conformément au plan joint ;
- De m'autoriser, au nom et pour le compte du Département à signer l'acte correspondant ainsi que toutes les pièces afférentes et à payer le prix y figurant, conformément aux dispositions de l'article R 3213-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.



La dépense sera inscrite sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C04-621J01	21511//90621	Acquisitions foncières	900 000,00	349 294,56	1 890,00	347 404,56

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AMÉNAGEMENTS CYCLABLES  
TRAVERSÉE D'ARDRES**

(N°2019-396)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1311-9 à L.1311-12, L.3213-1 à L.3213-2-1 et R.3213-8 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.1111-1 ;

**Vu** le Code Civil et notamment son article 545 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Madame Emmanuelle LAPOUILLE, intéressée à l'affaire et excusée, n'a pas donné de délégation de vote sur ce rapport.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le projet d'aménagement de la Véloroute voie verte n°5 – traversée d'ARDRES, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le lancement des acquisitions foncières pour la réalisation du projet visé à l'article 1.

**Article 3 :**

L'acquisition des 2 emprises foncières à prendre sur les parcelles cadastrées AO 22 et AP 54 représentant une surface totale de 218 m<sup>2</sup> (surface à parfaire après arpentage), propriétés de M. et Mme POTTERIE et d'Habitat Hauts-de-France, au territoire de la commune d'ARDRES et nécessaires au projet d'Aménagement Cyclable d'ARDRES, conformément aux plans et tableau joints en annexe à la présente délibération.

**Article 4 :**

D'arrêter le projet de dépense foncière à la somme de 30 000,00 €, résultant des bases indemnitaires figurant au rapport joint à la présente délibération.

**Article 5 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental, au nom et pour le compte du Département :

- à signer les actes d'acquisition conclu dans un cadre amiable,
- à signer les actes fixant les indemnités dans la limite des montants figurant sur le tableau de répartition prévisionnelle annexé,
- à payer les prix d'acquisition des terrains, ainsi que l'ensemble des indemnités et frais relatifs à la dépossession des terrains à acquérir mentionnés au rapport joint à la présente délibération.

**Article 6 :**

La dépense versée en application de l'article 4 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C04-621J01	21511/90621	acquisitions foncières	900 000,00	30 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absente sans délégation de vote : 1 (Groupe Union Action 62)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

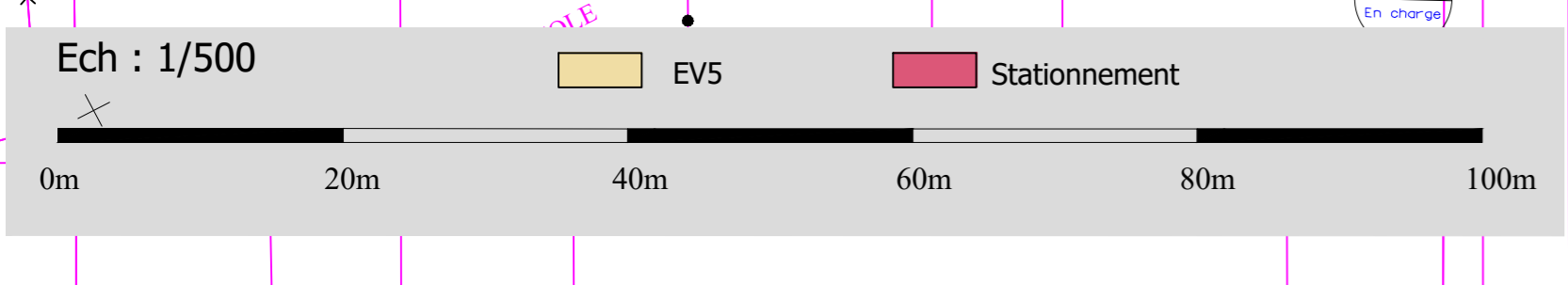
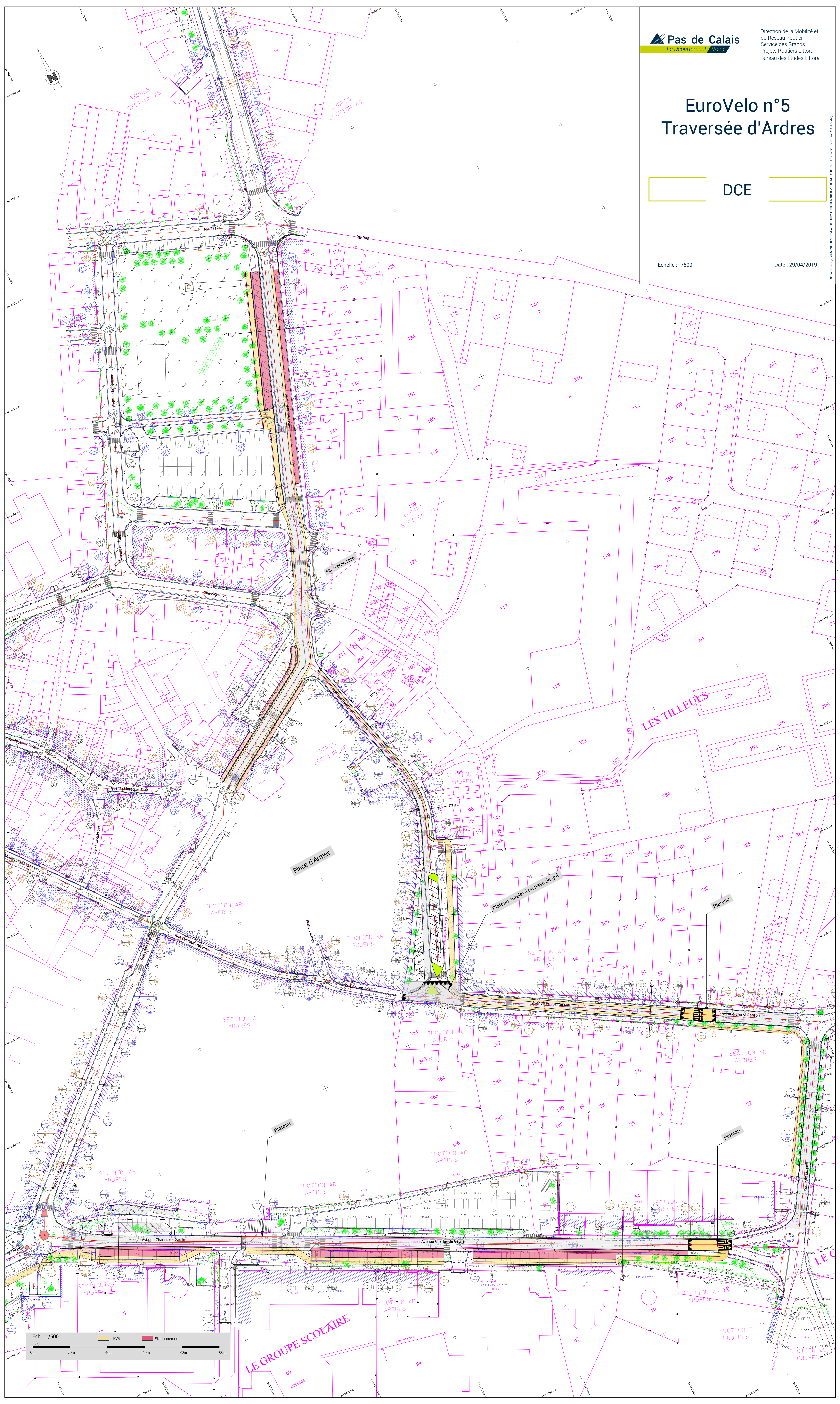


# EuroVelo n°5 Traversée d'Ardres

DCE

Echelle : 1/500

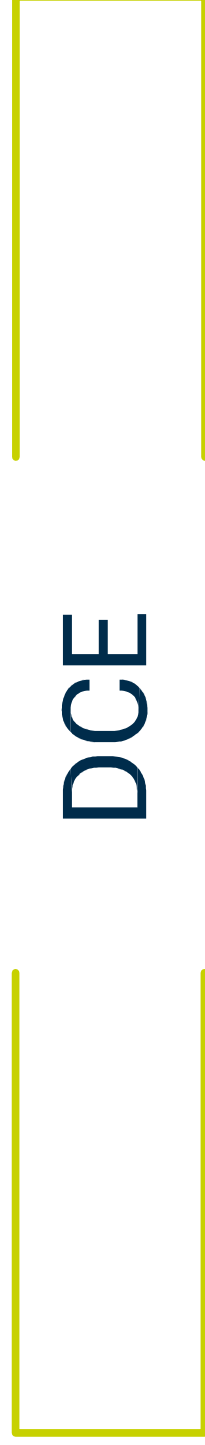
Date : 29/04/2019





# EuroVelo n°5 traversée d'Ardres

888

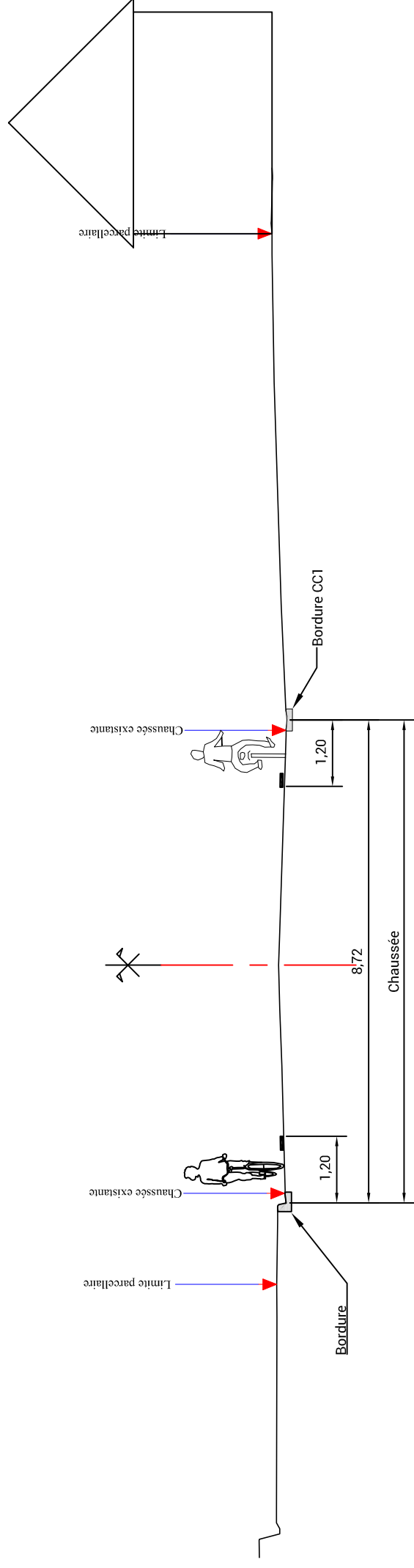


*Profils en travers types*



# Profil en travers type 1, Avenue Général de Gaulle

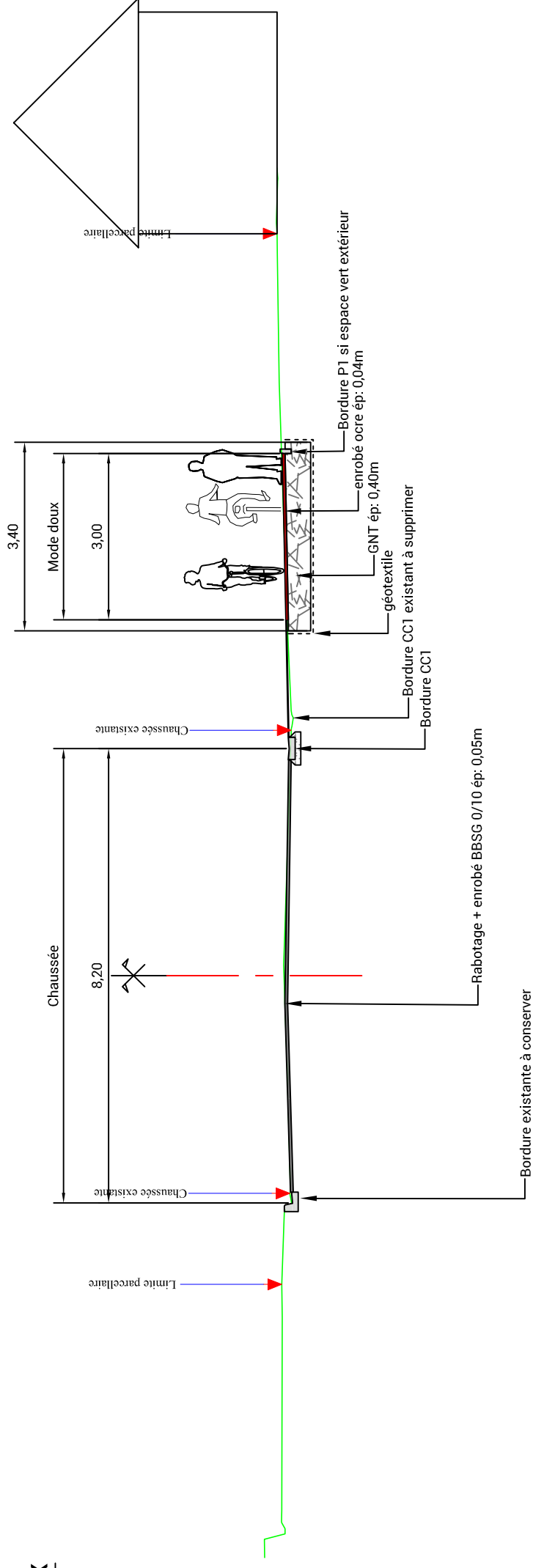
Profil en travers existant (avant travaux)



889

Echelle X : 1/100

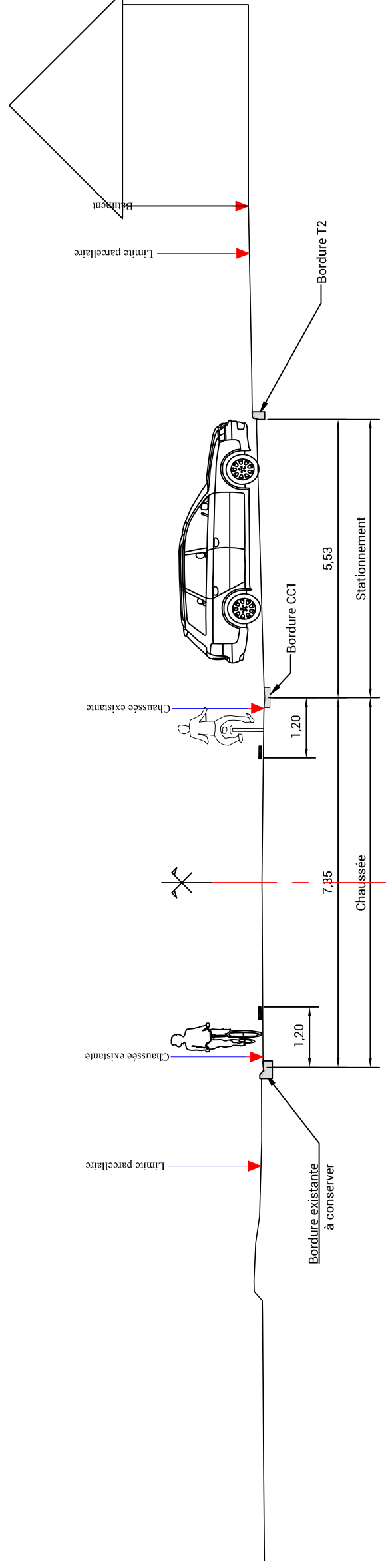
Profil en travers après travaux



Echelle X : 1/100

# Profil en travers type 2, Avenue Général de Gaulle

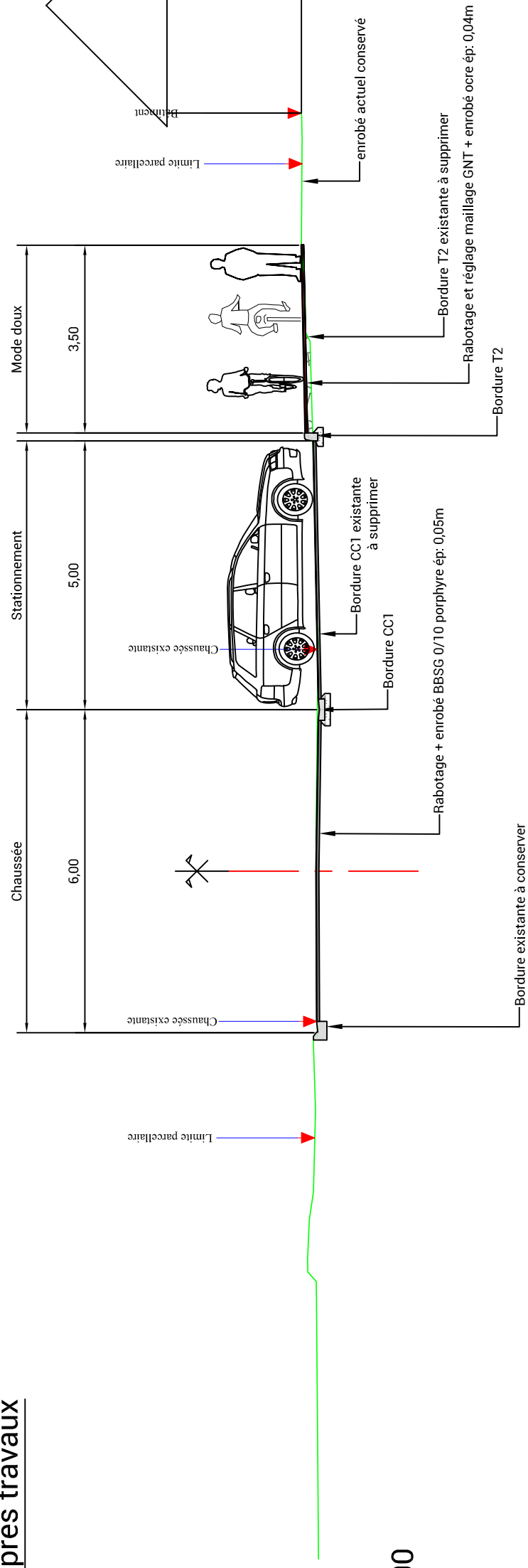
Profil en travers existant (avant travaux)



890

Echelle X : 1/100

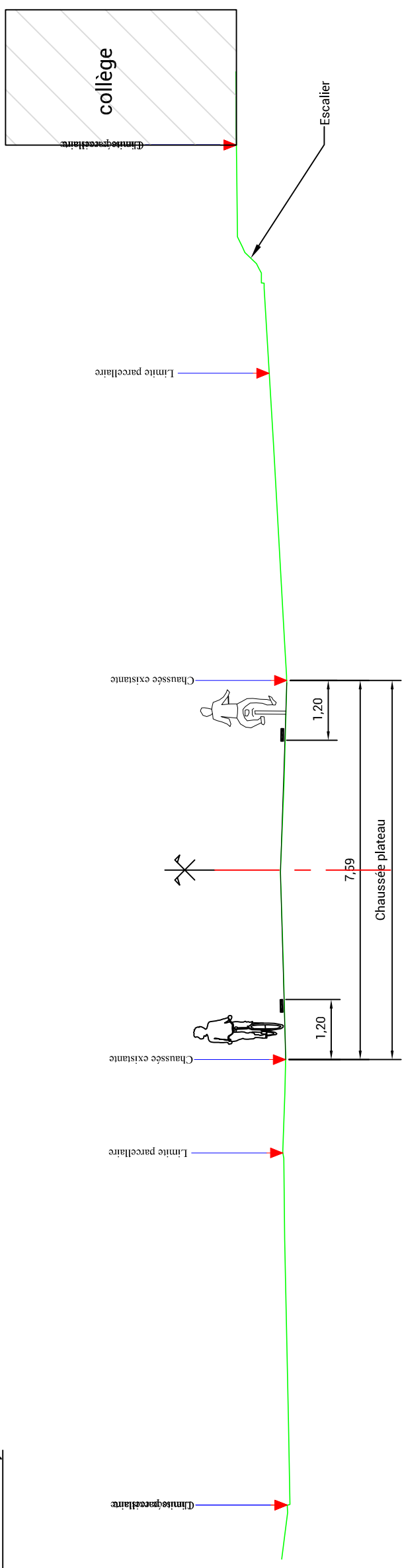
Profil en travers après travaux



Echelle X : 1/100

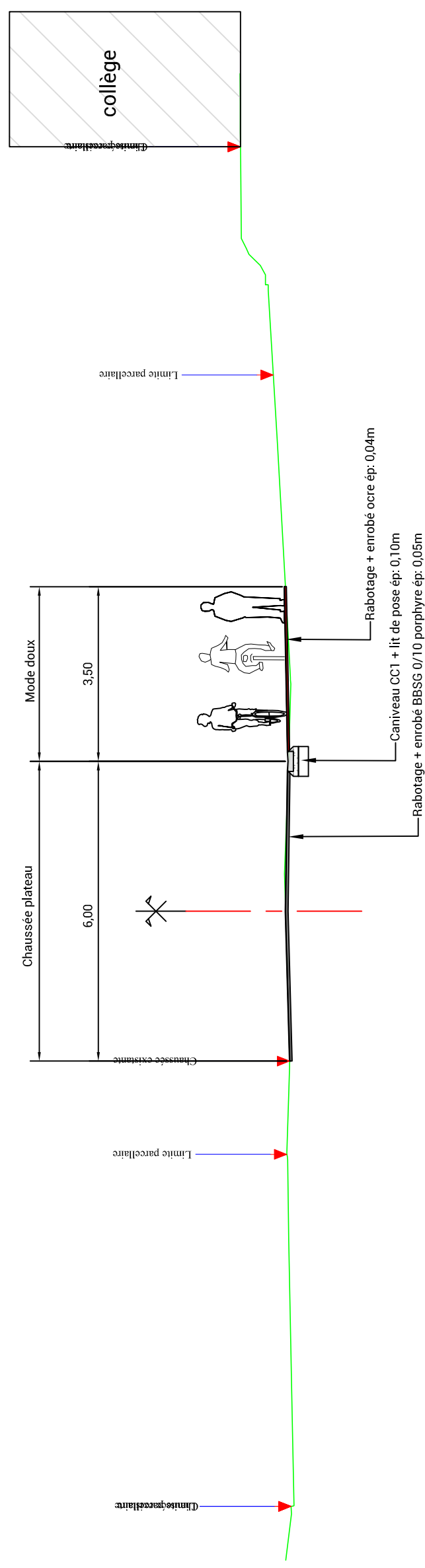
# Profil en travers type 3, Avenue Général de Gaulle

Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

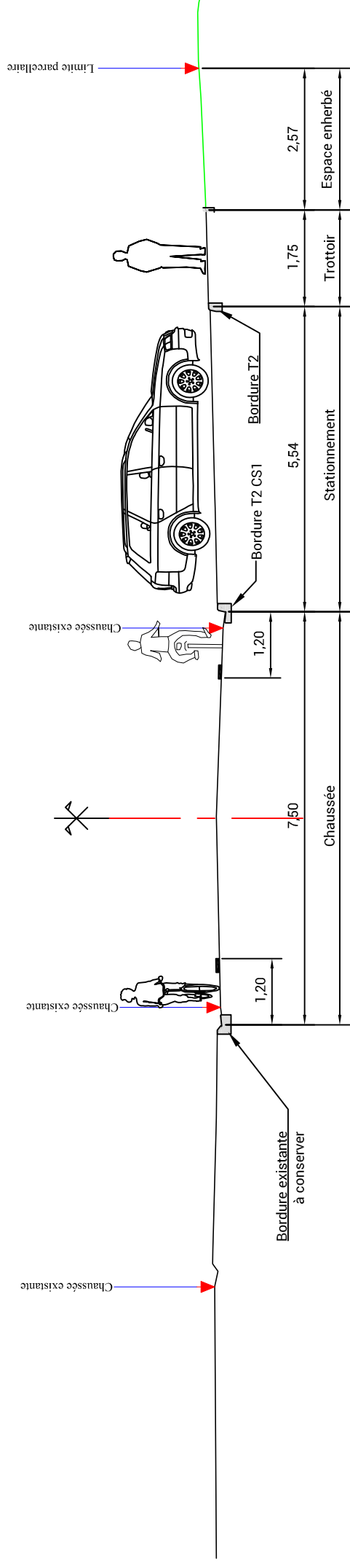
Profil en travers après travaux



Echelle X : 1/100

# Profil en travers type 4, Avenue Général de Gaulle

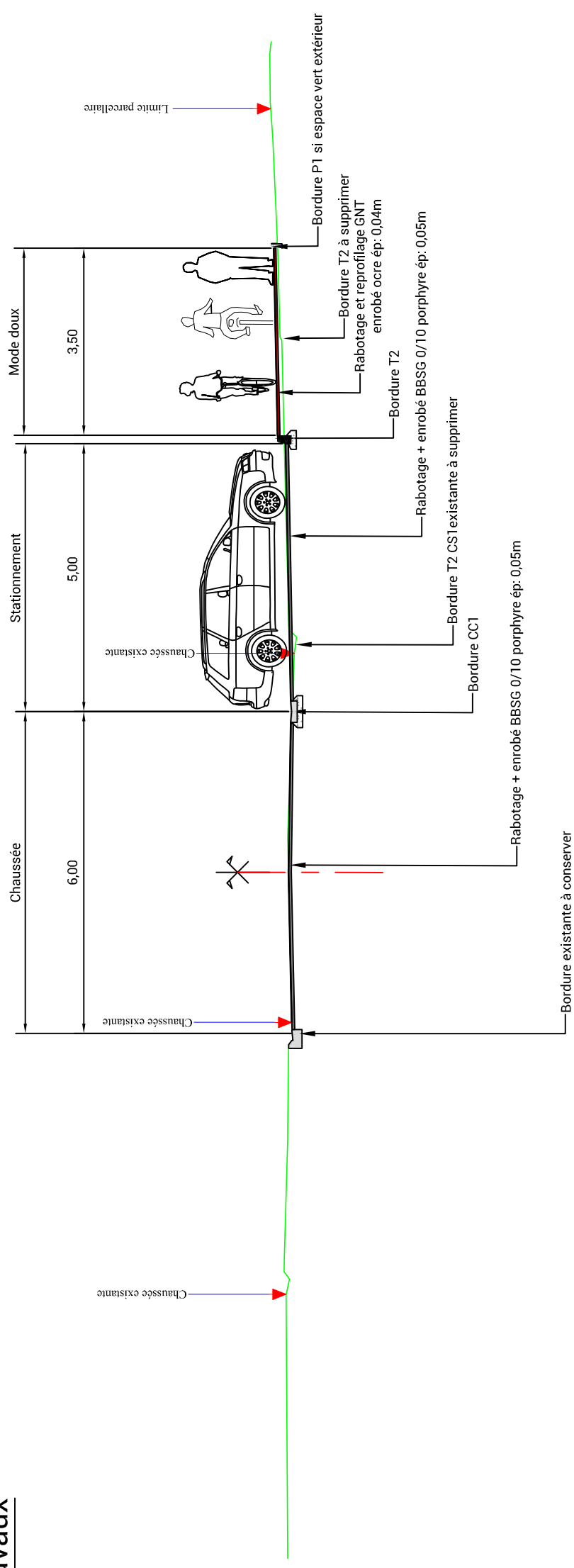
## Profil en travers existant (avant travaux)



892

Echelle X : 1/100

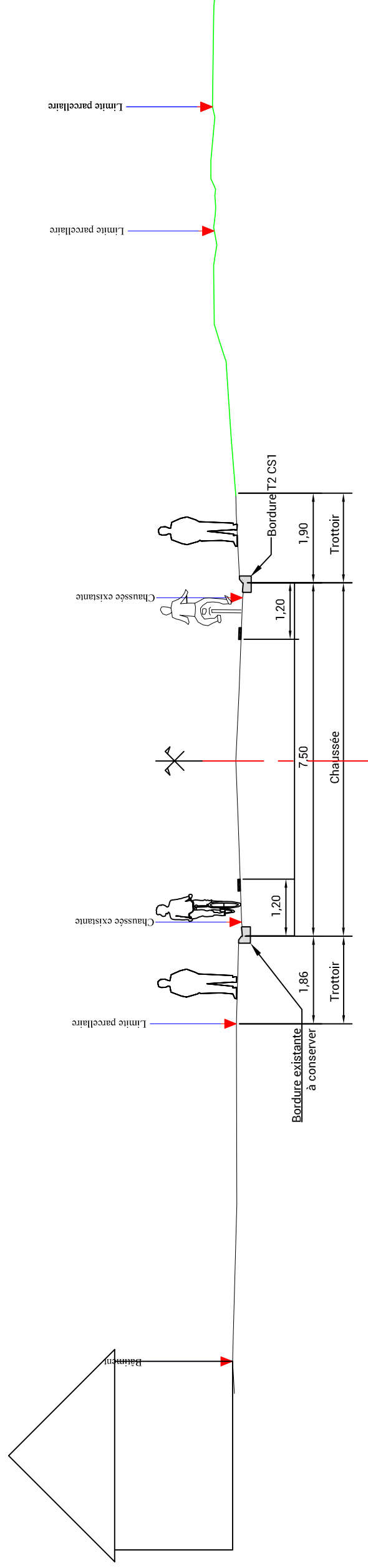
## Profil en travers après travaux



Echelle X : 1/100

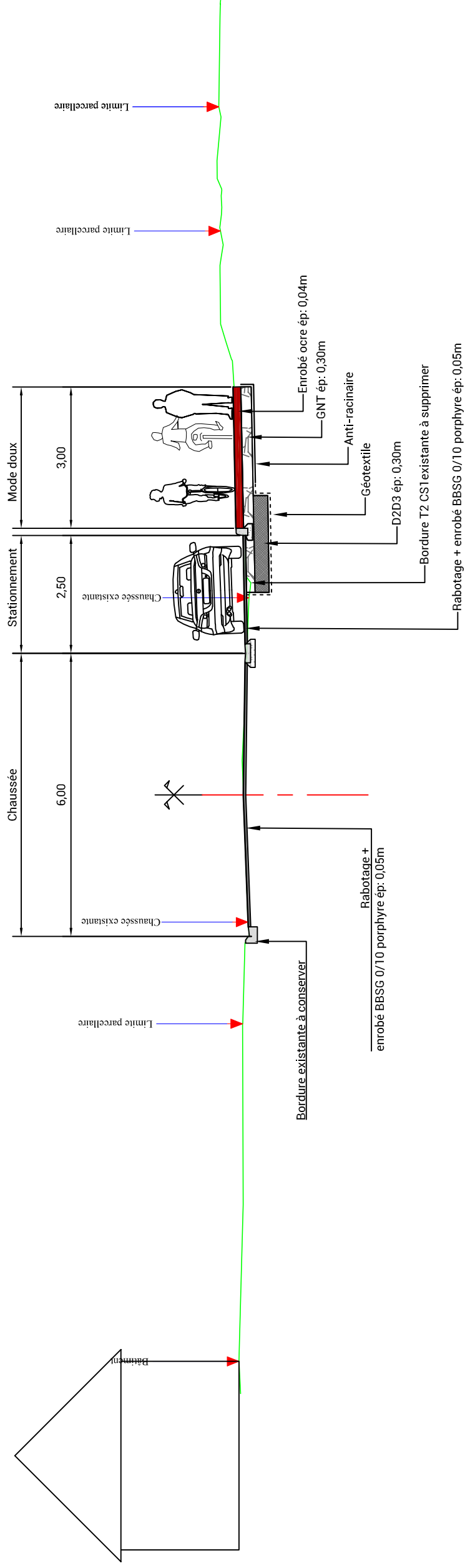
# Profil en travers type 5, Avenue Général de Gaulle

## Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

## Profil en travers après travaux

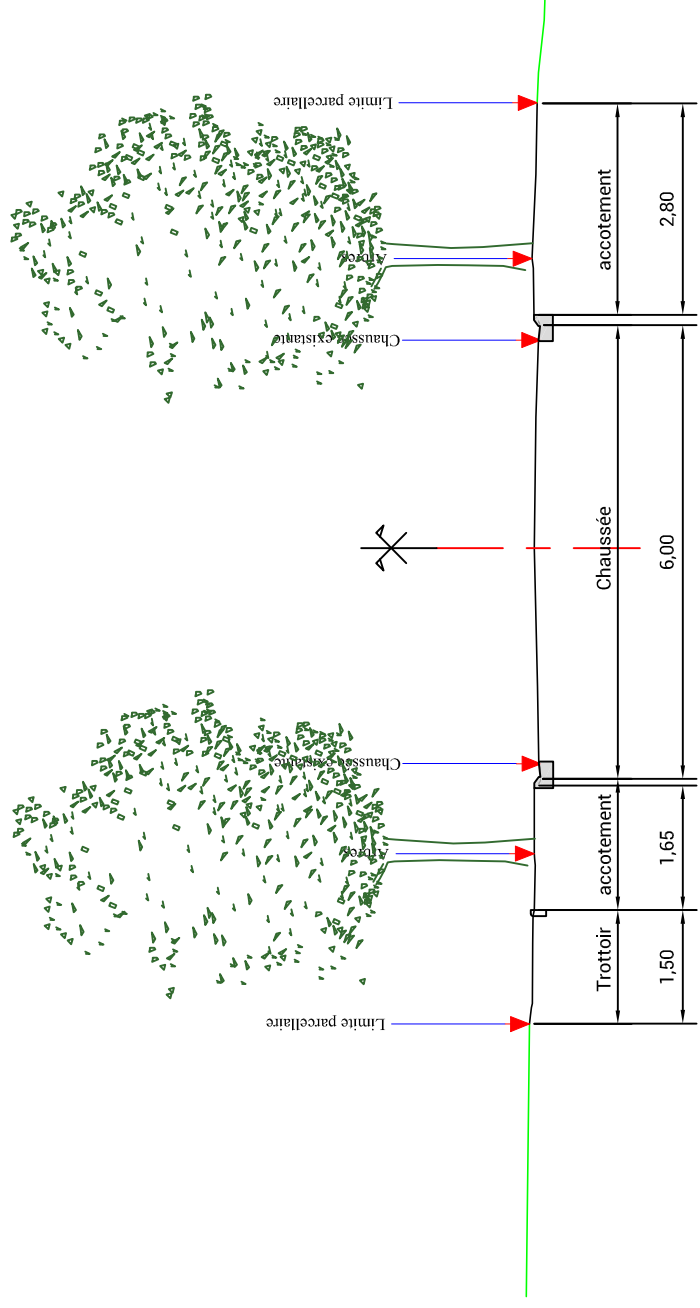


Echelle X : 1/100



# Profil en travers type 6, Route de Licques

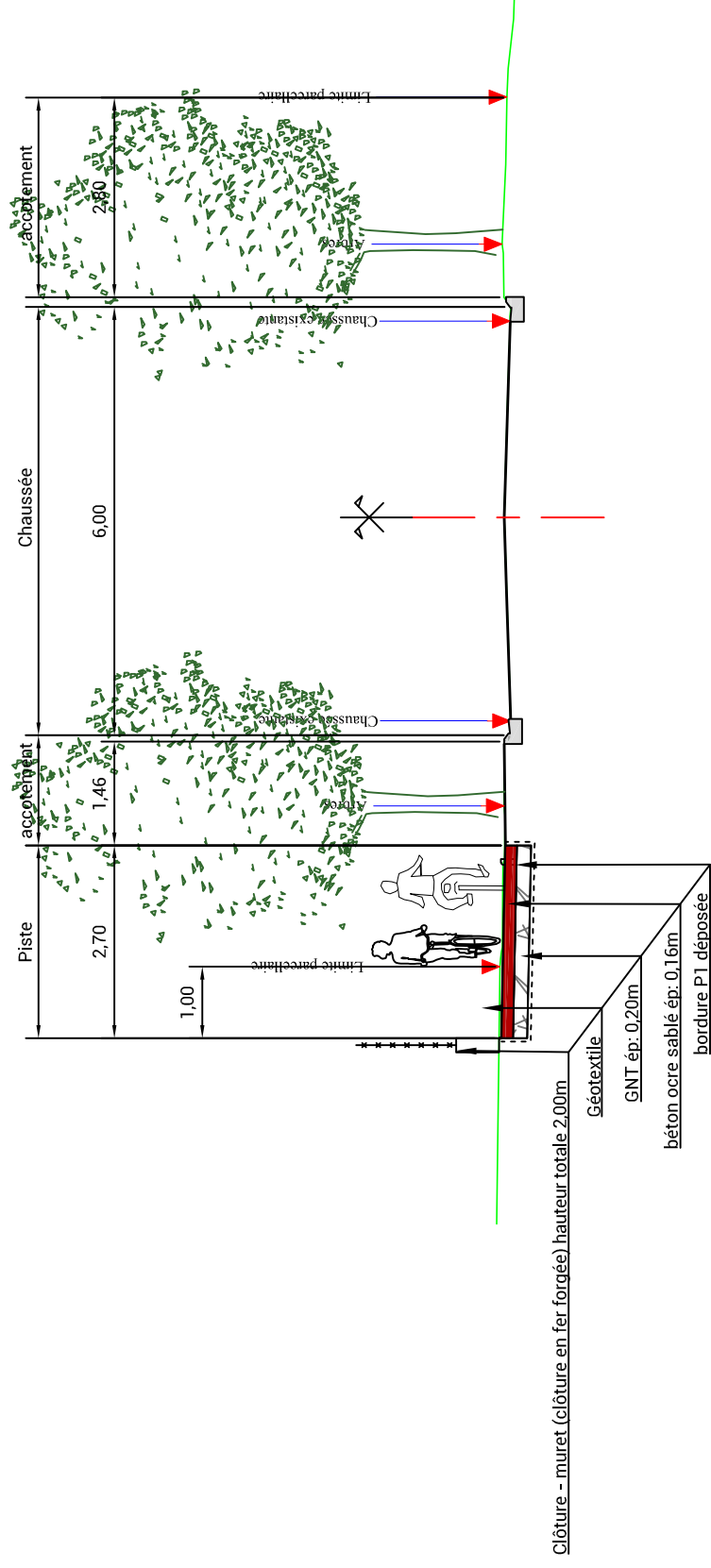
Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

894

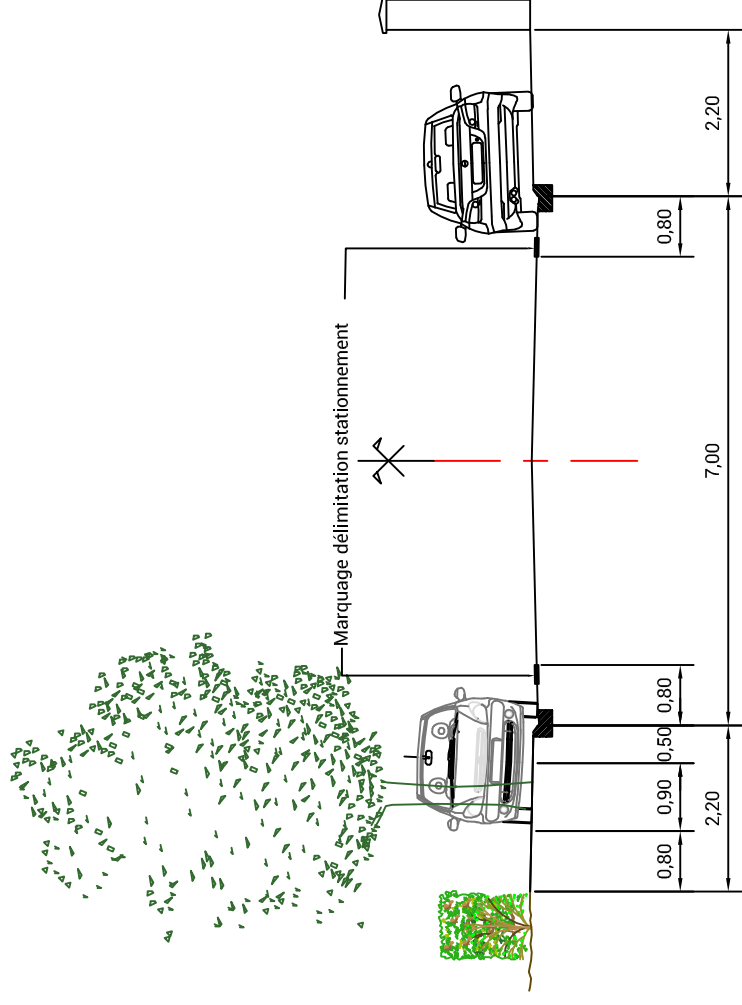
Profil en travers après travaux



Echelle X : 1/100

# Profil en travers type 7, Rue Ernest Ranson

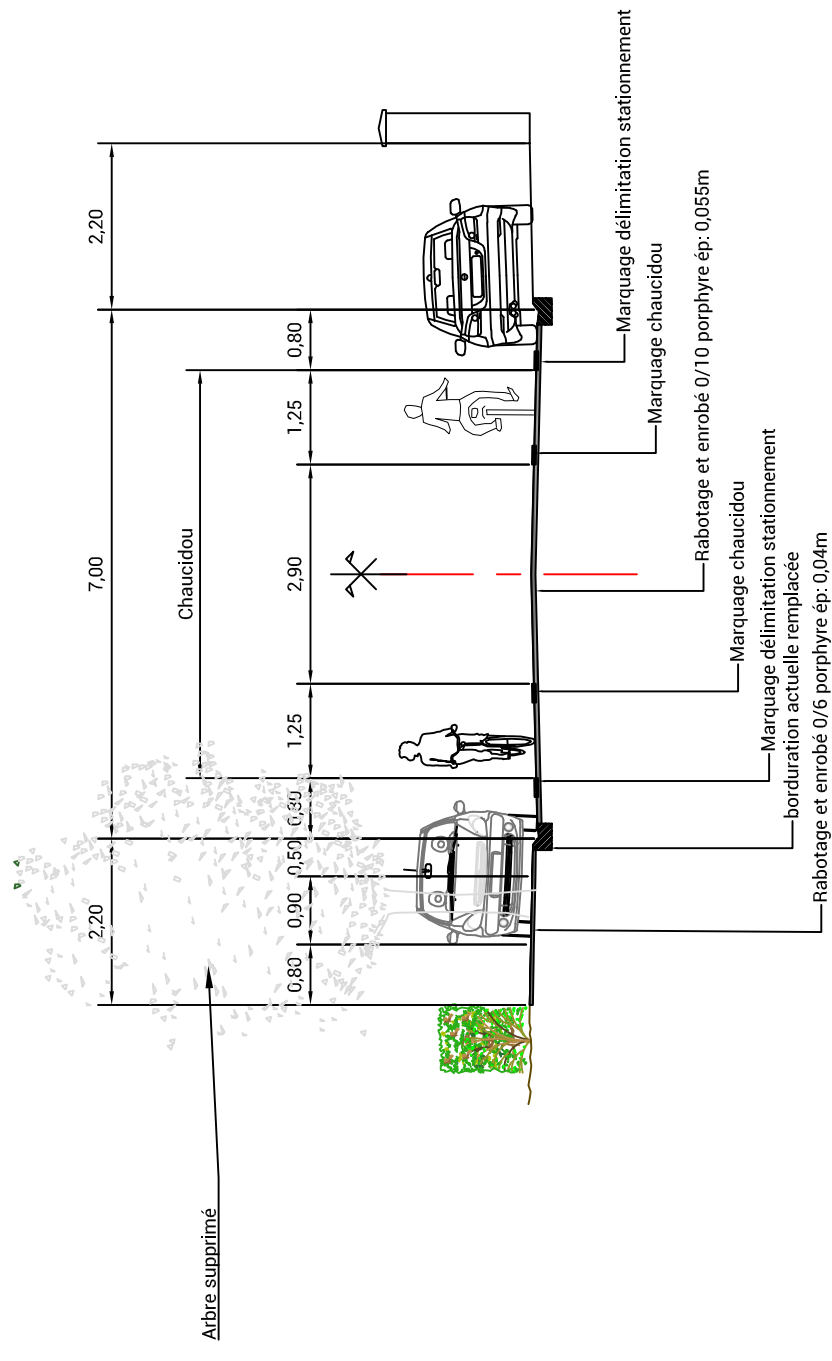
Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

895

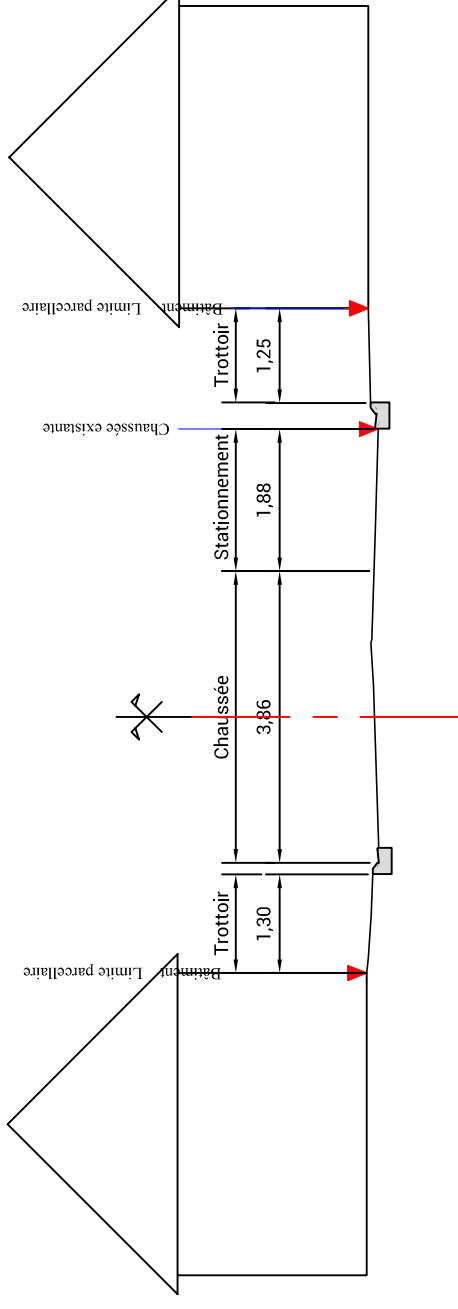
Profil en travers après travaux



Echelle X : 1/100

# Profil en travers type 8, Rue des Lombards

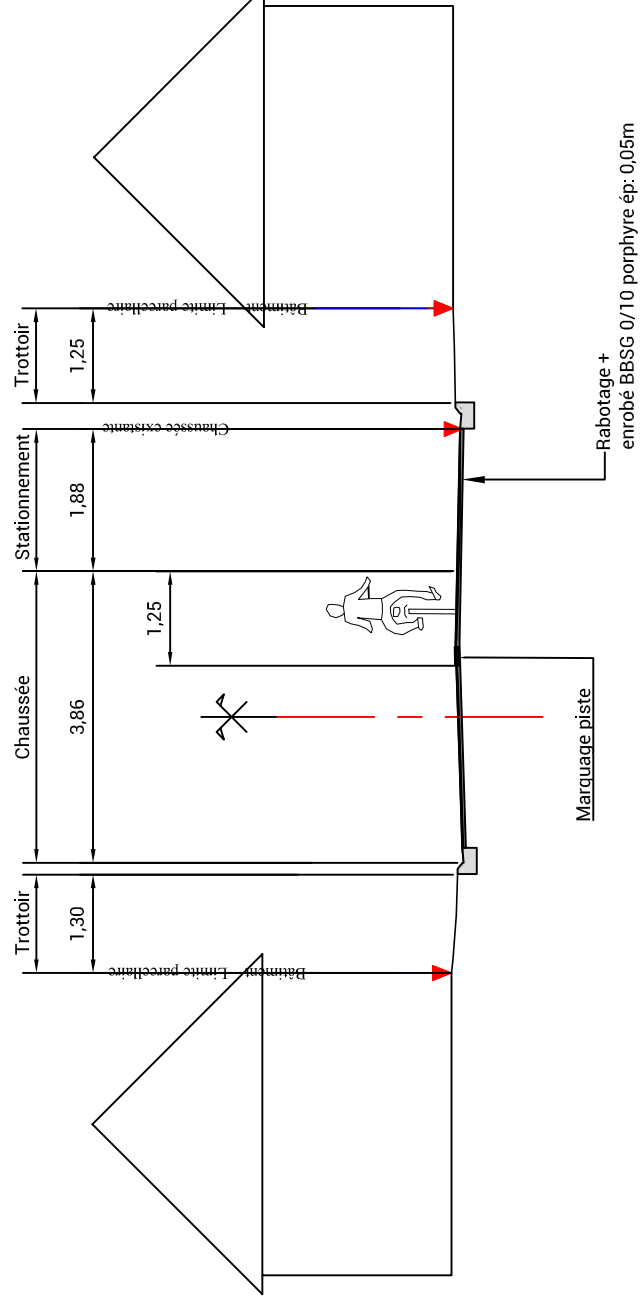
Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

896

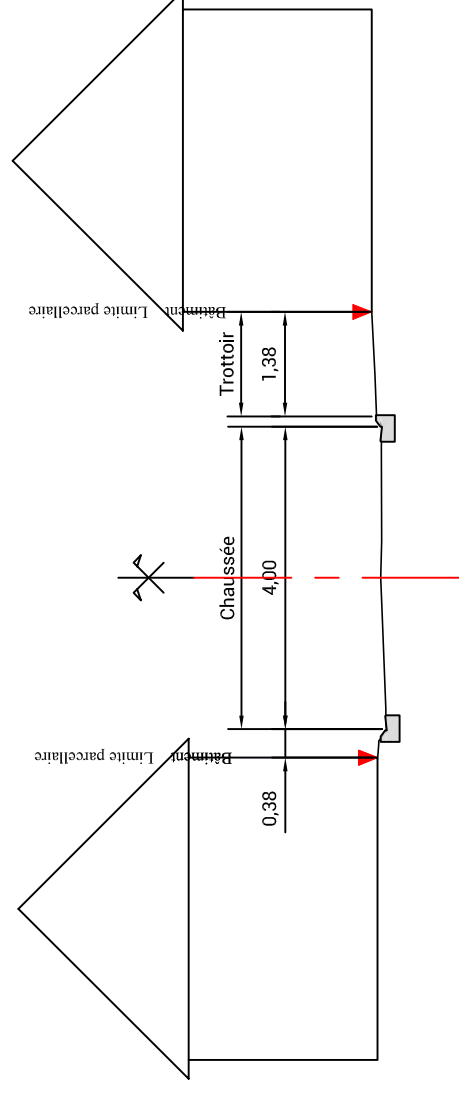
Profil en travers après travaux



Echelle : 1/100

# Profil en travers type 9, Rue des Lombards

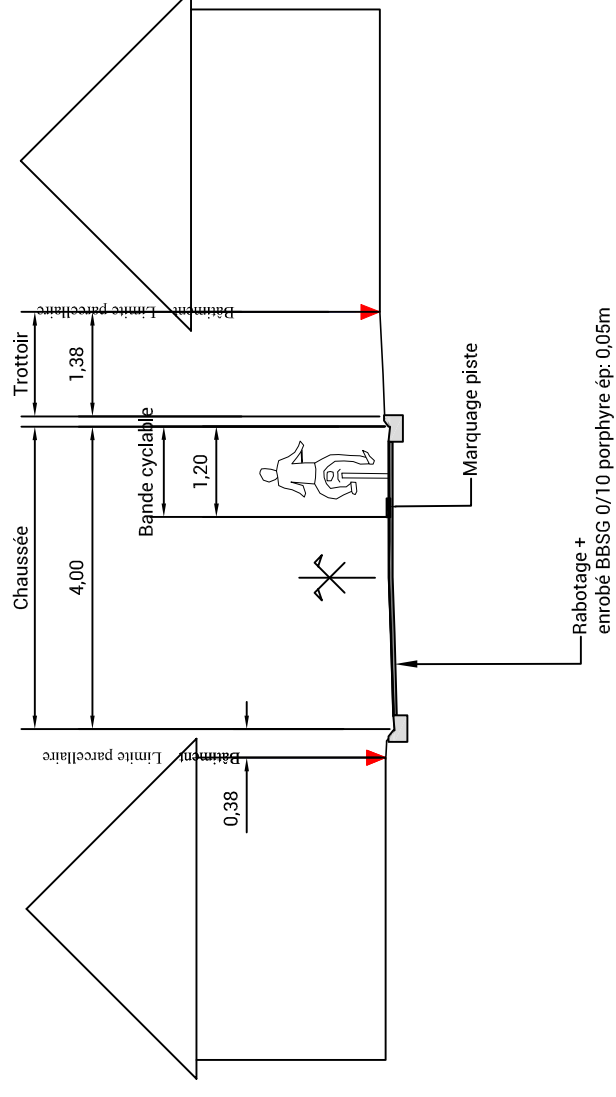
## Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

897

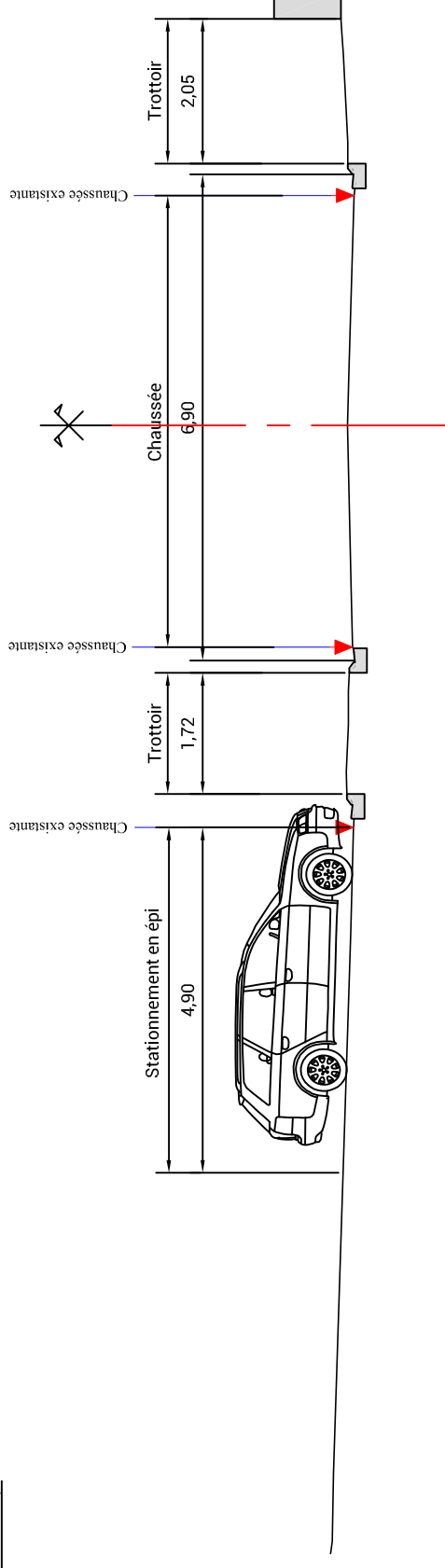
## Profil en travers après travaux



Echelle : 1/100

# Profil en travers type 10, RD 231E3

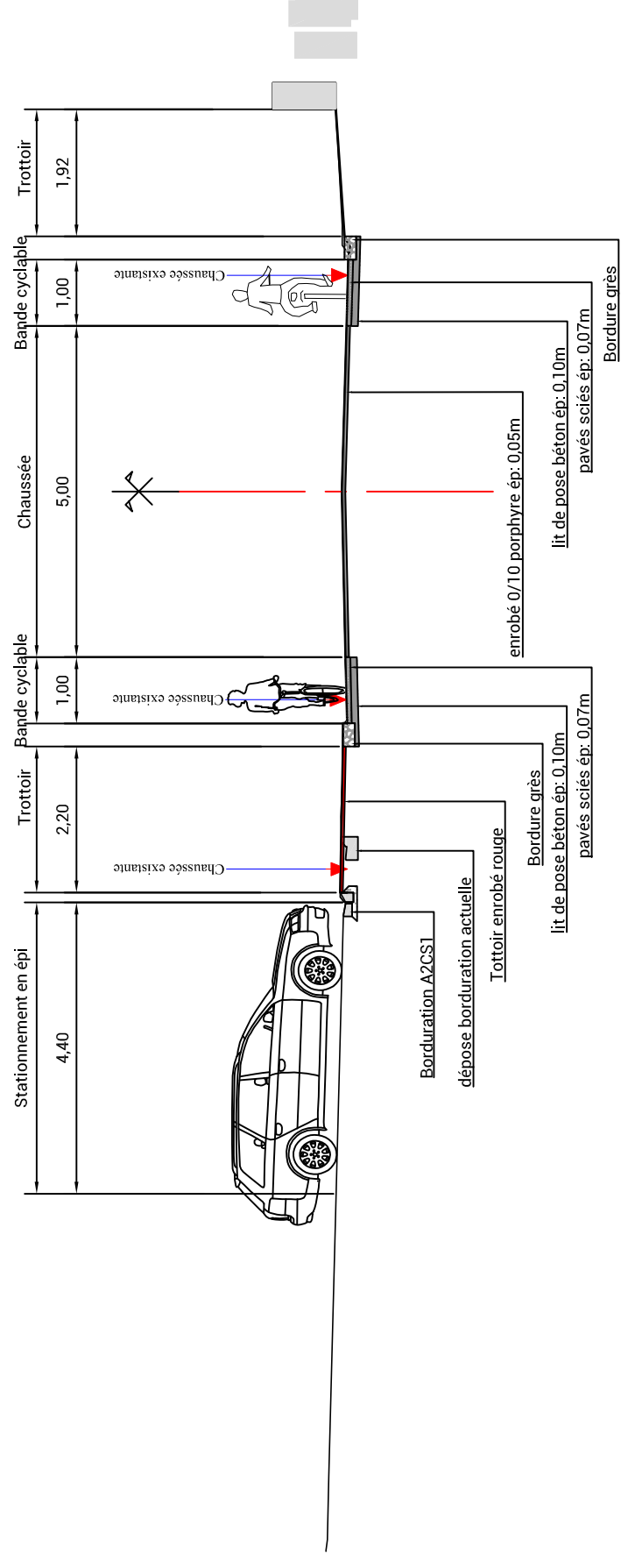
Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

898

Profil en travers après travaux

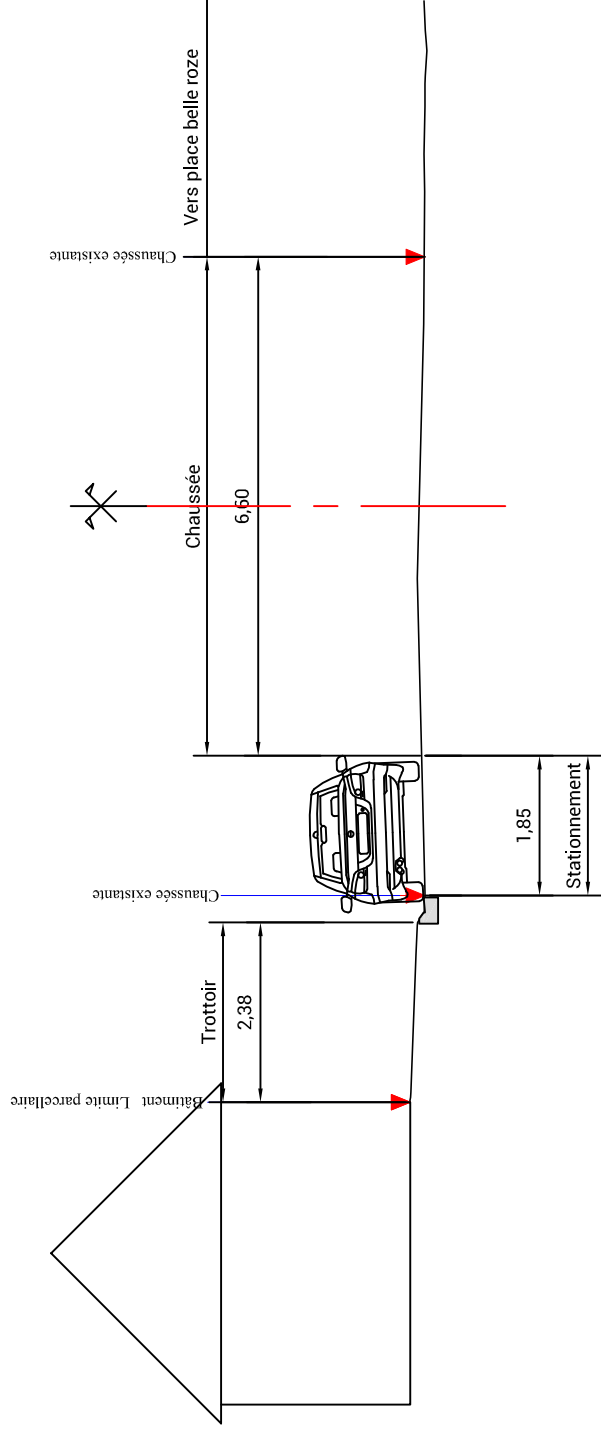


Echelle : 1/100



# Profil en travers type 11, place belle roze

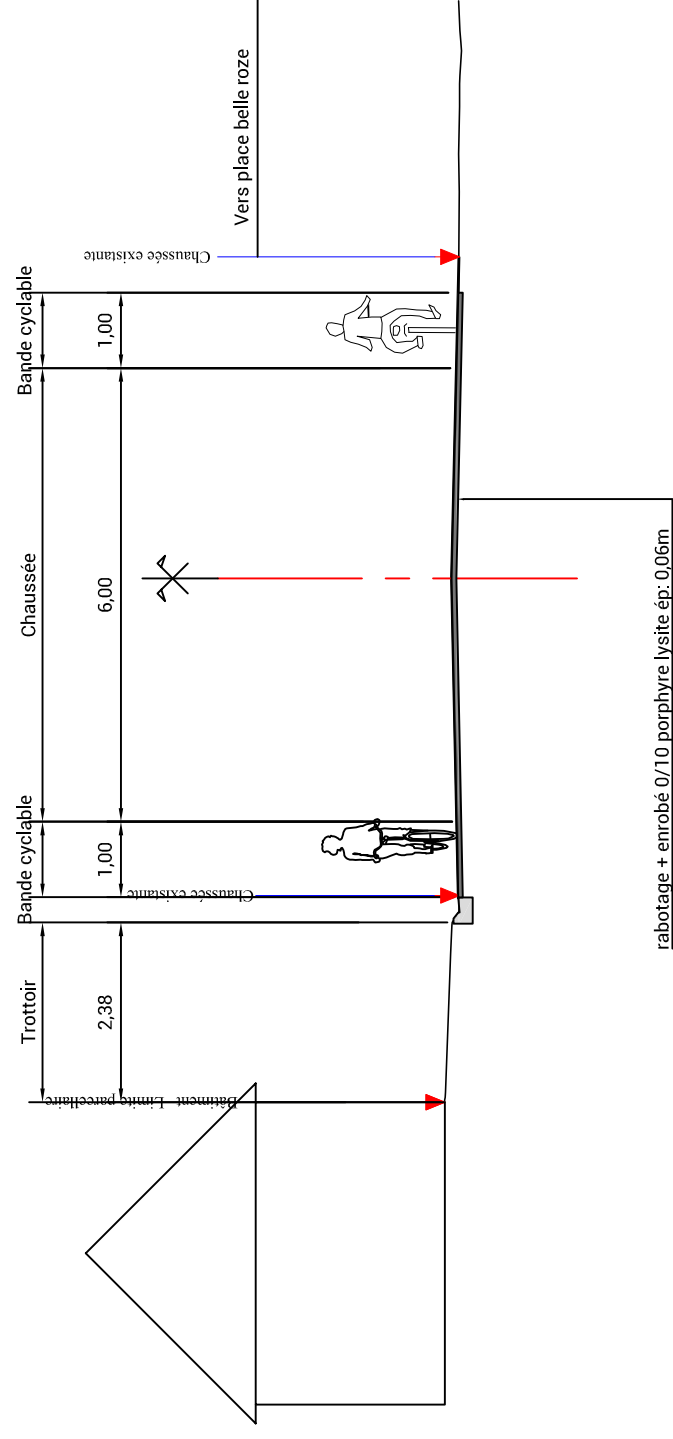
Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

899

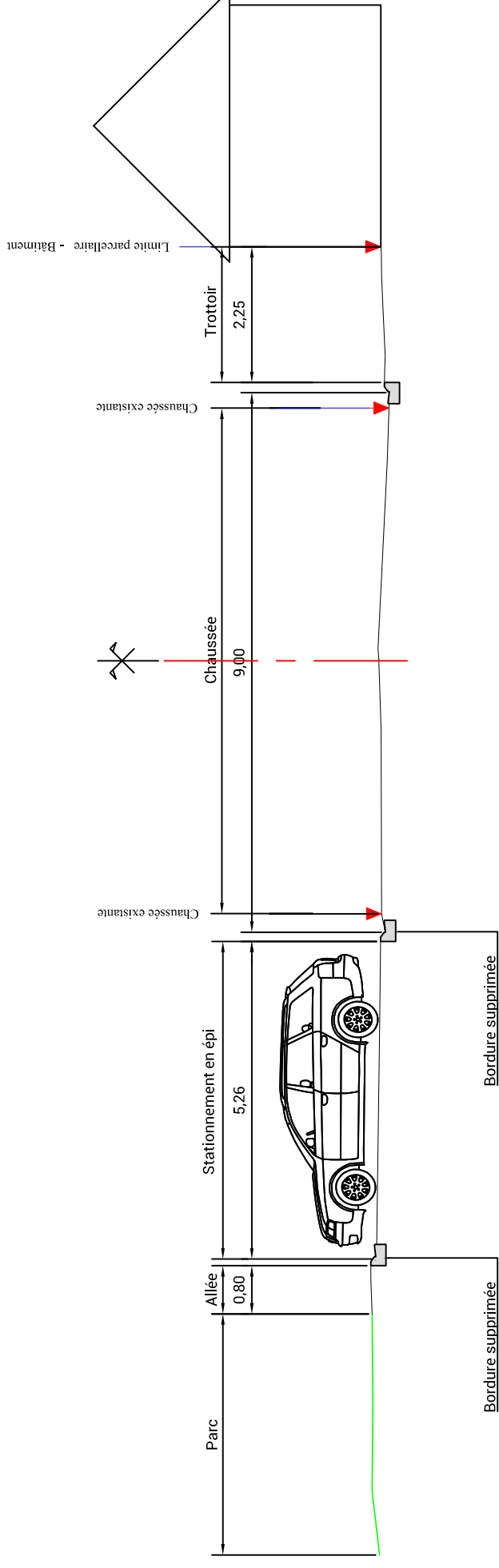
Profil en travers après travaux



Echelle : 1/100

# Profil en travers type 12, Avenue de Rouville

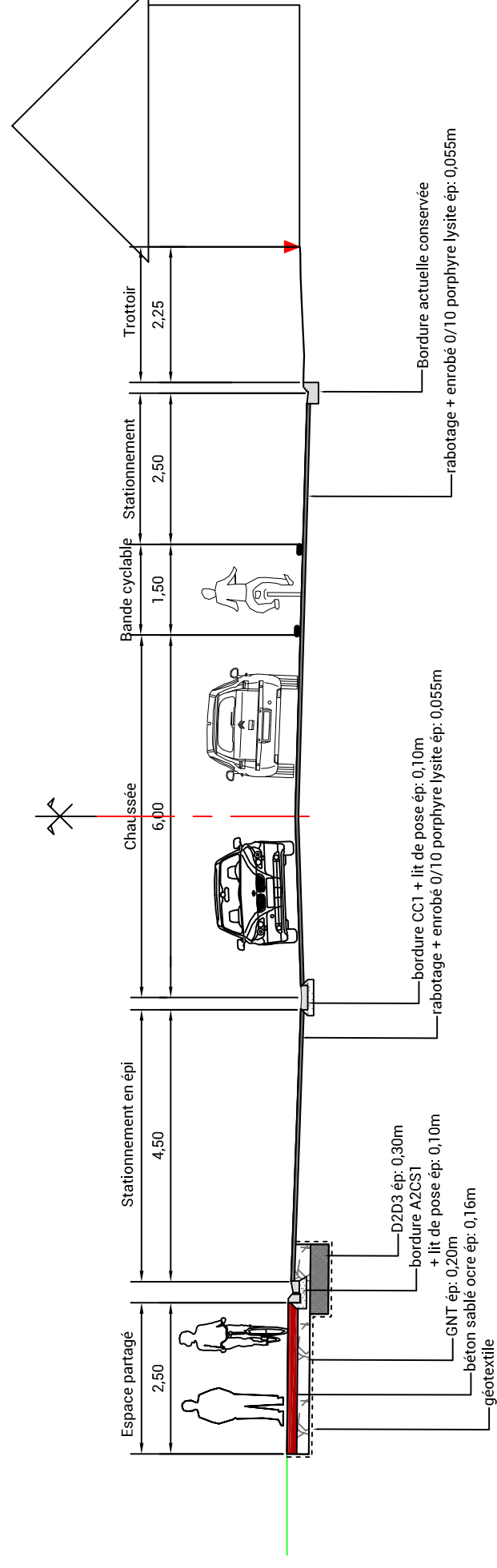
Profil en travers existant (avant travaux)



Echelle X : 1/100

900

Profil en travers après travaux

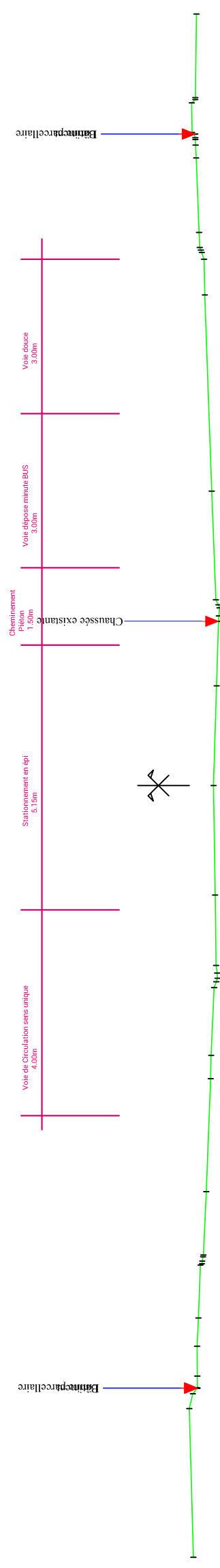


Echelle : 1/100

# Profil en travers type 13, Esplanade du Maréchal Leclerc

Echelle Y : 1/100

Echelle X : 1/100



PC : 19.00 m

Altitudes TN	21.52   21.46   21.45   21.43   21.27   21.19   21.18   21.10   21.13   21.07   21.17   21.30   21.47
Altitudes Projet	
Ecart Tn Projet	
Distances à l'axe Projet	
Distances partielles Projet	
Dévers	

# AMENAGEMENTS CYCLABLES EV 5 COMMUNE D'ARDRES

## INSERTIONS DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT



## A – ITINERAIRE PRINCIPAL

Avenue Charles de Gaulle  
avant travaux



Avenue Charles de Gaulle  
proposition d'aménagement

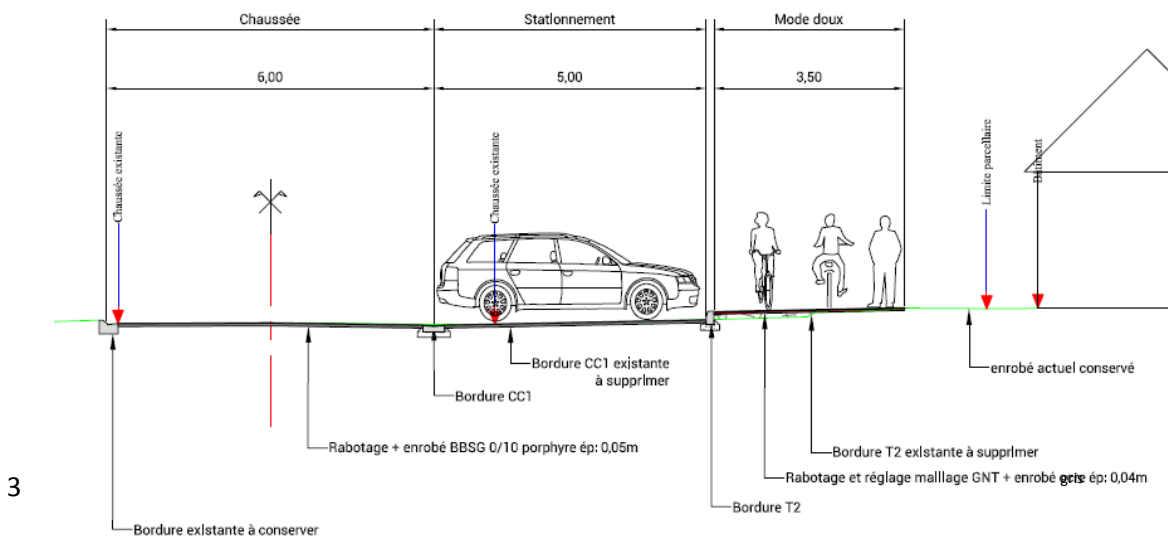




AVENUE Charles de Gaulle  
avant travaux



Avenue Charles de Gaulle  
proposition d'aménagement



Avenue Charles de Gaulle  
avant travaux



Avenue Charles de Gaulle  
proposition d'aménagement

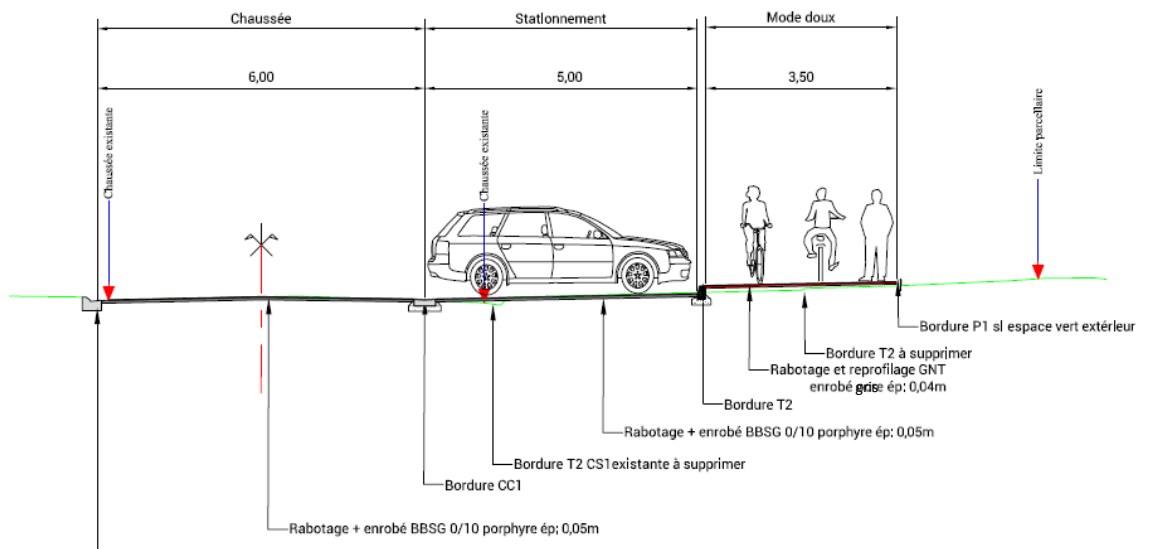




Avenue Charles de Gaulle  
avant travaux



Avenue Charles de Gaulle  
proposition d'aménagement

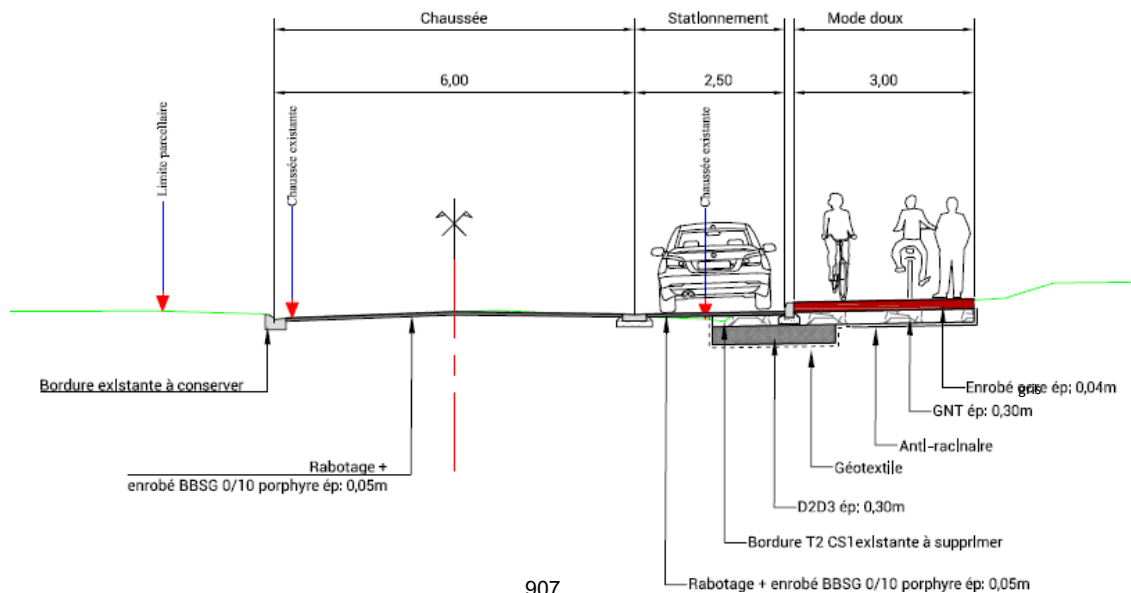




Avenue Charles de Gaulle  
avant travaux



Avenue Charles de Gaulle  
proposition d'aménagement

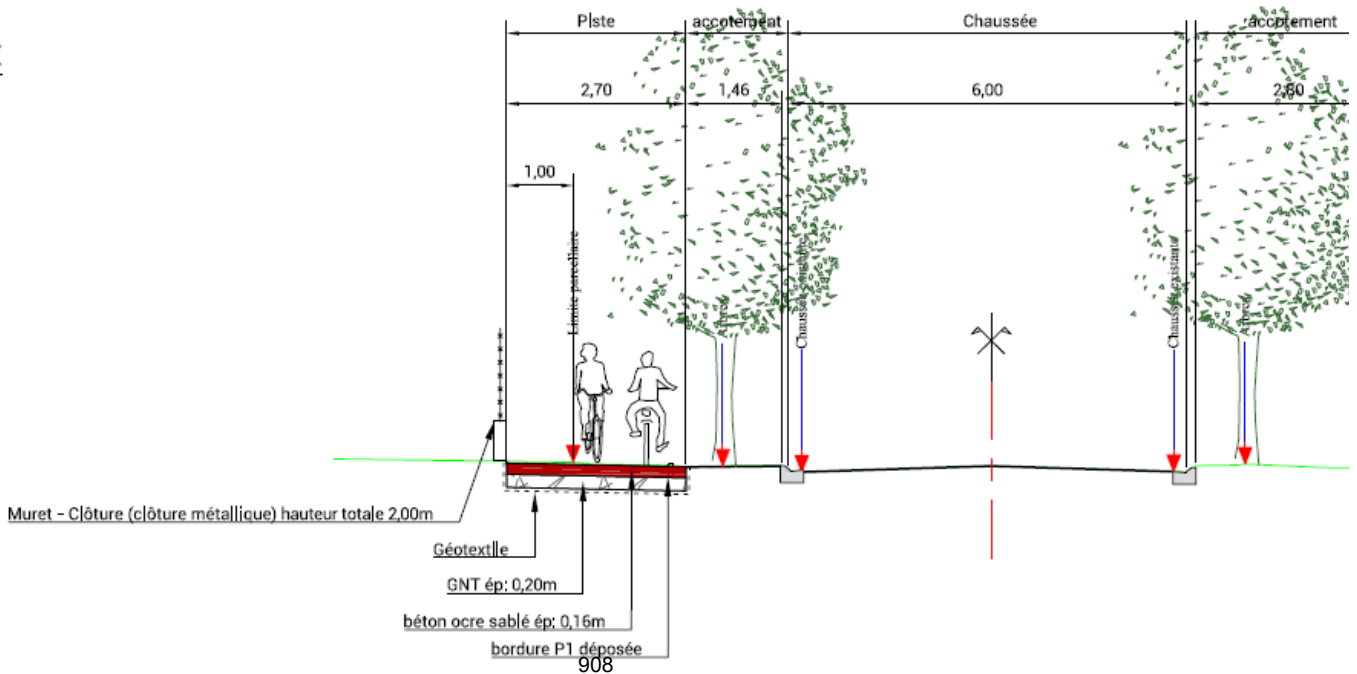




Route de Licques avant travaux



Route de Licques proposition d'aménagement





Route de Licques avant travaux



Route de Licques proposition d'aménagement





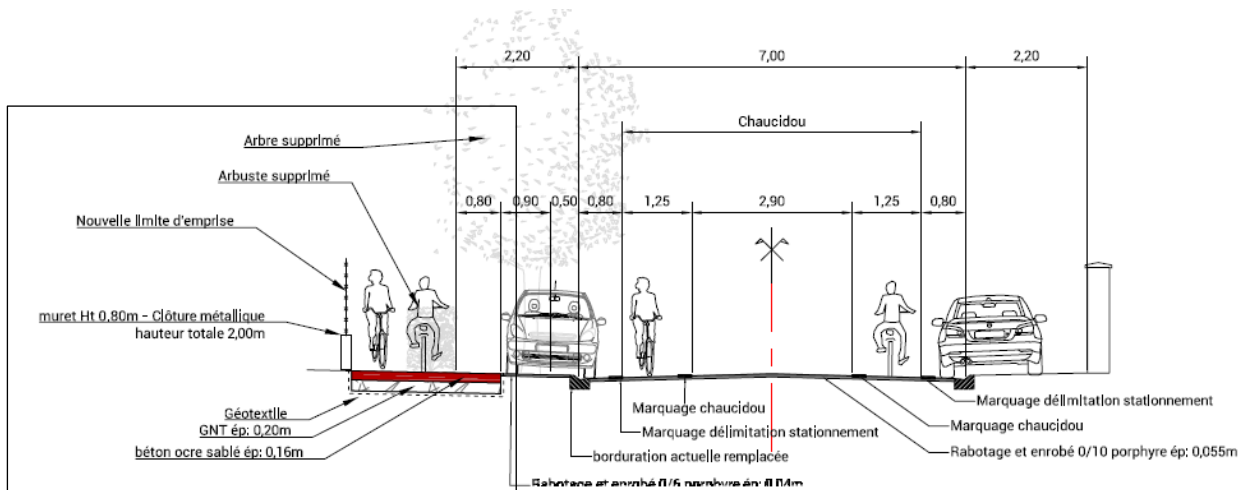
Rue Ranson avant travaux



Rue Ranson proposition d'aménagement



8 Arbres supprimés



En partie basse de la rue E Ranson :  
Aménagement d'une piste  
bidirectionnelle en site propre avec  
recul de la limite de propriété.



Esplanade Leclerc avant travaux



Esplanade Leclerc  
proposition d'aménagement

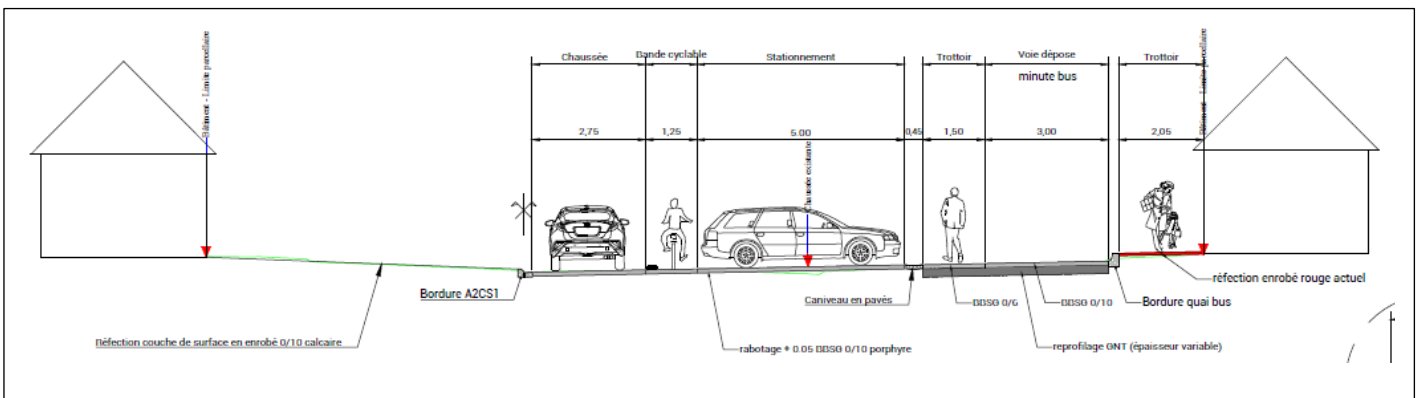




Esplanade Leclerc – rue Ranson avant travaux



Esplanade Leclerc - rue Ranson proposition d'aménagement

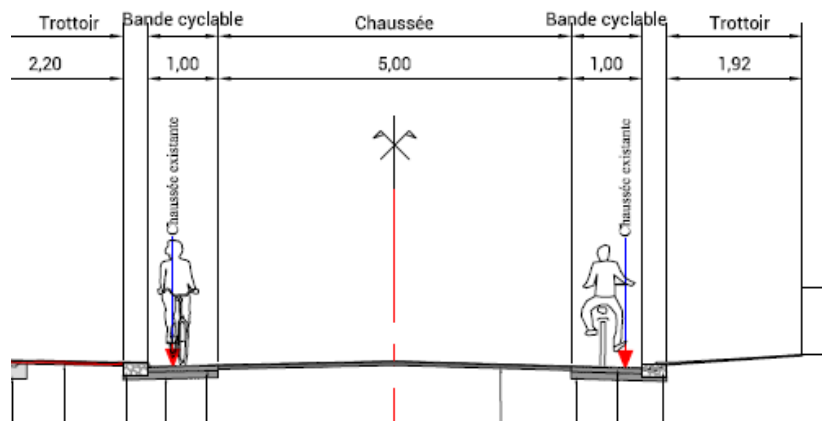




Place du General St Just  
avant travaux



Place du General St Just –  
proposition d'aménagement

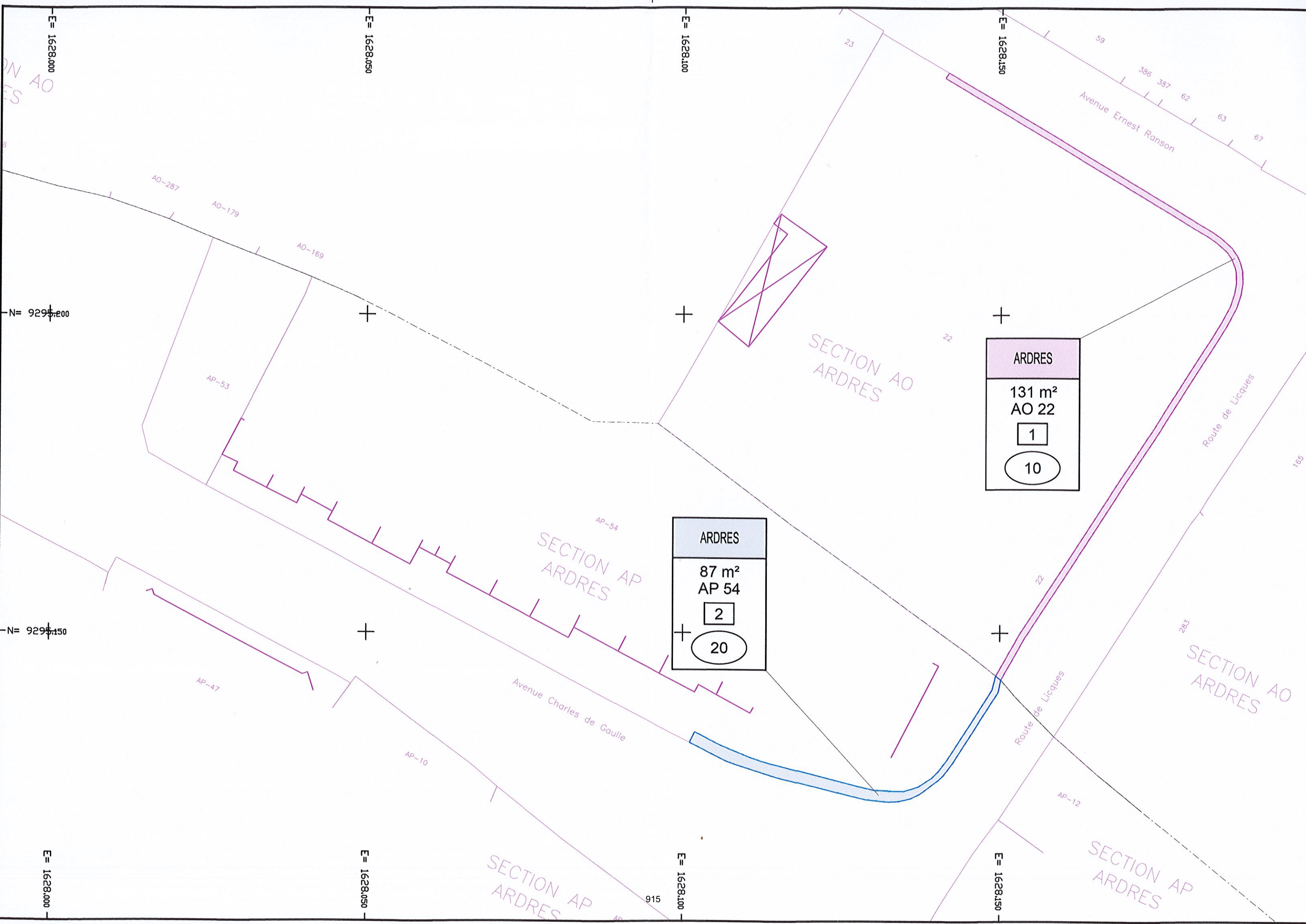




# Aménagement cyclable d' Ardres

## DOSSIER PARCELLAIRE MODIFICATIF

### *Plan figuratif*



ARDRES
131 m <sup>2</sup> AO 22
1
10

ARDRES
87 m <sup>2</sup> AP 54
2
20

Aménagement cyclable d'ARDRES

Répartition prévisionnelle des indemnités liées à la dépossession et de dommages

<u>Propriétaire</u>	<u>Commune</u>	<u>Références Cadastrales</u>	<u>Surface à acquérir (m<sup>2</sup>)</u>	<u>Nature</u>	<u>Chef d'indemnisation</u>	<u>Indemnité</u>	<u>Dommages</u>
Monsieur et Madame LELIEUR- POTTERIE	ARDRES	AO 22	131	Jardin	Vente Amiable	30,00 €/m <sup>2</sup> soit 3 930,00 €	Reconstitution de clôture et portail / perte de plantations 23 000,00 €
Habitat Hauts-de- France	ARDRES	AP 54	87	Jardin	Vente Amiable	30,00 €/m <sup>2</sup> soit 2 610,00 €	/



## DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction de la Mobilité et du Réseau Routier  
Service des Grands Projets Routiers Littoral

**RAPPORT N°19**

Territoire(s): Calaisis  
Canton(s): CALAIS-2  
EPCI(s): C. de Com. Pays d'Opale

### **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

#### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AMÉNAGEMENTS CYCLABLES** **TRAVERSÉE D'ARDRES**

##### Contexte – objet du rapport

Le schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes en Nord-Pas-de-Calais, agréé par la Mission Nationale des Véloroutes Voies Vertes du 17 Novembre 2005, prévoit une liaison GUINES – AUDRUICQ via la commune d'ARDRES, par l'Eurovélo n°5 qui relie LONDRES ( Royaume Uni ) à BRINDISI ( Italie).

La traversée de la commune d'ARDRES, permettra d'assurer la jonction entre les itinéraires réalisés ou en cours de réalisation, cela afin d'assurer une continuité d'itinéraire propice à l'usage des cyclistes.

Les travaux suivants ont déjà été menés au regard des dossiers déjà présentés en commission thématique:

- En 2011 entre AIRE SUR LA LYS et WITTES,
- En 2014 entre COULOGNE et GUINES
- EN 2017 et 2018 entre AIRE-SUR-LA-LYS et SAINT-VENANT
- En 2018 et 2019 entre ARDRES et AUDRUICQ
- En 2018 et 2019 entre GUINES et ARDRES

L'objet de ce rapport est donc d'examiner le projet technique de l'aménagement de Véloroute Voie Verte « EV5 » en traversée d'ARDRES.

##### Description de l'aménagement

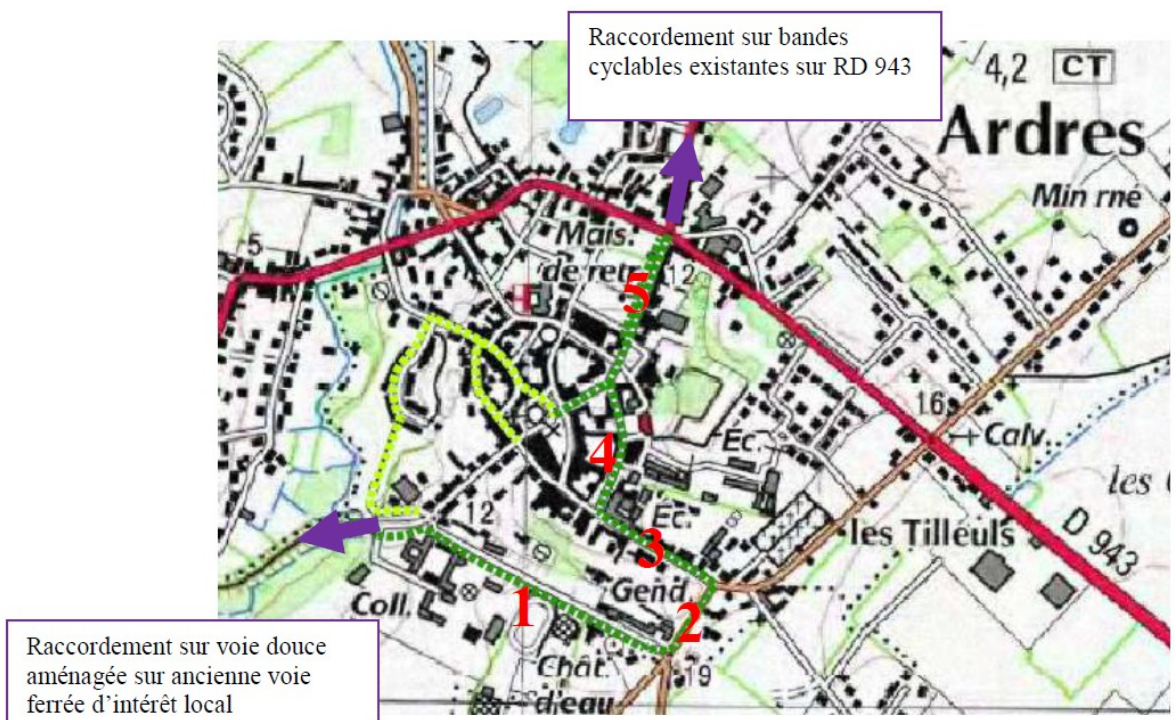
Ce projet a fait l'objet d'une concertation avec les acteurs de l'agglomération, en l'occurrence la commune d'ARDRES et les différents propriétaires concernés.

Le projet consiste à aménager la Véloroute Voie Verte n°5 en utilisant des axes routiers qui desservent des équipements publics à usagers potentiels en privilégiant les aménagements en site propre (avec les cyclistes en dehors de la circulation routière).

Au Nord et au sud d'Ardres, le projet se raccorde à 2 aménagements réalisés par le Département au Sud et par la commune sur la RD 943 au Nord.

Le tracé proposé se décline de la manière suivante du Sud vers le Nord :

- 1 - Aménagement du Bd du Général de Gaulle (RD 231°3) avec aménagement d'une piste cyclable bi-directionnelle qui desservira le collège d'Ardres – 430 ml, permettant le croisement de deux politiques publiques (Eurovélo et desserte de collège)
  - 2 - RD 224 route de Licques et début de la rue Ranson (RD 224°3) création d'une voie douce en site propre avec acquisition d'une bande de terrain en bordure de trottoir actuel – 180 ml
  - 3 - Rue Ranson aménagement d'un chaudiou : chaussée à voie centrale banalisée – 210 ml
  - 4 - Dans la continuité, aménagement d'une piste bi-directionnelle en site propre sur l'esplanade du Maréchal Leclerc et rue des Lombards marquage au sol d'une bande cyclable dans l'emprise de voirie disponible – 190 ml
  - 5 - Aménagement du boulevard de Rouville (RD 231°3) avec aménagement d'une piste cyclable unidirectionnelle en accotement enherbé à l'ouest et d'une bande cyclable en chaussée Est – 240 ml
- Connexion à la place d'Ardres via deux bandes cyclables en bordure de chaussée existantes entre la place Belle Roze et l'esplanade St Just – 80 ml





Sur le plan technique, les intersections entre les pistes cyclables et les voies de circulation des véhicules motorisés seront aménagées afin de garantir le maximum de sécurité aux cyclistes. De même les aménagements en site propre ont été préférés aux aménagements d'espaces partagés.

Le détail du tracé, des profils en travers et des structures envisagées sont repris en annexe du présent rapport.

En matière de gestion ultérieure des aménagements réalisés, le Département sollicitera la commune afin d'assurer l'entretien suite à la garantie de parfait achèvement.

Le coût global du projet est estimé à 1,43 M euros TTC. Le projet est éligible aux financements européens et régionaux. Une demande sera faite auprès de la Région, autorité de gestion des fonds Feder. Les autorisations de programme ont été inscrites au budget primitif 2019.

### Acquisitions foncières

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition de 2 emprises foncières en nature de jardin, représentant une surface totale de 218 m<sup>2</sup> et appartenant à 2 propriétaires différents.

Les prix et indemnités susceptibles d'être allouées aux propriétaires peuvent donc être estimés comme suit :

- Valeur vénale des terrains en nature de jardin :  $30,00 \text{ € /m}^2 \times 218 \text{ m}^2 = 6\,540,00 \text{ €}$

- Indemnités accessoires :

La réalisation du projet induira, au titre de dommages de travaux publics, la reconstitution de clôtures et portails qu'il conviendra d'indemniser ; il s'agira également d'indemniser la perte de plantations (arbres, arbustes et plantes d'ornement).

L'ensemble de ces indemnités est estimé à la somme globale de 23 460 €.

Dans ces conditions, le montant total des prix et indemnités à verser, constituant la dépense foncière, s'élèverait à la somme arrondie de 30 000€.

### Conclusion

Il convient de statuer sur cette affaire, et le cas échéant, de :

- D'approuver le projet d'aménagement de la Véloroute voie verte n°5 – traversée d'ARDRES, selon les modalités reprises dans le présent rapport
- D'autoriser le lancement des acquisitions foncières pour la réalisation du projet.
- De décider l'acquisition des 2 emprises foncières à prendre sur les parcelles cadastrées AO 22 et AP 54 représentant une surface totale de 218 m<sup>2</sup> (surface à parfaire après arpentage), propriétés de M. et Mme POTTERIE et d'Habitat Hauts-de-France, au territoire de la commune d'ARDRES et nécessaires au projet d'Aménagement Cyclable d'ARDRES, conformément aux plans et tableau joints en annexe ;

- D'arrêter le projet de dépense foncière à la somme de 30 000,00 €, résultant des bases indemnitaires figurant au présent rapport ;
- De m'autoriser au nom et pour le compte du Département :
  - à signer les actes d'acquisition conclu dans un cadre amiable,
  - à signer les actes fixant les indemnités dans la limite des montants figurant sur le tableau de répartition prévisionnelle annexé,
  - à payer les prix d'acquisition des terrains, conformément aux dispositions de l'article R.3213-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que l'ensemble des indemnités et frais relatifs à la dépossession des terrains à acquérir mentionnés au présent rapport.

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C04-621J01	21511/90621	acquisitions foncières	900 000,00	379 644,56	30 000,00	349 644,56

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AVIS DU DÉPARTEMENT EN TANT QUE PERSONNE PUBLIQUE ASSOCIÉE  
POUR L'ARRÊT DE PROJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD-  
ARTOIS**

(N°2019-397)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.132-7 à L.132-11, L.153-16 et R.153-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 5<sup>ème</sup> commission « Solidarité territoriale et partenariats » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'émettre un avis favorable sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Sud-Artois, conformément aux documents joints à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

# Annexe relative à l'avis du Département du Pas-de-Calais en qualité de Personne Publique Associée sur le projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes du Sud-Artois

## **Rappels réglementaires : le respect des grands principes énoncés aux articles L.110 et L. 121-1 du code de l'Urbanisme et des documents et normes de niveau supérieur**

Article L.110 :

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement.

Article L.121-1 :

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° l'équilibre entre :

- a) le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- b) l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- d) les besoins en matière de mobilité.

1° bis la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville

2° la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des



communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

3° la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

## **Analyse du PLUi de la Communauté de Communes du Sud-Artois au regard de ces grands principes**

### I - Exposé général du PLUi

La Communauté de Communes du Sud Artois a prescrit l'élaboration d'un PLUi à l'échelle du Sud-Artois qui couvrait 58 communes. Au 1er janvier 2017, 6 communes ont rejoint la collectivité, portant ainsi à 64, le nombre de communes couvertes.

Le PLUi comporte plusieurs documents :

- un rapport de présentation comprenant un diagnostic complet (diagnostic complet, Etat Initial de l'Environnement, évaluation environnementale, justifications) ;
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) constituant le projet de territoire ;
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- les plans de zonage ;
- le règlement ;
- les annexes (dont servitudes d'utilité publique).

Le PADD s'appuie sur 3 grands axes de développement :

1. Accompagner un développement démographique en veillant à l'équilibre territorial et à la proximité ;
2. Profiter du positionnement géographique central du Sud-Artois pour valoriser son potentiel économique et l'innovation économique ;
3. Préserver et valoriser le cadre paysager et environnemental pour faire du Sud-Artois un territoire durable.

Afin de détailler les orientations du PADD, les OAP sont déclinées en :

- OAP Sectorielles
- OAP Thématique (Eolien, Trame Verte et Bleue, Aménagement et hydraulique douce)
- POA (Programme d'Orientations et d'Actions) Habitat

## 1/ La gestion économe du sol, l'équilibre et la maîtrise du développement urbain, la restructuration des espaces urbanisés et la revitalisation des centres urbains et ruraux

Le PLUi prône un développement concentrique de l'urbanisation, à travers son objectif de réinvestissement du potentiel foncier présent sur le territoire.

Les dents creuses et les friches industrielles sont prises en compte dans le projet d'aménagement qui souhaite favoriser le renouvellement urbain. Ainsi, pour répondre à un besoin de production de 2 762 logements d'ici 2037, les nouveaux projets se situeront pour près de 50% dans la trame urbaine. D'ici 2037, le PLUi prend ainsi l'engagement de réduire de plus de 50 % la consommation foncière à vocation résidentielle en extension urbaine par rapport à la période 2006-2016. L'objectif du PADD est de passer d'une consommation de 7,6 hectares (ha/an) (76 ha sur la période 2006-2016) à 3,2 ha/an (63,4 ha au total) à l'horizon 2037.

Par ailleurs, le PADD estime à 62,4 ha, soit 2,6 ha/an, le besoin de consommation foncière à vocation économique en extension, contre 5,7 ha/an de 2006 à 2016. Pour l'implantation de nouveaux équipements, une consommation de 0,4 ha/an pour 2017-2037 contre 0,87 ha/an sur la période précédente.

La répartition des projets de développement urbain se fera en cohérence avec les objectifs du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de la Région d'Arras qui définit l'armature territoriale suivante :

- Pôle central : Bapaume

Pour renforcer son rôle de centralité, la commune concentrera 24% des nouveaux logements à construire ainsi que les nouveaux équipements de rayonnement intercommunal. L'enveloppe foncière à vocation économique sera prioritairement déployée sur cette commune.

- Pôles-relais : Croisilles, Bucquoy, Achiet-le-Grand, Hermies et Bertincourt

En complémentarité avec Bapaume, ces communes ont vocation à maintenir un tissu économique diversifié, à bénéficier des équipements rayonnants à l'échelle de leur bassin de service et à accueillir de 30% des nouveaux logements.

- Communes rurales : les 58 autres communes

Pour ces plus petites communes, l'objectif est d'y construire 44% des nouveaux logements et d'y maintenir des équipements et activités économiques de rayonnement communal.

Sur ce point, il convient de noter qu'en lien avec les dispositions du SCoT sur l'intermodalité, la commune d'Achiet-le-Grand, seule commune du territoire à disposer d'une gare, mériterait un effort de développement résidentiel et de densification plus important.

## 2/ La mixité sociale et prévision des capacités de construction et réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat

Le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) Habitat prévoit des actions en faveur du renouvellement du tissu urbain ancien (densification, lutte contre la vacance, reconversion de friches...). Il prévoit d'adapter et de diversifier le parc de logements,

notamment les besoins de publics spécifiques comme les personnes âgées, les étudiants, ou les personnes en difficultés.

Compte tenu des objectifs de modération de la consommation d'espace, et conformément aux objectifs du SCoT, les opérations résidentielles devront respecter les densités suivantes :

- 24 logements/ha pour Bapaume
- 20 logements/ha pour les communes de Croisilles, Bucquoy, Achiet-le-Grand, Hermies et Bertincourt
- 16 logements/ha pour les 58 autres communes

Le POA prévoit le lancement d'études et la mise en place d'un observatoire de l'habitat qui contribueront à éclairer les choix, puis la mobilisation des outils adéquats pour agir sur les problématiques identifiées.

A titre d'exemple, la communauté de communes mobilisera plusieurs outils pour lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, guichet unique habitat, organisation de la police de l'habitat insalubre...).

### 3/ La satisfaction des besoins en développement économique, en services, activités touristiques, sportives et culturelles et en équipements publics et commerciaux.

Le projet vise une augmentation de 1 560 emplois entre 2013 à 2037, soit 65 emplois par an. Pour répondre à cet objectif, la communauté de communes souhaite à la fois conforter les zones économiques existantes et développer de nouveaux projets. Elle cible les domaines fortement pourvoyeurs en emplois sur le territoire pour maximiser le nombre d'emplois créés par hectare consommé.

Le PLUi vise le maintien du commerce de proximité ainsi que la mixité des fonctions dans le tissu urbain (artisanat, bureaux, commerces...) pour offrir un niveau de services satisfaisant aux habitants et favoriser un urbanisme des courtes distances.

Le tourisme est également un domaine bien traité au sein du PADD, notamment avec le développement d'un tourisme en lien avec l'eau via la concrétisation du projet Canal Seine Nord Europe. Le PLUi prévoit la protection du patrimoine bâti, du paysage et des milieux naturels ainsi la réalisation de nouveaux projets à vocation touristique et de loisirs.

Cependant, les projets d'équipements envisagés dans le document ne traitent pas du déficit de services identifié dans le cadre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP). En effet, ce schéma avait ciblé deux communes du Sud Artois présentant un faible niveau de service, les classant en zone grise. Or, Moyenneville et Hamelincourt ne font pas l'objet d'un traitement spécifique dans le PADD.

Le territoire dispose d'une diversité d'équipements permettant de répondre aux premiers besoins de la population mais l'offre est essentiellement présente à Bapaume. Pour

les autres communes, le PADD mise sur la mutualisation et la complémentarité des équipements pour maintenir le maillage du territoire.

L'arrivée du Très Haut Débit sur le territoire est prévue en 2022. L'enjeu pour la communauté de communes est de favoriser l'accès au numérique pour tous par un accompagnement spécifique, par exemple pour les personnes âgées ou par le développement de nouveaux espaces numériques.

4/ La protection des milieux naturels, la préservation de la biodiversité dont la conservation et la restauration des continuités écologiques, la protection des sites, des paysages, la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable et la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de villes

La collectivité fait mention de ses espaces naturels, à la fois remarquables mais également ordinaires (auréoles bocagères villageoises) pour supporter ses corridors écologiques. La protection des espaces remarquables est bien affirmée.

La Trame Verte et Bleue est prise en compte dans une OAP thématique dédiée, tout comme le risque inondation dans l'OAP Hydraulique Douce. Une attention particulière est portée sur la préservation et l'implantation de haies et bosquets pour favoriser les continuités écologiques et lutter contre l'érosion.

A juste titre, le volet environnemental met en avant la nécessité de préserver les auréoles bocagères, éléments constitutifs de l'identité paysagère, environnementale et agricole du Sud Artois.

Il est intéressant de noter qu'une OAP Eolien a été créée dans l'objectif d'encadrer et de mieux maîtriser le développement éolien sur le territoire. Elle identifie des zones favorables à l'implantation d'éoliennes.

Le patrimoine bâti remarquable est identifié dans le document et la mise en place de protections spécifiques est prévue.

Par ailleurs, le territoire du PLUi est concerné par le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

Celle-ci est traversée par les itinéraires de Grande Randonnée GR 145 Via Francigena ainsi que les itinéraires de Promenade et Randonnée PR des Australiens, du Ch'tio Velu, du Florion, du Moulin de Bois et de la Tour concernés par le réseau départemental "Le Pas-de-Calais à vos pieds !".

Il convient d'ajouter aux plans que la commune de Souastre est concernée par l'itinéraire de Promenade et Randonnée (PR) du Moulin de Bois géré par la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois.

Dans le cadre de tout projet, il conviendra donc de respecter les règles applicables en matière de PDIPR et de maintenir l'état et les qualités paysagères des chemins empruntés

qui contribueront de façon majeure à l'intérêt et à la conservation des itinéraires. En cas de demande de modification, une proposition de tracé de substitution devra être faite au Département afin d'assurer la continuité de l'itinéraire.

#### 5/ La prévention des risques naturels prévisibles et la prévention des pollutions et nuisances de toute nature

Le PADD prend en compte les principaux risques qui pèsent sur le territoire, à savoir les inondations et le ruissellement. La mise en œuvre de l'OAP Hydraulique Douce contribuera à la prise en compte de ce risque par la préconisation de plantation de haies et de fascine dans des secteurs prioritaires.

En revanche, les pollutions et nuisances potentielles sont peu ou pas prises en compte dans le PADD, comme la pollution de l'air ou la pollution sonore.

#### 6/ La rationalisation de demandes de déplacements, la diminution des obligations de déplacements et le développement des transports collectifs

D'un point de vue global, le projet de territoire présenté favorise un urbanisme qui réduit les besoins en transport, à travers le renouvellement urbain, la densification et la mixité des fonctions.

Pourtant, le volet « mobilité » du PADD souffre d'un manque de réflexion globale sur la réduction des déplacements automobiles. Ainsi, la question de la pratique cyclable est principalement abordée sous son volet touristique ou de loisirs. Le traitement de la pratique utilitaire du vélo et de la marche (déplacement domicile-travail, domicile-école, domicile-service) ne paraît pas être à la hauteur d'un document qui se projette à l'horizon 2037. La question du stationnement vélo n'est par exemple traitée que pour les nouvelles opérations d'aménagement. Aucune mesure favorable à un nouveau partage de la voirie, à la faveur des modes doux, ne ressort du document.

Cependant, la volonté de transformer la gare d'Achiet-le-Grand en plateforme intermodale (aire de covoiturage, transport en commun, service de location de vélos...), affirmée dans le PADD, pourrait permettre d'assurer une meilleure connexion de la gare avec le reste du territoire et ainsi d'augmenter la part modale du train. La question de la réduction du besoin de mobilité est également traitée avec des mesures favorables au développement du télétravail.

Des mesures en faveur de la mobilité pour les personnes les plus vulnérables (notamment les personnes âgées) sont prévues via le développement du Transport à la demande.

Le projet intègre une réflexion sur le stationnement des véhicules motorisés avec notamment la création d'aires de covoiturage et de parkings-relais pour les voitures, ainsi que d'aires de stationnement pour les poids-lourds.



Il convient de noter que le PADD évoque la nécessité de prendre en compte la problématique de la circulation des engins agricoles dans les projets de voirie.

### **CONCLUSION GENERALE**

Les engagements du projet de territoire sont rendus plus opérationnels par la création d'OAP spécifiques sur l'éolien, la trame verte et bleue et l'hydraulique douce. Le PAO Habitat apporte également une plus-value à la réflexion sur les besoins d'évolution de l'offre de logements.

D'un point de vue global, si le projet aurait mérité une réflexion plus poussée sur l'évolution de la mobilité sur le territoire, il démontre une cohérence avec les enjeux de centralité et d'armature territoriale ainsi que la volonté de ralentir le rythme de l'artificialisation des terres agricoles et naturelles.



# PADD

Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)  
de la Communauté de Communes du Sud-Artois

Projet d'Aménagement  
et de Développement Durables



*Vu pour être annexé à la date de délibération du  
Conseil Communautaire*

## SOMMAIRE

A. Les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables .....	3
B. Rappel des enjeux du diagnostic .....	5
C. Rappel des invariants.....	23
D. Rappel du scénario de développement .....	26
E. Les objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels et agricoles.....	28
F. Les ambitions du projet de territoire : 3 axes de développement pour un territoire de proximité, innovant et durable.....	35
G. Les orientations générales du PADD .....	37

## A. Les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est l'une des pièces constitutives du dossier de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il expose le projet d'urbanisme de la Communauté de Communes.

C'est un document simple et concis, donnant une information claire aux citoyens et habitants sur le projet intercommunal. Il donne des orientations générales d'organisation du territoire intercommunal pour les 20 prochaines années : horizon 2017-2037.

Le PADD n'est pas directement opposable aux permis de construire ou aux opérations d'aménagement, mais le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (qui eux sont opposables), doivent être cohérents avec lui.

Il doit être l'expression claire, directe et accessible de la stratégie de développement du territoire du Sud-Artois à l'horizon 2037. Il structure les grandes orientations stratégiques tout en apportant des réponses aux enjeux soulevés lors du diagnostic, et en confortant les atouts du territoire.



Un débat sera organisé au sein du Conseil Communautaire pour acter le PADD.

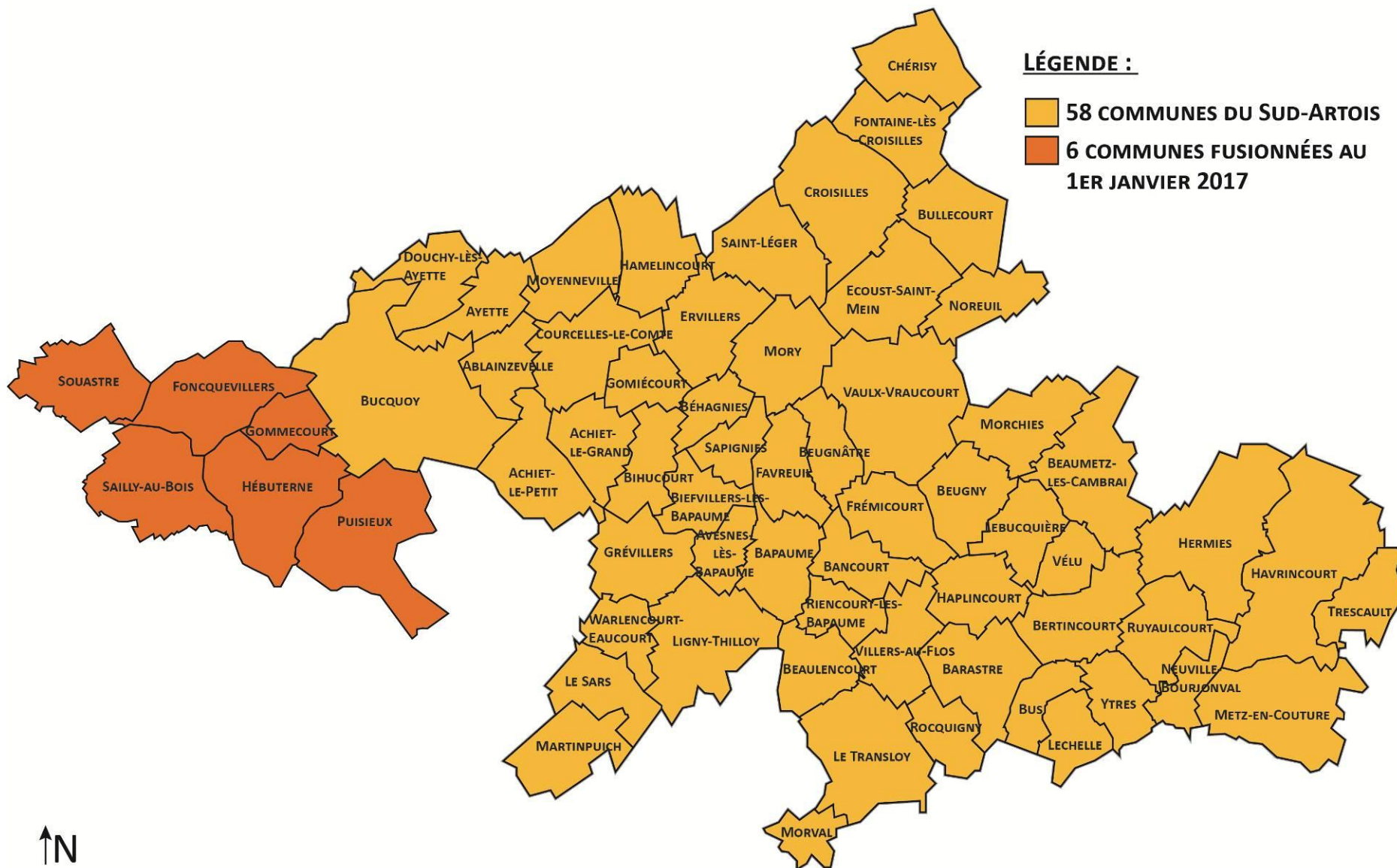
### → Le contexte législatif

Ce sont principalement les articles L.151-5 et L. 153-12 du Code de l'Urbanisme qui définissent le rôle et le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et stipulent notamment que le PADD « définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ».

Le PADD a pour objet de définir les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues par la Communauté de Communes pour les années à venir. C'est un document simple et accessible à tous et il n'est pas opposable aux autorisations d'urbanisme.



→ Le territoire de la CCSA





## B. Rappel des enjeux du diagnostic

Des constats établis dans le diagnostic du PLUi, rappelés ci-dessous, émergent des enjeux propres au territoire intercommunal. C'est sur ces bases que la Communauté de Communes entend proposer un nouveau projet urbain à ses habitants actuels et futurs.

### ➔ HABITAT, ÉQUIPEMENTS ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

THEMATIQUES	ATOUTS	CONTRAINTES
<b>LE DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT</b>	<p>Une croissance continue de la population depuis 1990.</p> <p>Une croissance du nombre de logements depuis 1999 (notamment sur le secteur nord de l'intercommunalité).</p> <p>Un taux de logements vacants suffisant pour assurer une bonne rotation de la population (7,6% du parc).</p> <p>Des logements généralement confortables.</p> <p>Une présence sur le territoire de grandes bâtisses potentiellement divisibles en petits logements.</p> <p>Le futur Canal Seine-Nord Europe, qui pourrait attirer de nouvelles populations.</p>	<p>Une baisse dans l'évolution de la construction de logements entre 2011 et 2014.</p> <p>Une offre de logements peu diversifiée (majorité de grands logements de plus de 5 pièces, de constructions individuelles et de résidences principales occupées par des propriétaires).</p> <p>Une vétusté des logements (possibilité de précarité énergétique des logements).</p> <p>Une offre de logements qui ne correspond pas forcément aux besoins des habitants (peu d'offre pour attirer les populations de cadres sur le territoire).</p>
<b>LA MAITRISE DU FONCIER</b>	<p>Des disponibilités foncières importantes sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comblement de dents creuses ou de cœurs d'îlots.</li> <li>- Friches à exploiter.</li> <li>- Grandes bâtisses agricoles qui peuvent faire l'objet de transformations en petits logements.</li> <li>- Changement de destination des bâtiments agricoles.</li> </ul>	<p>Une artificialisation des sols peu maîtrisée sur les dernières années.</p> <p>Une rétention foncière faite par les propriétaires qui ne souhaitent pas forcément vendre.</p> <p>La proximité de nombreuses installations classées, qui génèrent des périmètres d'inconstructibilité et des nuisances.</p>

THEMATIQUES	ATOUPS	CONTRAINTES
<b>LE DEVELOPPEMENT URBAIN</b>	<p>Des pôles de services et d'équipements (Bapaume, Croisilles, Bucquoy, Hermies, Bertincourt, Achiet-le-Grand): établissements scolaires, équipements sportifs, culturels et de loisirs, espaces d'accueil de la petite enfance, offre médico-sociale.</p> <p>Une proximité de grandes villes (Arras, Cambrai, Albert, Péronne), qui facilitent l'accès aux équipements et services de niveau supérieur.</p> <p>Des axes de communication qui jouent un rôle dans l'attractivité du territoire intercommunal (A1, A2, voie ferrée, RD 930, RD 917, RD 929).</p> <p>Des équipements et infrastructures de déplacements à développer et à mettre en adéquation avec l'offre de logements qui sera proposée.</p> <p>Une bonne couverture numérique et le déploiement du Très Haut Débit prévu pour 2022.</p>	<p>Une offre en équipements de santé à développer, notamment pour les personnes âgées.</p> <p>La fermeture des équipements publics et services à anticiper (écoles...).</p> <p>Une offre culturelle à développer pour attirer de nouvelles populations: l'absence d'équipement d'envergure de type cinéma ou théâtre.</p> <p>Polarité de Bapaume qui s'efface sur les dernières années, au profit du développement des communes alentours et des pôles-relais que sont Croisilles, Bucquoy, Hermies, Bertincourt ou Achiet-le-Grand.</p>

## ENJEU 1 : CONFORTER L'ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE DU SUD-ARTOIS

**Assurer une croissance démographique équilibrée sur les communes**

**Adapter le parc de logements pour garantir un parcours résidentiel sur le territoire**

**Maintenir l'attractivité démographique des communes rurales**

Croissance de XX% sur Bapaume.

Croissance de XX% sur les pôles-relais.

Maintien d'une croissance de XX% sur les autres communes rurales.

Diversification de l'offre de logements.

Répartition équilibrée de l'offre en logements sur les pôles de développement.

Garantir l'accès et le maintien au logement pour tous.

Favoriser les parcours résidentiels au sein de la CCSA.

## ENJEU 2 : VEILLER A UNE GESTION ECONOMOME DU FONCIER SUR LE SUD-ARTOIS

**Limiter l'artificialisation des sols**

Densité adaptée au territoire

- Bapaume : 24 log/ha
- Pôles relais : 20 log/ha
- Communes rurales : 16 log/ha

Localisation préférentielle des zones d'extension au contact du bâti.

**Réinvestir le potentiel foncier présent dans le tissu urbain**

Dents creuses + renouvellement urbain sur communes rurales

Friches (ancienne gare de Bapaume, caserne Frères à Bapaume, silo à céréales à Achiet-le-Grand, friche UNEAL à Hermies, ancienne sucrerie de Bihucourt)

Division de logements

## ENJEU 3 : ASSURER LE RENFORCEMENT DES EQUIPEMENTS DU SUD-ARTOIS

**Disposer d'une offre d'équipements et de services suffisante et complémentaire aux pôles à proximité**

**Assurer la complémentarité des équipements entre les communes**

Implantation d'équipements culturels (réseau de bibliothèques / médiathèques, musées, théâtre, cinéma d'art et d'essai...).

Création de petites salles culturelles autour de l'espace Isabelle de Hainaut.

Confortement des équipements scolaires.

Equipements adaptés pour les personnes âgées (EHPAD, béguinage, maisons de santé...).

Equipements adaptés pour les jeunes (équipements sportifs, crèches...).

Mutualisation des équipements entre les communes.

## ENJEU 3 : ASSURER LE RENFORCEMENT DES EQUIPEMENTS DU SUD-ARTOIS

**Maintenir une dynamique d'équipement et de services dans les communes rurales**

Développer les services à la population (santé, haut débit, transports collectifs, covoiturage...).

Compléter de façon cohérente le réseau d'équipements (périscolaire, accueil petite enfance, sport...).

➔ **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, COMMERCIAL ET DE SERVICES**

THEMATIQUES	ATOUTS	CONTRAINTES
<p><b>LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES</b></p>	<p>Une certaine attractivité économique (population active en hausse entre 2008 et 2013, taux d'emploi important, territoire dynamique pour la création d'entreprises).</p> <p>Une économie diversifiée (agriculture, agroalimentaire, transport/logistique, tertiaire...).</p> <p>La présence encore importante du secteur agricole, qui représente 17% des emplois.</p> <p>Une présence de quelques grosses entreprises (Bonduelle).</p> <p>Une position géographique intéressante au cœur de la région Hauts-de-France.</p> <p>La proximité de grands pôles d'activités (Arras, Cambrai, Albert, Péronne).</p> <p>Le projet de Canal Seine-Nord Europe et ses éventuelles opportunités d'emplois.</p>	<p>Une augmentation du nombre de chômeurs entre 2008 et 2013.</p> <p>Une diminution du nombre d'exploitations agricoles et de l'emploi agricole sur les dernières années.</p> <p>Un manque d'entreprises innovantes sur le territoire (pépinières d'entreprises, startup...).</p> <p>Une carence pour l'accès à la fibre pour certaines entreprises dans les zones d'activités.</p> <p>Des déplacements importants entre le domicile et le travail (migrations pendulaires).</p>
<p><b>LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DE PROXIMITE ET DU COMMERCE</b></p>	<p>Une activité commerciale relativement importante sur Bapaume.</p> <p>La présence de linéaires commerciaux à maintenir, renforcer et valoriser sur Bapaume, les pôles-relais (et notamment Bucquoy, Croisilles et Achiet-le-Grand) et le pôle d'appui rural de Vaulx-Vraucourt.</p> <p>Le développement de l'activité locale de maintenance (en lien avec le développement de la fibre, de l'éolien et du stationnement des véhicules électriques).</p> <p>Le développement du commerce local (vente directe, commerce de proximité, marchés locaux...) et du commerce ambulancier.</p>	<p>Activité commerciale fortement liée à Bapaume et aux pôles commerciaux extérieurs.</p> <p>Développement du commerce limité en dehors des polarités du territoire (peu de commerces de proximité dans les villages).</p> <p>Peu de diversité dans l'offre commerciale proposée (principalement des commerces de moins de 400 m<sup>2</sup> de surface de vente).</p> <p>Le départ des professionnels de santé, et notamment des médecins.</p>

THEMATIQUES	ATOUTS	CONTRAINTES
<b>LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE</b>	<p>Un patrimoine naturel reconnu : boisements, pâtures, bosquets, haies, arbres remarquables, ceintures bocagères, réseau hydrographique...</p> <p>Un patrimoine bâti et souterrain de qualité participant au développement touristique du territoire.</p> <p>La présence de deux villages-patrimoine (Bullecourt et Vaulx-Vraucourt).</p> <p>Une offre importante en circuits de randonnée.</p> <p>Une offre en hébergement touristique plutôt étoffée.</p> <p>Des produits locaux à valoriser (endives, betteraves).</p> <p>Le projet de création d'un parc naturel de découverte et de loisirs en continuité du bois Durieux.</p>	<p>Des richesses parfois méconnues et à valoriser.</p> <p>Un manque d'entretien de certains chemins de randonnée.</p> <p>Une présence insuffisante de plusieurs types d'hébergements (auberges de jeunesse, campings...).</p> <p>Une offre de restauration à développer.</p> <p>Un manque d'équipement touristique majeur (comme par exemple un hôtel-restaurant).</p> <p>La disparition des zones vertes sur le territoire.</p>

## ENJEU 1 : RENFORCER LE DYNAMISME ECONOMIQUE DU SUD-ARTOIS

**Organiser le développement des zones d'activités existantes.**

**Assurer le renouvellement de l'offre d'accueil économique en l'adaptant aux nouveaux besoins.**

Offre foncière suffisante dans les zones d'activités (Anzacs II + éventuellement la création d'une zone d'activité au nord de Bapaume).

Anticiper les besoins de développement et de requalification du tissu artisanal ou d'activités.

Filières porteuses d'emplois (logistique, transport, agriculture, tertiaire, tourisme).

Offre en immobilier d'entreprises (pépinières, espaces de coworking, fablabs...).



## ENJEU 1 : RENFORCER LE DYNAMISME ECONOMIQUE DU SUD-ARTOIS

Renforcer l'économie de proximité au sein des bourgs ruraux.

Permettre l'implantation de nouvelles activités économiques au sein du tissu bâti rural.

Favoriser l'implantation de commerces de proximité dans les centres de village et permettre leur maintien.

Prévoir la reconversion des fermes en fin d'activité.

## ENJEU 1 : RENFORCER LE DYNAMISME ECONOMIQUE DU SUD-ARTOIS

Conforter le tissu commercial

Orienter le développement local vers les secteurs d'avenir

Affirmation des linéaires commerciaux et des commerces de proximité.

Circuits-courts et vente directe.

Commerce ambulant.

Déploiement du THD au sein des ZA.

Digitalisation des activités du commerce, tourisme, environnement.

Circuits-courts.

Entreprises innovantes (pépinières d'entreprises, start-up...).

Projet de CSNE.

## ENJEU 2 : VALORISER LE POTENTIEL TOURISTIQUE DU SUD-ARTOIS

**Structurer, moderniser et renforcer les équipements touristiques et de loisirs**

**Développer le tourisme en lien avec le CSNE**

Équipement touristique majeur (hôtel-restaurant-centre de congrès par exemple).

Offre en hébergement touristique (hôtel-restaurant, auberge de jeunesse, camping...).

Offre en restauration.

Liens avec la SPL du Grand Arras.

Création d'un parc de loisirs en continuité du bois Durieux.

Aménagements de loisirs le long du futur CSNE.

## ENJEU 2 : VALORISER LE POTENTIEL TOURISTIQUE DU SUD-ARTOIS

**S'appuyer sur le tourisme vert**

**Assurer la progression du tourisme d'affaires sur le territoire**

Valorisation des patrimoines du territoire (mémoire, paysager, naturel, bâti).

Maillage des itinéraires de promenade à compléter dans l'optique de découverte des éléments touristiques.

Aménagement de voies vertes.

Création d'un hôtel-restaurant sur Bapaume pour adapter les capacités d'accueil sur le territoire.

➔ MOBILITES

THEMATIQUES	ATOUPS	CONTRAINTES
<p><b>LE RESEAU ROUTIER</b></p>	<p>Un territoire bien desservi par le réseau routier et autoroutier (A1, A2, RD 917, RD 929, RD 930).</p> <p>Un carrefour d'échange: l'échangeur autoroutier de l'A1 à Bapaume, qui constitue une véritable porte d'entrée et de sortie du territoire.</p> <p>Une position géographique privilégiée: au cœur de la région Hauts-de-France, entre le bassin Parisien et le nord de l'Europe.</p> <p>Une facilité d'accès aux pôles d'activités et d'emplois de la CCSA et à proximité du territoire.</p> <p>Un réseau secondaire qui maille le territoire.</p>	<p>Une absence de sorties d'autoroute sur l'A2.</p> <p>Des trafics importants sur l'A1.</p> <p>Des accidents principalement concentrés le long de l'axe de l'A1.</p> <p>Des nuisances sonores liées aux infrastructures (A1, A2, voies ferrées notamment).</p> <p>De nombreux flux domicile-travail.</p> <p>Un réseau routier pas forcément adapté en cas d'intempéries ou de fortes neiges.</p>
<p><b>LA GARE D'ACHIET-LE-GRAND ET LES TRANSPORTS EN COMMUN</b></p>	<p>La présence de la gare d'Achiet-le-Grand plutôt bien desservie.</p> <p>Le développement d'un pôle d'échange multimodal au niveau de la gare.</p> <p>De nombreuses lignes de bus, empruntées par le public scolaire.</p> <p>Le passage de la Régie Régionale des Transports.</p> <p>L'arrivée du Canal Seine-Nord Europe.</p> <p>Une inter-modalité en développement (projet d'aire de covoiturage, de parkings-relais, volonté d'instaurer le transport à la demande...).</p>	<p>L'absence de gare sur le pôle central de Bapaume.</p> <p>Une absence de fret ferré.</p> <p>Une carence dans le stationnement (vélos et voitures) à proximité de la gare d'Achiet-le-Grand.</p> <p>Une desserte en transports en commun territorialement inégale.</p> <p>Des lignes de bus aux horaires et fréquences non attractifs pour les actifs.</p>

THEMATIQUES	ATOUPS	CONTRAINTES
<b>LES CIRCULATIONS DOUCES</b>	<p>De nombreux cheminements en modes doux (250 km de sentiers sur le Sud-Artois) : circuits inscrits au PDIPR, circuits cyclo-touristiques, Véloroute de la Mémoire, Via Francigena, cheminements piétons et cyclables communaux...</p> <p>Une réflexion à engager sur le bouclage des différents réseaux de cheminements doux.</p> <p>Un maillage des chemins ruraux permettant la découverte de la biodiversité et des paysages.</p> <p>La reconversion des anciens tronçons ferroviaires (Hermies / Achiet et Boisleux / Marquion) en Voie Verte.</p> <p>La création de pistes cyclables lors de l'aménagement de nouveaux projets urbains.</p> <p>Le projet de développement de l'offre de locations de vélos.</p>	<p>Un manque de lien et de valorisation des circuits de randonnée (entretien, signalétique).</p> <p>La dangerosité de certains axes routiers pour circuler en vélo.</p>
<b>LE STATIONNEMENT</b>	<p>Pas de problème majeur de stationnement, en dehors des heures de forte affluence.</p> <p>Une réflexion à mener sur la limitation de l'usage de la voiture: développement du stationnement deux-roues...</p>	<p>Un manque de parcs-relais sur le territoire.</p> <p>Peu d'offre en stationnement deux-roues et notamment au niveau de la gare d'Achiet-le-Grand.</p> <p>Peu d'offre en stationnement pour les poids-lourds.</p> <p>Une carence en bornes électriques dans les aires de stationnement, qui permettraient de ravitailler les voitures électriques.</p>
<b>LE COVOITURAGE</b>	<p>Une réflexion en cours sur la création d'aires de covoiturage.</p>	<p>Un manque d'aire et d'initiatives de covoiturage.</p>

## ENJEU 1 : SOUTENIR LES NOUVELLES PRATIQUES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS ET « BAS CARBONE »

**Intensifier le réseau de transports en commun**

**Renforcer le maillage des cheminements doux**

Adaptation du réseau de bus aux actifs.

Pratique du transport à la demande.

Mise en réseau et valorisation des itinéraires de promenade (entretien, valorisation, signalétique...).

Aménagement de voies vertes.

## ENJEU 1 : SOUTENIR LES NOUVELLES PRATIQUES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS ET « BAS CARBONE »

**Promouvoir le covoiturage**

**Organiser le stationnement**

Aire de covoiturage au niveau de l'échangeur autoroutier de l'A1 sur Bapaume.

Plateforme numérique dédiée au covoiturage local.

Offre en parkings-relais.

Bornes électriques au sein des aires de stationnement.

Espaces de stationnement deux roues dans les nouvelles opérations d'aménagement.

## ENJEU 2 : PERMETTRE UNE MOBILITE DE PROXIMITE

**Rapprocher l'habitat des lieux de vie**

**Encourager la mixité fonctionnelle dans le tissu urbain**

Accessibilité des habitants aux équipements, commerces, services et zones d'activités.

Implantation de petites activités, commerces, bureaux, artisanat au sein du tissu urbain.



### ENJEU 3 : RENFORCER LE POLE GARE D'ACHIET-LE-GRAND

**Créer un pôle d'échange multimodal autour de la gare d'Achiet-le-Grand**

**Aménager les accès vers la gare**

Aménagements spécifiques pour l'inter-modalité au niveau de la gare (stationnement, arrêt de bus...).

Petits services et commerces aux abords de la gare.

Rabattement depuis les communes vers la gare (voiture, TC, modes doux), notamment depuis les communes principales.

Stationnement adapté au niveau de la gare (voiture, deux-roues).

### ENJEU 4 : FAIRE DU NUMERIQUE UN OUTIL STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT AU SERVICE DE LA PROXIMITE SUR LE SUD-ARTOIS

**Promouvoir l'accès au numérique pour tous**

**Utiliser le numérique comme un vecteur de développement économique**

Offre d'équipement et d'outils numériques (espaces multiculturels comprenant des espaces numériques, e-éducation, e-sports...).

Outils de mise en relation des habitants (sites Internet interconnectés...).

THD dans les zones d'activités et à l'espace IDH.

Digitalisation des activités du commerce, de l'artisanat, du tourisme et de l'environnement, pour valoriser les produits locaux notamment.

Formation dans le numérique.

Télétravail.

➔ ENVIRONNEMENT ET PAYSAGES

THEMATIQUES	ATOUTS	CONTRAINTES
<p><b>LES ELEMENTS NATURELS ET PAYSAGERS</b></p>	<p>Un paysage ouvert de grande échelle.</p> <p>Les boisements (Havrincourt, Vélou, Durieux, Logeast, Biez...).</p> <p>Les auréoles bocagères et haies autour des villages, qui constituent des atouts écologiques et paysagers et des zones tampons avec les espaces agricoles.</p> <p>Le réseau hydrographique et les fossés, notamment pour leur rôle vis-à-vis des risques d'inondation et d'érosion.</p> <p>Le futur Canal Seine-Nord Europe et la création d'un parc naturel de découverte et de loisirs en continuité du bois Durieux.</p> <p>Les anciennes voies ferrées à réhabiliter en voies vertes.</p>	<p>Un territoire caractérisé par une faible superficie de zones naturelles sensibles et protégées: une seule ZNIEFF, la ZNIEFF du bois d'Havrincourt.</p> <p>Une trame verte et bleue faiblement développée.</p> <p>Des pratiques agricoles qui ont banalisé le paysage et la diversité des milieux (suppression des haies, drainage...).</p> <p>L'artificialisation du territoire (étalement urbain, diminution des terres agricoles et disparition des prairies).</p> <p>La vulnérabilité des milieux naturels face aux risques de pollutions diffuses.</p> <p>Le développement de l'éolien qui se fait parfois au détriment de la protection du paysage.</p>
<p><b>LE PATRIMOINE BATI</b></p>	<p>Un patrimoine bâti riche, qui témoigne de l'histoire et des identités du territoire.</p> <p>Une architecture traditionnelle encore présente: corps de ferme, habitat rural, maisons de maîtres...</p> <p>Un petit patrimoine rural important (chapelles, calvaires...).</p> <p>La possibilité offerte dans le dispositif réglementaire du PLUi de protéger certains éléments du patrimoine bâti au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.</p>	<p>Du patrimoine qui ne sert parfois que très peu (églises notamment).</p> <p>Le coût important pour l'entretien et la restauration du petit patrimoine.</p> <p>Les périmètres du monument historique et d'inconstructibilité autour de cimetières militaires, freins au développement et à la rénovation du patrimoine du territoire.</p> <p>Les contraintes liées au patrimoine archéologique (affaissements...).</p>

THEMATIQUES	ATOUTS	CONTRAINTES
<b>L'INNOVATION ENERGETIQUE</b>	<p>Un contexte local et départemental permettant le développement encadré de l'éolien.</p> <p>Un parc éolien déjà bien développé à l'échelle de la CCSA et une structure destinée à l'accompagnement et au développement de cette énergie (SAEML).</p> <p>L'existence du Schéma Territorial Eolien, à affiner et à traduire dans le PLUi pour définir les zones spécifiques pour le développement de l'éolien.</p> <p>Une volonté en matière de développement d'énergie solaire (par exemple par la mise en place de panneaux solaires sur les hangars agricoles).</p> <p>Des projets de méthanisation au sein des exploitations agricoles.</p> <p>Des actions engagées à l'échelle locale pour améliorer les consommations énergétiques et la production d'énergies renouvelables (TEPCV, OPAH, PCT...).</p>	<p>Au niveau régional, une consommation d'énergies fossiles et une production de gaz à effet de serre supérieures aux moyennes nationales.</p> <p>Une proportion importante de logements construits avant 1945 et qui sont donc potentiellement soumis à la précarité énergétique.</p> <p>La difficulté d'implantation de nouvelles éoliennes du fait de la configuration du parc éolien existant et du contexte régional (zone de protection du radar de défense de Doullens).</p>
<b>LA RESSOURCE EN EAU</b>	<p>Une ressource en eau potable disponible en bon état quantitatif.</p> <p>De nombreux captages d'eau potable.</p> <p>Un territoire en tête de bassins versants.</p> <p>Une prise de compétence intercommunale Eaux Pluviales au 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>Une prise de compétence intercommunale GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis début 2017.</p>	<p>Un taux de conformité de l'assainissement non collectif à améliorer (environ 50% en 2017).</p> <p>Un état écologique du réseau hydrographique globalement moyen.</p> <p>Une vulnérabilité de la ressource aux risques de pollutions diffuses.</p> <p>Les probables dépôts de terres liés au projet de Canal Seine-Nord Europe.</p>
<b>LES RISQUES NATURELS ET INDUSTRIELS</b>	<p>Une connaissance et une localisation des risques.</p> <p>Des risques encadrés par des documents de prévention et de lutte (PPRI prescrits, PGRI, SAGE...).</p> <p>Des démarches engagées en faveur de la prise en compte des risques et nuisances (plantation de haies pour réduire l'érosion et le ruissellement par exemple).</p>	<p>Des risques d'inondation, de ruissellement et de mouvements de terrain.</p> <p>La présence de nombreuses ICPE agricoles en centre-bourg.</p> <p>Des nuisances olfactives (notamment dues aux activités agricoles) et sonores (dues aux axes de communications).</p>

## ENJEU 1 : PROTEGER LE PATRIMOINE NATUREL ET BATI DU SUD-ARTOIS

**Préserver la diversité des paysages et des sites naturels**

**Garantir la qualité des espaces urbains**

Protection du patrimoine naturel et arboré.

Préservation des auréoles bocagères.

Soin particulier aux espaces de transition bâti / agricole.

Protection du patrimoine bâti et du petit patrimoine.

Intégration paysagère des nouvelles constructions.

Requalification urbaine des centres bourgs.

## ENJEU 1 : PROTEGER LE PATRIMOINE NATUREL ET BATI DU SUD-ARTOIS

**Préserver les qualités rurales du territoire**

Préservation et mise en valeur des espaces naturels et agricoles.

Protection des éléments remarquables du patrimoine bâti, paysager et naturel.

Maîtrise de l'urbanisation des communes rurales.

Maîtrise de l'urbanisation de l'habitat isolé dans les zones agricoles.

Réflexion sur le traitement qualitatif des entrées de village.

## ENJEU 2 : GERER LA RESSOURCE EN EAU DE FACON ECONOMIQUE ET DURABLE SUR LE SUD-ARTOIS

**Protéger les cours d'eau et les zones humides**

**Adopter une gestion raisonnée des eaux pluviales**

Maintien des éléments jouant un rôle pour la gestion des eaux (mares, fossés, prairies...).

Prise en compte de la capacité des réseaux dans le développement du territoire.

Dispositifs de récupération des EP.

Infiltration des EP à la parcelle.

Encourager à des pratiques alternatives à l'utilisation d'engrais, herbicides et pesticides.



### ENJEU 3 : REDUIRE LA VULNERABILITE DU SUD-ARTOIS FACE AUX RISQUES ET NUISANCES

**Lutter contre les risques d'inondation et de ruissellement**

Prise en compte des PPRI (prescrits).

Maintien des éléments naturels contribuant à réduire le ruissellement (haies, pâtures...).

**Prendre en compte les autres risques et nuisances**

Prise en compte des ICPE.

Prise en compte du risque de mouvement de terrain (argile, cavités).

Prise en compte des nuisances sonores (axes de communication).

### ENJEU 4 : POURSUIVRE LES ACTIONS ENGAGEES EN FAVEUR DE L'INNOVATION ENERGETIQUE DU SUD-ARTOIS

**Exploiter le potentiel du territoire en matière d'énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie, méthanisation, filière bois)**

Production d'énergies renouvelables dans des secteurs spécifiques, au niveau du CSNE et dans les projets urbains.

Schéma Territorial de l'Eolien + Réflexion paysagère autour du parc éolien.

Réflexion autour d'autres modes de production d'énergie comme le solaire ou la méthanisation.

**Réduire les consommations énergétiques du territoire**

Réhabilitation qualitative des anciens logements (orientation, matériaux...).

Performances énergétiques et environnementales des bâtiments (réseau de chaleur, normes HQE...).

Transports alternatifs à la voiture individuelle.

➔ **AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL**

THEMATIQUES	ATOUTS	CONTRAINTES
<p align="center"><b>AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b></p>	<p>Des terres de qualité propices à l'agriculture.</p> <p>Une diversité d'activités agricoles.</p> <p>Une agriculture qui se modernise et se diversifie.</p> <p>Quelques éléments de patrimoine bâti de qualité à mettre en valeur sur les exploitations agricoles (pigeonnier, corps de ferme...).</p> <p>Le développement de circuits courts ou autre activité complémentaire (tourisme, vente, hébergement, énergies renouvelables...) permettant de renforcer l'économie du territoire et son attractivité.</p> <p>Le développement du tourisme vert.</p>	<p>Des problèmes d'accès et de circulation des engins agricoles (en ville, au dépôt, sur les chemins...).</p> <p>Une consommation de terres agricoles importante ces dernières années.</p> <p>Le manque d'aménagement des chemins ruraux, afin de combiner loisir et activité agricole.</p> <p>Une insuffisance d'échanges entre les agriculteurs et les riverains (problèmes de voisinage, pollutions...).</p>

**ENJEU 1 : PRESERVER L'AGRICULTURE SUR LE SUD-ARTOIS**

**Maintenir l'activité agricole et permettre l'évolution des exploitations.  
Promouvoir les spécificités agricoles locales (endives, betteraves).**

Respect des périmètres de réciprocité autour des ICPE ou RSD.

Accompagnement à l'évolution des exploitations (nouveaux projets, mise aux normes, extension, création de bâtiments, développement de nouvelles activités, changement de destination...).

Limitation de la consommation des terres agricoles.

## ENJEU 2 : PERMETTRE LA DIVERSIFICATION DE L'ACTIVITE AGRICOLE SUR LE SUD-ARTOIS

**Permettre l'évolution de l'activité agricole vers de l'agro-tourisme**

**Promouvoir la diversification de l'activité agricole vers le commerce**

**Renforcer l'utilisation des énergies renouvelables dans les exploitations**

Hébergement touristique (gîte, chambre d'hôtes, camping à la ferme, campus vert).

Accueil à la ferme.

Circuits courts.

Vente directe à la ferme.

Projets de méthanisation

Panneaux solaires sur les hangars agricoles.

## ENJEU 3 : AMBITIONNER UNE AGRICULTURE DURABLE

**Permettre le développement de l'agriculture raisonnée voire biologique**

**Encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement**

Réserves foncières pour le développement de tous les modèles d'agriculture.

Diversification de l'activité agricole vers le maraîchage.

Pratiques agricoles qui limitent l'érosion et le ruissellement (entretien des haies...).

Encouragement à la limitation de l'utilisation de produits phytosanitaires.

Prise en compte du dimensionnement des engins agricoles dans les aménagements urbains.

## C. Rappel des invariants

Le territoire du Sud-Artois est en capacité de répondre aux objectifs démographiques et de construction retenu par les élus de l'intercommunalité. Il convient cependant de préciser que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est constitué d'invariants, qui sont les objectifs généraux du projet, non localisables et non chiffrés, mais qui s'appliquent de façon identique sur toutes les communes. Ils sont à ce titre repris dans les cartes du PADD.

Sur le territoire, les invariants suivants sont à prendre en compte dans la définition du projet de territoire :

### → **CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET LOGEMENTS**

- Développement modéré des communes rurales.
- Diversification de l'offre en logements.

### → **EQUIPEMENTS**

- Maintien voire renforcement des équipements, services et commerces :
  - ▶ Confortement des services publics existants (gendarmerie, pôle emploi...).
  - ▶ Confortement des équipements scolaires primaires.
  - ▶ Développement des structures d'accueil de la petite enfance (crèches, garderies, assistantes-maternelles).
  - ▶ Confortement des équipements sportifs et de loisirs.
  - ▶ Développement des espaces multiculturels (culture, numérique, loisirs...).

### → **ECONOMIE**

- Confortement des zones d'activités existantes.
- Confortement du tissu commercial.
  - ▶ Pérennisation et valorisation des linéaires commerciaux sur Bapaume, dans les pôles-relais et sur le pôle d'appui rural de Vaulx-Vraucourt.
  - ▶ Maintien des commerces de proximité dans les communes rurales.
  - ▶ Economie locale favorisée.
  - ▶ Affirmation des commerces le long des axes principaux de circulation (par exemple, l'axe Bapaume-Arras).

## → **TOURISME**

- Renforcement de l'offre en hébergement touristique et de l'offre en restauration.
- Mise en réseau des sites touristiques et patrimoniaux :
  - ▶ Office de tourisme de Bapaume.
  - ▶ Musée Jean et Denise Letaille de Bullecourt.
  - ▶ Eglise Notre-Dame de Rocquigny.
  - ▶ Bois Durieux.
  - ▶ ...

## → **MOBILITE**

- Implantation de bornes électriques de recharge au sein des aires de stationnement.
- Mise en réseau et valorisation des itinéraires de randonnées.
- Valorisation des modes doux (voies vertes).
- Développement du transport à la demande.
- Stationnement des poids-lourds dans les villages.

## → **NUMERIQUE**

- THD sur toutes les communes et pour tous les habitants à l'horizon 2022.
- Développement du télétravail.
- Développement des outils numériques de promotion et de valorisation de l'offre touristique et des produits du territoire.

## → **AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL**

- Maintien de l'activité agricole et soutien à l'évolution des exploitations.
- Accompagnement au développement de l'activité agricole.
- Diversification de l'activité agricole (tourisme, vente, énergies renouvelables).
- Accompagnement à la diversification vers des autres modes de cultures (agriculture biologique, permaculture...).



## ➔ **ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE**

- Protection des boisements (bois d'Havrincourt, bois Durieux, bois de Vélou, bois Logeast, bois de Biez).
- Préservation voire renforcement des auréoles bocagères et des prairies.
- Protection et valorisation du patrimoine bâti et du petit patrimoine :
  - ▶ Eglise Notre-Dame de Rocquigny, chapelles et calvaires.
  - ▶ Cimetières militaires.
  - ▶ Château d'Havrincourt.
  - ▶ Corps de fermes remarquables.
  - ▶ Réhabilitation des anciennes voies ferrées Hermies/Achiet et Boisleux/Marquion.

## ➔ **INNOVATION ENERGETIQUE**

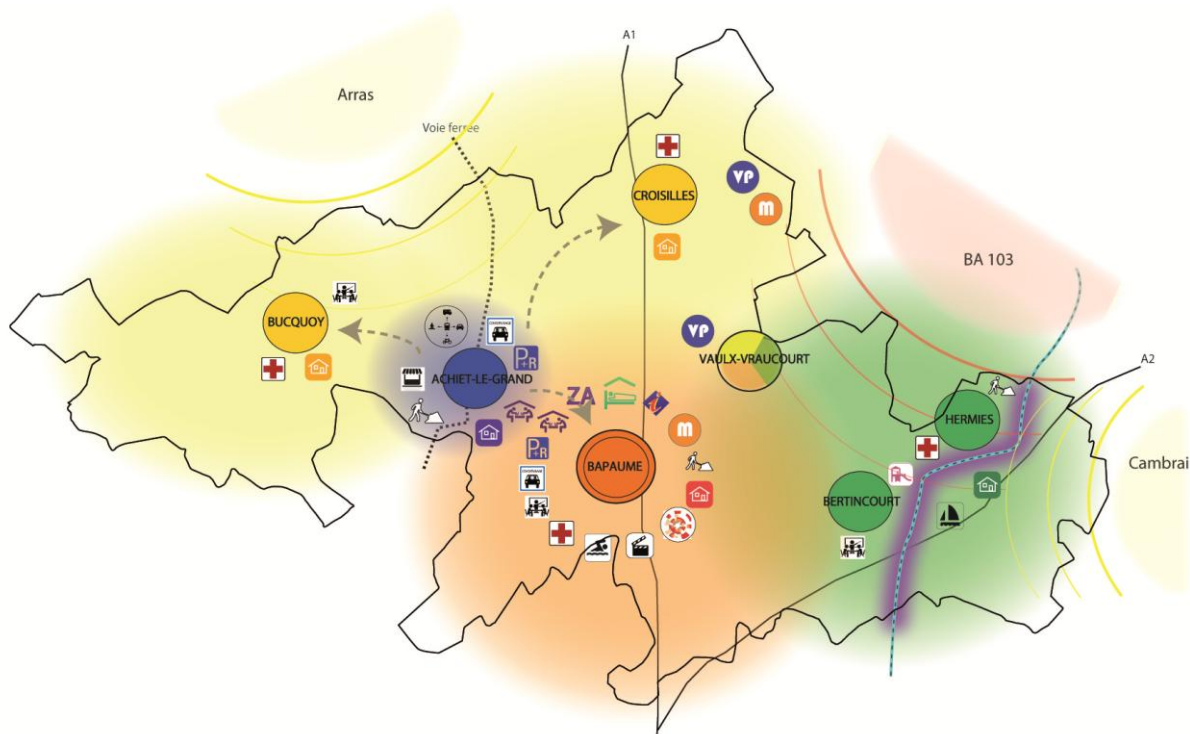
- Définition de zones spécifiques au développement de l'éolien, en cohérence avec le schéma territorial de l'éolien à affiner et à reprendre dans le PLUi.
- Développement encadré de l'éolien (réflexion paysagère).

## D. Rappel du scénario de développement

Même si la réflexion et les actions stratégiques inscrites dans le PADD sont définies à l'échelle intercommunale, le scénario de développement a mis en place des zones d'influences plus locales. Celles-ci constituent les grandes identités du territoire.

La carte ci-après illustre le scénario de développement, constitué de quatre zones d'influence complémentaires :

- Une **zone d'influence à vocation dominante économique** : autour de Bapaume et de ses communes périphériques.
- Une **zone d'influence à vocation dominante mobilité** : autour d'Achiet-le-Grand et de ses communes périphériques.
- Une **zone d'influence à vocation dominante loisirs-tourisme** : autour d'Hermies, Bertincourt et de leurs communes périphériques.
- Une **zone d'influence à vocation dominante résidentielle** : autour de Croisilles, Bucquoy et de leurs communes périphériques, en lien avec la périurbanisation des communes de la Communauté Urbaine d'Arras.



## LEGENDE

### Typologie des zones d'influence

- Zone d'influence à vocation dominante économique
- Zone d'influence à vocation dominante mobilités
- Zone d'influence à vocation dominante loisirs/tourisme
- Zone d'influence à vocation dominante résidentielle

## E. Les objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels et agricoles

### 1. La modération de la consommation foncière à vocation résidentielle

#### → CONSTRUCTION DU PROJET INTERCOMMUNAL

La construction du projet intercommunal a été engagée à partir de trois questionnements :

- Combien d'habitants à l'horizon des 10-15-20 ans ?
- Quels seront les besoins induits ?
- Quelles sont les capacités foncières du territoire pour accueillir les habitants et où se trouvent-elles ?

Ainsi, au regard des besoins en logements estimés et pour accueillir une population nouvelle, il est indispensable d'avoir une vision précise des capacités d'accueil du territoire.

Le nouveau contexte réglementaire et législatif de l'urbanisme, dans lequel doit s'inscrire l'intercommunalité, vise à favoriser une **gestion économe de l'espace**. Ainsi, la construction du projet a permis de s'interroger sur la capacité des terrains situés au sein du tissu urbain existant avant de s'intéresser à ceux situés dans les secteurs d'extension urbaine.

Ainsi, ont été distingués :

- **Les dents creuses** : parcelles actuellement non construites et non attenantes à des propriétés bâties, situées au sein de l'enveloppe urbaine,
- **Les secteurs de renouvellement** situés au sein du tissu urbain,
- Les terrains dont les caractéristiques permettent une **division parcellaire** (accès à une voirie existante, surface importante, présence des principaux réseaux,...),
- Les parcelles constituant **de nouvelles zones d'extension** pour l'urbanisation future.

Cette analyse des espaces libres de construction et des estimations des besoins en logements va permettre de trouver un équilibre entre le besoin de proposer des espaces constructibles pour l'accueil de nouvelles populations et la nécessité d'assurer la préservation des espaces naturels et agricoles du territoire.

➔ **OBJECTIF DEMOGRAPHIQUE RETENU POUR L'HORIZON 2037 ET ESTIMATION DES BESOINS EN LOGEMENTS**

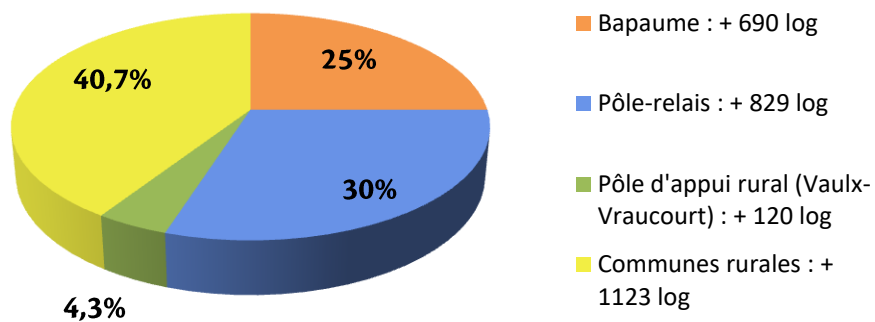
Au sein du diagnostic, il a été estimé, dans une optique de maintien et de croissance maîtrisée de la population, qu'il serait **nécessaire d'édifier environ 2 762 logements d'ici 2037**, pour atteindre le seuil des **31 400 habitants (croissance démographique de 12,5% pour le Sud-Artois)**, conformément aux orientations du SCoT de l'Arrageois. Cette production en logements sera répartie comme telle :

- Sur Bapaume : 690 logements (25% de la production totale), soit 34 logements par an.
- Sur les pôles-relais : 829 logements (30% de la production totale), soit 42 logements par an.
- Sur le pôle d'appui rural (Vaulx-Vraucourt) : 120 logements (soit 4.3% de la production totale), soit 6 logements par an.
- Sur les communes rurales : 1 123 logements (40.7% de la production totale), soit 56 logements par an.

<b>HYPOTHESE D'EVOLUTION DE LA POPULATION SUR LE PLUI</b>	
<b>(HORIZON 2017-2037, soit 20 ans)</b>	
Population 2037	<b>31400 habitants</b>
Nb de logts nécessaires au maintien de la population entre 2017 et 2037	<b>1105 logements</b>
Nb de logts nécessaires à la croissance de la population entre 2017 et 2037	<b>1657 logements</b>
Nb total de logts nécessaires entre 2017 et 2037	<b>2762 logements</b>
Nb total de logts nécessaires par an entre 2017 et 2037	<b>138 log/an</b> (Entre 2008 et 2013 : 126 log/an).



### Répartition de la construction des nouveaux logements par pôles

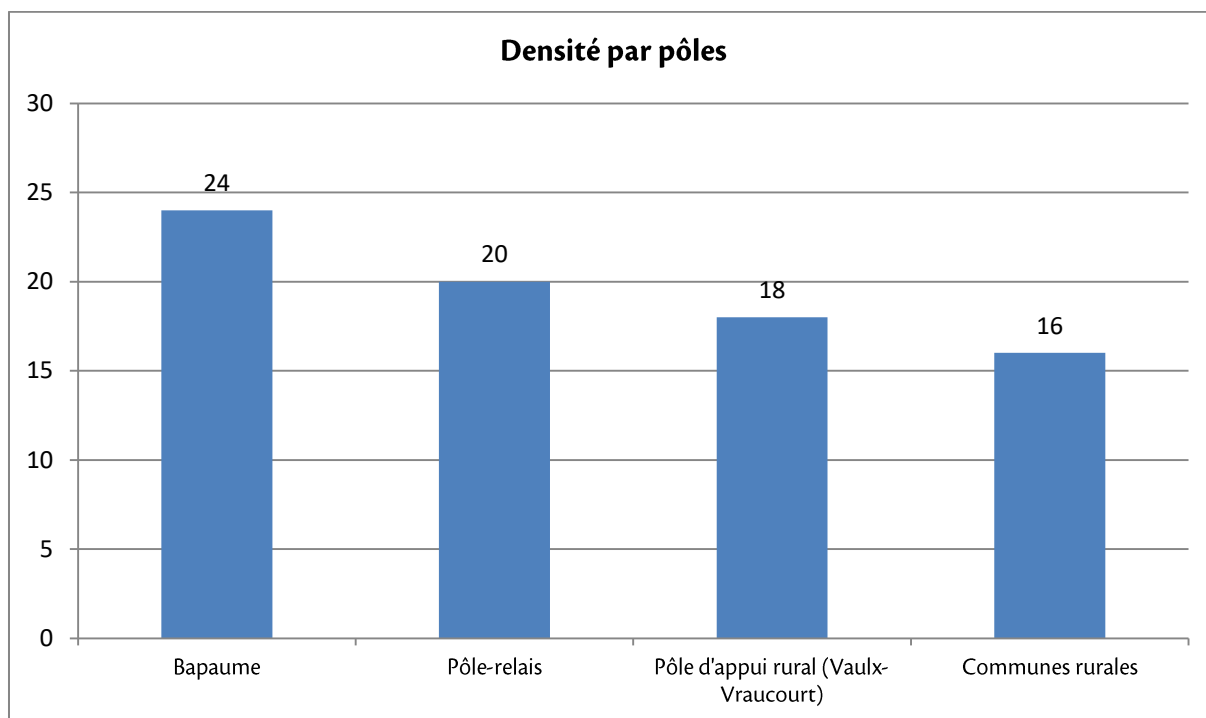


## ➔ ESTIMATION DES DENSITES RESIDENTIELLES

Le SCoTA fixe également des densités à respecter selon les pôles identifiés dans le projet pour les nouvelles opérations de plus de 5 000 m<sup>2</sup> :

- Bapaume : densité de 24 logements à l'hectare.
- Pôles-relais : densité de 20 logements à l'hectare.
- Pôle d'appui rural (Vaulx-Vraucourt) : densité de 18 logements à l'hectare.
- Communes rurales : densité de 16 logements à l'hectare.

En log/ha

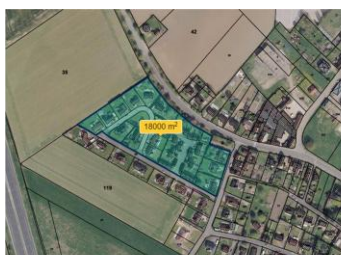


Exemples de densités existantes sur le territoire :



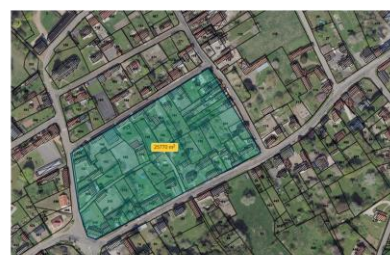
Environ **24 log/ha**

Sur Bapaume, route de Bancourt / rue des Moulins.



Environ **20 log/ha**

Sur Croisilles, le long de la rue d'Arras, à l'ouest de la commune



Environ **16 log/ha**

Sur Courcelles-le-Comte, rue Jules Ferry / rue V. Hugo



## ➔ ESTIMATION DES BESOINS EN SURFACES

L'hypothèse qui a été prise en matière de répartition de la construction de nouveaux logements entre le tissu urbain et l'extension est la suivante selon les 3 pôles identifiés :

- Sur Bapaume : 40% des nouveaux logements seront produits en extension (soit 276 logements), ce qui représenterait une **consommation foncière en extension de 11,5 hectares**.
- Sur les pôles-relais : 50% des nouveaux logements seront produits en extension (soit 415 logements), ce qui représenterait une **consommation foncière en extension de 20,7 hectares**.
- Sur le pôle d'appui rural : 60% des nouveaux logements seront produits en extension (soit 72 logements), ce qui représenterait une **consommation foncière en extension de 4 hectares**.
- Sur les communes rurales : 45% des nouveaux logements seront produits en extension (soit 505), ce qui représenterait une **consommation foncière en extension de 31,6 hectares**.

Ainsi, au total, pour réaliser les 2 800 logements prévus pour l'horizon 2037, il est envisagé **une consommation foncière maximale en extension de 67,8 hectares, soit 3,4 hectares par an**.

## ➔ OBJECTIF DE MODERATION DE LA CONSOMMATION FONCIERE

A titre de comparaison, lors de la période 2006-2016, la consommation en extension à vocation d'habitat était de 76 hectares, soit 7,6 hectares par an.

**Ainsi, le projet intercommunal fixé au PLUi permettrait de diminuer de plus de la moitié la consommation foncière à vocation résidentielle à l'horizon 2037 :**

- **Consommation passée entre 2006 et 2016 : 7,6 hectares par an.**
- **Consommation prévue sur la période du PLUi à l'horizon 2037 : 3,4 hectares par an.**

Polarité	Nb de logts à construire à l'horizon 2037	Répartition logts dans le tissu urbain / logts en extension	Nb de logts dans le tissu urbain/en extension	Consommation foncière en extension à vocation d'habitat
Bapaume	690	60% / 40%	<b>414 / 276</b>	<b>11,5 ha</b>
Pôles-relais	829	50% / 50%	<b>415 / 415</b>	<b>20,7 ha</b>
Pôle d'appui rural	120	40% / 60%	<b>48 / 72</b>	<b>4 ha</b>
Communes rurales	1 123	55% / 45%	<b>618 / 505</b>	<b>31,6 ha</b>
TOTAL	2 762		<b>1 495 / 1 268</b>	<b>67,8 ha, soit 3,4 ha/an</b> A titre de comparaison : 2006-2016 : 7,6 ha/an

➔ **RECAPITULATIF**

<b>HYPOTHESE D'EVOLUTION DE LA POPULATION SUR LE PLUI</b> <b>(HORIZON 2017-2037, soit 20 ans)</b>	
<b>Population 2037</b>	<b>31400 habitants</b>
<b>Nb total de logts nécessaires</b> entre 2017 et 2037	<b>2762 logements</b>
<i>Sur Bapaume</i>	690 log
<i>Sur les pôles-relais</i>	829 log
<i>Sur le pôle d'appui rural</i>	120 log
<i>Sur les communes rurales</i>	1 123 log
<b>Densité</b>	
<i>Sur Bapaume</i>	24 log/ha
<i>Sur les pôles-relais</i>	20 log/ha
<i>Sur le pôle d'appui rural</i>	18 log/ha
<i>Sur les communes rurales</i>	16 log/ha
<b>Répartition de la construction de nouveaux logements entre le tissu urbain et l'extension</b>	
<i>Sur Bapaume : 60% / 40%</i>	414 / 276
<i>Sur les pôles-relais : 50% / 50%</i>	415 / 415
<i>Sur le pôle d'appui rural : 40% / 60%</i>	48 / 72
<i>Sur les communes rurales : 55% / 45%</i>	618 / 505
<b>Consommation foncière totale 2017-2037</b>	<b>67,8 ha (soit 3,4 ha par an)</b>
<i>Sur Bapaume</i>	11,5 ha
<i>Sur les pôles-relais</i>	20,7 ha
<i>Sur le pôle d'appui rural</i>	4 ha
<i>Sur les communes rurales</i>	31,6 ha
<b>Consommation foncière totale 2006-2016</b> <i>(à titre de comparaison)</i>	<b>76 ha (soit 7,6 ha par an)</b>

## 2. La modération de la consommation foncière à vocation économique

Au sein du diagnostic, il a été estimé conformément au SCoTA, un objectif de création de 65 emplois par an, soit une augmentation de 1 560 emplois à l'horizon 2037.

Dans le respect des orientations du SCoTA, 36% de ces nouveaux emplois seront à créer dans le tissu urbain (soit 562 emplois) et 64% en extension (soit 998 emplois).

En appliquant la densité fixée par le SCoTA de 16 emplois à l'hectare, la création de ces 998 emplois en extension générerait une consommation foncière en extension de 62,4 hectares entre 2013 et 2037, soit **une consommation foncière en extension à vocation d'activités de 2,6 hectares par an.**

A titre de comparaison, lors de la période 2006-2016, la consommation en extension à vocation économique était de 57 hectares, soit 5,7 hectares par an.

**Ainsi, le projet intercommunal fixé au PLUi permettrait de diminuer de plus de la moitié la consommation foncière à vocation économique à l'horizon 2037 :**

- **Consommation passée entre 2006 et 2016 : 5,7 hectares par an.**
- **Consommation prévue sur la période du PLUi à l'horizon 2037 : 2,6 hectares par an.**

HYPOTHESE D'EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS SUR LE PLUI	
Nb d'emplois en 2013	8 041 emplois
Objectif de création d'emplois (SCoTA)	+ 65 emplois par an
Nb d'emplois en plus à l'horizon 2037	+ 1 560 emplois
Répartition de la construction de nouveaux emplois entre le tissu urbain et l'extension  36% / 64%	562 emplois dans le tissu urbain  <b>998 emplois en extension</b>
Densité	16 emplois à l'hectare
Consommation foncière totale 2013-2037	62,4 ha (soit 2,6 ha par an)
Consommation foncière totale 2006-2016  (à titre de comparaison)	57 ha (soit 5,7 ha par an)



## F. Les ambitions du projet de territoire : 3 axes de développement pour un territoire de proximité, innovant et durable

Le diagnostic du territoire, réalisé de façon concertée avec les élus et les services techniques de l'intercommunalité, les habitants et les partenaires de la démarche d'élaboration du PLUi, a mis en avant les caractéristiques majeures de la CCSA, ses forces mais aussi ses faiblesses.

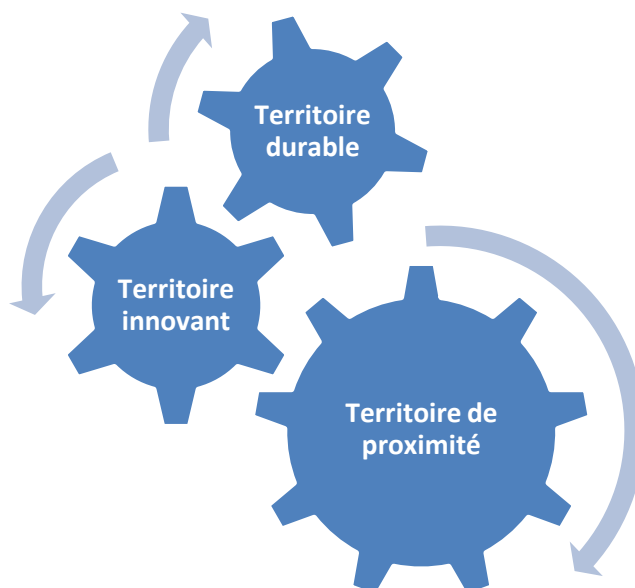
**Ce territoire rural, au positionnement géographique avantageux en plein cœur de la région Hauts-de-France** et localisé entre le bassin Parisien et le nord de l'Europe, est marqué par une certaine attractivité résidentielle. Il se distingue par son cadre naturel et paysager remarquable, support d'activités touristiques et sportives, et dont la préservation est une préoccupation majeure pour la population.

En parallèle, la CCSA se voit affectée par une perte de dynamisme et d'attractivité de son bourg-centre, **Bapaume, qui reste néanmoins le principal pôle d'emplois et d'équipements de l'intercommunalité**, et par une fragilisation générale de l'offre de commerces de proximité, à laquelle la population est particulièrement attachée.

Cette population, de par ses évolutions récentes et ses caractéristiques (âge, taille des ménages, revenus), requiert des besoins spécifiques en matière d'équipements et services, de mobilité, d'habitat, d'emploi, auxquels la CCSA est amenée à répondre, notamment pour les populations jeunes et les personnes âgées qui présentent des besoins spécifiques.

Fortement dépendant de l'usage de la voiture individuelle, concerné par des risques naturels et comprenant une part importante de logements anciens, **c'est enfin un territoire engagé dans la transition énergétique et écologique** et reconnu à ce titre comme Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV). Afin de répondre aux enjeux d'avenir, la CCSA porte également des actions en faveur du développement des usages et services numériques, dans le cadre de la stratégie menée au niveau de l'intercommunalité.

Dans ce contexte, et au regard des enjeux soulevés par les élus et les habitants, **les ambitions du projet de développement du Sud-Artois visent à dépasser le statut de territoire résidentiel, pour faire de la CCSA un territoire de proximité, innovant et durable.**



A cette fin, il s'agit de répondre aux besoins de tous en matière d'équipements, de commerces et services, d'habitat, d'emploi local. Il convient de favoriser les liens sociaux entre toutes les générations et catégories de la population et d'être un territoire accueillant pour les habitants, les touristes et les entreprises, mais aussi un territoire relié aux territoires voisins dans une optique de complémentarité, en particulier en matière d'équipements et de mobilité. C'est enfin un territoire dont un des atouts majeurs est la qualité de son cadre de vie (paysages, patrimoine) et qui vit ainsi en harmonie avec son environnement. Préserver cette qualité de vie et cette identité rurale pour s'inscrire dans un territoire durable demeure l'un des enjeux principaux du projet de territoire.

Ces ambitions assemblées forment un scénario de développement plaçant en son cœur les notions de proximité, d'innovation et de durabilité. **Ce scénario comprend 3 axes de développement** intimement liés, se répondant les uns avec les autres et s'inscrivant dans une logique affirmée d'aménagement durable, de développement et d'attractivité territoriale.

Ainsi, les élus de l'Intercommunalité ont défini plusieurs objectifs qui forment l'ossature du projet stratégique de la Communauté de Communes du Sud-Artois.

Ces objectifs s'articulent autour de trois grands axes :

**Axe 1 : ACCOMPAGNER UN DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE EN VEILLANT A L'EQUILIBRE TERRITORIAL ET A LA PROXIMITE.**

**Axe 2 : PROFITER DU POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE CENTRAL DU SUD-ARTOIS POUR VALORISER SON POTENTIEL ECONOMIQUE ET L'INNOVATION ECONOMIQUE.**

**Axe 3 : PRESERVER ET VALORISER LE CADRE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTAL POUR FAIRE DU SUD-ARTOIS UN TERRITOIRE DURABLE.**

Ces choix constituent les options fondamentales des élus pour le devenir de leur territoire. Les objectifs fondamentaux du PADD étant le développement urbain maîtrisé, la préservation de l'activité économique et des espaces naturels.

## G. Les orientations générales du PADD

### AXE 1 : ACCOMPAGNER UN DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE EN VEILLANT A L'EQUILIBRE TERRITORIAL ET LA PROXIMITE

---

#### **Orientation n°1 : Poursuivre la dynamique démographique positive**

#### **Orientation n°2 : Garantir une offre de logements équilibrée entre Bapaume, les pôles-relais, le pôle d'appui rural et les communes rurales**

- Assurer une répartition équilibrée de l'offre en logements en fonction des spécificités du territoire.
- Proposer une offre de logements diversifiée et adaptée aux besoins.

#### **Orientation n°3 : Reconquérir la trame urbaine**

- Favoriser le renouvellement urbain.
- Veiller à une gestion économe du foncier.
- Promouvoir l'éco-construction.

#### **Orientation n°4 : Adapter les équipements aux objectifs intercommunaux**

- Structurer le développement des équipements du Sud-Artois.
- Renforcer le rayonnement des équipements sur les pôles principaux du territoire.
- Offrir un maillage local des équipements et services, en maintenant les équipements de proximité.
- Assurer la complémentarité des équipements entre les communes.

#### **Orientation n°5 : Promouvoir de nouvelles pratiques en matière de mobilité pour s'engager dans une mobilité durable**

- Conforter le pôle gare d'Achiet-le-Grand en créant un Pôle d'Echange Multimodal (PEM).
- Favoriser l'inter-modalité sur le territoire.
- Aménager un réseau d'itinéraires doux à l'échelle de l'intercommunalité.
- Anticiper le passage du Canal Seine-Nord Europe.
- Prévoir un stationnement adapté aux problématiques du territoire.
- Prendre en compte le dimensionnement des engins agricoles.

## **AXE 2 : PROFITER DU POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE CENTRAL DU SUD-ARTOIS POUR VALORISER SON POTENTIEL ECONOMIQUE ET L'INNOVATION ECONOMIQUE**

---

### **Orientation n°1 : Encourager l'innovation économique et la diversification de l'activité**

- Structurer le développement économique du Sud-Artois.
- Faire émerger des projets économiques intercommunaux, en valorisant le potentiel dans les zones d'activités économiques.
- Structurer le développement commercial du Sud-Artois.
- Renforcer les activités locales des centres-bourgs.
- Profiter du passage du Canal Seine-Nord Europe pour renforcer l'attractivité sur le secteur est de l'intercommunalité.

### **Orientation n°2 : Développer le tourisme rural à l'échelle intercommunale**

- Intégrer les atouts patrimoniaux et paysagers dans la stratégie touristique intercommunale.
- Faire émerger le tourisme, en lien avec l'arrivée du Canal Seine-Nord Europe.
- Répartir et diversifier les hébergements touristiques.
- Mettre en réseau les sites touristiques.

### **Orientation n°3 : Soutenir l'agriculture dans ses projets et sa diversification et promouvoir le développement rural**

- Accompagner les filières agricoles innovantes.
- Encourager la diversification des activités agricoles.
- Encourager les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

### **Orientation n°4 : Faire du numérique un levier d'attractivité sur le territoire**

- Prioriser l'arrivée du Très Haut Débit sur le territoire.
- Elargir les usages et équipements innovants en matière numérique.
- Accroître le télétravail.
- Accompagner les acteurs du territoire à la digitalisation de leurs activités.
- Favoriser l'accès au numérique pour tous.

## **AXE 3 : PRESERVER ET VALORISER LE CADRE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTAL POUR FAIRE DU SUD-ARTOIS UN TERRITOIRE DURABLE**

---

### **Orientation n°1 : Assurer l'innovation énergétique sur le territoire**

- Encadrer le développement éolien sur le territoire.
- Exploiter le potentiel des autres énergies renouvelables.
- Inciter au développement d'un urbanisme plus durable.

### **Orientation n°2 : Protéger les espaces naturels sensibles**

- Assurer la préservation des éléments naturels majeurs du territoire (trames vertes et bleues, continuités écologiques, auréoles bocagères).
- Valoriser la biodiversité présente au sein de chaque village du Sud-Artois.

### **Orientation n°3 : Mettre en valeur le patrimoine bâti et les paysages qui fondent l'identité de la CCSA**

- Préserver les paysages remarquables et identitaires.
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable et le petit patrimoine.
- Intégrer les nouvelles constructions à leur environnement.

### **Orientation n°4 : Intégrer la présence des risques**

- Limiter les risques d'inondation et de ruissellement.
- Garantir la prise en compte des autres risques et nuisances dans les projets.

### **Orientation n°5 : Veiller à la gestion de la ressource en eau**

- Entretien du réseau hydrographique de surface.
- Veiller à la qualité de la ressource en eau.



## AXE 1 : ACCOMPAGNER UN DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE EN VEILLANT A L'EQUILIBRE TERRITORIAL ET LA PROXIMITE

---

### **Orientation n°1 : Poursuivre la dynamique démographique positive**

La Communauté de Communes du Sud-Artois connaît un regain démographique depuis les années 1990. Bénéficiant notamment de la proximité d'Arras et dotée de nombreux atouts (économie, numérique, mobilité, cadre de vie), la CCSA souhaite poursuivre cette tendance.

Pour conserver cette dynamique, la CCSA souhaite engager diverses actions visant à fixer les ménages et en attirer de nouveaux. Toutefois, il ne s'agit pas de s'orienter vers une croissance exacerbée de la population, la CCSA souhaitant conserver son caractère rural.

Elle a ainsi fixé un objectif de **croissance démographique de 12,5% pour le Sud-Artois**, soit une **augmentation d'environ 3 810 habitants à l'horizon 2037**, lui permettant d'atteindre 31 400 habitants en 2037. Son positionnement **au cœur de la nouvelle région Hauts-de-France** et au contact d'Arras, de Cambrai et de Péronne impose une ambition dynamique du territoire. Cet objectif s'inscrit dans celui plus global du Schéma de Cohérence Territorial de l'Arrageois (SCoTA), qui table sur une croissance de plus de 18 000 habitants sur l'ensemble de son territoire.



## **Orientation n°2 : Garantir une offre de logements équilibrée entre Bapaume, les pôles-relais, le pôle d'appui rural et les communes rurales**

- **Assurer une répartition équilibrée de l'offre en logements en fonction des spécificités du territoire.**

Le maintien des habitants actuels et l'accueil de nouveaux ménages passent par l'amélioration de l'offre en logements. Pour atteindre les objectifs démographiques précités, la **construction de 2 800 logements est nécessaire entre 2017 et 2037**, soit une moyenne de 140 logements à construire par an. Cet objectif permet de s'inscrire dans les réflexions menées sur l'Arageois.

Dans une logique de répartition d'un développement équilibré de l'intercommunalité, trois entités ont été identifiées afin de structurer un territoire multipolaire :

- **Le pôle central de Bapaume** : centralité majeure dont le rôle structurant est affirmé. Chef de file du développement intercommunal, le pôle central de Bapaume est en mesure d'affirmer et de faire rayonner le Sud-Artois au-delà de ses limites administratives. C'est pourquoi, le PLUi prévoit des objectifs plus ambitieux pour Bapaume en termes d'accueil de population, de construction de logements, de densité, de mixité sociale... Par ailleurs, Bapaume accueillera de manière préférentielle les équipements commerciaux et activités économiques d'envergure, ainsi que les équipements et services d'influence intercommunale.
- **Les pôles-relais** : Croisilles, Bucquoy, Achiet-le-Grand, Hermies et Bertincourt. Ces 5 communes constituent des relais résidentiels, d'équipements et de commerces du pôle central de Bapaume. Elles doivent impulser une dynamique locale résidentielle nécessaire au maintien des équipements et commerces, mais également nécessaire à la dynamique générale du territoire du Sud-Artois.
- **Le pôle d'appui rural** : il s'agit de la commune de Vaulx-Vraucourt. Vaulx-Vraucourt est identifié comme pôle d'appui rural, en complément de Bapaume, en raison de son dynamisme démographique, de son bassin d'emploi et d'activité économique important et des infrastructures dont la commune dispose. La commune constitue un pôle d'équipements, de services et de commerces, complémentaire du pôle central de Bapaume.
- **Les communes rurales** : les 57 autres communes du Sud-Artois. Ces communes plus petites n'ont pas vocation à assurer un rôle disproportionné en ce qui concerne la dynamique résidentielle ou le développement des équipements et services. C'est le maintien de l'identité de ces villages qui guidera la production de logements neufs et le développement des équipements. Pour autant, la recherche d'une dynamique résidentielle devra servir la mixité des populations et le bon fonctionnement des équipements existants.

Cette définition répond aux poids de population, aux poids de l'emploi, à l'accessibilité, aux commerces, équipements et services présents et au fonctionnement de ces territoires. L'identification de ces polarités répond aussi à une logique de proximité du projet de territoire: le projet vise en effet à offrir des commerces, activités, services et équipements structurants à une distance moindre des habitants et à adapter la mobilité en conséquence. Les principes de développement et d'aménagement de la CCSA se déclineront en fonction de cette structuration « à taille humaine ».

Dans un objectif de renforcement de l'habitat sur le pôle de Bapaume, sur les pôles-relais et sur le pôle d'appui rural, au plus près des commerces, activités, services et équipements, les futurs logements seront ainsi répartis en fonction des spécificités de ces entités :

Polarité	Nb total de log. à construire	Nb de log. à construire par an
Sur Bapaume	<b>690 log.</b>	<b>34 log/an</b>
Sur les pôles-relais	<b>829 log.</b>	<b>42 log/an</b>
Sur le pôle d'appui rural	<b>120 log</b>	<b>6 log/an</b>
Sur les communes rurales	<b>1 123 log</b>	<b>56 log/an</b>
TOTAL sur les 64 communes	<b>2 800 log</b>	<b>138 log/an</b>

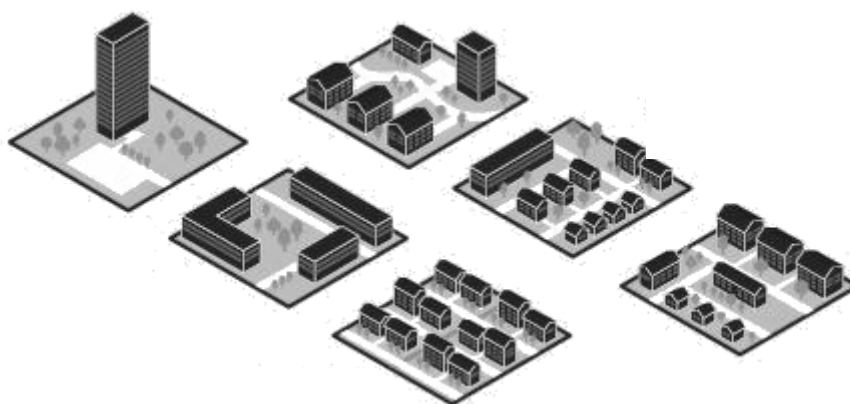
- **Proposer une offre de logements diversifiée et adaptée aux besoins.**

Pour répondre à l'accueil de nouvelles populations et au maintien de la population installée, l'offre de logements doit être adaptée. La priorité est donc donnée à la **diversification des typologies** et des modes d'accès, afin que le parc de logements corresponde à chaque type d'habitants présents sur le territoire (étudiants, jeunes ménages, cadres, familles, personnes âgées). Les étudiants et les jeunes ménages ont des besoins spécifiques en termes de surfaces de logements, de localisation ou de contraintes financières. C'est également le cas des personnes âgées, qui sont en augmentation sur le territoire. Ce phénomène de vieillissement de la population, que l'on retrouve au niveau national, induit également de nouveaux besoins en termes d'accessibilité, de déplacements et d'autonomie.

L'enjeu est donc de veiller à garantir le parcours résidentiel sur le territoire, et notamment :

- Favoriser le développement des logements plus petits et/ou de logements locatifs adaptés aux besoins de la population.
- Soutenir l'offre pour les primo-accédants.
- Aménager des opérations de logements sociaux.
- Soutenir le développement d'une offre en accession à des prix abordables.
- Inciter à la construction de logements adaptés au vieillissement de la population (béguinages, maisons de retraite, résidences intergénérationnelles...). En effet, l'allongement de la durée de vie nécessite d'augmenter les capacités des foyers et des maisons d'accueil. Dans ce cadre, la mutualisation des réflexions sur les opérations entre les communes est recommandée.

Schéma illustrant les différentes typologies de logements :



Source : <http://www.regionmorges.ch>

### Orientation n°3 : Reconquérir la trame urbaine

- Favoriser le renouvellement urbain.

Pour répondre à ses besoins de développement, la CCSA désire profiter des opportunités foncières présentes sur le territoire pour développer et valoriser l'image du territoire.

**Le renouvellement urbain** correspond aux objectifs du Grenelle de l'Environnement et de la loi ALUR, notamment en termes de densification de l'enveloppe bâtie. Pour ce faire, les terrains et sites constructibles au sein de l'enveloppe urbaine doivent être étudiés :

- **Comblent les dents creuses** définies au sein du diagnostic du PLUi et réinvestir les cœurs d'îlots.
- Engager des **opérations de réhabilitation de friches** sur les sites à enjeux : ancienne gare de Bapaume, caserne Frère de Bapaume, friche Kandy à Bapaume, silo à céréales d'Achiet-le-Grand, friche UNEAL à Hermies, ancienne sucrerie de Bihucourt.
- Encadrer la division de grands logements ou de grandes bâtisses agricoles.
- Faciliter les évolutions du bâti (investir les anciens corps de ferme par exemple).

Afin de concourir à cet objectif, le PLUi fixe **un taux de renouvellement urbain égal à 60% sur Bapaume, à 50% sur les pôles-relais, à 40% sur le pôle d'appui rural et à 55% sur les communes rurales.**



*Caserne Frères de Bapaume*



*Ancienne gare de Bapaume*



*Friche UNEAL à Hermies*



*Silo à céréales d'Achiet-le-Grand*

- **Veiller à une gestion économe du foncier.**

Le développement urbain nécessaire à l'ambition démographique précitée à l'horizon 2037 ne peut s'effectuer uniquement dans le tissu urbain existant du fait de plusieurs contraintes présentes sur le territoire (présence de risques, d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement à vocation agricoles en centre de village générant des périmètres d'inconstructibilité, sensibilités environnementales...).

Par conséquent, **un besoin foncier a été identifié en extension pour la vocation d'habitat de 67,8 hectares** (soit une consommation de 3,4 hectares par an) :

Polarité	Consommation à prévoir
<i>Sur Bapaume</i>	<b>11,5 hectares</b>
<i>Sur les pôles-relais</i>	<b>20,7 hectares</b>
<i>Sur le pôle d'appui rural</i>	<b>4 hectares</b>
<i>Sur les communes rurales</i>	<b>31,6 hectares</b>
<i>Consommation totale sur les 64 communes</i>	<b>67,8 hectares, soit 3,4 ha/an</b>

Pour rappel, la consommation foncière annuelle qui a été faite entre 2006 et 2016 est de 7,6 hectares par an. L'objectif du territoire est donc de **diminuer par deux cette consommation foncière à l'horizon 2037**.

Les sites identifiés doivent se localiser dans la continuité de la trame bâtie, à proximité de voiries et réseaux existants. Les opérations d'ensemble seront à privilégier.

Par ailleurs, il est prévu que les nouvelles opérations de plus de 5 000 m<sup>2</sup> respectent les densités suivantes, en cohérence avec les objectifs du SCoTA :

Polarité	Densité à atteindre
<i>Sur Bapaume</i>	<b>24 log/ha</b>
<i>Sur les pôles-relais</i>	<b>20 log/ha</b>
<i>Sur le pôle d'appui rural</i>	<b>18 log/ha</b>
<i>Sur les communes rurales</i>	<b>16 log/ha</b>

Ces densités devraient participer à minorer la consommation d'espaces par rapport à la décennie précédente.

Enfin, dans un objectif de consolidation des tissus actuellement artificialisés et pour mieux respecter les milieux naturels et agricoles, les élus souhaitent que l'arrière des parcelles situées en front bâti puisse recevoir de nouvelles constructions sous forme d'un deuxième front bâti. Les accès à ces constructions en double rideau seront privés, avec une largeur minimale de 3 mètres, et connectés aux voies publiques.



- **Promouvoir l'éco-construction.**

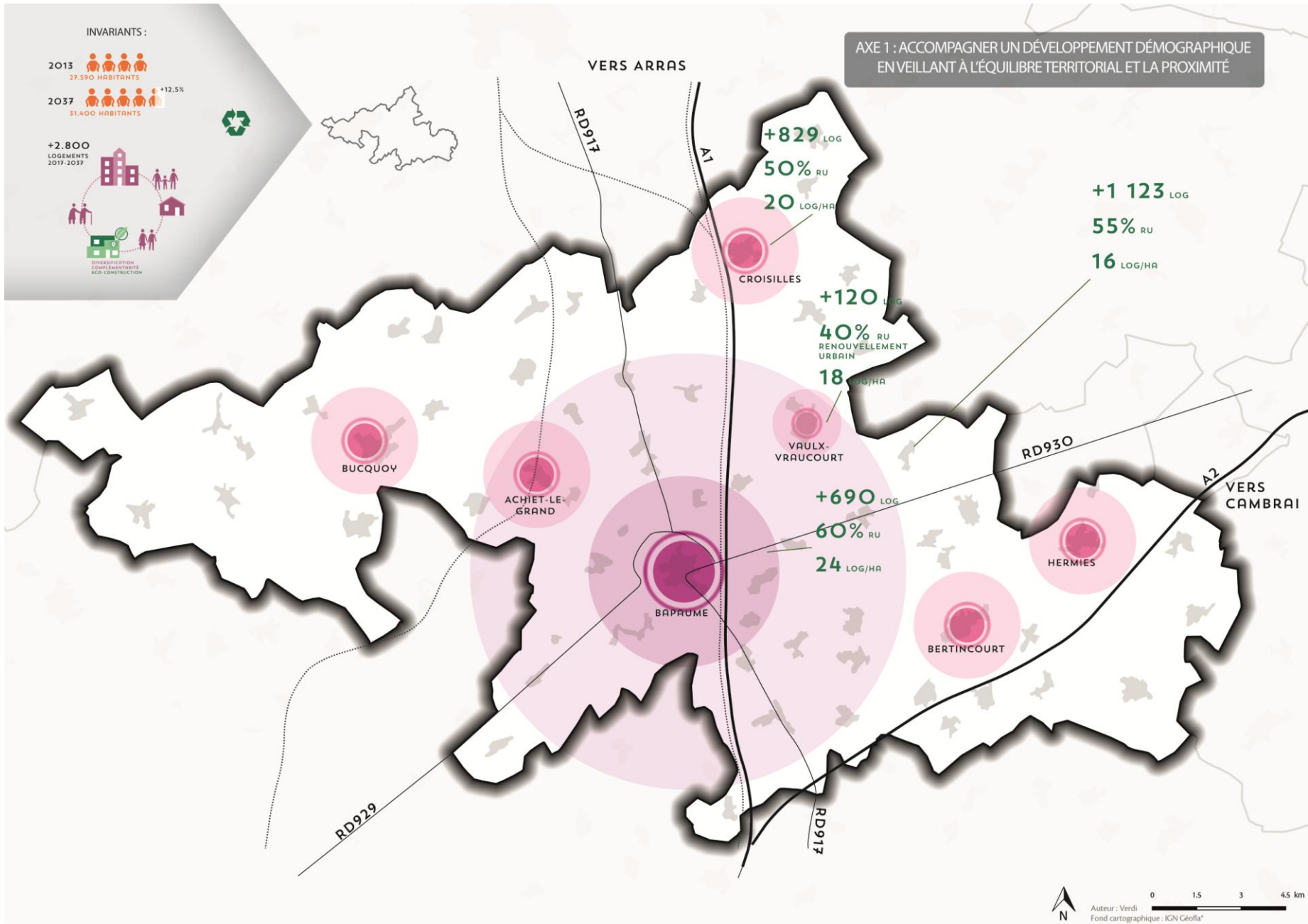
Limiter les émissions de gaz à effet de serre pour préserver les générations futures passe d'une part par la maîtrise des déplacements (incitation au covoiturage, aux déplacements en transports en commun, aux déplacements doux) et d'autre part par l'intégration du souci de maîtrise de consommation d'énergie.

Dans cette optique, **la lutte contre la précarité énergétique** est un enjeu majeur sur le territoire, qui participe à la qualité de vie des habitants. Les actions à mener sont dans un premier temps l'amélioration de la qualité énergétique du parc de bâtiments et de logements anciens. Sur la CCSA, 52,8% des résidences principales ont été construites avant 1945. Le PLUi mènera donc une politique de lutte contre l'habitat indigne et recommandera le recours à des solutions de rénovation thermique (isolation en façade et en toiture, ventilation...). L'objectif est d'offrir aux ménages un logement confortable, sain et conforme aux normes d'hygiène nationales.

Par conséquent, la CCSA vise à poursuivre et à amplifier la dynamique engagée en faveur de l'amélioration de l'habitat ces dernières années, via **le dispositif TEPCV** (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte) et la poursuite du dispositif de l'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat). En effet, une étude pré-opérationnelle est en cours sur le territoire et pourrait mener à l'élaboration d'un PIG (Projet d'Intérêt Général). Cette OPAH déjà existante sur le Sud-Artois sera renforcée et adaptée à l'ensemble du territoire. Ce dispositif permettra notamment d'améliorer l'état du parc de logements existant, en inscrivant le territoire dans des actions concrètes de résorption de la vacance, de lutte contre la précarité énergétique, d'adaptation de l'habitat à la perte de mobilité, de lutte contre l'habitat indigne...

En outre, il conviendra de **produire des logements qualitatifs**, grâce à une orientation préférentielle des constructions de manière à leur offrir un ensoleillement optimal et grâce à l'utilisation de matériaux recyclables ou renouvelables lors de la production de logements.



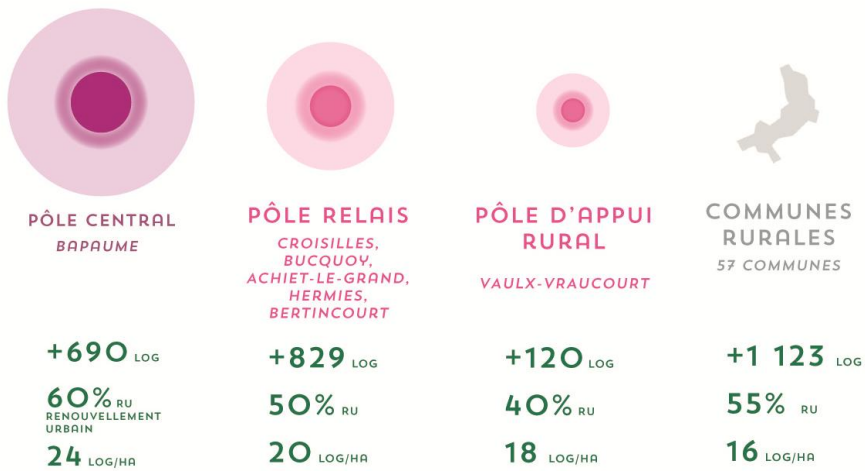


**Orientation 1 :**  
Poursuivre la dynamique démographique positive.



**Orientation 2 :**  
Garantir une offre de logements équilibrée entre Bapaume, les pôles relais et les communes rurales.

**Orientation 3 :**  
Reconquérir la trame urbaine.



**+2.800**  
LOGEMENTS  
2017-2037



**RÉHABILITATION DE FRICHES**

BAPAUME : ANCIENNE GARE, CASERNE  
FRÈRE,  
FRICHE KANDY  
ACHIET-LE-GRAND : SILO À CÉRÉALES  
HERMIES : FRICHE UNEAL  
BIHUCOURT : ANCIENNES SUCRERIE

**RECONQUÊTE DES DENTS  
CREUSES**

ENCADREMENT DES DIVISIONS  
DE GRANDS BÂTIMENTS

## **Orientation n°4 : Adapter les équipements aux objectifs intercommunaux**

- **Structurer le développement des équipements du Sud-Artois**

Le déploiement des équipements passera par un développement multipolaire structuré :

- **Le pôle central de Bapaume** : centralité majeure dont le rôle structurant est affirmé.  
Sur cette centralité, le dispositif règlementaire du PLUi veillera à assurer le déploiement des équipements qui rayonnent sur l'ensemble du territoire intercommunal. Ces équipements seront accessibles à l'ensemble des habitants (établissements scolaires secondaires, équipements sportifs et de loisirs, espace Isabelle de Hainaut, piscine Oxygène du Seuil de l'Artois, médiathèque tête de réseau, gendarmerie, maison de l'emploi...).
- **Les pôles-relais + le pôle d'appui rural** : Croisilles, Bucquoy, Achiet-le-Grand, Hermies et Bertincourt + Vaulx-Vraucourt.  
Sur ces pôles, les dispositions règlementaires du PLUi veilleront à assurer le déploiement d'équipement ne rayonnant pas sur l'ensemble du territoire mais sur un bassin de services dépassant l'échelle communale (écoles primaires, casernes de pompiers, centres de loisirs ou centres socioculturels, maisons médicales, médecins, établissements d'accueil pour personnes âgées, gymnases, stades, déchetteries, médiathèques non tête de réseau...). Ces pôles pourront faire office de tiers-lieux (lieux de rencontres qui viennent après la maison et le travail).
- **Les communes rurales** : les 57 autres communes du Sud-Artois.  
Sur ces pôles, le dispositif règlementaire du PLUi veillera à assurer le déploiement d'équipements de rayonnement d'échelle communale (écoles primaires, relais assistantes-maternelles, postes, maisons des associations...).

- **Renforcer le rayonnement des équipements sur les pôles principaux du territoire.**

Le territoire dispose aujourd'hui d'un panel d'équipements qui permet de répondre aux premiers besoins de la population locale (équipements scolaires, culturels, de santé, sportifs et de loisirs).

Pour asseoir l'équilibre du territoire, le PLUi devra veiller à **garantir la pérennité de ces équipements structurants et permettre leur évolution**, en premier lieu sur Bapaume, les pôles-relais et le pôle d'appui rural.

Le pôle médico-social de la CCSA sera élargi, par des projets de création ou de renforcement des équipements de santé et médico-sociaux (EHPAD, MARPA, maisons de santé, béguinage, équipements intergénérationnels, crèches, relais assistante-maternelle...), à l'image de ce qui existe à Bapaume, Vaulx-Vraucourt, Achiet-le-Grand, Croisilles ou Hermies. Ces actions permettront un maillage des équipements de santé sur le territoire selon les différentes entités territoriales, permettront d'accompagner le phénomène de vieillissement de la population mais également d'accueillir de nouveaux ménages avec des enfants en bas-âge.

De la même façon, en termes d'équipements culturels, sportifs et de loisirs, l'offre qui sera proposée permettra de répondre aux besoins des habitants selon un maillage du territoire :

- Renforcement de la piscine Oxygène du Seuil de l'Artois.
- Confortement des équipements sportifs.
- Soutien au réseau LISA (réseau de bibliothèques / médiathèques).
- Création d'un cinéma sur le pôle central de Bapaume.
- Création de petites salles d'équipements autour de l'espace Isabelle de Hainaut.



*Piscine Oxygène du Seuil de l'Artois*



*Espace Isabelle de Hainaut*



- Offrir un maillage local des équipements et services, en maintenant les équipements de proximité.

Le parti pris du projet de territoire est de **maintenir les équipements de proximité dans chaque village**, à l'image des équipements scolaires. Le maintien des petits équipements dans les communes rurales est nécessaire pour conserver l'équilibre souhaité au sein de l'intercommunalité.

La modernisation de certains équipements et le développement de l'accessibilité sera nécessaire au regard de la croissance démographique souhaitée.

La mutualisation des équipements est encouragée en fonction des opportunités et des projets communaux (projets de Regroupement Pédagogique par exemple).

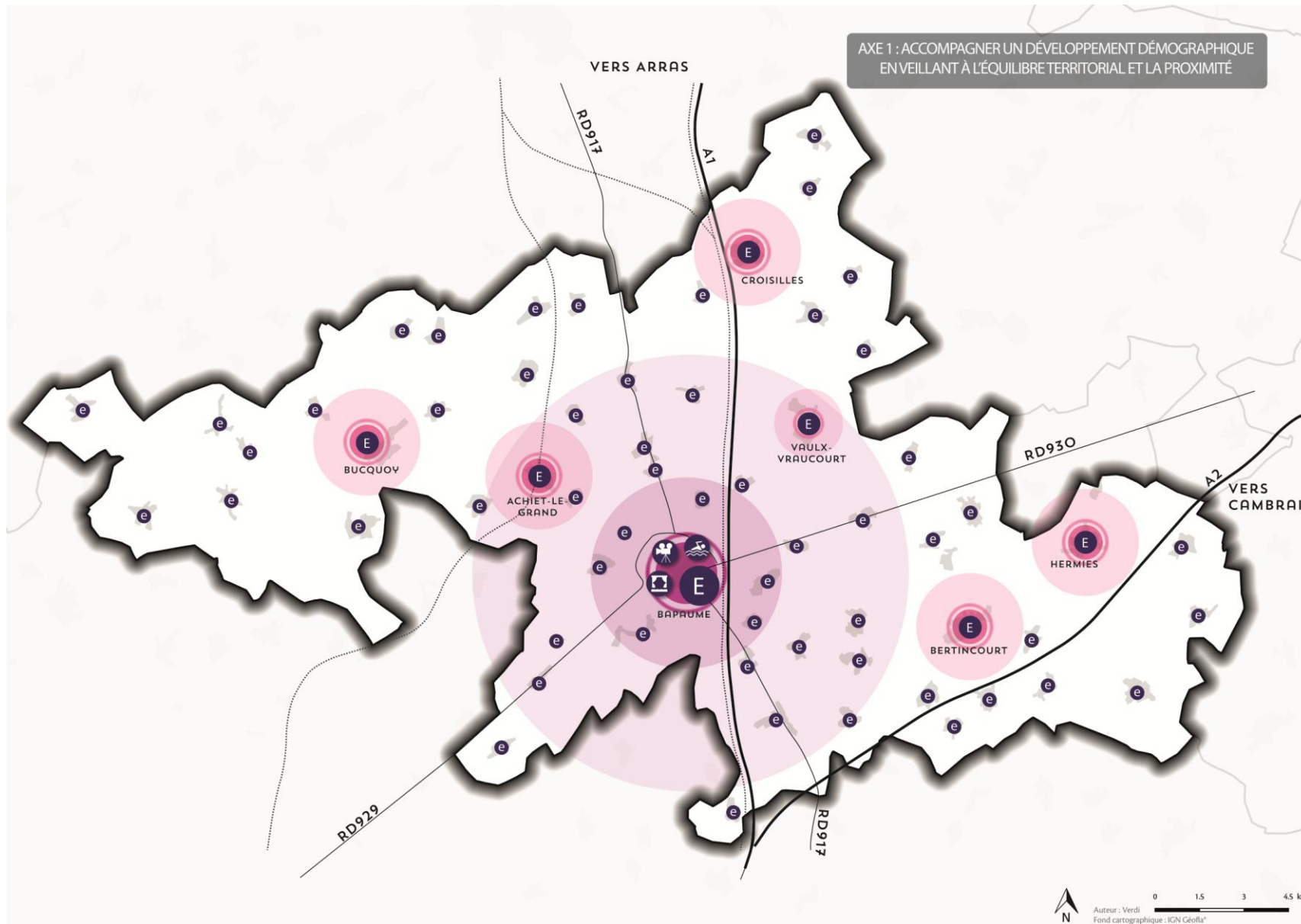
- Assurer la complémentarité des équipements entre les communes.

L'aménagement des nouveaux équipements sur le territoire doit s'effectuer de manière raisonnée. Ainsi, la complémentarité des équipements entre les communes sera recherchée afin d'éviter les doublons et la concurrence au sein du territoire.

Il conviendra également de **diviser par deux la consommation foncière à vocation d'équipements** (en passant de 0,87 ha consommés par an entre 2006 et 2016 à 0,4 hectares entre 2017 et 2037).

Période	Consommation foncière à vocation d'équipements
2006-2016	<b>0,87 ha/an</b>
2017-2037	<b>0,4 ha/an</b>





## **Orientation n°5 : Promouvoir de nouvelles pratiques en matière de mobilité pour s'engager dans une mobilité durable**

- **Conforter le pôle gare d'Achiet-le-Grand en créant un Pôle d'Echange Multimodal (PEM).**

Le territoire dispose d'une gare : **la gare d'Achiet-le-Grand.**

Le transport ferroviaire permet de traverser rapidement le territoire et d'accéder aux polarités voisines : Arras en 10 minutes, Albert en 13 minutes, Douai en 24 minutes ou Amiens en 34 minutes. Il constitue donc une alternative intéressante aux déplacements automobiles, notamment pour les migrations pendulaires.

En plus de représenter une véritable porte d'entrée sur le territoire intercommunal, le pôle gare d'Achiet-le-Grand constitue un potentiel de développement urbain dans le cadre de l'établissement d'un **Pôle d'Echange Multimodal.**

Ce projet permettra au pôle gare de devenir un véritable lieu de vie grâce à :

- Des aménagements au niveau et aux abords de la gare (stationnement, création d'un arrêt de bus).
- Des espaces publics de qualité.
- L'implantation de petits commerces et services aux abords de la gare pour redynamiser le pôle gare.
- La mise en connexion du Pôle d'Echange Multimodal avec les principaux pôles et équipements internes et externes au territoire, en privilégiant les itinéraires de transports en commun et les modes doux.



*Photo aérienne de la gare d'Achiet-le-Grand*

- **Favoriser l'inter-modalité sur le territoire.**

Pour faciliter l'ensemble des déplacements sur le territoire, **l'offre intermodale doit être développée**. Plusieurs projets s'intègrent dans ce dispositif :

- Le développement de l'offre en transports en commun (en les adaptant aux horaires et aux itinéraires des actifs), avec notamment la création d'un arrêt de bus au niveau de la gare d'Achiet-le-Grand.
- Le **développement du transport à la demande**, entre Bapaume, les pôles-relais, le pôle d'appui rural de Vaulx-Vraucourt et les communes rurales du territoire, notamment pour permettre le déplacement des personnes âgées.
- **Le développement de parkings-relais** (à proximité de l'échangeur autoroutier de Bapaume et au niveau de la gare d'Achiet-le-Grand).
- **La création de parkings dédiés au covoiturage et au partage des véhicules**  
(à proximité de l'échangeur autoroutier de Bapaume et au niveau de la gare d'Achiet-le-Grand). A ce titre, il pourra être prévu la mise en place d'une plateforme numérique pour le covoiturage local (sur le site Internet de la Communauté de Communes par exemple) et des actions de communications et de sensibilisation autour du covoiturage déjà existant dans certaines entreprises de l'intercommunalité (comme Bonduelle ou Cathelain).
- La mise en place de bornes électriques de rechargement au sein des aires de stationnement de l'intercommunalité, afin de soutenir le développement des véhicules électriques.



Des actions de communication et une signalétique appropriée devront être mises en place pour promouvoir l'application de ces dispositifs, en s'appuyant notamment sur le site Internet de l'intercommunalité pour le covoiturage.

- **Aménager un réseau d'itinéraires doux à l'échelle de l'intercommunalité**

**Les circulations douces doivent être aménagées de manière à créer un réseau sur l'ensemble de l'intercommunalité.** Ces cheminements doivent notamment permettre de desservir les polarités du territoire, à savoir la gare d'Achiet-le-Grand, Bapaume, les pôles-relais, le pôle d'appui rural, les cœurs de villages et les lieux touristiques.

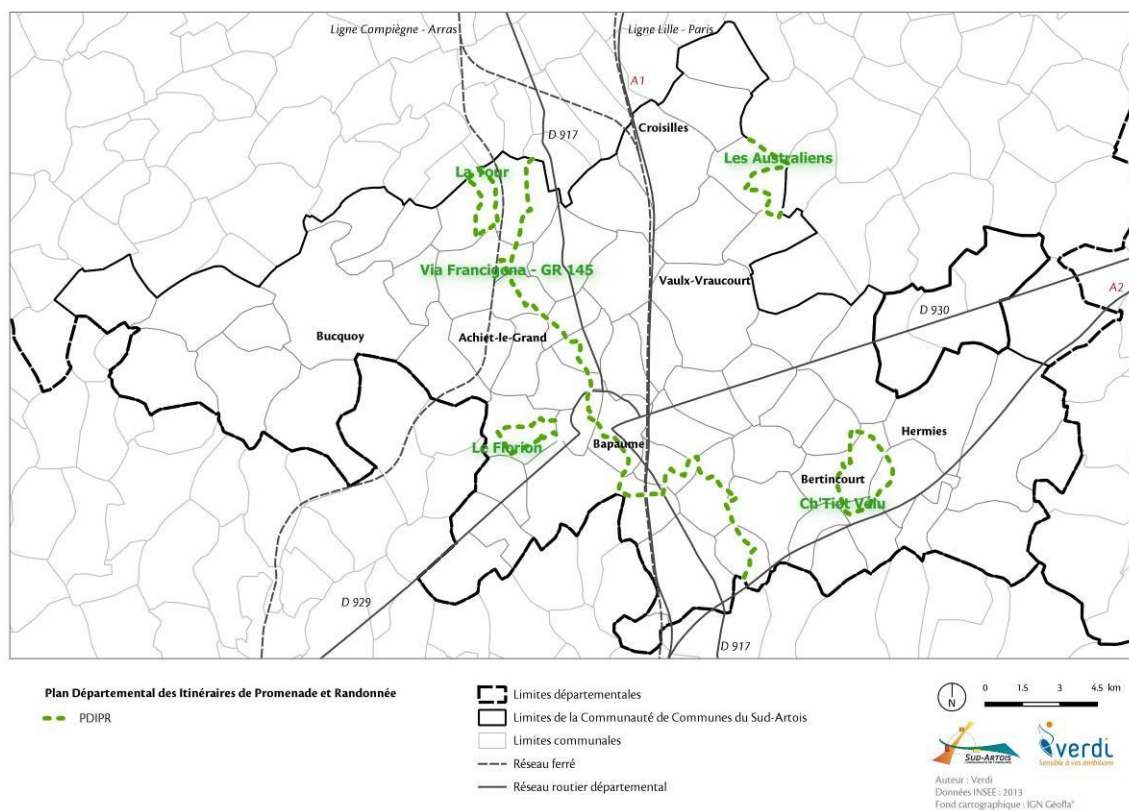
Le territoire du Sud-Artois est déjà pourvu de nombreux circuits (Via Francigena, circuits du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées, chemins communaux). L'objectif est **de mettre en réseau, de valoriser et d'entretenir les circuits de randonnées présents sur le territoire**, afin de disposer d'itinéraires cyclables continus et sécurisés.

Des sentiers thématiques pourront voir le jour sur le territoire.

En marge de cette mise en réseau, les anciennes voies ferrées Hermies / Achiet-le-Grand et Boisieux / Marquion seront réaménagées en voie verte, cyclable et piétonne, et s'inscriront dans le réseau d'itinéraires modes doux. Ce projet s'inscrit dans une optique de développement touristique du territoire, puisque cette voie dédiée aux loisirs servira notamment de lien social et de mode de déplacements doux.

D'autres dispositifs peuvent également voir le jour, comme la mise en place d'un service de location de vélos dans le centre-ville de Bapaume ou au niveau de la gare d'Achiet-le-Grand.

Enfin, tout nouveau projet d'aménagement urbain et toute nouvelle opération d'aménagement devra prévoir l'intégration de cheminements piétons et vélos et son maillage au réseau existant.



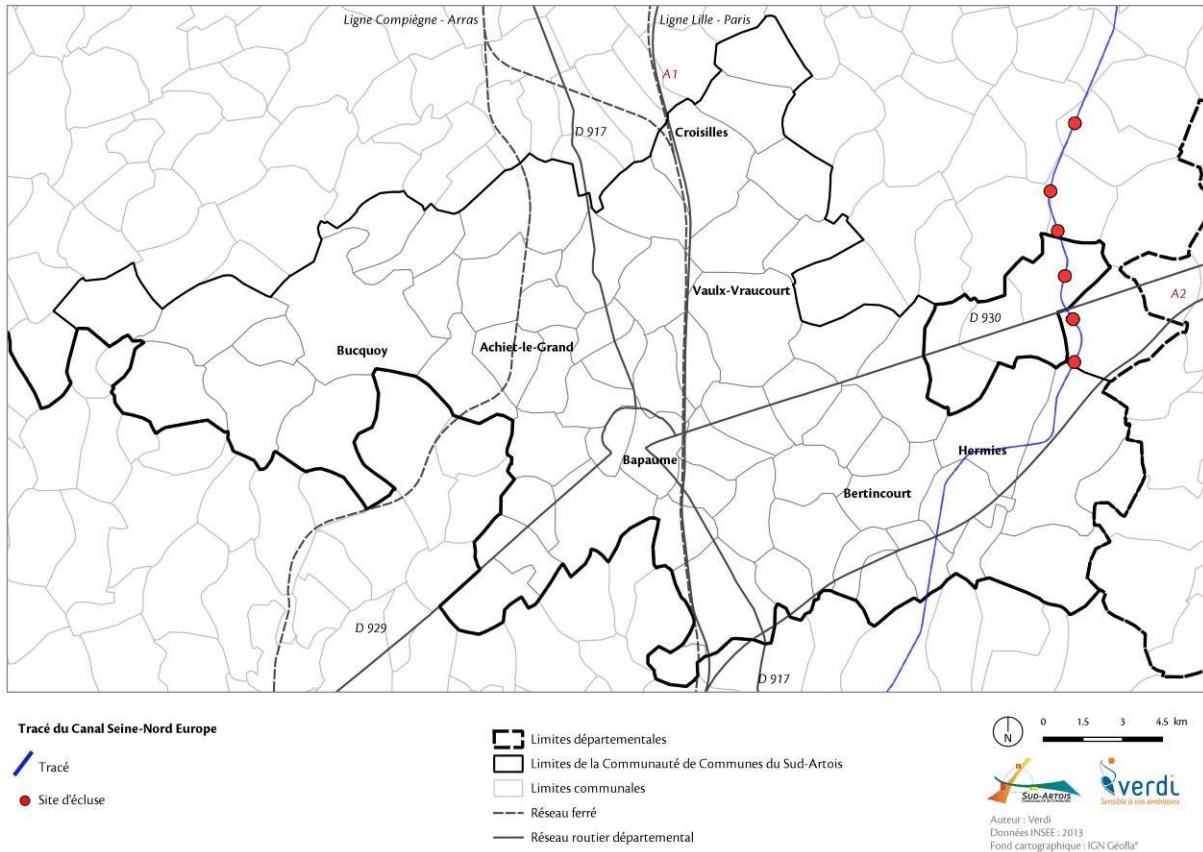
Carte des circuits du PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée)



- **Anticiper le passage du Canal Seine-Nord Europe.**

Le projet de Canal Seine-Nord Europe traverse le territoire du Sud-Artois. Il convient d’inscrire son tracé au PADD et d’intégrer le projet au sein du dispositif règlementaire, par la mise en place d’un zonage adapté à ce tracé et par l’instauration d’emplacements réservés.

Des pistes cyclables pourront accompagner la création du futur Canal.



*Tracé du projet de Canal Seine-Nord Europe*

- **Prévoir un stationnement adapté aux problématiques du territoire.**

Le PLUi vise à répondre à la question de la gestion du stationnement sur le territoire. En effet, mieux organiser le stationnement contribue à améliorer la qualité de l'espace public, à faciliter l'accès aux commerces et équipements de proximité, et donc à mieux structurer et sécuriser les cheminements doux dans toutes les communes du Sud-Artois.

C'est pourquoi une règle de réalisation de places de stationnement sera définie au règlement du PLUi, en distinguant le stationnement voiture, le stationnement deux-roues et le stationnement des transports en commun, tout en veillant à ne pas aller à l'encontre de la volonté de densification de la trame bâtie.

Le projet de PLUi prévoit également la mise en place d'aires de covoiturage et de parkings-relais sur les zones stratégiques. Des aires de stationnement pour les poids-lourds pourront également être prévues à certains endroits stratégiques du territoire.

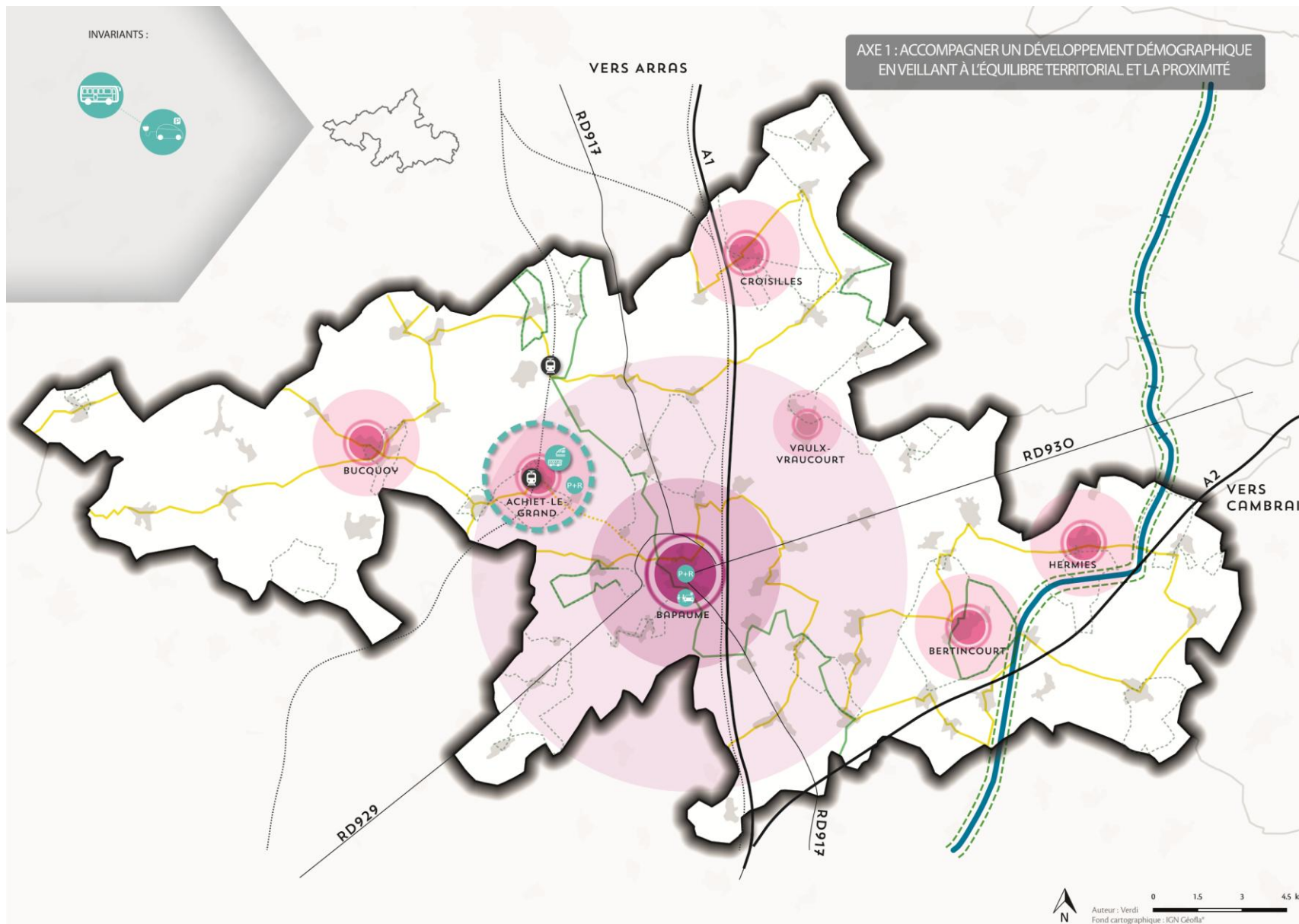
Une réflexion sur la mutualisation des espaces de stationnement mérite d'être engagée sur le territoire, notamment à proximité des zones d'activités permettant d'encourager d'autres alternatives d'usages.

Enfin, la réalisation d'aires de stationnement perméables sera favorisée, en lien avec la nature en ville afin de proposer des parkings plus qualitatifs et mieux intégrés.

- **Prendre en compte le dimensionnement des engins agricoles.**

En raison de l'évolution de l'activité agricole, les engins agricoles sont aujourd'hui de grande taille et nécessitent des voiries assez larges pour permettre leur circulation.

Lors d'aménagement touchant les voiries, il convient donc de prendre en compte les besoins relatifs aux convois agricoles.



## Orientation 5:

Promouvoir de nouvelles pratiques en matière de mobilité pour s'engager dans une mobilité durable.

### CONFORTER LE POLE GARE D'ACHIET-LE-GRAND



CONFORTER LE PÔLE GARE D'ACHIET-LE-GRAND EN CRÉANT UN PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL (PEM)

### FAVORISER L'INTERMODALITÉ SUR LE TERRITOIRE



DÉVELOPPER L'OFFRE EN TRANSPORT COLLECTIF ET EN TRANSPORT À LA DEMANDE

DÉVELOPPER LES PARKING-RELAIS

CRÉER DES PARKINGS DÉDIÉS AU COVOITURAGE ET AU PARTAGE DE VÉHICULES

METTRE EN PLACE DE BORNES DE RECHARGEMENT POUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

### AMENAGER UN RESEAU D'ITINÉRAIRES DOUX À L'ÉCHELLE DE L'INTERCOMMUNALITÉ



CIRCUITS DE RANDONNÉE

PDIPR

CIRCUITS CYCLOTOURISTIQUES ET VÉLO ROUTES VOIES VERTES (EN POINTILLÉS : À L'ÉTUDE)

### ANTICIPER LE PASSAGE DU CANAL SEINE-NORD EUROPE



ANTICIPER LE PASSAGE DU CANAL SEINE-NORD-EUROPE

CRÉER DES PISTES CYCLABLES LE LONG DU FUTUR CANAL

## AXE 2 : PROFITER DU POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE CENTRAL DU SUD-ARTOIS POUR VALORISER SON POTENTIEL ECONOMIQUE ET L'INNOVATION ECONOMIQUE

---

### Orientation n°1 : Encourager l'innovation économique et la diversification de l'activité

- **Structurer le développement économique du Sud-Artois**

Dans une logique de répartition d'un développement économique équilibré sur l'intercommunalité, les objectifs définis dans le PADD sont hiérarchisés selon les trois pôles :

- **Le pôle central de Bapaume** : centralité majeure dont le rôle structurant est affirmé.  
Bapaume constitue le pôle économique majeur du territoire. De par sa localisation stratégique au cœur des Hauts-de-France et la présence de l'échangeur autoroutier de l'A1, il constitue un élément structurant de la Communauté de Communes et doit contribuer au développement prioritaire de l'emploi du territoire. Pour Bapaume, il convient donc d'assurer la poursuite de l'aménagement économique par le déploiement d'une enveloppe foncière suffisante et adaptée permettant non seulement d'offrir aux entreprises locales en situation de développement des dispositions foncières et immobilières, mais également d'encourager l'accueil et l'implantation de nouvelles entreprises extérieures au territoire.
- **Les pôles-relais + le pôle d'appui rural** : Croisilles, Bucquoy, Achiet-le-Grand, Hermies et Bertincourt + Vaulx-Vraucourt.  
En appui au pôle central de Bapaume, les pôles-relais et le pôle d'appui rural de Vaulx-Vraucourt auront pour vocation à contribuer prioritairement au développement de l'emploi. Il convient d'assurer le maintien et le développement économique aussi bien dans les tissus urbains mixtes que dans les zones d'activités économiques existantes.
- **Les communes rurales** : les 57 autres communes du Sud-Artois.  
Les communes rurales auront pour vocation de préserver l'emploi local et de contribuer au maintien d'une proximité entre lieu d'emploi et lieu d'habitat en réponse aux besoins du tissu d'entreprises locales. Il convient pour ces communes de maintenir les activités existantes, notamment celles relevant de l'artisanat et de l'agriculture, dans les centres de villages.



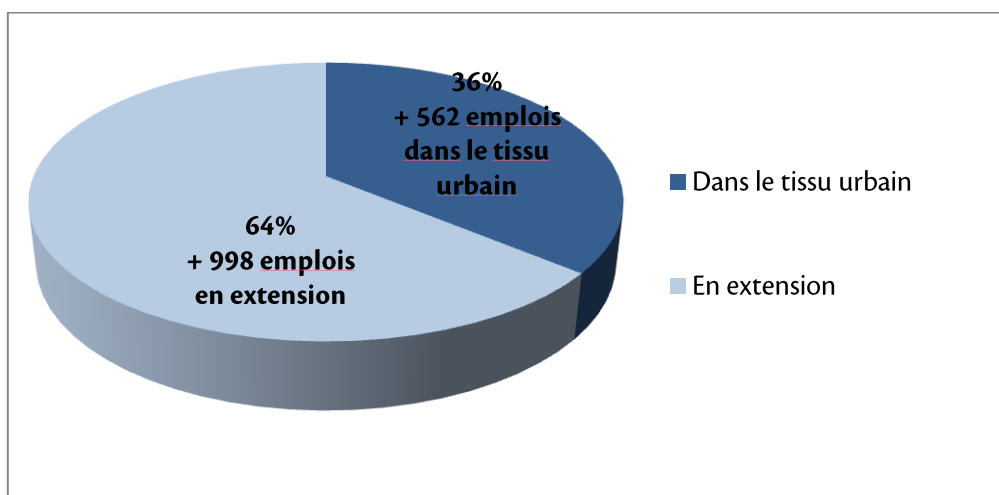
- **Faire émerger des projets économiques intercommunaux, en valorisant le potentiel dans les zones d'activités économiques.**

La volonté de maintenir les emplois dans tous les secteurs d'activités qui existent sur le territoire, reste l'une des priorités essentielles des acteurs de la vie locale. Le PLUi fixe **un objectif de création de 65 emplois par an**, conformément au SCoTA, **soit une augmentation de 1 560 emplois à l'horizon 2037**. 36% de ces emplois sont à créer dans le tissu urbain (soit 562 emplois) et 64% en extension (soit 998 emplois), dans les zones à urbaniser à vocation économique définies au zonage en continuité des tissus urbains existants. **L'objectif est de diviser par deux la consommation foncière à vocation économique** (5,7 hectares consommés annuellement entre 2006 et 2016, contre une consommation annuelle de 2,6 hectares à venir à l'horizon du PLUi).

Cela passe par le confortement des zones économiques existantes ou l'émergence de nouveaux projets au rayonnement intercommunal, qui demeure un objectif majeur du projet stratégique du territoire. Dans ce cadre, **la priorité est donnée à l'extension de la zone d'activité des Anzacs (Anzacs II)**. Le site prend place sur la commune de Bapaume, à proximité de l'échangeur autoroutier de l'A1. Une diversité d'implantation des entreprises sera recherchée, et notamment dans les domaines porteurs d'emplois sur le Sud-Artois (transport/logistique, agriculture et agroalimentaire, tertiaire, économie verte...), afin de trouver le meilleur ratio entre consommation foncière et emploi.

**La création d'une nouvelle zone d'activité au nord de Bapaume** est également en discussion, à proximité des emprises de la RD 917 et de la limite communale avec Favreuil.

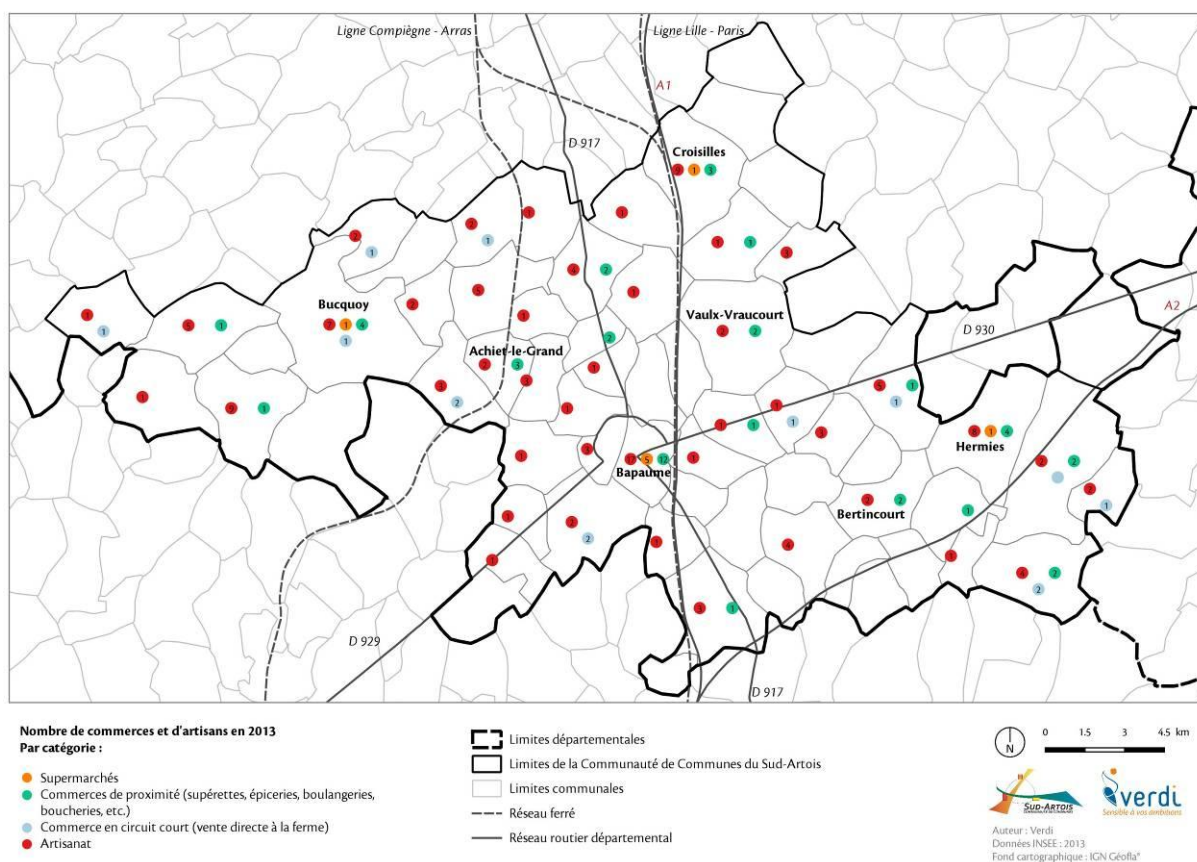
Enfin, la valorisation du foncier économique ne se fera pas sans apporter une attention particulière sur l'intégration paysagère des zones d'activités.



- **Structurer le développement commercial du Sud-Artois**

Dans une logique de répartition d'un développement commercial équilibré sur l'intercommunalité, les objectifs définis dans le PADD sont hiérarchisés selon les trois pôles :

- **Le pôle central de Bapaume** : centralité majeure dont le rôle structurant est affirmé.  
L'affirmation de la vocation commerciale de Bapaume se traduira par l'émergence d'une offre de commerce étoffée et diversifiée (taille et type de commerce notamment) dans le but de conforter Bapaume comme le pôle commercial majeur du Sud-Artois et le pôle sud du territoire du SCoTA.
- **Les pôles-relais + le pôle d'appui rural** : Croisilles, Bucquoy, Achiet-le-Grand, Hermies et Bertincourt + Vaulx-Vraucourt.  
L'objectif est de redynamiser les pôles-relais et le pôle d'appui rural en proposant une offre commerciale de centre-ville et en offrant les conditions nécessaires à la pérennisation et à la valorisation des linéaires commerciaux présents, pour éviter les changements de destination des cellules commerciales en logements ou garages.
- **Les communes rurales** : les 57 autres communes du Sud-Artois.  
Les communes rurales contribuent au maillage commerçant actuel du territoire et participent au maintien de l'identité rurale et de la vie de village. Pour ces communes, il s'agit de maintenir l'activité commerciale et artisanale présente dans une logique de mixité des fonctions (habitat, commerces, services et économie).  
Les communes situées le long des axes structurants pourront accueillir de nouveaux commerces ou permettre le renforcement de ceux existants.



Nombre de commerces et d'artisans en 2013

- **Renforcer les activités locales des centres-bourgs.**

**Les linéaires commerciaux présents sur Bapaume, sur les pôles-relais et sur le pôle d'appui rural doivent être conservés et affirmés** (linéaires présents rue d'Arras à Bapaume, rue Dierville à Bucquoy, rue du Pont et rue de Saint-Léger à Croisilles, route de Bapaume à Achiet-le-Grand, rue d'Havrincourt à Hermies, rue de la République à Bertincourt). Pour cela, le PLUi veillera à permettre l'évolution de ces activités par des dispositifs réglementaires adaptés. Des dispositifs que le FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) seront maintenus sur le territoire. Cette initiative permet notamment de maintenir ou de développer des entreprises ou activités dans les secteurs ruraux fragilisés ou concurrencés par les zones économiques périphériques de plus grandes envergures.

De même, **les commerces de proximité présents dans les communes rurales doivent être maintenus**. Dans ce cadre, il est nécessaire d'engager une réflexion sur la complémentarité des projets à vocation commerciale (notamment ceux inférieurs à 1 000 m<sup>2</sup> de surface de vente) afin de ne pas nuire aux commerces de proximité existants.

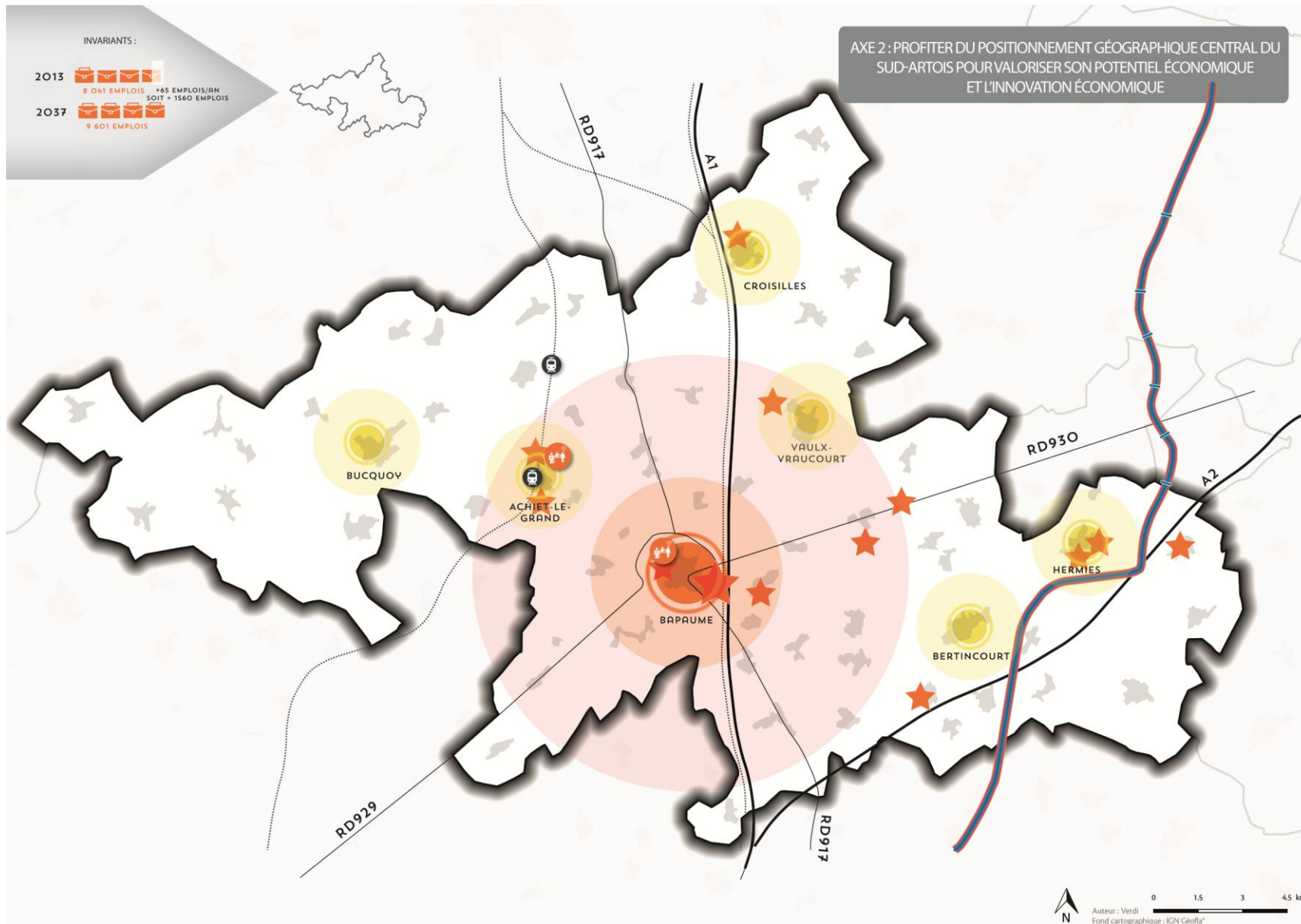
Par ailleurs, l'artisanat est un secteur à favoriser sur le territoire, notamment dans le secteur de la construction au regard des enjeux de rénovation énergétique de l'habitat auxquels le territoire est soumis. L'essor de l'artisanat pourra se faire par le biais du développement de petites activités artisanales au sein du tissu bâti ou au sein des corps de ferme qui ne sont plus utilisés.

La mixité des fonctions sera encouragée dans le tissu urbain, afin de pouvoir accueillir des bureaux, de l'artisanat, des petits commerces et services notamment et de limiter les déplacements.

Afin d'inscrire l'intercommunalité dans les nouvelles pratiques des ménages, **l'implantation de plateformes d'emplois mutualisés, de type « espaces de coworking » (ou espaces d'échange de travail)**, pépinières d'entreprises ou fablabs, implantés sur Bapaume, sur les pôles-relais (à proximité de la gare d'Achiet-le-Grand par exemple) ou sur le pôle d'appui rural de Vaulx-Vraucourt sera encouragée.

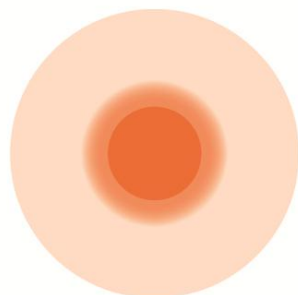
- **Profiter du passage du Canal Seine-Nord Europe pour renforcer l'attractivité sur le secteur est de l'intercommunalité.**

La Communauté de Communes du Sud-Artois est concernée sur sa partie est par le projet de Canal Seine-Nord Europe, qui à long terme, reliera Paris à Amsterdam via une liaison fluviale Seine-Escaut. Ce projet générera la création d'emplois sur le territoire du Sud-Artois. L'objectif est ici d'accompagner la création de ces emplois et de les pérenniser. Lorsque le Canal Seine-Nord Europe sera construit, le secteur est de l'intercommunalité jouira d'une attractivité et d'une synergie économique, favorisant l'implantation de nouvelles activités et la création de nouveaux emplois.



## Orientation 1 :

Encourager l'innovation économique et la diversification de l'activité.



### PÔLE CENTRAL BAPAUME

**DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRE DE L'EMPLOI**

VEILLER À UNE OFFRE FONCIÈRE ET DES AMÉNAGEMENTS ATTRACTIFS POUR DE NOUVELLES ENTREPRISES ET FAVORABLES AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS EXISTANTES.

★ ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE D'ACTIVITÉ DES ANZACS (ANZACS II)

AFFIRMER BAPAUME COMME PÔLE COMMERCIAL DU TERRITOIRE.



### PÔLE RELAIS + POLE D'APPUI RURAL

CROISILLES,  
BUCQUOY,  
ACHIET-LE-GRAND,  
HERMIES,  
BERTINCOURT  
VAULX-VRAUCOURT

★ MAINTENIR ET DEVELOPPER LES ZONES D'ACTIVITÉS EXISTANTES ET L'ÉCONOMIE DANS LES TISSUS URBAINS MIXTES.

PÉRENNISER ET VALORISER LES LINÉAIRES COMMERCIAUX.



### COMMUNES RURALES

58 COMMUNES

MAINTENIR LES ACTIVITÉS EXISTANTES DANS LES CENTRES VILLAGEOIS.

PERMETTRE UNE PROXIMITÉ DOMICILE/TRAVAIL.

MAINTENIR LE COMMERCE DE PROXIMITÉ ET L'ARTISANAT POUR PLUS DE MIXITÉ FONCTIONNELLE.

2013



8 041 EMPLOIS +65 EMPLOIS/AN  
SOIT + 1560 EMPLOIS

2037



9 601 EMPLOIS



IMPLANTER DES PLATEFORMES D'EMPLOIS MUTUALISÉS DE TYPE «ESPACES DE COWORKING»



PROFITER DU PASSAGE DU CANAL SEINE-NORD EUROPE POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ SUR L'INTERCOMMUNALITÉ.



## Orientation n°2 : Développer le tourisme rural à l'échelle intercommunale

- **Intégrer les atouts patrimoniaux et paysagers dans la stratégie touristique intercommunale.**

Des structures, à l'image de l'Office de Tourisme du Sud-Artois ou de la Société Publique Locale du Grand Arras, contribuent à la fois au développement du tourisme mais également au rayonnement de l'intercommunalité sur les territoires voisins.

Ainsi, en s'appuyant sur les structures existantes, les élus du Sud-Artois souhaitent renforcer le secteur du tourisme en **valorisant davantage le patrimoine bâti, le paysage et les milieux naturels** du territoire.

En effet, les espaces naturels sont variés à l'échelle du territoire : bois du Biez à Bucquoy, bois de Logeast à Achiet-le-Petit, bois Durieux à Bertincourt, haies, prairies, alignements d'arbres, auréoles bocagères... Cette richesse doit servir de support au développement des activités de plein air dans le cadre de l'économie du tourisme à l'image de la création du parc naturel de découverte et de loisirs prévue en continuité du bois Durieux. Ces espaces pourront également servir de supports pour le développement du tourisme vert et de l'agrotourisme, déjà présents mais à renforcer sur le Sud-Artois.

Par ailleurs, le développement de l'économie touristique passe par la mise en réseau et la valorisation de l'ensemble des éléments du patrimoine bâti (**patrimoine de mémoire** avec notamment l'église Notre-Dame de Rocquigny, les cimetières militaires et les monuments aux morts, patrimoine religieux, petit patrimoine), du patrimoine archéologique (souterrains refuges, vestiges gallo-romains, sites paléolithiques) et des équipements d'activités (futur parc naturel de découverte et de loisirs, futurs projets d'activités touristiques autour du Canal Seine-Nord Europe). Ces éléments doivent être valorisés, notamment par des actions d'accueil et de communication (signalétique, mise en réseau, valorisation sur Internet...), permettant une renommée du territoire et une attraction des touristes.



*Parc mémorial australien de Bullecourt*



*Cimetière militaire à Bucquoy*



*L'Eglise Notre Dame de Rocquigny*



*L'espace culturel Isabelle de Hainaut, à Bapaume*

- **Faire émerger le tourisme, en lien avec l'arrivée du Canal Seine-Nord Europe.**

L'arrivée du Canal Seine-Nord Europe permettra de faire naître **le tourisme en lien avec l'eau** sur l'intercommunalité. Cet objectif se matérialisera notamment par la création d'un parc naturel de découverte et de loisirs en continuité du bois Durieux, par la mise en place de cheminements piétons connectés aux circuits existants le long du futur Canal et par la structuration d'une offre de loisirs en lien avec l'eau.

- **Répartir et diversifier les équipements touristiques.**

L'économie touristique doit permettre le développement de nouvelles structures d'accueil et de restauration. L'offre d'hébergement doit proposer une multiplicité de formes (gîtes, chambres d'hôtes, hébergement à la ferme, camping, hébergements hôteliers, auberges de jeunesse...) et s'adapter à tous les types de demandes (offres à destination des courts séjours, tourisme d'affaire, hébergement de groupes...). C'est dans ce cadre qu'est prévue **la création d'un hôtel-restaurant sur la commune centrale de Bapaume**.

La stratégie de développement touristique doit veiller à la complémentarité de l'offre à l'échelle du territoire : les structures d'hébergement et de restauration seront renforcées sur le territoire.

- **Mettre en réseau les sites touristiques.**

Au-delà de la mise en relation des sites touristiques du territoire via les sentiers existants, il est également prévu de favoriser leur mise en réseau : favoriser les échanges entre les structures d'accueil, informer sur le potentiel du territoire et sur les projets touristiques en cours, afin de renforcer progressivement la dynamique touristique locale.



*Ferme de l'Abbaye d'Eaucourt, sur le sentier de l'Abbaye d'Eaucourt*



*Sucrierie de Bihucourt, sur le sentier des Trois Pourchains*



*Monument commémoratif du cimetière de Bapaume, sur le sentier des traces de la guerre franco-prussienne*



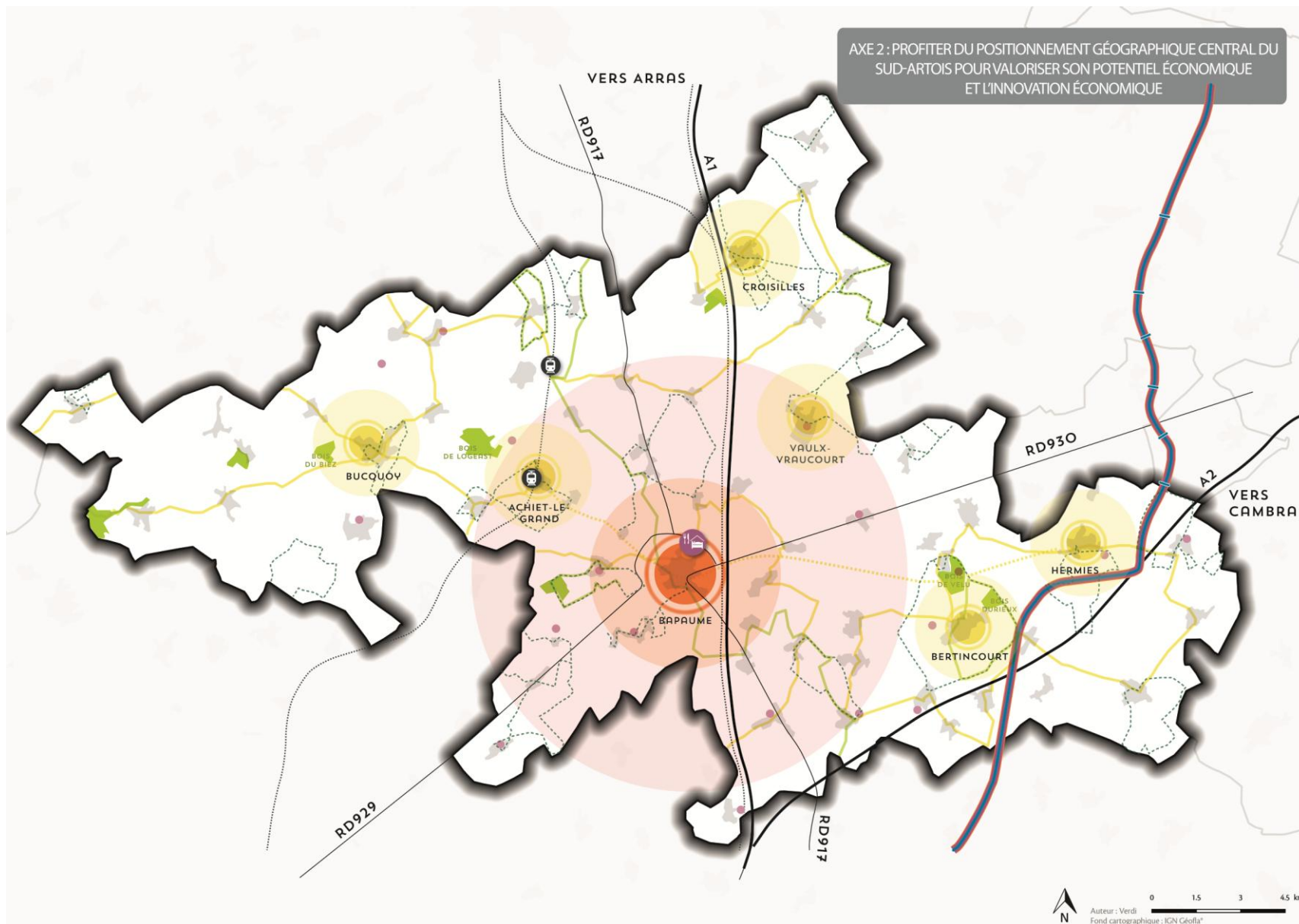
*Vue depuis le pont d'Hermies, sur le sentier du tour du Canal du Nord*



*Le bois d'Afinder, sur le sentier du tour de Bucquoy et du bois d'Afinder*



*Réplique de la grotte de Notre Dame de Lourdes, sur le sentier des Trois Clochers*





## Orientation 2 :

### Développer le tourisme rural à l'échelle intercommunale.

---

#### INTÉGRER LES ATOUTS PATRIMONIAUX ET PAYSAGERS



*PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE À VALORISER  
(COMMUNICATION, CIRCUITS TOURISTIQUES...)*



*BOIS REMARQUABLES À VALORISER (LOISIRS, TOURISME)*

#### RÉPARTIR ET DIVERSIFIER LES ÉQUIPEMENTS TOURISTIQUES



*CRÉATION D'UN HÔTEL-RESTAURANT SUR BAPAUME*

#### METTRE EN RÉSEAU LES SITES TOURISTIQUES

*EN S'APPUYANT SUR LES ITINÉRAIRES DE PROMENADE :*



*CIRCUITS DE RANDONNÉE*



*PDIPR*



*CIRCUITS CYCLOTOURISTIQUES ET VÉLO ROUTES VOIES  
VERTES (EN POINTILLÉS : POTENTIELS)*

#### FAIRE ÉMERGER LE TOURISME, EN LIEN AVEC L'ARRIVÉE DU CANAL SEINE-NORD EUROPE



*FAIRE NAÎTRE LE TOURISME EN LIEN AVEC L'EAU*



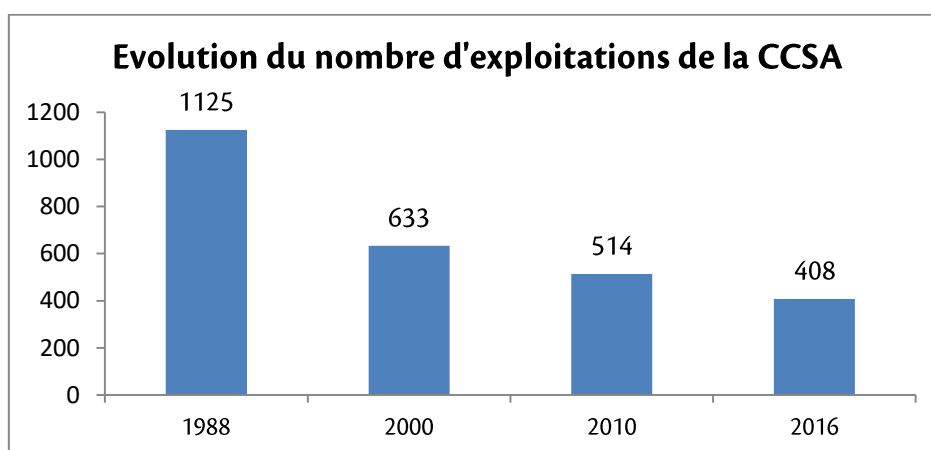
### Orientation n°3 : Soutenir l'agriculture dans ses projets et sa diversification et promouvoir le développement rural

- **Accompagner les projets innovants et les filières agricoles innovantes.**

Vitrine de l'économie rurale locale, l'activité agricole est une véritable locomotive de la dynamique territoriale. Elle façonne l'identité rurale du territoire, contribue au développement économique, à l'emploi, à l'entretien des sols, aux paysages et à la biodiversité. C'est pourquoi, sa préservation, son développement et sa diversification constituent un axe majeur de la politique économique locale, d'autant que ce secteur demeure pourvoyeur d'un nombre d'emplois non négligeable et participe à la richesse environnementale du territoire.

C'est pourquoi, le développement économique passe par **le maintien des activités agricoles et d'élevages existants** et par la mise en avant du potentiel agricole du territoire. Dans ce cadre, une stratégie à l'échelle de l'intercommunalité doit être menée pour accompagner ce secteur sur plusieurs domaines :

- Maintien de l'élevage dans les espaces les plus fragiles, en respectant les périmètres de réciprocité autour des exploitations agricoles classées ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ou RSD (Régime Sanitaire Départemental) et en privilégiant l'urbanisation des centres de villages pour lutter contre l'étalement urbain et le mitage des espaces agricoles.
- Soutien aux projets d'évolution des exploitations (mise aux normes, extension, création de bâtiments, changement de destination).
- Accompagnement du projet de déménagement d'UNEAL.
- Production d'énergies renouvelables, en valorisant notamment les projets de méthanisation ou les projets de panneaux solaires dans les exploitations agricoles. Ces processus de production d'énergies renouvelables peuvent conduire à l'autonomie énergétique de certaines communes.
- Diversification de l'activité agricole (par exemple agriculture raisonnée et/ou biologique).
- Mise en place d'un zonage et d'un règlement adaptés où seul le bâti directement lié à l'activité agricole est autorisé. Ce zonage prenant en compte dans la mesure du possible les projets d'implantation de bâtiments agricoles et le logement de fonction de l'exploitant agricole.

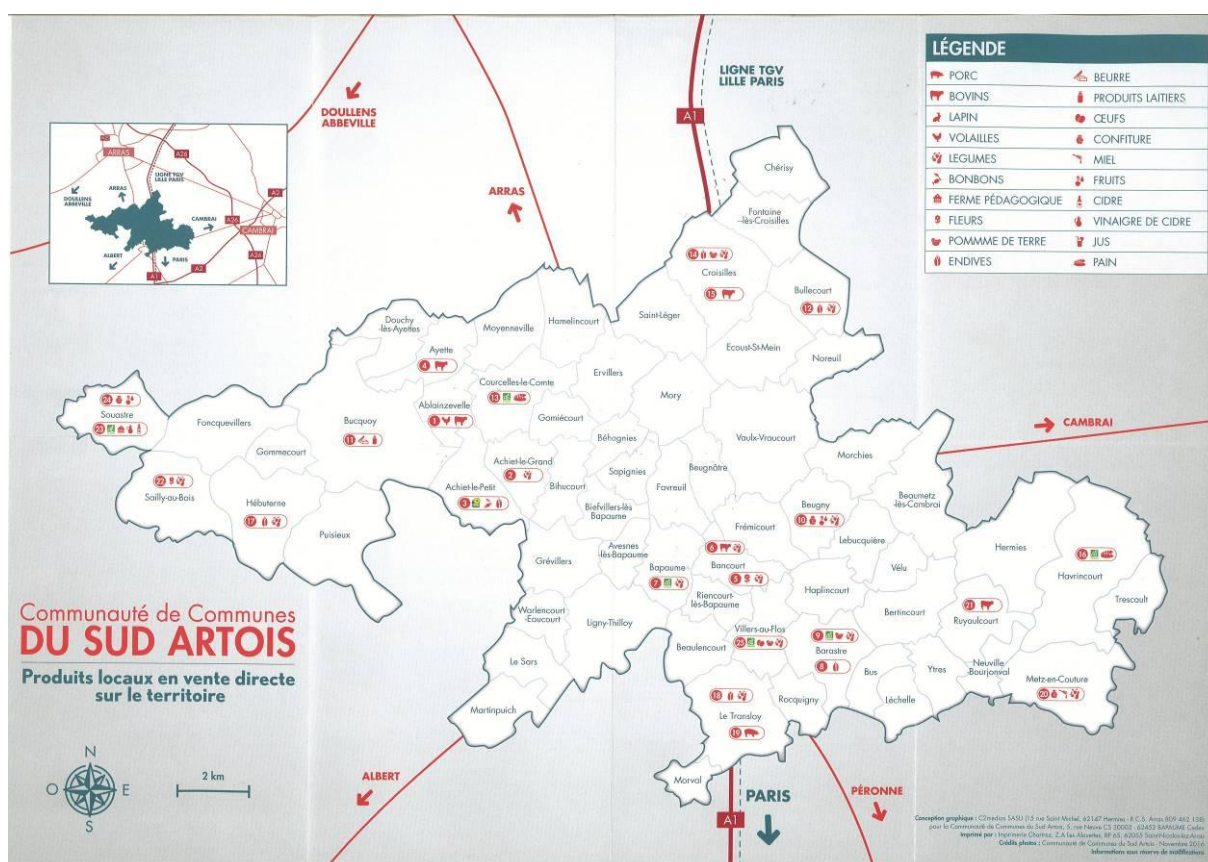


Graphique relatif à l'évolution du nombre d'exploitations sur le territoire de la CCSA

- Encourager la diversification des activités agricoles.

Les projets de diversification de l'activité agricole sont encouragés et valorisés. Cette diversification peut se faire vers :

- **L'agro-tourisme** : hébergements touristiques (gîtes, chambres d'hôtes, hébergements à la ferme, campings à la ferme, campus vert...) ou accueil à la ferme (comme c'est le cas à la Cense des 6 Sens à Beugny ou à la ferme aux Chiconnettes à Achiet-le-Petit). Le PLUi pourra faciliter cette démarche en identifiant précisément les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination.
- **La vente** : circuits-courts, vente directe, marchés locaux. Les circuits-courts se caractérisent comme un mode de commercialisation des produits, soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire. La mise en place de ce mode de commercialisation participe non seulement à l'attractivité du territoire, à la valorisation des productions locales (endives, betteraves) mais également au développement du tourisme rural. Des initiatives de ce type existent déjà sur plusieurs communes du territoire (La ferme aux Chiconnettes à Achiet-le-Petit, Jardin de Cocagne à Bapaume, La ferme du coin à Croisilles, La ferme des noisetiers à Metz-en-Couture, Prim'Artois à Ruyaulcourt, Le jardin naturel à Villers-au-Flos).
- **Les énergies renouvelables** : projets de méthanisation, développement de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne.

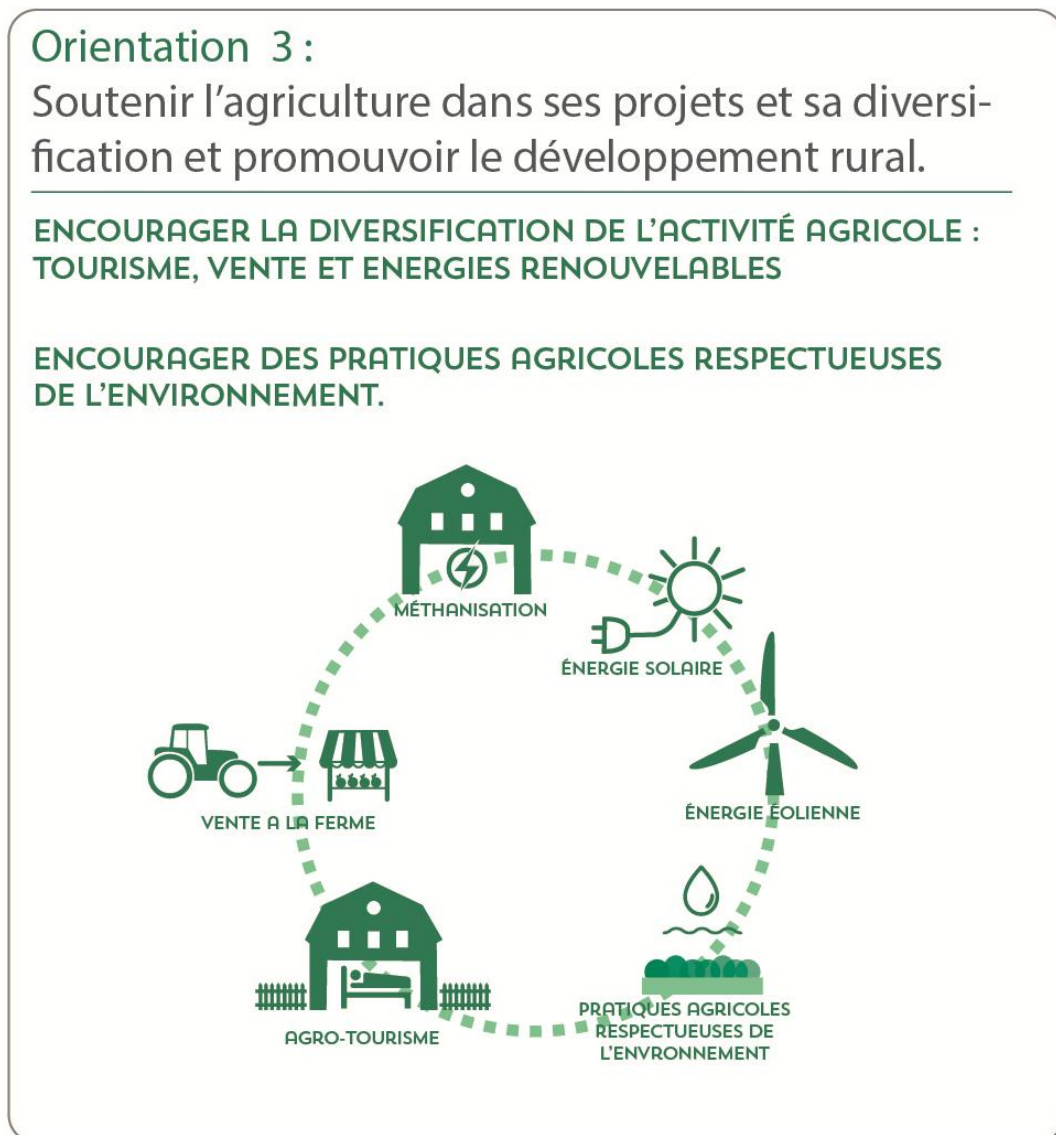


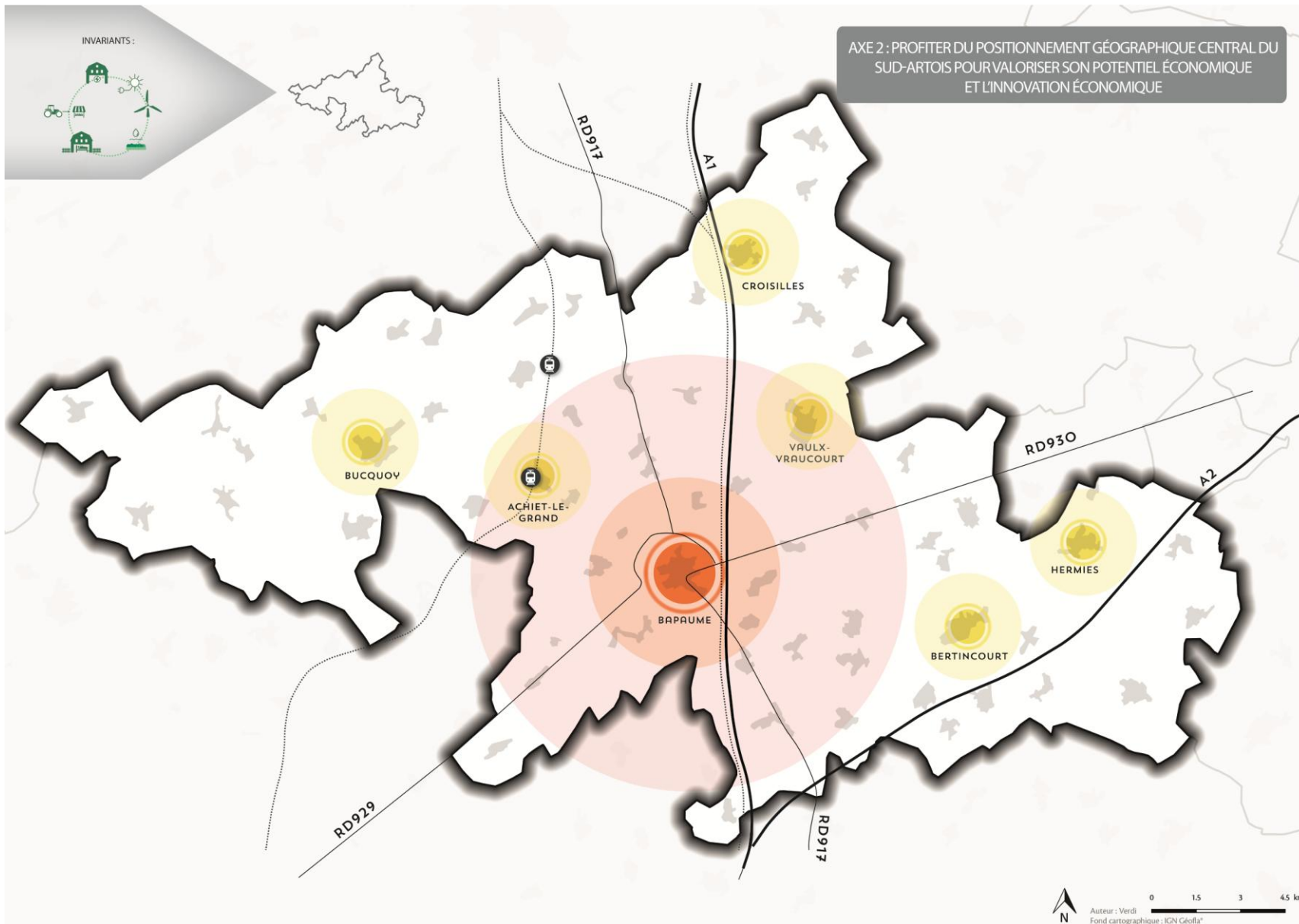
Carte sur les produits locaux en vente directe sur le territoire

- **Encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.**

Le soutien à la pratique diversifiée de l'agriculture, respectueuse de l'environnement et adaptée au milieu concourra, à terme, à la réduction de la pollution des sols et de l'eau et à la lutte contre le ruissellement et l'érosion.

Cette action pourra se traduire par l'entretien des haies ou par une gestion raisonnée de l'eau.





## **Orientation n°4 : Faire du numérique un levier d'attractivité sur le territoire**

- **Prioriser l'arrivée du Très Haut Débit sur le territoire.**

L'arrivée du **Très Haut Débit** sur l'ensemble du territoire est prévue pour 2022. Néanmoins, **la priorité est mise sur les zones d'activités et sur l'espace Isabelle de Hainaut**, pour renforcer l'attractivité du territoire.

- **Élargir les usages et équipements innovants en matière numérique.**

**De multiples équipements numériques existent** déjà sur le territoire de la CCSA, **l'enjeu sera de les renforcer et d'en créer de nouveaux :**

- Développement d'espaces numériques au sein d'espaces multiculturels sur Bapaume, les pôles-relais et le pôle d'appui rural, qui joueront le rôle de tiers-lieux.
- Essor de l'e-éducation dans chacun des établissements scolaires de l'intercommunalité (tableaux blancs interactifs, écrans numériques interactifs).
- Mise en place de manifestations ou d'évènements de type e-sport.

- **Accroître le télétravail.**

L'objectif de **développement du télétravail** passe la mise en place de structures spécifiques dédiées où les employés peuvent exercer leur emploi à distance tout en gardant un lien de rassemblement social qui dispose d'un niveau de service suffisant, du type « espaces de coworking » (ou espaces d'échange de travail) ou fablabs (ateliers de fabrication partagée et de découverte des nouvelles technologies). Ce type de bâtiment pourrait voir le jour sur Bapaume ou sur Achiet-le-Grand à proximité de la gare, ou dans des espaces existants pouvant être optimisés (médiathèques, maisons des services...).

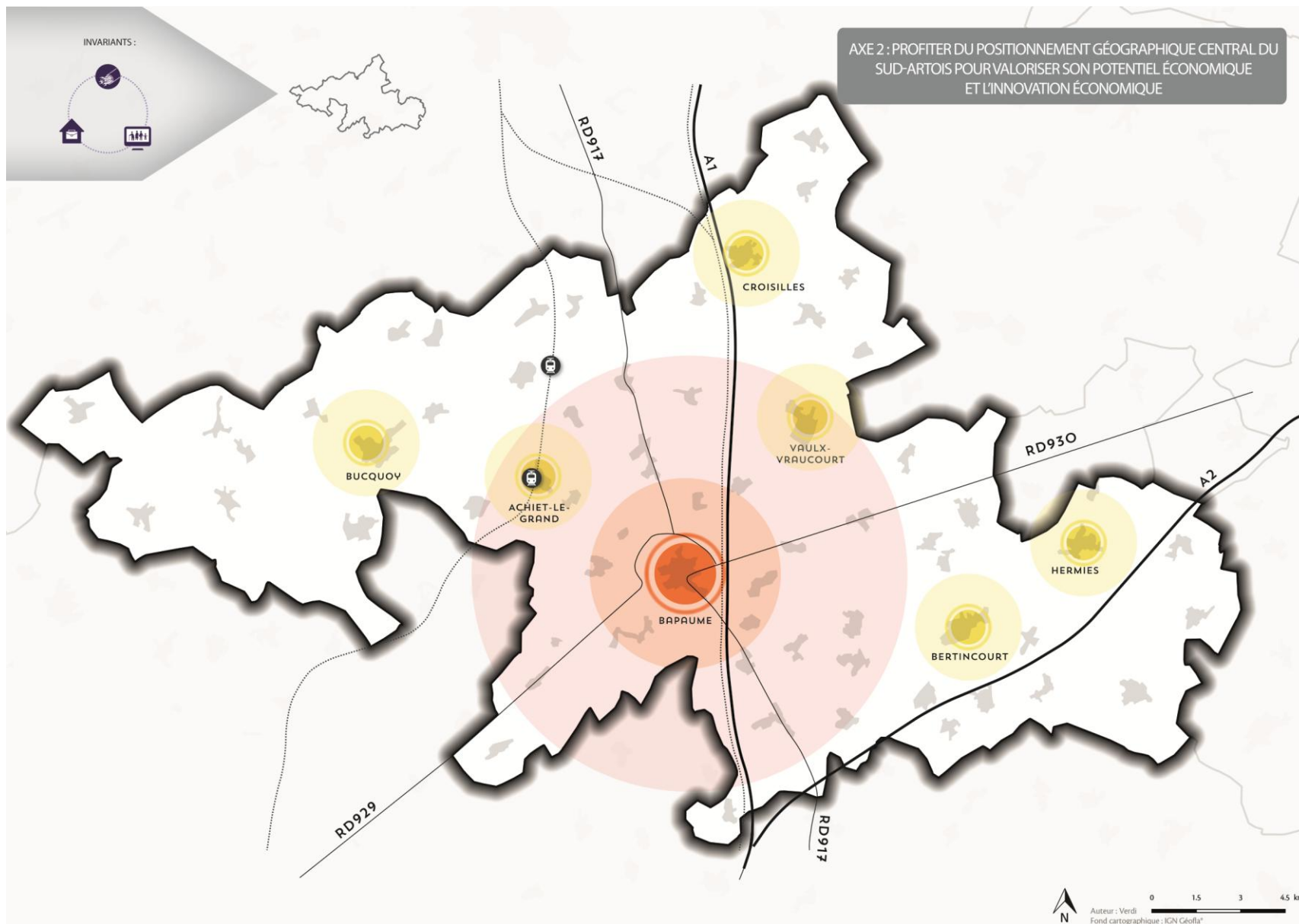
- **Accompagner les acteurs du territoire à la digitalisation de leurs activités.**

Cette digitalisation de l'économie du Sud-Artois (acteurs du tourisme, du commerce de proximité et de l'environnement) permettra d'assurer un environnement favorable au développement des entreprises.

- **Favoriser l'accès au numérique pour tous.**

La généralisation du numérique pose des questions sociales puisqu'une partie de la population se sent aujourd'hui à l'écart, voire exclue de cette technologie. Ainsi, parallèlement au développement des usages du numérique, il convient également d'agir en faveur de l'e-inclusion, c'est-à-dire de favoriser l'accès au numérique pour tous, notamment pour les personnes âgées, via des accompagnements spécifiques comme des formations.





## Orientation 4 :

Faire du numérique un levier d'attractivité sur le territoire.

---



**PRIORISER L'ARRIVÉE DU TRÈS HAUT DÉBIT SUR LE TERRITOIRE.**



**ACCROÎTRE LE TÉLÉTRAVAIL.**



**FAVORISER L'ACCÈS AU NUMÉRIQUE POUR TOUS**

*VIA DES FORMATIONS,  
DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES,  
AU SEIN DES ESPACES MULTICULTURELS,  
À TRAVERS DES ÉVÉNEMENTS...*

### AXE 3 : PRESERVER ET VALORISER LE CADRE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTAL POUR FAIRE DU SUD-ARTOIS UN TERRITOIRE DURABLE

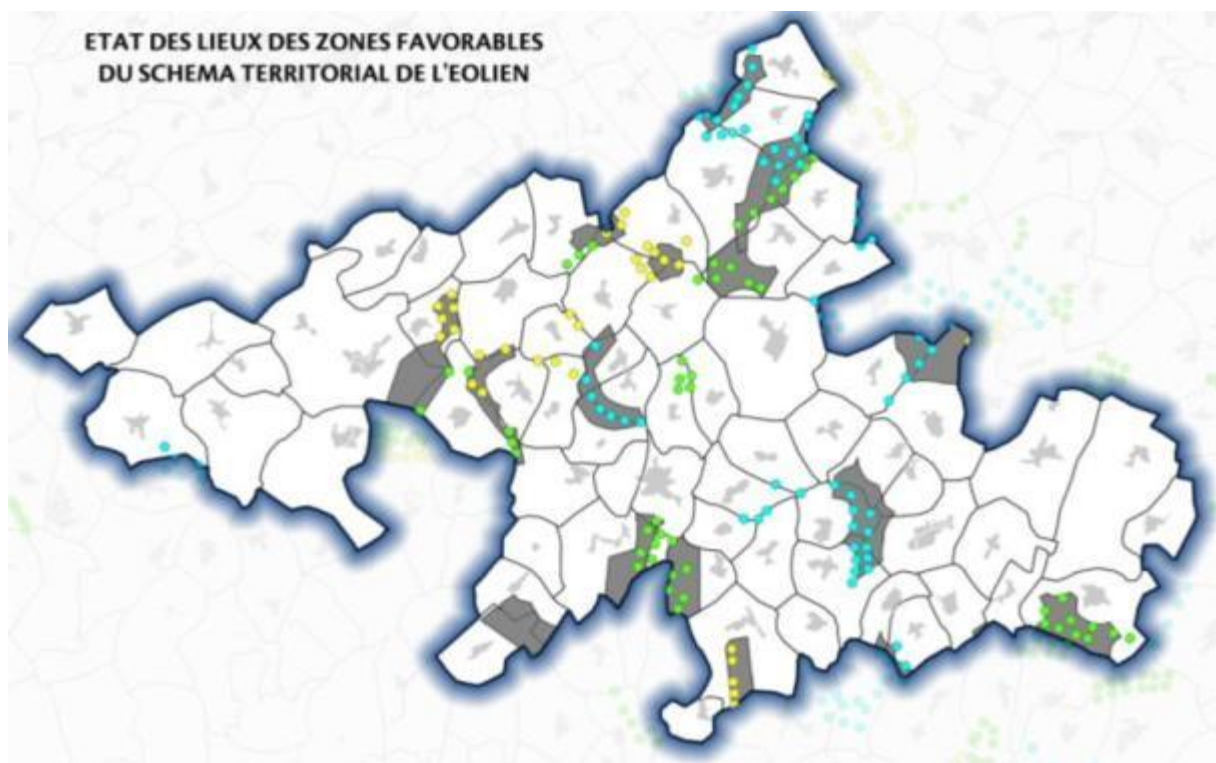
---

#### **Orientation n°1 : Assurer l'innovation énergétique sur le territoire**

- **Encadrer le développement éolien sur le territoire.**

La CCSA connaît un développement important de l'énergie éolienne avec des franges identifiées comme zones favorables au développement éolien sous certaines conditions et inscrites dans le **schéma territorial éolien**. **Ce schéma sera affiné, débattu en conseil communautaire et traduit dans le dispositif réglementaire du PLUi**, qui définira des secteurs préférentiels pour l'accueil de l'éolien avec un règlement adapté, notamment en ce qui concerne la réflexion paysagère et environnementale qui doit accompagner tout projet éolien.

Ainsi, le PLUi veillera à encadrer l'implantation des éoliennes et limiter le mitage des paysages, les nuisances environnementales, sonores et les impacts visuels vis-à-vis des territoires voisins.



#### **Légende**

■ Zones favorables du Schéma Territorial de l'Eolien

#### **Etat d'avancement des éoliennes**

● Eolienne existante

● Eolienne accordée

● Eolienne en projet

*Etat des lieux des zones favorables au développement de l'éolien et des éoliennes existantes et en projet*

- **Exploiter le potentiel des autres énergies renouvelables.**

Le SCoTA fixe des **objectifs de diversification des modes de production énergétique**. En plus de l'énergie éolienne, d'autres types d'énergie peuvent donc être développés sur le territoire comme :

- L'énergie solaire, via l'installation de panneaux solaires sur les hangars agricoles ou les bâtiments administratifs, sur les bords du canal ou sur les délaissés des autoroutes.
- Les projets de méthanisation dans les exploitations agricoles (projets prévus à proximité de l'axe Albert-Bapaume-Arras).
- La géothermie.
- La filière bois-énergie, en lien avec la présence du bois d'Havrincourt à l'est du territoire.

Le PLUi encadrera leur développement tout en veillant à la préservation des paysages, des enjeux écologiques et de l'identité du territoire.

Par ailleurs, la construction de bâtiments bioclimatiques sera encouragée.

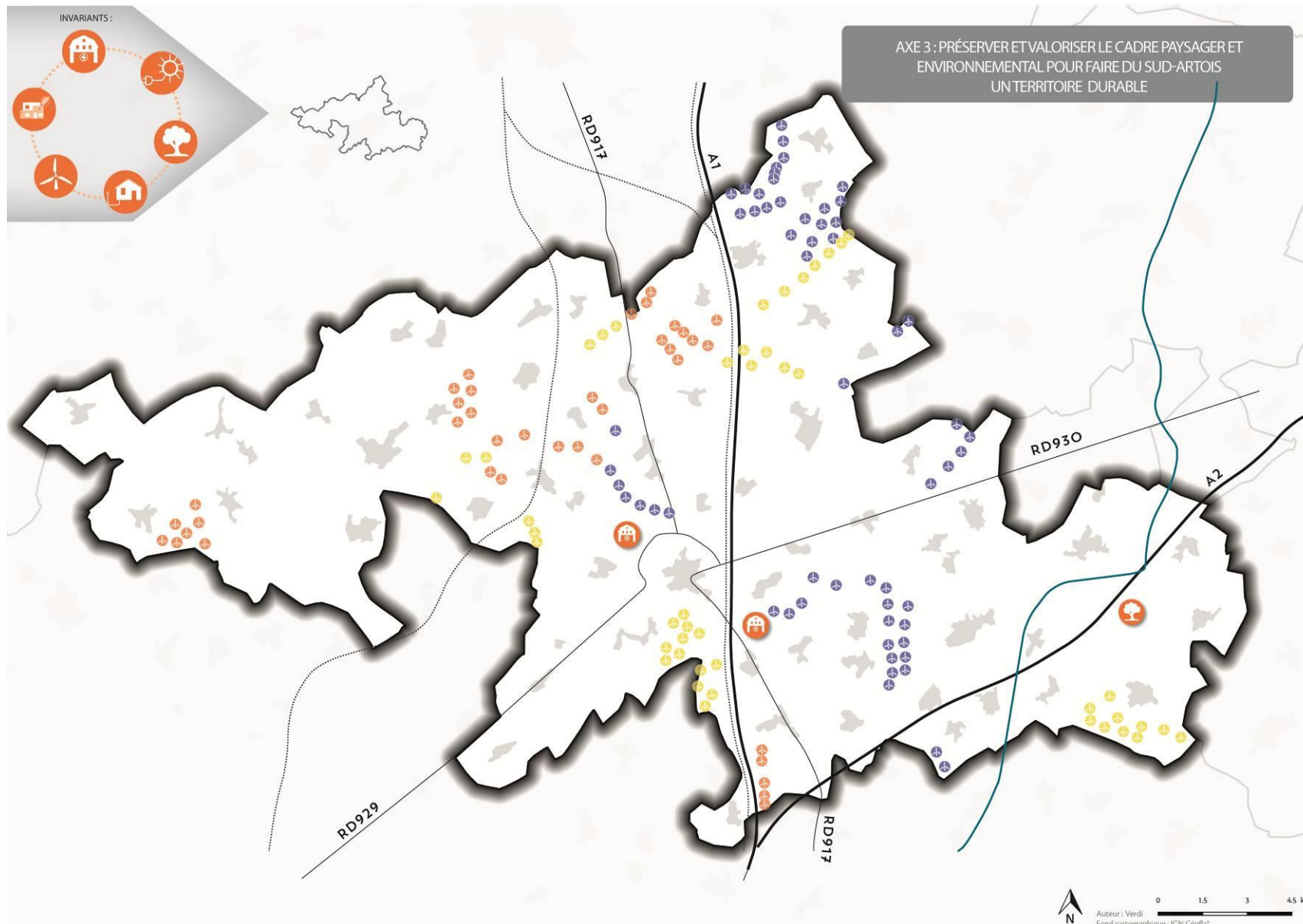
- **Inciter au développement d'un urbanisme plus durable.**

Un autre axe de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre concerne le développement d'une urbanisation plus durable, qui passe par plusieurs actions :

- Affirmer une politique d'urbanisation centrée sur Bapaume, les pôles-relais et le pôle d'appui rural, afin de limiter les déplacements motorisés sur le territoire.
- Promouvoir des formes urbaines faiblement consommatrices d'énergies et permettant de limiter la consommation d'énergies fossiles (orientation des constructions, formes architecturales, logements mitoyens...).
- Proposer des dispositions réglementaires favorisant l'usage d'énergies propres, garantissant une moindre consommation énergétique (pour les toitures par exemple).
- Favoriser la mise en place de réseaux de chaleur.
- Encourager la réhabilitation et rénovation énergétique de l'urbanisation existante.



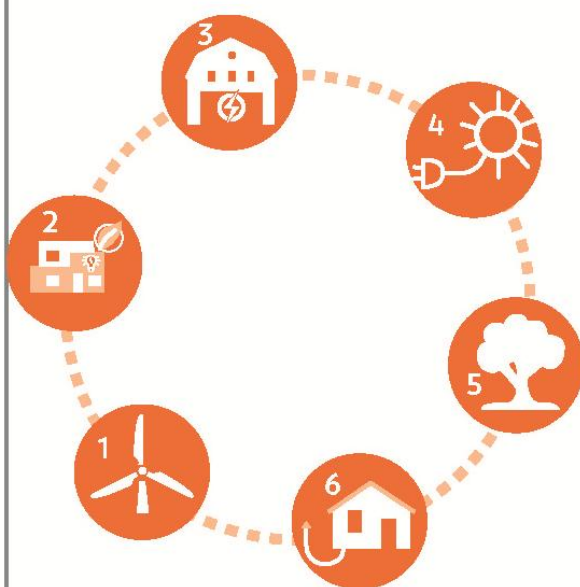
1. Energie éolienne.
2. Bâtiments bioclimatiques.
3. Méthanisation.
4. Energie solaire.
5. Filière bois-énergie.
6. Géothermie.





## Orientation 1 :

Assurer l'innovation énergétique sur le territoire.



### 1. ENCADREMENT DU DÉVELOPPEMENT DES ÉOLIENNES

 *EOLIENNES RÉALISÉES*

 *EOLIENNES EN TRAVAUX*

 *EOLIENNES EN PROJET*

### 2. BÂTIMENT BIOCLIMATIQUE

### 3. MÉTHANISATION

### 4. ENERGIE SOLAIRE

### 5. FILIÈRE BOIS-ÉNERGIE

### 6. GÉOTHERMIE

## Orientation n°2 : Protéger les espaces naturels sensibles

- Assurer la préservation des éléments naturels majeurs du territoire (trames vertes et bleues, continuités écologiques, auréoles bocagères).

Le territoire de la CCSA héberge un patrimoine naturel de qualité (ZNIEFF du bois d'Havrincourt, bois du Biez à Bucquoy, bois de Logeast à Achiet-le-Petit, bois Durieux à Bertincourt, bois de Vélu, haies, prairies, alignements d'arbres, auréoles bocagères, zones humides...). Ces sites hébergent un patrimoine naturel et écologique qualitatif, qu'il convient de protéger. Les boisements, notamment, participent à la lisibilité paysagère du territoire.

Conscients des enjeux relatifs au patrimoine naturel du territoire, les élus souhaitent poursuivre et développer les démarches de **préservation de ces réservoirs de biodiversité**. Ces éléments constitutifs de la trame verte et bleue intercommunale, feront l'objet d'une traduction réglementaire adaptée dans le PLUi. Ces mesures permettront, à terme, de restaurer ou de conforter les milieux et la biodiversité du territoire.

**Une attention particulière doit être portée sur les auréoles bocagères**, puisque ces dernières participent à l'identité du territoire en tant que témoin de l'activité agricole, de la richesse écologique (habitat pour la faune) et à la lisibilité du paysage (éléments repères, matérialisation des limites entre les espaces, matérialisation du parcellaire).



*Photos de la ZNIEFF du bois d'Havrincourt*

- **Valoriser la biodiversité présente au sein de chaque village du Sud-Artois.**

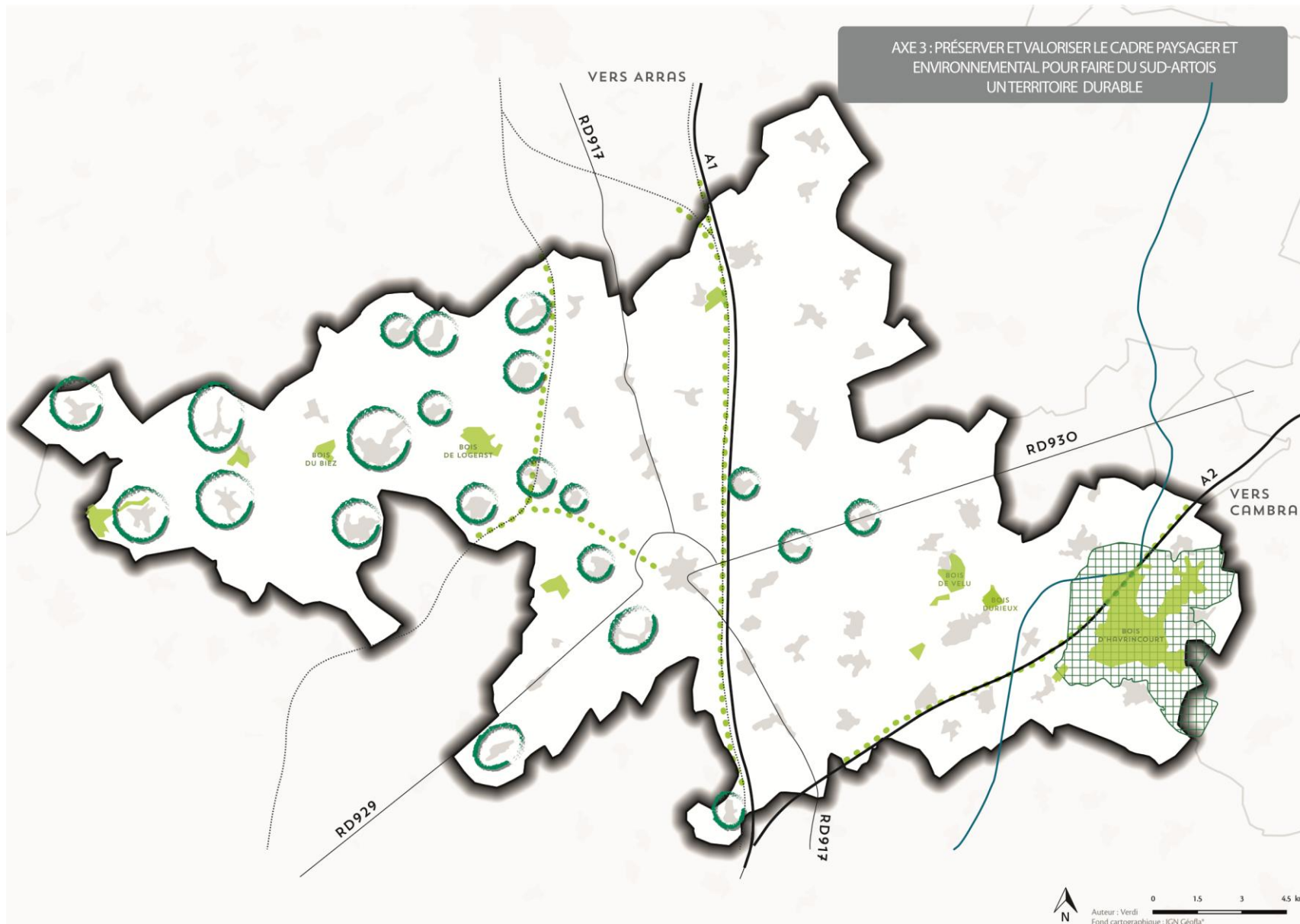
**Les éléments de patrimoine naturel présents autour des villages** (haies, auréoles bocagères, bosquets, prairies, mares...) ne doivent pas disparaître au profit d'opérations de constructions. Au contraire, **leur présence doit être confirmée**. En effet, ils servent à la fois de corridors pour le déplacement des espèces, mais servent également à améliorer le cadre de vie de qualité dont bénéficient les habitants. Ils peuvent aussi être le lieu d'usages récréatifs.

Sur ces espaces et plus globalement au sein des espaces verts des villages (parcs, jardins, pâtures, prairies), des pratiques respectueuses de l'environnement seront promues (utilisation d'essences locales pour la plantation d'arbres, gestion différenciée, application du zéro-phyto à l'horizon 2020...).

Le PLUi incitera les pétitionnaires à des projets de toitures ou murs végétalisés ou à la mise en place de stationnements enherbés.



*Photos de haies et de bocages sur Hébuterne et sur Puisieux*



## Orientation 2 :

### Protéger les espaces naturels sensibles.

---



*BOIS*



*ZNIEFF DE TYPE 1*



*PRINCIPALE TRAME DE HAIES*



*AURÉOLES BOCAGÈRES TRADITIONNELLES*



### **Orientation n°3 : Mettre en valeur le patrimoine bâti et les paysages qui fondent l'identité de la CCSA**

- **Préserver les paysages remarquables et identitaires.**

Sur l'ensemble du territoire, le PLUi veillera, par des procédures règlementaires adaptées, à affirmer des limites paysagères face à l'étalement urbain qui peut standardiser **les entrées de ville**. Ces dernières **doivent faire l'objet d'aménagements qualitatifs** et d'une signalétique permettant de valoriser les atouts du territoire.

A l'intérieur du territoire, les ceintures vertes et les tours de village doivent être confortés ou restaurés. Dans cette même logique, le maillage bocager devra être préservé ou reconstitué.

Le PLUi doit renforcer la découverte de ces paysages et points de vue par l'entretien et la restauration des chemins de randonnées et par l'implantation d'une signalétique adaptée (belvédère...).

Dans la logique de préservation des paysages de l'intercommunalité, une attention particulière sera portée sur l'implantation des éoliennes.

- **Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable et le petit patrimoine.**

La CCSA encouragera **la préservation, la restauration et l'entretien du patrimoine bâti de qualité et du petit patrimoine** du territoire par des dispositions règlementaires adaptées, et notamment :

- Le patrimoine de mémoire : église Notre-Dame de Rocquigny, cimetières militaires, monuments aux morts.
- Le patrimoine religieux : églises, chapelles, calvaires.
- Le petit patrimoine : corps de ferme (à Puisieux, Bancourt, Gomiécourt, Le Sars), château d'Havrincourt.
- Le patrimoine souterrain.

Le PLUi va être l'occasion d'instaurer une protection spécifique pour chacun des éléments bâtis intéressants, au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, qu'il s'agisse du petit patrimoine ou d'éléments plus remarquables. La mise en œuvre d'un permis de démolir pour ces éléments en sera l'une des traductions. Pour rappel, cet article précise que « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation* ».

L'établissement d'un réseau de patrimoine à l'échelle intercommunale induit la mise en place d'une signalétique commune et adaptée sur le territoire.



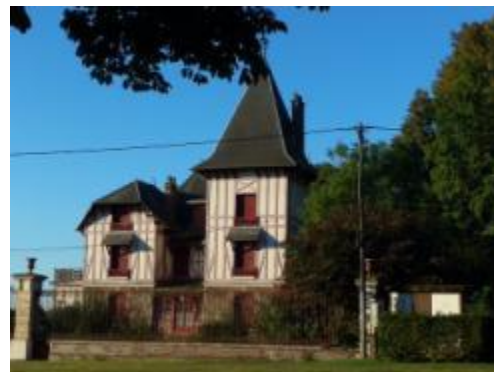
Eglise Notre-Dame de Rocquigny



Eglise Saint-Vaast de Douchy-lès-Ayette



Château d'Havrincourt



Maison bourgeoise à Metz-en-Couture



Corps de ferme remarquable à Puisieux



Cimetière militaire à Bucquoy

- **Intégrer les nouvelles constructions à leur environnement.**

**L'insertion des futures constructions** est un enjeu majeur de valorisation, notamment aux portes du territoire (gare, entrées de ville...). Il s'agit de préserver la qualité architecturale des constructions présentes autour des nouvelles constructions, mais également de maintenir la cohérence paysagère.

Ainsi, afin de respecter les caractéristiques du Sud-Artois, le PLUi veillera, par des dispositions réglementaires adaptées, à garantir l'insertion des projets dans les paysages et dans la trame bâtie environnante. Il sera notamment proposé la mise en place d'OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) spécifiques sur les quartiers en devenir, permettant de proposer sur chaque site une composition urbaine qui ne soit pas en rupture avec l'existant.

### Orientation 3 :

Mettre en valeur le patrimoine bâti et les paysages qui fondent l'identité de la CCSA.



CONFORTER ET RESTAURER LES CEINTURES BOCAGÈRES DES VILLAGES

PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE ET LE PETIT PATRIMOINE



ÉLÉMENTS DE PATRIMOINE REMARQUABLES

VEILLER À ENCADRER L'IMPLANTATION DES ÉOLIENNES DANS UNE LOGIQUE DE PRÉSERVATION DES PAYSAGES



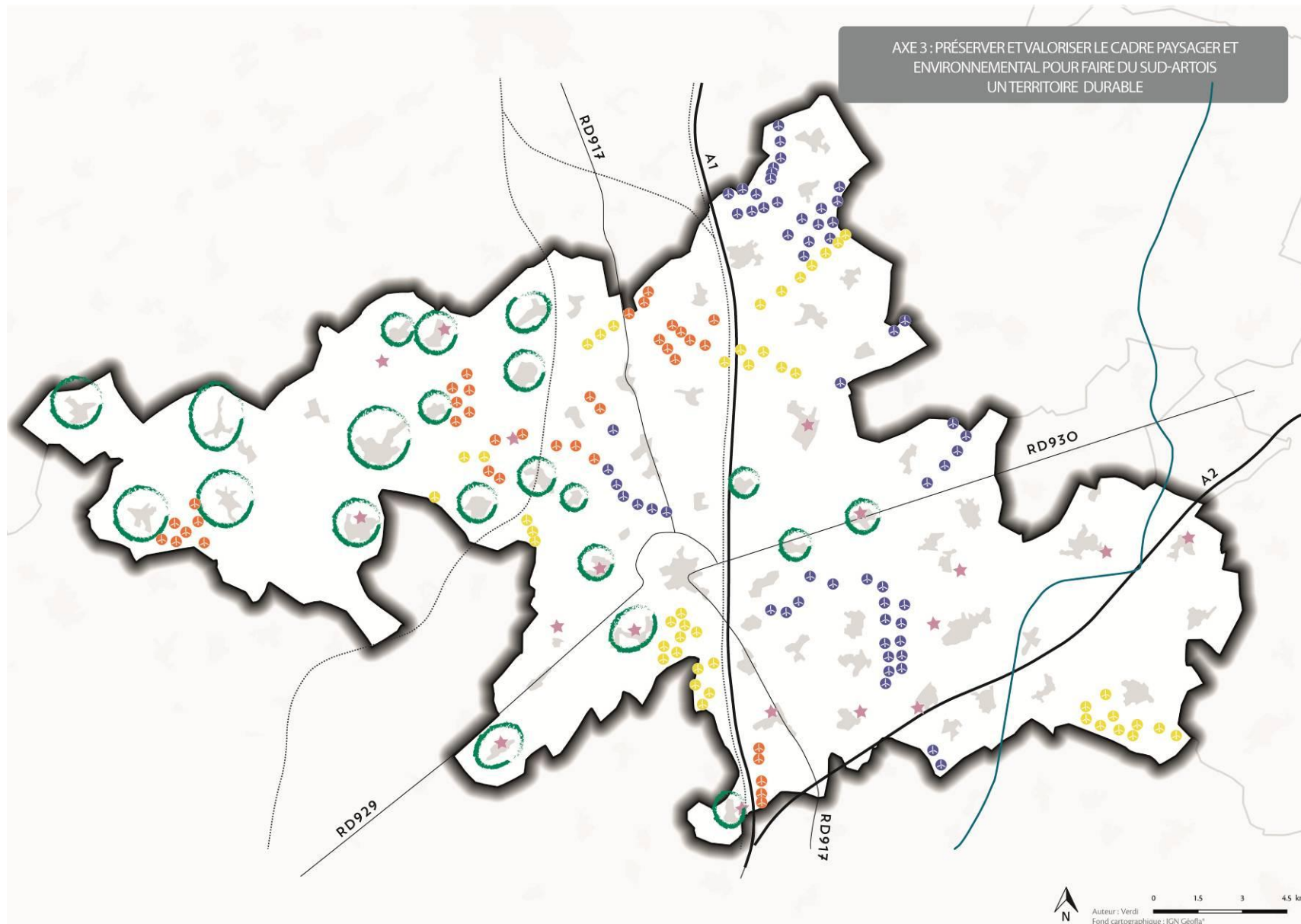
ÉOLIENNES RÉALISÉES



ÉOLIENNES EN TRAVAUX



ÉOLIENNES EN PROJET





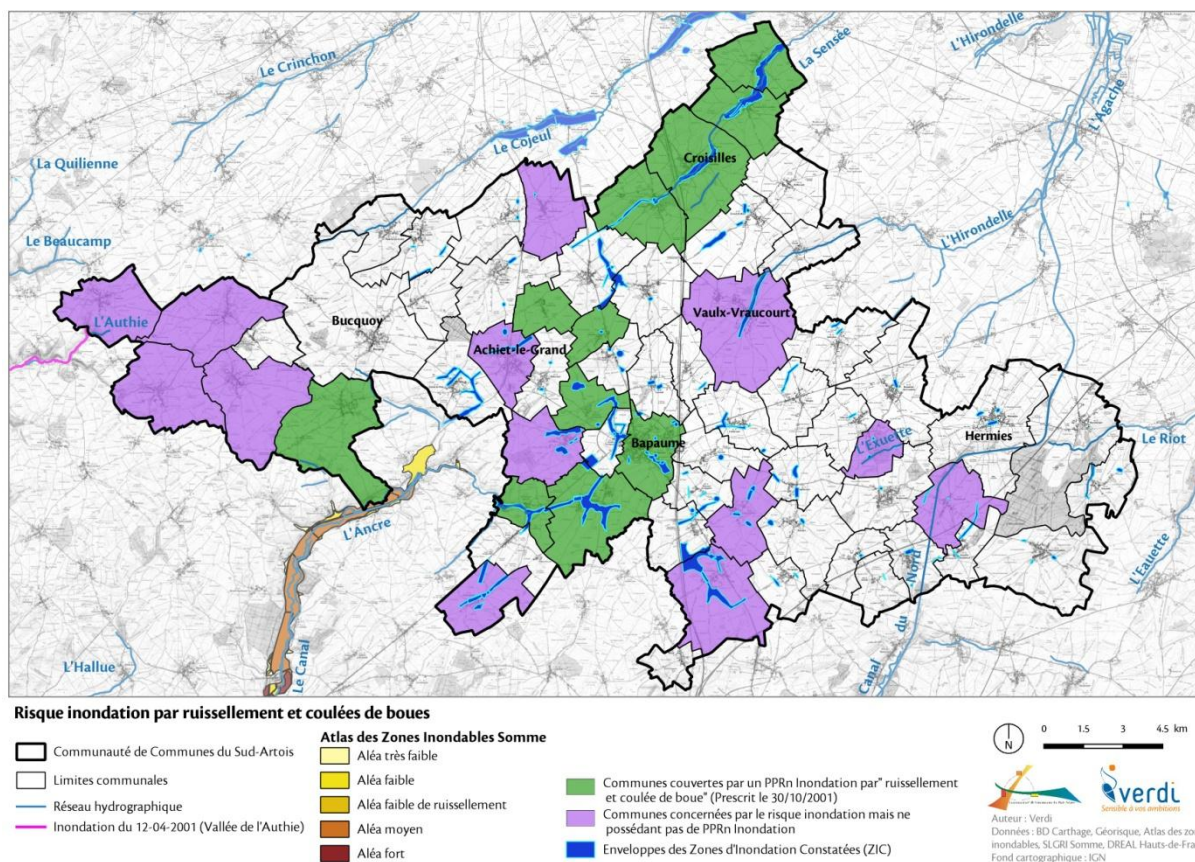
## Orientation n°4 : Intégrer la présence des risques et nuisances

- **Limiter les risques d'inondation et de ruissellement.**

Plusieurs communes du Sud-Artois sont concernées par des **risques d'inondation et de ruissellement**. Pour encadrer et gérer ce risque, plusieurs PPRI ont été prescrits sur le territoire. Sur ces communes, l'objectif est de concevoir une gestion des eaux pluviales environnementales :

- Gérer le ruissellement en amont.
- Limiter l'imperméabilisation des sols.
- Faciliter les écoulements.
- Surélever les bâtiments et logements par rapport au niveau naturel du terrain.
- Gérer les eaux pluviales.
- Maintenir les zones humides.
- Maintenir ou mettre en place des aménagements paysagers visant à réduire les phénomènes d'inondation et de ruissellement (plantation de haies, alignements d'arbres, fossés, talus...).
- Maintenir en zone naturelle au PLUi les secteurs potentiellement soumis à des inondations.

Pour l'ensemble des communes du territoire, les futures opérations d'aménagement ne devront en aucun cas aggraver les risques d'inondation ou en créer de nouveaux.

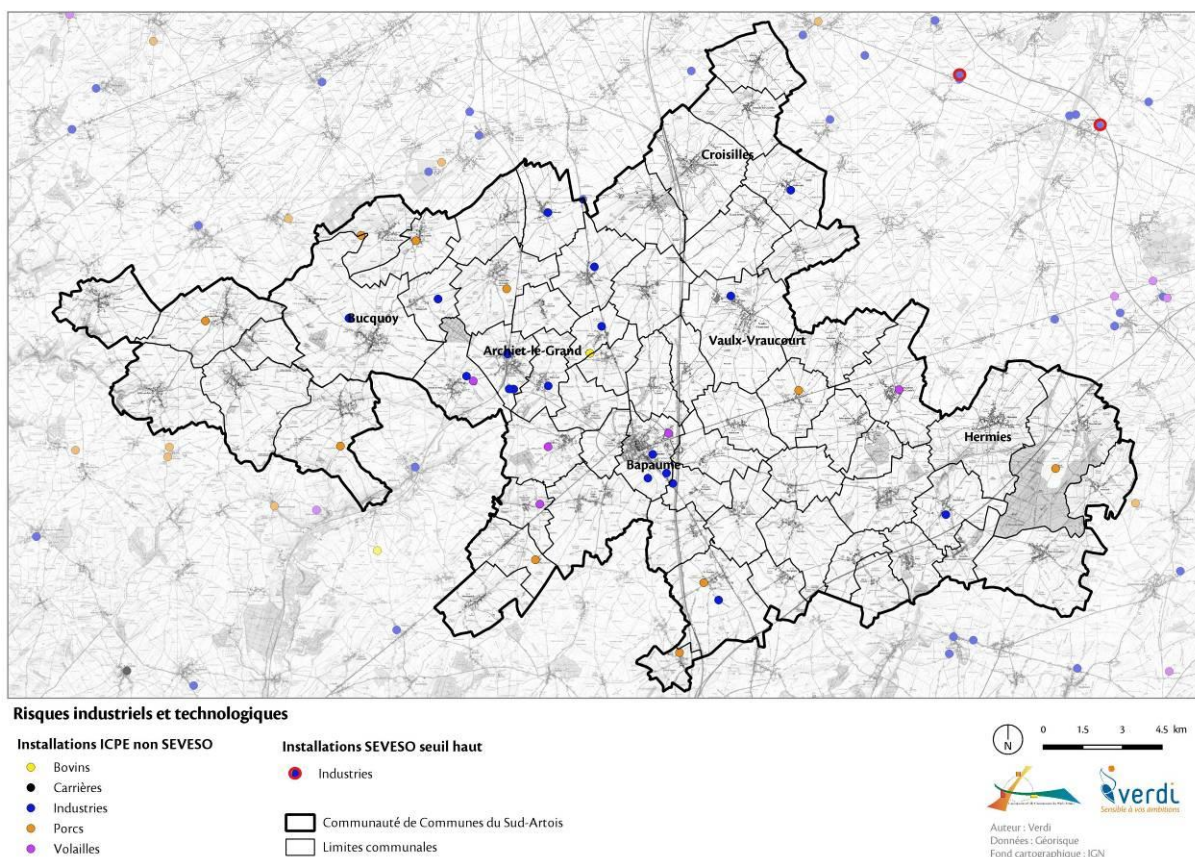


Carte relative au risque inondation par ruissellement et coulées de boues

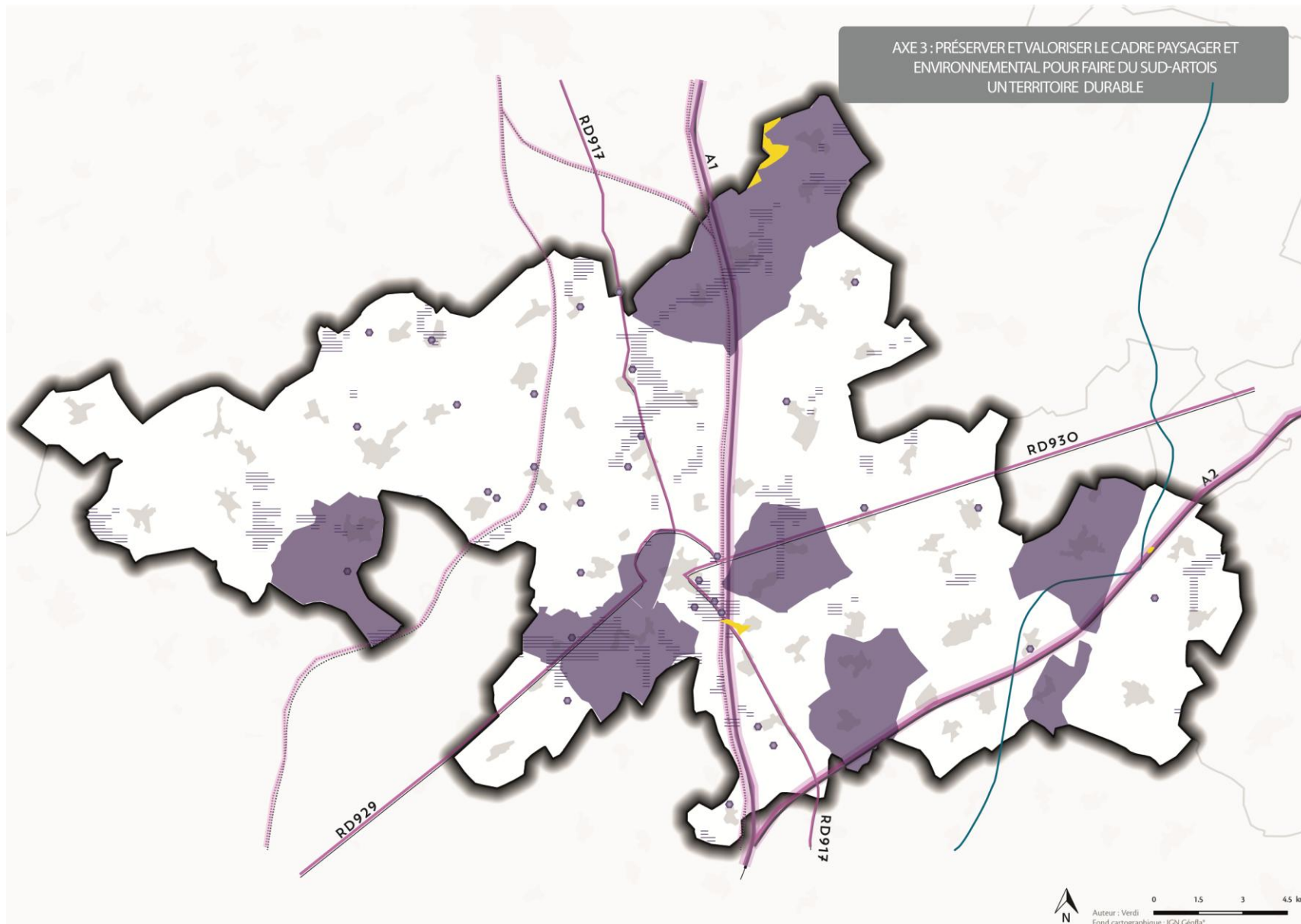


- **Garantir la prise en compte des autres risques et nuisances dans les projets.**

D'autres risques et nuisances sont présents sur le territoire (risque de mouvement de terrain lié à la présence de cavités souterraines, sites et sols pollués, nuisances sonores à proximité des axes de transport bruyants, présence d'Installations agricoles Classées pour la Protection de l'Environnement...). **Le PLUi permettra d'avertir les aménageurs et/ou les pétitionnaires en amont des projets de la prise en compte de l'ensemble de ces risques au travers des documents règlementaires.**



Carte relative aux ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)



## Orientation 4 : Intégrer la présence de risques et nuisances.

---

### LIMITER LE RISQUE D'INONDATION ET DE RUISSELLEMENT

 PPRN PRESCRITS

 ALÉA REMONTÉE DE NAPPES - SENSIBILITÉ FORTE À TRÈS ÉLEVÉE (NAPPE AFFLEURANTE)

### GARANTIR LA PRISE EN COMPTE DES AUTRES RISQUES ET NUISANCES DANS LES PROJETS

 ALÉAS RETRAIT ET GONFLEMENT DES ARGILES MOYEN

 ICPE

 NUISANCE SONORE DU RÉSEAU AUTOROUTIER (CATÉGORIE 1)

 NUISANCE SONORE DU RÉSEAU FERRÉ (CATÉGORIE 1)

 NUISANCE SONORE DES ROUTES DÉPARTEMENTALES (CATÉGORIE 3)

## Orientation n°5 : Veiller à la gestion de la ressource en eau

- **Entretien le réseau hydrographique de surface**

Même si la CCSA dispose d'un réseau hydrographique peu dense, le territoire est positionné en tête de plusieurs bassins versants et assure une responsabilité quant à la ressource. Ainsi, il convient de maintenir les efforts en matière d'entretien du réseau hydrographique (amélioration de la collecte en matière d'assainissement, lutte contre les polluants...), et également de **protéger les zones humides existantes**.

Dans la même logique, les mares et plans d'eau feront l'objet d'un entretien régulier afin d'éviter leur envasement et une sédimentation excessive. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la compétence GEMAPI de l'intercommunalité.



*Photos de l'Ancre, du Canal du Nord et de la Sensée*

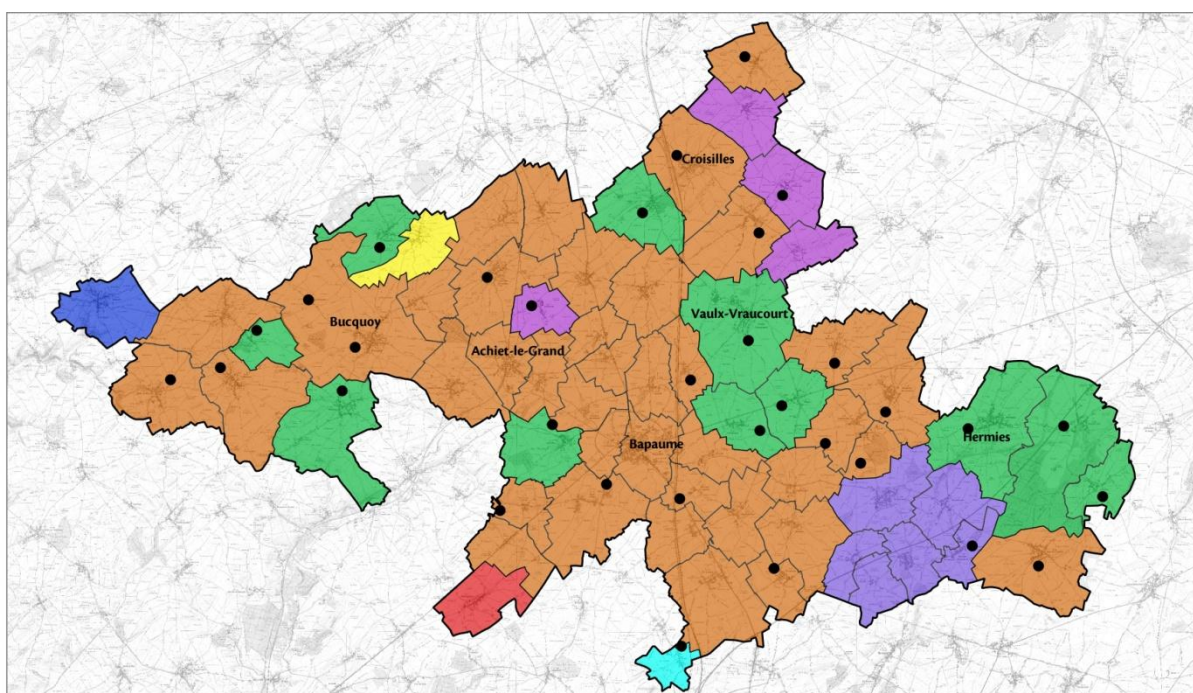


- **Veiller à la qualité de la ressource en eau**

La lutte contre les pollutions est un enjeu pour la préservation des ressources naturelles.

Ainsi, plusieurs actions vont être favorisées dans le PLUi pour améliorer la qualité de l'eau et la gestion de cette ressource :

- Faire évoluer les pratiques pour le développement des futures zones à urbaniser : des pratiques adaptées au contexte de chaque opération seront préconisées, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, afin de limiter l'empreinte environnementale du développement urbain territorial.
- Maintenir les haies et talus en lien avec l'activité agricole.
- Encourager le développement de pratiques agricoles favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau.
- Veiller à la concordance du zonage et du règlement avec les réglementations des périmètres de protection de captages d'eau potable présents sur le territoire du Sud-Artois.
- Mettre en place un développement maîtrisé du territoire, afin de garantir une préservation de la desserte en eau potable au regard de la capacité des captages d'eau. Plus globalement, **le projet devra prendre en compte la capacité des réseaux dans le développement du territoire.**



**Captages et gestionnaires de l'eau potable**

- Communauté de Communes du Sud-Artois
- Captages d'eau potable (hors perspectives d'abandon)
- Noreade
- Régie communale
- Régie communale et SI région Ytres et Bertincourt
- Régie communale et SMPEAP du Bois Saint-Pierre
- SIDEP Crinchon-Cojeul
- SIVU Morval-Lesboeuf (Somme)
- SIAEP du plateau Nord d'Albert (Somme)
- SI des Eaux du Sud-Artois (SISEA)

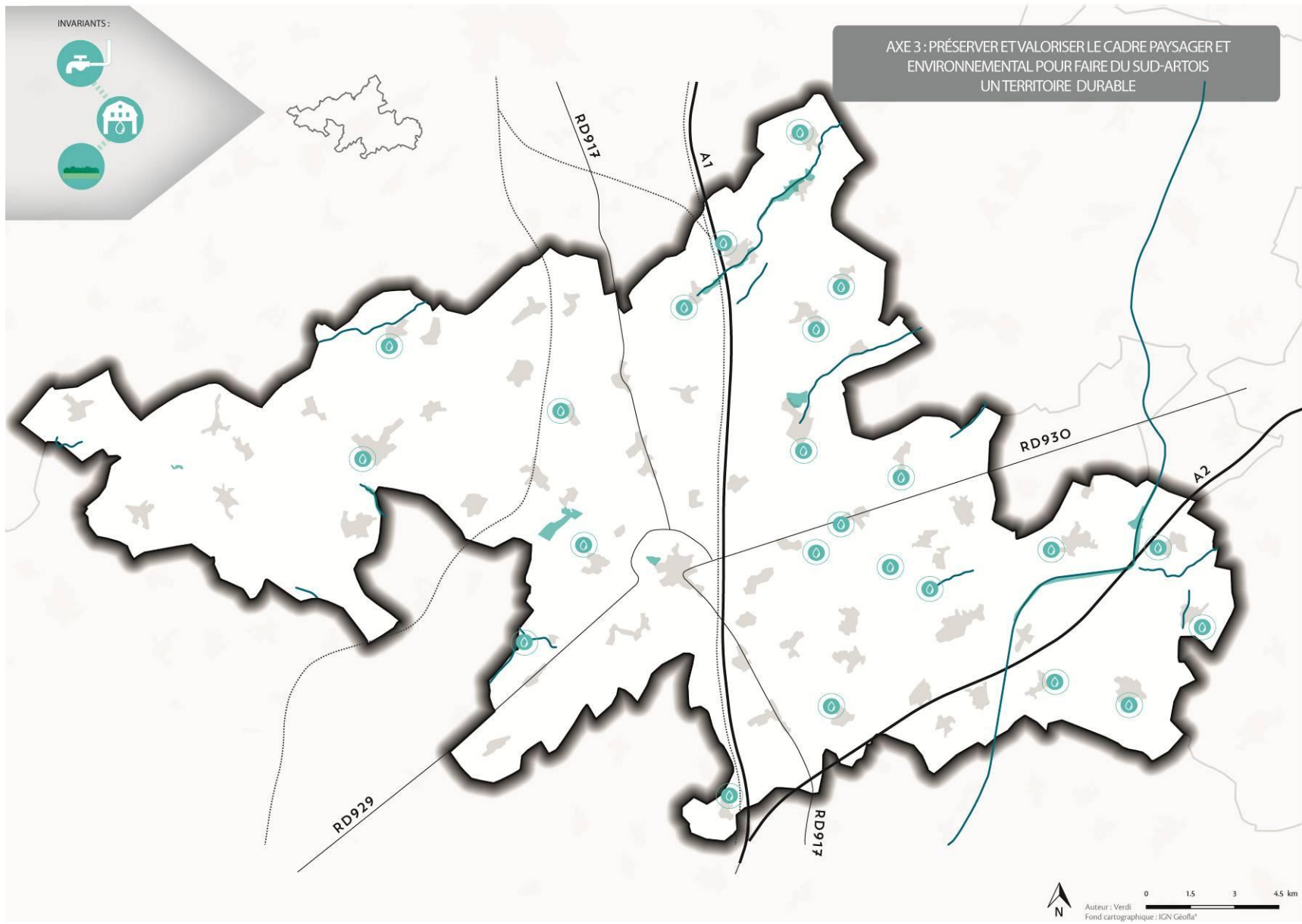


**verdi**  
Sensibilité à vos ambitions

Auteur : Verdi  
Données : ARS - SEAD - Services Publics d'Eau et d'Assainissement - AEAP (17/11/2015) - CCSA 2017  
Fond cartographique : IGN

*Carte relative aux captages et aux gestionnaires de l'eau potable*





## Orientation 5 :

### Veiller à la gestion de la ressource en eau.

---

#### ENTREtenir LE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DE SURFACE



*COURS D'EAU*



*ZONES À DOMINANTE HUMIDE À PRÉSERVER*

#### VEILLER À LA QUALITÉ DE LA RESSOURCE EN EAU



*CAPTAGE EN EAU POTABLE ET PÉRIMÈTRES DES CAPTAGES  
À PROTÉGER PAR UN ZONAGE ADAPTÉ*



*ZONES À DOMINANTE HUMIDE À PRÉSERVER*



*PRENDRE EN COMPTE LA CAPACITÉ DES RÉSEAUX  
DANS LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE*



*ENCOURAGER DES PRATIQUES AGRICOLES FAVORABLES  
À L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU*



*MAINTENIR LES HAIES ET TALUS EN LIEN AVEC L'ACTIVITÉ AGRICOLE*

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction du Développement, de l'Aménagement et de  
l'Environnement  
Mission Développement local

**RAPPORT N°20**

Territoire(s): Arrageois

EPCI(s): C. de Com. du Sud Artois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AVIS DU DÉPARTEMENT EN TANT QUE PERSONNE PUBLIQUE ASSOCIÉE POUR L'ARRÊT DE PROJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD- ARTOIS**

La Communauté de Communes du Sud-Artois (CCSA) a arrêté, lors de son Conseil communautaire du 9 juillet 2019, son projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Conformément à l'article R.153-4 du Code de l'Urbanisme, le Département est chargé de formuler un avis en tant que personne publique associée sur les documents transmis par la CUA.

Le PLUi comporte plusieurs documents :

- un rapport de présentation comprenant un diagnostic complet (diagnostics thématiques, Etat Initial de l'Environnement, évaluation environnementale, justifications) ;
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) constituant le projet de territoire ;
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) Habitat ;
- les plans de zonage ;
- le règlement ;
- les annexes (dont servitudes d'utilité publique).

Le PADD s'appuie sur 3 grands axes de développement :

1. Accompagner un développement démographique en veillant à l'équilibre territorial et à la proximité ;
2. Profiter du positionnement géographique central du Sud-Artois pour valoriser son potentiel économique et l'innovation économique ;
3. Préserver et valoriser le cadre paysager et environnemental pour faire du Sud-Artois un territoire durable.

Ces axes et orientations ont été détaillés dans l'annexe de cette délibération et au regard du respect des grands principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme et des documents et normes de niveau supérieur.

Ce PLUi porte un projet de territoire cohérent avec les caractéristiques territoriales et les problématiques relatives à la centralité et à l'armature territoriale.

Après consultation des différents services du Département, il apparaît que les objectifs et orientations du PLUi sont conformes aux schémas ou documents traduisant les politiques départementales.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'émettre un avis favorable sur le projet arrêté de PLUi de la Communauté de Communes du Sud-Artois, conformément aux documents joints.

La 5ème Commission - Solidarité territoriale et partenariats a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**CHALLENGE PAS-DE-CALAIS SAISON SPORTIVE 2019-2020**

(N°2019-398)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°24 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Politique sportive départementale 2016-2020 : une nouvelle ambition » ;



**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Madame Maïté MULOT-FRISCOURT, intéressée à l'affaire, n'a pris part ni au débat, ni au vote.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer, pour l'organisation du « Challenge Pas-de-Calais » de la saison sportive 2019-2020, une participation départementale d'un montant total de 45 000 euros, soit 4 500 € à chacun des 10 clubs sportifs suivants :

- C.O.B. Calais (basket féminin, Ligue 2 : 2<sup>ème</sup> niveau) ;
- E.S.S.M. Le Portel Côte d'Opale (basket masculin, Pro A : 1<sup>er</sup> niveau) ;
- S.O.M.B. Boulogne-sur-Mer (basket masculin, Nationale 1 : 3<sup>ème</sup> niveau) ;
- U.S.B.C.O. Boulogne-sur-Mer (football masculin, Nationale 1 : 3<sup>ème</sup> niveau) ;
- Harnes Volley-Ball (volley masculin, Elite : 2<sup>ème</sup> niveau) ;
- LISP Calais (volley masculin, Elite : 2<sup>ème</sup> niveau) ;
- Stella E.S. Calais (volley féminin, Elite 2 : 2<sup>ème</sup> niveau) ;
- Volley Ball Harnésien (volley féminin, Elite 2 : 2<sup>ème</sup> niveau) ;
- SCRA Saint-Omer (rink hockey masculine, Elite et club européen : 1<sup>er</sup> niveau) ;
- Béthune FUTSAL Club (Division 1 : 1<sup>er</sup> niveau).

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les bénéficiaires visés à l'article 1, les conventions correspondantes précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du projet annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C01-023A01	6568/93023	Actions de communication - participations	553 900,00	45 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 voix (Groupe Union Action 62)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

DIRECTION DE LA COMMUNICATION



# CONVENTION

CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION DEPARTEMENTALE POUR  
UNE MANIFESTATION SPORTIVE A CARACTERE EVENEMENTIEL  
CHALLENGE PAS-DE-CALAIS

SAISON SPORTIVE 2019-2020

Entre, d'une part,

- **le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 novembre 2019.

et désigné ci-après : "le Département".

Et d'autre part,

- **l'Association ou Club sportif**

dont le siège est .....

identifiée au répertoire SIREN sous le N° SIRET : .....

représentée par .....

tant en vertu des statuts que de la délibération du Conseil d'Administration en date du .....et

désignée ci-après : l'association ou le club

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation financière par le Département du Pas-de-Calais à l'association et les modalités de contrôle de son emploi.

## **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'association pour la mise en œuvre de l'action définie à l'article 3, en exécution de la décision attributive d'une participation financière prise par délibération de la Commission Permanente du 4 novembre 2019.

## **ARTICLE 3 : NATURE DE L'ACTION**

La participation financière est accordée par le Département à l'association ou club sportif .....pour l'organisation du « Challenge Pas-de-Calais » 2019-2020.

## **ARTICLE 4 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique à compter de sa date de signature par les parties jusqu'au 30 juin 2020 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période. Cependant, son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

## **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

1/ réaliser le « Challenge Pas-de-Calais » dans les conditions définies dans sa demande de partenariat et acceptées par le Département, le cas échéant modifiées ou complétées par les prescriptions imposées par celui-ci, et à affecter le montant de la participation au financement de cette action, à l'exclusion de toute autre dépense.

2/ fournir, à l'issue de la saison, des justifications des dépenses réalisées, dûment certifiées conformes aux originaux.

3/ fournir à la direction de la communication du Département, après chaque match, au moins une photo des équipes de jeunes placés derrière les supports de visibilité fournis par le Département. A ce titre, l'association autorise la publication des photos (et/ou des vidéos le cas échéant) sur le site internet et sur la page Facebook du Département du Pas-de-Calais, ceci en assurant au préalable les démarches d'autorisations auprès des parents des enfants participant au Challenge.

4/ porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle de l'action ayant entraîné la participation financière et à accepter le contrôle des services départementaux.

5/ à promouvoir le « Challenge Pas-de-Calais » ainsi que l'image du Département, en faisant apparaître le logo du Département du Pas-de-Calais sur les affiches, insertions publicitaires, communiqués à la presse écrite et audiovisuelle notamment et sur tous les supports utilisés.

6/ à mettre en place toutes les mesures de sécurité nécessaires pour le bon déroulement de l'action.

7/ à inviter les représentants du Département, lors des journées sur lesquelles est organisé le Challenge et plus spécifiquement lors de la Finale pour la remise des récompenses.

Pour l'application de ces dispositions, l'intéressé prendra contact avec le Bureau Hors Média de la Direction de la communication du Département.

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique. Pour cela, l'association se rapprochera de la Direction de la Communication afin d'obtenir les modalités pratiques d'utilisation du logo.

A chaque match, le présentateur rappellera le partenariat avec le Département du Pas-de-Calais et relatera cette information auprès de la presse.

Un texte synthétique rappelant les principales orientations de la politique sportive départementale sera aussi fourni au club pour être relayé sous forme de messages audio à destination du public.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'association doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation de l'action ayant entraîné la participation financière.

#### **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Le montant de la participation du Département est de 4 500 € (Quatre mille cinq cent euros) pour la saison 2019-2020.

#### **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

Le montant de l'aide accordée sera versé :



- après signature de la convention,
- sur présentation d'un Relevé d'Identité Bancaire, postal ou de Caisse d'Epargne.

Le Département procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la payeuse départementale (comptable assignataire de la dépense)

au compte n° \_\_\_\_\_

ouvert au nom de l'association \_\_\_\_\_

dans les écritures de la banque \_\_\_\_\_

### **ARTICLE 9 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département si l'action ayant entraîné la participation financière n'est pas exécutée dans les conditions conformes à ces présentes dispositions.

Le représentant de l'association est entendu préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

### **ARTICLE 11 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'association de procéder au remboursement total de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celle-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

- Dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département, que la manifestation prévue ne s'est pas tenue.
- Ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite.
- Ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale.
- Ou dès lors que l'image et le partenariat du Département n'auraient pas été promus.

Le remboursement partiel pourra être demandé par le Département si la manifestation prévue ne était pas réalisée dans sa totalité.

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ces cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

## **ARTICLE 12 : VOIE DE RECOURS**

Toute difficulté relative à l'exécution des présentes fera l'objet d'un règlement amiable. En cas d'échec de ce dernier, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Fait en deux exemplaires originaux,

A ARRAS, le

A , le

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Le Président du Conseil départemental,**

Le Président de l'association

**Jean Claude LEROY**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Cabinet du Président  
Direction de la Communication  
Bureau Administratif et Financier

**RAPPORT N°21**

Territoire(s): Tous les territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **CHALLENGE PAS-DE-CALAIS SAISON SPORTIVE 2019-2020**

Le sport constitue un vecteur de communication important pour le Département, notamment en direction des jeunes. Par ailleurs, le Département apporte tout au long de la saison son soutien à des événements sportifs dont l'audience dépasse les frontières départementales et régionales. L'ensemble concourt à améliorer la notoriété et l'image de marque de notre collectivité.

Dans cette logique et dans la volonté de soutenir les projets des territoires, il a été proposé de mettre en œuvre une opération permettant aux jeunes des écoles de sports de s'exprimer au sein de clubs phares du Département.

Lors de la saison sportive 2018-2019, les jeunes des clubs locaux ont pu s'illustrer durant les mi-temps des matchs de championnat de France disputés à domicile, lors de séances de tirs-aux-buts ou de lancers-francs. Le public s'est pris au jeu en encourageant les enfants, créant ainsi une véritable animation aux couleurs du Département.

Le speaker officiel des clubs a rappelé à cette occasion l'implication du Département en faveur du développement du sport.

Cette opération s'intitule « Challenge Pas-de-Calais ».

Une cérémonie officielle est organisée par chaque club lors de la finale du challenge pour récompenser le club de jeunes qui remporte le challenge en fin de saison. A cette occasion, chaque jeune est récompensé par la remise d'un cadeau en présence d'un conseiller départemental.

Pour la saison 2019-2020, pour pouvoir prétendre à un accompagnement du Département dans le cadre de ce dispositif, les clubs postulants doivent répondre à un ensemble de critères (critères identiques à la saison précédente) :

- Etre un sport collectif (basket, football, rugby, rink-hockey, hockey, handball, futsal...)
- Etre une équipe évoluant dans l'un des deux plus hauts niveaux français de la discipline (sauf pour le football et le basket pour lesquels le 3ème niveau national est accepté)
- Etre en mesure de concevoir et de mettre en œuvre une vraie animation

incitant à une ambiance festive et interpellant activement les spectateurs des tribunes.

- Assurer la participation d'au moins 8 équipes de jeunes sur la saison sportive (tranche d'âge concernée : 11-15 ans)
- Etre en mesure d'organiser le challenge lors d'un minimum de 7 matchs à domicile (finale du challenge comprise)

Après l'analyse des demandes, il en ressort que 10 clubs répondent aux critères précités pour la saison sportive 2019-2020 :

- C.O.B. Calais (basket féminin, Ligue 2 : 2<sup>ème</sup> niveau)
- E.S.S.M. Le Portel Côte d'Opale (basket masculin, Pro A : 1<sup>er</sup> niveau)
- S.O.M.B. Boulogne-sur-Mer (basket masculin, Nationale 1 : 3<sup>ème</sup> niveau)
- U.S.B.C.O. Boulogne-sur-Mer (football masculin, Nationale 1 : 3<sup>ème</sup> niveau)
- Harnes Volley-Ball (volley masculin, Elite : 2<sup>ème</sup> niveau)
- LISP Calais (volley masculin, Elite : 2<sup>ème</sup> niveau)
- Stella E.S. Calais (volley féminin, Elite 2 : 2<sup>ème</sup> niveau)
- Volley Ball Harnésien (volley féminin, Elite 2 : 2<sup>ème</sup> niveau)
- SCRA Saint-Omer (rink hockey masculine, Elite et club européen : 1<sup>er</sup> niveau)
- Béthune FUTSAL Club (Division 1 : 1<sup>er</sup> niveau)

Ils ont tous manifesté, auprès du Département, leur volonté de bénéficier du « Challenge Pas-de-Calais » pour cette nouvelle saison. A noter que par rapport à la saison sportive précédente, l'A.C.L.P.A.D. Calais (basket féminin) ne répond plus aux critères d'éligibilité puisque ce club est descendu au 4<sup>ème</sup> niveau de compétition. En revanche, parce qu'il en a fait la demande cette année, le Béthune FUTSAL bénéficiera pour la première fois du dispositif.

Il est proposé d'attribuer une participation de 4 500 € à chacun de ces 10 clubs pour la mise en place du challenge Pas-de-Calais sur la saison 2019-2020, soit un total de 45 000 €.

En respect de ce partenariat, les clubs proposés devront :

- Rappeler leur partenariat avec le Département auprès des médias lors des opérations de communication qui lui sont propres (interviews, communiqués de presse, conférences de presse), dans leurs supports de communication et lors de chaque mi-temps des matchs par le biais du speaker officiel du club ;
- Organiser et animer activement le challenge Pas-de-Calais lors de chaque mi-temps des matchs officiels à domicile de championnat sur la saison 2019-2020;
- Organiser la finale du challenge Pas-de-Calais lors du dernier match de championnat à domicile et y convier un représentant du Conseil départemental pour la remise des prix aux jeunes participants.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer, pour la saison sportive 2019-2020, une participation financière de 4 500 € à chacun des 10 clubs sportifs repris au présent rapport, soit un montant total de 45 000 euros, pour l'organisation du challenge Pas-de-Calais ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les bénéficiaires, les conventions précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de cette participation, dans les termes du projet type joint en annexe.

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C01-023A01	6568/93023	Actions de communication - participations	553 900,00	135 000,00	45 000,00	90 000,00

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AIDES AUX MANIFESTATIONS SPORTIVES À CARACTÈRE ÉVÉNEMENTIEL**

(N°2019-399)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°24 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Politique sportive départementale 2016-2020 : Une nouvelle ambition » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer les 22 participations financières d'un montant total prévisionnel de 35 100,00 €, pour les bénéficiaires, manifestations sportives et événementielles et les sommes définies au tableau annexé à la présente délibération, au titre de l'aide aux manifestations sportives à caractère événementiel, en sachant que le montant définitif des participations sera arrêté après réalisation des manifestations, présentation du bilan et justifications des dépenses subventionnables.

**Article 2 :**

Les dépenses versées en application de l'article 1 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C03-323A01	6568//9332	Aides aux manifestations sportives évènementielles-participations	940 000,00	35 100,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**MANIFESTATIONS SPORTIVES A CARACTERE EVENEMENTIEL  
COMMISSION PERMANENTE - NOVEMBRE 2019**

N°	Discipline	Manifestation	Organisateur	Lieu	Date	Budget prévisionnel	Subventions sollicitées						Critère	Proposition	
							Département	CNDS Fédération	Région	EPCI	Commune	Partenaires privés		Aide DSPO	Dir Com
<b>Territoire ARRAGEOIS</b>															
131	Natation	Meeting Landron	RCA Natation	Arras	28 au 30 décembre 2019	16 150 €	1 500 €				1 500 €	1 000 €	Territorial	1 500 €	
136	Badminton	Tournoi du Beffroi	Badminton Club Arras	Arras	26 et 27 octobre 2019	6 545 €	2 200 €				2 200 €		Territorial	2 200 €	
137	Triathlon	Cross Triathlon d'Arras	RCA Triathlon	Arras	1er décembre 2019	8 400 €	2 000 €				2 400 €	1 000 €	Sportif	1 500 €	
<b>Territoire ARTOIS</b>															
122	Cricket	Liettres Challenge Cricket International	Comité des Fêtes de Liettres	Liettres	28 et 29 septembre 2019	13 135 €	1 000 €			11 000 €			Territorial	1 000 €	
126	Tennis de Table	Critérium Fédéral Nationale 1	ASTTBB	Béthune	4 au 6 octobre 2019	20 000 €	3 000 €		3 000 €	3 000 €	3 000 €		Sportif	1 500 €	
132	Badminton	Tournoi de Noël	Béthune Badminton Club	Béthune	14 et 15 décembre 2019	13 000 €	1 000 €			3 000 €	2 000 €	1 000 €	Territorial	1 000 €	
133	Echecs	Tournoi International d'Echecs de Béthune	Association Echéphile Béthunoise	Béthune	26 au 30 décembre 2019	29 400 €	4 000 €		3 000 €	3 000 €	11 000 €		Territorial	3 000 €	
141	Lutte	Challenge Konarkowski	Cercle Calonnais Lutte Hercule	Calonne-Ricouart	9 et 10 novembre 2019	16 500 €	3 500 €		3 500 €	3 500 €	1 500 €	200 €	Territorial	3 000 €	
<b>Territoire AUDOMAROIS</b>															
135	Canoë-Kayak	Coupe de France de Kayak Polo	Canoë Kayak Club Saint-Omer	Saint-Omer	26 et 27 octobre 2019	13 000 €	2 000 €	1 000 €		2 000 €	2 000 €		Sportif	2 000 €	
142	Natation	Meeting International de l'Audomarois	Les Dauphins Audomarois	Longuenesse	6 octobre 2019	6 650 €	1 000 €						Territorial	1 000 €	
<b>Territoire BOULONNAIS</b>															
129	Cyclisme	Beach Race de la Baie de Wissant	VTT des 2 Caps	Wissant	6 octobre 2019	8 220 €	1 000 €			1 500 €			Territorial	1 000 €	
143	Triathlon	Bike & Run	Triathlon Club du Boulonnais	Boulogne-sur-Mer	20 octobre 2019	4 450 €	400 €				500 €	970 €	Sportif	400 €	
145	Gymnastique	Challenge multi-disciplines de gymnastique	Le Réveil	Boulogne-sur-Mer	18 décembre 2019	9 925 €	3 500 €				2 500 €	1 000 €	Territorial	2 500 €	
<b>Territoire CALAISIS</b>															
128	Trail	Trail nocturne de Noël	Bonningues-les-Calais Athlétisme	Bonningues-lès-Calais	30 novembre 2019	4 250 €	2 000 €				2 000 €		Territorial	500 €	
134	-	Programme Sport de la Fédération du Mémorial de l'OTAN	Fédération Mémorial de l'OTAN	Fréthun	Année 2019	4 800 €	1 500 €	2 400 €					Territorial	1 500 €	
139	Courses Nature	La Coulonnoise	Ville de Coulogne	Coulogne	10 novembre 2019	7 000 €	1 000 €				2 500 €		Territorial	1 000 €	
140	Sports Nautiques	Week-end Fluvial Et activités sportives nautiques	Ville de Coulogne	Coulogne	27 et 28 juillet 2019	4 000 €	2 000 €				2 000 €		Territorial	1 500 €	
146	Cyclisme	Championnat des Hauts de France	Union Vélo Club Calais	Louches	22 septembre 2019	8 600 €	2 500 €				1 500 €	2 000 €	Sportif	1 500 €	
149	Trail	Urban Trail Calais	Nord Littoral Organisation	Calais	11 octobre 2019	72 500 €	20 000 €		1 000 €	20 000 €		17 500 €	Territorial	2 500 €	
<b>Territoire LENS-HENIN</b>															
138	Judo	Tournoi International de Judo Minimes et Cadets	Judo Club Harnésien	Harnes	9 et 10 novembre 2019	40 700 €	2 000 €		3 500 €	5 000 €	13 000 €	2 000 €	Sportif	2 000 €	
<b>Territoire MONTREUILLOIS-TERNOIS</b>															
130	Courses Nature	Triath'Nature et Vérotière Nocturne	Ville de Berck-sur-Mer	Berck-sur-Mer	14 septembre et 21 décembre 2019	32 000 €	1 000 €				21 000 €	3 000 €	Territorial	1 000 €	
147	Sports de glisse	Côte d'Opale FreeRider Fest	Ville de Camiers	Camiers	14 et 15 septembre 2019	194 000 €	17 000 €	25 000 €	20 000 €	17 000 €		30 000 €	Territorial	2 000 €	
148	Triathlon	Duathlon du Montreuillois	Triathlon Club du Montreuillis	Sorris	12 octobre 2019	5 350 €	4 000 €						-	Rejet	

23 manifestations

35 100 €

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Sports  
Service des Partenariats Territoriaux

**RAPPORT N°22**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): AIRE-SUR-LA-LYS, ARRAS-1, ARRAS-2, ARRAS-3, AUCHEL, BERCK, BETHUNE, BOULOGNE-SUR-MER-1, BOULOGNE-SUR-MER-2, CALAIS-1, CALAIS-2, DESVRES, ETAPLES, HARNES, LONGUENESSE, LUMBRES, SAINT-OMER

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane, C. d'Agglo. de Lens - Liévin, C. d'Agglo. des Deux Baies en Montreuillois, C. d'Agglo. du Boulonnais, C. d'Agglo. du Calaisis, C. d'Agglo. du Pays de Saint Omer, C. de Com. de la Terre des Deux Caps, C. de Com. du Pays de Lumbres, C. de Com. Pays d'Opale, C. Urbaine d'Arras

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AIDES AUX MANIFESTATIONS SPORTIVES À CARACTÈRE ÉVÉNEMENTIEL**

Sur la base des dispositions prévues à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales et dans le cadre de la nouvelle politique sportive adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, le Département a confirmé son soutien aux manifestations sportives organisées sur le territoire. Sont ainsi accompagnés les événements qui participent au développement de la pratique sportive et revêtent un intérêt départemental.

L'étude des demandes d'aide départementale est réalisée selon 3 critères :

- **Les manifestations d'intérêt territorial** : le rayonnement de la manifestation est remarqué à l'échelle du territoire ; l'aide est plafonnée à celle attribuée par la commune ou le groupement de communes.
- **Les manifestations d'intérêt sportif** : ces manifestations de niveau national ou international sont inscrites dans les différents calendriers des fédérations délégataires, affinitaires ou agréées et de leurs organismes affiliés ; le taux maximum d'intervention est fixé à 20 % du budget global éligible (budget prévisionnel sans les déplacements, la restauration, l'hébergement, les salaires, les remises de prix ou de lots et les primes).
- **Les manifestations d'intérêt départemental** : ces manifestations sont organisées en relation avec les fédérations nationales et internationales et doivent avoir un caractère événementiel de portée extra-départementale en valorisant l'image départementale au-delà de ses limites ; elles doivent présenter un intérêt particulier, soit par la masse des participants et/ou leur origine géographique, soit par leur niveau sportif ; le montant de la participation est arrêté au cas par cas en fonction de la dimension et du

porteur du projet.

Le tableau ci-joint présente un ensemble de demandes émanant de 23 structures. 22 sollicitations ont reçu un avis technique favorable des services départementaux.

Sur ces bases, en cas d'accord de votre part, l'aide au titre des manifestations sportives à caractère événementiel s'élèverait à 35 100,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'attribuer 22 participations financières, pour un montant total prévisionnel de 35 100,00 €, aux bénéficiaires, manifestations sportives et événementielles et sommes définies au tableau annexé, au titre de l'aide aux manifestations sportives à caractère événementiel, en sachant que le montant définitif des participations sera arrêté après réalisation des manifestations, présentation du bilan et justification des dépenses subventionnables.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-323A01	6568//9332	Aides aux manifestations sportives événementielles-participations	940 000,00	76 680,00	35 100,00	41 580,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AVENANT FINANCIER 2019 À LA CONVENTION 2017-2020 ENTRE LE  
DÉPARTEMENT, LA FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ATHLÉTISME ET LE COMITÉ  
DÉPARTEMENTAL D'ATHLÉTISME DU PAS-DE-CALAIS**

(N°2019-400)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°24 du Conseil départemental en date du 27/09/2019 « Politique sportive départementale 2016-2020 - une nouvelle ambition » ;

**Vu** la délibération n°2018-121 de la Commission Permanente en date du 10/04/2018 « Convention 2017-2020 de partenariat entre le Département, la Fédération Française de Lutte, la Fédération Française de canoë-kayak, la Fédération Française d'athlétisme et avenant financier 2018 à la convention 2017-2020 entre le Département, la Fédération Française d'athlétisme et le Comité départemental d'athlétisme du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer une subvention de 4 000,00 € au Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais, pour la réalisation de l'action " urban athlé " et au titre de l'avenant 2019 de la convention cadre de partenariat 2017/2020, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer une subvention de 20 000,00 € à la Fédération Française d'Athlétisme, pour la réalisation d'actions permettant le développement de la pratique dans les collèges et au titre de l'avenant 2019 de la convention cadre de partenariat 2017/2020, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Fédération Française d'Athlétisme et le Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais l'avenant financier 2019 à la convention cadre de partenariat 2017-2020, précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces subventions départementales, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

**Article 4 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C03-322C01	6574//9332	Subventions - sport (conventions annuelles)	930 000,00	24 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



**AVENANT FINANCIER 2019  
A LA CONVENTION 2017-2020 ENTRE LE DEPARTEMENT,  
LA FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME ET LE COMITE  
DEPARTEMENTAL D'ATHLETISME DU PAS-DE-CALAIS**

**Entre le DEPARTEMENT du Pas-de-Calais** **d'une part,**

Collectivité territoriale, dont le siège est en l'hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le N°226 200 012, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019 ci-dessous dénommée : « Le Département ».

**Et la Fédération Française d'Athlétisme** **d'autre part,**

Association de droit privé à but non lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège est situé 33, Avenue Pierre de Coubertin à Paris, représentée par Monsieur André GIRAUD en sa qualité de Président, ci-dessous dénommée : « La Fédération »

**Et le Comité Départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais** **d'autre part,**

Association de droit privé à but non lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège est situé à la Maison des Sports, 9 rue Jean Bart à Angres, représentée par Monsieur Christian HERBAUT en sa qualité de Président, ci-dessous dénommée : « Le Comité »,

VU : le Code général des collectivités territoriales ;

VU : le Code du Sport ;

VU : la délibération du Conseil Départemental du 26 Septembre 2016 ;

VU : la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 10 avril 2018 autorisant signature de la convention 2017-2020 ;

VU : la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019 autorisant la signature du présent avenant ;

VU : les demandes formulées par le Comité départemental d'Athlétisme et de la Fédération Française d'Athlétisme ;

VU : le Budget Départemental 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1 : Montant de l'aide départementale

Conformément à l'article 5 de la convention entre le Département du Pas-de-Calais, La Fédération Française d'Athlétisme et le Comité Départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais, le présent avenant détaille les engagements financiers du Département pour l'exercice 2019 envers le Comité Départemental d'Athlétisme et la Fédération Française d'Athlétisme.

En l'occurrence, pour l'année 2019, le Département alloue au Comité Départemental d'Athlétisme une aide financière de 4 000 euros pour l'action suivante :

- Soutien à l'organisation de « l'urban athlé » dans les collèges du Pas de Calais durant la semaine de l'athlétisme.

Proposition de subvention : 4 000 euros (*sous-programme : 322C01*)

En l'occurrence, pour l'année 2019, le Département alloue à la Fédération Française d'Athlétisme une aide financière de 20 000 euros pour l'action suivante :

- **Développement de la pratique dans les collèges** : il est proposé d'organiser une semaine d'initiation et de découverte des différentes disciplines de l'athlétisme à destination des collèges sur la base des journées « urban-athlé », organisées en 2016 et 2017. Il s'agit de 4 journées de promotion et d'initiation à l'athlétisme à destination des collèges, animées par des cadres de la Fédération Française, avec la présence de membres de l'équipe de France. A travers différents ateliers, les jeunes s'initient aux différentes disciplines de l'athlétisme. Organisées en partenariat avec le comité départemental et le club d'athlétisme local, ces journées permettent également aux jeunes de s'informer sur les lieux de pratique de l'athlétisme existants à proximité. Cette année, une journée sera aussi consacrée aux jeunes élèves de CP/CE1 lors des USEPIADES organisées par l'USEP62. Ces journées seraient organisées en février dans le cadre de la semaine de l'olympisme et du paralympisme et en préambule du Meeting International de Liévin.

Proposition de subvention : 20 000 euros (*sous-programme : 322C01*)

#### Article 2 : Modalités de versement de l'aide départementale

La subvention départementale attribuée dans le cadre des actions de développement du Comité Départemental d'Athlétisme sera versée en 1 fois à la signature de la présente convention (sous-programme : 322C01).

La subvention départementale attribuée dans le cadre des actions de développement de la Fédération Française d'Athlétisme sera versée en 1 fois à la signature de la présente convention (sous-programme : 322C01).



Article 3 : Remboursement

En cas de non réalisation de l'action subventionnée mentionnée à l'article 1, le Département du Pas-de-Calais se réserve le droit de réclamer le remboursement total ou partiel de la subvention définie à l'article 1.

Article 4 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Angres, le .....

A.....le

Pour le Président du Conseil départemental,  
Le Directeur du Pôle des Réussites  
Citoyennes

Le Président de la Fédération Française  
d'Athlétisme,

Jean-Luc MARCY

André GIRAUD

A....., le

Le Président du Comité Départemental  
D'Athlétisme

Christian HERBAUT

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Sports  
Bureau de la Coordination Administrative et Financière

**RAPPORT N°23**

Territoire(s): Tous les territoires

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AVENANT FINANCIER 2019 À LA CONVENTION 2017-2020 ENTRE LE DÉPARTEMENT, LA FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ATHLÉTISME ET LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ATHLÉTISME DU PAS-DE-CALAIS**

Conformément à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales et dans le cadre de la nouvelle politique sportive adoptée par le Conseil Départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, le Département s'est inscrit dans un partenariat avec les fédérations nationales olympiques et les comités départementaux sportifs par l'établissement de conventions d'objectifs sur le temps de l'olympiade 2016-2020.

En effet, à partir de 2009, le Département du Pas-de-Calais a saisi l'opportunité de la tenue des Jeux Olympiques de Londres comme un accélérateur d'une politique et d'une dynamique enclenchées. Cette opportunité, transformée en dynamique collective, a constitué une source intarissable de motivation pour l'ensemble des partenaires et a permis d'obtenir l'adhésion et l'implication des acteurs sportifs et plus largement de la population pour faire de cet événement planétaire une source de rapprochement entre les habitants du Pas-de-Calais.

Initiée dans le cadre de la démarche Pas-de-Calais 2012 et dans la perspective de l'organisation des Jeux Olympiques en 2024 à Paris, le Département a souhaité poursuivre, au travers des partenariats engagés avec les fédérations nationales olympiques et les acteurs sportifs départementaux, la mise en œuvre de projets d'échanges sportifs, éducatifs, culturels et solidaires à partir du sport qui constitue un outil de structuration et de valorisation des jeunes en particulier et des individus en général. L'ambition du Département vise également à poursuivre son engagement en direction du sport qui demeure un important levier d'aménagement des territoires et de développement économique.

Dans cette optique, le Département, la Fédération Française d'Athlétisme et le Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais, dans un objectif de développement et de promotion de la discipline et des territoires, ont manifesté leur volonté commune de reconduire, pour les années 2017/2020, un partenariat actif en identifiant pour chacune d'entre elles des axes de travail en commun.

Par délibération en date du 10 avril 2018, la Commission Permanente a autorisé la signature, avec la Fédération Française d'Athlétisme et le Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais, de la convention de partenariat 2017-2020

Cette convention de partenariat s'appuie sur le projet de développement du comité départemental et définit, de manière concertée, des objectifs communs et partagés sur la durée de l'olympiade. Elle est, chaque année, complétée d'avenants financiers qui viennent préciser le niveau d'intervention du Département sur la base de l'enveloppe financière votée.

Il vous est proposé, au titre de l'avenant financier 2019 de la convention cadre de partenariat 2017/2020 :

- d'attribuer au Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais un soutien financier d'un montant de 4 000,00 € afin de permettre l'organisation de " l'urban athlé " dans les collèges du Pas de Calais durant la semaine de l'athlétisme ;
- d'attribuer à la Fédération Française un soutien financier d'un montant de 20 000,00 € afin de permettre l'organisation, dans le cadre du développement de la pratique dans les collèges, d'une semaine d'initiation et de découverte des différentes disciplines de l'athlétisme à destination des collèges sur la base des journées " urban-athlé ", organisées en 2016 et 2017 ; il s'agit de 4 journées de promotion et d'initiation à l'athlétisme à destination des collèges, animées par des cadres de la Fédération Française, avec la présence de membres de l'équipe de France ; dans différents ateliers, les jeunes s'initient aux différentes disciplines de l'athlétisme ; organisées en partenariat avec le comité départemental et le club d'athlétisme local, ces journées permettent également aux jeunes de s'informer sur les lieux de pratique de l'athlétisme existants à proximité ; cette année, une journée sera aussi consacrée aux jeunes élèves de CP/CE1 lors des USEPIADES organisées par l'USEP62 ; ces journées ont été organisées en février 2019 dans le cadre de la semaine de l'olympisme et du paralympisme, en préambule au Meeting International de Liévin.

Il convient de statuer sur cette affaire, et le cas échéant, d'attribuer au titre de l'avenant 2019 de la convention cadre de partenariat 2017/2020 :

- d'attribuer une subvention de 4 000,00 € au Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais, pour la réalisation de l'action " urban athlé ", selon les modalités reprises au présent rapport ;
- d'attribuer une subvention de 20 000,00 € à la Fédération Française d'Athlétisme, pour la réalisation d'actions permettant le développement de la pratique dans les collèges: selon les modalités reprises au présent rapport ;
- et de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Fédération Française d'Athlétisme et le Comité départemental d'Athlétisme du Pas-de-Calais l'avenants financier 2019 à la convention 2017-2020, lequel précisera les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces subventions départementales, dans les termes du projet joint.

Les dépenses seraient effectuées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-322C01	6574//9332	Subventions - sport (conventions annuelles)	930 000,00	71 105,00	24 000,00	47 105,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**INSTITUTION INTERCOMMUNALE DES WATERINGUES - MODIFICATION DE LA  
NATURE DES TRAVAUX D'UN PROJET SUBVENTIONNÉ**

(N°2019-401)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°69 de la Commission Permanente en date du 07/09/2015 « Travaux de l'Institution Interdépartementale des Wateringues » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,



**DECIDE :**

**Article 1 :**

De substituer aux anciennes opérations accordées au titre du programme 2015 à l'Institution Intercommunale des wateringues par délibération n°69 de la Commission Permanente en date du 07/09/2015, les nouvelles opérations selon la répartition et les montants modifiés comme suit, et pour un montant global d'intervention de 140 000 € restant identique :

<b>OPERATION</b>	<b>Taux</b>	<b>Montant des travaux €</b>	<b>Montant de la Subvention €</b>
Travaux sur la porte de 10 mètres à Calais	10%	732 860,00	73 286,00
Etude diagnostic et travaux de réhabilitation et modernisation des ouvrages	20 %	333 570,00	66 714,00
<b>TOTAL</b>		<b>1 066 430,00</b>	<b>140 000,00</b>

**Article 2 :**

La nouvelle répartition reprise à l'article 1 est sans incidence financière.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction du Développement, de l'Aménagement et de  
l'Environnement  
Mission Expertise

RAPPORT N°24

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **INSTITUTION INTERCOMMUNALE DES WATERINGUES - MODIFICATION DE LA NATURE DES TRAVAUX D'UN PROJET SUBVENTIONNÉ**

Par décision de la Commission Permanente du Conseil départemental du 7 septembre 2015, ont été accordées à l'Institution Intercommunale des Wateringues, les subventions suivantes au titre du programme 2015 :

- Travaux sur la porte de 10 mètres à Calais, une subvention de 60 000 € correspondant à 10 % de travaux estimés à 600 000 € ;
- Etude diagnostic de réhabilitation et modernisation des ouvrages d'évacuation des crues à la mer, une subvention de 10 000 € correspondant à 20 % du montant total estimé à 50 000 € ;
- Travaux de réhabilitation et modernisation des ouvrages d'évacuation des crues à la mer, une subvention de 70 000 € correspondant à 20 % de travaux estimés à 350 000 € ;

Le montant total accordé pour ce programme 2015 était de 140 000 €.

L'étude diagnostic ayant été réalisée concomitamment aux travaux, la structure prévisionnelle du programme ne peut plus être appliquée. Une nouvelle répartition doit donc être envisagée. De plus, les montants prévisionnels seraient à ajuster sur les dépenses réelles.

En conséquence, il vous est proposé de substituer les nouvelles opérations aux anciennes pour des montants modifiés comme suit, et pour un montant global d'intervention qui reste identique.

<b>OPERATION</b>	<b>Taux</b>	<b>Montant des travaux €</b>	<b>Montant de la Subvention €</b>
Travaux sur la porte de 10 mètres à Calais	10%	732 860,00	73 286,00
Etude diagnostic et travaux de réhabilitation et modernisation des ouvrages	20 %	333 570,00	66 714,00
<b>TOTAL</b>		<b>1 066 430,00</b>	<b>140 000,00</b>

Cette nouvelle répartition est sans incidence financière.

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**PROJET D'AMÉNAGEMENT FONCIER DES COMMUNES D'AZINCOURT ET  
BEALENCOURT.  
OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE MODE D'AMÉNAGEMENT,  
LE PÉRIMÈTRE ET LE SCHÉMA DE PROTECTION HYDRAULIQUE ET  
ENVIRONNEMENTAL**

(N°2019-402)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles L.121-13 et L.121-14 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'émettre un avis favorable sur le projet d'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental des communes d'AZINCOURT et BEALENCOURT ainsi que sur les prescriptions détaillées dans les cartes et documents joints à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'émettre un avis favorable sur l'organisation de l'enquête publique prévue par l'article L.121-14 du Code Rural et de la Pêche Maritime susvisé.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

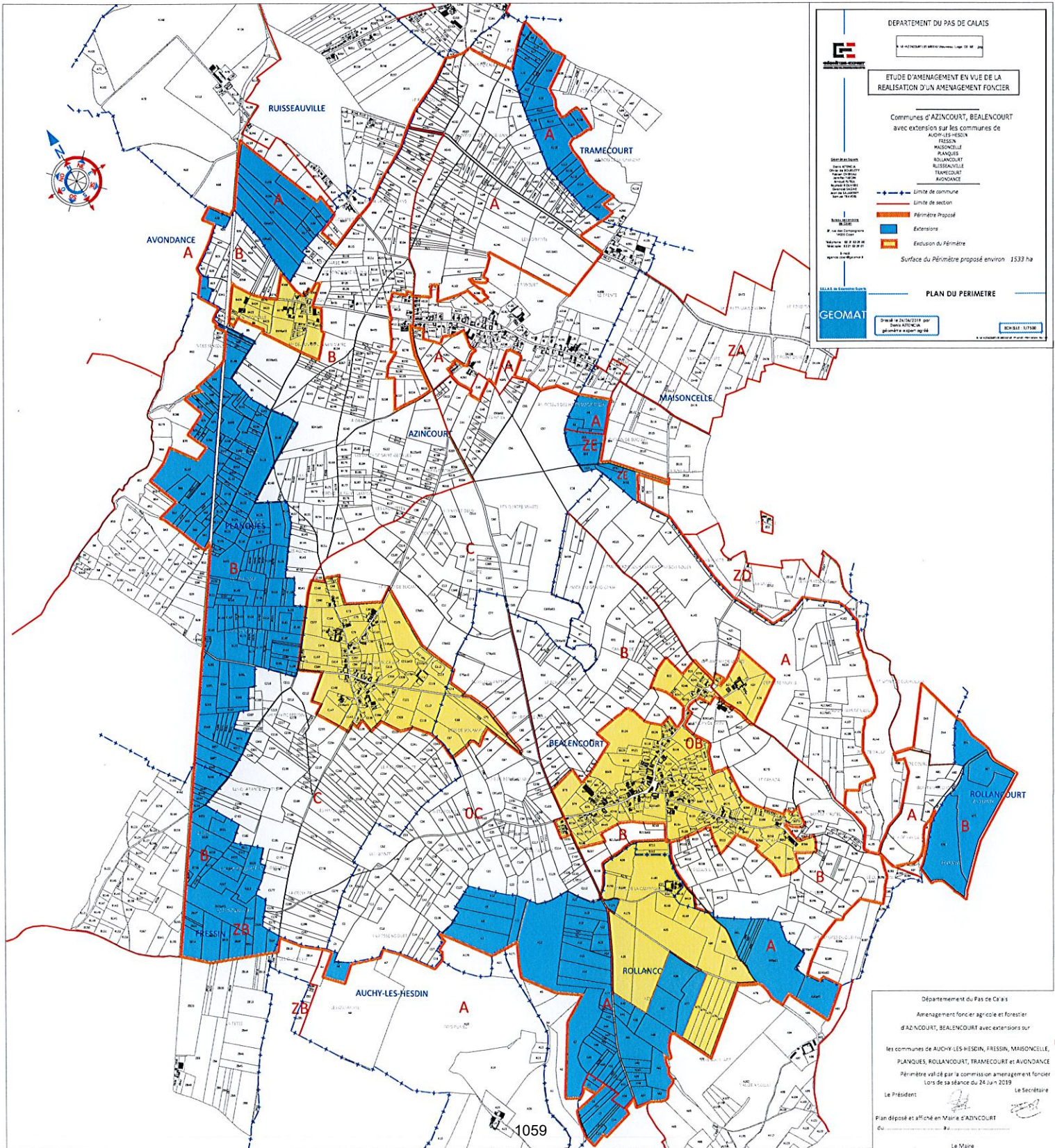
ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL





DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

**ETUDE D'AMENAGEMENT EN VUE DE LA REALISATION D'UN AMENAGEMENT FONCIER**

Communes d'AZINCOURT, BEAENCOURT avec extensions sur les communes de AUCHY-LES-HESDIN, FRESSIN, MAISONCELLE, PLANQUES, ROLLANCOURT, RUISSEAUVILLE, TRAMECOURT, AVONDANCE

- Limite de commune  
 - Limite de section  
 - Périmètre Proposé  
 - Extensions  
 - Exclusion du Périmètre  
 Surface du Périmètre proposé environ : 1533 ha

GÉOMAT  
 03 20 36 21 11  
 100 rue de la République  
 59100 LILLE  
 SIREN 338 123 456  
 N° de TVA Intracommunautaire : FR15 338 123 456

PLAN DU PERIMETRE

Échelle : 1:1000

Département du Pas de Calais  
 Aménagement foncier agricole et forestier  
 d'AZINCOURT, BEAENCOURT avec extensions sur  
 les communes de AUCHY-LES-HESDIN, FRESSIN, MAISONCELLE,  
 PLANQUES, ROLLANCOURT, TRAMECOURT et AVONDANCE  
 Périmètre valé par la commission aménagement foncier  
 Lors de sa séance du 24 Juin 2019

Le Président \_\_\_\_\_ Le Secrétaire \_\_\_\_\_

Plan déposé et affiché en Mairie d'AZINCOURT

Le Maire \_\_\_\_\_





**VOLET ENVIRONNEMENTAL**  
Synthèse des enjeux, propositions et recommandations

2022, CHALLON  
Séminaire  
Aménagement  
2022

**Legend**

Travaux Communes		Occupation du sol 2015 (SIGALE)	
Route	Fossés	Espaces Urbains	Espaces Agricoles
Voies	Parcelles	Espaces Naturels	Espaces Industriels
Voies	Parcelles	Espaces Naturels	Espaces Industriels
Voies	Parcelles	Espaces Naturels	Espaces Industriels

**Topographie - Axi d'orientation**

**Création**

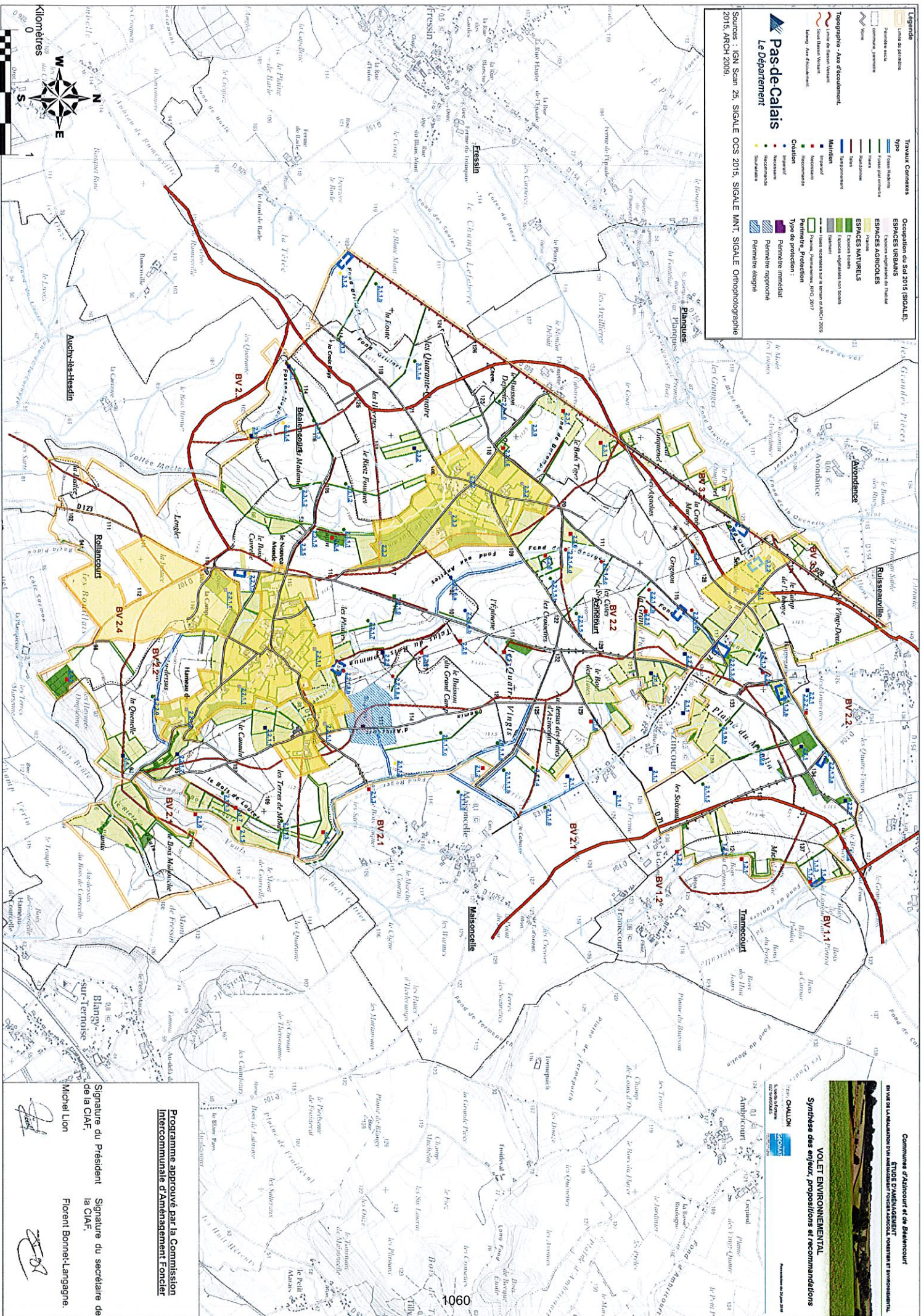
**Type de production**

**Perimètre**

**Perimètre délimité**

**Perimètre délimité**

Sources : IGN Sean 25, SIGALE OCS 2015, SIGALE MNT, SIGALE Orthophotographie 2015, ARCH 2009.



**Kilomètres**

0 1

**W**  
**N**  
**E**  
**S**

**Programme approuvé par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier**

Signature du Président de la CIAF  
Michel Lion

Signature du secrétaire de la CIAF  
Florent Bonnet-Langane



**Propositions de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'AZINCOURT-BEALENCOURT sur le mode d'aménagement foncier retenu, le périmètre correspondant et sur les dispositions prévues pour satisfaire aux principes de la Loi du 3 Janvier 1992 sur l'Eau et l'article L.211-1 du Code de l'Environnement**

La Commission réunie le 24 juin 2019 sous la présidence de M. Michel LION a arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.121-20-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, ses propositions suivantes :

### **I – DISPOSITIONS CONSERVATOIRES**

Jusqu'à clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre d'aménagement foncier, la destruction de tous les espaces boisés visés à l'article L.311-2 du Code Forestier, ainsi que de tous les boisements linéaires, haies et plantations d'alignement et arbres isolés.

Les travaux forestiers, y compris les travaux d'exploitation forestière et les plantations, sont soumis à autorisation du président du Conseil départemental en application de l'article L.121-19 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Les autres travaux susceptibles d'apporter une modification à la nature juridique des parcelles ou à l'état des lieux tels que, l'arasement des talus, le comblement des fossés, la protection des sols, l'écoulement des eaux nuisibles, les retenues et la distribution des eaux utiles, la rectification, la régularisation et le curage des cours d'eau non domaniaux, l'établissement de clôtures, la création ou la suppression de fossés ou de chemins, la construction de maisons ou de bâtiments, la création de marnières, d'étangs, l'implantation de lignes électriques, sont soumis également après avis de la Commission Communale d'Aménagement Foncier à autorisation du président du Conseil départemental.

A compter de la délibération du Conseil départemental, tout projet de mutation de propriété doit être sans délai porté à la connaissance de la Commission Communale d'Aménagement Foncier conformément à l'article L.121-20 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

### **II - MODE D'AMENAGEMENT FONCIER ET PERIMETRE D'AMENAGEMENT**

**L'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental** est le mode d'aménagement foncier retenu afin de poursuivre les finalités suivantes :

- Améliorer la structure de la propriété,
- Regrouper les terres des exploitants agricoles,
- Aménager les dessertes,
- Contribuer à la prévention des risques naturels (lutte contre les inondations et l'érosion),
- Faciliter l'attribution aux communes de terrains nécessaires à leur développement et à la mise en valeur de l'espace naturel.

Le plan du périmètre proposé, représentant une superficie d'environ 1533 hectares hors voirie, est annexé au présent document.

Le périmètre est respectueux des éléments communiqués par le porteur à connaissance ainsi que des recommandations de l'étude d'aménagement en fonction de l'état initial du site.

### **III - PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT PREVUES PAR L'ARTICLE R.121-20 DU CODE RURAL EN VUE DE SATISFAIRE LES PRINCIPES POSES PAR L'ARTICLE 2 DE LA LOI SUR L'EAU**

Les prescriptions définies par la Commission répondent aux recommandations contenues dans l'étude d'aménagement foncier et portent sur chacune des propositions de l'étude précitée ainsi détaillées:

BV	Propositions			Nature et priorité		Justification
	N°	localisation	Objet	Maintien	Création	
1.1	1	<i>Derrière le Bois</i>	Maintien des lisières forestières du bois Michel Franche.	+++		Intérêt écologique et paysager des boisements et de leur lisière.
1.1	2	<i>Le Chemin de Convoi</i>	Maintien d'un secteur de prairies majoritairement pâturées et des éléments bocagers qui les accompagnent (arbustes, haies basses), y compris dans le bassin-versant 2.2.	+++		Intérêt hydraulique des prairies situés en amont du bassin-versant : elles contribuent à la maîtrise des ruissellements immédiatement en aval. Intérêt écologique des prairies et de la trame arbustive qui les accompagne (milieux refuges pour la faune et la flore). Ces prairies font partie de la ceinture bocagère du village de Canlers.
1.1	3	<i>Le Chemin de Convoi, Derrière le Bois</i>	Créer un frein hydraulique dans la partie centrale du vallon, entre les prairies et la lisière forestière. Implanter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive, perpendiculairement au thalweg (avec implantation d'une fascine anti-érosive dans le thalweg). A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation. Longueur de la bande enherbée et de la haie : ≈ 270 ml selon son positionnement, soit ≈ 1.600 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans le fond du vallon avant leur arrivée sur la route de Canlers à Tramecourt, où ils convergent avec d'autres axes de ruissellement. Intérêt écologique de la haie arbustive, qui créerait une continuité naturelle entre les prairies bocagères et le massif boisé.
1.1	4	<i>Le Chemin de Convoi</i>	Implantation d'un ouvrage de rétention des eaux le long de la route de Canlers à Tramecourt. Capacité de rétention : environ 290 m <sup>3</sup> (surface d'emprise : env. 500 m <sup>2</sup> ). Il est conseillé de créer un ouvrage similaire de l'autre côté de la route pour maîtriser les ruissellements provenant du nord (bassin-versant situé hors-périmètre d'étude).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans le fond du vallon avant leur arrivée sur la route de Canlers à Tramecourt, où ils convergent avec d'autres axes de ruissellement ( <i>enjeu : réduire les arrivées d'eau dans le village de Tramecourt</i> ).

1.2	1	<i>Le Bois Michel Franche, le Bois de la Carnoye</i>	Maintien des lisières forestières du bois Michel Franche et du bois de la Carnoye et des bandes enherbées qui les longent.	+++		Intérêt écologique et paysager des boisements et de leur lisière, y compris les bandes enherbées qui les accompagnent
1.2	2	<i>Le Bois de la Carnoye, la Gacogne</i>	Maintien d'un secteur de prairies bocagères (haies arbustives, arbres et arbustes).	+++		Intérêt hydraulique des prairies : elles contribuent à la maîtrise des ruissellements en aval du village de Tramecourt. Intérêt écologique de ces prairies bocagères, d'autant plus qu'elles côtoient un ensemble boisé et se prolongent par le vaste secteur bocager et boisé qui entoure Tramecourt Intérêt paysager : ces prairies participent à l'attrait visuel de cette entrée du village qui conduit directement au château (Monument historique) et est limitrophe du site de la bataille d'Azincourt
1.2	3	<i>Dessous le Bois, le Bois de la Carnoye</i>	Créer un frein hydraulique dans la partie centrale du vallon, perpendiculairement au thalweg et en limite des futurs blocs d'exploitation. Implanter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive entre la lisière boisée et la RD104, avec mise en place d'une fascine anti-érosive dans le thalweg. Longueur de la bande enherbée et de la haie : $\approx 350$ ml selon son positionnement, soit $\approx 2.100$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans le fond du vallon avant leur arrivée sur la route de Azincourt à Tramecourt (RD71), où ils convergent avec d'autres axes de ruissellement.
2.1	1	<i>Les Soixante, le Bosquet, le Trente, le Village d'Azincourt, le Bout de la Ville, la Cloyelle</i>	Maintien de la vaste ceinture de prairies bocagères qui entoure le village d'Azincourt. Les prairies sont toujours accompagnées d'une trame bocagère très diversifiée (haies de types variés, bosquets, arbres dont certains beaux spécimens, arbustes, talus sur pentes, etc.) et d'une densité souvent importante. Compte tenu de la grande qualité et de la forte sensibilité des secteurs où la trame bocagère est la plus dense, il est proposé de les exclure le plus possible d'un périmètre d'aménagement foncier.	++++		Intérêt hydraulique des prairies : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements dès l'amont de ce long bassin-versant. Intérêt écologique majeur de cet ensemble bocager diversifié. Intérêt paysager : ces prairies bocagères ceinturent tout le village et sont essentielles à son attractivité visuelle et touristique (musée, hôtel, gîtes...).
2.1	2	<i>Le Morival</i>	Maintien du bois et de ses lisières	+++		Intérêt hydraulique : le bois est situé sur un versant et contribue à la maîtrise des ruissellements. Intérêt écologique de ce bois, isolé dans un secteur de grande culture dégagé (c'est un milieu refuge pour la faune et la flore). Intérêt paysager : le bois constitue un repère dans le paysage, ici largement ouvert.
2.1	3	<i>Le Hameau de Monts</i>	Dans le périmètre d'étude : maintien d'un double alignement de beaux hêtres qui bordent le RD107E2 dans le fond de vallon qui sépare le hameau de Monts et le village de Maisoncelle. Pour mémoire (hors périmètre d'étude) : maintien des prairies à caractère bocager qui entourent le village de Maisoncelle, le plus souvent sur des versants assez marqués.	+++		Intérêt paysager de ces grands arbres, au sein d'un site très ouvert (arbres plantés sur l'emprise routière). Intérêt écologique : milieu refuge pour la faune (oiseaux en particulier).
2.1	4	<i>Derrière Monts</i>	Maintien d'un petit secteur de prairies couvrant un versant très pentu, accompagné d'importants talus et d'arbustes	+++		Rôle essentiel des prairies pour la maîtrise des ruissellements et le maintien des sols sur le versant. Intérêt écologique de cet ensemble prairial qui jouxte la ceinture bocagère de Maisoncelle et les vallons boisés et encaissés en amont du hameau de Vaulx.
2.1	5	<i>Fond du Bois de Vaulx</i>	Maintien d'un secteur de prairies situées en fond de vallon et en bas de versants marqués. Ces prairies sont directement bordées dans le thalweg par les lisières forestières du bois de Vaux (à préserver en l'état : voir ci-après : 6).	+++		Intérêt hydraulique majeur de ces prairies situés en aval de versants cultivés : elles contribuent à la maîtrise des ruissellements avant leur arrivée dans la « creuse » encaissée qui occupe le fond du vallon, dans le bois. Intérêt écologique des prairies et des lisières forestières, par ailleurs identifiées parmi les continuités naturelles de la trame verte et bleue du Ternois.
2.1	6	<i>Fond du Bois de Vaulx, le Mont de Courvelles, Bois de Vaulx</i>	Maintien des lisières forestières du bois de Vaulx ; presque continuellement prolongées par des prairies, elles présentent potentiellement un grand intérêt écologique.	+++		Intérêt hydraulique : le bois est situé sur des versants et contribue à la maîtrise des ruissellements dans ce secteur encaissé, ou le ravin qui occupe le thalweg à déjà fait l'objet d'aménagements : barrages notamment. Grand intérêt écologique de ce bois et de ses lisières, répertoriés parmi les continuités naturelles de la trame verte et bleue du Ternois. Intérêt paysager : le coteau abrupt boisé constitue un élément repère important dans les paysages locaux.

2.1	7	<i>Fond du Bois de Vaulx</i>	Maintien d'un talus enherbé et partiellement boisé séparant des blocs de grande culture en amont et les prairies du Fond de Vaulx en aval ; ce talus occupe le 1/3 inférieur d'un versant marqué. Renforcement de ce talus - souvent dégradé - sous la forme d'une plantation arbustive dense (voir ci-après la proposition 2.1.13)	+++		Intérêt majeur de ce talus pour le maintien des sols et la gestion des ruissellements (actuellement insuffisamment maîtrisés par quelques petites fascines)
2.1	8	<i>(plusieurs routes et chemins entre Azincourt et Maisoncelle)</i>	Assurer le maintien de la continuité de deux sentiers de promenade balisés : « sentier des hauts liens » et « sentier Henry V ». Pour mémoire, assurer la continuité des sentiers cyclotouristiques « circuit des Châteaux » et « le Soleil de Satan » (ces derniers n'empruntent que des routes bitumés)	+++		Découverte du patrimoine paysager et bâti local.
2.1	9	<i>La Plaine du Moulin</i>	Créer des freins hydrauliques en amont de la ceinture de prairies bocagères du village d'Azincourt, disposés plus ou moins perpendiculairement au thalweg. Implanter deux bandes enherbées complétées par des haies basses arbustives (avec implantation d'une fascine anti-érosive dans le thalweg lui-même). A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation. <b>9A</b> : Longueur de la bande enherbée amont : $\approx$ 450 ml (entièrement plantée d'une haie arbustive basse), soit $\approx$ 1.350 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès). <b>9B</b> : Longueur de la bande enherbée aval : $\approx$ 350 ml (dont $\approx$ 100 ml de haie arbustive), soit $\approx$ 2.100 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans le fond du vallon en amont du village d'Azincourt (actuellement insuffisamment maîtrisés par fascines). Intérêt écologique : les plantations arbustives, créeront des continuités naturelles dans le prolongement des prairies bocagères.
2.1	10	<i>Le Bout de la Ville, le Chemin de Bucamps, le Morival, le Fond du Bois Roger, les Sarts, Derrière Monts</i>	Requalifier et améliorer la capacité de rétention des fossés existant entre le fossé latéral à la RD71E3 (aval du village d'Azincourt) et l'arrivée des eaux dans la creuse du bois de Vaulx, sur une longueur d'environ 2 700 ml (surface d'emprise : 8.100 m <sup>2</sup> ) : 1- Le Département a prévu de requalifier le fossé longeant la RD71E3 en aval du village d'Azincourt : reprise du profil en long et du profil en travers (dans son emprise actuelle, avec maintien de haie arbustive basse en amont, le long de la RD104). 2- Aménagement d'un fossé de rétention enherbé à redents en aval de ce fossé, avec rétablissement d'une haie haute (de type ripisylve) en amont du bois de Vaulx (sur $\approx$ 400 ml)		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les importants volumes ruisselés en provenance du village d'Azincourt avant leur arrivée dans le fossé collecteur qui se dirige sur Maisoncelle vers le vallon encaissé de Vaulx (notamment lors de fortes précipitations). Intérêt écologique : renforcement des liaisons écologiques, entre les ceintures bocagères d'Azincourt et de Maisoncelle et le vallon boisé et bocager de Vaulx.
2.1	11	<i>Le Chemin de Bucamps, le Morival, Chemin d'Azincourt et Fond du Bois Roger</i>	Intercepter les ruissellements issus des versants avant leur rejet dans le fossé de rétention prévu dans la proposition 2.1.10 : <b>11A</b> : Dans le thalweg passant au sud du bois de Morival Aménagement d'un fossé de rétention enherbé équipé de dispositifs de ralentissement des eaux (du type enrochements) ; longueur : $\approx$ 800 ml.(surface d'emprise : 2.400 m <sup>2</sup> ). <b>11B</b> : Le long du chemin qui passe au nord du bois de Morival (« le Chemin de Bucamp ») : Implantation d'un fossé de rétention enherbé équipé de dispositifs de ralentissement des eaux ; longueur : $\approx$ 550 ml. (surface d'emprise : 1.650 m <sup>2</sup> ). <b>11C</b> : A mi pente, plus ou moins en parallèle aux courbes de niveau (= perpendiculairement au sens de la pente) : Implantation d'une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive, perpendiculairement au thalweg (avec mise en place de fascines anti-érosives au droit de chaque thalweg secondaire recoupé).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans le fond du vallon en amont du village d'Azincourt (actuellement insuffisamment maîtrisés par quelques fascines). Intérêt écologique : renforcement des liaisons écologiques, notamment le long du fossé collecteur.



			Longueur : $\approx$ 880 ml selon son positionnement, soit $\approx$ 5.300 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès). A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation.			
2.1	12	<i>Chemin d'Azincourt et Fond du Bois Roger</i>	Repositionner le fossé enherbé existant pour le placer exactement dans le thalweg : sous la forme d'un fossé enherbé équipé de quelques blocages. Longueur : environ 350 ml ; surface d'emprise : environ 1.050 m <sup>2</sup> . Placer la future limite parcellaire sur ce fossé.		++	Intérêt hydraulique.
2.1	13	<i>Fond du Bois de Vaulx, Derrière Monts</i>	Implanter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive, en parallèle aux courbes de niveau, dans la partie médiane d'un versant sensible aux ruissellements et à l'érosion des sols (battance, ravinements, dépôts de limons). Cette plantation s'appuiera sur un talus partiellement boisé à préserver (proposition 2.1.7) qui sera renforcé et prolongé de chaque côté par une bande arbustive, entre la lisière d'un bois au sud et des prairies pentues de « Derrière Monts » (proposition 2.1.4). Longueur de l'emprise : $\approx$ 1 200 ml, dont $\approx$ 900 ml de plantations arbustives ; mise en place de fascines anti-érosives au droit de chaque thalweg secondaire recoupé. Soit $\approx$ 7.200 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès). La bande arbustive ainsi créée jouera également un rôle de liaison écologique et paysagère.		+++	Intérêt hydraulique : la plantation contribuera à maîtriser les ruissellements qui se dirigent vers le fond du vallon de Vaulx ; elle permettra également de lutter contre l'érosion des sols limoneux sur le versant. Intérêt écologique et paysager : création / renforcement d'une continuité verte actuellement non fonctionnelle (secteur inscrit dans la TVB du Ternois).
2.1	14	<i>Le Chemin de Bucamps</i>	Plantation d'une haie arbustive basse bordée d'une banquette enherbée, à placer en limite des futurs blocs d'exploitation. Longueur : $\approx$ 250 à 300 mètres selon son positionnement, soit $\approx$ 800 à 900 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : la plantation contribuera à maîtriser les ruissellements dès l'amont du versant. Intérêt écologique et paysager : création d'une continuité verte actuellement non fonctionnelle entre les ceintures bocagères des villages d'Azincourt et de Maisoncelle.
2.1	15	<i>Les Soixante, le Trente</i>	Création d'un circuit pédestre permettant la découverte du site de la bataille d'Azincourt. (voir schéma de principe ci-après page 43)		++	Intérêt historique et patrimonial.
2.2	1	<i>Hameau d'Happegarbe le Fond du Moulin, la Plaine du Moulin, le Bras de Canlers</i>	Maintien de la ceinture de prairies bocagères et de bosquets qui entoure le hameau de Happegarbe. Les prairies sont accompagnées d'une trame bocagère diversifiée (haies de types variés, bosquets, arbres dont certains beaux spécimens, arbustes, quelques talus, etc.) et d'une densité parfois importante. Compte tenu de la grande qualité et de la forte sensibilité des secteurs bocagers les plus denses, il est proposé de les exclure le plus possible d'un périmètre d'aménagement foncier.		++++	Intérêt hydraulique des prairies : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements, tout en amont de ce long bassin-versant. Intérêt écologique majeur de cet ensemble bocager diversifié. Intérêt paysager : ces prairies bocagères ceinturent tout le village et sont essentielles à son attractivité visuelle et touristique (musée, hôtel, gîtes...).

2.2	2	<i>Au-Dessus du Chemin d'Aire, Sénécoville, Entre Sénécoville et Happegarbe, le Fond de Sénécoville, la Chapelle le Village d'Azincourt, le Chemin d'Aire</i>	Maintien de la ceinture de prairies bocagères qui entoure le hameau de Sénécoville, dans la continuité de celle du village d'Azincourt. Les prairies sont accompagnées d'une trame bocagère diversifiée (haies de types variés, bosquets, arbres dont certains beaux spécimens, arbustes, quelques talus, etc.) et d'une densité parfois importante. Compte tenu de la grande qualité et de la forte sensibilité des secteurs bocagers les plus denses, il est proposé de les exclure le plus possible d'un périmètre d'aménagement foncier.	++++		Intérêt hydraulique des prairies : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements en amont de ce long bassin-versant. Intérêt écologique majeur de cet ensemble bocager diversifié. Intérêt paysager : ces prairies bocagères ceinturent tout le village et sont essentielles à son attractivité visuelle et touristique (musée, hôtel, gîtes...).
2.2	3	<i>La Plaine du Moulin, le Fond de Sénécoville</i>	Maintien d'un ensemble de talus enherbés et boisés.	+++		Intérêt hydraulique : les talus contribuent à la maîtrise des ruissellements. Intérêt écologique : milieu refuge pour la flore et la faune, dans la continuité de la ceinture bocagère de Sénécoville.
2.2	4	<i>Au-Dessus du Chemin d'Aire</i>	Maintien d'un talus enherbé accompagné d'arbustes et jeunes arbres.	+++		Intérêt hydraulique : ce talus contribue à la maîtrise des ruissellements. Intérêt écologique : milieu refuge pour la flore et la faune, dans la continuité de la ceinture bocagère de Sénécoville.
2.2	5	<i>Le Chemin d'Aire, la Grande Pièce</i>	Maintien d'un talus enherbé et d'un ancien chemin encaissé dont les talus sont largement boisés.	+++		Intérêt hydraulique : le talus et la creuse boisée contribuent au ralentissement des ruissellements. Intérêt écologique : milieu refuge pour la flore et la faune, dans la continuité de la ceinture bocagère d'Azincourt. Intérêt visuels : éléments repères sur un versant dégagé.
2.2	6	<i>Le Fond de Saint-Georges, les Croisettes</i>	Maintien de deux petits secteurs de prairies accompagnées de haies arbustives et d'arbres ou arbustes situés en fond de vallon et pied de versant.	+++		Intérêt hydraulique des prairies : elles contribuent à la maîtrise des ruissellements, dans la partie centrale du bassin-versant. Intérêt écologique : « milieux refuges » pour la flore et la faune, dans un secteur cultivé, mais assez proche de la ceinture boisée et bocagère du hameau de Bucamps.
2.2	7	<i>Les Quatre-Vingts</i>	Maintien d'un petit boisement, de ses lisières, des talus et des haies arbustives qui le bordent.	+++		Intérêt hydraulique: ces éléments contribuent à la maîtrise des ruissellements sur un versant cultivé prononcé. Intérêt écologique : « milieux refuges » pour la flore et la faune, dans un vaste secteur cultivé très dégagé.
2.2	8	<i>Les Quatre-Vingts, Buisson du Grand Camp</i>	Maintien d'un ensemble de petits talus enherbés et boisés situés sur la partie haute d'un versant.	+++		Intérêt hydraulique: ces éléments contribuent à la maîtrise des ruissellements sur un versant cultivé prononcé. Intérêt écologique : « milieux refuges » pour la flore et la faune, dans un vaste secteur cultivé très dégagé.
2.2	9	<i>Buisson du Grand Camp, Canton de Monts, le Fond du Bois</i>	Maintien d'un grand talus haut de plusieurs mètres, densément boisé sur une grande partie de son linéaire.	++++		Intérêt majeur de ce talus : rôle hydraulique : maîtrise des ruissellements et maintien des sols. rôle écologique et paysager : milieu refuge pour la flore et la faune, dans la continuité directe de la ceinture bocagère de Béalencourt. Intérêt paysager : le talus est nettement perçu depuis l'extérieur.
2.2	10	<i>Derrière le Village, le Fond du Bois</i>	Maintien des talus d'un chemin, enherbés et partiellement planté de haies arbustives et d'arbustes	++		Intérêt hydraulique : maîtrise des ruissellements sur le haut d'un versant. Intérêt écologique : milieu refuge dans un secteur de grande culture dégagé.
2.2	11	<i>Le Village de Béalencourt, le Hameau de Monts, le Canada, Au-Dessus de Vaulx, Ferme de la Campagne</i>	Maintien de la ceinture de prairies bocagères qui entoure le village de Béalencourt et le hameau de Monts. Les prairies sont accompagnées d'une trame bocagère diversifiée (haies de types variés, bosquets, arbres dont certains beaux spécimens, arbustes, talus parfois importants, etc.) et d'une densité souvent importante. Compte tenu de la grande qualité et de la forte sensibilité des secteurs bocagers les plus denses, il est proposé de les exclure d'un périmètre d'aménagement foncier (à l'exception des thalwegs pouvant justifier la mise en place de dispositifs permettant de maîtriser les ruissellements).	++++		Intérêt hydraulique des prairies : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements en amont de ce long bassin-versant (d'autant plus qu'elles sont souvent situées sur des versants pentus). Intérêt écologique majeur de cet ensemble bocager diversifié. Intérêt paysager : ces prairies bocagères ceinturent tout le village et sont essentielles à son attractivité visuelle.

2.2	12	<i>Le Canada, Bois de l'Autel, la Quenelle, Hameau de Vaulx</i>	<p>Maintien des prairies bocagères et des talus qui couvrent les pentes abruptes du vallon du hameau de Vaulx</p> <p>Les prairies sont accompagnées d'une trame bocagère dense et diversifiée (haies de types variés, bosquets et bandes boisées, arbres, nombreux talus boisés et enherbés, etc.). Un profond ravin boisé traverse cet ensemble. Compte tenu des pentes importantes, de la grande qualité et de la forte sensibilité des secteurs bocagers les plus denses, il est proposé de les exclure totalement du périmètre d'aménagement foncier.</p>	++++	<p>Intérêt hydraulique majeur des prairies et des éléments qui les accompagnent : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements dans ce vallon encaissé et étroit</p> <p>Intérêt écologique majeur de cet ensemble bocager diversifié ; ensemble répertorié dans le trame verte et bleue du Ternois.</p> <p>Intérêt paysager : le site constitue un des éléments majeurs de l'attractivité paysagère locale.</p>
2.2	13	<i>Le Fond du Moulin, la Plaine du Moulin, le Fond de Sénécoville, la Chapelle</i>	<p>Créer des freins hydrauliques et de petits dispositifs de rétention en amont de la ceinture de prairies bocagères du village d'Azincourt destinés à gérer les ruissellements sur la partie amont du bassin-versant (enjeu : une habitation subit des inondations, ainsi que la RD71).</p> <p>Principe des aménagements, depuis l'amont vers l'aval :</p> <p><b>13A</b> : Ouvrage de rétention immédiatement en amont de la RD104 (« le Fond du Moulin ») ; volume de rétention : environ 290 m<sup>3</sup> (surface d'emprise : 485m<sup>2</sup>).</p> <p><b>13B</b> : Zone de rétention enherbée aux pentes adoucies au sein de la prairie (à maintenir) en amont de la route de Ruisseauville à Azincourt) ; volume de rétention : 1 500 m<sup>3</sup> (1/4 surface d'emprise : 750 m<sup>2</sup>).</p> <p><b>13C</b> : Bande enherbée accompagnée d'une haie arbustive basse et d'une fascine au point bas en amont des prairies du Fond de Sénécoville ; longueur de la bande enherbée et de la haie : ≈ 250 ml, soit ≈ 1.500 m<sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).</p> <p><b>1.3.D</b> : Création d'un ouvrage de rétention en amont du terrain d'une habitation bordant la RD71 (« la Chapelle »). Volume total de rétention : environ 2.000 m<sup>3</sup> (surface d'emprise : 1.930 m<sup>2</sup>).</p>	+++	<p>Intérêt hydraulique. Des problèmes d'inondations ont été identifiés dans le thalweg en amont de la RD71</p> <p>Intérêt écologique : le thalweg constitue une liaison naturelle entre les ceintures bocagères de Happegarbe et d'Azincourt - Sénécoville.</p>
2.2	14	<i>Le Chemin d'Aire, la Grande Pièce, Grignon, les Côtes de St-Georges, le Fond de St-Georges, les Agaches, les Croisettes</i>	<p>Créer des freins hydrauliques et des dispositifs de rétention en aval de la ceinture de prairies bocagères du village d'Azincourt, jusqu'à la ceinture bocagère de Béalencourt.</p> <p>Principe des aménagements, depuis l'amont vers l'aval :</p> <p><b>14.A</b> : requalification de l'actuel fossé plat qui longe un chemin (« le Chemin d'Aire »), sous la forme d'un fossé enherbé de rétention avec dispositif de blocage (de type enrochements). L'actuel bassin d'infiltration qui le termine actuellement pourra être maintenu, avec réservation d'une emprise spécifique. Longueur du fossé de rétention : 350 ml ; surface d'emprise : environ 1.050 m<sup>2</sup>.</p> <p><b>14.B, 14B, 14C</b> : trois bandes enherbées complétées d'une haie arbustive basse et d'une fascine au point bas. Leurs longueurs respectives sont estimées à 150, 350 et 200 ml, soit au total une surface d'environ 4.200 m<sup>2</sup> (y ajouter si besoin les emprises pour leur accès).</p>	++++	<p>Intérêt hydraulique : maîtrise des ruissellements et maintien des sols limoneux sur un ensemble de versants très largement cultivés.</p> <p>Intérêt écologique : le site constitue potentiellement une liaison naturelle entre les ceintures bocagères d'Azincourt, Bucamps et Béalencourt.</p>

2.2	15	<i>Le Moulin d'Azincourt, les Croisettes</i>	Créer des freins hydrauliques et des dispositifs de rétention dans un vallon secondaire en amont du fossé du Fond aux Anettes : implantation de deux bandes enherbées complétées d'une haie arbustive basse et d'une fascine au point bas <b>15.A (amont)</b> : longueur de la bande enherbée et de la haie : $\approx 250$ ml selon son positionnement, soit $\approx 1.500$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès). <b>15B (aval)</b> : longueur de la bande enherbée et de la haie : $\approx 200$ ml, soit $\approx 1.200$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).	+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans un thalweg récupérant les eaux d'un secteur de grande culture dénué d'éléments « tampons ».
2.2	16	<i>Le Fond de Bucamps, Fond aux Anettes, le Fond du Bois, le Village de Béalencourt</i>	Requalifier et améliorer la capacité de rétention de deux fossés en amont du chemin du Fond aux Anettes : <b>16.A</b> : Reprise du fossé actuel (berges érodées, fond et busages souvent colmatés) sous la forme d'un fossé de rétention enherbé à redents sur une longueur d'environ 900 ml. (surface d'emprise : 2.700 m <sup>2</sup> ). <b>16.B</b> : Création d'un fossé plat enherbé doublé d'une haie arbustive basse sur le côté ouest du chemin du Fond aux Anettes, sur une longueur d'environ 250 ml, soit $\approx 1.500$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).	+++ ++	
2.2	17	<i>Derrière le Village, le Fond du Bois</i>	Maîtrise des ruissellements sur un versant cultivé et en amont du village de Béalencourt : Implantation d'une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive, à mi pente et plus ou moins en parallèle aux courbes de niveau (= perpendiculairement au sens de la pente) ; mise en place de fascines anti-érosives au droit de chaque thalweg secondaire recoupé. Longueur : $\approx 600$ ml, soit $\approx 3.600$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès). A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation.	+++	Intérêt hydraulique : la plantation contribuera à maîtriser les ruissellements, notamment dans sa partie basse (Fond du Bois), dans un secteur de grande culture. Intérêt écologique et paysager : création / renforcement d'une continuité verte actuellement inexistante.
2.2	18	<i>Chemin d'Azincourt et Fond du Bois Roger, Buisson du Grand Camp, Canton de Monts</i>	Créer des freins hydrauliques et des dispositifs de rétention dans un vallon secondaire cultivé, en amont d'un grand talus boisé marquant le début de la ceinture bocagère de Béalencourt <b>18.A</b> : créer un frein hydraulique dans la partie centrale du vallon. Planter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive, perpendiculairement au thalweg et dans le prolongement d'un petit talus (avec implantation d'une fascine anti-érosive dans le thalweg). A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation. Longueur de la bande enherbée et de la haie : $\approx 450$ ml selon son positionnement, soit $\approx 2.700$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès). <b>18.B</b> : Aménagement d'un ouvrage de rétention des eaux en amont du talus boisé, dans un angle (secteur actuellement raviné et chargé en silex). volume de rétention : $\approx 650$ m <sup>3</sup> (surface d'emprise : 815 m <sup>2</sup> ).	++++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans un thalweg récupérant les eaux d'un secteur de grande culture dénué d'éléments « tampons ». Ravinements importants recensés dans ce thalweg
2.2	20	<i>Hameau de Vaulx, la Quenelle</i>	Créer un frein hydraulique dans le thalweg d'un vallon secondaire aboutissant dans la partie basse du vallon encaissé de Vaulx. Aménagement d'un fossé de rétention enherbé avec mise en place d'enrochements, sur une longueur d'environ 950 ml. (surface d'emprise : 2.850 m <sup>2</sup> )	+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans un thalweg récupérant les eaux d'un secteur de grande culture dénué d'éléments « tampons ».
2.2	21	<i>(route / chemins entre Azincourt et Ruisseauville)</i>	Assurer le maintien de la continuité des sentiers de promenade balisés « sentier des Hauts Liens » et « Henry V ». Pour mémoire, assurer la continuité du sentier cyclotouristique « le Soleil de Satan »	+++	Découverte du patrimoine paysager et bâti local.



			(ce dernier n'emprunte que des routes bitumées).			
2.3	1	<i>Le Bois Tigez, le Fond de Bucamps</i>	Maintien de deux secteurs de prairies en grande partie entourés de haies arbustives aux abords du hameau de l'Alouette.	+++		Intérêt hydraulique des prairies : elles jouent un rôle important pour la maîtrise des ruissellements dès l'amont du bassin-versant. Intérêt écologique, en tant que milieu refuge isolé dans un secteur de grande culture étendu. Intérêt paysager : ces prairies bocagères contribuent à la diversité paysagère du plateau agricole, notamment pour les usagers de la RD928.
2.3	2	<i>Hameau de Bucamps, le Riez Fouquet, Bois de Bucamps</i>	Maintien de la ceinture de prairies bocagères qui entoure le hameau de Bucamps. Les prairies sont accompagnées d'une trame bocagère diversifiée (haies de types variés, bosquets, arbres isolés ou en rideaux, talus, etc.) et d'une densité souvent importante. Compte tenu de la grande qualité et de la forte sensibilité des secteurs bocagers les plus denses, il est proposé de les exclure d'un périmètre d'aménagement foncier (à l'exception des thalwegs pouvant justifier la mise en place de dispositifs permettant de maîtriser les ruissellements).	++++		Intérêt hydraulique des prairies et de la trame bocagère : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements en amont du bassin-versant. Intérêt écologique majeur de cet ensemble bocager et boisé diversifié. Intérêt paysager : cet ensemble bocager et boisé ceinture tout le hameau, offrant des paysages de grande qualité.
2.3	3	<i>Hameau de Bucamps, Bois de Bucamps</i>	Maintien des boisements forestiers et de leurs lisières, ainsi que leur bordure prairiale et bocagère (voir ci-dessus la proposition 2.3.2). En raison de la grande qualité et de la forte sensibilité de ces boisements, il est proposé de les exclure dans leur intégralité du périmètre d'aménagement foncier (y compris le château de Bucamps et son parc boisé, situés au cœur des boisements).	++++		Intérêt écologique et paysager des boisements et de leur lisière (y compris les prairies qui les bordent). Intérêt hydraulique : les boisements jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements, tant sur sol plat que sur les versants.
2.3	4	<i>Bois de Béalencourt</i>	Maintien du bosquet (en grande partie déboisé) et des haies et bandes boisées qui forment ses lisières, ainsi que les talus qui l'accompagnent dans sa partie basse, en pied de versant.	+++		Intérêt hydraulique : le bois, les talus et les haies qui l'accompagnent jouent un rôle important pour la maîtrise des ruissellements au pied d'un versant marqué. Intérêt écologique du site, dans le prolongement de la ceinture bocagère et boisée de Bucamps, et non loin du coteau herbager et boisé de « Bois Gravelle » (voir ci-après la proposition 2.3.5).
2.3	5	<i>Bois Cavrelle</i>	Maintien des prairies bocagères qui couvrent un versant très pentu. Les prairies sont accompagnées d'une trame bocagère associant haies de types variés, arbres et arbustes et talus. Présence de boisements plus en aval, hors périmètre d'étude (Vallée Maclart).	++++		Intérêt hydraulique des prairies et de la trame bocagère : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements sur des pentes importantes. Intérêt écologique de ce petit ensemble bocager, par ailleurs assez proche des ceintures bocagères de Béalencourt et de Bucamps.
2.3	6	<i>La Fosse Noguet, Vallée Maclart</i>	Maintien des prairies qui couvrent le fond et les versants pentus de la partie aval d'un vallon. Les prairies sont largement entourées par des haies arbustives basses (Ces prairies sont pour l'essentiel hors périmètre d'étude).	++++		Intérêt hydraulique majeurs des prairies pour la maîtrise des ruissellements, situées à l'aval de larges secteurs cultivés et sur des pentes importantes. Intérêt écologique non négligeable, dans la continuité d'autres ensembles de prairies bocagères et de bosquets (voir la proposition 2.3.5).
2.3	7	<i>La Fosse Noguet</i>	Maintien d'un talus enherbé planté de quelques arbustes, situé sur la partie haute d'un versant perpendiculairement au sens dominant des pentes.	++++		Intérêt hydraulique majeur de ce talus qui permet de contribuer à la maîtrise des ruissellements en haut d'un versant cultivé prononcé. Intérêt écologique : milieu refuge pour la flore et la faune, dans un vaste secteur cultivé très dégagé.
2.3	8	<i>Le Bois Tigez, le Fond de Bucamps</i>	Maintien d'un talus enherbé reliant les prairies entourant le hameau de l'Alouette et la ceinture bocagère de Bucamps. Plantation d'une haie arbustive basse sur le talus, entre les prairies voisines de l'Alouette et la ceinture bocagère de Bucamps. Longueur de la plantation : $\approx 350$ ml, soit $\approx 1.050$ m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).	+++	++	Intérêt hydraulique : la plantation permettra de conforter le talus qui joue un rôle important pour la maîtrise des ruissellements et le maintien des sols. Intérêt écologique : le talus constitue une liaison naturelle entre deux zones de prairies bocagères (corridor écologique actuellement peu fonctionnel). La haie renforcera ce « corridor » écologique et paysager.
2.3	9	<i>Le Fond de Bucamps</i>	Plantation d'une haie arbustive basse en haut de talus, le long de la RD107, entre la ceinture bocagère de l'Alouette et celle de Bucamps. Longueur de la plantation : $\approx 450$ ml, soit $\approx$		++	Intérêt hydraulique : la plantation permettra d'améliorer la maîtrise des ruissellements et le maintien des sols, en complément de la proposition précédente qui lui fait face sur l'autre versant du vallon.. Intérêt écologique : renforcement de la liaison naturelle



			1.350 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).			reliant les deux zones de prairies bocagères de l'Alouette (et plus largement la vallée de la Planquette) et de Bucamps.
2.3	10	<i>Le Bois Tigez, le Fond de Bucamps, le Chemin de Fressin</i>	Créer des freins hydrauliques sur un versant cultivé en amont de la ceinture de prairies bocagères du hameau de Bucamps. Implanter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive, en parallèle aux courbes de niveau, dans la partie médiane d'un versant sensible aux ruissellements. Mise en place de fascines anti-érosives au droit de chaque thalweg secondaire recoupé. A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation. Longueur de la bande enherbée et de la haie, entre la RD928 et la ceinture bocagère de Bucamps : ≈ 700 ml selon son positionnement, soit ≈ 4.200 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans un thalweg récupérant les eaux d'un secteur de grande culture dénué d'éléments « tampons ».
2.3	11	<i>Le Bois de Bucamps, le Riez Fouquet, Bois de Béalencourt, Bois Madame, Bois Cavrelle</i>	Aménagement d'un fossé plat enherbé entre les prairies voisines du bois de Bucamps et celles de Bois Cavrelle. Longueur du fossé plat : 900 ml (avec aménagement de la traversée d'un chemin au centre de l'ouvrage), soit ≈ 2.700 m <sup>2</sup> .		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans un thalweg situé directement en contrebas de versants largement cultivés.
2.3	12	<i>Le Riez Fouquet, Bois Madame</i>	Intercepter les ruissellements issus de versants cultivés marqués et de thalwegs secondaires : Implanter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive parallèle aux courbes de niveau, aux 2/3 de la hauteur du versant. Implantation de fascines anti-érosives dans les thalwegs secondaires rencontrés. A placer à la limite des futurs blocs d'exploitation. Au sud de l'emprise, aligner la bande végétale sur un talus à préserver. Longueur de la bande enherbée et de la haie : ≈ 900 ml selon son positionnement, soit ≈ 5.400 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements sur un ensemble de versants et de thalwegs occupés par des cultures (éléments « tampons » très rares). Intérêt écologique et paysager : créer des continuités naturelles sur des versants très dégagés, dans le prolongement des milieux refuges existants (talus, haies).
2.3	13	<i>Bois Madame, la Fosse Noguét</i>	Intercepter les ruissellements issus de versants cultivés marqués et de thalwegs secondaires : Implanter une bande enherbée complétée par une haie basse arbustive parallèle aux courbes de niveau, aux 2/3 supérieurs du versant. Implantation de fascines anti-érosives dans les thalwegs secondaires rencontrés. Placer la bande végétale de part et d'autre d'un talus à préserver (proposition 2.3.7) ; aligner la limite des futurs blocs d'exploitation sur ce talus et cette bande plantée. Longueur de la bande enherbée et de la haie : ≈ 900 ml, y compris la végétalisation du talus existant Soit ≈ 5.400 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin l'emprise pour son accès).		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements sur un ensemble de versants et de thalwegs occupés par des cultures (éléments « tampons » très rares). Intérêt écologique et paysager : créer des continuités naturelles sur des versants très dégagés, dans le prolongement des milieux refuges existants (talus, haies).
2.3	14	<i>La Fosse Noguét</i>	Dans la partie basse du thalweg, mise en place d'un fossé enherbé de rétention avec enrochements, en amont des prairies. Longueur : ≈ 250 ml (surface d'emprise : 750 m <sup>2</sup> ) Nota (hors périmètre d'étude) : le maintien des prairies situées immédiatement en aval est impératif pour des raisons hydrauliques (rôle majeur pour la gestion des ruissellements).		++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements dans la partie basse d'un sous bassin-versant entièrement cultivé, en forte pente et divisé en plusieurs thalwegs secondaires.
2.3	15	<i>Bois Cavrelle</i>	Préserver une croix en métal forgé implantée dans le talus du chemin, il est conseillé de renforcer son socle.	++		Préservation et mise en valeur du petit patrimoine local

2.3	16	Hameau de Bucamps	Préserver un oratoire près du cimetière	+++		Préservation du petit patrimoine local
2.4	1	La Quenelle, le Coupe Gorge	Maintien des prairies parsemées de quelques arbustes qui couvrent un versant très pentu. Présence de talus parallèles aux courbes de niveau.	++++		Intérêt hydraulique des prairies : elles jouent un rôle essentiel pour la maîtrise des ruissellements et le maintien des sols sur des pentes importantes. Intérêt écologique de ce secteur, qui prolonge les vallons encaissés qui convergent à Vaulx.
2.4	2	Les Hayures Duquenne, Chemin de Béalencourt	Maintien des boisements forestiers (exclus du périmètre d'étude) et de leurs lisières, ainsi que leur bordure prairiale au droit de « Chemin de Béalencourt ».	+++		Intérêt écologique et paysager des boisements, de leur lisière et des prairies qui les bordent. Intérêt hydraulique : les boisements jouent un rôle majeur pour la maîtrise des ruissellements sur un coteau abrupt.
3.1	1	Les Quarante-Quatre, les Hayettes, la Route, le Fond Grillard, le Fond Brillard, la Croix Pays	Créer des freins hydrauliques permettant d'intercepter les ruissellements issus de versants entièrement cultivés et en pente marquée. <b>1A, 1B</b> : Planter deux bandes enherbées complétées par une haie basse arbustive, le plus perpendiculairement possible aux thalwegs (avec implantation d'une fascine anti-érosive pour chaque thalweg rencontré). Longueur des bandes enherbées et des haies : ≈ 700 ml (1A) et ≈ 550 ml (1B), soit au total ≈ 7.500 m <sup>2</sup> (y ajouter si besoin les emprises pour leur accès).  Leur positionnement sera affiné en fonction des limites des futurs blocs d'exploitation, et du futur réseau de chemins agricoles.		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements et le maintien de sols limoneux sur un ensemble de versants et de thalwegs occupés par des cultures (éléments « tampons » très rares).
3.1	2	Le Fond Brillard	Création d'un ouvrage de rétention en amont du chemin formant la limite sud du périmètre d'étude. Volume total de rétention : environ 1 200 m <sup>3</sup> (surface d'emprise : 1 200 m <sup>2</sup> )		++	
3.1	3	La Croix Pays	Préserver une croix en métal forgé implantée dans le talus du chemin, avec mise en place d'un socle. Position définitive à voir en fonction du tracé des futurs chemins	++		Préservation et mise en valeur du petit patrimoine local
3.2	1	Hameau de Sénécoville, Au-Dessus du Chemin d'Aire	Maintien d'une petite prairie, d'une trame de haies arbustives basses et d'alignements d'arbres (vestiges d'un secteur de prairies bocagères aujourd'hui quasiment disparues).	+++		Intérêt hydraulique de la prairie et de la trame bocagère : elles jouent un rôle pour la maîtrise des ruissellements dès l'amont du bassin-versant. Intérêt écologique de la trame de haies et d'arbres dans la continuité de la ceinture de prairies bocagères du hameau de Sénécoville.
3.2	2	La Plaine de Sénécoville	Réaménagement des actuels bassins de rétention des eaux de surface en provenance des zones bâties (entreprise) : ils génèrent des ravinements dans les cultures en aval. Nota - Hors aménagement foncier : aménagement relevant de la responsabilité de l'entreprise qui est tenue de gérer elle-même ses écoulements pluviaux.		++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements et le maintien de sols limoneux en aval.
3.2	3	Vers Sénécoville	Aménagement d'un ouvrage de rétention des eaux en amont la RD928. Volume de rétention : environ 970 m <sup>3</sup> (surface d'emprise : 1 025 m <sup>2</sup> )		+++	Intérêt hydraulique : maîtriser les ruissellements et le maintien de sols limoneux en aval.
3.3	(aucune proposition)					
(ensemble du périmètre)			Sur les versants, orienter préférentiellement la plus grande longueur des futures parcelles / îlots d'exploitation dans le sens dominant des courbes de niveau.			Intérêt hydraulique, lutte contre l'érosion : permettre d'orienter les labours perpendiculairement au sens de la pente pour mieux maîtriser les ruissellements.
			Des pratiques agricoles adaptées permettent de limiter les ruissellements et de maîtriser la qualité des eaux superficielles : raisonnement de la fertilisation et des traitements phytosanitaires, couvert végétal en hiver, limitation du tassement des sols... Le recours à ces techniques est du ressort de chaque exploitant.			
			(Béalencourt) Si projets d'implantation d'éoliennes en cours : prise en compte dans le projet parcellaire et de travaux connexes (voirie).			Délimitation des zones potentiellement favorables dans le PLU intercommunal de la Canche Ternoise

#### IV - LISTE DES COMMUNES SENSIBLES

Les communes sur lesquelles l'opération paraît de nature à faire sentir ses effets de façon notable au regard des articles L.211-1 (gestion équilibrée de l'eau), L.341-1 et suivants (sites inscrits et classés) et L.414-1 (site Natura 2000) du code de l'environnement sont les suivantes :


Communes potentiellement concernées (extérieures à celle comprises dans le périmètre de l'opération) :

- Bassin-versant de la Planquette : Wambercourt, Cavron-Saint-Martin.

Compte tenu des caractéristiques du territoire étudié, absence de cours d'eau notamment, un aménagement foncier ne paraît pas être de nature à affecter de façon notable la vie aquatique, notamment les espèces migratrices, ou la qualité, le régime, le niveau ou le mode d'écoulement des eaux sur les communes situées plus en aval.

À AZINCOURT, le 24 juin 2019.

Le Président de la Commission  
Intercommunale d'Aménagement Foncier d'AZINCOURT-BEALENCOURT,



M. Michel LION

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction du Développement, de l'Aménagement et de  
l'Environnement  
Service de l'Aménagement Foncier et du Boisement

**RAPPORT N°25**

Territoire(s): Montreuillois-Ternois  
Canton(s): AUXI-LE-CHATEAU  
EPCI(s): C. de Com. des 7 Vallées

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **PROJET D'AMÉNAGEMENT FONCIER DES COMMUNES D'AZINCOURT ET BEALENCOURT. OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE MODE D'AMÉNAGEMENT, LE PÉRIMÈTRE ET LE SCHÉMA DE PROTECTION HYDRAULIQUE ET ENVIRONNEMENTAL**

Les communes d'AZINCOURT et BEALENCOURT font actuellement l'objet d'une étude d'aménagement en vue de réaliser une procédure de premier Aménagement Foncier, Agricole, Forestier et Environnemental.

L'article L.121-14 du code rural prévoit que la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) propose au Conseil départemental le mode d'aménagement foncier qu'elle juge opportun d'appliquer, le périmètre envisagé pour l'opération et les prescriptions que devront respecter le plan du nouveau parcellaire et les travaux connexes.

Conformément à cette procédure, Monsieur le Président de la CIAF d'AZINCOURT et BEALENCOURT a transmis, pour avis, une proposition de périmètre pour la réalisation d'une procédure d'Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental à mener sur le territoire de la commune d'AZINCOURT et BEALENCOURT avec différentes extensions sur les communes voisines, avant l'organisation d'une enquête publique.

Ce projet sera de nouveau soumis à la 4<sup>ème</sup> commission pour décider d'ordonner ou d'abandonner l'opération après examen des conclusions de cette enquête et consultation des conseils municipaux concernés.

Au vu du porter à connaissance transmis par Monsieur le Préfet et de l'étude d'aménagement préalable, la CIAF d'AZINCOURT et BEALENCOURT, suite à sa réunion du 24 juin 2019, propose d'engager une opération d'Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental sur un périmètre d'environ 1533 hectares. Ce périmètre concerne les territoires d'AZINCOURT pour 637 ha et BEALENCOURT pour 524 ha, avec des extensions sur les communes d'AVONDANCE pour 2 ha, FRESSIN pour 47 ha, MAISONCELLE pour 13 ha, PLANQUES pour 127 ha, ROLLANCOURT pour 120 ha, RUISSEAUVILLE pour 27 ha,

TRAMECOURT pour 27 ha et AUCHY-LES-HESDIN pour 9 ha.

Le périmètre est respectueux des éléments communiqués par le porter à connaissance ainsi que des recommandations de l'étude d'aménagement en fonction de l'état initial du site. La commission s'est engagée à maintenir au maximum les éléments du milieu naturel existants et à retenir différents travaux ayant pour finalité la lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols ainsi que le renforcement de la biodiversité. A ce titre, la CIAF a établi une liste de propositions détaillées par bassin versant à caractère réglementaire à inscrire dans l'arrêté qui ordonnerait l'opération.

Le détail des propositions de la CIAF d'AZINCOURT et BEALENCOURT portant sur les mesures conservatoires, le mode d'aménagement foncier et le périmètre d'aménagement, les propositions de prescriptions et d'aménagement détaillées par bassin versant ainsi qu'un plan du projet de périmètre sont annexés au rapport.

Le courrier du Président de la CIAF d'AZINCOURT et BEALENCOURT, adressé au Président du Conseil départemental, et sollicitant l'organisation d'une enquête publique est également annexé au rapport.

Il est demandé à la Commission de bien vouloir émettre un avis favorable sur :

- le projet d'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental des communes d'AZINCOURT et BEALENCOURT et les prescriptions détaillées dans les cartes et documents ci-joints ;
- l'organisation de l'enquête publique prévue par l'article L.121-14 du code rural et de la pêche maritime.

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**SCHÉMA DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES BOISEMENTS - COMMUNAUTÉ  
DE COMMUNES DE DESVRES-SAMER - FIXATION DU DÉLAI PRESCRIT AUX  
CIAF ET CCAF POUR ÉLABORER LES PÉRIMÈTRES ET LES RÈGLEMENTS -  
MESURES CONSERVATOIRES**

(N°2019-403)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles L.126-1 et suivants et R.126-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°15 du Conseil Général en date du 17/12/2012 « Schéma Directeur départemental des boisements » ;

**Vu** les arrêtés du Président du Conseil départemental en date du 27/05/2019 constituant les Commissions Communales d'Aménagement Foncier dans les communes de BELLE-ET-HOULLEFORT, SAMER et VERLINCTHUN et les Commissions Intercommunales d'Aménagement Foncier pour, d'une part, les communes de LAINCTHUN, HENNEVEUX et COLEMBERT et, d'autre part, les communes de COURSET, DOUDEAUVILLE et LACRES ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 4<sup>ème</sup> commission « Équipement et Développement des Territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'approuver le délai de 2 ans, prescrit à chacune des 3 Commissions Communales d'Aménagement Foncier (C.C.A.F.) pour les communes de VERLINCTHUN, SAMER et BELLE-ET-HOULLEFORT et des 2 Commissions Intercommunales d'Aménagement Foncier (C.I.A.F.) rassemblant les communes de COLEMBERT, ALINCTHUN et HENNEVEUX pour la première et les communes de COURSET, DOUDEAUVILLE et LACRES pour la seconde, pour proposer au Conseil Départemental des mesures de réglementation des boisements et de délimitation des périmètres correspondants.

**Article 2 :**

D'appliquer les mesures conservatoires visant à soumettre tout projet de boisement situé sur les territoires des communes de ALINCTHUN, BELLE-ET-HOULLEFORT, COLEMBERT, COURSET, DOUDEAUVILLE, HENNEVEUX, LACRES, SAMER et VERLINCTHUN, à autorisation du Président du Conseil départemental après avis de la C.C.A.F. ou C.I.A.F. concernée.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**PROJET DE REGLEMENTATION DES BOISEMENTS SUR LES COMMUNES DE  
ALINCTHUN, BELLE-ET-HOULLEFORT, COLEMBERT, COURSET, DOUDEAUVILLE,  
HENNEVEUX, LACRES, SAMER ET VERLINCTHUN**

**FIXATION DU DELAI PRESCRIT AUX CCAF ET AUX CIAF POUR ELABORER LES  
PERIMETRES ET LES REGLEMENTS – MESURES CONSERVATOIRES**

Le Conseil départemental,

**Vu** : le titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L.126-1 à L.126-2 et R.126-1 à R.126-10,

**Vu** : la délibération du Conseil Général en date du 17 décembre 2012 relative à la mise en œuvre d'un schéma directeur départemental des boisements,

**Vu** : les délibérations des communes de Alincthun, Belle-et-Houllefort, Colembert, Courset, Doudeauville, Henneveux, Lacres, Samer et Verlincthun, respectivement en date du 13 octobre 2016, 15 décembre 2016, 14 octobre 2016, 21 novembre 2016, 23 septembre 2016, 04 octobre 2016, 13 octobre 2016, 16 janvier 2017, 04 octobre 2016, sollicitant l'engagement d'une procédure de réglementation des boisements par le Département ;

**Vu** : les délibérations de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 06 mars et du 09 mai 2017 instituant une Commission Communale d'Aménagement Foncier (C.C.A.F.) pour les communes de Verlincthun, Samer et Belle-et-Houllefort, et deux Commissions Intercommunales d'Aménagement Foncier (C.I.A.F.), la première rassemblant les communes de Colembert, Alincthun et Henneveux, la seconde les communes de Courset, Doudeauville et Lacres ;

**Vu** : les arrêtés du Président du Conseil départemental en date du 27 mai 2019 constituant les Commissions Communales d'Aménagement Foncier dans les communes de Belle-et-Houllefort, Samer et Verlincthun, et les Commissions Intercommunales d'Aménagement Foncier pour d'une part les communes de Alincthun, Henneveux et Colembert, et d'autre part les communes de Courset, Doudeauville et Lacres ;

**Article 1<sup>er</sup>** :

Au titre de l'article R.126-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime, le Conseil départemental a fixé le délai imparti à chaque C.C.A.F. et C.I.A.F. pour lui proposer des mesures de réglementation des boisements et de délimitation des périmètres correspondants à 2 années.

**Article 2** :

À compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération :

- les semis et plantations d'essences forestières, sur tout le territoire des communes de Alincthun, Belle-et-Houllefort, Colembert, Courset, Doudeauville, Henneveux, Lacres, Samer et Verlincthun, sont soumis à autorisation du Président du Conseil départemental après avis de la C.C.A.F. ou C.I.A.F. concernée.

Ces mesures de restriction seront caduques à compter de l'entrée en vigueur de la réglementation des boisements définitive et au plus tard, dans un délai de quatre ans.

Les projets de semis, plantation ou replantation situés à l'intérieur de massifs boisés existants ne sont pas soumis aux mesures conservatoires.

**Article 3** :

Les travaux exécutés en infraction aux dispositions de l'article 2 de la présente délibération, feront l'objet de sanctions conformément aux articles R.126-9 et R.126-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

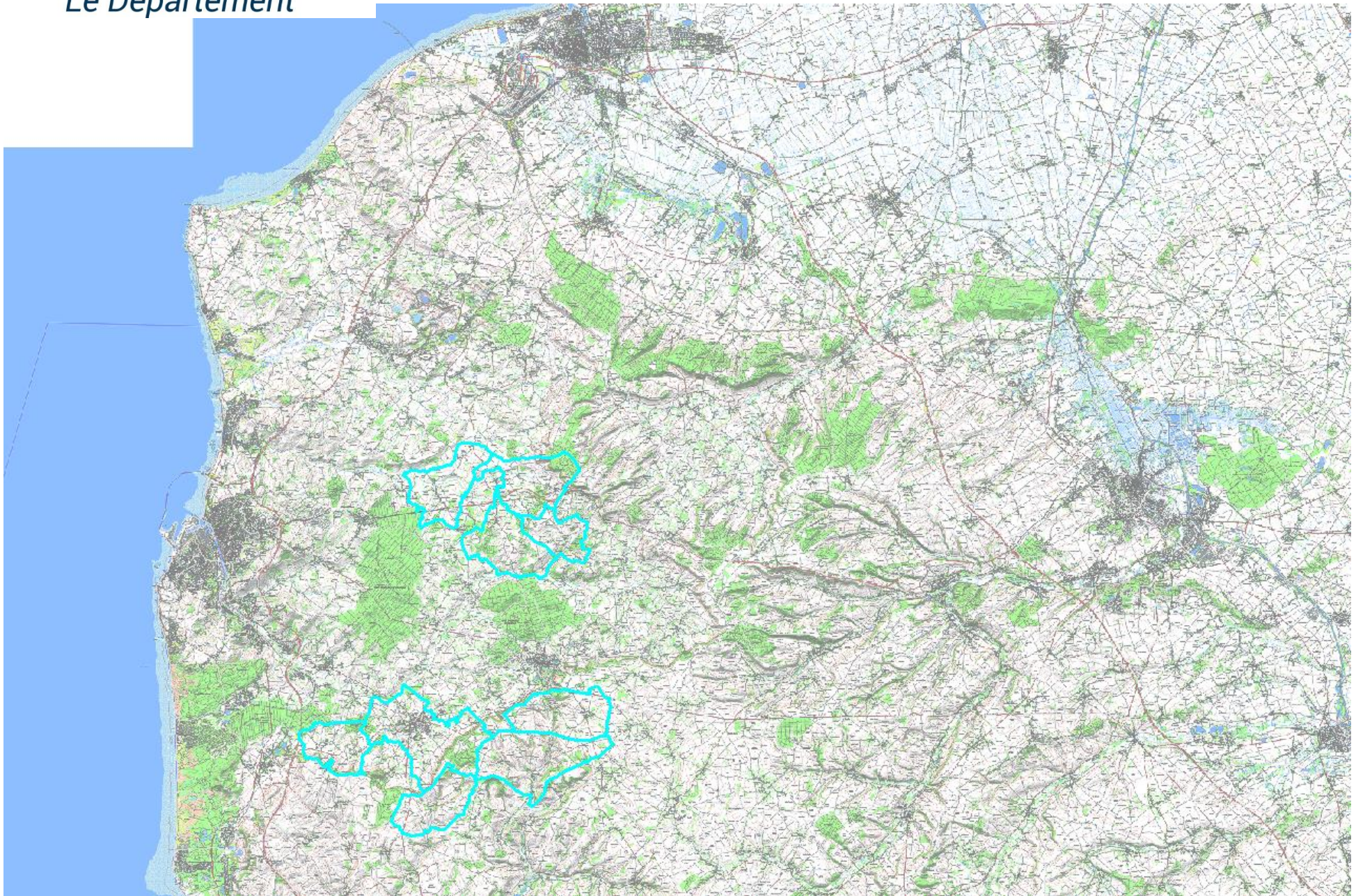
**Article 4** :

La présente délibération sera affichée jusqu'à la publication de la réglementation des boisements définitive dans les mairies de Alincthun, Belle-et-Houllefort, Colembert, Courset, Doudeauville, Henneveux, Lacres, Samer et Verlincthun.

**Article 5** :

Le Président du Conseil départemental et les Maires des Communes de Alincthun, Belle-et-Houllefort, Colembert, Courset, Doudeauville, Henneveux, Lacres, Samer et Verlincthun sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.







# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction du Développement, de l'Aménagement et de  
l'Environnement  
Service de l'Aménagement Foncier et du Boisement

RAPPORT N°26

Territoire(s): Boulonnais  
Canton(s): DESVRES  
EPCI(s): C. de Com. Desvres Samer

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **SCHÉMA DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES BOISEMENTS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE DESVRES-SAMER - FIXATION DU DÉLAI PRESCRIT AUX CIAF ET CCAF POUR ÉLABORER LES PÉRIMÈTRES ET LES RÈGLEMENTS - MESURES CONSERVATOIRES**

La délibération de cadrage du Conseil général adoptée lors de sa réunion du 17 décembre 2012 fixe les orientations du Schéma Directeur Départemental des Boisements, et offre aux communes intéressées la possibilité de s'engager dans une procédure d'élaboration d'une réglementation des boisements.

Neuf communes de la Communauté de Communes de Desvres-Samer ont sollicité le Département afin d'élaborer une réglementation des boisements au sein de leurs territoires communaux.

Par arrêtés du Président du Conseil départemental en date du 27 mai 2019, ont été constituées :

- trois Commissions Communales d'Aménagement Foncier (C.C.A.F.) pour les communes de Verlincthun, Samer et Belle-et-Houllefort,

- deux Commissions Intercommunales d'Aménagement Foncier (C.I.A.F.), la première rassemblant les communes de Colembert, Alincthun et Henneveux, la seconde les communes de Courset, Doudeauville et Lacres.

Les commissions réunies entre le 02 et le 11 juillet 2019 devaient se prononcer sur le délai pour proposer des mesures de réglementation des boisements et de délimitation des périmètres correspondants, et choisir d'appliquer ou non des mesures transitoires d'interdiction ou de restriction des nouveaux boisements.

Conformément aux demandes des commissions, il est proposé :

- d'approuver le délai de 2 ans prescrit à chacune des C.C.A.F. et C.I.A.F. précitées pour proposer au Conseil départemental des mesures de réglementation des boisements et de délimitation des périmètres correspondants,
- de décider l'application de mesures conservatoires visant à soumettre tout projet de boisement situé sur les territoires des communes de Alincthun, Belle-et-Houllefort, Colembert, Courset, Doudeauville, Henneveux, Lacres, Samer et Verlincthun, à autorisation du Président du Conseil départemental après avis de la C.C.A.F. ou C.I.A.F. concernée.

La 4ème Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**CONCESSIONS DE LOGEMENT PAR NÉCESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE ET  
UTILITÉ DE SERVICE DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX  
D'ENSEIGNEMENT**

(N°2019-404)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment ses articles R.216-4 à R.216-19 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°8 du Conseil Général en date du 19/09/2011 « Gestion des logements de fonction – Titres d'occupation des personnels logés par nécessité absolue de service » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'approuver pour les 7 collèges Antoine de Saint Exupéry de DOUVRIN, Du pays de l'Alloeu de LAVENTIE, Jean Moulin de LE PORTEL, Jean Rostand de MARQUISE, François Rabelais d'HENIN-BEAUMONT, Jacques Brel de FRUGES et Jacques Prévert d'HEUCHIN, les concessions de logement pour nécessité absolue de service ou utilité de service reprises au tableau annexé à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



CONCESSIONS DE LOGEMENT DANS LES EPLE

PAR NAS ET US

TERRITOIRE	E.P.C.I.	CANTON	COMMUNE	COLLEGE	ADRESSE	VILLE	PRINCIPAL	NATURE DE LA CONCESSION	NOM	PROFES-SION	TYPE LOGT	SURFACE	Dépen-dances	Redevance mensuelle	Consistance (Appt - Pavillon)	AVIS C.A.	Nouveau, Modification, Renouvellement, Régularisation	DATE DE LA CONCESSION	Propositions des Services
ARTOIS	CA Béthune Bruay Artois-Lys, Romane	DOUVRIN	DOUVRIN	Antoine de St Exupéry	Rue du 8 mai 1945 BP 60708	62091 HAINES Cedex	Séverine GOSSELIN	NAS 1	Redistribution des logements de fonction	Principal	F5	119 m <sup>2</sup>	Garage	∅	Logement C	04/07/2019	Régularisation	01/09/2018	Favorable
										Gestionnaire	F5	119 m <sup>2</sup>			Logement B				
ARTOIS	CA Béthune Bruay Artois-Lys, Romane	DOUVRIN	DOUVRIN	Antoine de St Exupéry	Rue du 8 mai 1945 BP 60708	62091 HAINES Cedex	Séverine GOSSELIN	NAS 1	Redistribution des logements de fonction	ATTEE Gardien / Entretien	F5	119m <sup>2</sup>	Garage	∅	Logement A	04/07/2019	Régularisation	01/09/2018	Favorable
ARTOIS	CC Flandres-Lys	BEUVRY	LAVENTIE	Du pays de l'Alloeu	Avenue Henri Puchois	62840 LAVENTIE	Jean-Jacques POIRET	NAS 2	Franck TURPIN	ATTEE Gardien / Maintenance	F4	111 m <sup>2</sup>	Garage	∅	2 avenue Henri Puchois 2è maison		Nouveau et Régularisation	25/02/2019	Favorable
BOULONNAIS	CA du Boulonnais	OUTREAU	LE PORTEL	Jean Moulin	97 boulevard de la liberté	62230 OUTREAU	Bruno ALEXANDRE	Utilité de service	Elisabeth MILLE	ATTEE / Restauration	F4	55m <sup>2</sup>	-	191,70 €	Appartement	25/04/2019	Nouveau	01/05/2019	Favorable
BULONNAIS	CC Terre des 2 Caps	DESVRES	MARQUISE	Jean Rostand	70 rue Pasteur	62250	Eliane NOWICKI	NAS 1	Redistribution des logements de fonction	Principal	F2	66 m <sup>2</sup>	Garage	∅	25/06/2019	Régularisation	01/09/2019	Favorable	
										Gestionnaire	F3	86 m <sup>2</sup>	Garage						
										Principal Adjoint	F3	92 m <sup>2</sup>	Garage						
										Directeur de SEGPA	F4	110 m <sup>2</sup>	Garage						
										CPE	F3	92 m <sup>2</sup>	Garage						
Appt 1 72 rue Pasteur	Appt 3 72 rue Pasteur	Appt 5 72 rue Pasteur	Appt 4 72 rue Pasteur	Appt 2 72 rue Pasteur															
HENIN-CARVIN	CA Hénin-Carvin	HENIN-BEAUMONT 2	HENIN-BEAUMONT	François Rabelais	51 rue René Cassin	62110 HENIN-BEAUMONT	Benoît LAMOURET	Utilité de service	Violette HERTZ	ATTEE Entretien / Aide service restauration	F3	65 m <sup>2</sup>	-	353,71 €	Appartement	12/06/2018	Régularisation	01/07/2018	Favorable
HENIN-CARVIN	CA Hénin-Carvin	HENIN-BEAUMONT 2	HENIN-BEAUMONT	François Rabelais	51 rue René Cassin	62110 HENIN-BEAUMONT	Benoît LAMOURET	Utilité de service	Violette HERTZ	ATTEE Entretien / Aide service restauration	F3	65 m <sup>2</sup>	-	358,13 €	Appartement	11/06/2019	Renouvellement	01/07/2019	Favorable
MONTREUILLOIS TERNOIS	CC du Haut Pays du Montreuillois	FRUGES	FRUGES	Jacques Brel	34 rue de la Gare BP 77	62310 FRUGES	M. Christophe COUTOULY	N.A.S. - Personnel de Dir, d'Adm, de Gest et d'Educ	Redistribution des logements de fonction	Principal	F4	90 m <sup>2</sup>	-	∅	28/09/2017	Régularisation	01/09/2017	Favorable	
										Gestionnaire	F4	60 m <sup>2</sup>	Garage						
										Principal Adjoint	F5	140 m <sup>2</sup>	-						
										CPE	F4	60 m <sup>2</sup>	Garage						
										N.A.S. - Personnel de Service	Mme Cathy HAVET	Infirmière	F4						60 m <sup>2</sup>
38 rue de la Gare	32 rue de la Gare	57 rue de la Gare	28 rue de la Gare																
MONTREUILLOIS TERNOIS	CC du Ternois	SAINT POL SUR TERNOISE	HEUCHIN	Jacques Prévert	Rue d'Allongeville	62134 HEUCHIN	Mme Martine PEGARD	Utilité de service	Mme Martine SALINGUE	ATTEE Entretien / Aide service restauration	F3	70 m <sup>2</sup>	-	305,94 €	Rue d'Allongeville - RDC	12/11/2018	Renouvellement	01/07/2018	Favorable

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction de l'Education et des Collèges  
Service Administratif et Financier

**RAPPORT N°27**

Territoire(s): Artois, Boulonnais, Lens-Hénin, Montreuillois-Ternois

Canton(s): DOUVRIN, BEUVRY, OUTREAU, DESVRES, HENIN-BEAUMONT-2, FRUGES, SAINT-POL-SUR-TERNOISE

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane, C. d'Agglo. du Boulonnais, C. de Com. de la Terre des Deux Caps, C. de Com. Flandre Lys (Nord), C. d'Agglo. d'Hénin Carvin, C. d'Agglo. de Lens - Liévin, C. de Com. du Haut Pays du Montreuillois, C. de Com. du Ternois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **CONCESSIONS DE LOGEMENT PAR NÉCESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE ET UTILITÉ DE SERVICE DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT**

Les articles R. 216-4 à R. 216-19 du Code de l'éducation, relatifs aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement, disposent que la collectivité de rattachement doit délibérer sur les propositions du Conseil d'administration transmises par le chef d'établissement, après avis de France Domaines.

Pour répondre aux besoins résultant de la nécessité absolue de service ou de l'utilité de service, le Président du Conseil départemental autorise, par arrêté, les concessions de logement s'inscrivant dans ce cadre et validées par l'assemblée départementale, et signe les titres d'occupation inhérents.

Les chefs d'établissement de sept collèges m'ont transmis les propositions de leurs Conseils d'administration respectifs, ci-annexées, relatives aux concessions de logement pour nécessité absolue de service ou pour utilité de service.

Il convient de statuer sur cette affaire et le cas échéant, d'approuver, pour les sept collèges concernés, les concessions de logement pour nécessité absolue de service ou utilité de service proposées, selon les modalités reprises au présent rapport.

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**CONCESSIONS DE LOGEMENT PAR CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE  
DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT**

(N°2019-405)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment ses articles R.216-4 à R.216-19 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°5 du Conseil Général en date du 29/06/2009 « Gestion des logements de fonction dans les EPLE » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'approuver pour les huit collègues Paul Eluard de VERMELLES, Jean Moulin de LE PORTEL, Jean Rostand de MARQUISE, Lucien Vadez de CALAIS, François Rabelais d'HENIN-BEAUMONT, Jean Jaurès de LENS, Jacques Brel de FRUGES et Gabriel de la Gorce d'HUCQUELIERS, les huit concessions de logement en forme de convention d'occupation précaire reprises au tableau annexé à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



**CONCESSIONS DE LOGEMENT DANS LES EPLE**

**PAR COP**

TERRITOIRE	E.P.C.I.	CANTON	COMMUNE	COLLEGE	ADRESSE	VILLE	PRINCIPAL	NATURE DE LA CONCESSION	NOM	PROFES-SION	TYPE LOGT	SURFACE	Dépen-dances	Redevance mensuelle	Consistance (Appt - Pavillon)	AVIS C.A.	Nouveau, Modification, Renouvellement, Régularisation	DATE DE LA CONCESSION	Propositions des Services
ARTOIS	CA de Béthune Bruay Artois-Lys Romane	DOUVRAIN	VERMELLES	Paul Eluard	14 rue Léon Jouhaux BP 9	62980 VERMELLES	Denise DUQUENOY	Convention d'Occupation Précaire	Catherine MILLOT	Enseignante	F3	75 m <sup>2</sup>	garage	455,63 €	RDC - Apt	06/11/2018	Renouvellement	01/07/2018 au 30/06/2019	Favorable
BOULONNAIS	CA du Boulonnais	OUTREAU	LE PORTEL	Jean Moulin	97 boulevard de la liberté	62230 OUTREAU	Bruno ALEXANDRE	Convention d'Occupation Précaire	Elisabeth MILLE	ATTEE / Restauration	F4	55m <sup>2</sup>	Ø	301,75 €	Appartement	26/06/2018	Nouveau	15/08/2018	Favorable
BOULONNAIS	CC de la Terre des 2 caps	DESVRES	MARQUISE	Jean Rostand	70 rue pasteur	62250 MARQUISE	Eliane NOWICKI	Convention d'Occupation Précaire	Marjorie DUBOIS	ATTEE (poste d'accueil)	F3	66 m <sup>2</sup>	Ø	408,00 €	Appartement	25/06/2019	Renouvellement	01/07/2019	Favorable
CALAISIS	CA Calaisis	CALAIS 3	CALAIS	Lucien Vadez	Avenue Toumaniantz, RDC logt n°5	62228 CALAIS Cedex	Michel de BRAUER	Convention d'Occupation Précaire	Yves GEORGER	Chef de cuisine	F3	43 m <sup>2</sup>	Ø	284,88 €	Appartement	30/07/2017	Régularisation et Renouvellement	01/07/2017	Favorable
HENIN-CARVIN	CA Hénin-Carvin	HENIN-BEAUMONT 2	HENIN-BEAUMONT	François Rabelais	51 rue René Cassin BP 169	62110 HENIN-BEAUMONT	Benoît LAMOURET	Convention d'Occupation Précaire	Agnès PAQUETET	CPE	F3	95 m <sup>2</sup>	Ø	502,35 €	Appartement	11/06/2019	Renouvellement	01/07/2019	Favorable
LENS-LIEVIN	CA de Lens-Liévin	LENS	LENS	Jean Jaurès	123/1 rue des tulipes	62300 LENS	Charles DEWARUMEZ	Convention d'Occupation Précaire	Corinne TIRMARCHE	Professeur en lycée professionnel	F3	95,80 m <sup>2</sup>	garage	504,90 €	Maison	18/09/2018	Régularisation et Renouvellement	01/03/2018	Favorable
MONTREUILLOIS TERNOIS	CC du Haut Pays du Montreuillois	FRUGES	FRUGES	Jacques Brel	34 rue de la Gare BP 77	62310 FRUGES	M. Christophe COUTOULY	Convention d'Occupation Précaire	M. Xavier VANBELLE	Adjoint-Gestionnaire	F5	140 m2	Garage	520,00 €	55 rue de la Gare	25/06/2019	Nouveau	01/07/2019	Favorable
MONTREUILLOIS TERNOIS	CC du Haut Pays du Montreuillois	LUMBRES	HUCQUELIERS	Gabriel de la Gorce	16 rue Jules Ferry	62650 HUCQUELIERS	M. Jacques-Yves DEPOIX	Convention d'Occupation Précaire	M. José QUILLET	Gardien/Entretien Retraité	F3	76 m2	Garage	400,00 €	16 rue Jules Ferry	05/07/2019	Nouveau	01/09/2019	Favorable

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction de l'Éducation et des Collèges  
Service Administratif et Financier

**RAPPORT N°28**

Territoire(s): Artois, Boulonnais, Calaisis, Lens-Hénin, Montreuillois-Ternois

Canton(s): DOUVVIN, OUTREAU, DESVRES, CALAIS-3, HENIN-BEAUMONT-2, LENS ,  
FRUGES, LUMBRES

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane, C. d'Agglo. du Boulonnais, C. de  
Com. de la Terre des Deux Caps, C. d'Agglo. du Calaisis, C. d'Agglo. d'Hénin Carvin, C.  
d'Agglo. de Lens - Liévin, C. de Com. du Haut Pays du Montreuillois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **CONCESSIONS DE LOGEMENT PAR CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT**

Les articles R. 216-4 à R. 216-19 du Code de l'éducation, relatifs aux concessions de logement accordées aux personnels de l'État dans les établissements publics locaux d'enseignement, disposent que la collectivité de rattachement doit délibérer sur les propositions du Conseil d'administration transmises par le chef d'établissement, après avis de France Domaines.

Après avoir répondu aux besoins résultant de la nécessité absolue de service ou de l'utilité de service, le Président du Conseil départemental autorise, par arrêté, les autres concessions de logement, validées au préalable par la Commission permanente, et signe les conventions d'occupation précaire inhérentes, dont le modèle type a été adopté par la délibération du Conseil général en date du 29 juin 2009.

Les chefs d'établissement de huit collèges m'ont transmis les propositions de leurs Conseils d'Administration respectifs, ci-annexées, relatives aux logements vacants, en vue de leur attribution par convention d'occupation précaire.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'approuver, pour les huit collèges concernés, les huit concessions de logement en forme de convention d'occupation précaire, listées au tableau joint, selon les modalités reprises au présent rapport.

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ SOUS CONTRAT - AIDES POUR  
TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS DANS LES COLLÈGES**

(N°2019-406)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment son article L.151-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°91 de la Commission Permanente en date du 03/01/2000 « Convention de financement des investissements immobiliers des établissements d'enseignement privé sous contrat » ;

**Vu** les courriers de la Rectrice d'Académie en date des 10/07/2018 et 27/08/2019, ci-annexés ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer 8 subventions à 8 établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat, listés dans le tableau joint à la présente délibération, pour le financement des travaux de grosses réparations, pour un montant total de 190 893,00 €, au titre de la campagne 2019, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer 3 subventions à 3 établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat, listés dans le tableau joint à la présente délibération, pour le financement des travaux de grosses réparations, pour un montant total de 109 107,00 €, au titre de la campagne 2018, selon les modalités prévues au rapport joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les associations de gestion des établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat concernés, les conventions correspondantes, dans les termes des projets types joints en annexe à la présente délibération.



**Article 4 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C03-221H01	204221//91221	Travaux de grosses réparations et d'aménagement des collèges privés	300 000,00	300 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

30 JUIL. 2018

ARRIVEE



Lille, le 10 juillet 2018

RÉGION ACADÉMIQUE  
HAUTS-DE-FRANCE

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION

Département de  
l'Enseignement Privé

Bureau de l'organisation  
scolaire, des moyens et  
des affaires générales

Réf. : notifcol62

Dossier suivi par  
Valérie DELGRANGE

Téléphone  
03 28 37 16 52

Courriel  
ce.depbosmag@ac-lille.fr

Rectorat de Lille  
20 rue St Jacques  
BP 709  
59033 Lille cedex

Monsieur le Président,

Par courrier daté du 23 mars 2018, vous m'avez transmis les dossiers de demandes de subventions d'investissements présentés par 8 collèges privés sous contrat du Nord au titre de l'année 2018, en vue de recueillir l'avis du Conseil académique de l'éducation nationale siégeant dans la Formation prévue à l'article L.234-2 du code de l'éducation, conformément à l'article L.151-4 du code de l'éducation.

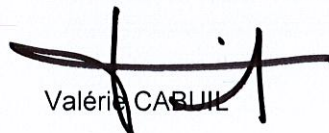
J'ai l'honneur de vous faire connaître que ce dernier s'est réuni le 10 juillet 2018 et a étudié les subventions sollicitées.

Il a estimé que les conditions fixées par les textes étaient remplies.

En conséquence, le Conseil a émis un avis favorable au versement des subventions à hauteur des seuils Loi Falloux (tableau récapitulatif ci-joint).

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

La rectrice de région académique  
Rectrice d'académie  
Chancelière des universités



Valérie CABUILL

Monsieur le Président du Conseil départemental du Pas de Calais  
Direction Education et Collèges  
Service administratif et financier  
Rue Ferdinand Buisson  
62 018 ARRAS Cedex 9

**Subventions du Conseil Départemental du Pas-de-Calais  
8 Collèges privés sous contrat d'association**

02/07/2018

Collèges privés	(A) - Dépenses de l'exercice (source: budget de fonctionnement 2017/2018)		(B) - Fonds publics recus	(A) - (B) Différence	Limite fixée par la Loi Falloux Les 1/10 <sup>e</sup>	Montant TIC de finist programmé	Subvention demandée	Subv. proposée par le Conseil Départemental PDC 2018	Nature des travaux à réaliser		
	Fonctionnement	Investissement							Total	Sécurité Hygiène	Rénovation
ANZIN ST AUBIN Les Louez Dieu	2 563 700,00		1 120 000,00	1 443 700,00	144 370,00	1 443 711,36	144 070,00	144 070,00			Construction de classes
BERCK Notre Dame	841 472,47		424 124,13	417 348,34	41 734,83	480 003,57	41 734,83	41 734,83			Refectoire totale Bat Nord: Extension Collège Equipement des Salles Techno SVT Informatique Etudes et CDI 2e Franche
BOULOGNE SUR MER Haffreingue	1 363 052,00		546 758,00	816 294,00	81 628,40	127 906,01	12 790,00	12 790,00			Retrait estrade Sol
BOULOGNE SUR MER St Joseph de Navarin	1 246 500,00	0,00	595 800,00	650 700,00	65 070,00	314 391,62	31 439,00	31 439,00			Mise aux normes de sécurité Accessibilité et Aménagement du bâtiment désamiantage
BOUVIGNY BOYEFFLES Saint François	1 442 298,41		566 404,20	875 894,21	87 589,42	1 221 588,48	87 589,42	87 589,42			Reconstruction salle EPS: Electricité Carrelage Plomberie
CALAIS Jeanne D'arc	977 795,00	0,00	478 000,00	499 795,00	49 979,50	276 680,00	27 668,00	27 668,00			Isolation Thermique Salle d'Evolution Sortive
LONGUENESSE La Malassise	1 883 763,00		573 203,00	1 310 560,00	131 056,00	87 286,00	8 728,00	8 728,00			Isolation Toitures réfection paratonnerre
SAINT MARTIN BOULOGNE Nazareth	1 567 039,00		625 029,00	942 010,00	94 201,00	500 000,00	50 000,00	50 000,00			extension Collège 2 Classeset CDI
<b>Total</b>						4 451 567,04	404 019,25	404 019,25			



Pôle des Réussites Citoyennes  
Direction de l'Education et des Collèges  
Service Administratif et Financier

## ..... CONVENTION

**Objet : \_\_\_\_\_ AIDES AUX INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT.**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**

d'une part,

Sis à l'Hôtel du Département – 62018 ARRAS CEDEX 9  
représenté par le Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais

Et

«BENEFICIAIRE»

d'autre part.

Gestionnaire du Collège sous contrat d'association dénommé : «**COLLEGE**»

Sis «**ADRESSE**» «**BP**» «**CP**» «**VILLE**»

Représentée par «**REPRESENTANT**»

Habilité(e) par les statuts de l'Association à représenter légalement l'établissement

**Vu** : Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** : La décision du Conseil Général prise lors du vote du Budget Primitif 1992 d'allouer des subventions aux collèges privés pour la réalisation de travaux d'investissement ;

**Vu** : L'article L 151-4 du Code de l'Education fixant la limite de participation des collectivités territoriales à 10 % des dépenses annuelles de fonctionnement de l'établissement privé considéré, déduction faite des subventions publiques ;

**Vu** : La loi n° 94.51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales ;

**Vu** : La circulaire du Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie du 2 avril 1999 relative au contrôle des conditions d'attribution par les collectivités territoriales des aides à l'investissement aux établissements d'enseignement privés ;

**Vu** : La délibération du Conseil d'Administration de l'organisme gestionnaire du «**DATECA**» ;

«**AUTRE\_DELIBCA**»

**Vu :** L'avis émis le 8 février 2018 par la Direction Diocésaine de l'Enseignement Privé Catholique du Pas-de-Calais sur la programmation des investissements de l'ensemble des établissements catholiques sous contrat d'association, et sur le montant de la subvention souhaitée du Conseil départemental pour chaque opération au vu du montant total des crédits alloués lors du vote du Budget Départemental au sous-programme « Travaux de grosses réparations et d'aménagement des collèges privés » C 03 221 H 01 ;

**Vu :** L'avis favorable émis le 10 juillet 2018 par le Conseil Académique de l'Education Nationale ;

**Vu :** La délibération de la Commission Permanente du .....décidant la programmation des subventions attribuées aux établissements au titre du programme de **l'année 2018** ;

Il a été convenu ce qui suit,

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités administratives et financières de la participation du Département à titre d'aide à un investissement immobilier de l'Etablissement d'Enseignement Privé ;

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION D'INVESTISSEMENT**

L'investissement ne concerne que les bâtiments du collège dont les effectifs sont de «EFF1» élèves sur un total d'effectifs fréquentant l'établissement de «EFF2».

Cet investissement immobilier programmé par l'Etablissement d'Enseignement Privé au titre de **Pannée 2018**, objet de la présente convention est décrit dans le dossier de demande de subvention établi par l'Etablissement d'Enseignement Privé de la manière suivante :

- «**TRAVAUX**».

Il concerne les classes et formations suivantes : toutes les classes.

Le démarrage du chantier est prévu : «**DEBUT**» et sa fin programmée : «**FIN**».

La présente convention prend effet à compter de sa notification. Le début d'exécution des travaux interviendra dans l'année à compter de la décision d'octroi de la subvention par la Commission Permanente du Conseil départemental et les travaux devront être terminés dans les deux ans qui suivent cette décision.

Néanmoins, les travaux pourront être entrepris avant la décision d'octroi de la subvention avec l'accord de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Toute modification du programme de travaux ou tout retard dans le lancement ou dans l'achèvement des travaux doit être notifié au Département qui se réserve le droit de réviser sa participation.



### **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le plan de financement de l'opération présenté par l'Etablissement d'Enseignement Privé est le suivant :

- autofinancement :	«AUTOFINANCEMENT» €
- emprunt :	«EMPRUNT» €
- subvention du Conseil départemental :	«CD» €
- aides financières autres que les subventions de collectivités publiques :	«AUTRES1» €
- aides financières d'autres collectivités publiques :	«AUTRES2» €

Le coût total de l'opération est ainsi estimé par l'Etablissement d'Enseignement Privé à «COUT\_OPERATION».

Le montant retenu, des investissements éligibles au titre des aides du Conseil départemental, est de «MONTANT\_ELIGIBLE».

La subvention du Conseil départemental est fixée à «SUB\_CD\_62».

Le montant de la subvention départementale est imputé sur la ligne budgétaire Sous-Programme C03 221 H 01 – Sous-Programme Travaux de grosses réparations et d'aménagement des collèges privés.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE PAIEMENT**

Le montant définitif de l'aide départementale sera calculé en fonction des dépenses réelles des travaux éligibles auquel sera appliqué le taux de subvention dans la limite définie à l'article 3 par le montant retenu des investissements éligibles au titre des aides du Conseil départemental.

Par ailleurs, dans le cas où les travaux seraient réalisés par le personnel de l'établissement ou par les membres de l'association gestionnaire, seul le coût des matériaux utilisés servirait de base au calcul de l'aide départementale.

La subvention sera payée sur présentation d'un tableau récapitulatif des dépenses accompagné des factures acquittées. Le tableau sera visé par le Directeur de l'Etablissement d'Enseignement Privé et par le représentant de l'organisme de gestion.

Le versement pourra faire l'objet d'un ou deux acomptes (dans la limite de 70 % de l'inscription) et d'un solde après la fourniture dans les trois cas des documents mentionnés ci-dessus.

Le paiement sera effectué sur le compte ouvert au nom de «COMPTE1» dont les références sont les suivantes : «COMPTE2».

Le comptable assignataire est Madame la Payeuse Départementale.

### **ARTICLE 5 : DUREE D'AMORTISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT**

L'amortissement comptable de l'investissement immobilier défini par l'article 2 sera effectué sur une durée de «DUREE» ans.

## **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

Le cocontractant est tenu de mentionner, dans toute information fournie au public, que l'opération immobilière décrite ci-dessus a fait l'objet d'une aide financière du Département.

## **ARTICLE 7 : RESILIATION, CONDITIONS DE REMBOURSEMENT ET GARANTIES CORRESPONDANTES**

Tout manquement par l'Etablissement d'Enseignement Privé aux prescriptions de la présente convention, notamment en cas d'utilisation différente de la subvention accordée ou en cas de non-respect par l'Etablissement d'Enseignement Privé de ses engagements dans le cadre du contrat d'association, pourra conduire le Département à résilier celle-ci. Le Département se réserve la possibilité, par l'intermédiaire de ses agents dûment mandatés, de constater sur place la bonne réalisation et destination des travaux, objet de la subvention.

Par ailleurs, le Département pourra exercer, en cas de résiliation de la présente convention ou de cessation de l'activité d'éducation, un droit de reprise sur cette subvention pendant la période d'amortissement.

L'Etablissement remboursera alors au Département une part de la subvention, à concurrence des années au cours desquelles l'investissement immobilier n'aura pas pu être amorti.

Ce droit de reprise ne s'exercera pas si l'établissement prend toutes les dispositions utiles pour assurer la pérennité de l'activité éducative dans des locaux situés sur le territoire de la collectivité départementale, ou si la formation pour laquelle la subvention a été attribuée est supprimée par application d'une décision de l'Education Nationale.

## **ARTICLE 8 : JURIDICTION EN CAS DE LITIGE**

En cas de contestation dans l'exécution des dispositions de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différent serait porté devant le Tribunal Administratif de LILLE.

ARRAS, le .....

**Pour le Département,**

**Le Président du Conseil départemental,**

**Jean-Claude LEROY**

**Pour l'Organisme de Gestion,**

**Le Président de  
l'«BENEFICIAIRE»,**

**«SIGNATURE»**



Pôle des Réussites Citoyennes  
Direction de l'Education et des Collèges  
Service Administratif et Financier

## ..... CONVENTION

**Objet : \_\_\_\_\_ AIDES AUX INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DES ETABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT.**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**

d'une part,

Sis à l'Hôtel du Département – 62018 ARRAS CEDEX 9  
représenté par le Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais

Et

«BENEFICIAIRE»

d'autre part.

Gestionnaire du Collège sous contrat d'association dénommé : «**COLLEGE**»

Sis «**ADRESSE**» «**BP**» «**CP**» «**VILLE**»

Représentée par «**REPRESENTANT**»

Habilité(e) par les statuts de l'Association à représenter légalement l'établissement

**Vu** : Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** : La décision du Conseil Général prise lors du vote du Budget Primitif 1992 d'allouer des subventions aux collèges privés pour la réalisation de travaux d'investissement ;

**Vu** : L'article L 151-4 du Code de l'Education fixant la limite de participation des collectivités territoriales à 10 % des dépenses annuelles de fonctionnement de l'établissement privé considéré, déduction faite des subventions publiques ;

**Vu** : La loi n° 94.51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales ;

**Vu** : La circulaire du Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie du 2 avril 1999 relative au contrôle des conditions d'attribution par les collectivités territoriales des aides à l'investissement aux établissements d'enseignement privés ;

**Vu** : La délibération du Conseil d'Administration de l'organisme gestionnaire du «**DATECA**» ;

«**AUTRE\_DELIBCA**»

**Vu :** L'avis émis le 4 février 2019 par la Direction Diocésaine de l'Enseignement Privé Catholique du Pas-de-Calais sur la programmation des investissements de l'ensemble des établissements catholiques sous contrat d'association, et sur le montant de la subvention souhaitée du Conseil départemental pour chaque opération au vu du montant total des crédits alloués lors du vote du Budget Départemental au sous-programme « Travaux de grosses réparations et d'aménagement des collèges privés » C 03 221 H 01 ;

**Vu :** L'avis favorable émis le .....par le Conseil Académique de l'Education Nationale ;

**Vu :** La délibération de la Commission Permanente du .....décidant la programmation des subventions attribuées aux établissements au titre du programme de **l'année 2019** ;

Il a été convenu ce qui suit,

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités administratives et financières de la participation du Département à titre d'aide à un investissement immobilier de l'Etablissement d'Enseignement Privé ;

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION D'INVESTISSEMENT**

L'investissement ne concerne que les bâtiments du collège dont les effectifs sont de «EFF1» élèves sur un total d'effectifs fréquentant l'établissement de «EFF2».

Cet investissement immobilier programmé par l'Etablissement d'Enseignement Privé au titre de **Pannée 2019**, objet de la présente convention est décrit dans le dossier de demande de subvention établi par l'Etablissement d'Enseignement Privé de la manière suivante :

- «**TRAVAUX**».

Il concerne les classes et formations suivantes : toutes les classes.

Le démarrage du chantier est prévu : «**DEBUT**» et sa fin programmée : «**FIN**».

La présente convention prend effet à compter de sa notification. Le début d'exécution des travaux interviendra dans l'année à compter de la décision d'octroi de la subvention par la Commission Permanente du Conseil départemental et les travaux devront être terminés dans les deux ans qui suivent cette décision.

Néanmoins, les travaux pourront être entrepris avant la décision d'octroi de la subvention avec l'accord de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Toute modification du programme de travaux ou tout retard dans le lancement ou dans l'achèvement des travaux doit être notifié au Département qui se réserve le droit de réviser sa participation.

### **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le plan de financement de l'opération présenté par l'Etablissement d'Enseignement Privé est le suivant :

- autofinancement :	«AUTOFINANCEMENT» €
- emprunt :	«EMPRUNT» €
- subvention du Conseil départemental :	«CD» €
- aides financières autres que les subventions de collectivités publiques :	«AUTRES1» €
- aides financières d'autres collectivités publiques :	«AUTRES2» €

Le coût total de l'opération est ainsi estimé par l'Etablissement d'Enseignement Privé à «COUT\_OPERATION».

Le montant retenu, des investissements éligibles au titre des aides du Conseil départemental, est de «MONTANT\_ELIGIBLE».

La subvention du Conseil départemental est fixée à par un acompte de 81.95 % de «SUB\_CD\_62» soit un montant de « SUB\_ACOMPTE\_CD\_62 » avec un versement de solde reporté au titre de l'année 2020.

Le montant de la subvention départementale est imputé sur la ligne budgétaire Sous-Programme C03 221 H 01 – Sous-Programme Travaux de grosses réparations et d'aménagement des collèges privés.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE PAIEMENT**

Le montant définitif de l'aide départementale sera calculé en fonction des dépenses réelles des travaux éligibles auquel sera appliqué le taux de subvention dans la limite définie à l'article 3 par le montant retenu des investissements éligibles au titre des aides du Conseil départemental.

Par ailleurs, dans le cas où les travaux seraient réalisés par le personnel de l'établissement ou par les membres de l'association gestionnaire, seul le coût des matériaux utilisés servirait de base au calcul de l'aide départementale.

La subvention sera payée sur présentation d'un tableau récapitulatif des dépenses accompagné des factures acquittées. Le tableau sera visé par le Directeur de l'Etablissement d'Enseignement Privé et par le représentant de l'organisme de gestion.

Le versement pourra faire l'objet d'un ou deux acomptes (dans la limite de 70 % de l'inscription) et d'un solde après la fourniture dans les trois cas des documents mentionnés ci-dessus.

Le paiement sera effectué sur le compte ouvert au nom de «COMPTE1» dont les références sont les suivantes : «COMPTE2».

Le comptable assignataire est Madame la Payeuse Départementale.

### **ARTICLE 5 : DUREE D'AMORTISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT**

L'amortissement comptable de l'investissement immobilier défini par l'article 2 sera effectué sur une durée de «DUREE» ans.



## **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

Le cocontractant est tenu de mentionner, dans toute information fournie au public, que l'opération immobilière décrite ci-dessus a fait l'objet d'une aide financière du Département.

## **ARTICLE 7 : RESILIATION, CONDITIONS DE REMBOURSEMENT ET GARANTIES CORRESPONDANTES**

Tout manquement par l'Etablissement d'Enseignement Privé aux prescriptions de la présente convention, notamment en cas d'utilisation différente de la subvention accordée ou en cas de non-respect par l'Etablissement d'Enseignement Privé de ses engagements dans le cadre du contrat d'association, pourra conduire le Département à résilier celle-ci. Le Département se réserve la possibilité, par l'intermédiaire de ses agents dûment mandatés, de constater sur place la bonne réalisation et destination des travaux, objet de la subvention.

Par ailleurs, le Département pourra exercer, en cas de résiliation de la présente convention ou de cessation de l'activité d'éducation, un droit de reprise sur cette subvention pendant la période d'amortissement.

L'Etablissement remboursera alors au Département une part de la subvention, à concurrence des années au cours desquelles l'investissement immobilier n'aura pas pu être amorti.

Ce droit de reprise ne s'exercera pas si l'établissement prend toutes les dispositions utiles pour assurer la pérennité de l'activité éducative dans des locaux situés sur le territoire de la collectivité départementale, ou si la formation pour laquelle la subvention a été attribuée est supprimée par application d'une décision de l'Education Nationale.

## **ARTICLE 8 : JURIDICTION EN CAS DE LITIGE**

En cas de contestation dans l'exécution des dispositions de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différent serait porté devant le Tribunal Administratif de LILLE.

ARRAS, le .....

**Pour le Département,**

**Le Président du Conseil départemental,**

**Jean-Claude LEROY**

**Pour l'Organisme de Gestion,**

**Le Président de  
l'«BENEFICIAIRE»,**

**«SIGNATURE»**

## COLLEGES PRIVES

## CAMPAGNE 2019

## Campagne 2019

TERRITOIRE	CANTON	EPCI	COMMUNE	COLLEGE	Tiers	NATURE DES TRAVAUX	Montant de l'opération	Subvention sollicitée	Limite loi FALLOUX	Subvention calculée	Subvention proposée 81,96 %
AUDOMAROIS	AIRE SUR LA LYS	Communauté d'Agglo du Pays de Saint Omer	Aire sur la Lys	Sainte Marie	OGEC Sainte Marie	Mise en accessibilité de l'entrée principale Reconstruction d'un préau et mise en accessibilité de la cour de récréation	450 000,00 €	45 000,00 €	171 500,50 €	45 000,00 €	36 882,49 €
ARRAGEOIS	ARRAS 1	Communauté Urbaine d'Arras	Arras	Saint Vincent	OGEC Vincent de Paul	Changements d'escalier, passerelle et la pose d'un portail.	42 063,60 €	4 206,00 €	49 900,00 €	4 206,00 €	3 447,28 €
MONTREUILLOIS-TERNOIS	BERCK SUR MER	Communauté d'Agglo des 2 Baies en Montreuillois	Berck sur Mer	Notre Dame	AEP EPCB	Travaux d'accessibilité et de mise en sécurité - Rénovation	375 933,00 €	37 593,00 €	45 075,00 €	37 593,00 €	30 811,63 €
BOULONNAIS	BOULOGNE SUR MER 1	Communauté d'Agglo du Boulonnais	Boulogne sur mer	Saint Joseph de Navarin	OGEC ST Joseph De Navarin	<b>3<sup>ème</sup> tranche :</b> Mise aux normes de sécurité des bâtiments existants, la restructuration pour l'accessibilité et l'aménagement d'un bâtiment récemment acquis.	917 060,90 €	74 480,00 €	74 480,00 €	74 480,00 €	61 044,62 €
BOULONNAIS	BOULOGNE SUR MER 1	Communauté d'Agglo du Boulonnais	Boulogne sur mer	Haffreingue	OGEC Nazareth Haffreingue	<b>2<sup>ème</sup> tranche :</b> Réfection toiture Sud	134 559,00 €	13 456,00 €	86 981,90 €	13 456,00 €	11 028,68 €
LENS-LIEVIN	BULLY LES MINES	Communauté d'Agglo de Lens Liévin	Bouvigny-Boyeffles	Saint François	AEP Baudimont Bouvigny	Réfection de 3 salles d'Anglais Agrandissement de la galerie d'entrée de la salle de restauration Agrandissement de la salle de restauration Création de toilettes garçons Réfection de l'électricité atelier Installation de volets roulants Réfection toiture terrasse de la salle de restauration	130 449,22 €	13 044,92 €	89 829,24 €	13 044,92 €	10 691,76 €
CALAISIS	CALAIS 1	Communauté d'Agglo du Calaisis	Calais	Jeanne d'Arc	Ass d'Enseignement	Travaux de réfection d'une partie de la toiture Travaux de réfection de la salle de restauration Travaux d'aménagement et mise en conformité d'une salle d'évolution sportive	368 105,39 €	24 168,00 €	57 089,50 €	24 168,00 €	19 808,36 €

**COLLEGES PRIVES**

**CAMPAGNE 2019**

TERRITOIRE	CANTON	EPCI	COMMUNE	COLLEGE	Tiers	NATURE DES TRAVAUX	Montant de l'opération	Subvention sollicitée	Limite loi FALLOUX	Subvention calculée	Subvention proposée 81,96 %
BOULONNAIS	BOULOGNE SUR MER 2	Communauté d'Agglo du Boulonnais	Saint Martin Boulogne	Nazareth	OGEC Nazareth Haffreingue	Mise aux normes éclairage couloir rez-de-chaussée et installation faux plafond Rénovation des menuiseries des fenêtres bois en PVC double vitrage Réalisation couverture (préau) plate forme entrée et accès sanitaires Changement machine lave-vaisselle restauration collège NON	265 346,00 €	26 534,00 €	89 082,11 €	20 958,93 €	17 178,17 €
<b>TOTAL</b>										232 906,85 €	190 893,00 €

**Campagne 2018**

TERRITOIRE	CANTON	EPCI	COMMUNE	COLLEGE	Tiers	NATURE DES TRAVAUX	Montant de l'opération	Subvention sollicitée	Limite loi FALLOUX	Subvention calculée	Subvention proposée 100%
BOULONNAIS	BOULOGNE NORD EST	Communauté d'Agglo du Boulonnais	Boulogne sur mer	Saint Joseph de Navarin	OGEC ST Joseph De Navarin	<u>2<sup>ème</sup> tranche</u> : Mise aux normes de sécurité des bâtiments existants, la restructuration pour l'accessibilité et l'aménagement d'un bâtiment récemment acquis.	314 391,62 €	31 439,00 €	65 070,00 €	31 439 €	31 439 €
CALAISIS	CALAIS CENTRE	Communauté d'Agglo du Calaisis	Calais	Jeanne d'Arc	Ass d'Enseignement	Travaux d'isolation thermique salle polyvalente. Travaux d'aménagement et de mise en conformité d'une salle d'évolution sportive.	276 680,00 €	27 668,00 €	81 660,00 €	27 668 €	27 668 €
BOULONNAIS	BOULOGNE SUR MER 2	CA BOULONNAIS	Saint Martin Boulogne	Nazareth	OGEC Nazareth Haffreingue	Extension du bâtiment du collège : deux classes et un CDI	500 000,00 €	50 000,00 €	94 200,83 €	50 000 €	50 000 €
<b>TOTAL</b>										109 107 €	109 107 €

**TOTAL GENERAL**

**300 000 €**

Lille, le 27 août 2019

académie  
Lille

RÉGION ACADÉMIQUE  
HAUTS-DE-FRANCE

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE  
MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION

Département de  
l'Enseignement Privé

Bureau de l'organisation  
scolaire, des moyens et  
des affaires générales

Réf. : notifcol62-2019

Dossier suivi par  
Valérie DELGRANGE

Téléphone  
03 28 37 16 52

Courriel  
ce.depbosmag@ac-lille.fr

Rectorat de Lille  
20 rue St Jacques  
BP 709  
59033 Lille cedex

Monsieur le Président,

Par courrier daté du 12 mars 2019, vous m'avez transmis les dossiers de demandes de subventions d'investissements présentés par 8 collèges privés sous contrat du Pas de Calais au titre de l'année 2019, en vue de recueillir l'avis du Conseil académique de l'éducation nationale (CAEN) siégeant dans la Formation prévue à l'article L.234-2 du code de l'éducation, conformément à l'article L.151-4 du code de l'éducation.

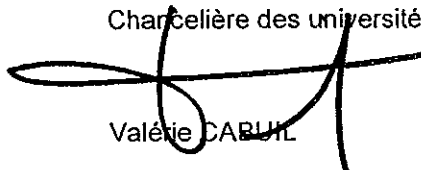
La composition du CAEN, dont le mandat est arrivé à terme, n'ayant pas encore été arrêtée intégralement, il n'a pas été possible d'organiser en cette fin d'année la réunion annuelle de la formation prévue à l'article L. 234-2 (dit « CAEN Privé »).

Néanmoins, j'ai sollicité les membres de la formation actuelle afin qu'ils étudient les subventions sollicitées. Ils ont estimé que les conditions fixées par les textes étaient remplies et ont émis un avis favorable au versement des subventions à hauteur des seuils Loi Falloux (tableau récapitulatif ci-joint).

Cet avis sera par la suite validé par les membres qui seront officiellement désignés au CAEN Privé.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La rectrice de région académique  
Rectrice d'académie  
Chancelière des universités



Valérie CARUHL

Monsieur le Président du Conseil départemental du Pas de Calais  
Direction Education et Collèges  
Service administratif et financier  
Rue Ferdinand Buisson  
62 018 ARRAS Cedex 9

Collèges privés	(A) Dépenses de l'exercice (source: budget prévisionnel 2018/2019)		(B) Fonds publics reçus	(A) - (B) Différence	Limite fixée par la Loi Falloux Le 1/10°	Montant TTC de l'investi. programmé	Subvention demandée	Subv. proposée par le Conseil Départemental PDC 2019	Nature des travaux à réaliser		
	Fonctionnement	Investissement							Sécurité	Rénovation	Extens Autres
AIRE SUR LA LYS Ste Marie	2 571 005,00	150 000,00	1 006 000,00	1 715 005,00	171 500,50	450 000,00	45 000,00	45 000,00	Hygiène	Mise en accessibilité de l'entrée principale, reconstruction d'un presb et mise en accessibilité de la cour de récréation	
ARRAS St Vincent	696 000,00	0,00	197 000,00	499 000,00	49 900,00	42 063,60	4 206,00	4 206,00	Changement d'escaliers, passerelle et pose d'un portail	Changement d'escaliers, passerelle et pose d'un portail	
BERCK Notre Dame	892 165,00	0,00	441 414,00	450 751,00	45 075,10	375 933,00	37 593,00	37 593,00	Rampe d'accessibilité travaux sécurité (8 salles)	Mur façade, portail rue et cour peinture, chauffage, meubler classe	
BOULOGNE SUR MER St Joseph de Navarin	1 291 900,00	15 000,00	562 100,00	744 800,00	74 480,00	917 060,90	74 480,00	74 480,00	3ème tranche: Mise aux normes de sécurité des bâtiments, sécurité incendie, PPMS, antiterrorisme, accréditation des entrées des bâtiments	Restructuration de l'accessibilité	Création de nouveau bureau de la vie scolaire
BOULOGNE SUR MER Haffreingue	1 436 574,05	0,00	566 754,79	869 819,26	86 981,93	134 559,00	13 456,00	13 456,00	Sécurité électrique	2ème tranche: Réfection toiture	
BOUVIGNY BOYEFFLES Saint François	1 514 673,41	0,00	616 381,00	898 292,41	89 829,24	130 449,22	13 044,92	13 044,92	3 Salles d'apais électricité de l'atelier technique installation volets roulants toitures- terrasse de la salle de restauration	Agrandissement du réfectoire et de sa galerie d'entrée création toilettes garçon	
CALAIS Jeanne D'arc	1 058 895,00	10 000,00	1 068 895,00	570 895,00	57 089,50	241 676,80	24 168,00	24 168,00	Réfection d'une partie de la toiture et de la salle de restauration mise en conformité d'une salle de sport	Réfection d'une partie de la toiture et de la salle de restauration mise en conformité d'une salle de sport	Réfection d'une partie de la toiture et de la salle de restauration mise en conformité d'une salle de sport



Collèges privés	(A) Dépenses de l'exercice (source: budget prévisionnel 2018/2019)		(B) Fonds publics reçus	(A) - (B) Différence	Limite fixée par la Loi Falloux Le 1/10*	Montant TTC de l'invest. programmée	Subvention demandée	Subv. proposée par le Conseil Départemental PDC 2019	Nature des travaux à réaliser		
	Fonctionnement	Investissement							Sécurité Hygiène	Rénovation	Extens Autres
		Total							Mise aux normes éclairage du couloir roc	Installation d'un faux plafond rénovation des menuiseries et double vitrage des fenêtres	Réalisation de la couverture de l'entrée et l'accès des sanitaires
SAINT MARTIN BOULOGNE Nazareth	1 507 168,10	0,00	580 439,00	926 729,10	92 672,91	209 589,29	26 534,00	20 958,93			
<b>Total</b>					667 529,18	2 501 331,81	238 481,92	232 506,85			

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction de l'Education et des Collèges  
Service Administratif et Financier

## RAPPORT N°29

Territoire(s): Audomarois, Arrageois, Montreuillois-Ternois, Boulonnais, Lens-Hénin, Calaisis  
Canton(s): AIRE-SUR-LA-LYS, ARRAS-1, BERCK, BOULOGNE-SUR-MER-1, BULLY-LES-MINES, CALAIS-1, BOULOGNE-SUR-MER-2

EPCI(s): C. de Com. Pays d'Opale, C. Urbaine d'Arras, C. d'Agglo. des Deux Baies en Montreuillois, C. d'Agglo. du Boulonnais, C. d'Agglo. de Lens - Liévin, C. d'Agglo. du Calaisis

## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

### REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

#### ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ SOUS CONTRAT - AIDES POUR TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS DANS LES COLLÈGES

Les établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat peuvent obtenir du Département une subvention pour la réalisation de travaux de grosses réparations, dans la limite du dixième des dépenses annuelles de l'établissement (article L.151-4 du code de l'éducation).

Les projets susceptibles d'être retenus au titre de ce programme concernent les interventions suivantes réalisées sur les bâtiments à usage éducatif et administratif :

- Restructuration de bâtiments.
- Aménagement de classes.
- Aménagement de locaux de restauration, à l'exception du matériel.
- Mise en conformité suite au passage de la commission de sécurité (électricité, chauffage, escaliers et cage, alarme incendie).
- Transformation de local.
- Extension de classes.
- Réfection de bâtiments (chauffage, menuiserie, façades...).
- Travaux d'assainissement dans l'enceinte du collège.

Lors de sa réunion du 3 janvier 2000, la Commission permanente a approuvé le modèle de convention à passer entre le Département et les différents établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat, élaboré conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la circulaire du 2 avril 1999.

Le Directeur Diocésain de l'Enseignement Privé Catholique du second degré m'a proposé, le 28 février 2019, une répartition de ces fonds, reprise dans le tableau annexé, au titre du programme 2019, pour 8 dossiers concernant 8 établissements, pour un montant de 238 481,92 €.

Compte-tenu des critères sus-visés, le montant retenu qui vous est proposé

s'établit à la somme de 232 906,85 €.

Ces propositions ont été transmises, conformément à l'article L.151-4 du code de l'éducation, au Conseil académique de l'Education nationale, dont les membres ont émis un avis favorable, joint au présent rapport, le 27 août 2019.

D'autre part, j'ai été destinataire d'une demande complémentaire, reprise dans le tableau annexé, au titre du programme 2018, de 3 dossiers concernant 3 établissements, pour un montant de 109 107,00 €.

Je vous précise que ces propositions ont également fait l'objet d'une transmission au Conseil académique de l'Education nationale qui a émis un avis favorable, joint au présent rapport, le 10 juillet 2018.

Si ces propositions recueillent de votre part un avis favorable, l'aide départementale pour les travaux de grosses réparations dans les établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat serait, pour l'exercice 2019, fixée à 300 000,00 € et décomposée comme suit :

- pour la campagne 2018, à hauteur de 109 107,00 € ;
- pour la campagne 2019, à hauteur d'un acompte de 190 893,00 €, pris sur la base de 232 906,85 €.

Il convient donc de statuer sur cette affaire et le cas échéant :

- d'attribuer 8 subventions à 8 établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat, listés dans le tableau joint, pour le financement des travaux de grosses réparations, au titre de l'article L151-4 du code de l'éducation, pour un montant total de 190 893,00 €, au titre de la campagne 2019, selon les modalités prévues au présent rapport ;
- d'attribuer 3 subventions à 3 établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat, listés dans le tableau joint, pour le financement des travaux de grosses réparations au titre de l'article L151-4 du code de l'éducation, pour un montant total de 109 107,00 €, au titre de la campagne 2018, selon les modalités prévues au présent rapport ;
- et de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les associations de gestion des établissements d'enseignement général du second degré privés sous contrat avec l'Etat concernés, les conventions correspondantes, dans les termes des projets types joints en annexe.

La dépense s'imputerait sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C03-221H01	204221/91221	Travaux de grosses réparations et d'aménagement des collèges privés	300 000,00	300 000,00	300 000,00	0,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - ATELIER CANOPE D'ARRAS - ANNÉE  
2019-2020**

(N°2019-407)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°5 de la Commission Permanente en date du 11/07/2016 « Convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit Atelier Canopé d'Arras » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;



Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 22 000,00 €, au profit de l'atelier CANOPÉ d'ARRAS, au titre de l'année scolaire 2019-2020, dans le cadre du concours apporté à la politique départementale et des contributions au développement des usages des outils numériques au sein des collèges.

**Article 2 :**

La subvention versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C03-283G01	932 // 65738	Subventions aux associations de l'enseignement secondaire et supérieur et colloques	58 000,00	22 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction de l'Éducation et des Collèges  
Service Administratif et Financier

**RAPPORT N°30**

Territoire(s): Tous les territoires  
Canton(s): Tous les cantons des territoires  
EPCI(s): Tous les EPCI des territoires

### **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

#### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - ATELIER CANOPE D'ARRAS - ANNÉE 2019-2020**

Le Centre Départemental de Documentation Pédagogique (C.D.D.P.) du Pas-de-Calais, devenu en 2014 l'Atelier CANOPÉ (création et accompagnement des nouvelles offres pédagogiques en éducation) d'ARRAS, accompagne, dans le cadre de ses missions, les politiques éducatives et numériques développées par le Département.

Afin de donner une plus ample visibilité à l'activité de l'Atelier CANOPÉ d'ARRAS, le transfert de cet établissement, au sein d'un bâtiment départemental situé 37, rue du Temple, à ARRAS, à proximité immédiate du campus universitaire, a été décidé par la Commission permanente, lors de sa réunion du 11 juillet 2016. L'occupation de ces locaux est effective depuis le 1er août 2016.

Cet emménagement permet à l'Atelier CANOPÉ de renforcer ses liens avec les services départementaux et les établissements d'enseignement et de formation présents sur le site. Ses missions permettent d'enrichir in situ l'offre de ressources et de services existant et attirent sur ces lieux un public élargi, au premier rang duquel se situent tout naturellement les enseignants des collèges.

Le partenariat proposé entre le Département et l'Atelier CANOPÉ contribue, aux côtés des équipes éducatives, à la mise en œuvre d'actions dynamisant les usages pédagogiques des outils numériques déployés par le Département dans les collèges du Pas-de-Calais. Les missions et les compétences en expertise pédagogique et en ingénierie de formation de l'Atelier CANOPÉ participent au déploiement des outils numériques dans les collèges (Environnement Numérique de Travail ou usage pédagogique des tablettes). Les médiateurs-formateurs de l'atelier CANOPÉ animent également des ateliers numériques et contribuent ainsi à la réussite éducative des élèves du Département.

Par courrier en date du 11 juillet 2019, l'atelier CANOPÉ a sollicité une aide au fonctionnement auprès du Département, ainsi que la poursuite de la mise à disposition gracieuse des locaux sis 37 rue du Temple à ARRAS. Dans le cadre du partenariat visant à soutenir les missions et les actions de l'atelier, il est proposé de lui accorder une subvention à hauteur de 22 000,00 € pour l'année scolaire 2019-2020.

Le montant proposé tient compte de la mise à disposition à titre gratuit des locaux susvisés, valorisée à 86 000,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'attribuer à l'atelier CANOPÉ d'ARRAS une subvention de fonctionnement, pour l'année scolaire 2019-2020, d'un montant de 22 000,00 €, dans le cadre du concours apporté à la politique départementale et des contributions au développement des usages des outils numériques au sein des collèges.

La dépense sera imputée au budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-283G01	932 // 65738	Subventions aux associations de l'enseignement secondaire et supérieur et colloques	58 000,00	22 000,00	22 000,00	0,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**DOTATION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE AUX SOCIÉTÉS MUSICALES  
ANNÉE 2019**

(N°2019-408)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment ses articles L.216-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°23 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Pas-de-Calais, passeur de cultures 2016-2021 » ;

**Vu** la délibération n°1 du Conseil départemental en date du 25/01/2016 « Pas-de-Calais « Près de chez vous, proche de tous » - Proximité, équité, efficacité – Deux contrats pour réussir le mandat 2015-2021 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

Après en avoir délibéré,

**DONNE ACTE** au Président du Conseil départemental :

**Article unique :**

De la présentation du rapport sur la remise d'instruments de musique à 49 sociétés musicales, listées dans le tableau annexé à la présente délibération, qui sera effectuée au titre de l'année 2019.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



**COMMISSION PERMANENTE**  
**Réunion du 4 novembre 2019**

**Tableau d'attribution d'instruments de musique aux Sociétés Musicales**

COMMUNE	STRUCTURES	INSTRUMENT
ACHICOURT	ECOLE DE MUSIQUE	clarinette
AGNY	UNION MUSICALE	cornet
AIRE-SUR-LA-LYS	BATTERIE FANFARE DU VAL DE LYS	trompette
ALQUINES	ECOLE DE MUSIQUE	piano d'étude numérique
ANNEZIN	ECOLE DE MUSIQUE	saxophone alto
AUCHEL	HARMONIE MUNICIPALE	euphonium
BILLY-BERCLAU	HARMONIE MUNICIPALE	saxophone alto
BREBIERES	REVEIL MUSICAL	saxophone ténor
BRUAY-LA-BUISSIERE	HARMONIE MUNICIPALE	piccolo
BULLY-LES-MINES	ASSOCIATION LE BOCAL	piano d'étude numérique
CAMBLAIN-CHATELAIN	HARMONIE L'AVENIR	piano d'étude numérique
CARVIN	HARMONIE MUNICIPALE	piano d'étude numérique
CONCHIL-LE-TEMPLE	HARMONIE DU VAL D'AUTHIE	euphonium
COULOGNE	HARMONIE MUNICIPALE	saxophone ténor
COURRIERES	HARMONIE HILARITER	cornet
CROISILLES	ORCHESTRE D'HARMONIE	congas
DIVION	ECOLE ET HARMONIE MUNICIPALE	xylophone
DOHEM	UNION MUSICALE DE DOHEM-MAISNIL	euphonium
DOUVRIN	LA DOUVRINOISE	flûte traversière
ECQUES	HARMONIE MUNICIPALE	flûte traversière
EPERLECQUES	LA RENAISSANCE	tuba baryton
ETAPLES	MUSIQUE COMMUNALE	saxophone soprano
FLORINGHEM	CH'TI BRASS	cornet
FOUQUIERES-LEZ-LENS	HARMONIE MUNICIPALE	clarinette
FREVENT	HARMONIE MUNICIPALE	tuba baryton
HAINES	ECOLE DE MUSIQUE	clarinette
HOUDAIN	HARMONIE MUNICIPALE	clarinette
HUCQUELIERS	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE	piano d'étude numérique
IZEL-LES-HAMEAU	HARMONIE LA RENAISSANCE	saxophone alto
LABOURSE	ECOLE ET HARMONIE MUNICIPALE	trombone à coulisse
LAPUGNOY	ECOLE DE MUSIQUE	trompette
LE PORTEL	LA MUSICALE PORTELOISE	euphonium
LIEVIN	LIEVIN ACCORDEONS	clarinette
LIEVIN	SYMPHONIE OUVRIERE DES ACCORDEONISTES LIEVINOIS	accordéon
LOCON	HARMONIE COMMUNALE	saxophone ténor
MARQUION	ECOLE DE MUSIQUE	euphonium
MARQUISE	LA LYRE MARQUISIEENNE	saxophone ténor
MOLINGHEM	FANFARE DE MOLINGHEM-ISBERGUES	saxophone alto
NORTKERQUE	HARMONIE LA CONCORDE	cor d'harmonie
OUTREAU	MUSIQUE MUNICIPALE	trompette
OYE-PLAGE	HARMONIE L'AVENIR	cor d'harmonie
RECQUES-SUR-HEM	FANFARE LES AMIS REUNIS	trompette
RICHEBOURG	BIG BANG SINFONIA	saxophone alto
ROQUETOIRE	HARMONIE FANFARE	clarinette
TINCQUES	UNION MUSICALE	trompette
VAULX-VRAUCOURT	FANFARE LES AMIS REUNIS	euphonium
VERQUIN	HARMONIE MUNICIPALE	bongos
VIMY	ECOLE DE MUSIQUE	saxophone alto
WIMEREUX	HARMONIE MUNICIPALE	clarinette

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes

**RAPPORT N°31**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **DOTATION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE AUX SOCIÉTÉS MUSICALES** **ANNÉE 2019**

La délibération cadre " Près de chez vous, proche de tous ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 25 janvier 2016, a fait du développement culturel, conformément à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales, l'une des priorités du mandat, afin de contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais.

La délibération cadre " Pas-de-Calais, Passeur de Culture 2016-2021 ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, a renforcé, notamment, l'accessibilité à tous de l'enseignement et de la pratique artistique amateur, au sein du Schéma départemental de Développement des Enseignements Artistiques (S.D.D.E.A.), conformément aux articles L.216-2 et L.216-1-2 du Code de l'Education.

Sur ces bases, chaque année, les services départementaux instruisent les demandes de dotation en instruments de musique émanant des sociétés musicales. Ces instruments sont remis par les Conseillers départementaux, le plus souvent à l'occasion de la Sainte-Cécile fin novembre - début décembre.

Le type d'instrument est arrêté en concertation avec les bénéficiaires, en fonction de leurs souhaits et des contraintes de l'enveloppe financière, sous couvert des marchés en cours.

Pour le Département du Pas-de-Calais, il s'agit de permettre à la jeunesse d'avoir facilement accès aux pratiques d'orchestres. Il est donc important de promouvoir les instruments les plus usités au sein des ensembles d'harmonie. Ces instruments d'étude permettent, au fil de l'apprentissage, de développer une pratique amateur laquelle, au terme de la formation, offre au jeune musicien la possibilité d'un choix ou d'une orientation vers des instruments plus rares ou moins essentiels au fonctionnement général de l'orchestre.

C'est la raison pour laquelle il est pertinent de proposer un choix ciblé dans les différents pupitres cuivre et bois et de considérer certains instruments spécifiques comme des instruments relevant de la démarche propre à chaque société.

En 2019, les marchés publics relatifs à cette opération ont été renouvelés pour 2 ans et concernent plusieurs catégories d'instruments (bois, cuivres, saxophones, percussions, claviers et cordes), comme au cours des années précédentes.

Je vous informe, qu'au titre de l'année 2019, une remise d'instruments de musique à 49 sociétés musicales, dans les conditions énoncées dans le tableau annexé, sera effectuée.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AIDE AUX FESTIVALS DE DÉLÉGATION HOMOLOGUÉS PAR LA FÉDÉRATION  
RÉGIONALE DES SOCIÉTÉS MUSICALES**

(N°2019-409)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment ses articles L.216-1-2 et L.216-2 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°1 du Conseil départemental en date 25/01/2016 « Pas-de-Calais près de chez vous, proche de tous – Proximité, Équité, Efficacité – deux contrats pour réussir le mandat 2015-2021 » ;

**Vu** la délibération n°23 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Pas-de-Calais, passeur de culture 2016-2021 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;  
**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer 4 participations financières, pour un montant global de 6 100,00 €, au titre de l'aide aux festivals de délégation homologués par la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais, pour l'année 2019, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

Les bénéficiaires et les montants des participations financières versées en application de l'article 1 sont annexés à la présente délibération.



**Article 3 :**

Les participations financières versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Dépense €
C03-311A03	6568/93311	SDEPA-Structures de rayonnement local	360 000,00	6 100,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## FESTIVALS DE DELEGATION 2019

### Aide aux communes organisatrices d'un festival de délégation en lien avec la Fédération Régionale des Sociétés Musicales

Bénéficiaires	Organisateurs	E.P.C.I.	Canton	Proposition de subvention
Commune d'AUDRUICQ	Musique Municipale d'Audruicq	Communauté de Communes Région d'Audruicq	Marck	1 525,00 €
Commune d'AIRE-SUR-LA-LYS	Harmonie d'Aire-sur-la-Lys	Communauté d'Agglomération du Pays de Saint Omer	Aire-sur-la-Lys	1 525,00 €
Commune d'AUCHY-LES-MINES	Jeunesse Musicale d'Auchy-les-Mines	Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois-Lys, Romane	Douvrin	1 525,00 €
Commune de BEUGIN	Chorale les Tourterelles de Beugin	Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois-Lys, Romane	Bruay	1 525,00 €
			<b>TOTAL</b>	<b>6 100,00 €</b>

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Affaires Culturelles  
Bureau Administratif et Financier

RAPPORT N°32

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AIDE AUX FESTIVALS DE DÉLÉGATION HOMOLOGUÉS PAR LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES SOCIÉTÉS MUSICALES**

La délibération cadre " Près de chez vous, proche de tous ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 25 janvier 2016, a fait du développement culturel, conformément à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales, l'une des priorités du mandat, afin de contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais.

La délibération cadre " Pas-de-Calais, Passeur de Culture 2016-2021 ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, a renforcé, notamment, l'accessibilité à tous de l'enseignement et de la pratique artistique amateur, au sein du Schéma départemental de Développement des Enseignements Artistiques (S.D.D.E.A.), conformément aux articles L.216-2 et L.216-1-2 du Code de l'Education.

Dans ce cadre, Le Département accorde une aide aux communes organisatrices d'un festival de délégation reconnu par la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais. Cette aide financière est fixée, par manifestation, à la somme de 1 525,00 €.

La Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais m'a transmis une liste de communes organisatrices d'un festival de délégation en 2019. Quatre communes, listées dans le tableau ci-annexé, pourraient bénéficier de l'aide départementale, qui s'élèverait, en cas d'accord, au montant total de 6 100,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'attribuer les 4 participations aux bénéficiaires et pour les montants repris au tableau annexé, pour une somme globale de 6 100,00 €, pour l'année 2019, au titre de l'aide aux festivals de délégation homologués par la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais, selon les modalités reprises au présent rapport.

La dépense sera imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-311A03	6568/93311	SDEPA-Structures de rayonnement local	360 000,00	28 982,00	6 100,00	22 882,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : Mme Isabelle LEVENT.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AIDE DÉPARTEMENTALE AUX SOCIÉTÉS DE MUSIQUE AFFILIÉES À LA  
FÉDÉRATION RÉGIONALE DES SOCIÉTÉS MUSICALES**

(N°2019-410)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment ses articles L.216-1-2 et L.216-2 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°23 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Pas-de-Calais, passeur de cultures 2016-2021 » ;

**Vu** la délibération n°1 du Conseil départemental en date 25/01/2016 « Pas-de-Calais près de chez vous, proche de tous – Proximité, Équité, Efficacité – deux contrats pour réussir le mandat 2015-2021 » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;



**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

M. Jean-Claude DISSAUX, intéressé à l'affaire, n'a pris part ni au débat ni au vote.

Mme Isabelle LEVENT intéressée à l'affaire et excusée, n'a pas donné de délégation de vote sur ce rapport.

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'attribuer 194 participations financières aux sociétés musicales affiliées à la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais retenues, pour un montant total de 83 170,00 €, dans le cadre de l'aide départementale aux sociétés de musique affiliées à la Fédération des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais, au titre de l'exercice 2019.

### **Article 2 :**

La participation financière globale visée à l'article 1 est répartie entre les 194 bénéficiaires repris au tableau annexé à la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les modalités d'attribution des participations financières versées en application des articles 1 et 2 sont annexées à la présente délibération.

**Article 4 :**

Les participations financières versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C03-311A03	6568/93311	SDEPA-Structures de rayonnement local	360 000,00	83 170,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 41 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen) Absente sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**AIDE DÉPARTEMENTALE AUX SOCIÉTÉS DE MUSIQUE 2019**

<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>Montant</b>
<b><u>ARRAGEOIS</u></b>	Achicourt	Ecole Municipale de Musique	865,00 €
	Agnez les Duisans	Ecole de Musique Les Raunes	780,00 €
	Agnez les Duisans	Association Musicale Agnezienne	175,00 €
	Anzin-Saint-Aubin	Société Communale de Musique La Cécilienne	1 055,00 €
	Arras	Union Musicale des Cheminots d'Arras	150,00 €
	Arras	Orchestre d'Harmonie	150,00 €
	Aubigny-en-Artois	Harmonie Municipale	150,00 €
	Avesnes-le-Comte	Chorale la Cécilienne	150,00 €
	Avesnes-le-Comte	Harmonie la Cécilienne	300,00 €
	Baralle	Lyre Musicale de Buissy-Baralle	225,00 €
	Beaurains	Harmonie Municipale	1 085,00 €
	Biache St Vaast	Harmonie La Renaissance	790,00 €
	Boiry-Sainte-Rictrude	Harmonie Promotion Jeunesse	695,00 €
	Bucquoy	Génération Musique	745,00 €
	Croisilles	Ecole de Musique et Orchestre d'Harmonie	375,00 €
	Dainville	La Lyre Dainvilloise	150,00 €
	Dainville	Ecole Municipale de Musique	880,00 €
	Dainville	Ensemble Johann Stamitz	175,00 €
	Ecourt-Saint-Quentin	Union Musicale	300,00 €
	Epinoy	Harmonie l'Espérance	200,00 €
	Izel-Les-Hameau	Harmonie La Renaissance	175,00 €
	Mont-Saint-Eloi	Fanfare	150,00 €
	Neuville-Saint-Vaast	Association Musicale	325,00 €
	Saint-Nicolas-lez-Arras	Ecole Municipale de Musique Didier Lockwood	560,00 €
	Sainte-Catherine	Ecole Municipale de Musique	675,00 €
	Tincques	Union Musicale	350,00 €
	Vaulx Vraucourt	L'Harmonie les Amis Réunis	250,00 €
	Vitry en Artois	Fanfare La Lyre	150,00 €
Vitry en Artois	Pena de Valencia	150,00 €	
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>12 180,00 €</b>
<b><u>AUDOMAROIS</u></b>	Aire-sur-la-Lys	Batterie Municipale	200,00 €
	Aire-sur-la-Lys	Harmonie Municipale	675,00 €
	Aire-sur-la-Lys	Batterie Fanfare Val de Lys	300,00 €
	Dohem	Union Musicale de Dohem Maisnil	500,00 €
	Ecques	Harmonie Municipale	225,00 €
	Saint Omer	Harmonie Municipale	450,00 €
	Roquetoire	Harmonie Fanfare	425,00 €
	Wizernes	Harmonie municipale	325,00 €
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>3 100,00 €</b>
<b><u>BOULLONNAIS</u></b>	Condette	Ensemble vocal et instrumental Condetae Cantores	325,00 €
	Dannes	Société Musicale La Dannoise	300,00 €
	Desvres	Amicale Musicale	400,00 €
	Desvres	Les Voix du Caraquet	300,00 €
	Le Portel	La Musicale Porteloise	525,00 €
	Neufchatel-Hardelot	Association Culturelle l'Espérance	650,00 €

	Outreau	Harmonie Municipale	300,00 €
	Outreau	Ecole Municipale de Musique	2 040,00 €
	Pont-de-Briques St Etienne-au-Mont	La Musicale Pont-de-Briques	450,00 €
	Saint-Martin-Boulogne	Le Réveil Musical	300,00 €
	Samer	Harmonie Les Amis de la Musique	225,00 €
	Samer	Ecole Municipale de Musique	650,00 €
	Wimereux	Harmonie Municipale	325,00 €
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>6 790,00 €</b>
<b><u>CALAISIS</u></b>	Audruicq	Musique Municipale	300,00 €
	Calais	Batterie Municipale	200,00 €
	Calais	Harmonie Municipale	400,00 €
	Calais	Variété Jazz du Calaisis	150,00 €
	Coquelles	Association Blue Note Big Band	175,00 €
	Coquelles	Coquelles Accordeon Club	150,00 €
	Guînes	Batterie Fanfare	175,00 €
	Licques	Fanfare	150,00 €
	Marck	Les Amis de l'Accordéon de Marck	325,00 €
	Marck	Harmonie Batterie Municipale	175,00 €
	Nortkerque	Musique Municipale La Concorde	325,00 €
	Saint-Folquin	L'Entente Musicale de Saint-Folquin	475,00 €
	Sangatte	Orchestre d'Harmonie Sangatte-Coquelles	150,00 €
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>3 150,00 €</b>
<b><u>LENS-HENIN</u></b>	Ablain-Saint-Nazaire	Harmonie Municipale	675,00 €
	Aix-Noulette	Harmonie Municipale	695,00 €
	Annay-sous-Lens	Harmonie La Renaissance	395,00 €
	Avion	École Municipale de Musique Emile Van-Herck	475,00 €
	Avion	Chorale Voix sans Frontières	300,00 €
	Billy-Montigny	Société Symphonique	450,00 €
	Bully-les-Mines	Harmonie Municipale	375,00 €
	Bully-les-Mines	Chorale Crescendo	625,00 €
	Bully-les-Mines	Les Gavroches de l'Accordéon	650,00 €
	Bully-les-Mines	Ecole Municipale de Musique	400,00 €
	Bully-les-Mines	Société de Musique Harmonia	190,00 €
	Estevelles	Entente musicale	350,00 €
	Fouquières-lez-Lens	Harmonie Municipale	150,00 €

Fouquières-lez-Lens	Office Municipal de la Culture	640,00 €	
Givenchy-en-Gohelle	Atelier Musical de l'Amicale Laïque	250,00 €	
Grenay	Ecole Municipale de Musique	605,00 €	
Harnes	Harmonie	600,00 €	
Harnes	Accordéon Club Harnésien	175,00 €	
Lens	Harmonie Municipale Orchestre à Vents	150,00 €	
Lens	Chorale Lensoise	175,00 €	
Liévin	Liévin Accordéon	150,00 €	
Liévin	Batterie Fanfare Municipale	150,00 €	
Liévin	Harmonie Municipale	150,00 €	
Liévin	Music All Jazz	150,00 €	
Liévin	Symphonie Ouvrière des Accordéonistes	185,00 €	
Liévin	École Municipale de Musique	600,00 €	
Mazingarbe	Central Club Accordéon	750,00 €	
Méricourt	Harmonie Municipale	1 440,00 €	
Meurchin	Union Musicale	150,00 €	
Noyelles-sous-Lens	École Municipale de Musique Georges Cerf	425,00 €	
Sains-en-Gohelle	Harmonie	150,00 €	
Sallaumines	Ecole Municipale de Musique Arthur Honegger	550,00 €	
Sallaumines	Symphonie Ouvrière des Accordéonistes Sallauminois	200,00 €	
Souchez	Harmonie	650,00 €	
Vendin-le-Vieil	Chorale Vendi'Voix	625,00 €	
Vimy	Ecole de musique	525,00 €	
Wingles	Harmonie Municipale	450,00 €	
Carvin	Trompettes Carvinoises	185,00 €	
Courcelles-les-Lens	Harmonie Communale l'Espérance	520,00 €	
Courrières	Harmonie Hilariter	890,00 €	
Courrières	Harmonie l'Union Fait la Force	940,00 €	
Fourches	Harmonie Municipale	325,00 €	
Dourges	Harmonie Municipale	325,00 €	
Drocourt	Harmonie Municipale l'Avenir	150,00 €	
Evin-Malmaison	La Lyre Evinoise	700,00 €	
Leforest	Harmonie Républicaine les Enfants de Leforest	475,00 €	
Montigny-en-Gohelle	Harmonie Municipale	150,00 €	
Rouvroy	Ecole de Musique Municipale	400,00 €	
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>20 360,00 €</b>
<b>ARTOIS</b>	Allouagne	Musique Municipale	575,00 €
	Auchel	Orchestre d'Harmonie	150,00 €
	Auchel	Club Musical Municipal Auchellois	150,00 €
	Auchy-les-Mines	Jeunesse Musicale	150,00 €



Béthune	Harmonie Municipale	175,00 €
Beugin	Ensemble Vocal Les Tourterelles	300,00 €
Beuvry	Association Odeum	150,00 €
Bruay-la-Buissière	Orchestre Symphonique	150,00 €
Bruay-la-Buissière	Batterie Fanfare Municipale l'Avenir	150,00 €
Bruay-la-Buissière	Harmonie Municipale	150,00 €
Bruay-la-Buissière	Club Musical Andantino	150,00 €
Burbure	Harmonie l'Avenir	300,00 €
Burbure	Ecole Municipale de Musique	1 100,00 €
Busnes	Fanfare Sainte Cécile	175,00 €
Camblain-Châtelain	Chorale La Châtelaine	350,00 €
Camblain-Châtelain	Ecole de Musique l'Avenir	375,00 €
Camblain-Châtelain	Harmonie l'Avenir	300,00 €
Cambrin	Jam's Band	150,00 €
Cuinchy	Harmonie Municipale	965,00 €
Divion	Ecole Municipale de Musique	870,00 €
Divion	Chorale La Clef des Chants	150,00 €
Douvain	Harmonie Municipale La Douvrinoise	525,00 €
Estree-Blanche	Ecole de Musique	495,00 €
Estree-Blanche	Club Musical	300,00 €
Festubert	Ecole Musicale Municipale	300,00 €
Festubert	Association Musicale Municipale	300,00 €
Fresnicourt-Gauchin-Le-Gal	Société Intercommunale de Musique l'Union	540,00 €
Gonnehem	Harmonie Municipale La Joyeuse	375,00 €
Gosnay	Harmonie l'Union Lyrique	450,00 €
Haillicourt	Harmonie Sainte Cécile les Amis Réunis	435,00 €
Haillicourt	Chorale Chant'Chœur	550,00 €
Haillicourt	Association Tutti Sax	300,00 €
Haisnes	Tous en Musique	540,00 €
Houdain	Harmonie Municipale	475,00 €
Houdain	Club Sonora Music	300,00 €
Isbergues	Harmonie Municipale	375,00 €
Labourse	Harmonie Municipale	350,00 €
Labuissière	Harmonie Municipale	150,00 €
Lapugnoy	École Municipale de Musique	845,00 €
Lapugnoy	Harmonie Municipale Echo de la Clarence	475,00 €
Laventie	Ecole Municipale de Musique	575,00 €
Laventie	Harmonie Municipale	575,00 €
Lestrem	Harmonie Municipale	450,00 €
Lillers	Fanfare l'Indépendante de Rieux	150,00 €
Lillers	Harmonie Fanien	150,00 €

Locon	Harmonie Communale	150,00 €	
Lorgies	Chorale Cap Chœur	500,00 €	
Marles-les-Mines	Ensemble Vocal Marles Enchanté	150,00 €	
Marles-les-Mines	Harmonie Municipale	375,00 €	
Noeux les Mines	Chorale Municipale "Vox Cantabile"	725,00 €	
Noeux les Mines	Ecole Municipale de Musique	1 995,00 €	
Noeux les Mines	Orchestre d'Harmonie	875,00 €	
Noyelles-les-Vermelles	Ecole de Musique	510,00 €	
Ourton	Harmonie	300,00 €	
Richebourg	Atelier musical	270,00 €	
Richebourg	Harmonie Big Bang Sinfonia	735,00 €	
Robecq	Harmonie Sainte Cécile	500,00 €	
Sailly-Labourse	Harmonie Municipale La Jeunesse	930,00 €	
Sailly-sur-la-Lys	Harmonie	325,00 €	
Saint-Venant	Harmonie Municipale	350,00 €	
Vermelles	Harmonie Municipale	745,00 €	
Verquigneul	Harmonie Municipale	755,00 €	
Violaines	Association Musicale	1 105,00 €	
Violaines	Les Accordéonistes Violainois	270,00 €	
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>28 530,00 €</b>
<b><u>MONTREUILLOIS</u></b> <b><u>TERNOIS</u></b>	Berck-sur-Mer	Ensemble vocal "Manque Pas d'Airs"	325,00 €
	Blangy-sur-Ternoise	Harmonie Fanfare	300,00 €
	Conchil-le-Temple	Harmonie du Val d'Authie	350,00 €
	Créquy	Fanfare Sainte Cécile	150,00 €
	Etaples	Musique Communale	300,00 €
	Fillièvres	Chorale Amis Chantons Ensemble	300,00 €
	Fressin	Avenir Fressinois	150,00 €
	Fruges	Musique de Fruges	300,00 €
	Fruges	École de Musique Intercommunale	1 055,00 €
	Hesdin	Ecole de Musique de la Communauté de Communes des 7 Vallées	475,00 €
	Hucqueliers	Ecole de Musique Intercommunale du Haut Pays du Montreuillois (Site Hucqueliers)	1 375,00 €
	Lebiez	Avenir Musical de Lebiez-Royon	150,00 €
	Montreuil-sur-Mer	Harmonie Municipale et Ecole de Musique	855,00 €
	Saint Georges	Avenir Musical	300,00 €
	Bours	Eveil Musical de Bours-Marest	300,00 €
	Floringhem	Le Ch'ti Brass	300,00 €
	Frévent	Harmonie Municipale	350,00 €
	Pernes-en-Artois	Harmonie Municipale l' Espérance	400,00 €
	Saint-Pol-sur-Ternoise	Musique Municipale de Saint-Pol-sur-Ternoise	350,00 €
	Saint-Pol-sur-Ternoise	Ecole de Musique du Ternois	975,00 €
<b>Territoire</b>	<b>Commune</b>	<b>Stés Musicales</b>	<b>9 060,00 €</b>

**TOTAL GENERAL : 194 sociétés**

**83 170,00 €**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Affaires Culturelles  
Bureau Administratif et Financier

**RAPPORT N°33**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AIDE DÉPARTEMENTALE AUX SOCIÉTÉS DE MUSIQUE AFFILIÉES À LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES SOCIÉTÉS MUSICALES**

La délibération cadre " Près de chez vous, proche de tous ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 25 janvier 2016, a fait du développement culturel, conformément à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales, l'une des priorités du mandat, afin de contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais.

La délibération cadre " Pas-de-Calais, Passeur de Culture 2016-2021 ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, a renforcé, notamment, l'accessibilité à tous de l'enseignement et de la pratique artistique amateur, au sein du Schéma départemental de Développement des Enseignements Artistiques (S.D.D.E.A.), conformément aux articles L.216-2 et L.216-1-2 du Code de l'Education.

Dans ce cadre, Le Département accorde une aide financière aux sociétés musicales affiliées à la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais, à jour dans le paiement de leur cotisation.

L'aide départementale est calculée en application du barème suivant :

- 150,00 € : prime forfaitaire de fonctionnement ;
- 25,00 € par professeur ;
- 10,00 € par élève reçu aux examens de la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais ;
- 150,00 € par participation à un festival de délégation homologué par la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais (dans la limite de 3 participations).

En 2018, 211 sociétés musicales ont bénéficié de cette aide, d'un montant global de 90 950,00 €.

Pour 2019, 194 sociétés ont formulé une demande de subvention et m'ont transmis les éléments permettant de calculer l'aide départementale, dont la consolidation

représente, en cas d'accord de votre part, un volume financier de 83 170,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'attribuer une participation financière aux 194 sociétés musicales affiliées à la Fédération Régionale des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais retenues, selon les montants et dans les conditions reprises en annexe, pour un montant total de 83 170,00 €, dans le cadre de l'aide départementale aux sociétés de musique affiliées à la Fédération des Sociétés Musicales du Nord/Pas-de-Calais, selon les modalités reprises au présent rapport.

Les dépenses seraient imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-311A03	6568/93311	SDEPA-Structures de rayonnement local	360 000,00	112 152,00	83 170,00	28 982,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AIDES DÉPARTEMENTALES DANS LE DOMAINE CULTUREL**

(N°2019-411)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°23 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Pas-de-Calais, Passeurs de Culture 2016-2021 » ;

**Vu** la délibération n°1 du Conseil départemental en date du 25/01/2016 « Pas-de-Calais « Près de chez vous, proche de tous » - Proximité, équité, efficacité – Deux contrats pour réussir le mandat 2015-2021 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 06/11/2018 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer une aide départementale au titre du fonctionnement d'un montant total de 165 000,00 €, au titre de l'année 2019 dans le domaine culturel.

**Article 2 :**

L'aide départementale globale au titre du fonctionnement visée à l'article 1 de la présente délibération est répartie entre les 10 bénéficiaires, pour les sommes et dans les conditions reprises au tableau annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'attribuer une aide départementale au titre de l'investissement, à la Coupole d'Helfaut, pour un montant de 26 000,00 €, au titre de l'année 2019, dans les conditions précisées au tableau joint à la présente délibération.

**Article 4 :**

Les modalités d'attribution des aides visées aux articles 1 et 3 sont annexées à la présente délibération.

**Article 5 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour les compte du Département, les 2 conventions de partenariat avec le Ballet du Nord - Centre Chorégraphique National de Roubaix Hauts de France et l'Ecole Supérieure de Musique et de Danse Hauts-de-France, dans les termes des projets joints à la présente délibération.



**Article 6 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 et 3 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AP/AE €	CP €	Dépense €
Fonctionnement	C03-311K01	6568/93311	SDEPA - Structures de rayonnement départementale - Participations		862 500,00	68 500,00
Fonctionnement	C03-311Q01	6568/93311	Saison culturelle départementale - Participations		534 000,00	30 000,00
Fonctionnement	C03-311D02	6568/93311	Structures de rayonnement local - Participations		1 575 000,00	14 000,00
Fonctionnement	C03-316A01	6568/93312	La Coupole d'Helfaut		186 000,00	52 500,00
Investissement	C03-301C08	2161/9030	Fonds départemental d'œuvres d'art	135 000,00	77 426,00	26 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## PARTICIPATIONS DANS LE DOMAINE CULTUREL

## 1- Fonctionnement

SOUS PROGRAMME 311K01	BP 2019	SOLDE APRES LA CP DU 3 SEPTEMBRE	PROPOSITION	SOLDE
	862 500	535 000	68 500	466 500

STRUCTURES	DOMAINE	RAYONNEMENT	ATTRIBUTION 2018	BUDGET PREVISIONNEL 2019	DEMANDE 2019	PROPOSITION 2019	AVIS DES SERVICES	COMMENTAIRES
ECOLE SUPERIEURE DE MUSIQUE ET DE DANSE HAUTS-DE-FRANCE	MUSIQUE	DEPARTEMENT	nouveau projet	25 000	20 500	20 500	Aide au fonctionnement	L'Ecole Supérieure de Musique et Danse est un partenaire majeur de la qualification des enseignements artistiques proposés en Pas-de-Calais. Structure partenaire du Département au titre de son Schéma Départemental des Enseignements et des Pratiques Artistiques, elle est habilitée à délivrer le Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien ainsi que le Diplôme d'Etat de professeur de musique. Ce pôle supérieur propose également des formations à la carte en fonction des besoins du territoire et identifiés par le Département et ses partenaires. Il est donc proposé de permettre à l'école d'intervenir auprès de deux territoires ciblés par le schéma pour permettre la structuration et l'harmonisation des enseignements proposés (tous les enseignants des écoles de Béthune-Bruay et de Pays d'Opale). Cette aide départementale permettra également de poursuivre la dynamique engagée pour le développement d'une diversité des pratiques artistiques. au moyen d'un stage de formation de formateurs (25 stagiaires) dédié à la Musique Assistée par Ordinateur qui permettra d'étendre la question du numérique en matière culturelle et à l'échelle départementale (tous les conservatoires sont concernés).
LE BALLET DU NORD - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE ROUBAIX HAUTS-DE-FRANCE	DANSE	DEPARTEMENT	Pas de sollicitation	35 000	35 000	35 000	Aide au fonctionnement	Le Centre Chorégraphique National-Ballet du Nord est l'un des 19 centres créés par le Ministère de la Culture pour assurer des missions de création, diffusion, accueil et formation. Il assure un rôle majeur dans la politique de décentralisation culturelle de l'Etat. Il est proposé d'apporter le concours financier du Département au Ballet du Nord dans le cadre du dispositif départemental Daensités. Dédié aux pratiques chorégraphiques, Daensités vise à consolider la cohérence de l'action départementale en articulant l'aide aux structures culturelles, la saison culturelle départementale et le soutien aux enseignements artistiques. Le Ballet du nord, sous la direction du chorégraphe Sylvain Groud, est un partenaire privilégié du fait de la diversité des créations participatives qu'il propose mais aussi par sa capacité à intervenir auprès de tout type de public. Il est proposé de convenir d'un partenariat de deux années, correspondant au temps restant de l'actuel Schéma Départemental des Enseignements et des Pratiques Artistiques, pour une intervention accrue sur le territoire départemental auprès de ses habitants. Le budget global du CCN s'élève à 2 911 236 €.

CENTRE DE DEVELOPPEMENT CHOREGRAPHIQUE NATIONAL - LE GYMNASE	DANSE	DEPARTEMENT	Pas de sollicitation	13 000	13 000	13 000	Aide au fonctionnement	<p>Le Gymnase fait partie du réseau des centres de développement chorégraphique nationaux (CDCN) qui rassemble aujourd'hui 12 établissements qui jouent un rôle structurant pour le secteur chorégraphique en France, en complémentarité avec les centres chorégraphiques nationaux. Ils inscrivent au centre de leur action le développement de la création chorégraphique et sa rencontre avec les publics. Ils organisent également la présence de la danse sur leur territoire et mettent en œuvre des outils pédagogiques et projets d'action culturelle favorisant le développement de la culture chorégraphique et son appropriation par de larges publics. Il est proposé d'apporter le concours financier du Département au Gymnase dans le cadre du dispositif départemental Daensités et de convenir d'un partenariat pour la saison 2019/2020 afin de sensibiliser les habitants du Pas-de-Calais à la danse et aux nouvelles formes de création (diffusion de spectacles dans des lieux non dédiés, médiations, stages, initiations...) notamment autour de quatre représentations du spectacle <i>Vivace</i> d'Alban Richard, les 23 et 24 mars 2020 à Lillers et Fruges. Le budget global du CDCN s'élève à 1 381 856 €.</p>
--	-------	-------------	----------------------	--------	--------	--------	------------------------	---

SOUS PROGRAMME 311Q01	BP 2019	SOLDE APRES LA CP DU 3 SEPTEMBRE	PROPOSITION	SOLDE
	684 000	220 000	30 000	190 000

STRUCTURES	DOMAINE	RAYONNEMENT	ATTRIBUTION 2018	BUDGET PREVISIONNEL 2019	DEMANDE 2019	PROPOSITION 2019	AVIS DES SERVICES	COMMENTAIRES
CONCERT DE POCHE	MUSIQUE	LENS-HENIN	Pas de sollicitation	17 500	3 000	3 000	Aide au projet	Les concerts de poche s'associent à la ville de Sallaumines durant la saison 2019-2020 pour proposer un projet sur le chant choral en lien avec l'école de musique, les quartiers politique de la ville, l'association l'avenir des cités et le collège. Ce projet comportera 8 ateliers « musiques en chantier » pour sensibiliser les associations et habitants de la ville à la musique classique et un atelier chant choral tout au long de l'année avec la professeure de chant de l'école de musique sur les quartiers politiques de la ville en partenariat avec l'association l'Avenir des cités qui travaille avec des adolescents en situation de décrochage scolaire. Une restitution finale se déroulera en amont du concert prévu le 30 mai 2020 avec « deux mezzos sinon Rien » avec Karine DESHAYES et Delphine HAIDAN (mezzo soprano) et à l'occasion de la fête de la musique. La contribution de la ville de Sallaumines se porte à 8 000 euros.
CULTURE COMMUNE	ARTS DE LA SCENE	LENS-HENIN	nouveau projet	19 738	10 000	10 000	Aide au projet	Porté par Culture Commune et construit en co-réalisation logistique et financière avec l'Escapade, ce projet 2019-2021 porte sur les écritures contemporaines pour la jeunesse avec l'autrice Sarah CARRE et se déroule au bénéfice de 4 collèges du territoire et de structures relais telles que la Maison des Adolescents ou les foyers d'accueil de jour... Il fait écho au travail entrepris au sein d'Artoiscope. Il s'agit de faire entendre la voix d'une autrice d'aujourd'hui, susciter la rencontre avec les plus jeunes notamment les adolescents, rendre vivante la création artistique et ses processus. 5 volets ponctuent ce projet allant de la résidence de l'autrice au sein d'ateliers d'écritures et radiophoniques, la diffusion d'une des créations de Sarah CARRE, la transmission avec une dimension participative au cours de la pièce, puis l'accompagnement de la commande d'écriture sur la thématique des liens familiaux (pour un public de collégiens), jusqu'à l'édition et la création. Travailler avec des auteurs permet d'avoir une autre approche de l'écrit et de pouvoir aborder différemment les questions relatives à l'illettrisme.
MAISON DE L'ART ET DE LA COMMUNICATION	ARTS PLASTIQUES	LENS-HENIN	nouveau projet	54 000	12 000	12 000	Aide au projet	En 2012, Marie Odile Candas Salmon, plasticienne Lilloise, a fait don à la Ville de Sallaumines de dix œuvres majeures monumentales qui sont au coeur cette rétrospective organisée grâce au prêt, par la ville de Lens, des locaux de l'ancienne Banque de France. L'exposition dure du 19 septembre au 19 décembre sur deux sites (Banque de France de Lens et galerie de la MAC de Sallaumines) et est le fruit du travail de conception du commissaire d'exposition Jean-Louis Accettonne, recruté en 2016, qui a pu travailler avec Madame Candas Salmon sur la perception et la scénographie des oeuvres, avant le décès de cette dernière.
COMMUNAUTE DE COMMUNES OSARTIS MARQUION	SAISON CULTURELLE INTERCOMMUNALE	ARRAGEOIS	20 000	59 460	20 000	5 000	Aide au projet	Ajustement lié à l'arrêt temporaire de la saison culturelle intercommunale. Consécutivement à la vacance de poste du responsable du service culture de janvier à mai, le programme prévisionnel de diffusion et de médiation de la saison culturelle intercommunale n'a pas été mis en œuvre. La reprise en septembre du volet de diffusion de la saison sous une forme moins dense (4 spectacles, 5 représentations) traduit toutefois la volonté de la Communauté de Communes de reposer les bases d'une saison. Dans cette perspective de retour à une situation normale, il est proposé d'accompagner la Communauté de Communes dans cette année de transition afin de ne pas fragiliser la dynamique culturelle du territoire.

SOUS PROGRAMME 311D02	BP 2019	SOLDE APRES LA CP DU 3 SEPTEMBRE	PROPOSITION	SOLDE
	1 575 000	146 500	14 000	132 500

STRUCTURES	DOMAINE	RAYONNEMENT	ATTRIBUTION 2018	BUDGET PREVISIONNEL 2019	DEMANDE 2019	PROPOSITION 2019	AVIS DES SERVICES	COMMENTAIRES
TIRE LAINE	MUSIQUE	DEPARTEMENT	7 000	NA	NA	7 000	Aide au fonctionnement	<b>Régularisation 2018 - Subvention accordée à la CP 14 mai 2018 et non versée.</b>
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUMBRES	ARTS PLASTIQUES	AUDOMAROIS	7 000	20 000	7 000	7 000	Aide au projet	Suite à l'annulation du projet de 3ème festival d'art singulier, réaffectation de la subvention de 7 000 € attribuée à celui-ci par la Commission Permanente du Conseil départemental, lors de sa réunion du 13 mai 2019, au profit d'un nouveau projet de résidence d'artiste d'une durée de 10 jours en décembre intitulée "Carrément papiers" au sein de la maison du papier d'Esquerdes et au bénéfice de la population (ateliers, performances, exposition...).

SOUS PROGRAMME 316A01	BP 2019	SOLDE APRES LA CP DU 3 SEPTEMBRE	PROPOSITION	SOLDE
	816 000	100 216	52 500	47 716

STRUCTURES	DOMAINE	RAYONNEMENT	ATTRIBUTION 2018	BUDGET PREVISIONNEL 2019	DEMANDE 2019	PROPOSITION 2019	AVIS DES SERVICES	COMMENTAIRES
LA COUPOLE	MUSEE	AUDOMAROIS	nouveau projet	75 000	52 500	52 500	Aide au projet	Il est proposé un soutien à l'EPCC la Coupole d'Helfaut pour la réalisation de l'exposition "Cap sur la Lune : des défis et des hommes », qui, du 6 juillet 2019 au 31 juillet 2020 permet aux habitants, scolaires et touristes de commémorer le 50ème anniversaire de cet exploit tant humain que scientifique qu'est la premier pas humain sur la Lune le 21 juillet 1969. Rappelant les origines et les fondamentaux de la conquête spatiale, l'exposition est composée de trois parties qui abordent le défi technologique et scientifique de très haut niveau et le "Moon Hoax" (théorie selon laquelle l'homme n'est jamais allé sur la Lune), l'affrontement URSS-Etats-Unis ainsi qu'une partie où le visiteur pourra contempler des photographies grand format de la Terre vue de la Lune et de la Lune vue de la Terre. Un nouveau film 3D diffusé au planétarium complète l'exposition.

## 2-Investissement

SOUS PROGRAMME 301C08	BP 2019	SOLDE APRES LA CP DU 3 SEPTEMBRE	PROPOSITION	SOLDE
	135 000	77 426	26 000	51 426

STRUCTURES	DOMAINE	RAYONNEMENT	ATTRIBUTION 2018	BUDGET PREVISIONNEL 2019	DEMANDE 2019	PROPOSITION 2019	AVIS DES SERVICES	COMMENTAIRES
LA COUPOLE	MUSEE	AUDOMAROIS	nouveau projet	26 000	26 000	26 000	Aide à l'acquisition	Pour compléter l'exposition "Cap sur la Lune" et consolider durablement les collections de la Coupole liées à la conquête spatiale, l'EPCC a l'opportunité d'acquérir une réplique à l'échelle 1 (taille réelle) du LEM (Lunar Excursion Module), le module lunaire de la mission Apollo 11 ayant embarqué Buzz Aldrin et Neil Armstrong depuis le module de commande vers la surface de la Lune. Cette acquisition contribue à conforter l'intérêt et l'attractivité de la Coupole d'Helfaut.



**CONVENTION DE PARTENARIAT DURABLE 2020 / 2021**  
**Le Ballet du Nord - Centre Chorégraphique National de Roubaix Hauts de France**

**Entre :**

- **le DÉPARTEMENT du PAS-DE-CALAIS,**

collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le N° 226 200 012, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil Départemental en vertu de la délibération de la Commission Permanente du 04 novembre 2019.

Ci-après désigné : « **le Département** »,

D'une part ;

**et :**

- **Le Ballet du Nord - Centre Chorégraphique National de Roubaix Hauts de France,** dirigé par Monsieur Sylvain Groud, association loi de 1901, présidée par Monsieur Luc Doublet, et dont le siège est situé Colisée – Théâtre de Roubaix, 33 rue de l'Épeule, BP 65, F-59052 Roubaix

Ci-après désignée : « **le CCN** »

D'autre part.

Vu : Le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L3211-1, L3221-1, L1611-4

Vu : La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits de citoyens, et notamment son article 10 ;

Vu : Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu : Le règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu : Le budget Départemental pour l'exercice 2019 ;

Vu : La délibération de la Commission Permanente en date du 4 novembre 2019,

Considérant que, conformément aux orientations fixées par le Département à l'occasion du vote du Budget Primitif le 17 décembre 2018 , le partenariat doit faire l'objet d'une contractualisation plus précise sur les objectifs et sur la nature des projets soutenus ;

Vu la délibération du 4 novembre 2019, de la Commission Permanente du Conseil départemental précisant l'objet du conventionnement triennal et ses objectifs généraux ;

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le Département défend le service public de la Culture et de l'Éducation. Il est contributeur à un accès à la culture pour tous aux côtés de l'État et des autres collectivités. Il rappelle que la démocratisation culturelle passera par une ambition puissante d'éducation artistique en temps scolaire et d'enseignements artistiques et de pratiques culturelles de qualité hors temps scolaire. Il défend donc un « accès à la culture pour tous » (Projet Stratégique Départemental 2008-2020) par l'excellence artistique couplée à l'ambition d'une médiation culturelle émancipatrice et critique, comme l'ont défendue les pionniers de l'éducation populaire. Il ne soutient pas une « culture pour chacun » mais une culture pour un meilleur « vivre ensemble » au sein de la cité. Il souligne que le partenariat avec les acteurs artistiques et culturels est indispensable et se construit ensemble sur des bases éthiques, notamment celles de la liberté de penser et de créer. Il tient compte des autres partenaires publics des structures/collectivités avec qui il conventionne et demande en retour à ces partenaires de s'inscrire dans la dynamique du Schéma des Enseignements et Pratiques Artistiques tout autant que dans sa stratégie de développement territoriale. En effet, le Département bâtit ses stratégies d'opérationnalité culturelle selon des opportunités territoriales (diffusion, médiation) et des sites et équipes qu'il gère en propre dans un esprit de complémentarité de l'offre sur les territoires concernés. Les délibérations cadres « Près de chez vous, proche de tous » du 25 janvier 2016 « Passeur de cultures 2016 – 2021 » font du développement culturel l'une des priorités du mandat pour contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais.

En ce sens, le Guide des Aides Culturelles du Conseil départemental, en lien avec le Schéma des Enseignements et des Pratiques Artistiques, permet au Département du Pas-de-Calais d'assurer la cohérence entre les offres qu'il propose et accompagne et la diversité des pratiques artistiques qu'il favorise. C'est pourquoi le Département a souhaité mettre l'accent sur votre contribution au développement d'une citoyenneté territoriale en faveur des arts et de la culture pour deux années : 2020 et 2021. Les aides cibleront les projets validés conjointement et qui placent le public au cœur du processus de partage des œuvres artistiques et qui favorisent des accès différenciés. Les actions en faveur de la mixité des publics, du droit à la différence et à la reconnaissance de l'altérité seront encouragées. Tout ce qui peut donner des outils pour une pratique artistique collective de qualité, fondée sur des objectifs d'apprentissage citoyen, sera privilégié. Une évaluation partagée permettra chaque année de mesurer l'impact des projets initiés en termes quantitatifs et qualitatifs.

**La projet artistique et culturel du CCN :**

**A compléter par la structure**

**Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1er : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION :**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et « le CCN », pour la mise en œuvre des actions définies à l'article 2.

**ARTICLE 2 : NATURE DES ACTIONS SUBVENTIONNÉES :**

Le concours financier du Département est apporté au « CCN » dans le cadre du dispositif départemental *Daensités*. Dispositif dédié aux pratiques chorégraphiques, *Daensités* vise à consolider la cohérence de l'action départementale en articulant à la fois l'aide aux équipements et structures culturelles, la saison culturelle départementale et le soutien aux enseignements artistiques.

La subvention départementale est ainsi accordée pour la mise en œuvre de projets artistiques et culturels en fonction des modalités suivantes :

**I. Pratique amateur et territoires**

Sur le principe du dispositif *Danse et Vous !* proposé par « le CCN » et de la dynamique départementale de structuration territoriale des pratiques chorégraphiques, des actions de sensibilisation seront menées sur des territoires ciblés par le Département du Pas-de-Calais (villes et / ou EPCI partenaires) et en accord avec « le CCN ».

Il s'agira d'actions de décentralisation et de développement de la danse par le biais de sensibilisation par la pratique chorégraphique proposées par « le CCN », en accord avec le Département, et conduites par des danseurs du « CCN ». Ces actions seront dédiées aux collégiens mais pourront également être tout public et privilégier le lien intergénérationnel.

Ces actions seront menées en fonction des besoins du territoire et des partenaires ciblés et en écho à l'une ou plusieurs créations issues du répertoire de Sylvain Groud. Ces dernières choisies en lien avec le Département du Pas-de-Calais et en cohérence avec la Saison Culturelle Départementale.

**II. Enseignements artistiques et masterclass**

Engagé sur la question des enseignements artistiques, le Département a défini un cadre partagé dédiée aux développement des enseignements artistiques : le Schéma Départemental des Enseignements et des Pratiques Artistiques (SDEPA). Adopté par le Conseil départemental du 18 décembre 2017, le 5ème schéma départemental s'engage notamment à « encourager la diversité des pratiques et favoriser l'émergence de nouvelles esthétiques » au sein des établissements d'enseignements.

A ce titre, des actions, rencontres, master class et / ou stages seront organisés sur les territoires ciblés selon le mode opératoire précisé en partie I. Elles seront uniquement destinées aux élèves d'établissements d'enseignements artistiques et leurs enseignants. La nature de ces actions sera définie par « le CCN » en concertation avec l'établissement bénéficiaires et le Département.

### III. Diffusion et créations

« Le CCN » propose de nombreuses créations artistiques issues du répertoire de Sylvain Groud. Certaines formes participatives ainsi que des créations « tout terrain » (peu de besoins techniques, un effectif réduit de danseurs, etc.) seront privilégiées au titre de la présente convention.

Ces dernières seront proposées par « le CCN » en fonction de la nature des projets conjointement définis. Une à deux formes pourront faire l'objet d'une diffusion au titre d'un même projet, en fonction des besoins et en concertation avec les structures partenaires issues du territoire.

Ce volet de la convention pourra faire l'objet d'une concertation avec des équipements de diffusion de spectacles. Le Département pourra, de façon exceptionnelle, participer de manière complémentaire à la prise en charge de la diffusion de créations de Sylvain Groud aux côtés des structures de diffusion le cas échéant.

#### **ARTICLE 3 : PÉRIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION :**

La présente convention s'applique pour la période allant du **de sa signature au 31 décembre 2021 inclus en prenant en compte les saisons 2019/2020 et 2020/2021.**

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa notification par le Département au « CCN » après signature. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

#### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS du « CCN » :**

- I. « Le CCN » s'engage à réaliser son activité dans les conditions définies dans la présente convention, et à affecter le montant de la subvention au financement de son activité telle que décrite à l'article 2.

« Le CCN » s'engage à fournir au Département les comptes rendus des Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Plus généralement « Le CCN » s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle de l'activité subventionnée et à accepter le contrôle des services du Département.

- II. « Le CCN » s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et des comptes de l'exercice écoulé. En outre, il s'engage à communiquer tous documents faisant connaître les résultats de son activité et permettant notamment, d'établir un compte-rendu de l'emploi de la subvention (production de rapport d'activité, revue de presse, bilan, etc.).

Le compte-rendu de l'emploi de la subvention devra être adressé au Département dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice.

Les documents comptables devront être produits au Département avant le 31 mai de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

**ARTICLE 5 : COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE :**

Lors de toute communication écrite ou orale, au public, aux partenaires culturels ou institutionnels et aux médias, relative à l'activité subventionnée, « **Le CCN** » s'engage à faire connaître, de manière précise et lisible le soutien du Département (logotype à télécharger sur le site du Conseil départemental et la mention « avec le soutien du Département du Pas-de-Calais »).

**ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE :**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention sera effectué par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. « **Le CCN** » doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation de l'activité subventionnée.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré par les services de l'Etat dans l'exercice de leurs propres compétences.

**ARTICLE 7 : MONTANT ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION :**

Afin de soutenir « **le CCN** » dans la réalisation des projets définis à l'article 2 de la présente convention, le Département versera à l'association une subvention annuelle d'un montant de **35 000 € (trente-cinq mille euros)** pour l'année 2019.

Cet engagement sur deux années est soumis au principe de l'annualisation budgétaire et du vote du budget par le département.

Pour chaque année budgétaire, « **le CCN** » adressera un dossier de demande de subvention au Département (à fournir au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année pour l'exercice suivant) comprenant une présentation des opérations envisagées consolidée par un budget détaillé.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas être utilisées par la structure pour apporter des subventions à d'autres personnes morales, ou pour un objet différent de celui pour lequel elles ont été attribuées.

**ARTICLE 8 : MODALITES DE SUIVI ANNUEL ET D'EVALUATION :**

L'évaluation propose les indicateurs partagés suivants :

- Recensement et diversité des actions de proximité;
- Evaluation partagée du respect du cadre d'activités définies à l'article 2;
- Recensement et nature des partenariats développés ;
- Recensement du nombre de participants au projets et de leur diversité ;

SCHÉMA DES ENSEIGNEMENTS ET PRATIQUES ARTISTIQUES 2018-2020

- Un rendez-vous annuel est organisé avec les services de la Direction des Affaires Culturelles, coordonné par la Chargée de Mission des enseignements et pratiques artistiques en lien avec les Chargé(e)s de mission culture des territoires ciblés.

**ARTICLE 9 : MODALITES DE MODIFICATION :**

Les changements de Présidence et de direction du « CCN » feront l'objet d'une information auprès du Département. Une réunion de concertation avec les nouveaux dirigeants sera organisée entre les deux parties, dans les trois mois suivants ces changements.

Les modifications qui pourraient être apportées à la présente convention par l'une des parties, devront faire l'objet d'une information préalable et d'une réunion de travail entre les parties contractantes (voir article 11).

Elles feront l'objet d'un avenant signé par les parties.

**ARTICLE 10 : MODALITES DE RENOUVELLEMENT :**

Le renouvellement de la présente convention doit être expresse. Comme indiqué à l'article 3, aucun renouvellement tacite ne peut être présumé. Les modalités de ce renouvellement, qu'il soit à l'identique ou différent, doivent faire l'objet d'une réunion de travail au minimum six mois avant la date d'expiration de la présente convention.

**ARTICLE 11 : AVENANT :**

Un avenant à la présente convention pourra être ajouté :

- en cas de remise en cause générale ou partielle, des actions et / ou des financements, de la présente convention pluriannuelle ;
- pour tout nouveau projet ne correspondant pas aux actions partagées définies à l'article 2.

**ARTICLE 12 : MODALITÉS DES PAIEMENTS :**

Le Département procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) sur le compte bancaire suivant :

N° .....

Ouvert au nom de «.....»,

Dans les écritures de .....

La notification annuelle de subvention précisera les intitulés exacts des actions retenues en référence à l'article 2.

« Le CCN » reconnaît être avertie que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de Caisse d'Epargne (R.I.C.E.).



**ARTICLE 13 : RÉSILIATION :**

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département si « le CCN » cessait l'activité pour laquelle elle est subventionnée.

Les dirigeants du « CCN » seront entendus préalablement.

La résiliation prendra effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne comptera pas. Ce délai ne sera pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

**ARTICLE 14 : REMBOURSEMENT :**

Il sera demandé au « CCN » de procéder au remboursement total ou partiel de la subvention Départementale, s'il s'avère, après versement, que celle-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

Remboursement total, notamment :

- Dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau du « CCN » ou, dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la subvention Départementale ;
- ou, dès lors qu'il sera établi que le « CCN » ne valorise pas le partenariat du Département.

Remboursement partiel, notamment :

- Dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que « le CCN » a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

**ARTICLE 15 : VOIES DE RECOURS :**

En cas de difficulté, les parties tenteront de trouver une solution amiable. A défaut, le litige sera porté devant le tribunal administratif de LILLE.

**Fait en deux exemplaires originaux,**

À Roubaix, le  
**Le Président du Ballet du Nord -  
Centre Chorégraphique National de  
Roubaix Hauts de France,**  
Monsieur

Signature

À Arras, le  
**Le Président du Département du  
Pas-de-Calais,**  
Monsieur Jean-Claude LEROY

Signature

PROJET

CONVENTION DE PARTENARIAT ESMD

Entre :

- **le DÉPARTEMENT du PAS-DE-CALAIS,**

collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le N° 226 200 012, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil Départemental en vertu de la délibération de la Commission Permanente du 04 novembre 2019.

Ci-après désigné : « **le Département** »,

D'une part ;

et :

- **L'ÉCOLE SUPÉRIEURE MUSIQUE ET DANSE HAUTS-DE-FRANCE - LILLE,**

dirigée par Monsieur Bruno Humetz, association régie par la loi de 1901, et présidée par Monsieur Jean-Claude CASADESUS et dont le siège est situé rue Alphonse Colas 59000 LILLE, SIRET : 53867582800015 Code APE/NAF 8552Z,

Ci-après désignée : « **ESMD** »

D'autre part.

Vu : Le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L3211-1, L3221-1, L1611-4

Vu : La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits de citoyens, et notamment son article 10 ;

Vu : Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu : Le règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu : Le budget Départemental pour l'exercice 2019 ;

Vu : La délibération de la Commission Permanente en date du 4 novembre 2019,

Considérant que, conformément aux orientations fixées par le Département à l'occasion du vote du Budget Primitif le 17 décembre 2018, le partenariat doit faire l'objet d'une contractualisation plus précise sur les objectifs et sur la nature des projets soutenus ;

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La délibération cadre « Près de chez vous, proche de tous » du 25 janvier 2016 fait du développement culturel une des priorités du mandat, afin de contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais. La délibération cadre « Passeur de cultures 2016-2021 » renforce quant à elle les engagements et les actions du Département dans le domaine culturel.

Le Département a construit ses axes de développement autour d'une politique culturelle forte reposant sur :

- Un Schéma départemental des Enseignements et Pratiques Artistiques qui propose un cadre partagé et fixe ses grandes orientations en matière d'enseignements artistiques (SDEPA 2018-2020).
- Une Saison Culturelle Départementale étendue à l'ensemble du Pas-de-Calais et nourrie par tous les acteurs culturels
- Un Guide des Aides qui formalise l'ensemble de ses actions d'accompagnement à la création et au développement culturel.

Indispensables à la politique culturelle départementale, des partenariats avec divers acteurs artistiques et culturels sont mis en place et construits sur des bases éthiques.

De fait, outre la convention de partenariat d'ores et déjà établit pour la période 2018-2020, le Département a souhaité renforcer votre contribution au développement et à la qualification des enseignements artistiques de son territoire pour l'année 2019-2020. Les aides cibleront les projets validés conjointement et qui placent les enseignants du territoire dont les établissements sont inscrits au SDEPA, au cœur des actions de formation menées.

**LE PROJET CITOYEN ARTISTIQUE ET CULTUREL DE L'ESMD**

L'association ESMD est habilitée à délivrer les diplômes suivants :

- Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM)
- Diplôme d'Etat de professeur de musique (DE)

Elle est également habilitée à la préparation au diplôme d'Etat de professeur de danse classique et contemporaine.

**Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1er : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION :**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'ESMD pour la mise en œuvre des actions définies à l'article 2.

**ARTICLE 2 : NATURE DES ACTIONS SUBVENTIONNÉES :**

SCHÉMA DES ENSEIGNEMENTS ET PRATIQUES ARTISTIQUES 2018-2020

Le concours financier du Département est apporté à l'**ESMD** pour l'organisation et la mise en œuvre concertée de :

- I. Un stage « Musique Assistée par Ordinateur » à destination des enseignants évoluant au sein des conservatoires inscrits au Schéma des Enseignements et des Pratiques Artistiques. Trois sessions de formation seront proposées à destination d'enseignants venant de l'ensemble du territoire départemental sur la base du volontariat. Cette dernière aura pour objectif de permettre aux participants d'approfondir leur connaissance du logiciel Ableton Live et de les autonomiser dans leur pratique d'enseignement et de création.
- II. Une stage « Formation musicale » à destination des enseignants de l'école intercommunale de musique de la Communauté de Communes du Pays d'Opale. Cette formation mettra en lumière les fondamentaux de la formation musicale par le biais de différents outils pédagogiques afin de varier les apprentissages.
- III. Une formation globale dédiée aux enseignants du Conservatoire de Béthune-Bruay. Cette formation aura pour vocation de permettre l'harmonisation des cours dispensés dans l'établissement et, le cas échéant, la validation d'Unités d'Enseignements.

**ARTICLE 3 : PÉRIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION :**

La présente convention s'applique pour la période allant du de **sa signature au 30 juin 2020** inclus en prenant en compte la saison **2019/2020**.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa notification par le Département à l'**ESMD** après signature. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS de l'ESMD :**

- I. **L'ESMD** s'engage à réaliser son activité dans les conditions définies dans la présente convention, et à affecter le montant de la subvention au financement de son activité telle que décrite à l'article 2.

**L'ESMD** s'engage à fournir au Département les comptes rendus des Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Plus généralement **L'ESMD** s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle de l'activité subventionnée et à accepter le contrôle des services du Département.

- II. **L'ESMD** s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et des comptes de l'exercice écoulé. En outre, il s'engage à communiquer tous documents faisant connaître les résultats de son activité et permettant notamment, d'établir un compte-rendu de l'emploi de la subvention (production de rapport d'activité, revue de presse, bilan, etc.).

Le compte-rendu de l'emploi de la subvention devra être adressé au Département dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice.

Les documents comptables devront être produits au Département avant le 31 mai de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

**ARTICLE 5 : COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE :**

Lors de toute communication écrite ou orale, au public, aux partenaires culturels ou institutionnels et aux médias, relative à l'activité subventionnée, l'**ESMD** s'engage à faire connaître, de manière précise et lisible le soutien du Département (logotype et la mention « avec le soutien du Département du Pas-de-Calais »).

**ARTICLE 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE :**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention sera effectué par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place l'**ESMD** doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation de l'activité subventionnée.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré par les services de l'État dans l'exercice de leurs propres compétences.

**ARTICLE 7 : MONTANT ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION :**

Afin de soutenir l'**ESMD** dans la réalisation des projets définis à l'article 2 de la présente convention, le Département versera à l'association une subvention d'un montant de ..... € (..... euros) sur la période d'application de la présente convention. Le montant de cette aide comporte les stage MAO ainsi que 50 % du coût global des formations mises en place au sein des deux territoires ciblés cités à l'article 2.

Cet engagement est soumis au principe de l'annualisation budgétaire et du vote du budget par le département.

L'**ESMD** adressera un dossier de demande de subvention au Département (à fournir au plus tard le 1er septembre de l'année pour l'exercice suivant) comprenant une présentation des opérations envisagées consolidée par un budget détaillé.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas être utilisées par la structure pour apporter des subventions à d'autres personnes morales, ou pour un objet différent de celui pour lequel elles ont été attribuées.

**ARTICLE 8 : MODALITÉS DE SUIVI ANNUEL ET D'ÉVALUATION :**

Une évaluation partagée propose les indicateurs partagés suivants :

- Résultat des évaluations des stagiaires (tableau d'analyse acquis/non acquis, etc.)
- Niveau de participation des stagiaires tout au long du stage (présence, absentéisme, etc.) ;



- Niveau d'autonomie quant à la pratique MAO (collectivités de rattachement des stagiaires).
- Evolution des apprentissages au sein des établissements ciblés.
- Validation D'UE

**ARTICLE 9 : MODALITÉS DE MODIFICATION :**

Les changements de Présidence et de direction de l'ESMD feront l'objet d'une information auprès du Département. Une réunion de concertation avec les nouveaux dirigeants sera organisée entre les deux parties, dans les trois mois suivants ces changements.

Les modifications qui pourraient être apportées à la présente convention par l'une des parties, doivent faire l'objet d'une information préalable et d'une réunion de travail entre les parties contractantes (voir article 11).

Elles feront l'objet d'un avenant signé par les parties.

**ARTICLE 10 : MODALITES DE RENOUVELLEMENT :**

Le renouvellement de la présente convention doit être expresse. Comme indiqué à l'article 3, aucun renouvellement tacite ne peut être présumé. Les modalités de ce renouvellement, qu'il soit à l'identique ou différent, doivent faire l'objet d'une réunion de travail au minimum trois mois avant la date d'expiration de la présente convention.

**ARTICLE 11 : AVENANT :**

Un avenant à la présente convention pourra être ajouté :

- en cas de remise en cause générale ou partielle, des actions et / ou des financements, de la présente convention pluriannuelle ;
- pour tout nouveau projet ne correspondant pas aux actions partagées définies à l'article 2.

**ARTICLE 12 : MODALITÉS DES PAIEMENTS :**

Le Département procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) sur le compte bancaire suivant :

N° 16275 00600 08000473609 36

Ouvert au nom de « ESMD »,

Dans les écritures de la Caisse d'Epargne.

La notification annuelle de subvention précisera les intitulés exacts des actions retenues en référence à l'article 2.

L'ESMD reconnaît être avertie que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de Caisse d'Epargne (R.I.C.E.).

**ARTICLE 13 : RÉSILIATION :**

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département si l'**ESMD** cessait l'activité pour laquelle elle est subventionnée.

Les dirigeants de l'**ESMD** seront entendus préalablement.

La résiliation prendra effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne comptera pas. Ce délai ne sera pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

**ARTICLE 14 : REMBOURSEMENT :**

Il sera demandé à l'**ESMD** de procéder au remboursement total ou partiel de la subvention Départementale, s'il s'avère, après versement, que celle-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

Remboursement total, notamment :

- Dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'**ESMD** ou, dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la subvention Départementale ;
- ou, dès lors qu'il sera établi que l'**ESMD** ne valorise pas le partenariat du Département.

Remboursement partiel, notamment :

- Dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'**ESMD** a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

**ARTICLE 15 : VOIES DE RECOURS :**

En cas de difficulté, les parties tenteront de trouver une solution amiable. A défaut, le litige sera porté devant le tribunal administratif de LILLE.

**Fait en deux exemplaires originaux,**

À Lille, le  
**Le Président de l'ESMD,**  
Monsieur Jean-Claude Casadesus  
**Signature**

À Arras, le  
**Le Président du Département du**  
**Pas-de-Calais,**  
Monsieur Jean-Claude LEROY  
**Signature**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Affaires Culturelles  
Bureau Administratif et Financier

**RAPPORT N°34**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AIDES DÉPARTEMENTALES DANS LE DOMAINE CULTUREL**

La délibération cadre " Près de chez vous, proche de tous ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 25 janvier 2016, a fait du développement culturel, l'une des priorités du mandat, afin de contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais.

La délibération cadre " Pas-de-Calais, Passeur de Culture 2016-2021 ", adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, a, conformément à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales, renforcé, notamment, le développement de l'accompagnement départemental, en coordonnant l'irrigation des territoires, en renforçant les partenariats avec les structures et les acteurs culturels et en assurant une excellence culturelle plurielle et accessible à tous, tant dans les pratiques, les enseignements et les diffusions.

Cette orientation politique préserve les acteurs culturels, qui entrent dans une logique de professionnalisation et de création, favorisant ainsi l'inscription de leurs actions dans la durée.

Il vous est proposé, dans ce cadre, d'étudier les 11 demandes d'aide départementale dans le domaine culturel qui m'ont été adressées, reprises dans le tableau annexé. En cas d'accord de votre part, ces sollicitations représenteraient pour le Département un engagement financier global de 191 000,00 €, au titre de 2019.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer 10 aides départementales au titre du fonctionnement, aux bénéficiaires, pour les sommes et dans les conditions précisés au tableau annexé, pour un montant total de 165 000,00 €, au titre de l'année 2019, selon les modalités reprises au présent rapport ;
- d'attribuer une aide départementale au titre de l'investissement, à la Coupole d'Helfaut, pour un montant de 26 000,00 €, au titre de l'année 2019, dans les conditions précisées au tableau annexé, selon les modalités

reprises au présent rapport ;

- et de signer les 2 conventions de partenariat avec le Ballet du Nord - Centre Chorégraphique National de Roubaix Hauts de France et l'Ecole Supérieure de Musique et de Danse Hauts-de-France, ci-annexées.

Les dépenses seraient imputées sur le budget départemental comme suit :

Section	Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AP/AE €	CP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
Fonctionnement	C03-311K01	6568/93311	SDEPA - Structures de rayonnement départementale - Participations		862 500,00	170 870,00	68 500,00	102 370,00
Fonctionnement	C03-311Q01	6568/93311	Saison culturelle départementale - Participations		534 000,00	191 000,00	30 000,00	161 000,00
Fonctionnement	C03-311D02	6568/93311	Structures de rayonnement local - Participations		1 575 000,00	78 500,00	14 000,00	64 500,00
Fonctionnement	C03-316A01	6568/93312	La Coupole d'Helvaux		186 000,00	100 216,00	52 500,00	47 716,00
Investissement	C03-301C08	2161/9030	Fonds départemental d'oeuvres d'art	135 000,00	77 426,00	48 426,00	26 000,00	22 426,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**PROROGATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE AUX  
RELATIONS ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITÉ POUR  
L'AUTONOMIE (CNSA) ET LE DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

(N°2019-412)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.14-10-7-2 et L.121-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-24 de la Commission Permanente en date du 09/01/2017 « Convention pluriannuelle relative aux relations entre la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie et le Département du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), l'avenant prorogeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention pluriannuelle relative aux relations entre la structure susvisée et le Département du Pas-de-Calais, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National : Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



**Conseil du 04 juillet 2019**

**Délibération n° 2019-07-04-05**

Le Conseil ayant valablement délibéré,

Vu l'article L. 14-10-3, III, du code de l'action sociale et des familles,


Sur proposition de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie,

DECIDE

Article 1 : L'avenant type de prorogation des conventions pluriannuelles conclues entre la CNSA et les conseils départementaux est approuvé.

Pour extrait conforme, le 04 juillet 2019

La présidente du Conseil



Marie-Anne Montchamp

La directrice



Virginie Magnant

**AVENANT**  
**A LA CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LA CAISSE**  
**NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL**  
**Du PAS DE CALAIS 2016-2019**

Entre d'une part,

la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie représentée par sa Directrice, Madame Virginie Magnant, (ci-dessous dénommée "la CNSA"),

Et d'autre part,

le Département du Pas-De-Calais représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Jean Claude Leroy (dénommé "le Département"), dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du 04 novembre 2019.

- Vu les articles L. 14-10-1 du code de l'action sociale et des familles relatif aux compétences de la CNSA ;
- Vu l'article L.14-10-7-2 et L14.10.7.3 du Code de l'action sociale et des familles, qui prévoit la signature d'une convention pluriannuelle entre chaque président de Conseil départemental et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) afin de définir leurs engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;
- Vu la délibération du 4 juillet 2019 du Conseil de la CNSA, approuvant l'avenant aux éléments communs des conventions signées entre la CNSA et chaque Département pour la période 2016-2019;
- Vu l'avis de la commission exécutive du GIP-MDPH en date du 25 novembre 2019 ;
- Vu la délibération du Conseil départemental du Pas de Calais, en date du 12 novembre 2019;
- Vu la délibération n°2017-24 de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Pas de Calais, en date du 09 janvier 2017, approuvant la convention pluriannuelle relative aux relations entre la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie et le Département du Pas-de-Calais signée le 30 décembre 2016

Dans le contexte des travaux faisant suite à la concertation Grand âge et autonomie et de la future loi sur l'autonomie qui sera discutée au Parlement en 2020 et des prochaines orientations de la conférence nationale du handicap, il apparaît nécessaire, afin que les conventions pluriannuelles entre la CNSA et les départements prennent en compte ces évolutions, de prévoir une prorogation des conventions existantes qui prennent fin le 31 décembre 2019.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 - Objet**

Le présent avenant a pour objet de proroger d'une année la convention pluriannuelle 2017-2019 liant la CNSA au département du Pas de Calais. À cet effet, il modifie son article 6.4 « Durée de la convention », de la manière suivante :

« La convention est établie jusqu'au 31 décembre 2020 ».

**Article 2 - Autres dispositions**

Les autres dispositions sont inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

La Directrice de la CNSA  
Virginie MAGNANT

Pour le Département  
Du Pas De Calais  
Jean Claude Leroy

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

**PROROGATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE AUX  
RELATIONS ENTRE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITÉ POUR  
L'AUTONOMIE (CNSA) ET LE DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

Le 30 décembre 2016, le Département du Pas de Calais et la CNSA ont renouvelé, pour une période de trois ans, la convention pluriannuelle qui les liait, au regard des évolutions apportées d'une part par la loi d'adaptation de la société au vieillissement adoptée le 28 décembre 2015 et d'autre part par la loi dite « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » du 11 février 2005.

Dans le contexte des travaux faisant suite à la concertation Grand âge et autonomie et de la future loi sur l'autonomie qui sera discutée au parlement en 2020 mais aussi des prochaines orientations de la conférence nationale du handicap qui devrait avoir lieu à l'automne 2019, il apparait nécessaire, afin que les conventions pluriannuelles entre la CNSA et les départements prennent en compte ces évolutions, de prévoir une prorogation des conventions existantes qui prennent fin le 31 décembre 2019.

Le Conseil de la CNSA du 4 juillet 2019 a donc adopté une délibération visant à proroger par avenant les conventions pluri annuelles en cours entre les départements et la CNSA jusqu'au 31 décembre 2020 afin de poursuivre les travaux engagés dans le cadre d'un conventionnement renouvelé.

La signature de cet avenant est nécessaire pour sécuriser le versement en 2020 des concours financiers relatifs à l'APA, la PCH, le fonctionnement des MDPH et la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, l'avenant prorogeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention pluriannuelle relative aux relations entre ces deux structures, dans les termes du projet joint.

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**RAPPORT PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE  
D'APPUI DU DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS À LA MDPH**

(N°2019-413)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.114 et suivants, L.146-3 et suivants et R.146-16 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2018-388 du Conseil départemental en date du 24/09/2018 « Conventions relatives au Groupement d'Intérêt Public 'Maison Départementale des Personnes Handicapées du Pas-de-Calais' » ;

**Vu** la délibération n°2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des solidarités et du développement social » ;



**Vu** la délibération n°12 du Conseil Général en date du 12/12/2005 « Création de la Maison Départementale des Personnes Handicapées » ;  
**Vu** la délibération n°81 de la Commission Permanente en date du 03/11/2014 « Convention d'appui du Département à la Maison Départementale des Personnes Handicapées » ;  
**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;  
**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département du Pas-de-Calais, un avenant prorogeant jusqu'au 30 juin 2021 la convention d'appui entre le Département et la Maison Départementale des Personnes handicapées (MDPH), dans les termes du projet joint à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

<b>AVENANT A LA CONVENTION D'APPUI DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS A LA MDPH DU PAS-DE-CALAIS</b>
---

Entre d'une part,

Le Département du Pas-de-Calais représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Jean Claude Leroy (dénommé "le Département"),

Et d'autre part,

La Maison des Personnes Handicapées représentée par la Présidente de la MDPH, Madame Karine Gauthier, autorisée par la COMEX à signer le présent avenant par délibération de la COMEX (dénommé « la MDPH »),

- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la convention constitutive du GIP modifiée ;
- Vu la délibération du Conseil Général portant création de la MDPH du 12 décembre 2005 ;
- Vu la convention pluriannuelle relative aux relations entre la CNSA et le département du Pas de Calais du 30 décembre 2016 ;
- Vu la délibération du 4 juillet 2019 du Conseil de la CNSA, approuvant l'avenant aux éléments communs des conventions signées entre la CNSA et chaque Département pour la période 2016-2019 ;
- Vu la convention d'appui du département à la MDPH 2018 -2019 et notamment son article 7;

Il est convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet de proroger de 18 mois la convention pluriannuelle d'appui 2018-2019 liant le Département du Pas-de-Calais à la MDPH.

À cet effet, il modifie son article 6.

**Article 1 – Durée de la convention**

L'article 6 de la convention est ainsi rédigé :

« La convention est établie jusqu'au 30 juin 2021.

A cette échéance, une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens sera établie entre le Département et les membres du GIP ».

Fait en trois exemplaires originaux à Arras, le

La Présidente de la MDPH  
du Pas-de-Calais

**Karine GAUTHIER**

Le Président du Conseil Départemental  
du Pas-de-Calais

**Jean Claude LEROY**

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

**RAPPORT PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE  
D'APPUI DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS À LA MDPH**

Le Département du Pas de Calais et la MDPH ont signé une convention d'appui couvrant la période 2018 -2019, qui définit les moyens que le Département met au service de la MDPH pour permettre l'exercice de ses missions. Cette convention prévoyait dans son article 6 que celle-ci soit remplacée avant son échéance le 31 décembre 2019 par une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens.

Dans le contexte des travaux nationaux faisant suite aux prochaines orientations de la conférence nationale du handicap qui devrait avoir lieu à l'automne 2019, la CNSA a souhaité que les conventions pluriannuelles mises en place avec les départements prennent en compte ces évolutions.

Elle a donc adopté le 4 juillet 2019 une délibération visant à proroger par avenant les conventions cadres départements / CNSA jusqu'au 31 décembre 2020 afin de poursuivre les travaux engagés dans le cadre d'un conventionnement renouvelé.

Cet avenant sécurise le versement en 2020 des concours financiers relatifs à l'APA, la PCH, le fonctionnement des MDPH et la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

La convention entre la MDPH et le Département portant pour partie sur l'allocation des ressources affectées par la collectivité à la MDPH, il est nécessaire, afin d'intégrer de possibles nouveaux éléments conventionnels issus des négociations entre le Département du Pas-de-Calais et la CNSA, de procéder à sa prolongation par voie d'avenant.

La nouvelle convention cadre entre la CNSA et le Département sera négociée en 2020 et portera sur les années 2021 à 2023.

Il vous est en conséquence proposé de fixer l'échéance de l'avenant de la convention d'appui département / MDPH au 30 juin 2021 pour permettre aux deux parties de négocier une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens postérieurement aux engagements renouvelés entre la CNSA et le Département du Pas-de-Calais.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, un avenant prorogeant jusqu'au 30 juin 2021 la convention d'appui entre le Département et la MDPH, dans les termes du projet joint.

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**ACTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ENFANCE FAMILLE**

(N°2019-414)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.112-1 et suivants, L.115-1 et suivants, L.121-1 et suivants et L.221-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des solidarités et du développement social » ;

**Vu** la délibération n°38 de la Commission Permanente en date du 11/07/2016 « Actions dans le cadre de la politique enfance et famille » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;



**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer à la Caisse des Ecoles de la ville de BOULOGNE-SUR-MER, une participation financière d'un montant de 1 700 euros, au titre de l'année 2019, pour la réalisation du projet « Rencontre régionale de la réussite éducative et de ses partenaires », dans les conditions exposées au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer à la Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois, une participation financière d'un montant de 400 euros, au titre de l'année 2019, pour la réalisation du projet « Ateliers itinérants », dans les conditions exposées au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les bénéficiaires visés aux articles 1 et 2, les conventions correspondantes précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du modèle type adopté lors de la Commission Permanente du 11 juillet 2016.

**Article 4 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit:

<b>Code Opération</b>	<b>Imputation Budgétaire</b>	<b>Libellé Opération</b>	<b>CP €</b>	<b>Dépense €</b>
C02-515B03	6568//9351	Actions partenariales Enfance Famille	196 000,00	2 100,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de la Coordination des Politiques  
Enfance et Famille

**RAPPORT N°37**

Territoire(s): Boulonnais, Montreuillois-Ternois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **ACTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ENFANCE FAMILLE**

Conformément aux articles L.121-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le Département est compétent en matière d'actions sociales.

L'article L.221-1 du CASF précise que le service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) est un service non personnalisé du Département en charge des missions de Protection de l'Enfance.

Le Pacte des solidarités et du développement social 2017-2022 voté par le Conseil départemental le 30 juin 2017, réaffirme la place primordiale de la prévention dans le dispositif de protection de l'enfance et concourt à la coopération entre les institutions au profit de l'enfant, du jeune adulte et de sa famille. Dans le Pacte des solidarités et du développement social, le cahier n°2 dédié au Schéma départemental de l'enfance et de la famille 2017-2022 permet de mettre en place des actions de soutien à la parentalité.

C'est dans ce contexte que les Maisons du Département Solidarité (MDS) développent des projets d'accompagnement des familles en lien avec leurs partenaires selon les critères suivants :

#### **Présentation des caractéristiques des actions financées :**

##### Type de projet :

- ★ Projet porté par un partenaire extérieur au Département ;
- ★ Projet répondant aux objectifs du Pacte des solidarités et du développement social - cahier n°2 du Schéma départemental de l'Enfance et de la Famille ;
- ★ Actions collectives de soutien à la parentalité ;
- ★ Projets mobilisateurs de partenariats et de participation financière multiples (État - Politique de la Ville, communes, intercommunalités, CAF - Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP), usagers...) impliquant un engagement du Conseil départemental.

##### Type d'actions proposées :

Actions d'aide à la parentalité :

- Ateliers parents-enfants : ateliers de sophrologie, massage bébé, langage des signes, jardinage, cirque, d'activités numériques, cuisine, d'éveil sensoriel, musical, culturel et artistique, créatifs...
- Journées familiales, sorties culturelles et sportives ;
- Séjours en famille ;
- Conférences...

#### Objectifs des actions :

- Renforcer les liens familiaux ;
- Soutenir les familles dans l'exercice de la parentalité ;
- Valoriser les compétences des parents et des enfants et les rendre acteurs du projet ;
- Favoriser les relations professionnels / familles...

#### Public concerné par les actions :

- Parents et enfants accueillis par les partenaires ;
- Parents et enfants accompagnés par les services des MDS ;
- Parents et enfants du territoire.

### **2 projets sont proposés :**

#### **Territoire du Boulonnais**

- Projet « Rencontre régionale de la réussite éducative et de ses partenaires » porté par la Caisse des Ecoles de la ville de BOULOGNE-SUR-MER dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

#### **Territoire du Montreuillois**

- Projet « Ateliers itinérants » porté par la Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois (CCHPM) piloté par le Relais Assistantes Maternelles (RAM) "Les Jeunes Pousses" de FRUGES

### **1. Projet « Rencontre régionale de la réussite éducative et de ses partenaires » porté par la Caisse des Ecoles de la ville de BOULOGNE-SUR-MER dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)**

#### **Bilan de l'action 2017**

En 2017, le Département a attribué à la Caisse des Ecoles de la ville de BOULOGNE-SUR-MER, pour la réalisation des journées thématiques, 2 500 euros au titre du Schéma de l'Enfance et de la Famille.

Ces rencontres ont porté sur l'accompagnement des parents et des familles.

Le 29 novembre 2017, les familles (161 personnes présentes) ont participé à des interventions de professionnels de l'Education Nationale sur le rôle du parent à l'école, une présentation des actions éducatives de la ville et une conférence sur le métier de parent.

Le 30 novembre 2017 était à destination de professionnels des Hauts-de-France et a regroupé 90 participants.

La Caisse des écoles propose la reconduction de ces rencontres pour l'année 2019.

#### **Présentation de l'action 2019**

La thématique retenue portera sur l'accès aux droits économiques, culturels et sociaux des parents et des familles.

Les objectifs sont les suivants :

- Rendre lisible les ressources éducatives du territoire,
- Soutenir efficacement et au bon moment les parents dans leurs droits et devoirs sur le plan éducatif, social et culturel,
- Informer, accompagner et rendre les familles autonomes dans la mobilisation des ressources du territoire au quotidien pour leurs enfants,
- Aider les parents dans les démarches administratives.

L'action s'adressera aux parents et acteurs de la réussite éducative, aux professionnels de l'accompagnement des familles dont ceux de la MDS du Boulonnais.

Les journées thématiques débuteront le 20 novembre 2019, en soirée, par une conférence sur l'accès aux droits et les responsabilités parentales, pour les parents et professionnels acteurs et partenaires de la réussite éducative de la Région des Hauts-de-France.

Une journée d'échange pour les professionnels de la réussite éducative et ceux de l'accompagnement des familles est prévue le 21 novembre 2019.

La matinée débutera par une mini-conférence sur les thèmes suivants :

- Assister les parents, les familles pour mobiliser les ressources du territoire au quotidien pour leurs enfants afin de les aider à grandir dans de bonnes conditions,
- Accompagner les parents dans les démarches administratives mais aussi les aider à formuler leurs besoins en matière de droits culturels et sociaux pour les aider au quotidien dans leur rôle éducatif avec les enfants.

L'après-midi se poursuivra avec des ateliers sur les droits et l'accès aux droits :

- Comment la Réussite Educative peut lever les freins et encourager l'accès aux droits des familles en fragilités économiques et sociales ?
- Comment mieux connaître les droits et les mettre en œuvre dans une société du tout numérique et un contexte économique et social en mutation ?
- Comment faire coexister les droits et devoirs des familles ? La responsabilité parentale en questions ? Le droit à l'Éducation : des responsabilités partagées. Santé et Handicap : reconnaissances des droits.

Le 22 novembre 2019 sera consacré aux représentants des parents d'élèves. Des ateliers participatifs seront organisés autour de la question : Comment les représentants de parents d'élèves peuvent-ils être des leviers pour permettre un accès aux droits et devoirs de tous les parents.

Ces rencontres se dérouleront à l'espace de la Faïencerie de BOULOGNE-SUR-MER.

### **Demande de participation financière au titre de l'année 2019**

Le budget prévisionnel du projet s'élève à 16 900 euros.

Ce projet mobilise financièrement l'Association nationale des acteurs de la réussite éducative (6 000 euros), l'Etat (3 000 euros), la commune de BOULOGNE-SUR-MER (4 700 euros) et l'intercommunalité (1 500 euros).

La participation du Département est sollicitée à hauteur de 1 700 euros.

Il est proposé à la Commission de retenir le montant de 1 700 euros.

## **2. Projet « Ateliers itinérants » porté par la Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois (CCHPM) piloté par le Relais Assistantes Maternelles (RAM) "Les Jeunes Pousses" de FRUGES**

## Présentation de cette nouvelle action

Le RAM propose des actions de prévention en partenariat avec la MDS du Montreuillois - site de Marconne.

Un RAM a pour rôle d'informer les parents et les assistants maternels sur ce mode d'accueil et d'offrir aux assistants maternels un cadre pour échanger sur leur pratique professionnelle.

L'information est le cœur de mission du Ram, qui offre aussi des temps de rencontres et d'échanges de pratique professionnelle.

Les objectifs du projet sont de :

- Favoriser le partage d'expériences,
- Créer des temps privilégiés avec l'enfant,
- Faciliter l'entrée à l'école.

Les actions s'adressent aux jeunes enfants non scolarisés accompagnés d'un adulte. Un partenariat existe avec la MDS de Marconne dans le cadre duquel des familles accompagnées par les services du Département participent aux animations, en présence parfois de la puéricultrice ou d'une technicienne de l'intervention sociale et familiale (TISF).

Deux ateliers d'éveil de 2 heures par semaine sont proposés les mardis et jeudis hors vacances scolaires animés par une éducatrice de jeunes enfants.

Ils se déroulent tout au long de l'année 2019 dans différentes communes (Ambricourt, Créquy, Fruges, Fressin, Radinghem, Royon, Ruisseauville, Senlis).

Des ateliers d'art, d'éveil musical et de cirque seront proposés pour le dernier trimestre 2019.

## Demande de participation financière au titre de l'année 2019

Le budget prévisionnel est estimé à 15 792 euros.

Ce projet mobilise financièrement la Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois (15 392 euros).

La participation du Département est sollicitée à hauteur de 400 euros.

Il est proposé à la Commission de retenir le montant de 400 euros

**Pour ces 2 projets présentés, un financement auprès du Département au titre du Pacte des solidarités et du développement social est sollicité à hauteur de 2 100 euros.**

Le programme 515B03 (Actions partenariales Enfance Famille) supportera cette dépense.

Territoire	Nom du projet	Porteur	Coût global de l'action en euros	Montant alloué en euros
BOULONNAIS	Rencontre régionale de la réussite éducative et de ses partenaires	Caisse des Ecoles de la ville de BOULOGNE-SUR-MER	16 900	1 700



MONTREUILLOIS	Ateliers itinérants	Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois	15 792	400
---------------	---------------------	--	--------	-----

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer, à la Caisse des Ecoles de la ville de BOULOGNE-SUR-MER, une participation financière d'un montant de 1 700 euros, pour la réalisation du projet « Rencontre régionale de la réussite éducative et de ses partenaires », au titre de l'année 2019, dans les conditions exposées au présent rapport ;
- D'attribuer, à la Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois, une participation financière d'un montant de 400 euros, pour la réalisation du projet « Ateliers itinérants », au titre de l'année 2019, dans les conditions exposées au présent rapport ;
- D'autoriser la signature avec ces bénéficiaires, des conventions correspondantes précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du modèle type adopté lors de la Commission Permanente du 11 juillet 2016.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C02-515B03	6568/9351	Actions partenariales Enfance Famille	196 000,00	50 903,00	2 100,00	48 803,00

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**RAPPORT RELATIF À L'ATTRIBUTION DES CRÉDITS LOGEMENT D'ABORD  
2019-2020**

(N°2019-415)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.261-1 et suivants ;

**Vu** le Décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux fonds de solidarité pour le logement ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des Solidarités et du Développement Social » ;

**Vu** la délibération n° 9 du Conseil départemental en date du 28/09/2015 « Plan départemental D'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées

(PDALHPD) du Pas-de-Calais 2015-2020 - Premier plan fusionné Logement-Hébergement » ;

**Vu** la délibération n°2018-496 de la Commission Permanente en date du 05/11/2018 « Rapport relatif au conventionnement avec l'État dans le cadre du dispositif Logement d'abord » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Madame Nathalie DELBART, intéressée à l'affaire, n'a pris part ni au débat, ni au vote.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'acter la répartition des crédits de l'Etat d'un montant total de 880 000 euros ainsi que la proposition de sélection des candidats bénéficiaires de ces crédits dans le cadre du dispositif « Logement d'abord » pour les années 2019-2020, telles que reprises au tableau joint à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 voix (Groupe socialiste, Républicain et Citoyen)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**Annexe : Crédits 2019-2020 DDCS « Logement d'Abord »**

Mission(s) financée(s) dans le cadre du Logement d'abord	Opérateur	Territoire	Crédits DDCS	
			2019	2020
2 ETP de coordinateur de la plateforme pour chacune des 2 plateformes Logement d'abord, soit 55 000 € en année pleine. Les crédits, correspondants à une durée de 18 mois, sont versés en intégralité dès 2019, compte tenu de l'incertitude sur l'octroi des crédits en 2020 (soumis au vote de la loi de finances).	APSA	CALL CAHC	82 500 €	
	Habitat Insertion	CABBALR	82 500 €	
Accompagnement social renforcé au logement (de type « CHRS hors les murs ») sur la base de 5 000€ par personne accompagnée en année pleine	Le Coin Familial	CALL CAHC (25 mesures)	30 000 € (6 mesures)	
	Accueil 9 de Coeur		85 000 € (17 mesures)	
	AUDASSE		10 000 € (2 mesures)	
	Habitat Insertion	CABBALR (20 mesures)	50 000 € (10 mesures)	
	La Vie Active		50 000 € (10 mesures)	
Aide à la médiation locative renforcée, avec bail glissant, sur la base de 5 000€ par accompagnement en année pleine	APSA	CALL CAHC (32 mesures)	140 000 € (28 mesures)	
	AUDASSE		20 000 € (4 mesures)	
	Habitat Insertion	CABBALR (26 mesures)	80 000 € (16 mesures)	
	La Vie Active		50 000 € (10 mesures)	
Groupes d'analyse de pratiques à destination des acteurs de terrain sur les problématiques de locataires en souffrance psychique. 30 000€ en année pleine	Le Cheval Bleu	3 EPCI	15 000 €	15 000 €

Observatoire social : production de données statistiques sur les besoins, les réponses apportées et aide à l'évaluation des dispositifs mis en œuvre. 10 000€ en année pleine	Fédération des acteurs de la Solidarité	3 EPCI	5 000 €	5 000 €
Expérimentation de type "Housing First For Youth", à destination des jeunes de moins de 25 ans en errance, sur la base de 10 000€ par accompagnement en année pleine	Non défini (mise en œuvre de l'action soumise au vote de la loi de finances 2020)	A définir		160 000 €

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Durable  
Service des Politiques Sociales du Logement et de l'Habitat

**RAPPORT N°38**

Territoire(s): Lens-Hénin, Artois

Canton(s): Tous les cantons des territoires

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane, C. d'Agglo. d'Hénin Carvin, C. d'Agglo. de Lens - Liévin

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

### **RAPPORT RELATIF À L'ATTRIBUTION DES CRÉDITS LOGEMENT D'ABORD 2019-2020**

Le Gouvernement a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) visant à identifier 24 territoires de mise en œuvre accélérée du plan quinquennal pour le « Logement d'abord » et la lutte contre le « sans-abrisme » (2018-2022). Le Département du Pas-de-Calais a été sélectionné par la Direction Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (Dihal) le 30 mars 2018. Cette expérimentation qui permet une mobilisation encore plus accrue des acteurs, et ce, afin de soutenir l'accès au logement des personnes sans-abri et des mal-logés doit également éviter les ruptures de parcours résidentiels. Pour rappel, la candidature du Pas-de-Calais s'articulait avec trois Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) co-porteurs, à savoir :

- la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL),
- la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin (CAHC),
- la Communauté d'Agglomération de Béthune, Bruay Artois Lys - Romane (CABBALR),

Le dossier de candidature proposait :

- D'installer sur chacun de ces territoires une plateforme d'accompagnement en lien étroit avec les Conférences Intercommunales du Logement (CIL) pour pouvoir mettre en place les commissions de cas complexes
- De finaliser le développement de l'offre d'accompagnement social et de l'offre de logement.

Aussi, une attention particulière était portée au dossier sur :

- les familles monoparentales, notamment celles victimes de violences intra-familiales,
- les jeunes de moins de 25 ans, notamment ceux qui ont eu un parcours institutionnel,
- les personnes récemment expulsées.

Dans le cadre de l'AMI « Logement d'abord », des crédits de l'Etat avaient été sollicités. Pour l'année 2018, 223 978 euros avaient été attribués au Département du Pas-de-Calais. L'ensemble des engagements de l'Etat et du Département relatifs au



Logement d'abord avaient fait l'objet d'une convention cadre 2018-2019 adoptée par la commission permanente en date du 5 novembre 2018.

Pour rappel, les crédits obtenus avaient été versés directement par l'Etat aux prestataires retenus par le Département pour éviter qu'ils ne pèsent sur le budget départemental. Ces crédits ont permis notamment le financement de deux postes de coordinateurs, un sur l'Artois et un sur Lens Hénin, rattachés aux associations porteuses d'antennes SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) de leur territoire, mais aussi des mesures d'accompagnement spécifiques de type « CHRS hors les murs – Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale » et « Aide à la médiation locative renforcée » (AML « Logement d'abord »). Ont également été expérimentées des visites explicatives de jugement dans le cadre de la prévention des expulsions locatives ainsi que des primes destinées aux bailleurs privés pour permettre l'accès au logement des publics identifiés. Enfin, une démarche d'observation des besoins a pu être engagée avec la FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité).

A ce jour et depuis le mois de décembre 2018, date à laquelle les coordinateurs sont arrivés, la démarche a permis d'accompagner 26 ménages, soit 65 personnes au total. Les sollicitations ont essentiellement émané des associations, des Maisons Département Solidarité, du SIAO mais aussi des bailleurs. Ainsi, 13 entrées ou maintiens dans le logement ont pu être réalisés et 6 ménages sont en cours de relogement. Tous ces ménages ont été accompagnés par la plateforme du fait d'un cumul de problématiques, dont l'intrication rendait leur parcours logement particulièrement complexe. Les difficultés les plus fréquentes sont relatives à l'accès aux droits, à la gestion budgétaire, à la santé, et par voie de conséquence à la gestion de la vie quotidienne. Eu égard à la fragilité du public accompagné, il convient de préciser que 7 ménages ont aujourd'hui quitté le dispositif.

De nombreux temps forts ont également été organisés pour communiquer autour du changement de paradigme relatif au Logement d'abord, comme la tenue en avril 2019 d'une journée spécifique sur le Logement d'abord avec la Fondation Abbé Pierre à Lens ou encore au mois de juin 2019 avec l'Union Régionale de l'Habitat.

Concernant les crédits 2019 et 2020, l'Etat indique qu'ils s'élèveront à 880 000 € pour notre Département, à savoir 600 000 € en 2019 et 280 000 € en 2020, sous réserve du vote de la loi de finances.

Aussi, il vous est proposé d'acter la répartition suivante 2019 – 2020 ainsi que le choix des opérateurs soutenus par le Département pour bénéficier de crédits de l'Etat dans le cadre du Logement d'abord :

- La reconduction des deux ETP de coordinateurs à hauteur de 165 000€ sur les crédits 2019 portés par l'APSA et Habitat Insertion ;
- Le déploiement de 45 mesures de type « CHRS hors les murs », pour un montant de 225 000 €, et de 58 mesures « Aide à la Médiation Locative Logement d'abord », pour 290 000 €. La répartition de ces 103 mesures d'accompagnement Logement d'abord auprès des opérateurs a fait l'objet de deux appels à candidature.
- La mise en place de groupes d'analyse de pratiques à destination des acteurs de terrain sur les problématiques de locataires en souffrance psychique avec le Cheval bleu pour un montant de 30 000€ répartis en 15 000€ en 2019 et 15 000€ en 2020 ;
- La poursuite de l'observation sociale avec la FAS avec l'octroi de 5 000€ en 2019 et 5 000€ en 2020 ;
- La mise en place en 2020, d'une expérimentation à destination des jeunes les plus éloignés du logement à hauteur de 160 000€.

Les primes relatives à la captation de logements de bailleurs privés ne font pas l'objet de l'inscription de nouveaux crédits. Elles seront financées en 2019 et 2020 par le report des crédits 2018.

Le détail des crédits à affecter par l'Etat pour les années 2019 et 2020 par opérateur est mentionné en annexe du présent rapport.

Il est à noter qu'en plus des crédits dédiés au projet mené par le Département du Pas-de-Calais, l'Etat a également bénéficié de crédits supplémentaires pour accompagner le Logement d'abord au titre de l'« Accompagnement vers et dans le logement ». Aussi, l'Etat dédiera, dans ce cadre, 81 190 € à la réalisation de visites explicatives de jugement, soit au total 500 visites, conformément à notre objectif de poursuivre cette action. Les mesures se répartiront de la manière suivante :

- 28 616 € pour l'APSA (176 Visites Explicatives de Jugement) ;
- 7 320 € pour Soliha (45 Visites Explicatives de Jugement) ;
- 20 630 € pour Habitat Insertion (127 Visites Explicatives de Jugement) ;
- 9 982 € pour La Vie Active (61 Visites Explicatives de Jugement) ;
- 14 641 € pour Acarlogi (90 Visites Explicatives de Jugement).

Il convient de statuer sur cette affaire, et le cas échéant d'acter la répartition des crédits telle que présentée au rapport, ainsi que de valider la proposition de sélection des candidats, en annexe, au titre du Logement d'abord pour 2019 et 2020.

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**DISPOSITIF 2 DE LA CONVENTION 2018-2020 DE SUBVENTION GLOBALE  
DÉPARTEMENTALE - PROGRAMME OPÉRATIONNEL NATIONAL AXE 3 -  
OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3.9.1.1  
L'AIDE À L'ENCADREMENT DANS LES ATELIERS ET CHANTIERS  
D'INSERTION - CHANTIERS PONCTUELS DITS CHANTIERS ÉCOLES**

(N°2019-416)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code du Travail et notamment ses articles L.5132-15 et suivants ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.262-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des Solidarités et du Développement Social » ;

**Vu** la délibération n°2018-213 de la Commission Permanente en date du 04/06/2018 «Convention de subvention globale FSE 2018-2020 entre l'Etat et le Département du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 03/09/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer à l'association « Promotion et reconnaissance par le travail » une participation financière d'un montant total 36 000 euros, dont 21 600 euros de Fonds Social Européen (FSE), au titre du dispositif « aide à l'encadrement dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion – Chantiers ponctuels dits chantiers écoles » dans les conditions exposées au rapport et au tableau joints à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association visée à l'article 1, la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de cette participation, dans les termes du projet annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Dépense €
C01-564H01	6568//93564	APPUI AU PARCOURS INTEGRE	8 589 052,00	14 400,00
C01-041B03	6574//93041	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020 PARCOURS INTEGRE	5 454 432,00	21 600,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

UNION EUROPEENNE

## Programmation 2014-2020



<b>Convention</b>	relative à l'octroi d'une subvention du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole
<b>N° Ma démarche FSE</b>	.....
<b>N° Grand Angle</b>	.....
<b>Année(s)</b>	2018, 2019
<b>Nom du bénéficiaire</b>	.....
	<p>Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application</p> <p>Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application</p> <p>Vu le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union</p> <p>Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil</p> <p>Vu la Décision de la Commission européenne du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 portant orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses cofinancées par les fonds structurels et le fonds de cohésion lors du non-respect des règles en matière de marchés publics</p> <p>Vu la Décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »</p> <p>Vu le Code des Marchés publics</p> <p>Vu l'Ordonnance n°2005/649 du 6 juin 2005 relatives aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés public</p> <p>Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016</p> <p>Vu la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</p> <p>Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations</p> <p>Vu le Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020</p> <p>Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017</p>

Vu l'arrêté du 1er avril 2016 relatif à la forfaitisation des dépenses indirectes des opérations recevant une participation du Fonds social européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes au titre des programmes opérationnels nationaux ou régionaux mobilisant des crédits FSE et IEJ

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif

Vu l'arrêté du 8 janvier 2014 relatif à l'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et à leurs établissements publics administratifs

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention FSE en date du.....

Vu l'avis favorable émis par la DIRECCTE en date du ...

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L262-1 et suivants, R262-1 et suivants,

Vu la circulaire du 1er ministre du 19 avril 2013 relative à la gestion des fonds européens prévoyant notamment la possibilité pour les Départements de gérer une subvention globale du FSE pour la période 2014-2020 ;

Vu l'accord cadre validé le 05 août 2014 entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 30 juin 2017 portant sur le Pacte des Solidarités et du Développement Social du Pas-de-Calais ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 16 décembre 2014 portant sur l'accord cadre Conseil départemental, PLIE(s) (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) et Etat ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du « Date CP » allouant une subvention de ....€ dont .....€ au titre des crédits départementaux et .....€ au titre des crédits du Fonds Social Européen.

## Identification des parties

Entre	Département du Pas De Calais
D'une part, l'organisme intermédiaire	22620001200012
Raison sociale	7.2.20 - Département
Sigle	Rue Ferdinand Buisson
Numéro SIRET	62000 - ARRAS
Statut Juridique	62041
Adresse complète	
Code postal - Commune	
Code INSEE	
Représenté(e) par	Monsieur Jean-Claude LEROY, Président
	Ci-après dénommé " <b>le service gestionnaire</b> ",

Et d'autre part,  
Raison sociale  
Sigle (le cas échéant)  
N° SIRET  
Statut juridique  
Adresse complète  
Code postal - Commune  
Code INSEE  
Représenté(e) par

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée ".....", ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une subvention du Fonds social européen (FSE) dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

Axe :	3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
Objectif thématique :	3.9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
Priorité d'investissement :	3.9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
Objectif spécifique :	3.9.1.1 - Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte des « freins sociaux » et mise en activité pour des publics très éloignés de l'emploi)
Dispositif :	..... .....

Le contenu de l'opération et ses modalités de mise en œuvre sont décrits dans les annexes I et II à la présente convention.

**Il bénéficie également d'une aide accordée par le département du Pas-de-Calais.**

**Cette aide s'inscrit dans le cadre du Pacte des Solidarités adopté par le Conseil Départemental du Pas-de-Calais afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi, en particulier bénéficiaires du RSA ou jeunes de moins de 26 ans résidant sur le Département du Pas-de-Calais**

**L'ensemble des dispositions qui suivent sont applicables pour l'aide départementale accordée par le Conseil Départemental du Pas de Calais.**

## **Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention**

### **Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération**

La période de réalisation est comprise entre le.....et le .....

Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

La prestation éventuelle d'un commissaire aux comptes pour attester l'acquittement des dépenses déclarées au titre de l'opération peut intervenir postérieurement à la période de réalisation jusqu'à la date finale d'acquittement des dépenses fixée à l'article 2.2.

### **Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le ....., soit 6 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Les dépenses relatives aux prestations des commissaires aux comptes pour attester de l'acquittement des dépenses de l'opération doivent être payées par le bénéficiaire pendant cette période.

### **Article 2.3 : Entrée en vigueur et modification de la convention**

La convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire. Tout avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit être signé au plus tard 9 mois après la fin de réalisation de l'opération et selon les dispositions prévues à l'article 9.

## **Article 3 : Coût et financement de l'opération**

### **Article 3.1 : Plan de financement de l'opération**

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de : .....euros TTC.

Le budget prévisionnel de l'opération est décrit dans l'annexe II de la présente convention.

La subvention FSE attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de ..... euros maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de.....% du coût total éligible de l'opération.

Dans le plan de financement, il est fait application d'un taux forfaitaire de ..... % sur la somme des dépenses directes du projet hors dépenses de prestations pour calculer les dépenses indirectes éligibles de l'opération.

### **Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération**

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées à partir du 1er janvier 2014 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- Être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération et s'inscrire dans un poste de dépenses prévu dans le plan de financement annexé ;
- Être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans les règlements et décrets visés en référence ; ne pas être déclarées dans le cadre d'une autre opération bénéficiant d'un soutien financier de l'Union européenne ;
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire, à l'exception des contributions en nature, des dépenses exposées par des tiers et des dépenses forfaitisées.

**L'aide départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de.....euros maximum, soit .....% maximum du coût total éligible prévisionnel de l'opération.**

## **Article 4 : Imputation comptable de la subvention du FSE**

Le versement de l'aide du FSE est effectué à partir du compte .....Le compte assignataire est la payeuse départementale.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention FSE conventionnée. Les crédits FSE sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Il convient de noter que le Conseil départemental du Pas-de-Calais fait l'avance de la subvention FSE au bénéficiaire, prenant ainsi à charge la trésorerie correspondante (les montants sont restitués au Conseil départemental lors des remboursements de l'Union Européenne consécutifs aux remontées de dépenses organisées par les autorités de gestion et de certification).

L'ordonnateur de la dépense est donc le Président du Conseil départemental.

La participation du Conseil départemental pour le compte du FSE est imputée sur le Chapitre 93041 du budget départemental. Le numéro « Grand Angle » de l'opération est le.....

### **Article 4 bis**

Pour ce qui est de la part départementale de l'aide octroyée, l'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental et le comptable assignataire est la Payeuse départementale.

La participation du Conseil départemental est imputée sur le Chapitre 93564 du budget départemental

## **Article 5 : Modalités de versement de la subvention FSE**

La subvention FSE peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demandes de paiement(s) intermédiaire(s) ou finale.

Le total des versements, avance comprise, effectués avant la production du bilan d'exécution final ne peut excéder 80 % du montant FSE prévisionnel.

L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

### **Article 5.1 : Versement d'une avance**

La subvention FSE est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de.....euros , soit une avance de 60.00% du montant FSE prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention, sous réserve d'une attestation de démarrage de l'opération.

### **Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final**

La subvention FSE est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du  
compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :

## **Article 5 bis : Modalités de versement de l'aide départementale**

### **Article 5 bis.1 : Versement d'une avance**

L'aide départementale du Conseil départemental du Pas-de-Calais est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de.....euros, soit une avance de 60.00% du montant de la participation prévisionnelle, mise en paiement dès notification de la présente convention.

### **Article 5 bis.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final**

L'aide départementale est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du  
compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :



## **Article 6 : Obligations comptables**

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération. A cet effet, il met en place une comptabilité analytique pour assurer le suivi des dépenses et ressources liées à l'opération.

A défaut, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre par une codification adéquate une réconciliation des dépenses, ressources et recettes déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

## **Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire**

### **Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement**

Pour les opérations dont la durée de réalisation est inférieure ou égale à 12 mois, le bénéficiaire est tenu de produire :

- un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le.....

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention. Le service gestionnaire se réserve alors le droit d'arrêter le montant effectif de l'aide du FSE sur la base du dernier bilan intermédiaire transmis et accepté par le service gestionnaire.

En complément des dispositions précédentes, après accord du service gestionnaire, le bénéficiaire peut établir un bilan intermédiaire supplémentaire dès lors que ce dernier présente un montant de dépenses éligibles supérieur ou égal à 30% du coût total éligible conventionné.

### **Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement**

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final. Pour être recevable, tout bilan d'exécution produit par le bénéficiaire au service gestionnaire à l'appui d'une demande de paiement doit être transmis par voie électronique via l'appliquetif « Ma-démarche-FSE ».

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Les attestations des cofinancements ou les conventions correspondant a minima à la période sur laquelle porte le bilan d'exécution et mentionnant l'absence de cofinancement par l'Union européenne de ces subventions ;
- Pour les bilans intermédiaires, les ressources effectivement encaissées et les attestations de paiement afférentes<sup>1</sup> ;
- Pour le bilan final, les ressources définitivement encaissées sur l'opération et les attestations de paiement afférentes accompagnées le cas échéant d'une attestation du cofinancier indiquant le montant définitivement attribué à l'opération si celui-ci est inférieur au montant figurant dans le budget prévisionnel de l'opération<sup>1</sup>
- Un état des réalisations et des modalités de mise en œuvre de l'opération ainsi que les justifications en cas de sur ou sous réalisation ;

Pour les dépenses de rémunération, la liste des pièces justifiant les actions réalisées dont :

- ✓ La fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté à 100% de son temps de travail sur la durée de réalisation de l'opération ou à 100% de leur temps de travail pour une période fixée préalablement à leur affectation à l'opération ;
- ✓ La fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération lorsque le pourcentage du temps de travail

consacré à l'opération est mensuellement fixe. Ces documents indiquent le pourcentage d'affectation mensuel à l'opération ;

- ✓ Les fiches de suivi des temps détaillées par jour ou par demi-journée datées et signées de façon hebdomadaire ou a minima mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique ou des extraits des logiciels de suivi des temps pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération lorsque le pourcentage d'affectation à l'opération est variable d'un mois sur l'autre.
- Les pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE; Les pièces comptables justifiant les dépenses déclarées au réel dans le bilan, présentée sous la forme d'un tableur détaillant chaque dépense et permettant de reconstituer le montant total des dépenses déclarées ;
- Les pièces permettant d'attester du respect des dispositions relatives à la mise en concurrence pour les dépenses non forfaitisées entrant dans le champ d'application de l'article 15 de la présente convention ;
- La justification des valeurs retenues pour les taux d'affectation utilisés au titre des dépenses directes et pour la clé de répartition éventuellement appliquée au titre des coûts indirects non forfaitisés ;
- Le montant des recettes effectivement générées par l'opération et encaissées par le bénéficiaire à la date du bilan ;
- La liste des participants à l'opération générée automatiquement par Ma démarche FSE

<sup>1</sup> Ces éléments ne sont pas exigés lorsque le cofinancement apporté par le service gestionnaire de la convention est liquidé en même temps que le montant de la subvention FSE.

### **Article 7.3 – Procédure de rappel en cas de non production du bilan final d'exécution et/ou des pièces probantes afférentes**

Il a été convenu la mise en place d'une procédure de rappel en cas de non production des éléments du bilan final d'exécution, et ce au vu de la convention bilatérale établie entre le Conseil départemental du Pas-de-Calais et l'organisme porteur de projet, à savoir :

- Production du bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération :
  - M + 5 mois : message de rappel via MadémarcheFSE sur les obligations de production de bilan final pour les structures n'ayant pas produit de bilan final d'exécution 1 mois avant le délai imparti
  - M + 6 mois : courrier de notification définitive de résiliation de la convention avec accusé de réception : en cas de non production de bilan et sans demande de report dans les délais impartis, courrier notifiant la résiliation définitive de la convention, ainsi que l'émission d'un titre de recettes aux fins de remboursement total des sommes versées, conformément à l'article 11 de la convention. La résiliation prendra fin dans les 30 jours ouvrés à compter de la date de réception de cette notification par lettre recommandée avec accusé de réception selon les modalités suivantes :
    - conformément à l'article 11.2 de la convention, le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour présenter ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et répondre à ses obligations conventionnelles. Le cas échéant, une notification de la décision du service gestionnaire avec accusé de réception sera adressée au bénéficiaire dans les 30 jours ouvrés suivant la date d'accusé de réception du courrier du bénéficiaire ;
    - sans manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, envoi avec accusé de réception de l'attestation de bilan final avec titre de recette.
- Demande de report :
  - A adresser a minima 15 jours avant la date butoir de production de bilan final d'exécution
  - Une seule demande de report sera accordée, pour un délai maximal de 6 mois et sous réserve de raisons circonstanciées, sauf impondérables liés à MadémarcheFSE ou au service gestionnaire.
- Demande de modification et / ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du Contrôle de Service Fait :

- 1er rappel via le logiciel Madémarche FSE : pour demande de modification et/ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du CSF – délai de réception fixé à 15 jours ouvrables.

- 2e rappel par courrier recommandé avec accusé de réception : en cas de non-retour suite au 1er rappel ou pour demande de modification et/ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du CSF – délai de réception fixé à 15 jours ouvrables.

- Courrier période contradictoire avec accusé de réception : courrier période contradictoire avec solde sur la base des justificatifs fournis, conformément à l'article 8.2 de la convention. Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour présenter ses observations écrites et des pièces complémentaires :

o en cas de manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, réajustement du contrôle de service fait sur la base des justificatifs fournis et envoi de l'attestation de bilan final

o sans manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, envoi de l'attestation de bilan final, avec accusé de réception.

## **Article 8 : Détermination de la subvention FSE due**

### **Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait.**

Le service gestionnaire procède à un contrôle de service fait de l'ensemble des bilans d'exécution produits, tels que définis à l'article 7.2, en vue de déterminer le montant de la subvention FSE due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- La conformité de l'exécution de l'opération, au regard des stipulations de l'annexe technique et financière de la présente convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le montant des recettes générées par l'opération ;
- Le montant des subventions nationales versées au bénéficiaire en lien avec l'opération cofinancée ;
- Le respect de la réglementation relative aux aides d'État ;
- Le respect des obligations de la publicité liée au cofinancement de l'opération par le FSE/IEJ ;
- L'absence de sur financement de l'opération ;
- Les attestations des cofinancements correspondant aux ressources déclarées dans le bilan.

Pour les dépenses non forfaitisées, déclarées au réel :

- L'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- L'acquittement effectif des dépenses ;
- Le cas échéant, le montant valorisé au titre des contributions en nature (y compris les dépenses de tiers) ;
- Le respect des obligations de mise en concurrence.

Dans le cas des opérations pour lesquelles des participants sont identifiés, le service gestionnaire vérifie l'éligibilité des participants au regard des éventuelles conditions fixées dans la convention, le programme opérationnel ou de l'appel à projet. L'inéligibilité de participants conduit à une réfaction de toutes les dépenses à due proportion du taux d'inéligibilité constaté.

Le contrôle de service fait sur un bilan final est conditionné à la production de l'ensemble des justificatifs de l'encaissement définitif des ressources afférentes à l'opération sauf dans le cas où la ressource apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE.

Les vérifications du service gestionnaire reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19, ainsi que sur le résultat de visites sur place effectuées, le cas échéant, en cours d'exécution de l'opération.

En cas de contrôle réalisé sur un échantillon de dépenses ou de participants et aboutissant au constat d'un écart entre les éléments déclarés par le bénéficiaire et les éléments retenus par le service

gestionnaire, une correction extrapolée sera appliquée conformément aux modalités définies dans l'annexe V de la présente convention.

## **Article 8.2 : Notification du contrôle de service fait et recours**

Les résultats du contrôle de service fait réalisé par le service gestionnaire pour valider une demande de paiement émanant du bénéficiaire sont notifiés avec l'indication du délai dont il dispose pour présenter des observations écrites et des pièces complémentaires. Ce délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours calendaires et supérieur à 30 jours calendaires à compter de la notification, est suspensif du délai mentionné à l'article 132-1 du règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé.

La notification des résultats du contrôle de service fait par le service gestionnaire précise le motif et le montant de toute correction ainsi que, le cas échéant, le périmètre de dépenses auquel un taux extrapolé a été appliqué pour que le bénéficiaire soit en mesure de contester le montant de la correction.

A l'issue de la période contradictoire mentionnée supra les résultats définitifs du contrôle de service fait sont notifiés au bénéficiaire.

Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

## **Article 8.3 : Détermination des ressources de l'opération**

L'ensemble des ressources, conventionnées ou non, concourant à la réalisation de l'opération est pris en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus.

Si une subvention n'est pas affectée en totalité à l'opération cofinancée et que l'acte attributif de ladite subvention ne précise pas la part du financement allouée à l'opération ainsi que le mode de calcul de cette part le bénéficiaire est tenu de justifier la part d'affectation de cette subvention à l'opération conventionnée.

Le service gestionnaire apprécie le bienfondé de la justification apportée.

A défaut de justification ou si le service gestionnaire considère la justification insuffisante, la subvention est rapportée en totalité aux ressources affectées à l'opération conventionnée.

## **Article 8.4 : Modalités de calcul de la subvention FSE**

### **Modalités de détermination du FSE dû au titre d'un bilan intermédiaire**

Pour chaque demande de paiement présentée par le bénéficiaire dans le cadre d'un bilan intermédiaire, le montant de l'acompte FSE est calculé par différence entre le montant des dépenses éligibles déclarées ( nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) et des ressources effectivement encaissées par le bénéficiaire ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE. Si les ressources encaissées sont supérieures aux dépenses déclarées, il n'est procédé à aucun paiement FSE à titre d'acompte par le service gestionnaire.

Si les dépenses sont supérieures aux ressources, le montant FSE de l'acompte est limité au montant des dépenses déclarées et justifiées auquel est appliqué le taux de cofinancement FSE conventionné.

### **Modalités de détermination du FSE dû au titre du bilan final**

Le montant FSE dû est calculé par différence entre le montant cumulé des dépenses déclarées et justifiées ( nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) diminué du montant définitif des ressources encaissées au titre de l'opération ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE dans la limite du montant et du taux de cofinancement FSE conventionnés et des versements déjà opérés au titre de la présente convention.

Si la totalité des financements publics de l'opération (montant FSE dû + total des financements publics nationaux) conduit le bénéficiaire à dépasser les plafonds d'aide autorisés par les règles d'encadrement des aides d'État, la participation européenne est réduite à due concurrence.

#### **Article 8.4 bis : Modalités de calcul de l'aide départementale**

**Le montant de la participation départementale due est calculé au prorata des dépenses réalisées pendant la période d'éligibilité des dépenses fixées à l'article 2.2, à concurrence des dépenses réellement supportées et certifiées par l'organisme porteur, dans la limite du montant conventionné à l'article 3.1, déduction faite de l'avance versée à l'article 5.bis.**

### **Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à informer le service gestionnaire de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause<sup>1</sup> :

- L'objet et la finalité de l'opération le taux de forfaitisation des dépenses directes et indirectes.
- Le mode de calcul de l'ensemble des dépenses conventionnées par le changement de l'option de coûts simplifiés utilisée pour le calcul des dépenses<sup>2</sup>
- Le recours à une option de coûts simplifiés pour les opérations dont le montant de soutien public conventionné est inférieur à 50 000 €<sup>3</sup>.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du service gestionnaire ou sur demande formelle du bénéficiaire.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il remplit les conditions ci-après :

- Il donne lieu à une délibération du Comité de programmation ;
- Il prend la forme d'un accord écrit et doit être signé des deux parties avant la date fixée à l'article 2.3 de la présente convention.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- L'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- L'introduction de nouveaux postes de dépenses<sup>4</sup> ;
- L'introduction de ressources non conventionnées
- L'augmentation du montant FSE total ou du taux de cofinancement FSE prévisionnels pour l'ensemble de l'opération ;
- L'augmentation du coût total éligible de l'opération constatée sur un bilan intermédiaire ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération<sup>5</sup> ;
- La modification de la nature de la clé de répartition physique pour les dépenses indirectes prévue à l'article 7.2, hors application du régime de forfaitisation;
- Le changement du mode de calcul de postes de dépenses conventionnés non couverts par un taux forfaitaire au sens de l'article 67.1 d) du règlement (UE) n°1303/2013 ;
- La modification des modalités de versement de la subvention FSE fixées à l'article 5.
- La modification des coordonnées bancaires fait l'objet d'une information écrite du bénéficiaire au service gestionnaire sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Peut également donner lieu à la conclusion d'un avenant une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de plus de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné.

Une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de moins de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

<sup>1</sup> Si le bénéficiaire souhaite introduire des modifications ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération, une nouvelle demande de subvention FSE devra être déposée. La convention ne peut donc pas dans ce cas être modifiée par voie d'avenant.

<sup>2</sup> Est considéré ici comme changement de l'option de coûts simplifiés le recours à un barème de coûts standards unitaires ou à un montant forfaitaire pour couvrir l'ensemble des coûts de l'opération.

<sup>3</sup> Le soutien public comprend les subventions publiques nationales et le montant de l'aide FSE. Conformément à l'article 14.4 du règlement UE n°1304/2013, le recours à une option de coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 €.

<sup>4</sup> Il n'est pas nécessaire d'établir un avenant dans le cas où des dépenses relevant d'un poste non conventionné ont été substituées aux dépenses relevant d'un poste conventionné si cette substitution intervient en cas de force majeure, au sens de l'article 10

<sup>5</sup> La période de réalisation de l'opération ne peut excéder 36 mois, dans la limite du 31 décembre 2022.

---

## **Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure**

Le bénéficiaire ou le service gestionnaire peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le service gestionnaire.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2022, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation FSE préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le service gestionnaire.

La participation européenne n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.



## **Article 11 : Résiliation de la convention**

### **Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire**

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

### **Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire**

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

### **Article 11.3 : Effets de la résiliation**

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le service gestionnaire constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation FSE correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service gestionnaire procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

### **Article 11.4 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée. Dans ce cas, le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives au(x) bilan(s) d'exécution déjà transmis.

## **Article 12 : Reversement de la subvention**

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas :

- De résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 19 ; de montant FSE retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits FSE versés au titre des acomptes sur bilans intermédiaires ou de l'avance le cas échéant.
- De décisions prises suite à un contrôle ou à un audit mené par les autorités habilitées conduisant à une remise en cause des montants retenus par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

## **Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux participants et aux entités**

### **Article 13.1 : Obligations relatives aux entités**

Le bénéficiaire a l'obligation de renseigner au fil de l'eau et au plus tard au bilan final, dans le système d'information Ma Démarche FSE, les indicateurs relatifs aux entités au démarrage et à la fin de la période de réalisation de l'opération conventionnée.

La liste des indicateurs relatifs aux entités, à renseigner, figure en annexe IV de la présente convention.

### **Article 13.2 : Obligations relatives aux participants**

Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner de manière exhaustive ces données telles que détaillées à l'annexe IV de la présente convention. A cette fin, il s'engage à mettre en place un contrôle interne sur la qualité et la fiabilité des saisies des données dans le système d'information.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants.

Conformément à ladite loi, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent, qu'il peut exercer auprès de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse postale suivante : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, DGEFP Sous-direction Fonds social européen, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP ou à l'adresse électronique suivante : [dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr](mailto:dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr).

Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

### **Article 13.3 : Barèmes de corrections applicables en cas de non-renseignement des données obligatoires**

Le non-renseignement des données obligatoires mentionnées à l'article 13.2 de la présente convention entraîne l'application d'une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération.

Le barème des corrections applicables est celui prévu pour les Etats membres par la section 1 du chapitre II du règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission européenne du 3 mars 2014 :

- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 65% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 60%, un taux forfaitaire de 5% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 60% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 50%, un taux forfaitaire de 10% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 50% des participants de l'opération, un taux forfaitaire de 25% s'applique ;

## **Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides**

Par la présente convention qui constitue le mandat, l'organisme ..... s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions comportant les obligations de service public mentionnées à l'annexe technique I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Cette aide publique est allouée au titre du règlement européen n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits FSE informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la réglementation applicable

## **Article 15 : Procédures d'achat de biens, fournitures et services**

### **Article 15.1 : Obligation de publicité et de mise en concurrence**

Les bénéficiaires qui ne sont pas soumis au Code des marchés publics, à l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ou à l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 appliquent les modalités de mise en concurrence suivantes pour les achats effectués dans le cadre de la présente convention :

Montant de l'achat (HT)	Modalités de mise en concurrence
Inférieur à 1000€	Aucune
Entre 1000 et 14 999,99€	Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis
À partir de 15 000€	Procédure négociée avec consultation d'au moins 3 candidats (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)

En cas de manquement aux obligations ci-dessus, une correction de 25% est appliquée au montant des achats concernés déclarés dans une demande de paiement.

Les bénéficiaires assujettis aux dispositions du code des marchés publics, de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ou pour les procédures et achats engagés après le 1er avril 2016, à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour tout achat d'une valeur inférieure à 25 000 € HT, respectent les modalités de mise en concurrence suivantes :

Montant de l'achat (HT)	Modalités de mise en concurrence
Inférieur à 1000€	Aucune
Entre 1000 et 14 999,99€	Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis
Entre 15 000 et 24 999,99€	Procédure négociée avec consultation d'au moins 3 candidats (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)
À partir de 25 000€	Dispositions de la réglementation nationale applicables

Les corrections imposées suite au constat d'irrégularités ayant trait aux achats de biens, fournitures ou services sont déterminées selon les barèmes fixés dans la note COCOF 13/9527-FR de la Commission européenne visée dans la présente convention.

### **Article 15.2 : Conflit d'intérêts**

L'article 57.2 du règlement n°966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l' Union définit ainsi le conflit d'intérêt : « *Il y a conflit d'intérêt lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne participant à l'exécution et à la gestion du budget, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le bénéficiaire* »

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le service gestionnaire se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

### **Article 16 : Responsabilité**

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement du Fonds social européen à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le service gestionnaire ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

## **Article 17 : Publicité et communication**

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Fonds social européen fixée par la réglementation européenne et par les dispositions nationales conformément à l'annexe III de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du FSE aux cofinanceurs nationaux de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le service gestionnaire n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Le bénéficiaire autorise le service gestionnaire à publier les informations suivantes :

- Les nom et adresse du bénéficiaire ;
- L'objet et le contenu de l'opération cofinancée par le
- FSE ; Le montant FSE octroyé et le taux de cofinancement FSE.

**Le bénéficiaire s'engage également à communiquer sur le soutien technique et financier du Département du Pas-de-Calais.**

## **Article 18 : Évaluation de l'opération**

Les données relatives aux indicateurs seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du service gestionnaire et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

## **Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service gestionnaire, ou tout autre organisme externe mandaté par le service gestionnaire, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 10 ans suivant la fin de la période de réalisation fixée à l'article 2.1 de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

Le montant de l'aide FSE peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service gestionnaire à exiger du bénéficiaire le reversement des sommes indûment perçues.

## **Article 20 : Propriété et utilisation des résultats**

Le service gestionnaire reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au service gestionnaire et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire cède sur les documents transmis au service gestionnaire, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont cédés sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

## **Article 21 : Confidentialité**

Le service gestionnaire et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

## **Article 22 : Recours**

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du service gestionnaire prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

**En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.**

**À défaut, les litiges qui pourraient résulter de l'application des présentes seront portés devant le tribunal administratif de Lille.**

## **Article 23 : Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble des annexes suivantes :

- **annexe I** description de l'opération
- **annexe II** budget prévisionnel de l'opération ;
- **annexe III** relative aux obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement FSE ;
- **annexe IV** relative au suivi des participants et des entités;
- **annexe V** relative à l'échantillonnage et à l'extrapolation;



Date :

Le bénéficiaire, représenté par

---

Pour le Département et par délégation

Madame Marilynne VINCLAIRE, Directrice

---

Notifiée et rendue exécutoire le :

## DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Durable  
Mission Remobilisation vers l'emploi et gestion des dispositifs

**RAPPORT N°39**

Territoire(s): Audomarois  
Canton(s): AIRE-SUR-LA-LYS  
EPCI(s): C. d'Agglo. du Pays de Saint Omer

### **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

#### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

### **DISPOSITIF 2 DE LA CONVENTION 2018-2020 DE SUBVENTION GLOBALE DEPARTEMENTALE - PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL AXE 3 - OBJECTIF SPECIFIQUE 3.9.1.1 L'AIDE À L'ENCADREMENT DANS LES ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION - CHANTIERS PONCTUELS DITS CHANTIERS ÉCOLES**

#### **PREAMBULE**

En vertu de l'article L.115-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la mise en œuvre du revenu solidarité active et les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des Départements.

Les politiques d'insertion des publics les plus fragilisés que souhaite mener le Département du Pas-de-Calais s'inscrivent dans un contexte social et économique particulièrement difficile. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Cet environnement socio-économique explique en partie le poids des bénéficiaires du RSA (BRSA) dans le département.

Dans ce cadre, la politique volontariste d'insertion professionnelle initiée par le Département a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi durable et de permettre la sortie pérenne du dispositif.

A ce titre, conformément à la délibération du Conseil départemental en date du 30 juin 2017 adoptant le Pacte des solidarités et du développement social 2017-2022, le Département met en avant la nécessité d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi en développant des pratiques innovantes d'accompagnement vers l'emploi, comme le prévoit l'appel à projet intitulé « le Département et l'Europe : un engagement collectif en faveur de l'emploi des personnes en situation d'exclusion ».

Par ailleurs, et dans le cadre de la subvention globale du Fonds Social

Européen (FSE) déléguée au Département du Pas-de-Calais pour la période 2014-2020, l'accent a été mis sur le développement d'actions innovantes en matière d'insertion professionnelle pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

## **I. LE CADRE GENERAL DU DISPOSITIF**

La mise en place d'étapes de parcours en Chantier Ecole constitue un enjeu important pour une mise en œuvre pertinente des parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Aussi, les opérations proposées ont pour objet de mettre en œuvre un encadrement technique et un accompagnement socioprofessionnel performant et pertinent pour des mises en situation de travail dans le cadre d'un Chantier Ecole. Les activités dites « supports » à cette action d'insertion doivent porter sur des biens « d'utilité sociale ».

## **II. LE CONCOURS DU FONDS SOCIAL EUROPEEN**

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, le Département peut s'appuyer sur le Fonds Social Européen (FSE) comme démultiplicateur de l'intervention départementale. En effet, le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen 2014-2020 a fixé comme objectif d'augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (objectif 3.9.1.1). Le Département, reconnu comme chef de file du FSE Inclusion, et délégataire d'une subvention globale FSE d'un montant de 34 860 697 € sur la période 2014 – 2020, partage cet objectif.

C'est pourquoi, la Commission permanente, lors de sa réunion du 4 juin 2018, a entériné la convention de subvention globale 2018-2020 avec l'Etat, autorité de gestion du FSE, identifiant ce dispositif comme outil pertinent d'inclusion active sur le triennal 2018-2020. Ce conventionnement permet le co-financement des opérations correspondantes à hauteur de 60 % de leur coût, en complément des financements départementaux.

## **III. LES MODALITES D'INSTRUCTION DES OPERATIONS PRESENTEES**

Conformément à la convention de subvention globale FSE 2018-2020, l'autorité de gestion déléguée (le service FSE de la DIRECCTE) a été saisie, pour avis, des dossiers présentés dans ce présent rapport.

Cet avis consultatif a pour objectif de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité au programme opérationnel et du respect des lignes de partage.

Les demandes ont fait l'objet d'une instruction qualitative, quantitative, administrative et financière par les Services Locaux Allocation Insertion des Maisons du Département Solidarités (MDS/SLAI) territorialement compétentes et le Service Insertion et Emplois de la Direction des Politiques d'Inclusion Durable (DPID/SIE), et ce au regard des orientations du Département.

Conformément au cahier des charges de l'appel à projets, les opérations ont été évaluées et sélectionnées en prenant en considération les critères suivants :

- Réalisation effective de dispositifs d'accompagnement similaires conventionnés avec le Département du Pas-de-Calais (notamment sur le plan, administratif, pédagogique, financier, lien avec les services du département...);
- Objet social de l'organisme porteur de projet, activités régulièrement développées, connaissances et compétences de l'organisme au regard du volet professionnel ;
- Partenariat établi par l'organisme, au regard notamment du volet socioprofessionnel ;
- Moyens matériels et humains de l'organisme, au regard notamment, de l'accompagnement socioprofessionnel et de la définition et validation du projet professionnel ;
- Présentation du contexte général et du diagnostic territorial, justifiant de la mise en place de cette opération au regard de l'emploi et de la situation des bénéficiaires du

RSA ;

- Description de l'opération proposée (objectifs visés et résultats attendus) ;
- Outils de suivi mis en place, justifiant les activités réalisées (participants et personnels mobilisés) ;
- Outils pédagogiques d'accompagnement utilisés par l'opérateur ;
- Relations avec le Service Local Allocation Insertion (SLAI) et les référents
- Prise en compte des priorités transversales : égalité entre les femmes et les hommes, égalité des chances et lutte contre les discriminations, développement durable ;
- Communication relative à l'intervention du Département et du Fonds Social Européen (FSE) dans le dispositif susvisé ;
- Plan de financement détaillé de l'opération.

### **Présentation du demandeur**

L'Association Promotion et Reconnaissance par le Travail (APRT), basée sur le territoire de l'Audomarois, a pour objet l'insertion socioprofessionnelle de publics éloignés de l'emploi.

Elle possède un agrément Atelier Chantier d'Insertion émis par la DIRECCTE et évolue sur les activités suivantes : second œuvre bâtiment et environnement.

### **Présentation de l'opération**

La commune d'Aire-sur-la-Lys a souhaité en Novembre 2017 entreprendre la restauration de ses rivages en y apportant une démarche inclusive. La commune a donc pris l'attache de l'APRT afin de réaliser un chantier école programmé en plusieurs phases.

Les deux premières phases de ce chantier école (2017-2018 et 2018-2019) affichent des résultats positifs à la fois dans la qualité des travaux réalisés mais aussi sur les sorties positives des publics cibles.

Ainsi, de novembre 2017 à novembre 2018 :

- 1 personne a signé un CDD de moins de 6 mois,
- 1 personne a signé un Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire,
- 2 personnes ont signé des contrats intérimaires
- 4 personnes ont vu leur CDD d'insertion prolongé au sein de la structure.

Quant au bilan intermédiaire 2018-2019, il indique en juillet 2019 :

- 7 sorties à l'emploi (6 CDD de moins de 6 mois et 1 CDD d'insertion au sein d'une entreprise d'insertion).

Forte de ces résultats, la commune d'Aire-sur-la-Lys souhaite poursuivre ce partenariat gagnant-gagnant autour de la restauration des rivages de la Lys en réalisant une 3<sup>ème</sup> phase de travaux.

Le renouvellement du chantier-école est prévu le 06 novembre 2019 pour une durée d'un an soit jusqu'au 05 novembre 2020. Ce chantier permettra à 8 salariés en parcours, bénéficiaires du RSA et jeunes de moins de 26 ans, d'actualiser leur connaissance ou de découvrir les métiers du bâtiment. Comme précédemment, les personnes en insertion seront recrutées en CDDI de 26 heures par semaine en partenariat avec le Département du Pas-de-Calais, Pôle Emploi, la DIRECCTE, la Mission Locale et le PLIE Audomarois. Elles seront principalement domiciliées sur la commune d'Aire-sur-la-Lys.

Les travaux consistent à la rénovation des rivages de la Lys, par déjoints, rejointoiement des briques et des pierres. Au besoin, il est prévu également la pose de briques et de pierres. Cette phase 3 concernera la restauration des berges de la rue de Surène au boulevard de la manutention puis boulevard de la manutention jusqu'à l'entrée du parc près de la salle de spectacle du manège.

La structure vise un taux de sorties positives de 50%.

#### **IV. PROPOSITION**

Il est proposé de valider la demande d'aide financière présentées par l'APRT concernant ce chantier école, soit une participation financière d'un montant total de 36 000 euros, dont 21 600 euros de subventions provenant du Fonds Social Européen (FSE). Le territoire concerné a émis un avis favorable pour la mise en œuvre des opérations et pour l'attribution des participations financières.

Le modèle de convention joint en annexe de ce rapport précise les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations. Il convient tout particulièrement de noter les modalités de versement de l'article 5 qui stipule que :

- Une avance de 60 % du montant de la subvention prévisionnelle, du montant de l'aide départementale et de l'aide au titre du FSE, sera versée aux bénéficiaires dès notification des conventions et sous réserve d'une attestation de démarrage des opérations
- Le solde de la subvention (et les versements intermédiaires le cas échéant) sera versé aux bénéficiaires sur production d'une demande de paiement finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution final (ou intermédiaire) ; le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) étant conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la convention.

#### **V. CONCLUSION**

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer, à l'ASSOCIATION PROMOTION ET RECONNAISSANCE PAR LE TRAVAIL une participation financière d'un montant total 36 000 euros, dont 21 600 euros de Fonds Social Européen (FSE), au titre du dispositif « aide à l'encadrement dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion – Chantiers ponctuels dits chantiers écoles » dans les conditions exposées au présent rapport.

- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec ces structures, la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du projet type joint en annexe 1.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C01-564H01	6568/93564	APPUI AU PARCOURS INTEGRE	8 589 052,00	1 089 772,84	14 400,00	1 075 372,84
C01-041B03	6574/93041	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020 PARCOURS INTEGRE	5 454 432,00	1 051 325,79	21 600,00	1 029 725,79

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**DISPOSITIF 4 DE LA CONVENTION 2018 -2020 DE SUBVENTION GLOBALE  
DÉPARTEMENTALE - PROGRAMME OPÉRATIONNEL NATIONAL AXE 3 -  
OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3.9.1.1  
L'APPUI AUX DISPOSITIFS D'INSERTION  
ACTION DE PARRAINAGE**

(N°2019-417)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.262-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des

Solidarités et du Développement Social » ;

**Vu** la délibération n°2018-213 de la Commission Permanente en date du 04/06/2018 « Convention de subvention globale FSE 2018-2020 entre l'Etat et le Département du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

M. DUPORGE, intéressé à l'affaire, n'a pris part ni au débat, ni au vote.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer au PLIE de LENS-LIEVIN, une participation financière d'un montant total de 47 613,74 euros, dont 28 568,24 euros de Fonds Social Européen (FSE), au titre du dispositif « appui aux dispositifs d'insertion » dans les conditions exposées au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec cette structure, la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Dépense €
C01-564H01	6568//93564	APPUI AU PARCOURS INTEGRE	8 589 052,00	19 045,50
C01-041B03	6574//93041	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020 PARCOURS INTEGRE	5 454 432,00	28 568,24

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

UNION EUROPEENNE

## Programmation 2014-2020

<b>Convention</b>	relative à l'octroi d'une subvention du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole
<b>N° Ma démarche FSE</b>	.....
<b>N° Grand Angle</b>	.....
<b>Année(s)</b>	2018, 2019
<b>Nom du bénéficiaire</b>	.....
	<p>Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application</p> <p>Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application</p> <p>Vu le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union</p> <p>Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil</p> <p>Vu la Décision de la Commission européenne du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 portant orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses cofinancées par les fonds structurels et le fonds de cohésion lors du non-respect des règles en matière de marchés publics</p> <p>Vu la Décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »</p> <p>Vu le Code des Marchés publics</p> <p>Vu l'Ordonnance n°2005/649 du 6 juin 2005 relatives aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés public</p> <p>Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016</p> <p>Vu la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</p> <p>Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations</p> <p>Vu le Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020</p> <p>Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017</p>

Vu l'arrêté du 1er avril 2016 relatif à la forfaitisation des dépenses indirectes des opérations recevant une participation du Fonds social européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes au titre des programmes opérationnels nationaux ou régionaux mobilisant des crédits FSE et IEJ

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif

Vu l'arrêté du 8 janvier 2014 relatif à l'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et à leurs établissements publics administratifs

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention FSE en date du.....

Vu l'avis favorable émis par la DIRECCTE en date du ...

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L262-1 et suivants, R262-1 et suivants,

Vu la circulaire du 1er ministre du 19 avril 2013 relative à la gestion des fonds européens prévoyant notamment la possibilité pour les Départements de gérer une subvention globale du FSE pour la période 2014-2020 ;

Vu l'accord cadre validé le 05 août 2014 entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 30 juin 2017 portant sur le Pacte des Solidarités et du Développement Social du Pas-de-Calais ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 16 décembre 2014 portant sur l'accord cadre Conseil départemental, PLIE(s) (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) et Etat ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du « Date CP » allouant une subvention de ....€ dont .....€ au titre des crédits départementaux et .....€ au titre des crédits du Fonds Social Européen.



## Identification des parties

Entre	Département du Pas De Calais
D'une part, l'organisme intermédiaire	22620001200012
Raison sociale	7.2.20 - Département
Sigle	Rue Ferdinand Buisson
Numéro SIRET	62000 - ARRAS
Statut Juridique	62041
Adresse complète	
Code postal - Commune	
Code INSEE	
Représenté(e) par	Monsieur Jean-Claude LEROY, Président
	Ci-après dénommé " <b>le service gestionnaire</b> ",

Et d'autre part,  
Raison sociale  
Sigle (le cas échéant)  
N° SIRET  
Statut juridique  
Adresse complète  
Code postal - Commune  
Code INSEE  
Représenté(e) par

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée ".....", ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une subvention du Fonds social européen (FSE) dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

Axe :	3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
Objectif thématique :	3.9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
Priorité d'investissement :	3.9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
Objectif spécifique :	3.9.1.1 - Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte des « freins sociaux » et mise en activité pour des publics très éloignés de l'emploi)
Dispositif :	..... .....

Le contenu de l'opération et ses modalités de mise en œuvre sont décrits dans les annexes I et II à la présente convention.

**Il bénéficie également d'une aide accordée par le département du Pas-de-Calais.**

**Cette aide s'inscrit dans le cadre du Pacte des Solidarités adopté par le Conseil Départemental du Pas-de-Calais afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi, en particulier bénéficiaires du RSA ou jeunes de moins de 26 ans résidant sur le Département du Pas-de-Calais**

**L'ensemble des dispositions qui suivent sont applicables pour l'aide départementale accordée par le Conseil Départemental du Pas de Calais.**

## **Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention**

### **Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération**

La période de réalisation est comprise entre le.....et le .....

Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

La prestation éventuelle d'un commissaire aux comptes pour attester l'acquittement des dépenses déclarées au titre de l'opération peut intervenir postérieurement à la période de réalisation jusqu'à la date finale d'acquittement des dépenses fixée à l'article 2.2.

### **Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le ....., soit 6 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Les dépenses relatives aux prestations des commissaires aux comptes pour attester de l'acquittement des dépenses de l'opération doivent être payées par le bénéficiaire pendant cette période.

### **Article 2.3 : Entrée en vigueur et modification de la convention**

La convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire. Tout avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit être signé au plus tard 9 mois après la fin de réalisation de l'opération et selon les dispositions prévues à l'article 9.

## **Article 3 : Coût et financement de l'opération**

### **Article 3.1 : Plan de financement de l'opération**

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de : .....euros TTC.

Le budget prévisionnel de l'opération est décrit dans l'annexe II de la présente convention.

La subvention FSE attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de ..... euros maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de.....% du coût total éligible de l'opération.

Dans le plan de financement, il est fait application d'un taux forfaitaire de ..... % sur la somme des dépenses directes du projet hors dépenses de prestations pour calculer les dépenses indirectes éligibles de l'opération.

### **Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération**

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées à partir du 1er janvier 2014 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- Être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération et s'inscrire dans un poste de dépenses prévu dans le plan de financement annexé ;
- Être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans les règlements et décrets visés en référence ; ne pas être déclarées dans le cadre d'une autre opération bénéficiant d'un soutien financier de l'Union européenne ;
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire, à l'exception des contributions en nature, des dépenses exposées par des tiers et des dépenses forfaitisées.

**L'aide départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de.....euros maximum, soit .....% maximum du coût total éligible prévisionnel de l'opération.**

## **Article 4 : Imputation comptable de la subvention du FSE**

Le versement de l'aide du FSE est effectué à partir du compte .....Le compte assignataire est la payeuse départementale.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention FSE conventionnée. Les crédits FSE sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Il convient de noter que le Conseil départemental du Pas-de-Calais fait l'avance de la subvention FSE au bénéficiaire, prenant ainsi à charge la trésorerie correspondante (les montants sont restitués au Conseil départemental lors des remboursements de l'Union Européenne consécutifs aux remontées de dépenses organisées par les autorités de gestion et de certification).

L'ordonnateur de la dépense est donc le Président du Conseil départemental.

La participation du Conseil départemental pour le compte du FSE est imputée sur le Chapitre 93041 du budget départemental. Le numéro « Grand Angle » de l'opération est le.....

### **Article 4 bis**

Pour ce qui est de la part départementale de l'aide octroyée, l'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental et le comptable assignataire est la Payeuse départementale.

La participation du Conseil départemental est imputée sur le Chapitre 93564 du budget départemental

## **Article 5 : Modalités de versement de la subvention FSE**

La subvention FSE peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demandes de paiement(s) intermédiaire(s) ou finale.

Le total des versements, avance comprise, effectués avant la production du bilan d'exécution final ne peut excéder 80 % du montant FSE prévisionnel.

L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

### **Article 5.1 : Versement d'une avance**

La subvention FSE est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de.....euros , soit une avance de 60.00% du montant FSE prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention, sous réserve d'une attestation de démarrage de l'opération.

### **Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final**

La subvention FSE est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du  
compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :

## **Article 5 bis : Modalités de versement de l'aide départementale**

### **Article 5 bis.1 : Versement d'une avance**

L'aide départementale du Conseil départemental du Pas-de-Calais est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de.....euros, soit une avance de 60.00% du montant de la participation prévisionnelle, mise en paiement dès notification de la présente convention.

### **Article 5 bis.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final**

L'aide départementale est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du  
compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :

## **Article 6 : Obligations comptables**

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération. A cet effet, il met en place une comptabilité analytique pour assurer le suivi des dépenses et ressources liées à l'opération.

A défaut, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre par une codification adéquate une réconciliation des dépenses, ressources et recettes déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

## **Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire**

### **Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement**

Pour les opérations dont la durée de réalisation est inférieure ou égale à 12 mois, le bénéficiaire est tenu de produire :

- un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le.....

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention. Le service gestionnaire se réserve alors le droit d'arrêter le montant effectif de l'aide du FSE sur la base du dernier bilan intermédiaire transmis et accepté par le service gestionnaire.

En complément des dispositions précédentes, après accord du service gestionnaire, le bénéficiaire peut établir un bilan intermédiaire supplémentaire dès lors que ce dernier présente un montant de dépenses éligibles supérieur ou égal à 30% du coût total éligible conventionné.

### **Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement**

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final. Pour être recevable, tout bilan d'exécution produit par le bénéficiaire au service gestionnaire à l'appui d'une demande de paiement doit être transmis par voie électronique via l'appliquetif « Ma-démarche-FSE ».

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Les attestations des cofinancements ou les conventions correspondant a minima à la période sur laquelle porte le bilan d'exécution et mentionnant l'absence de cofinancement par l'Union européenne de ces subventions ;
- Pour les bilans intermédiaires, les ressources effectivement encaissées et les attestations de paiement afférentes<sup>1</sup> ;
- Pour le bilan final, les ressources définitivement encaissées sur l'opération et les attestations de paiement afférentes accompagnées le cas échéant d'une attestation du cofinancier indiquant le montant définitivement attribué à l'opération si celui-ci est inférieur au montant figurant dans le budget prévisionnel de l'opération<sup>1</sup>
- Un état des réalisations et des modalités de mise en œuvre de l'opération ainsi que les justifications en cas de sur ou sous réalisation ;

Pour les dépenses de rémunération, la liste des pièces justifiant les actions réalisées dont :

- ✓ La fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté à 100% de son temps de travail sur la durée de réalisation de l'opération ou à 100% de leur temps de travail pour une période fixée préalablement à leur affectation à l'opération ;
- ✓ La fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération lorsque le pourcentage du temps de travail

consacré à l'opération est mensuellement fixe. Ces documents indiquent le pourcentage d'affectation mensuel à l'opération ;

- ✓ Les fiches de suivi des temps détaillées par jour ou par demi-journée datées et signées de façon hebdomadaire ou a minima mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique ou des extraits des logiciels de suivi des temps pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération lorsque le pourcentage d'affectation à l'opération est variable d'un mois sur l'autre.
- Les pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE; Les pièces comptables justifiant les dépenses déclarées au réel dans le bilan, présentée sous la forme d'un tableur détaillant chaque dépense et permettant de reconstituer le montant total des dépenses déclarées ;
- Les pièces permettant d'attester du respect des dispositions relatives à la mise en concurrence pour les dépenses non forfaitisées entrant dans le champ d'application de l'article 15 de la présente convention ;
- La justification des valeurs retenues pour les taux d'affectation utilisés au titre des dépenses directes et pour la clé de répartition éventuellement appliquée au titre des coûts indirects non forfaitisés ;
- Le montant des recettes effectivement générées par l'opération et encaissées par le bénéficiaire à la date du bilan ;
- La liste des participants à l'opération générée automatiquement par Ma démarche FSE

<sup>1</sup> Ces éléments ne sont pas exigés lorsque le cofinancement apporté par le service gestionnaire de la convention est liquidé en même temps que le montant de la subvention FSE.

### **Article 7.3 – Procédure de rappel en cas de non production du bilan final d'exécution et/ou des pièces probantes afférentes**

Il a été convenu la mise en place d'une procédure de rappel en cas de non production des éléments du bilan final d'exécution, et ce au vu de la convention bilatérale établie entre le Conseil départemental du Pas-de-Calais et l'organisme porteur de projet, à savoir :

- Production du bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération :
  - M + 5 mois : message de rappel via MadémarcheFSE sur les obligations de production de bilan final pour les structures n'ayant pas produit de bilan final d'exécution 1 mois avant le délai imparti
  - M + 6 mois : courrier de notification définitive de résiliation de la convention avec accusé de réception : en cas de non production de bilan et sans demande de report dans les délais impartis, courrier notifiant la résiliation définitive de la convention, ainsi que l'émission d'un titre de recettes aux fins de remboursement total des sommes versées, conformément à l'article 11 de la convention. La résiliation prendra fin dans les 30 jours ouvrés à compter de la date de réception de cette notification par lettre recommandée avec accusé de réception selon les modalités suivantes :
    - conformément à l'article 11.2 de la convention, le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour présenter ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et répondre à ses obligations conventionnelles. Le cas échéant, une notification de la décision du service gestionnaire avec accusé de réception sera adressée au bénéficiaire dans les 30 jours ouvrés suivant la date d'accusé de réception du courrier du bénéficiaire ;
    - sans manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, envoi avec accusé de réception de l'attestation de bilan final avec titre de recette.
- Demande de report :
  - A adresser a minima 15 jours avant la date butoir de production de bilan final d'exécution
  - Une seule demande de report sera accordée, pour un délai maximal de 6 mois et sous réserve de raisons circonstanciées, sauf impondérables liés à MadémarcheFSE ou au service gestionnaire.
- Demande de modification et / ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du Contrôle de Service Fait :



- 1er rappel via le logiciel Madémarche FSE : pour demande de modification et/ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du CSF – délai de réception fixé à 15 jours ouvrables.

- 2e rappel par courrier recommandé avec accusé de réception : en cas de non-retour suite au 1er rappel ou pour demande de modification et/ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du CSF – délai de réception fixé à 15 jours ouvrables.

- Courrier période contradictoire avec accusé de réception : courrier période contradictoire avec solde sur la base des justificatifs fournis, conformément à l'article 8.2 de la convention. Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour présenter ses observations écrites et des pièces complémentaires :

o en cas de manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, réajustement du contrôle de service fait sur la base des justificatifs fournis et envoi de l'attestation de bilan final

o sans manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, envoi de l'attestation de bilan final, avec accusé de réception.

## **Article 8 : Détermination de la subvention FSE due**

### **Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait.**

Le service gestionnaire procède à un contrôle de service fait de l'ensemble des bilans d'exécution produits, tels que définis à l'article 7.2, en vue de déterminer le montant de la subvention FSE due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- La conformité de l'exécution de l'opération, au regard des stipulations de l'annexe technique et financière de la présente convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le montant des recettes générées par l'opération ;
- Le montant des subventions nationales versées au bénéficiaire en lien avec l'opération cofinancée ;
- Le respect de la réglementation relative aux aides d'État ;
- Le respect des obligations de la publicité liée au cofinancement de l'opération par le FSE/IEJ ;
- L'absence de sur financement de l'opération ;
- Les attestations des cofinancements correspondant aux ressources déclarées dans le bilan.

Pour les dépenses non forfaitisées, déclarées au réel :

- L'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- L'acquittement effectif des dépenses ;
- Le cas échéant, le montant valorisé au titre des contributions en nature (y compris les dépenses de tiers) ;
- Le respect des obligations de mise en concurrence.

Dans le cas des opérations pour lesquelles des participants sont identifiés, le service gestionnaire vérifie l'éligibilité des participants au regard des éventuelles conditions fixées dans la convention, le programme opérationnel ou de l'appel à projet. L'inéligibilité de participants conduit à une réfaction de toutes les dépenses à due proportion du taux d'inéligibilité constaté.

Le contrôle de service fait sur un bilan final est conditionné à la production de l'ensemble des justificatifs de l'encaissement définitif des ressources afférentes à l'opération sauf dans le cas où la ressource apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE.

Les vérifications du service gestionnaire reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19, ainsi que sur le résultat de visites sur place effectuées, le cas échéant, en cours d'exécution de l'opération.

En cas de contrôle réalisé sur un échantillon de dépenses ou de participants et aboutissant au constat d'un écart entre les éléments déclarés par le bénéficiaire et les éléments retenus par le service

gestionnaire, une correction extrapolée sera appliquée conformément aux modalités définies dans l'annexe V de la présente convention.

## **Article 8.2 : Notification du contrôle de service fait et recours**

Les résultats du contrôle de service fait réalisé par le service gestionnaire pour valider une demande de paiement émanant du bénéficiaire sont notifiés avec l'indication du délai dont il dispose pour présenter des observations écrites et des pièces complémentaires. Ce délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours calendaires et supérieur à 30 jours calendaires à compter de la notification, est suspensif du délai mentionné à l'article 132-1 du règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé.

La notification des résultats du contrôle de service fait par le service gestionnaire précise le motif et le montant de toute correction ainsi que, le cas échéant, le périmètre de dépenses auquel un taux extrapolé a été appliqué pour que le bénéficiaire soit en mesure de contester le montant de la correction.

A l'issue de la période contradictoire mentionnée supra les résultats définitifs du contrôle de service fait sont notifiés au bénéficiaire.

Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

## **Article 8.3 : Détermination des ressources de l'opération**

L'ensemble des ressources, conventionnées ou non, concourant à la réalisation de l'opération est pris en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus.

Si une subvention n'est pas affectée en totalité à l'opération cofinancée et que l'acte attributif de ladite subvention ne précise pas la part du financement allouée à l'opération ainsi que le mode de calcul de cette part le bénéficiaire est tenu de justifier la part d'affectation de cette subvention à l'opération conventionnée.

Le service gestionnaire apprécie le bienfondé de la justification apportée.

A défaut de justification ou si le service gestionnaire considère la justification insuffisante, la subvention est rapportée en totalité aux ressources affectées à l'opération conventionnée.

## **Article 8.4 : Modalités de calcul de la subvention FSE**

### **Modalités de détermination du FSE dû au titre d'un bilan intermédiaire**

Pour chaque demande de paiement présentée par le bénéficiaire dans le cadre d'un bilan intermédiaire, le montant de l'acompte FSE est calculé par différence entre le montant des dépenses éligibles déclarées ( nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) et des ressources effectivement encaissées par le bénéficiaire ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE. Si les ressources encaissées sont supérieures aux dépenses déclarées, il n'est procédé à aucun paiement FSE à titre d'acompte par le service gestionnaire.

Si les dépenses sont supérieures aux ressources, le montant FSE de l'acompte est limité au montant des dépenses déclarées et justifiées auquel est appliqué le taux de cofinancement FSE conventionné.

### **Modalités de détermination du FSE dû au titre du bilan final**

Le montant FSE dû est calculé par différence entre le montant cumulé des dépenses déclarées et justifiées ( nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) diminué du montant définitif des ressources encaissées au titre de l'opération ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE dans la limite du montant et du taux de cofinancement FSE conventionnés et des versements déjà opérés au titre de la présente convention.

Si la totalité des financements publics de l'opération (montant FSE dû + total des financements publics nationaux) conduit le bénéficiaire à dépasser les plafonds d'aide autorisés par les règles d'encadrement des aides d'État, la participation européenne est réduite à due concurrence.

#### **Article 8.4 bis : Modalités de calcul de l'aide départementale**

**Le montant de la participation départementale due est calculé au prorata des dépenses réalisées pendant la période d'éligibilité des dépenses fixées à l'article 2.2, à concurrence des dépenses réellement supportées et certifiées par l'organisme porteur, dans la limite du montant conventionné à l'article 3.1, déduction faite de l'avance versée à l'article 5.bis.**

### **Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à informer le service gestionnaire de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause<sup>1</sup> :

- L'objet et la finalité de l'opération le taux de forfaitisation des dépenses directes et indirectes.
- Le mode de calcul de l'ensemble des dépenses conventionnées par le changement de l'option de coûts simplifiés utilisée pour le calcul des dépenses<sup>2</sup>
- Le recours à une option de coûts simplifiés pour les opérations dont le montant de soutien public conventionné est inférieur à 50 000 €<sup>3</sup>.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du service gestionnaire ou sur demande formelle du bénéficiaire.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il remplit les conditions ci-après :

- Il donne lieu à une délibération du Comité de programmation ;
- Il prend la forme d'un accord écrit et doit être signé des deux parties avant la date fixée à l'article 2.3 de la présente convention.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- L'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- L'introduction de nouveaux postes de dépenses<sup>4</sup> ;
- L'introduction de ressources non conventionnées
- L'augmentation du montant FSE total ou du taux de cofinancement FSE prévisionnels pour l'ensemble de l'opération ;
- L'augmentation du coût total éligible de l'opération constatée sur un bilan intermédiaire ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération<sup>5</sup> ;
- La modification de la nature de la clé de répartition physique pour les dépenses indirectes prévue à l'article 7.2, hors application du régime de forfaitisation;
- Le changement du mode de calcul de postes de dépenses conventionnés non couverts par un taux forfaitaire au sens de l'article 67.1 d) du règlement (UE) n°1303/2013 ;
- La modification des modalités de versement de la subvention FSE fixées à l'article 5.
- La modification des coordonnées bancaires fait l'objet d'une information écrite du bénéficiaire au service gestionnaire sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Peut également donner lieu à la conclusion d'un avenant une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de plus de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné.

Une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de moins de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

<sup>1</sup> Si le bénéficiaire souhaite introduire des modifications ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération, une nouvelle demande de subvention FSE devra être déposée. La convention ne peut donc pas dans ce cas être modifiée par voie d'avenant.

<sup>2</sup> Est considéré ici comme changement de l'option de coûts simplifiés le recours à un barème de coûts standards unitaires ou à un montant forfaitaire pour couvrir l'ensemble des coûts de l'opération.

<sup>3</sup> Le soutien public comprend les subventions publiques nationales et le montant de l'aide FSE. Conformément à l'article 14.4 du règlement UE n°1304/2013, le recours à une option de coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 €.

<sup>4</sup> Il n'est pas nécessaire d'établir un avenant dans le cas où des dépenses relevant d'un poste non conventionné ont été substituées aux dépenses relevant d'un poste conventionné si cette substitution intervient en cas de force majeure, au sens de l'article 10

<sup>5</sup> La période de réalisation de l'opération ne peut excéder 36 mois, dans la limite du 31 décembre 2022.

---

## **Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure**

Le bénéficiaire ou le service gestionnaire peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le service gestionnaire.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2022, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation FSE préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le service gestionnaire.

La participation européenne n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.

## **Article 11 : Résiliation de la convention**

### **Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire**

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

### **Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire**

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

### **Article 11.3 : Effets de la résiliation**

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le service gestionnaire constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation FSE correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service gestionnaire procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

### **Article 11.4 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée. Dans ce cas, le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives au(x) bilan(s) d'exécution déjà transmis.

## **Article 12 : Reversement de la subvention**

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas :

- De résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 19 ; de montant FSE retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits FSE versés au titre des acomptes sur bilans intermédiaires ou de l'avance le cas échéant.
- De décisions prises suite à un contrôle ou à un audit mené par les autorités habilitées conduisant à une remise en cause des montants retenus par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

## **Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux participants et aux entités**

### **Article 13.1 : Obligations relatives aux entités**

Le bénéficiaire a l'obligation de renseigner au fil de l'eau et au plus tard au bilan final, dans le système d'information Ma Démarche FSE, les indicateurs relatifs aux entités au démarrage et à la fin de la période de réalisation de l'opération conventionnée.

La liste des indicateurs relatifs aux entités, à renseigner, figure en annexe IV de la présente convention.

### **Article 13.2 : Obligations relatives aux participants**

Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner de manière exhaustive ces données telles que détaillées à l'annexe IV de la présente convention. A cette fin, il s'engage à mettre en place un contrôle interne sur la qualité et la fiabilité des saisies des données dans le système d'information.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants.

Conformément à ladite loi, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent, qu'il peut exercer auprès de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse postale suivante : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, DGEFP Sous-direction Fonds social européen, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP ou à l'adresse électronique suivante : [dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr](mailto:dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr).

Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

### **Article 13.3 : Barèmes de corrections applicables en cas de non-renseignement des données obligatoires**

Le non-renseignement des données obligatoires mentionnées à l'article 13.2 de la présente convention entraîne l'application d'une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération.



Le barème des corrections applicables est celui prévu pour les Etats membres par la section 1 du chapitre II du règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission européenne du 3 mars 2014 :

- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 65% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 60%, un taux forfaitaire de 5% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 60% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 50%, un taux forfaitaire de 10% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 50% des participants de l'opération, un taux forfaitaire de 25% s'applique ;

## **Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides**

Par la présente convention qui constitue le mandat, l'organisme ..... s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions comportant les obligations de service public mentionnées à l'annexe technique I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Cette aide publique est allouée au titre du règlement européen n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits FSE informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la réglementation applicable

## **Article 15 : Procédures d'achat de biens, fournitures et services**

### **Article 15.1 : Obligation de publicité et de mise en concurrence**

Les bénéficiaires qui ne sont pas soumis au Code des marchés publics, à l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ou à l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 appliquent les modalités de mise en concurrence suivantes pour les achats effectués dans le cadre de la présente convention :

Montant de l'achat (HT)	Modalités de mise en concurrence
Inférieur à 1000€	Aucune
Entre 1000 et 14 999,99€	Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis
À partir de 15 000€	Procédure négociée avec consultation d'au moins 3 candidats (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)

En cas de manquement aux obligations ci-dessus, une correction de 25% est appliquée au montant des achats concernés déclarés dans une demande de paiement.

Les bénéficiaires assujettis aux dispositions du code des marchés publics, de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ou pour les procédures et achats engagés après le 1er avril 2016, à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour tout achat d'une valeur inférieure à 25 000 € HT, respectent les modalités de mise en concurrence suivantes :

Montant de l'achat (HT)	Modalités de mise en concurrence
Inférieur à 1000€	Aucune
Entre 1000 et 14 999,99€	Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis
Entre 15 000 et 24 999,99€	Procédure négociée avec consultation d'au moins 3 candidats (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)
À partir de 25 000€	Dispositions de la réglementation nationale applicables

Les corrections imposées suite au constat d'irrégularités ayant trait aux achats de biens, fournitures ou services sont déterminées selon les barèmes fixés dans la note COCOF 13/9527-FR de la Commission européenne visée dans la présente convention.

### **Article 15.2 : Conflit d'intérêts**

L'article 57.2 du règlement n°966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l' Union définit ainsi le conflit d'intérêt : « *Il y a conflit d'intérêt lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne participant à l'exécution et à la gestion du budget, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le bénéficiaire* »

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le service gestionnaire se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

### **Article 16 : Responsabilité**

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement du Fonds social européen à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le service gestionnaire ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

## **Article 17 : Publicité et communication**

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Fonds social européen fixée par la réglementation européenne et par les dispositions nationales conformément à l'annexe III de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du FSE aux cofinanceurs nationaux de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le service gestionnaire n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Le bénéficiaire autorise le service gestionnaire à publier les informations suivantes :

- Les nom et adresse du bénéficiaire ;
- L'objet et le contenu de l'opération cofinancée par le
- FSE ; Le montant FSE octroyé et le taux de cofinancement FSE.

**Le bénéficiaire s'engage également à communiquer sur le soutien technique et financier du Département du Pas-de-Calais.**

## **Article 18 : Évaluation de l'opération**

Les données relatives aux indicateurs seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du service gestionnaire et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

## **Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service gestionnaire, ou tout autre organisme externe mandaté par le service gestionnaire, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 10 ans suivant la fin de la période de réalisation fixée à l'article 2.1 de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

Le montant de l'aide FSE peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service gestionnaire à exiger du bénéficiaire le reversement des sommes indûment perçues.

## **Article 20 : Propriété et utilisation des résultats**

Le service gestionnaire reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au service gestionnaire et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire cède sur les documents transmis au service gestionnaire, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont cédés sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

## **Article 21 : Confidentialité**

Le service gestionnaire et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

## **Article 22 : Recours**

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du service gestionnaire prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

**En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.**

**À défaut, les litiges qui pourraient résulter de l'application des présentes seront portés devant le tribunal administratif de Lille.**

## **Article 23 : Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble des annexes suivantes :

- **annexe I** description de l'opération
- **annexe II** budget prévisionnel de l'opération ;
- **annexe III** relative aux obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement FSE ;
- **annexe IV** relative au suivi des participants et des entités;
- **annexe V** relative à l'échantillonnage et à l'extrapolation;

Date :

Le bénéficiaire, représenté par

---

Pour le Département et par délégation

Madame Marilynne VINCLAIRE, Directrice

---

Notifiée et rendue exécutoire le :

## DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Durable  
Mission Remobilisation vers l'emploi et gestion des dispositifs

**RAPPORT N°40**

Territoire(s): Lens-Hénin  
Canton(s): Tous les cantons des territoires  
EPCI(s): Tous les EPCI du territoire

### **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

#### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

### **DISPOSITIF 4 DE LA CONVENTION 2018 -2020 DE SUBVENTION GLOBALE DEPARTEMENTALE - PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL AXE 3 - OBJECTIF SPECIFIQUE 3.9.1.1 L'APPUI AUX DISPOSITIFS D'INSERTION ACTION DE PARRAINAGE**

#### **PREAMBULE**

En vertu de l'article L.115-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la mise en œuvre du revenu solidarité active et les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des Départements.

Les politiques d'insertion des publics les plus fragilisés que souhaite mener le Département du Pas-de-Calais s'inscrivent dans un contexte social et économique particulièrement difficile. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Cet environnement socio-économique explique en partie le poids des bénéficiaires du RSA (BRSA) dans le département.

Dans ce cadre, la politique volontariste d'insertion professionnelle initiée par le Département a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi durable et de permettre la sortie pérenne du dispositif.

A ce titre, conformément à la délibération du Conseil départemental en date du 30 juin 2017 adoptant le Pacte des solidarités et du développement social 2017-2022, le Département met en avant la nécessité d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi en développant des pratiques innovantes d'accompagnement vers l'emploi, comme le prévoit l'appel à projet intitulé « le Département et l'Europe : un engagement collectif en faveur de l'emploi des personnes en situation d'exclusion ».

Par ailleurs, et dans le cadre de la subvention globale du Fonds Social



Européen (FSE) déléguée au Département du Pas-de-Calais pour la période 2014-2020, l'accent a été mis sur le développement d'actions innovantes en matière d'insertion professionnelle pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

## **I. LE CADRE GENERAL DU DISPOSITIF**

Dans le cadre de la bataille pour l'emploi conduite par le Département, avec le soutien du Fonds Social Européen, des structures œuvrant sur le champ de l'insertion et de l'emploi mettent en œuvre des dispositifs qui répondent aux préoccupations départementales.

Ces opérations visent avant tout la (re)construction de l'employabilité des personnes éloignées de l'emploi, en particulier des bénéficiaires du RSA ou des jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ainsi que la construction de parcours d'insertion cohérents et progressifs.

L'appui aux dispositifs d'insertion doit permettre de proposer des opérations innovantes, exemplaires et structurantes sur le territoire départemental.

## **II. LE CONCOURS DU FONDS SOCIAL EUROPEEN**

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, le Département peut s'appuyer sur le Fonds Social Européen (FSE) comme démultiplicateur de l'intervention départementale. En effet, le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen 2014-2020 a fixé comme objectif d'augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (objectif 3.9.1.1). Le Département, reconnu comme chef de file du FSE Inclusion, et délégataire d'une subvention globale FSE d'un montant de 34 860 697 € sur la période 2014 – 2020, partage cet objectif.

C'est pourquoi, la Commission permanente du 4 juin 2018 a entériné la convention de subvention globale 2018-2020 avec l'Etat, autorité de gestion du FSE, identifiant ce dispositif comme outil pertinent d'inclusion active sur le triennal 2018-2020. Ce conventionnement permet le co-financement des opérations correspondantes à hauteur de 60 % de leur coût, en complément des financements départementaux.

## **III. LES MODALITES D'INSTRUCTION DES OPERATIONS PRESENTEES**

Conformément à la convention de subvention globale FSE 2018-2020, l'autorité de gestion déléguée (le service FSE de la DIRECCTE) a été saisie, pour avis, des dossiers présentés dans ce présent rapport.

Cet avis consultatif a pour objectif de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité au programme opérationnel et du respect des lignes de partage.

Les demandes ont fait l'objet d'une instruction qualitative, quantitative, administrative et financière par les Services Locaux Allocation Insertion des Maisons du Département Solidarités (MDS/SLAI) territorialement compétentes et le Service Insertion et Emploi de la Direction des politiques d'Inclusion Durable), et ce au regard des orientations du Département.

Conformément au cahier des charges de l'appel à projets, les opérations ont été évaluées et sélectionnées en prenant en considération les critères suivants :

- Réalisation effective de dispositifs d'accompagnement similaires conventionnés avec le Département du Pas-de-Calais (notamment sur le plan, administratif, pédagogique, financier, lien avec les services du département...);
- Objet social de l'organisme porteur de projet, activités régulièrement développées, connaissances et compétences de l'organisme au regard du volet professionnel ;
- Partenariat établi par l'organisme, au regard notamment du volet

socioprofessionnel ;

- Moyens matériels et humains de l'organisme, au regard notamment, de l'accompagnement socioprofessionnel et de la définition et validation du projet professionnel ;

- Présentation du contexte général et du diagnostic territorial, justifiant de la mise en place de cette opération au regard de l'emploi et de la situation des bénéficiaires du RSA ;

- Description de l'opération proposée (objectifs visés et résultats attendus) ;

- Outils de suivi mis en place, justifiant les activités réalisées (participants et personnels mobilisés) ;

- Outils pédagogiques d'accompagnement utilisés par l'opérateur ;

- Relations avec le Service Local Allocation Insertion (SLAI) et les référents

- Prise en compte des priorités transversales : égalité entre les femmes et les hommes, égalité des chances et lutte contre les discriminations, développement durable ;

- Communication relative à l'intervention du Département et du Fonds Social Européen (FSE) dans le dispositif susvisé ;

- Plan de financement détaillé de l'opération.

### **Présentation du demandeur**

PLIE DE LENS-LIEVIN  
91 bis Jean Jaurès  
62 803 LIEVIN  
Président : Laurent DUPORGE

Le PLIE de Lens-Liévin est une association loi 1901 qui a pour objet d'assurer l'ingénierie technique et financière des opérations et des dispositifs locaux contribuant au retour à l'emploi et/ou à l'accès à une formation qualifiante des populations du territoire, notamment les bénéficiaires du RSA ou jeunes de moins de 26 ans éloignés de l'emploi.

### **Présentation de l'opération**

Le projet a pour objectif de favoriser des passerelles entre les bénéficiaires du RSA ou jeunes de moins de 26 ans et le "monde économique" et de mieux connaître les "codes" des entreprises pour lever les obstacles à une insertion professionnelle durable.

Au travers cette démarche pédagogique qui associe des temps collectifs et individuels, l'action se déclinera de la manière suivante :

- 1) Identification des secteurs professionnels répondant aux attentes et aux besoins du territoire mais aussi du public accompagné. A ce volet, s'ajoute la recherche de partenaires "Parrains-marraines" et entreprises "socialement responsables" s'inscrivant dans une démarche inclusive des personnes accompagnées.
- 2) Information sur le projet auprès des référents et des publics bénéficiaires du RSA ou jeunes moins de 26 ans" afin d'identifier les participants intéressés par la démarche et possédant un projet professionnel arrivant à maturité.
- 3) La mise en œuvre du parrainage en identifiant un parrain/marraine pour chaque participant. Le parrain/marraine proposera ainsi un accompagnement de 6 mois avec un 1 entretien individuel par mois.
- 4) Un suivi de l'action par le chargé de mission du PLIE.

Les modalités de mise en œuvre du parrainage sont les suivantes :

Les parrains/marraines seront soit actifs ou retraités. Pour ces derniers, le PLIE envisage de s'appuyer sur des associations de bénévoles reconnues comme EGEE ou encore ECTI.

Les parrains/marraines "actifs" (entreprises), quant à eux, recevront essentiellement les participants sur leur lieu de travail.

Pendant toute la période de l'opération, ils mobiliseront leur réseau d'entreprises et partenaires au bénéfice du participant. Ils aideront ce dernier à démystifier l'entreprise et son approche, lui donner les "codes". Ils pourront être amenés à préparer le participant à rencontrer un recruteur en lui donnant des conseils : présentation, discours, informations sur l'entreprise, le secteur d'activité. La relation de confiance instaurée entre le parrain/marraine et le participant doit contribuer à faciliter l'insertion professionnelle du participant.

Cette action prévoit l'accompagnement de 30 participants résidant le territoire de Lens-Hénin et se déroulera du 05 novembre 2019 au 31 décembre 2020.

Elle est la reconduction d'une opération expérimentale initiée en novembre 2018. En matière de sorties positives, le bilan intermédiaire de celle-ci ne permet d'afficher que les résultats d'un des deux groupes. Ainsi, sur 15 personnes participants à ce groupe, une personne a obtenu un CDI, 2 personnes ont obtenu un CDD de moins de 6 mois, 2 personnes connaissaient des périodes en immersion en entreprise pouvant potentiellement se conclure par une embauche et 2 personnes sont entrées en formation qualifiante. Soit un taux de sortie positive de 46 %. Ce taux pourra être revu à la hausse avec les résultats du deuxième groupe qui seront fournis lors du bilan final.

Pour cette année 2019-2020, le PLIE de Lens-Liévin envisage 50% de sorties dynamiques (emploi durable, de transition ou formations qualifiantes) dont 35% de sorties vers l'emploi durable ou de transition.

#### **IV. PROPOSITION**

Cette demande a été déposée le 23/07/2019 dans le cadre de l'appel à projets « le Département et l'Europe : un engagement collectif en faveur de l'emploi des personnes en situation d'exclusion », sur le site «<https://mademarchefse.fr/demat/>» conformément aux exigences de la programmation européenne 2014-2020.

Il est proposé de valider les demandes d'aides financières présentées par le PLIE de LENS-LIEVIN concernant l'opération « appui aux dispositifs d'insertion - Parrainage », soit une participation financière d'un montant total de 47 613,74 euros, dont 28 568,24 euros de subventions provenant du Fonds Social Européen (FSE).

Les territoires concernés ont émis un avis favorable pour la mise en œuvre des opérations et pour l'attribution des participations financières.

Le budget prévisionnel est le suivant :

DEPENSES			RECETTES		
Nature	Montant	%	Financeurs	Montant	%
<b>Directes</b>	<b>40 665,92 €</b>	<b>85%</b>	<b>CD62</b>  <b>FSE</b>	19 045,50 €	40%
1. <i>Personnel</i>	30 539,12 €	64%			
2. <i>Fonctionnement</i>	4 200,00 €	9%			
3. <i>Presta. externes</i>	5 926,80 €	12%			
4. <i>Participants</i>					
<b>Indirectes</b>	<b>6 947,82 €</b>	<b>15 %</b>		28 568,24 €	60%
<b>Total</b>	<b>47 613,74 €</b>	<b>100%</b>	<b>Total</b>	<b>47 613,74 €</b>	<b>100%</b>

Le modèle de convention joint en annexe de ce rapport précise les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations. Il convient tout particulièrement de noter les modalités de versement de l'article 5 qui stipule que :

- Une avance de 60 % du montant de la subvention prévisionnelle, du montant de l'aide départementale et de l'aide au titre du FSE, sera versée aux bénéficiaires dès notification des conventions et sous réserve d'une attestation de démarrage des opérations
- Le solde de la subvention (et les versements intermédiaires le cas échéant) sera versé aux bénéficiaires sur production d'une demande de paiement finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution final (ou intermédiaire) ; le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) étant conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la convention.

#### V. CONCLUSION

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer, au PLIE de Lens-Liévin, une participation financière d'un montant total de 47 613,74 euros, dont 28 568,24 euros de Fonds Social Européen (FSE), au titre du dispositif « appui aux dispositifs d'insertion » dans les conditions exposées au présent rapport.

- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec cette structure, la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du projet type joint en annexe 1.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C01-564H01	6568//93564	APPUI AU PARCOURS INTEGRE	8 589 052,00	1 075 372,84	19 045,50	1 056 327,34
C01-041B03	6574//93041	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020 PARCOURS INTEGRE	5 454 432,00	1 029 725,79	28 568,24	1 001 157,55

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**DISPOSITIF 4 DE LA CONVENTION 2018 -2020 DE SUBVENTION GLOBALE  
DÉPARTEMENTALE - PROGRAMME OPÉRATIONNEL NATIONAL AXE 3 -  
OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3.9.1.1  
L'APPUI AUX DISPOSITIFS D'INSERTION  
AIFOR : AIDE À LA MOBILITÉ**

(N°2019-418)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.262-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des



Solidarités et du Développement Social » ;

**Vu** la délibération n°2018-213 de la Commission Permanente en date du 04/06/2018 « Convention de subvention globale FSE 2018-2020 entre l'Etat et le Département du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer à « AIFOR » (Accueil Insertion Formation Orientation), pour son projet d'aide à la mobilité, une participation financière d'un montant total de 46 573,12 euros, dont 27 943 ,87 euros de Fonds Social Européen (FSE), au titre du dispositif 4 « appui aux dispositifs d'insertion » dans les conditions exposées au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la structure visée à l'article 1, la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du projet type annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

Les dépenses versées en application de l'article 1 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Dépense €
C01-564H01	6568//93564	APPUI AU PARCOURS INTEGRE	8 589 052,00	18 629,25
C01-041B03	6574//93041	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020 PARCOURS INTEGRE	5 454 432,00	27 943,87

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

UNION EUROPEENNE

## Programmation 2014-2020

<b>Convention</b>	relative à l'octroi d'une subvention du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole
<b>N° Ma démarche FSE</b>	.....
<b>N° Grand Angle</b>	.....
<b>Année(s)</b>	2018, 2019
<b>Nom du bénéficiaire</b>	.....
	<p>Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application</p> <p>Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application</p> <p>Vu le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union</p> <p>Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil</p> <p>Vu la Décision de la Commission européenne du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 portant orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses cofinancées par les fonds structurels et le fonds de cohésion lors du non-respect des règles en matière de marchés publics</p> <p>Vu la Décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »</p> <p>Vu le Code des Marchés publics</p> <p>Vu l'Ordonnance n°2005/649 du 6 juin 2005 relatives aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés public</p> <p>Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016</p> <p>Vu la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</p> <p>Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations</p> <p>Vu le Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020</p> <p>Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017</p>

Vu l'arrêté du 1er avril 2016 relatif à la forfaitisation des dépenses indirectes des opérations recevant une participation du Fonds social européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes au titre des programmes opérationnels nationaux ou régionaux mobilisant des crédits FSE et IEJ

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif

Vu l'arrêté du 8 janvier 2014 relatif à l'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et à leurs établissements publics administratifs

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention FSE en date du.....

Vu l'avis favorable émis par la DIRECCTE en date du ...

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L262-1 et suivants, R262-1 et suivants,

Vu la circulaire du 1er ministre du 19 avril 2013 relative à la gestion des fonds européens prévoyant notamment la possibilité pour les Départements de gérer une subvention globale du FSE pour la période 2014-2020 ;

Vu l'accord cadre validé le 05 août 2014 entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 30 juin 2017 portant sur le Pacte des Solidarités et du Développement Social du Pas-de-Calais ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 16 décembre 2014 portant sur l'accord cadre Conseil départemental, PLIE(s) (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) et Etat ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du « Date CP » allouant une subvention de ....€ dont .....€ au titre des crédits départementaux et .....€ au titre des crédits du Fonds Social Européen.

## Identification des parties

Entre	Département du Pas De Calais
D'une part, l'organisme intermédiaire	22620001200012
Raison sociale	7.2.20 - Département
Sigle	Rue Ferdinand Buisson
Numéro SIRET	62000 - ARRAS
Statut Juridique	62041
Adresse complète	
Code postal - Commune	
Code INSEE	
Représenté(e) par	Monsieur Jean-Claude LEROY, Président
	Ci-après dénommé " <b>le service gestionnaire</b> ",

Et d'autre part,  
Raison sociale  
Sigle (le cas échéant)  
N° SIRET  
Statut juridique  
Adresse complète  
Code postal - Commune  
Code INSEE  
Représenté(e) par

**Il est convenu ce qui suit :**



## **Article 1 : Objet de la convention**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée ".....", ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une subvention du Fonds social européen (FSE) dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

Axe :	3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
Objectif thématique :	3.9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
Priorité d'investissement :	3.9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
Objectif spécifique :	3.9.1.1 - Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte des « freins sociaux » et mise en activité pour des publics très éloignés de l'emploi)
Dispositif :	..... .....

Le contenu de l'opération et ses modalités de mise en œuvre sont décrits dans les annexes I et II à la présente convention.

**Il bénéficie également d'une aide accordée par le département du Pas-de-Calais.**

**Cette aide s'inscrit dans le cadre du Pacte des Solidarités adopté par le Conseil Départemental du Pas-de-Calais afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi, en particulier bénéficiaires du RSA ou jeunes de moins de 26 ans résidant sur le Département du Pas-de-Calais**

**L'ensemble des dispositions qui suivent sont applicables pour l'aide départementale accordée par le Conseil Départemental du Pas de Calais.**

## **Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention**

### **Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération**

La période de réalisation est comprise entre le.....et le .....

Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

La prestation éventuelle d'un commissaire aux comptes pour attester l'acquittement des dépenses déclarées au titre de l'opération peut intervenir postérieurement à la période de réalisation jusqu'à la date finale d'acquittement des dépenses fixée à l'article 2.2.

### **Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le ....., soit 6 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Les dépenses relatives aux prestations des commissaires aux comptes pour attester de l'acquittement des dépenses de l'opération doivent être payées par le bénéficiaire pendant cette période.

### **Article 2.3 : Entrée en vigueur et modification de la convention**

La convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire. Tout avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit être signé au plus tard 9 mois après la fin de réalisation de l'opération et selon les dispositions prévues à l'article 9.

## **Article 3 : Coût et financement de l'opération**

### **Article 3.1 : Plan de financement de l'opération**

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de : .....euros TTC.

Le budget prévisionnel de l'opération est décrit dans l'annexe II de la présente convention.

La subvention FSE attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de ..... euros maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de.....% du coût total éligible de l'opération.

Dans le plan de financement, il est fait application d'un taux forfaitaire de ..... % sur la somme des dépenses directes du projet hors dépenses de prestations pour calculer les dépenses indirectes éligibles de l'opération.

### **Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération**

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées à partir du 1er janvier 2014 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- Être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération et s'inscrire dans un poste de dépenses prévu dans le plan de financement annexé ;
- Être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans les règlements et décrets visés en référence ; ne pas être déclarées dans le cadre d'une autre opération bénéficiant d'un soutien financier de l'Union européenne ;
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire, à l'exception des contributions en nature, des dépenses exposées par des tiers et des dépenses forfaitisées.

**L'aide départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de.....euros maximum, soit .....% maximum du coût total éligible prévisionnel de l'opération.**

## **Article 4 : Imputation comptable de la subvention du FSE**

Le versement de l'aide du FSE est effectué à partir du compte .....Le compte assignataire est la payeuse départementale.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention FSE conventionnée. Les crédits FSE sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Il convient de noter que le Conseil départemental du Pas-de-Calais fait l'avance de la subvention FSE au bénéficiaire, prenant ainsi à charge la trésorerie correspondante (les montants sont restitués au Conseil départemental lors des remboursements de l'Union Européenne consécutifs aux remontées de dépenses organisées par les autorités de gestion et de certification).

L'ordonnateur de la dépense est donc le Président du Conseil départemental.

La participation du Conseil départemental pour le compte du FSE est imputée sur le Chapitre 93041 du budget départemental. Le numéro « Grand Angle » de l'opération est le.....

### **Article 4 bis**

Pour ce qui est de la part départementale de l'aide octroyée, l'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental et le comptable assignataire est la Payeuse départementale.

La participation du Conseil départemental est imputée sur le Chapitre 93564 du budget départemental

## **Article 5 : Modalités de versement de la subvention FSE**

La subvention FSE peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demandes de paiement(s) intermédiaire(s) ou finale.

Le total des versements, avance comprise, effectués avant la production du bilan d'exécution final ne peut excéder 80 % du montant FSE prévisionnel.

L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

### **Article 5.1 : Versement d'une avance**

La subvention FSE est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de.....euros , soit une avance de 60.00% du montant FSE prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention, sous réserve d'une attestation de démarrage de l'opération.

### **Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final**

La subvention FSE est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du  
compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :

## **Article 5 bis : Modalités de versement de l'aide départementale**

### **Article 5 bis.1 : Versement d'une avance**

L'aide départementale du Conseil départemental du Pas-de-Calais est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de.....euros, soit une avance de 60.00% du montant de la participation prévisionnelle, mise en paiement dès notification de la présente convention.

### **Article 5 bis.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final**

L'aide départementale est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du  
compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :

## **Article 6 : Obligations comptables**

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération. A cet effet, il met en place une comptabilité analytique pour assurer le suivi des dépenses et ressources liées à l'opération.

A défaut, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre par une codification adéquate une réconciliation des dépenses, ressources et recettes déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

## **Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire**

### **Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement**

Pour les opérations dont la durée de réalisation est inférieure ou égale à 12 mois, le bénéficiaire est tenu de produire :

- un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le.....

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention. Le service gestionnaire se réserve alors le droit d'arrêter le montant effectif de l'aide du FSE sur la base du dernier bilan intermédiaire transmis et accepté par le service gestionnaire.

En complément des dispositions précédentes, après accord du service gestionnaire, le bénéficiaire peut établir un bilan intermédiaire supplémentaire dès lors que ce dernier présente un montant de dépenses éligibles supérieur ou égal à 30% du coût total éligible conventionné.

### **Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement**

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final. Pour être recevable, tout bilan d'exécution produit par le bénéficiaire au service gestionnaire à l'appui d'une demande de paiement doit être transmis par voie électronique via l'appliquetif « Ma-démarche-FSE ».

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Les attestations des cofinancements ou les conventions correspondant a minima à la période sur laquelle porte le bilan d'exécution et mentionnant l'absence de cofinancement par l'Union européenne de ces subventions ;
- Pour les bilans intermédiaires, les ressources effectivement encaissées et les attestations de paiement afférentes<sup>1</sup> ;
- Pour le bilan final, les ressources définitivement encaissées sur l'opération et les attestations de paiement afférentes accompagnées le cas échéant d'une attestation du cofinancier indiquant le montant définitivement attribué à l'opération si celui-ci est inférieur au montant figurant dans le budget prévisionnel de l'opération<sup>1</sup>
- Un état des réalisations et des modalités de mise en œuvre de l'opération ainsi que les justifications en cas de sur ou sous réalisation ;

Pour les dépenses de rémunération, la liste des pièces justifiant les actions réalisées dont :

- ✓ La fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté à 100% de son temps de travail sur la durée de réalisation de l'opération ou à 100% de leur temps de travail pour une période fixée préalablement à leur affectation à l'opération ;
- ✓ La fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération lorsque le pourcentage du temps de travail

consacré à l'opération est mensuellement fixe. Ces documents indiquent le pourcentage d'affectation mensuel à l'opération ;

- ✓ Les fiches de suivi des temps détaillées par jour ou par demi-journée datées et signées de façon hebdomadaire ou a minima mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique ou des extraits des logiciels de suivi des temps pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération lorsque le pourcentage d'affectation à l'opération est variable d'un mois sur l'autre.
- Les pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE; Les pièces comptables justifiant les dépenses déclarées au réel dans le bilan, présentée sous la forme d'un tableur détaillant chaque dépense et permettant de reconstituer le montant total des dépenses déclarées ;
- Les pièces permettant d'attester du respect des dispositions relatives à la mise en concurrence pour les dépenses non forfaitisées entrant dans le champ d'application de l'article 15 de la présente convention ;
- La justification des valeurs retenues pour les taux d'affectation utilisés au titre des dépenses directes et pour la clé de répartition éventuellement appliquée au titre des coûts indirects non forfaitisés ;
- Le montant des recettes effectivement générées par l'opération et encaissées par le bénéficiaire à la date du bilan ;
- La liste des participants à l'opération générée automatiquement par Ma démarche FSE

<sup>1</sup> Ces éléments ne sont pas exigés lorsque le cofinancement apporté par le service gestionnaire de la convention est liquidé en même temps que le montant de la subvention FSE.

### **Article 7.3 – Procédure de rappel en cas de non production du bilan final d'exécution et/ou des pièces probantes afférentes**

Il a été convenu la mise en place d'une procédure de rappel en cas de non production des éléments du bilan final d'exécution, et ce au vu de la convention bilatérale établie entre le Conseil départemental du Pas-de-Calais et l'organisme porteur de projet, à savoir :

- Production du bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération :
  - M + 5 mois : message de rappel via MadémarcheFSE sur les obligations de production de bilan final pour les structures n'ayant pas produit de bilan final d'exécution 1 mois avant le délai imparti
  - M + 6 mois : courrier de notification définitive de résiliation de la convention avec accusé de réception : en cas de non production de bilan et sans demande de report dans les délais impartis, courrier notifiant la résiliation définitive de la convention, ainsi que l'émission d'un titre de recettes aux fins de remboursement total des sommes versées, conformément à l'article 11 de la convention. La résiliation prendra fin dans les 30 jours ouvrés à compter de la date de réception de cette notification par lettre recommandée avec accusé de réception selon les modalités suivantes :
    - conformément à l'article 11.2 de la convention, le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour présenter ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et répondre à ses obligations conventionnelles. Le cas échéant, une notification de la décision du service gestionnaire avec accusé de réception sera adressée au bénéficiaire dans les 30 jours ouvrés suivant la date d'accusé de réception du courrier du bénéficiaire ;
    - sans manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, envoi avec accusé de réception de l'attestation de bilan final avec titre de recette.
- Demande de report :
  - A adresser a minima 15 jours avant la date butoir de production de bilan final d'exécution
  - Une seule demande de report sera accordée, pour un délai maximal de 6 mois et sous réserve de raisons circonstanciées, sauf impondérables liés à MadémarcheFSE ou au service gestionnaire.
- Demande de modification et / ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du Contrôle de Service Fait :

- 1er rappel via le logiciel Madémarche FSE : pour demande de modification et/ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du CSF – délai de réception fixé à 15 jours ouvrables.

- 2e rappel par courrier recommandé avec accusé de réception : en cas de non-retour suite au 1er rappel ou pour demande de modification et/ou réclamation d'éléments complémentaires du bilan pour finalisation du CSF – délai de réception fixé à 15 jours ouvrables.

- Courrier période contradictoire avec accusé de réception : courrier période contradictoire avec solde sur la base des justificatifs fournis, conformément à l'article 8.2 de la convention. Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour présenter ses observations écrites et des pièces complémentaires :

o en cas de manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, réajustement du contrôle de service fait sur la base des justificatifs fournis et envoi de l'attestation de bilan final

o sans manifestation du bénéficiaire dans le délai imparti, envoi de l'attestation de bilan final, avec accusé de réception.

## **Article 8 : Détermination de la subvention FSE due**

### **Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait.**

Le service gestionnaire procède à un contrôle de service fait de l'ensemble des bilans d'exécution produits, tels que définis à l'article 7.2, en vue de déterminer le montant de la subvention FSE due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- La conformité de l'exécution de l'opération, au regard des stipulations de l'annexe technique et financière de la présente convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le montant des recettes générées par l'opération ;
- Le montant des subventions nationales versées au bénéficiaire en lien avec l'opération cofinancée ;
- Le respect de la réglementation relative aux aides d'État ;
- Le respect des obligations de la publicité liée au cofinancement de l'opération par le FSE/IEJ ;
- L'absence de sur financement de l'opération ;
- Les attestations des cofinancements correspondant aux ressources déclarées dans le bilan.

Pour les dépenses non forfaitisées, déclarées au réel :

- L'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- L'acquittement effectif des dépenses ;
- Le cas échéant, le montant valorisé au titre des contributions en nature (y compris les dépenses de tiers) ;
- Le respect des obligations de mise en concurrence.

Dans le cas des opérations pour lesquelles des participants sont identifiés, le service gestionnaire vérifie l'éligibilité des participants au regard des éventuelles conditions fixées dans la convention, le programme opérationnel ou de l'appel à projet. L'inéligibilité de participants conduit à une réfaction de toutes les dépenses à due proportion du taux d'inéligibilité constaté.

Le contrôle de service fait sur un bilan final est conditionné à la production de l'ensemble des justificatifs de l'encaissement définitif des ressources afférentes à l'opération sauf dans le cas où la ressource apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE.

Les vérifications du service gestionnaire reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19, ainsi que sur le résultat de visites sur place effectuées, le cas échéant, en cours d'exécution de l'opération.

En cas de contrôle réalisé sur un échantillon de dépenses ou de participants et aboutissant au constat d'un écart entre les éléments déclarés par le bénéficiaire et les éléments retenus par le service

gestionnaire, une correction extrapolée sera appliquée conformément aux modalités définies dans l'annexe V de la présente convention.

## **Article 8.2 : Notification du contrôle de service fait et recours**

Les résultats du contrôle de service fait réalisé par le service gestionnaire pour valider une demande de paiement émanant du bénéficiaire sont notifiés avec l'indication du délai dont il dispose pour présenter des observations écrites et des pièces complémentaires. Ce délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours calendaires et supérieur à 30 jours calendaires à compter de la notification, est suspensif du délai mentionné à l'article 132-1 du règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé.

La notification des résultats du contrôle de service fait par le service gestionnaire précise le motif et le montant de toute correction ainsi que, le cas échéant, le périmètre de dépenses auquel un taux extrapolé a été appliqué pour que le bénéficiaire soit en mesure de contester le montant de la correction.

A l'issue de la période contradictoire mentionnée supra les résultats définitifs du contrôle de service fait sont notifiés au bénéficiaire.

Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

## **Article 8.3 : Détermination des ressources de l'opération**

L'ensemble des ressources, conventionnées ou non, concourant à la réalisation de l'opération est pris en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus.

Si une subvention n'est pas affectée en totalité à l'opération cofinancée et que l'acte attributif de ladite subvention ne précise pas la part du financement allouée à l'opération ainsi que le mode de calcul de cette part le bénéficiaire est tenu de justifier la part d'affectation de cette subvention à l'opération conventionnée.

Le service gestionnaire apprécie le bienfondé de la justification apportée.

A défaut de justification ou si le service gestionnaire considère la justification insuffisante, la subvention est rapportée en totalité aux ressources affectées à l'opération conventionnée.

## **Article 8.4 : Modalités de calcul de la subvention FSE**

### **Modalités de détermination du FSE dû au titre d'un bilan intermédiaire**

Pour chaque demande de paiement présentée par le bénéficiaire dans le cadre d'un bilan intermédiaire, le montant de l'acompte FSE est calculé par différence entre le montant des dépenses éligibles déclarées ( nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) et des ressources effectivement encaissées par le bénéficiaire ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE. Si les ressources encaissées sont supérieures aux dépenses déclarées, il n'est procédé à aucun paiement FSE à titre d'acompte par le service gestionnaire.

Si les dépenses sont supérieures aux ressources, le montant FSE de l'acompte est limité au montant des dépenses déclarées et justifiées auquel est appliqué le taux de cofinancement FSE conventionné.

### **Modalités de détermination du FSE dû au titre du bilan final**

Le montant FSE dû est calculé par différence entre le montant cumulé des dépenses déclarées et justifiées ( nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) diminué du montant définitif des ressources encaissées au titre de l'opération ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention FSE dans la limite du montant et du taux de cofinancement FSE conventionnés et des versements déjà opérés au titre de la présente convention.



Si la totalité des financements publics de l'opération (montant FSE dû + total des financements publics nationaux) conduit le bénéficiaire à dépasser les plafonds d'aide autorisés par les règles d'encadrement des aides d'État, la participation européenne est réduite à due concurrence.

## **Article 8.4 bis : Modalités de calcul de l'aide départementale**

**Le montant de la participation départementale due est calculé au prorata des dépenses réalisées pendant la période d'éligibilité des dépenses fixées à l'article 2.2, à concurrence des dépenses réellement supportées et certifiées par l'organisme porteur, dans la limite du montant conventionné à l'article 3.1, déduction faite de l'avance versée à l'article 5.bis.**

## **Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à informer le service gestionnaire de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause<sup>1</sup> :

- L'objet et la finalité de l'opération le taux de forfaitisation des dépenses directes et indirectes.
- Le mode de calcul de l'ensemble des dépenses conventionnées par le changement de l'option de coûts simplifiés utilisée pour le calcul des dépenses<sup>2</sup>
- Le recours à une option de coûts simplifiés pour les opérations dont le montant de soutien public conventionné est inférieur à 50 000 €<sup>3</sup>.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du service gestionnaire ou sur demande formelle du bénéficiaire.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il remplit les conditions ci-après :

- Il donne lieu à une délibération du Comité de programmation ;
- Il prend la forme d'un accord écrit et doit être signé des deux parties avant la date fixée à l'article 2.3 de la présente convention.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- L'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- L'introduction de nouveaux postes de dépenses<sup>4</sup> ;
- L'introduction de ressources non conventionnées
- L'augmentation du montant FSE total ou du taux de cofinancement FSE prévisionnels pour l'ensemble de l'opération ;
- L'augmentation du coût total éligible de l'opération constatée sur un bilan intermédiaire ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération<sup>5</sup> ;
- La modification de la nature de la clé de répartition physique pour les dépenses indirectes prévue à l'article 7.2, hors application du régime de forfaitisation;
- Le changement du mode de calcul de postes de dépenses conventionnés non couverts par un taux forfaitaire au sens de l'article 67.1 d) du règlement (UE) n°1303/2013 ;
- La modification des modalités de versement de la subvention FSE fixées à l'article 5.
- La modification des coordonnées bancaires fait l'objet d'une information écrite du bénéficiaire au service gestionnaire sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Peut également donner lieu à la conclusion d'un avenant une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de plus de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné.

Une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de moins de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

<sup>1</sup> Si le bénéficiaire souhaite introduire des modifications ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération, une nouvelle demande de subvention FSE devra être déposée. La convention ne peut donc pas dans ce cas être modifiée par voie d'avenant.

<sup>2</sup> Est considéré ici comme changement de l'option de coûts simplifiés le recours à un barème de coûts standards unitaires ou à un montant forfaitaire pour couvrir l'ensemble des coûts de l'opération.

<sup>3</sup> Le soutien public comprend les subventions publiques nationales et le montant de l'aide FSE. Conformément à l'article 14.4 du règlement UE n°1304/2013, le recours à une option de coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 €.

<sup>4</sup> Il n'est pas nécessaire d'établir un avenant dans le cas où des dépenses relevant d'un poste non conventionné ont été substituées aux dépenses relevant d'un poste conventionné si cette substitution intervient en cas de force majeure, au sens de l'article 10

<sup>5</sup> La période de réalisation de l'opération ne peut excéder 36 mois, dans la limite du 31 décembre 2022.

---

## **Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure**

Le bénéficiaire ou le service gestionnaire peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le service gestionnaire.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2022, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation FSE préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le service gestionnaire.

La participation européenne n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.

## **Article 11 : Résiliation de la convention**

### **Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire**

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

### **Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire**

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

### **Article 11.3 : Effets de la résiliation**

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le service gestionnaire constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation FSE correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service gestionnaire procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

### **Article 11.4 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée. Dans ce cas, le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives au(x) bilan(s) d'exécution déjà transmis.

## **Article 12 : Reversement de la subvention**

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas :

- De résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 19 ; de montant FSE retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits FSE versés au titre des acomptes sur bilans intermédiaires ou de l'avance le cas échéant.
- De décisions prises suite à un contrôle ou à un audit mené par les autorités habilitées conduisant à une remise en cause des montants retenus par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

## **Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux participants et aux entités**

### **Article 13.1 : Obligations relatives aux entités**

Le bénéficiaire a l'obligation de renseigner au fil de l'eau et au plus tard au bilan final, dans le système d'information Ma Démarche FSE, les indicateurs relatifs aux entités au démarrage et à la fin de la période de réalisation de l'opération conventionnée.

La liste des indicateurs relatifs aux entités, à renseigner, figure en annexe IV de la présente convention.

### **Article 13.2 : Obligations relatives aux participants**

Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner de manière exhaustive ces données telles que détaillées à l'annexe IV de la présente convention. A cette fin, il s'engage à mettre en place un contrôle interne sur la qualité et la fiabilité des saisies des données dans le système d'information.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants.

Conformément à ladite loi, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent, qu'il peut exercer auprès de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse postale suivante : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, DGEFP Sous-direction Fonds social européen, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP ou à l'adresse électronique suivante : [dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr](mailto:dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr).

Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

### **Article 13.3 : Barèmes de corrections applicables en cas de non-renseignement des données obligatoires**

Le non-renseignement des données obligatoires mentionnées à l'article 13.2 de la présente convention entraîne l'application d'une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération.

Le barème des corrections applicables est celui prévu pour les Etats membres par la section 1 du chapitre II du règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission européenne du 3 mars 2014 :

- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 65% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 60%, un taux forfaitaire de 5% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 60% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 50%, un taux forfaitaire de 10% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 50% des participants de l'opération, un taux forfaitaire de 25% s'applique ;

## **Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides**

Par la présente convention qui constitue le mandat, l'organisme ..... s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions comportant les obligations de service public mentionnées à l'annexe technique I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Cette aide publique est allouée au titre du règlement européen n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits FSE informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la réglementation applicable

## **Article 15 : Procédures d'achat de biens, fournitures et services**

### **Article 15.1 : Obligation de publicité et de mise en concurrence**

Les bénéficiaires qui ne sont pas soumis au Code des marchés publics, à l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ou à l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 appliquent les modalités de mise en concurrence suivantes pour les achats effectués dans le cadre de la présente convention :

Montant de l'achat (HT)	Modalités de mise en concurrence
Inférieur à 1000€	Aucune
Entre 1000 et 14 999,99€	Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis
À partir de 15 000€	Procédure négociée avec consultation d'au moins 3 candidats (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)

En cas de manquement aux obligations ci-dessus, une correction de 25% est appliquée au montant des achats concernés déclarés dans une demande de paiement.

Les bénéficiaires assujettis aux dispositions du code des marchés publics, de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ou pour les procédures et achats engagés après le 1er avril 2016, à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour tout achat d'une valeur inférieure à 25 000 € HT, respectent les modalités de mise en concurrence suivantes :

Montant de l'achat (HT)	Modalités de mise en concurrence
Inférieur à 1000€	Aucune
Entre 1000 et 14 999,99€	Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis
Entre 15 000 et 24 999,99€	Procédure négociée avec consultation d'au moins 3 candidats (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)
À partir de 25 000€	Dispositions de la réglementation nationale applicables

Les corrections imposées suite au constat d'irrégularités ayant trait aux achats de biens, fournitures ou services sont déterminées selon les barèmes fixés dans la note COCOF 13/9527-FR de la Commission européenne visée dans la présente convention.

### **Article 15.2 : Conflit d'intérêts**

L'article 57.2 du règlement n°966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l' Union définit ainsi le conflit d'intérêt : « *Il y a conflit d'intérêt lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne participant à l'exécution et à la gestion du budget, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le bénéficiaire* »

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le service gestionnaire se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

### **Article 16 : Responsabilité**

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement du Fonds social européen à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le service gestionnaire ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

## **Article 17 : Publicité et communication**

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Fonds social européen fixée par la réglementation européenne et par les dispositions nationales conformément à l'annexe III de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du FSE aux cofinanceurs nationaux de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le service gestionnaire n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Le bénéficiaire autorise le service gestionnaire à publier les informations suivantes :

- Les nom et adresse du bénéficiaire ;
- L'objet et le contenu de l'opération cofinancée par le
- FSE ; Le montant FSE octroyé et le taux de cofinancement FSE.

**Le bénéficiaire s'engage également à communiquer sur le soutien technique et financier du Département du Pas-de-Calais.**

## **Article 18 : Évaluation de l'opération**

Les données relatives aux indicateurs seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du service gestionnaire et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

## **Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service gestionnaire, ou tout autre organisme externe mandaté par le service gestionnaire, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 10 ans suivant la fin de la période de réalisation fixée à l'article 2.1 de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

Le montant de l'aide FSE peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service gestionnaire à exiger du bénéficiaire le reversement des sommes indûment perçues.

## **Article 20 : Propriété et utilisation des résultats**

Le service gestionnaire reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.



Le bénéficiaire s'engage à fournir au service gestionnaire et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire cède sur les documents transmis au service gestionnaire, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont cédés sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

## **Article 21 : Confidentialité**

Le service gestionnaire et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

## **Article 22 : Recours**

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du service gestionnaire prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

**En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.**

**À défaut, les litiges qui pourraient résulter de l'application des présentes seront portés devant le tribunal administratif de Lille.**

## **Article 23 : Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble des annexes suivantes :

- **annexe I** description de l'opération
- **annexe II** budget prévisionnel de l'opération ;
- **annexe III** relative aux obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement FSE ;
- **annexe IV** relative au suivi des participants et des entités;
- **annexe V** relative à l'échantillonnage et à l'extrapolation;

Date :

Le bénéficiaire, représenté par

---

Pour le Département et par délégation

Madame Marilynne VINCLAIRE, Directrice

---

Notifiée et rendue exécutoire le :

## DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Durable  
Mission Remobilisation vers l'emploi et gestion des dispositifs

**RAPPORT N°41**

Territoire(s): Montreuillois-Ternois  
Canton(s): Tous les cantons des territoires  
EPCI(s): Tous les EPCI du territoire

### **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

#### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

### **DISPOSITIF 4 DE LA CONVENTION 2018 -2020 DE SUBVENTION GLOBALE DEPARTEMENTALE - PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL AXE 3 - OBJECTIF SPECIFIQUE 3.9.1.1 L'APPUI AUX DISPOSITIFS D'INSERTION AIFOR : AIDE À LA MOBILITÉ**

#### **PREAMBULE**

En vertu de l'article L.115-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la mise en œuvre du revenu solidarité active et les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des Départements.

Les politiques d'insertion des publics les plus fragilisés que souhaite mener le Département du Pas-de-Calais s'inscrivent dans un contexte social et économique particulièrement difficile. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Cet environnement socio-économique explique en partie le poids des bénéficiaires du RSA (BRSA) dans le département.

Dans ce cadre, la politique volontariste d'insertion professionnelle initiée par le Département a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi durable et de permettre la sortie pérenne du dispositif.

A ce titre, conformément à la délibération du Conseil départemental en date du 30 juin 2017 adoptant le Pacte des solidarités et du développement social 2017-2022, le Département met en avant la nécessité d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi en développant des pratiques innovantes d'accompagnement vers l'emploi, comme le prévoit l'appel à projet intitulé « Le Département et l'Europe : un engagement collectif en faveur de l'emploi des personnes en situation d'exclusion ».

Par ailleurs, et dans le cadre de la subvention globale du Fonds Social

Européen (FSE) déléguée au Département du Pas-de-Calais pour la période 2014-2020, l'accent a été mis sur le développement d'actions innovantes en matière d'insertion professionnelle pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

## **I. LE CADRE GENERAL DU DISPOSITIF**

Dans le cadre de la bataille pour l'emploi conduite par le Département, avec le soutien du Fonds Social Européen, des structures œuvrant sur le champ de l'insertion et de l'emploi mettent en œuvre des dispositifs qui répondent aux préoccupations départementales.

Ces opérations visent avant tout la (re)construction de l'employabilité des personnes éloignées de l'emploi, en particulier des bénéficiaires du RSA ou des jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ainsi que la construction de parcours d'insertion cohérents et progressifs.

L'appui aux dispositifs d'insertion doit permettre de proposer des opérations innovantes, exemplaires et structurantes sur le territoire départemental.

## **II. LE CONCOURS DU FONDS SOCIAL EUROPEEN**

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, le Département peut s'appuyer sur le Fonds Social Européen (FSE) comme démultiplicateur de l'intervention départementale. En effet, le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen 2014-2020 a fixé comme objectif d'augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (objectif 3.9.1.1). Le Département, reconnu comme chef de file du FSE Inclusion, et délégataire d'une subvention globale FSE d'un montant de 34 860 697 € sur la période 2014 – 2020, partage cet objectif.

C'est pourquoi, la Commission permanente, lors de sa réunion du 4 juin 2018, a entériné la convention de subvention globale 2018-2020 avec l'Etat, autorité de gestion du FSE, identifiant ce dispositif comme outil pertinent d'inclusion active sur le triennal 2018-2020. Ce conventionnement permet le co-financement des opérations correspondantes à hauteur de 60 % de leur coût, en complément des financements départementaux.

## **III. LES MODALITES D'INSTRUCTION DES OPERATIONS PRESENTEES**

Conformément à la convention de subvention globale FSE 2018-2020, l'autorité de gestion déléguée (le service FSE de la DIRECCTE) a été saisie, pour avis, des dossiers présentés dans ce présent rapport.

Cet avis consultatif a pour objectif de statuer sur la régularité de l'opération au regard notamment de l'éligibilité au programme opérationnel et du respect des lignes de partage.

Les demandes ont fait l'objet d'une instruction qualitative, quantitative, administrative et financière par les Services Locaux Allocation Insertion des Maisons du Département Solidarités (MDS/SLAI) territorialement compétentes et le Service Insertion et Emplois de la Direction des Politiques d'Inclusion Durable (DPID/SIE), et ce au regard des orientations du Département.

Conformément au cahier des charges de l'appel à projets, les opérations ont été évaluées et sélectionnées en prenant en considération les critères suivants :

- Réalisation effective de dispositifs d'accompagnement similaires conventionnés avec le Département du Pas-de-Calais (notamment sur le plan, administratif, pédagogique, financier, lien avec les services du département...);
- Objet social de l'organisme porteur de projet, activités régulièrement développées, connaissances et compétences de l'organisme au regard du volet professionnel;
- Partenariat établi par l'organisme, au regard notamment du volet socioprofessionnel;
- Moyens matériels et humains de l'organisme, au regard notamment, de

l'accompagnement socioprofessionnel et de la définition et validation du projet professionnel ;

- Présentation du contexte général et du diagnostic territorial, justifiant de la mise en place de cette opération au regard de l'emploi et de la situation des bénéficiaires du RSA ;
- Description de l'opération proposée (objectifs visés et résultats attendus) ;
- Outils de suivi mis en place, justifiant les activités réalisées (participants et personnels mobilisés) ;
- Outils pédagogiques d'accompagnement utilisés par l'opérateur ;
- Relations avec le Service Local Allocation Insertion (SLAI) et les référents
- Prise en compte des priorités transversales : égalité entre les femmes et les hommes, égalité des chances et lutte contre les discriminations, développement durable ;
- Communication relative à l'intervention du Département et du Fonds Social Européen (FSE) dans le dispositif susvisé ;
- Plan de financement détaillé de l'opération.

### **Présentation du demandeur**

AIFOR (Accueil Insertion Formation Orientation)  
Boulevard Lefebvre à Etaples-sur-Mer  
Statut : Association  
Président : M. Frédéric CADET

### **Présentation de l'opération**

AIFOR propose une opération structurée ayant comme double objectif la concrétisation du projet professionnel et l'obtention du permis de conduire susceptible de faciliter la recherche d'emploi.

L'opération s'adresse à seize bénéficiaires ou jeunes de moins de 26 ans éloignés de l'emploi, et se déroulera du 18 novembre 2019 au 31 juillet 2020.

Cette opération s'appuie sur la mise en place de 11 modules dans lesquels sont travaillés les objectifs principaux suivants :

- Module 1 : administratif et dynamique de groupe (7 heures),
- Module 2 : l'enjeu de la mobilité culturelle, géographique et professionnelle (14 heures),
- Module 3 : initiation aux compétences numériques (28 heures),
- Module 4 : mise en œuvre de parcours individualisés et renforcés vers l'emploi (116 heures),
- Module 5 : gestion du stress (30h),
- Module 6 : la mobilité inclusive au service du projet professionnel (105 heures de code et 32 heures de conduite par participant),
- Module 7 : Prévention et sécurité (14 h),
- Module 8 : les périodes d'immersion en entreprise (210 heures),
- Module 9 : exploitation de l'alternance (69 heures),

- Module 10 : préparation aux sélections d'entrée en formation qualifiante (35 heures),
- Module 11: suivi post-formation (1 heure par participant).

AIFOR mettra à disposition cinq formateurs qui animeront ces sessions de formation. Chacun de ces formateurs aura en charge les modules spécifiques à sa compétence.

A l'issue de cette opération, AIFOR prévoit 80 % d'obtention du code de la route, 74 % d'obtention du permis de conduire et 56 % de sorties positives (ex : CDD + 6 mois, CDD – 6 mois ou formation qualifiante). Les résultats seront mesurés en fin de conventionnement.

Le bilan de l'exercice 2018-2019 affiche un taux de sorties dynamiques de 50% dont 31% de sorties vers l'emploi durable ou de transition. Plus globalement, sur les 16 personnes suivies, 4 personnes ont trouvé un CDD de moins de 6 mois ou un contrat d'intérim, 3 personnes ont obtenu un contrat aidé et 3 personnes ont intégré une formation qualifiante.

Afin de réaliser cette opération, AIFOR sollicite 46 573,12 € dont 27 943,87€ de Fonds Social Européen, permettant de couvrir les dépenses de personnel, et les dépenses indirectes liées à cette opération.

Le tableau ci-dessous présente le budget prévisionnel de l'opération :

DEPENSES			RECETTES		
Nature	Montant	%	Financeurs	Montant	%
<b>Directes</b>	<b>33 266,51 €</b>	<b>71 %</b>	<b>CD62</b>	18 629,25 €	40%
1. <i>Personnel</i>	33 266,51 €	71 %			
2. <i>Fonctionnement</i>					
3. <i>Presta. externes</i>					
4. <i>Participants</i>			<b>FSE</b>	27 943,87 €	60%
<b>Indirectes</b>	<b>13 306,61 €</b>	<b>29 %</b>			
<b>Total</b>	<b>46 573,12 €</b>	<b>100%</b>	<b>Total</b>	<b>46 573,12 €</b>	<b>100%</b>

#### IV. PROPOSITION

Il est proposé de valider la demande d'aides financières présentée par AIFOR concernant l'opération susmentionnée soit une participation financière d'un montant total de 46 573,12 euros, dont 27 943 ,87 euros de subventions provenant du Fonds Social Européen (FSE).

Le territoire concerné a émis un avis favorable pour le renouvellement de cette opération et pour l'attribution de la participation financière.

Le modèle de convention joint en annexe de ce rapport précise les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations. Il convient tout particulièrement de noter les modalités de versement de l'article 5 qui stipule que :

- Une avance de 60 % du montant de la subvention prévisionnelle, du montant de l'aide départementale et de l'aide au titre du FSE, sera versée aux bénéficiaires dès notification des conventions et sous réserve d'une attestation de démarrage des opérations
- Le solde de la subvention (et les versements intermédiaires le cas échéant) sera versé aux bénéficiaires sur production d'une demande de paiement finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution final (ou intermédiaire) ; le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) étant conditionné à l'acceptation du

bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la convention.

V. **CONCLUSION**

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer à AIFOR pour son projet d'aide à la mobilité, une participation financière d'un montant total de 46 573,12 euros, dont 27 943 ,87 euros de Fonds Social Européen (FSE), au titre du dispositif 4 « appui aux dispositifs d'insertion » dans les conditions exposées au présent rapport,

- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec cette structure, la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de ces participations, dans les termes du projet type joint en annexe 1.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C01-564H01	6568//93564	APPUI AU PARCOURS INTEGRE	8 589 052,00	1 056 327,34	18 629,25	1 037 698,09
C01-041B03	6574//93041	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020 PARCOURS INTEGRE	5 454 432,00	1 001 157,55	27 943,87	973 213,68

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**MISE À JOUR DE LA PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS FINANÇÉES PAR LE  
FONDS SOCIAL EUROPÉEN DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D'INSERTION  
SOCIALE 2015-2017**

(N°2019-419)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.262-1 et suivants ;

**Vu** le Code du Travail et notamment ses articles L.5132-4, L.5132-15 et L.5132-15-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2017-230 du Conseil départemental en date du 29/06/2017 « Pacte des solidarités et du développement social » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité départementale et emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'acter la déprogrammation des opérations reprises au tableau annexé à la présente délibération et le retrait des dossiers correspondants dans la base informatique « ma démarche FSE ».

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## Annexe 1 : tableau des déprogrammations

	Numéro dossier	Structure	Dispositif	Motifs
1	201505157	CSC Saint Omer	Insertion sociale	Hors FSE
2	201504720	CSI Longuenesse	Insertion sociale	Hors FSE
3	201505279	Centre Social Arques	Insertion sociale	Hors FSE
4	201505209	centre social espace carnot	Insertion sociale	Hors FSE
5	201504881	CS Eclate St Martin	Insertion sociale	Hors FSE
6	201504746	SHUB Partenariat	Insertion sociale	Hors FSE
7	201504841	FJEP	Insertion sociale	Hors FSE
8	201505132	CIAS des 3 pays	Insertion sociale	Hors FSE
9	201504243	CIAS Audruicq 2	Insertion sociale	Hors FSE
10	201505217	CCAS de Marck	Insertion sociale	Hors FSE
11	201504566	ANAF Hémin	Insertion sociale	Hors FSE
12	201504311	CCAS Bully	Insertion sociale	Hors FSE
13	201504546	AFP2i Ternois	Insertion sociale	Hors FSE
14	201505261	CPIE Val d' Authie	Insertion sociale	Hors FSE
15	201703072	Accueil Insertion Formation Orientation	Insertion sociale	Hors FSE
16	201603685	Accueil Insertion Formation Orientation	Insertion sociale	Hors FSE
17	201505027	GRETA Grand Artois	Insertion sociale	Hors FSE
18	201701316	CENTRE SOCIAL ECLATE	Insertion sociale	Hors FSE
19	201701269	Passeport Forma	Insertion sociale	Hors FSE
20	201700533	SIVOM SCOLARITE INSERTION SOCIO PROF	Insertion sociale	Hors FSE
21	201700971	Centre socioculturel intergénérationnel	Insertion sociale	Hors FSE
22	201701079	Association Droit Au Travail	Insertion sociale	Hors FSE
23	201701109	SHUB PARTENARIAT	Insertion sociale	Hors FSE
24	201701405	ADEFI-MISSION LOCALE	Insertion sociale	Hors FSE
25	201701153	Greta Grand Littoral	Insertion sociale	Hors FSE
26	201701041	Association pour le Développement et la Promotion de l'Environnement dans le Val d'Authie / Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement	Insertion sociale	Hors FSE
27	201701187	CREAFI	Insertion sociale	Hors FSE
28	201700873	Centre Social intergénérationnel	Insertion sociale	Hors FSE
29	201701036	Centre Communal d'action d'action sociale	Insertion sociale	Hors FSE
30	201700572	Centre Communal d'Action Sociale de Calais	Insertion sociale	Hors FSE
31	201700677	MAISON DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE	Insertion sociale	Hors FSE
32	201701172	centre socioculturel Audrey bartier	Insertion sociale	Hors FSE
33	201701379	Passeport Forma	Insertion sociale	Hors FSE
34	201505299	Culture et Liberté	Insertion sociale	Hors FSE
35	201700855	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Béthune	Insertion sociale	Hors FSE
36	201700833	centre social et culturel de saint omer	Insertion sociale	Hors FSE
37	201701011	ANAF	Insertion sociale	Hors FSE
38	201701060	CAREMBAULT	Insertion sociale	Liquidation judiciaire
39	201700916	Mairie de Oignies	Insertion sociale	Hors FSE
40	201700665	CAREMBAULT	Insertion sociale	Liquidation judiciaire
41	201701303	CAPSO	Insertion sociale	Hors FSE
42	201801122	GRETA	ISIP	Hors FSE
43	201800734	GRETA	ISIP	Hors FSE

## DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Durable  
Mission Remobilisation vers l'emploi et gestion des dispositifs

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Sociale

### RAPPORT N°42

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

### COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

#### REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

### MISE À JOUR DE LA PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D'INSERTION SOCIALE 2015-2017

#### Préambule

En vertu de l'article L.115-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la mise en œuvre du revenu solidarité active et les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des Départements.

Les politiques d'insertion des publics les plus fragilisés que souhaite mener le Département du Pas-de-Calais s'inscrivent dans un contexte social et économique particulièrement difficile. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Cet environnement socio-économique explique en partie le poids des bénéficiaires du RSA (BRSA) dans le département.

Dans ce cadre, la politique volontariste d'insertion professionnelle initiée par le Département a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi durable et de permettre la sortie pérenne du dispositif.

A ce titre, conformément à la délibération du Conseil départemental en date du 30 juin 2017 adoptant le Pacte des solidarités et du développement social 2017-2022, le Département met en avant la nécessité d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi en développant des pratiques innovantes d'accompagnement vers l'emploi, comme le prévoit l'appel à projet intitulé « Conduire la bataille pour l'emploi ».

Par ailleurs, et dans le cadre de la subvention globale du Fonds Social Européen (FSE) déléguée au Département du Pas-de-Calais pour la période 2014-2020, l'accent a été mis sur le développement d'actions innovantes en matière d'insertion

professionnelle pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

### **Présentation de la mise à jour de la programmation**

Dans le cadre de l'appel à projets « Conduire la bataille pour l'emploi », et plus précisément du dispositif d'Insertion Sociale, les projets doivent être déposés sur la plateforme dématérialisée « ma démarche FSE », qui est la clé d'entrée unique pour le dépôt des dossiers.

L'activité et les actions déployées dans le cadre de l'Insertion Sociale rendent difficiles, de par leur nature, les productions des pièces nécessaires pour le bilan des opérations au regard des normes liées au Fonds Social Européen.

Dans ce contexte, la mise à jour du programme des opérations est nécessaire pour récupérer, sur la maquette financière FSE, les crédits programmés sur ces opérations. En effet, jusqu'à ce que cette mise à jour soit effectuée, la programmation est grevée du montant programmé.

Les services de l'Etat en charge du Programme Opérationnel National FSE sollicitent de notre part cette procédure, afin de pouvoir réaffecter les montants sur de nouvelles opérations.

Conformément à la procédure définie dans le cadre du Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle (DSGC), la Commission permanente vaut comité de programmation au sens du FSE. Une délibération est donc nécessaire pour programmer ou déprogrammer des opérations dans le cadre de « ma démarche FSE ».

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'acter la déprogrammation des opérations reprises au tableau annexé et le retrait des dossiers correspondants dans la base informatique « ma démarche FSE ».

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE PROJETS JEUNESSE DE TERRITOIRE  
AU TITRE DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES**

(N°2019-420)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.263-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des Solidarités et du Développement Social 2017-2022 » ;

**Vu** la délibération n°2018-13 de la Commission Permanente en date du 08/01/2018 «

Adoption du nouveau Règlement Intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer aux deux porteurs de projet repris au tableau ci-dessous, une participation financière d'un montant global de 14 000 euros, au titre du fonds d'aide aux jeunes, selon les modalités reprises au rapport annexé à la présente délibération.

<b>Territoire</b>	<b>Structures</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>Montant total du projet</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé par les services</b>
Arrageois	AFP2i	Challenge Run'job en CUA	16 247€	6 500€	6 500€
Arrageois	Mission Locale Pays d'Artois	Chantiers nature de bénévoles	15 000€	7 500€	7 500€
<b>Total</b>	<b>2 structures</b>	<b>2 projets</b>	<b>31 247€</b>	<b>14 000€</b>	<b>14 000€</b>

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les bénéficiaires visés à l'article 1, les conventions précisant les modalités et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de la participation départementale, dans les termes du projet joint à la présente délibération.



**Article 3 :**

Les participations versées en application de l'article 1 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C03-582A01	6568/9358	Fonds d'Aide aux jeunes	150 000,00	14 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**FICHE PROJET AFP2i**

Intitulé	Challenge Run'job en CUA
Nature du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Accompagnement du public <input type="checkbox"/> Observatoire de la jeunesse <input type="checkbox"/> Offre complémentaire
Durée de l'action	Septembre à décembre 2019
Contenu et modalités de mise en œuvre	
Objectifs	Ce projet a pour objectifs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de permettre aux jeunes ayant validé leur projet emploi de conforter leur approche entreprise par une meilleure connaissance d'eux-mêmes et des codes du monde économique</li> <li>- de permettre aux jeunes de prendre conscience des compétences et attitudes attendues par les entreprises</li> <li>- d'initier les jeunes aux outils numériques en créant leur CV vidéo et utiliser les outils multimédias comme levier de valorisation des compétences.</li> </ul>
Description de l'action (préciser la volumétrie)	<p>Le projet consiste à apporter un accompagnement spécifique aux jeunes en mobilisant des pratiques innovantes (soft skills, outils numériques...).</p> <p>L'action se déroule autour d'un challenge avec 12 jeunes, composé de 5 « badges » à acquérir par le jeune sur les 5 parcours mis en place : Esprit d'initiative, Effort et dépassement de soi avec une randonnée pédestre de 10kms, travail en équipe via un défi escape game, enquêtes et immersions en entreprise avec entreprise 3.0 mode d'emploi, et enfin la valorisation des compétences avec un serious game et la mise en place d'e-portfolio. Les jeunes doivent signer la charte d'engagement RUN'JOB au démarrage de l'action.</p> <p>Une certification de connaissances et compétences professionnelles, certification CLéA, sera délivrée ou préparée pour chaque jeune.</p> <p>L'action porte sur 220h par jeune et s'étale sur 10 semaines composées de 182 heures collectives (soit une moyenne de 20/21 h sur 9 semaines) et 3 heures d'entretien individuel par jeune (soit 3 x 12 = 36 heures CIP) et 35 heures en entreprise.</p> <p>Le SLAI de l'Arrageois sera associé au repérage des jeunes au titre du RSA. Il participera également au comité de pilotage ainsi que les partenaires pédagogiques (AFP2i, Réseau ETINCELLE et l'équipe de Natur'ailes), la Communauté Urbaine d'Arras.</p>
Moyens affectés	
Moyens humains	Un conseiller insertion est missionné sur le projet pour 6h par jeunes (soit 72h) ainsi qu'un évaluateur CLéA
Financement (préciser les co-financements)	Cout total : 16 247,00 € <b>CD62 : 6 500,00 €</b> CUA : 9 747,00 €
Evaluation/Indicateurs de suivi	
Indicateurs quantitatifs	Pour évaluer ce projet des indicateurs chiffrés seront mis en place comme par exemple le nombre de badges acquis dans le cadre du challenge, le nombre de certifications CLéA acquises ou en préparations.
Indicateurs qualitatifs	Une évaluation sera réalisée grâce à un relevé de contacts pris, le nombre d'entretiens en entreprise et ainsi que le parrainage emploi amorcé à l'issu de l'action pour chaque jeune.

**FICHE PROJET Mission Locale Pays d'Artois**

<b>Intitulé</b>	<b>Chantier nature de jeunes bénévoles : quand les jeunes agissent sur la nature !</b>
Nature du projet	<input checked="" type="checkbox"/> Accompagnement du public <input type="checkbox"/> Observatoire de la jeunesse <input type="checkbox"/> Offre complémentaire
Durée de l'action	3 chantiers seront organisés sur le dernier trimestre 2019 : le premier du 07 au 11 octobre, le second du 21 au 25 octobre et le troisième du 04 au 08 novembre 2019
<b>Contenu et modalités de mise en œuvre</b>	
Objectifs	<p>Ce projet a comme objectif de permettre aux jeunes en situation de grande précarité et de pauvreté généralement sans qualification, de participer à une expérience en groupe sur la thématique de l'environnement, la découverte d'un milieu naturel, d'influence des comportements sur ce milieu.</p> <p>Les objectifs spécifiques au travers de cette expérience sont de : lutter contre l'isolement des publics en décrochage, reconnecter ses jeunes à leur environnement quotidien, être acteur d'un chantier, développer et valoriser ses compétences sociales et professionnelles, découvrir des techniques professionnelles</p>
Description de l'action (préciser la volumétrie)	<p>Ce projet sera mené en plusieurs étapes. Dans un premier temps de la communication sera faite via des affiches et des flyers qui seront diffusés auprès des jeunes en Garantie Jeunes. Plusieurs réunions de présentation des chantiers seront mises en place avec des témoignages de jeunes ayant déjà vécu l'expérience. Puis les 3 chantiers seront organisés. L'Association « Les Blongios » interviendra sur l'encadrement technique et pédagogique des chantiers nature. Les jeunes travailleront 35 heures par semaine sur un chantier.</p> <p>Ces chantiers s'adressent principalement aux jeunes intégrés dans le dispositif Garantie Jeunes mais sont aussi ouverts à l'ensemble des jeunes inscrits à la Mission Locale en Pays d'Artois. 42 jeunes doivent être intégrés ce projet.</p> <p>Les jeunes seront accompagnés par l'équipe de la Mission Locale dans la mise à jour de leurs cv afin de valoriser les nouvelles compétences acquises au cours des chantiers ainsi que l'investissement citoyen, afin de préparer les jeunes à des rencontres avec des entreprises sous forme de circuit court (tables rondes jeunes/ employeurs).</p> <p>Ce projet sera également suivi par le SLAI de la MDS de l'Arrageois et la commission Garantie Jeunes</p>
<b>Moyens affectés</b>	
Moyens humains	Un conseil insertion est missionné sur le projet pour 139h30 ainsi qu'un chargé de projet pour 20h et l'encadrant de l'association Blongios
Financement (préciser les co-financements)	Cout total : 15 000,00 € <b>CD62 : 7 500,00 €</b> Autofinancement : 7 500,00 €
<b>Evaluation/Indicateurs de suivi</b>	
Indicateurs quantitatifs	Pour évaluer ce projet des indicateurs chiffrés seront mis en place comme par exemple le nombre de jeunes informés, positionnés, le nombre de participants, le nombre de jeunes intéressés par les métiers de l'environnement, ainsi qu'une exposition photos.
Indicateurs qualitatifs	Une évaluation sera réalisée grâce à la diffusion de questionnaire de satisfaction auprès des jeunes, sur la modification des pratiques des jeunes

Pôle Solidarités  
Direction du Développement Social  
Service Jeunesse et Citoyenneté

..... **CONVENTION**

*Objet : Convention relative à l'octroi d'une participation dans le cadre d'un projet jeunesse de territoire - Fonds d'Aide aux Jeunes intitulé « ..... ».*

**Entre le Département du Pas-de-Calais**

d'une part,

Collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifiée au répertoire SIREN sous le N° 226 200 012, représentée par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental en vertu de l'article L.3221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du .

Ci-après dénommée par « le Département »,

**Et d'autre part,**

Organisme identifié au répertoire SIRET sous le N° ..... représenté par ....., Président(e) du Conseil d'Administration tant en vertu des statuts, que de la délibération du Conseil d'Administration en date du .....

Ci-après dénommé par « »

*Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L 263-3 et suivants*

*Vu la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social, notamment son volet 3*

*Vu la délibération de la Commission Permanente en date du 8 janvier 2018 adoptant le nouveau Règlement Intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes*

**Il a été convenu ce qui suit,**

## **ARTICLE 1: OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre, de financement et de suivi du projet intitulé «.....». Ce projet a pour objectif

## **ARTICLE 2 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique du        au        pour la réalisation du projet susvisé.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin prévue à l'alinéa précédent, notamment pour couvrir la période de fin d'exécution des actions individuelles engagées par les jeunes et, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

## **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

### **3.1 : Obligations générales**

L'organisme s'engage à :

1) en ce qui concerne la désignation des personnes physiques :

- recruter ou affecter sur chaque action un personnel suffisant et qualifié.
- produire régulièrement la liste nominative actualisée des personnels affectés à ces actions avec le descriptif de leur profil.

2) en ce qui concerne les relations avec les services départementaux :

- à utiliser les documents fournis par le Département à partir desquels sera calculée la participation départementale,

Plus généralement l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle de l'action prévue dans la présente convention.

### **3.2. Obligation particulière : information du public**

Lors de toute communication au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative à l'action proposée aux jeunes relevant du dispositif Fonds d'Aide aux Jeunes, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier et technique du Département.

### **3.3. Obligation particulière : secret professionnel**

Les dirigeants, membres et salariés de l'organisme sont tenus au secret professionnel pour les informations dont ils auront à connaître dans la mise en œuvre de l'action.

Cette obligation s'étend aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente convention.

Toutefois, cette obligation ne saurait faire obstacle ni aux obligations d'information à des buts statistiques, ni à l'exercice du pouvoir de contrôle du Président du Conseil départemental et des Services de l'Etat.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention sera effectué par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et/ou sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation relative à la situation des Jeunes relevant du dispositif Fonds d'Aide aux jeunes et à la réalisation des actions.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré par les services de l'Etat, de la Chambre Régionale des Comptes, ou des missions de contrôle de l'Inspection Générale des Affaires Sociales.

#### **ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

##### **5.1. Montant de la participation**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action prévue par la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme une participation d'un montant maximal de **XXXXXX € ( euros)** au titre de la période d'application prévue à l'article 2 de la présente convention.

##### **5.2. Modalités de versement de la participation**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en deux versements selon les modalités suivantes :

- Le versement d'un acompte de 60 % interviendra de plein droit sur la base de la présente convention dûment signée par les deux parties et de la délibération qui autorise la signature par le Président du Conseil départemental, soit **XXXXXX € ( euros)**.
- Le montant définitif de la participation due par le Département sera déterminé au terme de l'action sur production du compte-rendu final de l'action et de la liste de sorties des jeunes au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'action.

Dans le cas où les objectifs ne se réaliseraient pas ou ne seraient pas complets, le Département se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité du solde. Le calcul du montant du solde sera alors effectué au prorata du service fait.

Si le montant de l'acompte s'avère supérieur au service fait, il sera demandé à l'organisme le remboursement total ou partiel de ces indus.

La participation prévue à l'article 5.1 sera imputée au programme C03.582A01 dédié aux Fonds d'Aide aux Jeunes.

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental.  
Le comptable assignataire est la Payeuse Départementale du Pas-de-Calais.

Les versements sont effectués suivant l'identification de l'association qui reprend les éléments suivants :

<b>Code établissement :</b> <b>Code guichet :</b> <b>N° compte :</b> <b>Clé RIB :</b> <b>IBAN :</b> <b>BIC :</b>
---

L'organisme est ici averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de Caisse d'Épargne (RICE) au nom et à l'adresse de l'organisme portant IBAN et BIC.

## **ARTICLE 6 : CHANGEMENT DE CIRCONSTANCES**

Les modalités de calcul ou de versement de la participation pourront être adaptées en fonction :

- Des orientations de la politique départementale en matière d'insertion,
- Des contraintes budgétaires du Département,
- Des nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Dans le cas où les modifications législatives ou réglementaires porteraient sur l'exercice des compétences du Département, sur la nature ou les conditions d'exécution de la mission confiée, le Département pourrait modifier unilatéralement la présente convention pour la rendre compatible avec les nouvelles dispositions.

Cette modification unilatérale ne pourra en aucun cas, aggraver la charge financière de l'organisme. Toute modification unilatérale devra être notifiée à l'organisme. Elle prendra effet un mois après sa notification. Ce délai sera calculé dans les conditions prévues au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 12 ci-dessous.

## **ARTICLE 7 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## **ARTICLE 8 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département dans le cas où la mission confiée n'est pas exécutée dans des conditions conformes à ses dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

## **Article 9 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé, à ....., de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celle-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention.



**Article 10: VOIE DE RECOURS**

Toute difficulté relative à l'exécution des présentes fera l'objet d'une tentative de règlement amiable ; à défaut le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lille.

Fait en trois exemplaires originaux.  
Ce document comprend 5 pages.

A Arras, le

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
et par délégation,  
La Directrice du Développement des Solidarités**

**Pour  
Le Président,**

**Sabine DESPIERRE**

**(Signature et cachet)**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction des Politiques d'Inclusion Durable  
Service Jeunesse et Citoyenneté

RAPPORT N°43

Territoire(s): Arrageois  
Canton(s): Tous les cantons du territoire  
EPCI(s): Tous les EPCI du territoire

## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

### REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

#### PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE PROJETS JEUNESSE DE TERRITOIRE AU TITRE DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) a été créé en application de la loi n°92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de celle du 1er décembre 1988 relative au Revenu Minimum d'Insertion (remplacé depuis le 1er juin 2009 par le Revenu de Solidarité Active).

La loi n ° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié la gestion de ce fonds aux départements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Ainsi, « *le Département est compétent pour attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.* » (Art. L. 263-3 du code de l'action sociale et des familles).

Dans ce cadre, et conformément au règlement intérieur du FAJ validé lors de la Commission Permanente du 8 janvier 2018, des structures peuvent solliciter une participation financière du département pour des projets menés en réponse à des besoins repérés sur les territoires qui proposent un accompagnement individuel ou collectif favorisant l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes (ex : actions de formation, de mobilité, d'accès à la citoyenneté...).

Deux nouveaux dossiers ont été déposés et font l'objet d'une proposition de financement. Ils se répartissent comme suit :

Territoire	Structures	Intitulé du projet	Montant total du projet	Montant sollicité	Montant proposé par les services
Arrageois	AFP2i	Challenge Run'job en CUA	16 247€	6 500€	6 500€
Arrageois	Mission Locale Pays d'Artois	Chantiers nature de bénévoles	15 000€	7 500€	7 500€
<b>Total</b>	<b>2 structures</b>	<b>2 projets</b>	<b>31 247€</b>	<b>14 000€</b>	<b>14 000€</b>

Afin de détailler davantage chaque projet, deux fiches techniques sont annexées au présent rapport. Ces projets ont été co-instruits avec la MDS de l'Arrageois..

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer aux deux porteurs de projet (La Mission Locale Pays d'Artois et l'AFP2i) une participation financière pour un montant global de 14 000 euros, au titre du fonds d'aide aux jeunes, selon les modalités définies au tableau ci-dessus;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, les conventions et avenants précisant les modalités et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de la participation départementale, dans les termes du projet joint.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-582A01	6568/9358	Fonds d'Aide aux jeunes	150 000,00	15 387,00	14 000,00	1 387,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**CIGALES DES HAUTS DE FRANCE - PARTENARIAT 2019**

(N°2019-421)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** la Loi n° 2014-856 du 31/07/2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire et notamment son article 15 ;

**Vu** la Circulaire du Premier Ministre n° 5811/SG du 29/09/2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations ;

**Vu** la délibération n°20170444 du Conseil Régional des Hauts-de-France en date du 30/03/2017 « Approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-619 du Conseil départemental en date du 19/12/2017 « Budget

citoyen » ;

**Vu** la délibération n°21 du Conseil départemental en date du 27/09/2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer à l'association « CIGALES des Hauts-de-France », une participation départementale d'un montant total de 9 125 €, pour l'année 2019, au titre de sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire.

**Article 2 :**

Les modalités d'attribution de la participation visée à l'article 1 sont reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association « CIGALES des Hauts-de-France », la convention portant sur sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire dans les termes du projet annexé à la présente délibération.

**Article 4 :**

La participation départementale versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C01-020Q01	6568//930202	Mission ESS - Autres participations	104 500,00	9 125,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Mission Economie Sociale et Solidaire  
Secrétariat Général  
Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS CEDEX 9

..... **CONVENTION**

Objet : **Convention de partenariat 2019**

Dossier n°

Cette convention est conclue entre :

Le **Département du Pas-de-Calais**, collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le n° 226 200 012, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission permanente en date du ;

d'une part,

et l'association « **Les Cigales des hauts-de-France** » dont le siège social est situé au 235, boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille, identifié au répertoire SIREN sous le n°380 356 774 00055 représenté par **Monsieur Joseph HEMAR**, ci-après dénommé « L'organisme » ;

d'autre part,

***Vu** la délibération de la Commission permanente réuni le ;*



Ceci exposé il a été convenu entre les parties ce qui suit,

## ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les relations entre le Département et l'Organisme au titre de sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire.

## ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET SOUTENU

Le réseau des « Cigales des Hauts-de-France » propose d'impliquer ses 301 cigaliers citoyens du Pas-de-Calais investis au sein de 7 clubs actifs et 11 clubs de gestion, dans la mise en œuvre du Budget citoyen du Département du Pas-de-Calais.

Compte tenu du programme d'actions que le réseau des « Cigales » s'est donné pour 2019, le partenariat pourrait s'articuler de la manière suivante, pour l'ensemble des porteurs de projet du Budget citoyen :

La mise en œuvre de l'action « Pour aller plus loin » intitulée **Soutenir son projet avec les clubs cigales** dont les objectifs sont de :

- Faire découvrir aux porteurs de projet du Budget citoyen les clubs cigales et approfondir les connaissances sur leur fonctionnement ;
- Orienter les porteurs de projet du Budget citoyen vers les rencontres Cigales Cherchent Fourmis ;
- Informer les porteurs de projet du Budget citoyen sur l'action Entr'Citoyens.

La mise en place de rencontres « Entr'Citoyens » facilitant la mise en relation des porteurs d'initiatives et des cigaliers en vue de la concrétisation d'une collaboration entre club cigales et porteurs d'initiatives.

## ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La convention s'applique pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

Son exécution peut se prolonger au-delà de la période prévue à l'alinéa 1er, notamment pour les besoins d'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

## ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

### 1) Désignation des personnes physiques

L'organisme s'engage à :

- Produire régulièrement la liste nominative actualisée des personnels affectés à ces opérations avec le descriptif de leur profil.

### 2) Relations avec les services départementaux

L'organisme s'engage à :

- Solliciter le Département du Pas-de-Calais pour toute organisation des actions proposées et disposer de son approbation au préalable.

- Rencontrer le Département à travers des comités de suivi/pilotage et toute réunion nécessaire à la mise en œuvre et au suivi et à l'état d'avancement du projet (à minima 1 fois par trimestre)
- Transmettre à la Mission ESS les documents relatifs liés aux actions développées (document de communication, outil de présentation, acteurs mobilisés, outils d'animation et d'accompagnement...)
- Transmettre le bilan final pour contrôle de service fait par les agents départementaux habilités, et pour le calcul du solde de la convention, au plus tard **dans les 6 mois** suivant la date de fin de convention.

Toute communication relative à la participation allouée par le Conseil départemental du Pas-de-Calais faite dans le cadre de la convention, doit revêtir une forme écrite.

Elle doit être envoyée aux adresses suivantes :

**Pour le Conseil départemental :**

Mission ESS  
Hôtel du Département  
Rue Ferdinand Buisson  
62 018 ARRAS Cedex 09

**Pour le bénéficiaire :**

Cigales des Hauts-de-France  
Monsieur Joseph HEMAR  
Président  
235 Boulevard Paul Painlevé  
59 000 LILLE

Plus généralement, l'organisme s'engage à informer les services du Département de toute modification qui pourrait intervenir dans la mise en œuvre de l'opération.

Toute modification fait l'objet d'un avenant sauf si elle porte uniquement sur la ventilation par poste de dépenses et si elle ne modifie pas substantiellement la répartition des postes de charges.

### 3)Communication (information au public)

Lors de toute communication au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, **l'apport financier et technique aux politiques du Département.**

S'il est amené à conclure des conventions pour la réalisation du projet cofinancé, il veillera à informer tous les intervenants dans le processus de réalisation du projet (sous-traitant, bénéficiaire ultime...).

Toute publication ou communication relative au projet soutenu dans le cadre de la présente convention devra faire mention du Conseil départemental du Pas-de-Calais (plaquettes de présentation, affiches publicitaires, insertion des logos sur tout document afférent à l'opération, etc).

### 4)Secret professionnel

Les dirigeants, membres et salariés de l'organisme sont tenus au secret professionnel pour les informations dont ils auront à connaître dans la mise en œuvre de l'opération.

Cette obligation s'étend aux opérations mises en œuvre dans le cadre de la présente convention.

Toutefois, cette obligation ne saurait faire obstacle ni aux obligations d'information à des buts statistiques, ni à l'exercice du pouvoir de contrôle du Président du Conseil départemental.

### 5)Achat de biens et de services (si éligible dans le cadre du présent dispositif)

Lorsque des achats de biens et services doivent être effectués par le bénéficiaire pour les besoins de la réalisation de l'opération et constituent des dépenses figurant dans une rubrique de

coûts directs éligibles du budget prévisionnel, le bénéficiaire est tenu d'effectuer une mise en concurrence des candidats potentiels et de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire celle qui présente le meilleur rapport coût/avantage, dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des contractants potentiels et en veillant à l'absence de conflit d'intérêts.

L'achat de biens et services n'est possible que dans les conditions suivantes :

Il doit être justifié au regard de la nature de l'opération et des nécessités de sa mise en œuvre. Le bénéficiaire demeure seul responsable de l'exécution de l'opération et du respect des dispositions de l'acte d'engagement, il s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour que l'attributaire de la commande renonce à faire valoir tout droit à l'égard du Conseil départemental au titre de la convention.

#### **6)Dépenses éligibles**

Les règles en termes d'éligibilité des opérations, du public et des dépenses s'appliquent sur les financements communautaires et nationaux.

Les dépenses déclarées doivent correspondre à des dépenses effectivement supportées par l'organisme bénéficiaire

Les dépenses doivent avoir été réalisées durant la période fixée à l'article 3, et être effectivement liées et nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les agents départementaux des services concernés examinent ces dépenses à l'occasion de contrôles de service fait, afin de déterminer les dépenses afférentes à la présente convention (cf. article suivant).

#### **7)Propriété intellectuelle**

Toute utilisation à des fins commerciales ou non, des travaux, études, résultats, sous quelque support que ce soit, doit recevoir l'accord express préalable du Département.

#### **8)Conflits d'intérêts**

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait influencer une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le Conseil départemental du Pas-de-Calais se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE CONTROLE**

Les agents départementaux des services concernés assurent le contrôle du service fait.

L'organisme bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Département.

Pour mener à bien le contrôle de service fait, l'organisme bénéficiaire présentera aux agents chargés du contrôle un bilan final, dans les délais fixés à l'article 4. Ce bilan sera composé de tous documents et pièces établissant la réalité de la mise en œuvre des pratiques décrites à l'article 2 ainsi

que l'éligibilité des dépenses encourues et des ressources perçues (ex : feuilles d'émargement et/ou tout document permettant de déterminer le temps passé sur les actions, rapport pédagogique, rapport d'activités, évaluation qualitative et quantitative, etc.).

## ARTICLE 6 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Afin de permettre l'accomplissement de l'opération prévue par la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme une aide déterminée comme suit :

Le montant maximum de l'aide versée par le Département à l'organisme est fixé à : **9 125 €** pour l'opération décrite à l'article 1<sup>er</sup> et dans l'annexe jointe au titre de la période d'application prévue à l'article 3 de la présente convention.

**L'intervention du Conseil départemental du Pas-de-Calais est plafonnée au montant indiqué ci-dessus. Après établissement du contrôle de service fait, elle peut être diminuée en fonction des dépenses effectivement réalisées et des ressources effectivement reçues.**

## ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de l'aide prévu à l'article précédent sera acquitté selon les modalités suivantes :

- un versement de 9 125 € interviendra après signature de la présente convention par les parties.

Toutefois, le montant maximal de la participation départementale ne pourra être supérieur au total prévu à l'article 6 de la présente convention.

Le Département procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte de « l'organisme ».

## ARTICLE 8 : BILAN FINAL D'EXECUTION

Le bilan final d'exécution sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'opération.

Il prendra en compte les coûts et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération. Le montant du solde final ne peut pas dépasser le montant prévisionnel total des financements prévus à l'article 6.

Le bénéficiaire devra constituer :

- Un bilan qualitatif et quantitatif des actions menées conformément à la présente convention ;
- Tous documents et pièces établissant la réalité de la mise en œuvre des actions prévues (ex : feuilles d'émargement et/ou tout document permettant de déterminer le temps passé sur les actions, rapport pédagogique, rapport d'activités, documents pédagogiques utilisés etc.) ;
- La liste des participants ;
- La justification des comités de pilotage, des comités de suivi et des rencontres effectuées durant la période de la présente convention et conformément au rythme désigné dans l'article 4 ;
- Un bilan financier des actions avec l'ensemble des ressources et des dépenses pour les opérations désignées dans la présente convention,

Le bilan final d'exécution doit être transmis **dans les 6 mois** suivant la date de fin de convention fixée à l'article 3.

## ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS :

Le Département effectuera le paiement par virement effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

Référence IBAN : \_\_\_\_\_

Référence BIC : \_\_\_\_\_

Domiciliation : \_\_\_\_\_

Titulaire du compte : \_\_\_\_\_

Dans les écritures de la banque.

L'organisme est ici averti que le versement des acomptes et celui du solde ne peuvent intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de Caisse d'Épargne (RICE).

## ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modalités de calcul ou de versement de la participation pourront être adaptées en fonction :

- des orientations de la politique départementale en matière d'Economie Sociale et Solidaire,
- des contraintes budgétaires du Département,
- des nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Dans le cas où les modifications législatives ou réglementaires porteraient sur l'exercice de compétences du Département, sur la nature ou les conditions d'exécution de la mission confiée, le Département pourrait modifier unilatéralement la présente convention pour la rendre compatible avec les nouvelles dispositions.

Cette modification unilatérale ne pourra en aucun cas aggraver la charge financière de l'organisme. Toute modification unilatérale devra être notifiée à l'organisme. Elle prendra effet un mois après sa notification. Ce délai sera calculé dans les conditions prévues au présent article.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 11 : CLAUSE DE RENONCIATION

L'organisme renonce pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute opération entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## ARTICLE 12 : REVERSEMENTS, RESILIATION ET LITIGES

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'une des parties et en particulier, s'agissant de l'organisme, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou de refus par l'organisme de se soumettre aux contrôles, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception resté vaine.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

**Le remboursement de la totalité des sommes versées pourra notamment être exigé si le bilan final d'exécution prévu à l'article 8 n'est pas produit, 6 mois après l'échéance de la**

**convention, ou s'il s'avère après un contrôle d'une instance départementale ou nationale, que les pièces justificatives produites par l'opérateur sont non fondées.**

L'organisme qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

**ARTICLE 13 : REGLEMENTATION APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

La participation est régie par les dispositions de la convention, par les dispositions communautaires d'application le cas échéant, et de façon subsidiaire par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

En cas de différends concernant l'application de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable ; à défaut le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Fait en trois exemplaires originaux  
Ce document comprend 7 pages

A Arras, le

*Je soussigné, **Monsieur Joseph HEMAR**, déclare avoir pris connaissance des obligations liées à la présente convention, et m'engage à les respecter dans le cadre de l'opération susvisée.*

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Et par délégation,  
La Cheffe de Mission,**

**Pour « Les Cigales Hauts-France »,  
Le Président,**

**Isabelle GHORIS**

.....  
(Nom et cachet de la structure)

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Ressources Humaines et Juridiques  
Mission Economie Sociale et Solidaire

**RAPPORT N°44**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **CIGALES DES HAUTS DE FRANCE - PARTENARIAT 2019**

##### **Fondements juridiques**

- Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire
- Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, SRDEII adopté par le Conseil Régional des Hauts de France le 30 mars 2017
- Délibération cadre du Conseil départemental du 26 septembre 2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais »
- Délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2017 « Budget citoyen »

##### **Contexte**

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS), fortement ancrée dans le Pas-de-Calais, se traduit par une autre façon d'entreprendre, de produire et de répartir les richesses, les services et les biens, en replaçant l'homme et les territoires au cœur des priorités.

Au travers de la création du Conseil départemental de l'Économie Sociale et Solidaire (CDESS) le 17 janvier 2013, le Département du Pas-de-Calais a confirmé son ambition de mobiliser et de fédérer les acteurs de l'ESS autour de lui.

Le 18 décembre 2017, les élus, réunis en Assemblée départementale, ont approuvé le Budget citoyen lancé en 2018. Cette démarche a été reconduite au titre de l'année 2019.

##### **Présentation de l'opération sollicitée**

Au titre de l'année 2019, l'association « CIGALES des Hauts-de-France »



propose des actions en concordance avec les orientations départementales en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire, plus spécifiquement orientées vers les principes du budget citoyen par :

- ✓ La participation aux actions « Pour aller plus loin » en organisant et animant l'atelier : *Soutenir son projet avec les clubs cigales* ;
- ✓ *L'organisation et l'animation de rencontres « Entr'Citoyens »* pour faciliter l'échange entre le porteur de projet et les clubs cigales et ainsi aboutir à un soutien des cigaliers.

L'association « CIGALES des Hauts-de-France » sollicite une participation du Département à hauteur de 9 125 € pour organiser et mettre en place ces actions.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer, à l'association « CIGALES des Hauts-de-France », une participation départementale d'un montant global de 9 125 € pour l'année 2019, au titre de sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire, selon les modalités décrites à la présente délibération ;

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association « CIGALES des Hauts-de-France », la convention portant sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire dans les termes du projet joint à la présente délibération ;

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C01-020Q01	6568//930202	Mission ESS - Autres participations	104 500,00	50 000,00	9 125,00	40 875,00

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**PASSE-MOI TA RECETTE À L'ESTAMINET**

(N°2019-422)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** la Loi n° 2014-856 du 31/07/2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire et notamment son article 15 ;

**Vu** la Circulaire du Premier Ministre n° 5811/SG du 29/09/2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations

**Vu** la délibération n°20170444 du Conseil Régional des Hauts-de-France en date du 30/03/2017 « Approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°21 du Conseil départemental en date du 27/09/2016 « Accompagner

l'attractivité du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer à l'association « Quilit-Quilit », une participation départementale d'un montant total de 8 914 €, au titre de l'année 2019, pour sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire.

**Article 2 :**

Les modalités d'attribution de la participation visée à l'article 1 sont reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association « Quilit-Quilit », la convention portant sur sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire dans les termes du projet annexé à la présente délibération.

**Article 4 :**

La participation départementale versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C01-020Q01	6574//930202	Mission ESS	88 800,00	8 914,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Mission Economie Sociale et Solidaire  
Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS CEDEX 9

..... **CONVENTION**

Objet : **Convention action « Passe-moi ta recette à l'estaminet »**

Dossier n° 2019-05794

Cette convention est conclue entre :

Le **Département du Pas-de-Calais**, collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le n° 226 200 012, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission permanente en date du ;

d'une part,

et l'association « **Quilit-Quilit** » dont le siège social est situé au 126, Rue Haute, 62150 HERMIN, identifié au répertoire SIREN sous le n°818 529 968 représenté par **Madame Amélie PICAVET**, Présidente, ci-après dénommé « L'organisme » ;

d'autre part,

***Vu la délibération de la Commission permanente réuni le ;***

**Ceci exposé il a été convenu entre les parties ce qui suit,**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les relations entre le Département et l'Organisme au titre de la mise en œuvre partenariale de l'opération « Passe-moi ta recette à l'Estaminet ».

## **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET SOUTENU**

Dans le cadre du mois de l'Economie Sociale et Solidaire qui se déroulera au mois de Novembre, « Quilit-Quilit », maison d'édition associative, labellisée « ESS 62 » par le Département du Pas-de-Calais propose d'éditer un livret de recettes qui seront au préalable récoltées auprès de l'ensemble des agents du Département.

Cette initiative sera travaillée en collaboration avec l'Estaminet et le service Communication Interne du Département.

Dans un premier temps, une vaste campagne de récolte de recettes avec des produits de saison et locaux. Cette vaste récolte se fera via un appel à participation lancé auprès des agents du Conseil Départemental.

Dans un deuxième temps, 18 recettes, issues de cuisiniers du quotidien, seront sélectionnées et constitueront le futur livre.

Le troisième temps sera consacré aux séances de test, déclinés sous forme d'ateliers. La personne ayant partagé une recette sélectionnée, la cuisinera « en direct » à l'Estaminet du Conseil Départemental. Les personnes présentes lors de l'atelier pourront donner leur avis, remanier éventuellement la recette et en écrire la version définitive.

La phase finale sera la réalisation du livret : il contiendra 18 recettes, 9 salées, 9 sucrées, ainsi qu'un court portrait des cuisiniers sélectionnés, le but étant de mettre à l'honneur la cuisine du quotidien par celles et ceux qui la font.

## **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La convention s'applique pour une durée d'un an à compter de sa signature.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

Son exécution peut se prolonger au-delà de la période prévue à l'alinéa 1er, notamment pour les besoins d'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

### **1) Désignation des personnes physiques**

L'organisme s'engage à :

- Produire régulièrement la liste nominative actualisée des personnels affectés à ces opérations avec le descriptif de leur profil.

### **2) Relations avec les services départementaux**

L'organisme s'engage à :

- Solliciter le Département du Pas-de-Calais pour toute organisation des actions proposées et disposer de son approbation au préalable.

- Rencontrer le Département à travers des comités de suivi/pilotage et toute réunion nécessaire à la mise en œuvre et au suivi et à l'état d'avancement du projet (à minima 1 fois par trimestre)
- Transmettre à la Mission ESS les documents relatifs liés aux actions développées (document de communication, outil de présentation, acteurs mobilisés, outils d'animation et d'accompagnement...)
- Transmettre le bilan final pour contrôle de service fait par les agents départementaux habilités, et pour le calcul du solde de la convention, au plus tard **dans les 6 mois** suivant la date de fin de convention.

Toute communication relative à la participation allouée par le Conseil départemental du Pas-de-Calais faite dans le cadre de la convention, doit revêtir une forme écrite.

Elle doit être envoyée aux adresses suivantes :

<p><b>Pour le Conseil départemental :</b></p> <p>Mission ESS Hôtel du Département Rue Ferdinand Buisson 62 018 ARRAS Cedex 09</p>	<p><b>Pour le bénéficiaire :</b></p> <p>Association Quilit-Qulit 126, rue haute 62150 HERMIN</p>
---	--

Plus généralement, l'organisme s'engage à informer les services du Département de toute modification qui pourrait intervenir dans la mise en œuvre de l'opération.

Toute modification fait l'objet d'un avenant sauf si elle porte uniquement sur la ventilation par poste de dépenses et si elle ne modifie pas substantiellement la répartition des postes de charges.

### 3)Communication (information au public)

Lors de toute communication au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, **l'apport financier et technique aux politiques du Département.**

S'il est amené à conclure des conventions pour la réalisation du projet cofinancé, il veillera à informer tous les intervenants dans le processus de réalisation du projet (sous-traitant, bénéficiaire ultime...).

Toute publication ou communication relative au projet soutenu dans le cadre de la présente convention devra faire mention du Conseil départemental du Pas-de-Calais (plaquettes de présentation, affiches publicitaires, insertion des logos sur tout document afférent à l'opération, etc).

### 4)Secret professionnel

Les dirigeants, membres et salariés de l'organisme sont tenus au secret professionnel pour les informations dont ils auront à connaître dans la mise en œuvre de l'opération.

Cette obligation s'étend aux opérations mises en œuvre dans le cadre de la présente convention.

Toutefois, cette obligation ne saurait faire obstacle ni aux obligations d'information à des buts statistiques, ni à l'exercice du pouvoir de contrôle du Président du Conseil départemental.

### 5)Achat de biens et de services (si éligible dans le cadre du présent dispositif)

Lorsque des achats de biens et services doivent être effectués par le bénéficiaire pour les besoins de la réalisation de l'opération et constituent des dépenses figurant dans une rubrique de coûts directs éligibles du budget prévisionnel, le bénéficiaire est tenu d'effectuer une mise en



concurrence des candidats potentiels et de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire celle qui présente le meilleur rapport coût/avantage, dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des contractants potentiels et en veillant à l'absence de conflit d'intérêts.

L'achat de biens et services n'est possible que dans les conditions suivantes :

Il doit être justifié au regard de la nature de l'opération et des nécessités de sa mise en œuvre. Le bénéficiaire demeure seul responsable de l'exécution de l'opération et du respect des dispositions de l'acte d'engagement, il s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour que l'attributaire de la commande renonce à faire valoir tout droit à l'égard du Conseil départemental au titre de la convention.

#### **6) Dépenses éligibles**

Les règles en termes d'éligibilité des opérations, du public et des dépenses s'appliquent sur les financements communautaires et nationaux.

Les dépenses déclarées doivent correspondre à des dépenses effectivement supportées par l'organisme bénéficiaire

Les dépenses doivent avoir été réalisées durant la période fixée à l'article 3, et être effectivement liées et nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les agents départementaux des services concernés examinent ces dépenses à l'occasion de contrôles de service fait, afin de déterminer les dépenses afférentes à la présente convention (cf. article suivant).

#### **7) Propriété intellectuelle**

Toute utilisation à des fins commerciales ou non, des travaux, études, résultats, sous quelque support que ce soit doit recevoir l'accord express préalable du Département.

#### **8) Conflits d'intérêts**

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait influencer une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le Conseil départemental du Pas-de-Calais se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE CONTROLE**

Les agents départementaux des services concernés assurent le contrôle du service fait.

L'organisme bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Département.

Pour mener à bien le contrôle de service fait, l'organisme bénéficiaire présentera aux agents chargés du contrôle un bilan final, dans les délais fixés à l'article 4. Ce bilan sera composé de tous documents et pièces établissant la réalité de la mise en œuvre des pratiques décrites à l'article 2 ainsi que l'éligibilité des dépenses encourues et des ressources perçues (ex : feuilles d'émargement et/ou

tout document permettant de déterminer le temps passé sur les actions, rapport pédagogique, rapport d'activités, évaluation qualitative et quantitative, etc.).

## ARTICLE 6 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Afin de permettre l'accomplissement de l'opération prévue par la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme une aide déterminée comme suit :

Le montant maximum de l'aide versée par le Département à l'organisme est fixé à : **8 914 €** pour l'opération décrite à l'article 1<sup>er</sup> et dans l'annexe jointe au titre de la période d'application prévue à l'article 3 de la présente convention.

**L'intervention du Conseil départemental du Pas-de-Calais est plafonnée au montant indiqué ci-dessus. Après établissement du contrôle de service fait, elle peut être diminuée en fonction des dépenses effectivement réalisées et des ressources effectivement reçues.**

## ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de l'aide prévu à l'article précédent sera acquitté selon les modalités suivantes :

- Un versement de **8 914 €** interviendra après la signature de la présente convention par les parties.

Toutefois, le montant maximal de la participation départementale ne pourra être supérieur au total prévu à l'article 6 de la présente convention.

Le Département procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte de « l'organisme ».

## ARTICLE 8 : BILAN FINAL D'EXECUTION

Le bilan final d'exécution sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'opération.

Il prendra en compte les coûts et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération. Le montant du solde final ne peut pas dépasser le montant prévisionnel total des financements prévus à l'article 6.

Le bénéficiaire devra constituer :

- Un bilan qualitatif et quantitatif des actions menées conformément à la présente convention ;
- Tous documents et pièces établissant la réalité de la mise en œuvre des actions prévues (ex : feuilles d'émargement et/ou tout document permettant de déterminer le temps passé sur les actions, rapport pédagogique, rapport d'activités, documents pédagogiques utilisés etc.) ;
- La liste des participants ;
- La justification des comités de pilotage, des comités de suivi et des rencontres effectuées durant la période de la présente convention et conformément au rythme désigné dans l'article 4 ;
- Un bilan financier des actions avec l'ensemble des ressources et des dépenses pour les opérations désignées dans la présente convention,

Le bilan final d'exécution doit être transmis **dans les 6 mois** suivant la date de fin de convention fixée à l'article 3.

## ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS :

Le Département effectuera le paiement par virement effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

Référence IBAN : \_\_\_\_\_

Référence BIC : \_\_\_\_\_

Domiciliation : \_\_\_\_\_

Titulaire du compte : \_\_\_\_\_

Dans les écritures de la banque.

L'organisme est ici averti que le versement des acomptes et celui du solde ne peuvent intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de Caisse d'Epargne (RICE).

## ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modalités de calcul ou de versement de la participation pourront être adaptées en fonction :

- des orientations de la politique départementale en matière d'Economie Sociale et Solidaire,
- des contraintes budgétaires du Département,
- des nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Dans le cas où les modifications législatives ou réglementaires porteraient sur l'exercice de compétences du Département, sur la nature ou les conditions d'exécution de la mission confiée, le Département pourrait modifier unilatéralement la présente convention pour la rendre compatible avec les nouvelles dispositions.

Cette modification unilatérale ne pourra en aucun cas aggraver la charge financière de l'organisme. Toute modification unilatérale devra être notifiée à l'organisme. Elle prendra effet un mois après sa notification. Ce délai sera calculé dans les conditions prévues au présent article.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 11 : CLAUSE DE RENONCIATION

L'organisme renonce pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute opération entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## ARTICLE 12 : REVERSEMENTS, RESILIATION ET LITIGES

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'une des parties et en particulier, s'agissant de l'organisme, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou de refus par l'organisme de se soumettre aux contrôles, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception resté vaine.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

**Le remboursement de la totalité des sommes versées pourra notamment être exigé si le bilan final d'exécution prévu à l'article 8 n'est pas produit, 6 mois après l'échéance de la**

**convention, ou s'il s'avère après un contrôle d'une instance départementale ou nationale, que les pièces justificatives produites par l'opérateur sont non fondées.**

L'organisme qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

**ARTICLE 13 : REGLEMENTATION APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

La participation est régie par les dispositions de la convention, par les dispositions communautaires d'application le cas échéant, et de façon subsidiaire par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

En cas de différends concernant l'application de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable ; à défaut le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Fait en trois exemplaires originaux  
Ce document comprend 7 pages

A Arras, le

*Je soussignée, **Madame Amélie PICAVET** déclare avoir pris connaissance des obligations liées à la présente convention, et m'engage à les respecter dans le cadre de l'opération susvisée.*

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Et par délégation,  
La Cheffe de Mission,**

**Pour l'association « Quilit-Quilit »  
La Présidente,**

**Isabelle GHORIS**

.....  
(Nom et cachet de la structure)

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Ressources Humaines et Juridiques  
Mission Economie Sociale et Solidaire

**RAPPORT N°45**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **PASSE-MOI TA RECETTE À L'ESTAMINET**

##### **Fondements juridiques**

- Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire
- Circulaire du Premier Ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations
- Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, SRDEII adopté par le Conseil Régional des Hauts de France le 30 mars 2017
- Délibération cadre du Conseil départemental du 26 septembre 2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais »

##### **Contexte**

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS), fortement ancrée dans le Pas-de-Calais, se traduit par une autre façon d'entreprendre, de produire et de répartir les richesses, les services et les biens, en replaçant l'homme et les territoires au cœur des priorités.

Au travers de la création du Conseil départemental de l'Économie Sociale et Solidaire (CDESS) le 17 janvier 2013, le Département du Pas-de-Calais a confirmé son ambition de mobiliser et de fédérer les acteurs de l'ESS autour de lui.

##### **Présentation de l'opération sollicitée**

Dans le cadre du mois de l'Economie Sociale et Solidaire qui se déroulera au mois de Novembre, « Quilit-Quilit », maison d'édition associative, labellisée « ESS 62 » par

le Département du Pas-de-Calais propose d'éditer un livret de recettes qui seront au préalable récoltées auprès de l'ensemble des agents du Département.

Cette initiative sera travaillée en collaboration avec l'Estaminet et le service Communication Interne du Département.

Dans un premier temps, une vaste campagne de récolte de recettes avec des produits de saison et locaux. Cette vaste récolte se fera via un appel à participation lancé auprès des agents du Département.

Dans un deuxième temps, 18 recettes, issues de cuisiniers du quotidien, seront sélectionnées et constitueront le futur livre.

Le troisième temps sera consacré aux séances de test, déclinés sous forme d'ateliers. La personne ayant partagé une recette sélectionnée, la cuisinera « en direct » à l'Estaminet du Département. Les personnes présentes lors de l'atelier pourront donner leur avis, remanier éventuellement la recette et en écrire la version définitive.

La phase finale sera la réalisation du livret : il contiendra 18 recettes, 9 salées, 9 sucrées, ainsi qu'un court portrait des cuisiniers sélectionnés, le but étant de mettre à l'honneur la cuisine du quotidien par celles et ceux qui la font.

« Quilit-Quilit », maison d'édition associative, sollicite une participation du Département à hauteur de 8 914 € pour organiser et mettre en place ces actions.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer, à l'association « Quilit-Quilit », une participation départementale d'un montant global de 8 914 € au titre de sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire, selon les modalités décrites à la présente délibération ;
- de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association « Quilit-Quilit », la convention portant sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire dans les termes du projet joint à la présente délibération.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C01-020Q01	6574//930202	Mission ESS	88 800,00	88 800,00	8 914,00	79 886,00

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**CONTRIBUTION DU BOOKCAFÉ AUX POLITIQUES DÉPARTEMENTALES EN  
FAVEUR DE L'ESS - AVENANT À LA CONVENTION**

(N°2019-423)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** la Loi n° 2014-856 du 31/07/2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire et notamment son article 15 ;

**Vu** la Circulaire du Premier Ministre n° 5811/SG du 29/09/2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations

**Vu** la délibération n°20170444 du Conseil Régional des Hauts-de-France en date du 30/03/2017 « Approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation

d'attributions à la Commission Permanente » ;  
**Vu** la délibération n°2017-619 du Conseil départemental en date du 19/12/2017 « Budget citoyen » ;  
**Vu** la délibération n°21 du Conseil départemental en date du 27/09/2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais » ;  
**Vu** la délibération n°2018-474 de la Commission Permanente en date du 05/11/2018 « Contribution du BookKafé aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire » ;  
**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;  
**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Société Coopérative d'Intérêt Collectif BookKafé, l'avenant à la convention portant sur sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Pôle Ressources Humaines et Juridiques

Mission Economie Sociale et Solidaire

..... **AVENANT A LA CONVENTION**

Dossier n° 2018-05869A

Cette convention est conclue entre :

Le **Département du Pas-de-Calais**, collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le n° 226 200 012, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental-dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 04 novembre 2019.

d'une part,

Et Société Coopérative d'Intérêt Collectif à responsabilité limitée et à capital variable « **BookKafé** », dont le siège social est situé au 268 Rue Roger Salengro, 62700 Bruay-la-Buissière, identifiée au répertoire SIREN sous le n° 817 736 739 00019, représentée par **Madame Maggie DELEGLISE**, Gérante, ci-après dénommé « L'organisme » ;

d'autre part,

***Vu** la délibération de la Commission Permanente réunie le 05 novembre 2018 ;*

***Vu** la convention 2018-05869 entre le Bookkafé et le Département du Pas-de-Calais signée le 13 décembre 2018;*

***Vu** la délibération de la Commission Permanente réunie le;*

Ceci exposé il a été convenu entre les parties ce qui suit,

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article de 3 « Période d'application de la convention » de la convention 2018-05869 entre le Bookkafé et le Département du Pas-de-Calais signée le 13 décembre 2018.

## **ARTICLE 2 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La convention s'applique pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2018 au 31 mai 2020.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

## **ARTICLE 3 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées

Fait en deux exemplaires originaux  
Ce document comprend 2 pages

A Arras, le

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Et par délégation,  
Le Secrétaire Général,**

**Pour Société Coopérative d'Intérêt Collectif à  
responsabilité limitée et à capital variable  
« BookKafé », La Gérante,**

**Cédric DUTREL**

**Maggie DELEGLISE**  
(Nom et cachet de la structure)

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Ressources Humaines et Juridiques  
Mission Economie Sociale et Solidaire

**RAPPORT N°46**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **CONTRIBUTION DU BOOKKAFÉ AUX POLITIQUES DÉPARTEMENTALES EN FAVEUR DE L'ESS - AVENANT À LA CONVENTION**

##### **Fondements juridiques**

- Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire
- Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, SRDEII adopté par le Conseil Régional des Hauts-de-France le 30 mars 2017
- Délibération cadre du Conseil départemental du 26 septembre 2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais »
- Délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2017 « Budget citoyen »
- Délibération de la Commission permanente du 05 novembre 2018 « Contribution du Bookkafé aux politiques départementales en faveur de l'ESS »

Dans le cadre de la convention n°2018-05869 signée entre la Société Coopérative d'Intérêt Collectif – SCIC BookKafé et le Département du Pas-de-Calais, le partenaire souhaite prolonger la durée d'application de la convention afin de mener à son terme l'action appelée les « Paroles de comptoirs ».

Cette action expérimentale vise à accompagner les porteurs d'idées et d'initiatives dans le cadre du Budget Citoyen et résulte d'un besoin manifesté par les acteurs, lors des comptoirs à initiatives citoyennes, d'aborder et d'approfondir des thèmes variés tels que la construction de projet, le développement d'un réseau, la recherche de fournisseurs, la communication, etc.

Pour permettre la réalisation de l'intégralité de l'action proposée, Le BookKafé

propose de poursuivre la mise en place de temps d'échanges mensuels jusqu'à la fin du mois de mai 2020.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la « SCIC BooKKafé », avec la Société Coopérative d'Intérêt Collectif BooKKafé, l'avenant à la convention portant sur sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'économie sociale et solidaire, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TAXE  
PROFESSIONNELLE**

(N°2019-424)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Impôts et notamment son article 1648A ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 4 du Conseil Général en date du 26/11/2007 « Répartition des ressources du fonds départemental de la taxe professionnelle – Exercice 2007 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 6<sup>ème</sup> commission « Finances et Service Public Départemental » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;



Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

De valider la répartition des ressources du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle de l'année 2019 sur la base des critères repris au rapport et au tableau annexés à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62001	ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	-	18 230,57	-	13 687,82	-24,92%
62002	ABLAINZEVELLE	-	-	-	-	NC
62003	ACHEVILLE	-	4 026,21	-	2 995,51	-25,60%
62004	ACHICOURT	-	-	-	-	NC
62005	ACHIET-LE-GRAND	-	-	-	-	NC
62006	ACHIET-LE-PETIT	-	3 101,87	-	2 298,31	-25,91%
62007	ACQ	2 552,05	-	1 276,03	-	-50,00%
62008	ACQUIN-WESTBECOURT	-	6 389,81	-	4 871,14	-23,77%
62009	ADINFER	-	1 912,23	-	1 458,34	-23,74%
62010	AFFRINGUES	-	2 059,92	-	1 593,05	-22,66%
62011	AGNEZ-LES-DUISANS	-	4 343,01	-	3 293,04	-24,18%
62012	AGNIERES	-	2 413,62	-	1 805,91	-25,18%
62013	AGNY	-	-	-	-	NC
62014	AIRE-SUR-LA-LYS	-	-	-	-	NC
62015	AIRON-NOTRE-DAME	-	-	-	678,77	entrant
62016	AIRON-SAINT-VAAST	-	837,33	-	593,06	-29,17%
62017	AIX-EN-ERGRY	-	1 720,33	-	1 290,56	-24,98%
62018	AIX-EN-ISSART	-	1 938,96	-	1 473,67	-24,00%
62019	AIX-NOULETTE	-	43 212,64	-	32 276,09	-25,31%
62020	ALEMBON	-	5 130,81	-	3 834,08	-25,27%
62021	ALETTE	-	3 244,53	-	2 352,20	-27,50%
62022	ALINCTHUN	-	3 527,58	-	2 664,01	-24,48%
62023	ALLOUAGNE	-	17 168,89	-	12 780,72	-25,56%
62024	ALQUINES	-	7 480,20	-	5 729,02	-23,41%
62025	AMBLETEUSE	-	27 426,86	-	20 683,49	-24,59%
62026	AMBRICOURT	-	934,61	-	687,95	-26,39%
62027	AMBRINES	-	1 808,53	-	1 285,16	-28,94%
62028	AMES	-	5 398,77	-	3 993,50	-26,03%
62029	AMETTES	-	3 829,88	-	2 811,07	-26,60%
62030	AMPLIER	-	2 468,57	-	1 842,32	-25,37%
62031	ANDRES	-	22 931,32	-	17 179,81	-25,08%
62032	ANGRES	-	82 519,23	-	62 765,00	-23,94%
62033	ANNAY	-	60 419,02	-	45 539,23	-24,63%
62034	ANNEQUIN	-	-	-	-	NC
62035	ANNEZIN	-	-	-	-	NC
62036	ANVIN	-	4 300,88	-	3 160,12	-26,52%
62037	ANZIN-SAINT-AUBIN	-	-	-	-	NC
62038	ARDRES	-	49 671,41	-	38 001,64	-23,49%
62039	ARLEUX-EN-GOHELLE	-	-	-	-	NC
62040	ARQUES	-	-	-	-	NC
62041	ARRAS	-	-	-	-	NC
62042	ATHIES	-	-	-	-	NC
62043	ATTAQUES	-	-	-	-	NC
62044	ATTIN	-	-	-	-	NC
62045	AUBIGNY-EN-ARTOIS	-	9 982,70	4 991,35	-	-50,00%
62046	AUBIN-SAINT-VAAST	-	4 397,37	-	3 288,53	-25,22%
62047	AUBROMETZ	-	1 833,40	-	1 380,11	-24,72%
62048	AUCHEL	-	-	-	-	NC
62049	AUCHY-AU-BOIS	-	3 987,34	-	3 024,67	-24,14%
62050	AUCHY-LES-HESDIN	-	20 363,60	-	15 150,83	-25,60%
62051	AUCHY-LES-MINES	-	-	-	-	NC
62052	AUDEMBERT	-	2 250,43	-	1 696,22	-24,63%
62053	AUDINCTHUN	2 097,62	-	1 048,81	-	-50,00%
62054	AUDINGHEN	-	6 828,15	-	5 864,39	-14,11%
62055	AUDREHEM	-	3 425,37	-	2 594,14	-24,27%
62056	AUDRESSELLES	-	9 860,46	-	8 144,57	-17,40%
62057	AUDRUICQ	-	79 843,08	-	60 043,56	-24,80%
62058	AUMERVAL	-	2 376,42	-	1 805,98	-24,00%
62059	AUTINGUES	-	1 109,13	-	804,81	-27,44%
62060	AUXI-LE-CHATEAU	12 507,10	-	6 253,55	-	-50,00%
62061	AVERDOINGT	-	-	-	-	NC
62062	AVESNES	-	718,64	-	545,10	-24,15%
62063	AVESNES-LE-COMTE	-	22 186,64	-	16 385,66	-26,15%
62064	AVESNES-LES-BAPAUME	-	-	-	-	NC
62065	AVION	-	459 090,75	-	341 639,41	-25,58%
62066	AVONDANCE	-	-	-	-	NC
62067	AVROULT	2 415,48	-	1 207,74	-	-50,00%
62068	AYETTE	-	2 906,92	-	2 175,97	-25,15%
62069	AZINCOURT	-	1 181,25	-	883,93	-25,17%
62070	BAILLEUL-AUX-CORNAILLES	-	1 931,17	-	1 424,89	-26,22%
62071	BAILLEUL-LES-PERNES	-	4 385,93	-	3 314,06	-24,44%
62072	BAILLEULMONT	-	2 497,67	-	1 859,42	-25,55%
62073	BAILLEUL-SIR-BERTHOULT	-	-	-	-	NC
62074	BAILLEULVAL	-	2 059,03	-	1 496,91	-27,30%
62075	BAINCTHUN	-	8 652,97	-	6 480,18	-25,11%
62076	BAINGHEN	-	1 537,71	-	1 177,39	-23,43%
62077	BAJUS	-	4 068,54	-	3 042,59	-25,22%
62078	BALINGHEM	-	9 497,69	-	7 152,58	-24,69%
62079	BANCOURT	-	-	-	-	NC
62080	BAPAUME	-	51 978,57	-	39 135,88	-24,71%
62081	BARALLE	-	-	-	-	NC
62082	BARASTRE	-	2 680,39	-	2 006,04	-25,16%

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62083	BARLIN	-	136 638,03	-	102 377,82	-25,07%
62084	BARLY	-	2 091,39	-	1 583,20	-24,30%
62085	BASSEUX	728,17	-	364,09	-	-50,00%
62086	BAVINCOURT	-	2 678,52	-	2 014,11	-24,81%
62087	BAYENGHEM-LES-EPERLECQUES	-	8 499,75	-	6 406,98	-24,62%
62088	BAYENGHEM-LES-SENINGHEM	-	2 271,25	-	1 694,30	-25,40%
62089	BAZINGHEN	-	2 898,04	-	2 145,40	-25,97%
62090	BEALENCOURT	-	1 493,12	-	1 139,20	-23,70%
62091	BEAUDRICOURT	-	1 212,04	-	899,70	-25,77%
62092	BEAUFORT-BLAVINCOURT	-	4 092,61	-	3 051,10	-25,45%
62093	BEAULENCOURT	-	994,89	-	729,25	-26,70%
62094	BEAUMERIE-SAINT-MARTIN	-	2 677,04	-	2 017,81	-24,63%
62095	BEAUMETZ-LES-AIRE	-	2 048,77	-	1 503,64	-26,61%
62096	BEAUMETZ-LES-CAMBRAI	-	4 701,93	-	3 473,34	-26,13%
62097	BEAUMETZ-LES-LOGES	-	-	-	-	NC
62099	BEAURAINS	-	-	-	-	NC
62100	BEAURAINVILLE	-	17 133,18	-	12 912,54	-24,63%
62101	BEAUVOIS	-	1 384,40	-	1 033,81	-25,32%
62102	BECOURT	-	2 593,87	-	1 925,59	-25,76%
62103	BEHAGNIES	-	-	-	-	NC
62104	BELLEBRUNE	-	2 467,19	-	1 861,94	-24,53%
62105	BELLE-ET-HOULLEFORT	-	2 983,97	-	2 317,04	-22,35%
62106	BELLONNE	1 039,24	-	519,62	-	-50,00%
62107	BENIFONTAINE	6,25	-	3,13	-	-49,92%
62108	BERCK	-	-	-	-	NC
62109	BERGUENEUSE	-	1 646,24	-	1 220,99	-25,83%
62111	BERLENCOURT-LE-CAUROY	-	3 377,82	-	2 533,97	-24,98%
62112	BERLES-AU-BOIS	-	4 722,06	-	3 537,58	-25,08%
62113	BERLES-MONCHEL	-	4 641,06	-	3 462,53	-25,39%
62114	BERMICOURT	-	1 195,46	-	902,58	-24,50%
62115	BERNEVILLE	-	5 454,61	-	4 039,24	-25,95%
62116	BERNIEULLES	-	1 945,08	-	1 440,06	-25,96%
62117	BERTINCOURT	-	9 165,90	-	6 860,23	-25,15%
62118	BETHONSART	-	1 668,24	-	1 241,93	-25,55%
62119	BETHUNE	-	-	-	-	NC
62120	BEUGIN	-	3 784,40	-	2 823,06	-25,40%
62121	BEUGNATRE	-	836,34	-	627,41	-24,98%
62122	BEUGNY	-	2 661,55	-	2 010,92	-24,45%
62123	BEUSSENT	-	4 452,32	-	3 296,45	-25,96%
62124	BEUTIN	-	4 742,48	-	3 514,79	-25,89%
62125	BEUVREQUEN	-	2 710,19	-	2 090,41	-22,87%
62126	BEUVRY	-	-	-	-	NC
62127	BEZINGHEM	-	2 684,63	-	1 973,92	-26,47%
62128	BIACHE-SAINT-VAAST	-	-	-	-	NC
62129	BIEFVILLERS-LES-BAPAUME	-	-	-	-	NC
62130	BIENVILLERS-AU-BOIS	-	2 961,18	-	2 242,14	-24,28%
62131	BIHUCOURT	-	1 483,84	-	1 075,70	-27,51%
62132	BILLY-BERCLAU	-	-	-	-	NC
62133	BILLY-MONTIGNY	-	131 167,83	-	98 203,43	-25,13%
62134	BIMONT	625,71	-	312,86	-	-50,00%
62135	BLAIRVILLE	-	2 609,85	-	1 959,85	-24,91%
62137	BLANGerval-BLANGERMONT	-	1 082,60	-	793,05	-26,75%
62138	BLANGY-SUR-TERNOISE	-	12 268,16	-	9 177,86	-25,19%
62139	BLENDÉCQUES	-	-	-	-	NC
62140	BLEQUIN	-	3 850,70	-	2 922,39	-24,11%
62141	BLESSY	-	7 171,00	-	5 431,79	-24,25%
62142	BLINGEL	-	1 210,56	-	922,42	-23,80%
62143	BOFFLES	196,77	-	98,39	-	-50,00%
62144	BOIRY-BECQUERELLE	-	-	-	-	NC
62145	BOIRY-NOTRE-DAME	-	4 310,25	-	3 185,73	-26,09%
62146	BOIRY-SAINT-MARTIN	1 031,54	-	515,77	-	-50,00%
62147	BOIRY-SAINTE-RICTRUDE	-	-	-	-	NC
62148	BOIS-BERNARD	-	-	-	-	NC
62149	BOISDINGHEM	-	2 004,57	-	1 508,53	-24,75%
62150	BOISJEAN	-	2 944,11	-	2 121,79	-27,93%
62151	BOISLEUX-AU-MONT	-	-	-	-	NC
62152	BOISLEUX-SAINT-MARC	-	-	-	-	NC
62153	BOMY	-	6 206,00	-	4 677,23	-24,63%
62154	BONNIERES	-	5 391,27	-	4 505,67	-16,43%
62155	BONNINGUES-LES-ARDRES	-	3 381,77	-	2 526,87	-25,28%
62156	BONNINGUES-LES-CALAIS	-	-	-	-	NC
62157	BOUBERS-LES-HESMOND	-	738,96	-	568,64	-23,05%
62158	BOUBERS-SUR-CANCHE	-	4 273,45	-	3 190,39	-25,34%
62160	BOULOGNE-SUR-MER	-	-	-	-	NC
62161	BOUQUEHAULT	-	5 124,79	-	3 910,90	-23,69%
62162	BOURECQ	-	4 510,63	-	3 411,76	-24,36%
62163	BOURET-SUR-CANCHE	-	2 626,33	-	1 974,95	-24,80%
62164	BOURLON	-	14 038,32	-	10 405,58	-25,88%
62165	BOURNONVILLE	-	2 075,21	-	1 548,79	-25,37%
62166	BOURS	-	5 488,84	-	4 137,45	-24,62%
62167	BOURSIN	-	1 707,01	-	1 242,38	-27,22%
62168	BOURTHES	-	7 005,25	-	5 171,19	-26,18%

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62169	BOUVELINGHEM	-	1 512,26	-	1 139,20	-24,67%
62170	BOUVIGNY-BOYEFFLES	-	20 208,80	-	14 978,45	-25,88%
62171	BOYAVAL	-	1 245,48	-	943,88	-24,22%
62172	BOYELLES	-	-	-	-	NC
62173	BREBIERES	-	-	-	-	NC
62174	BREMES	-	15 374,86	-	11 517,25	-25,09%
62175	BREVILLERS	-	1 120,38	-	845,22	-24,56%
62176	BREXENT-ENOCQ	-	6 501,09	-	4 876,99	-24,98%
62177	BRIMEUX	-	7 389,92	-	5 500,77	-25,56%
62178	BRUAY-LA-BUISSIÈRE	-	-	-	-	NC
62179	BRUNEMBERT	-	3 031,42	-	2 267,89	-25,19%
62180	BRIAS	-	2 115,86	-	1 525,25	-27,91%
62181	BUCQUOY	-	14 621,49	-	10 821,09	-25,99%
62182	BUIRE-AU-BOIS	-	2 264,84	-	1 706,21	-24,67%
62183	BUIRE-LE-SEC	-	5 138,60	-	3 834,22	-25,38%
62184	BUISSY	-	1 559,62	-	1 186,42	-23,93%
62185	BULLECOURT	-	2 364,48	-	1 749,95	-25,99%
62186	BULLY-LES-MINES	-	229 870,15	-	170 838,39	-25,68%
62187	BUNEVILLE	-	1 182,14	-	891,56	-24,58%
62188	BURBURE	-	29 561,46	-	21 805,08	-26,24%
62189	BUS	-	428,48	214,24	-	-50,00%
62190	BUSNES	5 945,39	-	2 972,70	-	-50,00%
62191	CAFFIERS	1 496,64	-	748,32	-	-50,00%
62192	CAGNICOURT	-	3 086,08	-	2 324,66	-24,67%
62193	CALAIS	-	-	-	-	NC
62194	CALONNE-RICOUART	-	-	-	-	NC
62195	CALONNE-SUR-LA-LYS	9 967,77	-	4 983,89	-	-50,00%
62196	CALOTTERIE	-	2 815,75	-	2 064,73	-26,67%
62197	CAMBLAIN-CHATELAIN	-	12 058,41	-	8 981,65	-25,52%
62198	CAMBLIGNEUL	-	2 499,94	-	1 870,67	-25,17%
62199	CAMBLAIN-L'ABBE	-	7 380,85	-	5 577,96	-24,43%
62200	CAMBRIN	-	-	-	-	NC
62201	CAMIERS	-	60 004,75	-	45 221,49	-24,64%
62202	CAMPAGNE-LES-BOULONNAIS	-	6 034,93	-	4 593,52	-23,88%
62203	CAMPAGNE-LES-GUINES	-	4 013,58	-	3 025,19	-24,63%
62204	CAMPAGNE-LES-HESDIN	-	13 186,29	-	10 150,31	-23,02%
62205	CAMPAGNE-LES-WARDRECQUES	-	-	-	-	NC
62206	CAMPIGNEULLES-LES-GRANDES	-	1 340,49	-	982,37	-26,72%
62207	CAMPIGNEULLES-LES-PETITES	-	-	-	-	NC
62208	CANETTEMONT	-	606,36	-	459,62	-24,20%
62209	CANLERS	-	1 121,86	-	820,43	-26,87%
62211	CAPELLE-FERMONT	-	1 581,22	-	1 195,75	-24,38%
62212	CAPELLE-LES-HESDIN	-	3 788,05	-	2 889,45	-23,72%
62213	CARENCEY	-	6 275,66	-	4 738,44	-24,49%
62214	CARLY	-	4 368,86	-	3 257,89	-25,43%
62215	CARVIN	-	-	-	-	NC
62216	CAUCHIE	-	1 220,52	-	934,71	-23,42%
62217	CAUCHY-A-LA-TOUR	-	34 496,14	-	25 508,23	-26,05%
62218	CAUCOURT	-	3 351,67	-	2 463,21	-26,51%
62219	CAUMONT	-	1 686,79	-	1 219,95	-27,68%
62220	CAVRON-SAINT-MARTIN	-	3 700,83	-	2 785,98	-24,72%
62221	CHELERS	-	2 443,41	-	1 794,81	-26,54%
62222	CHERIENNES	-	1 394,56	-	1 055,72	-24,30%
62223	CHERISY	-	2 183,94	-	1 624,06	-25,64%
62224	CHOCQUES	-	33 123,48	-	24 489,89	-26,06%
62225	CLAIRMARAIS	-	-	-	-	NC
62227	CLENLEU	294,26	-	147,13	-	-50,00%
62228	CLERQUES	-	2 415,00	-	1 849,87	-23,40%
62229	CLETY	-	5 479,97	-	4 177,49	-23,77%
62230	COLEMBERT	-	7 699,52	-	5 906,58	-23,29%
62231	COLLINE-BEAUMONT	-	-	-	-	NC
62232	COMTE	-	3 545,54	-	2 620,79	-26,08%
62233	CONCHIL-LE-TEMPLE	-	13 314,05	-	12 430,05	-6,64%
62234	CONCHY-SUR-CANCHE	-	1 769,76	-	1 346,14	-23,94%
62235	CONDETTE	-	-	-	-	NC
62236	CONTES	-	2 432,07	-	1 846,69	-24,07%
62237	CONTEVILLE-LES-BOULOGNE	-	6 209,06	-	4 591,74	-26,05%
62238	CONTEVILLE-EN-TERNOIS	-	838,41	-	605,13	-27,82%
62239	COQUELLES	-	-	-	-	NC
62240	CORBEHEM	-	-	-	-	NC
62241	CORMONT	-	2 290,78	-	1 689,86	-26,23%
62242	COUIN	-	836,44	-	641,76	-23,27%
62243	COULLEMONT	-	1 038,89	-	808,00	-22,22%
62244	COULOGNE	-	-	-	-	NC
62245	COULOMBY	-	5 107,82	-	3 867,46	-24,28%
62246	COUPELLE-NEUVE	-	-	-	-	NC
62247	COUPELLE-VIEILLE	-	4 145,29	-	3 083,51	-25,61%
62248	COURCELLES-LE-COMTE	-	4 062,03	-	3 071,08	-24,40%
62249	COURCELLES-LES-LENS	-	-	-	-	NC
62250	COURRIERES	-	-	-	-	NC
62251	COURSET	-	7 504,86	-	5 619,85	-25,12%
62252	COUTURE	-	29 231,25	-	21 984,12	-24,79%

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62253	COUTURELLE	-	600,05	-	435,86	-27,36%
62254	COYECQUES	2 253,64	-	1 126,82	-	-50,00%
62255	CREMAREST	-	6 804,67	-	5 084,22	-25,28%
62256	CREPY	-	587,91	-	416,99	-29,07%
62257	CREQUY	-	3 364,50	-	2 510,14	-25,39%
62258	CROISSETTE	-	2 361,72	-	1 702,81	-27,90%
62259	CROISILLES	-	14 063,38	-	11 082,21	-21,20%
62260	CROIX-EN-TERNOIS	-	1 774,79	-	1 317,13	-25,79%
62261	CUCQ	-	-	-	-	NC
62262	CUINCHY	-	-	-	-	NC
62263	DAINVILLE	-	-	-	-	NC
62264	DANNES	-	-	-	-	NC
62265	DELETTES	-	10 125,96	-	7 593,99	-25,00%
62266	DENIER	-	1 002,68	-	776,02	-22,61%
62267	DENNEBROEUCQ	1 581,20	-	790,60	-	-50,00%
62268	DESVRES	-	-	-	-	NC
62269	DIEVAL	-	6 649,58	-	4 992,23	-24,92%
62270	DIVION	-	132 272,33	-	99 818,68	-24,54%
62271	DOHEM	-	8 670,33	-	6 514,67	-24,86%
62272	DOUCHY-LES-AYETTE	-	3 486,05	-	2 629,45	-24,57%
62273	DOUDEAUVILLE	-	4 021,08	-	3 108,60	-22,69%
62274	DOURGES	-	-	-	-	NC
62275	DOURIEZ	-	1 732,47	-	1 309,21	-24,43%
62276	DOUVRAIN	-	-	-	-	NC
62277	DROCOURT	-	-	-	-	NC
62278	DROUVIN-LE-MARAIS	-	-	-	-	NC
62279	DUISANS	-	-	-	-	NC
62280	DURY	-	2 141,41	-	1 590,24	-25,74%
62281	ECHINGHEN	-	-	-	-	NC
62282	ECLIMEUX	-	1 290,77	-	961,57	-25,50%
62283	ECOIVRES	-	1 011,95	-	759,15	-24,98%
62284	ECOURT-SAINT-QUENTIN	-	18 398,89	-	13 750,66	-25,26%
62285	ECOUST-SAINT-MEIN	-	3 368,54	-	2 509,47	-25,50%
62286	ECQUEDECQUES	-	3 767,72	-	2 855,19	-24,22%
62288	ECQUES	9 920,78	-	4 960,39	-	-50,00%
62289	ECUIRES	-	5 401,73	-	3 887,00	-28,04%
62290	ECURIE	-	-	-	-	NC
62291	ELEU-DIT-LEAUWETTE	-	65 433,51	-	48 925,83	-25,23%
62292	ELNES	-	8 271,94	-	6 089,02	-26,39%
62293	EMBRY	-	1 783,87	-	1 300,92	-27,07%
62295	ENQUIN-LES-GUINEGATTE	-	17 988,46	-	13 551,86	-24,66%
62296	ENQUIN-SUR-BAILLONS	-	1 866,55	-	1 406,61	-24,64%
62297	EPERLECQUES	-	34 429,93	-	26 171,90	-23,99%
62298	EPINOY	-	4 201,14	-	3 151,61	-24,98%
62299	EPS	-	2 479,22	-	1 850,32	-25,37%
62300	EQUIHEN-PLAGE	-	51 845,97	-	38 782,25	-25,20%
62301	EQUIRRE	-	755,73	-	589,95	-21,94%
62302	ERGNY	-	1 553,01	-	1 116,78	-28,09%
62303	ERIN	-	2 382,93	-	1 835,37	-22,98%
62304	ERNY-SAINT-JULIEN	-	3 020,57	-	2 261,75	-25,12%
62306	ERVILLERS	-	2 578,28	-	1 907,82	-26,00%
62307	ESCALLES	-	-	-	-	NC
62308	ESCOEUILLES	-	3 668,08	-	2 751,72	-24,98%
62309	ESQUERDES	-	27 304,91	-	20 529,33	-24,81%
62310	ESSARS	-	-	-	21 542,93	entrant
62311	ESTEVELLES	-	21 402,88	-	16 014,70	-25,18%
62312	ESTREE	-	3 806,50	-	2 855,56	-24,98%
62313	ESTREE-BLANCHE	-	11 519,23	-	8 705,22	-24,43%
62314	ESTREE-CAUCHY	-	2 665,59	-	1 968,66	-26,15%
62315	ESTREELLES	-	3 581,35	-	2 667,56	-25,52%
62316	ESTREE-WAMIN	-	2 031,70	-	1 524,14	-24,98%
62317	ETAING	-	2 616,26	-	1 944,83	-25,66%
62318	ETAPLES	-	-	-	-	NC
62319	ETERPIGNY	-	1 685,41	-	1 246,52	-26,04%
62320	ETRUN	-	-	-	-	NC
62321	EVIN-MALMAISON	-	64 818,17	-	48 507,58	-25,16%
62322	FAMECHON	-	1 124,92	-	858,18	-23,71%
62323	FAMPOUX	-	-	-	-	NC
62324	FARBUS	-	-	-	-	NC
62325	FAUQUEMBERGUES	6 407,21	-	3 203,61	-	-50,00%
62326	FAVREUIL	-	1 760,98	-	1 306,77	-25,79%
62327	FEBVIN-PALFART	-	4 969,60	2 484,80	-	-50,00%
62328	FERFAY	-	12 000,50	-	8 981,43	-25,16%
62329	FERQUES	-	-	-	-	NC
62330	FESTUBERT	-	-	-	-	NC
62331	FEUCHY	-	-	-	-	NC
62332	FICHEUX	3 165,04	-	1 582,52	-	-50,00%
62333	FIEFS	-	1 514,13	-	1 150,16	-24,04%
62334	FIENNES	-	5 877,37	-	4 440,61	-24,45%
62335	FILLIEVRES	-	3 175,47	-	2 351,01	-25,96%
62336	FLECHIN	-	4 923,03	-	3 649,12	-25,88%
62337	FLERS	-	1 645,06	-	1 265,32	-23,08%

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62338	FLEURBAIX	-	-	-	-	NC
62339	FLEURY	-	1 554,58	-	1 180,50	-24,06%
62340	FLORINGHEM	-	8 182,56	-	6 206,62	-24,15%
62341	FONCQUEVILLERS	-	3 420,54	-	2 546,92	-25,54%
62342	FONTAINE-LES-BOULANS	-	746,86	-	584,11	-21,79%
62343	FONTAINE-LES-CROISILLES	-	2 450,42	-	1 842,99	-24,79%
62344	FONTAINE-LES-HERMANS	-	1 267,48	-	936,56	-26,11%
62345	FONTAINE-L'ETALON	-	1 005,74	-	749,75	-25,45%
62346	FORTEL-EN-ARTOIS	-	2 404,54	1 202,27	-	-50,00%
62347	FOSEUX	-	881,92	-	661,60	-24,98%
62348	FOUFFLIN-RICAMETZ	-	787,70	-	633,70	-19,55%
62349	FOUQUEREUIL	-	-	-	-	NC
62350	FOUQUIERES-LES-BETHUNE	-	-	-	-	NC
62351	FOUQUIERES-LES-LENS	-	115 946,39	-	86 606,54	-25,30%
62352	FRAMECOURT	-	643,56	-	492,33	-23,50%
62353	FREMICOURT	-	2 722,42	-	2 028,02	-25,51%
62354	FRENCQ	-	10 080,48	-	7 682,14	-23,79%
62355	FRESNES-LES-MONTAUBAN	-	-	-	-	NC
62356	FRESNICOURT-LE-DOLMEN	-	-	-	-	NC
62357	FRESNOY	-	505,63	-	384,05	-24,05%
62358	FRESNOY-EN-GOHELLE	-	800,63	-	565,38	-29,38%
62359	FRESSIN	-	3 625,85	-	2 767,26	-23,68%
62360	FRETHUN	-	-	-	-	NC
62361	FREVENT	-	73 609,75	-	55 118,54	-25,12%
62362	FREVILLERS	-	2 850,28	-	2 114,39	-25,82%
62363	FREVIN-CAPELLE	-	3 945,21	-	2 969,16	-24,74%
62364	FRUGES	-	-	-	-	NC
62365	GALAMETZ	-	2 063,37	-	1 552,64	-24,75%
62366	GAUCHIN-LEGAL	-	-	-	-	NC
62367	GAUCHIN-VERLOINGT	-	8 782,41	-	6 593,64	-24,92%
62368	GAUDIEMPRE	-	2 143,98	-	1 608,37	-24,98%
62369	GAVRELLE	-	-	-	-	NC
62370	GENNES-IVERGNY	480,47	-	240,24	-	-50,00%
62371	GIVENCHY-EN-GOHELLE	-	19 400,78	-	14 489,38	-25,32%
62372	GIVENCHY-LE-NOBLE	-	1 110,81	-	823,76	-25,84%
62373	GIVENCHY-LES-LA-BASSEE	-	-	-	-	NC
62374	GOMIECOURT	-	-	-	-	NC
62375	GOMMECOURT	-	1 266,20	-	940,33	-25,74%
62376	GONNEHEM	-	25 460,07	-	19 038,79	-25,22%
62377	GOSNAY	-	-	-	-	NC
62378	GOUVES	-	1 672,48	-	1 254,66	-24,98%
62379	GOUY-EN-ARTOIS	-	2 756,46	-	2 072,58	-24,81%
62380	GOUY-SERVINS	-	2 766,32	-	2 032,31	-26,53%
62381	GOUY-EN-TERNOIS	-	1 356,57	-	991,99	-26,88%
62382	GOUY-SAINT-ANDRE	-	4 674,41	-	3 496,65	-25,20%
62383	GOUY-SOUS-BELLONNE	-	12 298,15	-	9 237,00	-24,89%
62384	GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT	-	-	-	-	NC
62385	GRAND-RULLECOURT	-	2 125,53	-	1 604,08	-24,53%
62386	GRENAY	-	112 764,41	-	84 449,15	-25,11%
62387	GREVILLERS	-	3 437,90	-	2 607,69	-24,15%
62388	GRIGNY	-	1 802,42	-	1 321,05	-26,71%
62389	GRINCOURT-LES-PAS	-	243,79	-	187,40	-23,13%
62390	GROFFLIERS	-	10 699,07	-	8 119,26	-24,11%
62391	GUARBEQUE	-	11 625,98	-	8 599,97	-26,03%
62392	GUEMAPPE	-	-	-	-	NC
62393	GUEMPS	-	10 516,85	-	7 878,72	-25,08%
62395	GUIGNY	-	1 278,63	-	892,44	-30,20%
62396	GUINECOURT	-	-	-	-	NC
62397	GUINES	-	61 756,36	-	46 173,89	-25,23%
62398	GUISY	-	1 490,85	-	1 110,93	-25,48%
62399	HABARCQ	-	4 970,09	-	3 758,66	-24,37%
62400	HAILLICOURT	-	84 530,02	-	62 990,15	-25,48%
62401	HAINES	-	-	-	-	NC
62402	HALINGHEN	-	3 126,73	-	2 350,34	-24,83%
62403	HALLINES	-	14 455,65	-	10 778,46	-25,44%
62404	HALLOY	-	2 672,89	-	2 005,15	-24,98%
62405	HAMBLAIN-LES-PRES	-	5 207,96	-	3 906,90	-24,98%
62406	HAMELINCOURT	-	1 982,97	-	1 473,30	-25,70%
62407	HAM-EN-ARTOIS	-	10 259,84	-	7 664,67	-25,29%
62408	HAMES-BOUCRES	-	-	-	-	NC
62409	HANNESCAMPS	-	760,77	-	561,16	-26,24%
62410	HAPLINCOURT	-	1 098,38	-	823,98	-24,98%
62411	HARAVESNES	-	613,96	-	459,25	-25,20%
62412	HARDINGHEN	-	10 144,21	-	7 609,98	-24,98%
62413	HARNES	-	-	-	-	NC
62414	HAUCOURT	-	1 905,62	-	1 429,55	-24,98%
62415	HAUTE-AVESNES	-	3 511,40	-	2 668,23	-24,01%
62416	HAUTCLOQUE	-	1 445,27	-	1 055,12	-26,99%
62418	HAUTEVILLE	-	2 654,35	-	1 995,97	-24,80%
62419	HAUT-LOQUIN	-	1 811,99	-	1 345,03	-25,77%
62421	HAVRINCOURT	-	2 068,50	-	1 523,11	-26,37%
62422	HEBUTERNE	-	4 671,74	-	3 523,96	-24,57%

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62423	HELFAUT	-	-	-	-	NC
62424	HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	-	2 243,13	-	1 664,91	-25,78%
62425	HENDECOURT-LES-RANSART	-	1 167,15	-	870,83	-25,39%
62426	HENINEL	-	-	-	-	NC
62427	HENIN-BEAUMONT	-	-	-	-	NC
62428	HENIN-SUR-COJEUL	-	3 381,77	1 690,89	-	-50,00%
62429	HENNEVEUX	-	2 401,28	-	1 820,49	-24,19%
62430	HENU	-	1 721,62	-	1 296,26	-24,71%
62432	HERBINGHEN	-	3 340,13	-	2 510,43	-24,84%
62433	HERICOURT	-	635,07	-	465,69	-26,67%
62434	HERLIERE	-	842,26	-	603,20	-28,38%
62435	HERLINCOURT	-	867,32	-	644,13	-25,73%
62436	HERLIN-LE-SEC	-	961,93	480,97	-	-50,00%
62437	HERLY	1 547,63	-	773,82	-	-50,00%
62438	HERMAVILLE	-	4 240,70	-	3 127,85	-26,24%
62439	HERMELINGHEN	-	3 632,36	-	2 796,49	-23,01%
62440	HERMIES	-	9 521,07	-	7 191,81	-24,46%
62441	HERMIN	-	2 361,62	-	1 748,33	-25,97%
62442	HERNICOURT	-	4 657,10	-	3 457,80	-24,12%
62443	HERSIN-COUPIGNY	-	-	-	-	NC
62444	HERVELINGHEN	-	2 550,46	-	1 910,27	-25,10%
62445	HESDIGNEUL-LES-BETHUNE	-	7 479,51	-	5 570,04	-25,53%
62446	HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE	-	5 927,29	-	4 505,74	-23,98%
62447	HESDIN	-	-	-	-	NC
62448	HESDIN-L'ABBE	-	-	-	-	NC
62449	HESMOND	-	1 687,08	-	1 246,52	-26,11%
62450	HESTRUS	-	2 079,55	-	1 537,61	-26,06%
62451	HEUCHIN	-	7 037,02	-	5 254,75	-25,33%
62452	HEURINGHEM	6 347,60	-	3 173,80	-	-50,00%
62453	HEZECQUES	-	794,71	-	577,82	-27,29%
62454	HINGES	-	-	-	-	NC
62455	HOCQUINGHEN	-	758,99	-	564,64	-25,61%
62456	HOUCHIN	-	-	-	-	NC
62457	HOUDAIN	-	113 995,39	-	85 060,34	-25,38%
62458	HOULLE	-	8 307,46	-	6 330,52	-23,80%
62459	HOUVIN-HOUVIGNEUL	-	2 085,97	-	1 583,94	-24,07%
62460	HUBERSENT	-	2 851,96	-	2 163,32	-24,15%
62461	HUBY-SAINT-LEU	-	10 241,29	-	7 609,16	-25,70%
62462	HUCLIER	-	-	-	-	NC
62463	HUCQUELIERS	2 995,11	-	1 497,56	-	-50,00%
62464	HULLUCH	-	48 535,54	-	36 441,89	-24,92%
62465	HUMBERCAMPS	-	2 656,71	-	1 983,46	-25,34%
62466	HUMBERT	-	2 594,06	-	1 919,67	-26,00%
62467	HUMEROEUILLE	-	1 652,85	-	1 268,58	-23,25%
62468	HUMIERES	-	1 359,04	-	1 002,65	-26,22%
62469	INCHY-EN-ARTOIS	-	3 900,62	-	2 937,64	-24,69%
62470	INCOURT	-	-	-	-	NC
62471	BELLINGHEM	-	8 612,81	-	6 461,15	-24,98%
62472	INXENT	-	1 409,46	-	1 047,80	-25,66%
62473	ISBERGUES	-	-	-	-	NC
62474	ISQUES	-	-	-	-	NC
62475	IVERGNY	-	1 805,77	-	1 349,92	-25,24%
62476	IZEL-LES-EQUERCHIN	-	6 397,01	-	4 921,25	-23,07%
62477	Izel-lès-Hameau	-	6 200,08	-	4 641,04	-25,15%
62478	JOURNY	-	2 171,90	-	1 653,15	-23,88%
62479	LABEUVRIERE	-	-	-	-	NC
62480	LABOURSE	-	-	-	-	NC
62481	LABROYE	-	927,80	-	710,30	-23,44%
62483	LACRES	-	2 109,15	-	1 576,17	-25,27%
62484	LAGNICOURT-MARCEL	-	2 427,03	-	1 788,15	-26,32%
62485	LAIRES	-	2 888,27	-	2 135,86	-26,05%
62486	LAMBRES	-	-	-	-	NC
62487	LANDRETHUN-LE-NORD	-	15 287,84	-	11 413,19	-25,34%
62488	LANDRETHUN-LES-ARDRES	-	7 690,14	-	5 840,63	-24,05%
62489	LAPUGNOY	-	-	-	-	NC
62490	LATTRE-SAINT-QUENTIN	-	1 990,36	-	1 493,13	-24,98%
62491	LAVENTIE	-	-	-	-	NC
62492	LEBIEZ	-	1 614,08	-	1 227,57	-23,95%
62493	LEBUCQUIERE	-	2 356,49	-	1 748,70	-25,79%
62494	LECHELLE	-	239,05	-	154,02	-35,57%
62495	LEDINGHEM	-	1 827,28	-	1 371,97	-24,92%
62496	LEFAUX	-	2 140,23	-	1 618,29	-24,39%
62497	LEFOREST	-	115 710,59	-	87 169,11	-24,67%
62498	LENS	-	-	-	-	NC
62499	LEPINE	-	1 763,25	-	1 327,49	-24,71%
62500	LESPESSES	-	3 288,43	-	2 435,83	-25,93%
62501	LESPINOY	-	1 617,92	-	1 199,45	-25,86%
62502	LESTREM	-	-	-	-	NC
62503	LEUBRINGHEN	-	1 543,83	771,92	-	-50,00%
62504	LEULINGHEM	-	-	-	-	NC
62505	LEULINGHEN-BERNES	-	-	-	-	NC
62506	LICQUES	-	15 070,00	-	11 247,92	-25,36%



## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62507	LIENCOURT	-	2 433,84	-	1 835,37	-24,59%
62508	LIERES	-	4 254,12	-	3 183,51	-25,17%
62509	LIETTRES	-	2 544,93	-	1 913,45	-24,81%
62510	LIEVIN	-	-	-	-	NC
62511	LIGNEREUIL	-	1 188,36	-	877,20	-26,18%
62512	LIGNY-LES-AIRE	-	6 828,45	-	5 092,81	-25,42%
62513	LIGNY-SUR-CANCHE	-	1 312,77	656,39	-	-50,00%
62514	LIGNY-SAINT-FLOCHEL	-	1 601,55	-	1 142,46	-28,67%
62515	LIGNY-THILLOY	-	4 735,18	-	3 542,47	-25,19%
62516	LILLERS	66 772,77	-	33 386,39	-	-50,00%
62517	LINGHEM	-	-	-	-	NC
62518	LINZEUX	-	1 245,98	-	917,39	-26,37%
62519	LISBOURG	-	4 473,63	-	3 341,23	-25,31%
62520	LOCON	-	-	-	19 402,19	entrant
62521	LOGE	-	2 332,71	-	1 754,69	-24,78%
62522	LOISON-SUR-CREQUOISE	-	1 968,07	-	1 509,78	-23,29%
62523	LOISON-SOUS-LENS	-	-	-	-	NC
62524	LONGFOSSE	-	6 365,63	-	4 762,64	-25,18%
62525	LONGUENESSE	-	-	-	-	NC
62526	LONGUEVILLE	-	931,05	465,53	-	-50,00%
62527	LONGVILLIERS	-	2 419,93	-	1 796,29	-25,77%
62528	LOOS-EN-GOHELLE	-	85 541,09	-	64 691,33	-24,37%
62529	LORGIES	-	-	-	-	NC
62530	LOTTINGHEN	-	-	-	-	NC
62531	LOUCHES	-	6 839,89	-	5 173,63	-24,36%
62532	LOZINGHEM	-	11 602,01	-	8 581,99	-26,03%
62533	LUGY	-	867,71	-	660,49	-23,88%
62534	LUMBRES	-	-	-	-	NC
62535	MADELAINE-SOUS-MONTREUIL	-	-	-	-	NC
62536	MAGNICOURT-EN-COMTE	-	5 790,65	-	4 334,03	-25,15%
62537	MAGNICOURT-SUR-CANCHE	-	1 029,22	-	767,36	-25,44%
62538	MAINTENAY	-	2 813,39	-	2 143,92	-23,80%
62539	MAISNIL	-	1 981,09	-	1 457,53	-26,43%
62540	MAISNIL-LES-RUITZ	-	18 019,14	-	13 683,82	-24,06%
62541	MAISONCELLE	-	1 045,50	-	779,58	-25,43%
62542	MAIZIERES	-	1 002,09	-	760,11	-24,15%
62543	MAMETZ	-	17 209,05	-	12 968,79	-24,64%
62544	MANIN	-	1 249,33	-	918,13	-26,51%
62545	MANINGHEM	-	1 392,29	-	1 024,78	-26,40%
62546	MANINGHEN-HENNE	-	2 195,97	-	1 599,63	-27,16%
62547	MARANT	-	422,66	-	274,14	-35,14%
62548	MARCK	74 413,67	-	-	102 806,35	entrant
62549	MARCONNE	-	-	-	-	NC
62550	MARCONNELLE	-	-	-	-	NC
62551	MARENLA	-	1 889,04	-	1 393,29	-26,24%
62552	MAREQUEL-ECQUEMICOURT	-	-	-	-	NC
62553	MAREST	-	2 961,38	-	2 221,56	-24,98%
62554	MARESVILLE	-	756,03	-	581,15	-23,13%
62555	MARLES-LES-MINES	-	141 651,34	-	106 022,42	-25,15%
62556	MARLES-SUR-CANCHE	-	2 958,42	-	2 247,99	-24,01%
62557	MAROEUIL	-	-	-	-	NC
62558	MARQUAY	-	1 550,14	-	1 129,51	-27,13%
62559	MARQUION	-	-	-	-	NC
62560	MARQUISE	-	53 326,86	-	39 858,69	-25,26%
62561	MARTINPUICH	-	2 133,72	-	1 591,12	-25,43%
62562	MATRINGHEM	-	-	-	-	NC
62563	MAZINGARBE	-	-	-	-	NC
62564	MAZINGHEM	-	3 264,75	-	2 421,10	-25,84%
62565	MENCAS	-	875,21	-	656,57	-24,98%
62566	MENNEVILLE	-	5 262,81	-	3 953,16	-24,88%
62567	MENTQUE-NORTBECOURT	-	4 454,40	-	3 305,85	-25,78%
62568	MERCATEL	-	-	-	-	NC
62569	MERCK-SAINT-LIEVIN	-	6 614,16	-	4 931,76	-25,44%
62570	MERICOURT	-	251 374,46	-	188 459,31	-25,03%
62571	MERLIMONT	-	-	-	-	NC
62572	METZ-EN-COUTURE	-	5 691,10	-	4 304,65	-24,36%
62573	MEURCHIN	-	51 545,55	-	38 636,44	-25,04%
62574	MINGOVAL	-	2 395,17	-	1 811,09	-24,39%
62576	MONCHEAUX-LES-FREVENT	-	870,48	-	692,31	-20,47%
62577	MONCHEL-SUR-CANCHE	-	-	-	-	NC
62578	MONCHIET	-	889,81	-	667,52	-24,98%
62579	MONCHY-AU-BOIS	-	-	-	-	NC
62580	MONCHY-BRETON	-	3 768,31	-	2 936,67	-22,07%
62581	MONCHY-CAYEUX	-	3 065,56	-	2 275,89	-25,76%
62582	MONCHY-LE-PREUX	-	-	-	-	NC
62583	MONDICOURT	-	6 627,68	-	4 882,98	-26,32%
62584	MONT-BERNANCHON	-	16 162,96	-	12 125,12	-24,98%
62585	MONTCAVREL	-	2 796,02	-	2 121,35	-24,13%
62586	MONTENESCOURT	-	3 557,18	-	2 667,71	-25,00%
62587	MONTIGNY-EN-GOHELLE	-	228 585,60	-	169 843,88	-25,70%
62588	MONTREUIL	-	-	-	-	NC
62589	MONT-SAINT-ELOI	-	-	-	-	NC

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62590	MONT-EN-TERNOIS	-	672,56	-	504,17	-25,04%
62591	MORCHIES	-	1 880,85	-	1 434,81	-23,71%
62592	MORINGHEM	-	2 885,41	-	2 176,12	-24,58%
62593	MORVAL	-	895,73	-	676,70	-24,45%
62594	MORY	-	1 588,72	-	1 148,90	-27,68%
62595	MOULLE	-	7 007,12	-	5 419,13	-22,66%
62596	MOURIEZ	-	-	-	-	NC
62597	MOYENNEVILLE	-	2 968,08	-	2 202,76	-25,79%
62598	MUNCQ-NIEURLET	-	6 276,74	-	4 708,68	-24,98%
62599	NABRINGHEN	425,23	-	-	568,94	entrant
62600	NEDON	-	1 748,35	-	1 292,48	-26,07%
62601	NEDONCHEL	-	3 290,70	-	2 478,16	-24,69%
62602	NEMPONT-SAINT-FIRMIN	-	909,25	-	715,48	-21,31%
62603	NESLES	-	-	-	-	NC
62604	NEUFCHATEL-HARDELOT	-	-	-	-	NC
62605	NEULETTE	-	288,58	-	221,22	-23,34%
62606	NEUVE-CHAPELLE	-	14 923,49	-	11 428,14	-23,42%
62607	NEUVILLE-AU-CORNET	-	290,95	-	204,27	-29,79%
62608	NEUVILLE-BOURJONVAL	-	1 994,02	-	1 486,32	-25,46%
62609	NEUVILLE-SAINT-VAAST	-	-	-	-	NC
62610	NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL	-	9 457,44	-	7 049,55	-25,46%
62611	NEUVILLE-VITASSE	-	-	-	-	NC
62612	NEUVIREUIL	-	3 143,50	-	2 432,65	-22,61%
62613	NIELLES-LES-BLEQUIN	-	4 847,85	-	3 595,16	-25,84%
62614	NIELLES-LES-ARDRES	-	4 156,25	-	3 215,40	-22,64%
62615	NIELLES-LES-CALAIS	-	-	-	-	NC
62616	NOEUX-LES-AUXI	-	2 051,44	-	1 524,66	-25,68%
62617	NOEUX-LES-MINES	-	206 682,02	-	153 681,37	-25,64%
62618	NORDAUSQUES	-	-	-	-	NC
62619	NOREUIL	-	1 535,64	-	1 166,29	-24,05%
62620	NORRENT-FONTES	-	13 343,75	-	9 757,60	-26,88%
62621	NORTKERQUE	-	17 917,13	-	13 326,42	-25,62%
62622	NORT-LEULINGHEM	-	-	-	-	NC
62623	NOUVELLE-EGLISE	-	6 465,48	-	4 980,09	-22,97%
62624	NOYELLES-GODAULT	-	-	-	-	NC
62625	NOYELLES-LES-HUMIERES	-	352,71	-	264,60	-24,98%
62626	NOYELLES-LES-VERMELLES	-	-	-	-	NC
62627	NOYELLES-SOUS-BELLONNE	-	6 336,04	-	4 722,15	-25,47%
62628	NOYELLES-SOUS-LENS	-	-	-	-	NC
62629	NOYELLETTTE	-	3 397,75	-	2 539,37	-25,26%
62630	NOYELLE-VION	-	2 134,70	-	1 591,86	-25,43%
62631	NUNCQ-HAUTE-COTE	-	3 845,76	-	2 965,54	-22,89%
62632	OBLINGHEM	-	4 214,55	-	3 161,23	-24,99%
62633	OEUF-EN-TERNOIS	-	1 920,91	-	1 426,74	-25,73%
62634	OFFEKERQUE	-	11 008,17	-	8 285,42	-24,73%
62635	OFFIN	-	1 866,94	-	1 405,28	-24,73%
62636	OFFRETHUN	-	2 630,37	-	1 968,51	-25,16%
62637	OIGNIES	-	190 145,04	-	142 999,72	-24,79%
62638	OISY-LE-VERGER	-	14 327,98	-	10 655,08	-25,63%
62639	OPPY	-	2 286,15	-	1 696,74	-25,78%
62640	ORVILLE	-	3 755,19	-	2 817,07	-24,98%
62641	OSTREVILLE	-	1 724,38	-	1 207,74	-29,96%
62642	OURTON	-	7 145,64	-	5 319,51	-25,56%
62643	OUTREAU	-	-	-	-	NC
62644	OUVE-WIRQUIN	-	4 679,73	-	3 501,02	-25,19%
62645	OYE-PLAGE	-	97 798,59	-	72 817,32	-25,54%
62646	PALLUEL	-	6 619,19	-	5 049,73	-23,71%
62647	PARCQ	-	5 684,68	-	4 233,37	-25,53%
62648	PARENTY	-	4 022,96	-	2 953,62	-26,58%
62649	PAS-EN-ARTOIS	-	6 835,16	-	5 060,76	-25,96%
62650	PELVES	-	9 197,96	-	6 905,23	-24,93%
62651	PENIN	-	3 393,70	-	2 536,34	-25,26%
62652	PERNES	-	18 694,57	-	14 150,47	-24,31%
62653	PERNES-LES-BOULOGNE	-	2 744,03	1 372,02	-	-50,00%
62654	PEUPLINGUES	-	-	-	-	NC
62655	PIERREMONT	-	2 130,46	-	1 644,34	-22,82%
62656	PIHEM	-	9 867,67	-	7 375,95	-25,25%
62657	PIHEN-LES-GUINES	-	669,01	-	553,61	-17,25%
62658	PITTEFAUX	-	1 267,38	-	926,93	-26,86%
62659	PLANQUES	-	-	-	-	NC
62660	PLOUVAIN	-	2 108,95	-	1 567,81	-25,66%
62661	BOUIN-PLUMOISON	-	2 433,94	-	1 837,73	-24,50%
62662	POLINCOVE	-	7 767,69	-	5 827,16	-24,98%
62663	POMMERA	-	3 478,95	-	2 581,19	-25,81%
62664	POMMIER	-	2 235,24	-	1 667,28	-25,41%
62665	PONCHEL	-	886,76	-	641,47	-27,66%
62666	PONT-A-VENDIN	-	27 866,29	-	20 935,95	-24,87%
62667	PORTEL	-	-	-	-	NC
62668	PREDEFIN	-	2 018,19	-	1 475,81	-26,87%
62669	PRESSY	-	2 947,86	-	2 249,61	-23,69%
62670	PREURES	-	4 153,19	-	3 048,95	-26,59%
62671	PRONVILLE-EN-ARTOIS	-	3 207,53	-	2 387,13	-25,58%

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62672	PUISIEUX	-	3 313,89	-	2 430,80	-26,65%
62673	QUEANT	-	6 218,34	-	4 664,87	-24,98%
62674	QUELMES	-	3 021,26	-	2 286,10	-24,33%
62675	QUERCAMPS	-	2 154,93	-	1 645,23	-23,65%
62676	QUERNES	-	4 529,48	-	3 369,28	-25,61%
62677	QUESNOY-EN-ARTOIS	-	3 202,01	-	2 397,34	-25,13%
62678	QUESQUES	-	4 508,46	-	3 461,50	-23,22%
62679	QUESTRECCQUES	-	2 289,40	-	1 717,46	-24,98%
62680	QUIERY-LA-MOTTE	-	4 656,85	-	3 444,47	-26,03%
62681	QUIESTEDE	-	4 572,89	-	3 380,01	-26,09%
62682	QUILEN	381,03	-	190,52	-	-50,00%
62683	QUOEUX-HAUT-MAINIL	-	2 285,26	-	1 720,79	-24,70%
62684	RACQUINGHEM	-	-	-	-	NC
62685	RADINGHEM	-	2 881,56	-	2 180,78	-24,32%
62686	RAMECOURT	-	1 372,06	-	1 022,19	-25,50%
62688	RANG-DU-FLIERS	-	-	-	-	NC
62689	RANSART	1 956,09	-	978,05	-	-50,00%
62690	RAYE-SUR-AUTHIE	-	2 793,36	-	2 109,80	-24,47%
62691	SAINT AUGUSTIN	3 340,79	-	1 670,40	-	-50,00%
62692	REBERGUES	-	2 228,53	-	1 719,54	-22,84%
62693	REBREUVE-RANCHICOURT	-	-	-	-	NC
62694	REBREUVE-SUR-CANCHE	-	1 920,51	-	1 412,09	-26,47%
62695	REBREUVIETTE	-	2 600,77	-	1 936,76	-25,53%
62696	RECLINGHEM	-	-	-	-	NC
62697	RECOURT	-	1 295,70	-	934,04	-27,91%
62698	RECQUES-SUR-COURSE	-	1 743,22	-	1 288,63	-26,08%
62699	RECQUES-SUR-HEM	-	5 050,79	-	3 845,10	-23,87%
62700	REGNAUVILLE	-	1 535,94	-	1 147,49	-25,29%
62701	RELY	-	2 536,55	-	1 850,54	-27,05%
62702	REMILLY-WIRQUIN	-	2 712,95	-	2 044,75	-24,63%
62703	REMY	-	2 747,18	-	2 170,64	-20,99%
62704	RENTY	2 135,99	-	1 068,00	-	-50,00%
62705	RETY	-	-	-	-	NC
62706	RICHEBOURG	-	-	-	-	NC
62708	RIENCOURT-LES-BAPAUME	-	-	-	-	NC
62709	RIENCOURT-LES-CAGNICOURT	-	1 766,80	-	1 309,43	-25,89%
62710	RIMBOVAL	-	1 487,20	-	1 097,53	-26,20%
62711	RINXENT	-	-	-	-	NC
62712	RIVIERE	4 813,02	-	2 406,51	-	-50,00%
62713	ROBECQ	-	13 011,46	-	9 793,94	-24,73%
62714	ROCLINCOURT	-	-	-	-	NC
62715	ROCQUIGNY	-	2 483,96	-	1 872,96	-24,60%
62716	RODELINGHEM	-	5 603,39	-	4 150,26	-25,93%
62717	ROELLECOURT	-	4 214,65	-	3 125,11	-25,85%
62718	ROEUX	-	19 630,85	-	14 659,01	-25,33%
62719	ROLLANCOURT	-	2 957,23	-	2 194,62	-25,79%
62720	ROMBLY	-	-	-	-	NC
62721	ROQUETOIRE	-	13 526,86	-	10 253,12	-24,20%
62722	ROUGEFAY	-	1 056,25	-	782,83	-25,89%
62723	ROUSSENT	-	1 538,70	-	1 135,21	-26,22%
62724	ROUVROY	-	156 943,52	-	118 165,97	-24,71%
62725	ROYON	-	848,48	-	634,66	-25,20%
62726	RUISSEAUVILLE	-	979,20	-	767,81	-21,59%
62727	RUITZ	-	-	-	-	NC
62728	RUMAUCOURT	-	6 448,61	-	4 840,43	-24,94%
62729	RUMILLY	-	2 009,90	-	1 494,17	-25,66%
62730	RUMINGHEM	-	17 625,79	-	13 176,47	-25,24%
62731	RUYAULCOURT	-	2 460,38	-	1 802,80	-26,73%
62732	SACHIN	-	2 623,37	-	1 945,64	-25,83%
62733	SAILLY-AU-BOIS	-	2 727,95	-	2 056,00	-24,63%
62734	SAILLY-EN-OSTREVENT	-	6 055,25	-	4 578,13	-24,39%
62735	SAILLY-LABOURSE	-	-	-	-	NC
62736	SAILLY-SUR-LA-LYS	-	-	-	-	NC
62737	SAINS-EN-GOHELLE	-	97 872,59	-	72 967,57	-25,45%
62738	SAINS-LES-FRESSIN	-	1 428,99	-	1 067,26	-25,31%
62739	SAINS-LES-MARQUION	-	2 854,33	-	2 112,62	-25,99%
62740	SAINS-LES-PERNES	-	-	-	-	NC
62741	SAINT-AMAND	-	927,21	-	685,43	-26,08%
62742	SAINT-AUBIN	-	-	-	-	NC
62743	SAINTE-AUSTREBERTHE	-	-	-	-	NC
62744	SAINTE-CATHERINE	-	-	-	-	NC
62745	SAINT-DENOEUUX	-	1 637,06	-	1 228,09	-24,98%
62746	SAINT-ETIENNE-AU-MONT	-	-	-	-	NC
62747	SAINT-FLORIS	-	4 546,15	-	3 415,09	-24,88%
62748	SAINT-FOLQUIN	-	26 722,03	-	20 273,54	-24,13%
62749	SAINT-GEORGES	-	1 807,75	-	1 360,87	-24,72%
62750	SAINT-HILAIRE-COTTES	-	-	-	-	NC
62751	SAINT-INGLEVERT	-	6 621,56	-	5 049,51	-23,74%
62752	SAINT-JOSSE	-	-	-	-	NC
62753	SAINT-LAURENT-BLANGY	-	-	-	-	NC
62754	SAINT-LEGER	-	3 060,23	-	2 286,18	-25,29%
62755	SAINT-LEONARD	-	-	-	-	NC

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62756	SAINTE-MARIE-KERQUE	-	13 770,26	-	10 490,99	-23,81%
62757	SAINT-MARTIN-LEZ-TATINGHEM	-	-	-	-	NC
62758	SAINT-MARTIN-BOULOGNE	-	-	-	-	NC
62759	SAINT-MARTIN-CHOQUEL	-	3 295,73	-	2 445,23	-25,81%
62760	SAINT-MARTIN-D'HARDINGHEM	-	-	-	-	NC
62761	SAINT-MARTIN-SUR-COJEUL	-	-	-	-	NC
62762	SAINT-MICHEL-SOUS-BOIS	417,95	-	208,98	-	-50,00%
62763	SAINT-MICHEL-SUR-TERNOISE	-	4 037,46	-	2 877,91	-28,72%
62764	SAINT-NICOLAS	-	-	-	-	NC
62765	SAINT-OMER	-	-	-	-	NC
62766	SAINT-OMER-CAPELLE	-	10 784,91	-	8 106,83	-24,83%
62767	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	-	-	-	-	NC
62768	SAINT-REMY-AU-BOIS	-	861,70	-	636,88	-26,09%
62769	SAINT-TRICAT	-	2 914,22	-	2 309,27	-20,76%
62770	SAINT-VENANT	24 104,36	-	12 052,18	-	-50,00%
62771	SALLAUMINES	-	266 297,16	-	198 212,99	-25,57%
62772	SALPERWICK	-	3 757,07	-	2 759,26	-26,56%
62773	SAMER	-	-	-	-	NC
62774	SANGATTE	-	-	-	-	NC
62775	SANGHEN	-	2 111,42	-	1 645,97	-22,04%
62776	SAPIGNIES	-	1 416,46	-	1 076,88	-23,97%
62777	SARS	-	1 312,57	-	989,40	-24,62%
62778	SARS-LE-BOIS	-	725,05	-	563,01	-22,35%
62779	SARTON	-	1 600,26	-	1 181,39	-26,18%
62780	SAUCHY-CAUCHY	-	3 764,17	-	2 823,80	-24,98%
62781	SAUCHY-LESTREE	-	4 472,94	-	3 360,25	-24,88%
62782	SAUDEMONT	-	3 187,41	-	2 386,39	-25,13%
62783	SAULCHOY	-	2 573,64	-	1 954,53	-24,06%
62784	SAULTY	-	5 780,58	-	4 315,97	-25,34%
62785	SAVY-BERLETTE	-	12 927,90	-	9 590,04	-25,82%
62786	SELLES	-	2 039,40	-	1 501,42	-26,38%
62787	SEMPY	-	2 082,71	-	1 567,14	-24,75%
62788	SENINGHEM	-	6 366,03	-	4 806,23	-24,50%
62789	SENECQUES	-	1 694,09	-	1 232,01	-27,28%
62790	SENLIS	-	1 338,91	-	1 001,54	-25,20%
62791	SERICOURT	-	422,26	-	316,48	-25,05%
62792	SERQUES	-	9 531,53	-	7 238,66	-24,06%
62793	SERVINS	-	11 538,97	-	8 602,34	-25,45%
62794	SETQUES	-	3 278,47	-	2 464,40	-24,83%
62795	SIBIVILLE	-	759,19	-	557,32	-26,59%
62796	SIMENCOURT	-	6 006,91	-	4 511,14	-24,90%
62797	SIRACOURT	-	1 955,24	-	1 447,69	-25,96%
62798	SOMBRIN	-	1 818,60	-	1 359,54	-25,24%
62799	SORRUS	-	-	-	-	NC
62800	SOUASTRE	-	3 505,78	-	2 649,06	-24,44%
62801	SOUCHEZ	-	19 179,38	-	14 224,12	-25,84%
62802	SOUICH	-	1 481,18	-	1 115,89	-24,66%
62803	SURQUES	-	3 401,89	-	2 537,08	-25,42%
62804	SUS-SAINT-LEGER	-	3 011,30	-	2 282,85	-24,19%
62805	TANGRY	-	-	-	-	NC
62806	TARDINGHEN	-	-	-	-	NC
62808	TENEUR	-	3 100,29	-	2 287,58	-26,21%
62809	TERNAS	-	1 100,26	-	827,02	-24,83%
62810	THELUS	-	-	-	-	NC
62811	THEROUANNE	4 047,99	-	2 024,00	-	-50,00%
62812	THIEMBRONNE	-	6 406,48	-	4 684,11	-26,88%
62813	THIEULOYE	-	4 229,35	-	3 196,61	-24,42%
62814	THIEVRES	-	1 540,08	-	1 155,34	-24,98%
62815	TIGNY-NOYELLE	-	1 498,25	-	1 097,39	-26,76%
62816	TILLOY-LES-HERMAVILLE	-	2 135,79	-	1 602,23	-24,98%
62817	TILLOY-LES-MOFFLAINES	-	-	-	-	NC
62818	TILLY-CAPELLE	-	1 651,76	-	1 234,38	-25,27%
62819	TILQUES	-	6 871,66	-	5 123,01	-25,45%
62820	TINCQUES	-	-	-	-	NC
62821	TINGRY	-	-	-	983,92	entrant
62822	TOLLENT	317,38	-	158,69	-	-50,00%
62823	TORCY	-	872,25	-	642,13	-26,38%
62824	TORTEFONTAINE	-	1 798,18	-	1 288,71	-28,33%
62825	TORTEQUESNE	-	8 999,66	-	6 730,41	-25,21%
62826	TOUQUET-PARIS-PLAGE	-	-	-	-	NC
62827	TOURNEHEM-SUR-LA-HEM	-	14 831,74	-	11 098,49	-25,17%
62828	TRAMECOURT	-	715,58	-	541,55	-24,32%
62829	TRANSLOY	-	1 609,73	-	1 183,54	-26,48%
62830	TRESCAULT	-	1 187,87	-	881,56	-25,79%
62831	TROISVAUX	-	2 320,97	-	1 702,96	-26,63%
62832	TUBERSENT	-	4 020,39	-	3 035,26	-24,50%
62833	VACQUERIE-LE-BOUCQ	-	712,23	-	511,21	-28,22%
62834	VACQUERIETTE-ERQUIERES	-	1 694,09	-	1 234,97	-27,10%
62835	VALHUON	-	4 182,09	-	3 080,63	-26,34%
62836	VAUDRICOURT	-	-	-	-	NC
62837	VAUDRINGHEM	-	4 079,39	-	3 123,41	-23,43%
62838	VAULX	-	1 225,06	-	904,73	-26,15%

## Répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle - FDPTP

Code INSEE	Nom commune	Attributions de Garantie 2018	Attributions 2018	Attributions de Garantie 2019	Attributions 2019	% Ecart
62839	VAULX-VRAUCOURT	-	4 163,55	-	3 017,64	-27,52%
62840	VELU	-	640,99	-	471,31	-26,47%
62841	VENDIN-LES-BETHUNE	-	-	-	-	NC
62842	VENDIN-LE-VIEIL	-	-	-	-	NC
62843	VERCHIN	-	1 272,61	-	917,46	-27,91%
62844	VERCHOCQ	-	5 613,85	-	4 133,68	-26,37%
62845	VERLINCTHUN	-	3 015,64	-	2 286,10	-24,19%
62846	VERMELLES	-	-	-	-	NC
62847	VERQUIGNEUL	-	-	-	-	NC
62848	VERQUIN	-	-	-	-	NC
62849	VERTON	-	23 148,47	-	17 255,45	-25,46%
62850	VIEIL-HESDIN	-	2 128,78	-	1 532,43	-28,01%
62851	VIEILLE-CHAPELLE	-	7 649,00	3 824,50	-	-50,00%
62852	VIEILLE-EGLISE	-	9 612,73	-	7 244,87	-24,63%
62853	VIEIL-MOUTIER	-	-	-	-	NC
62854	VILLERS-AU-BOIS	-	3 742,07	-	2 821,88	-24,59%
62855	VILLERS-AU-FLOS	-	1 533,87	-	1 191,53	-22,32%
62856	VILLERS-BRULIN	-	4 725,51	-	3 649,93	-22,76%
62857	VILLERS-CHATEL	-	796,88	-	593,06	-25,58%
62858	VILLERS-LES-CAGNICOURT	-	1 762,95	-	1 336,82	-24,17%
62859	VILLERS-L'HOPITAL	-	3 067,93	-	2 323,63	-24,26%
62860	VILLERS-SIR-SIMON	-	843,44	-	623,19	-26,11%
62861	VIMY	-	-	-	-	NC
62862	VINCLY	-	1 017,18	-	773,06	-24,00%
62863	VIOLAINES	-	-	-	-	NC
62864	VIS-EN-ARTOIS	-	5 886,44	-	4 435,87	-24,64%
62865	VITRY-EN-ARTOIS	-	58 970,30	-	44 284,20	-24,90%
62866	WABEN	-	-	-	1 446,58	entrant
62867	WACQUINGHEN	-	2 104,61	-	1 593,12	-24,30%
62868	WAIL	-	2 612,02	-	1 949,94	-25,35%
62869	WAILLY	-	-	-	-	NC
62870	WAILLY-BEAUCAMP	-	3 816,76	-	2 815,22	-26,24%
62871	WAMBERCOURT	-	1 894,27	-	1 406,76	-25,74%
62872	WAMIN	-	1 832,02	-	1 340,96	-26,80%
62873	WANCOURT	-	-	-	-	NC
62874	WANQUETIN	-	5 561,26	-	4 166,84	-25,07%
62875	WARDRECQUES	-	-	-	-	NC
62876	WARLENCOURT-EAUCOURT	-	870,87	-	634,21	-27,18%
62877	WARLINCOURT-LES-PAS	-	2 001,22	-	1 448,80	-27,60%
62878	WARLUS	-	2 550,65	-	1 899,53	-25,53%
62879	WARLUZEL	-	3 282,22	-	2 452,70	-25,27%
62880	WAST	-	2 056,27	-	1 520,44	-26,06%
62881	BEAUVOIR-WAVANS	836,22	-	418,11	-	-50,00%
62882	WAVRANS-SUR-L'AA	-	15 899,14	-	11 949,41	-24,84%
62883	WAVRANS-SUR-TERNOISE	-	1 996,68	-	1 474,04	-26,18%
62885	WESTREHEM	-	2 513,26	-	1 916,41	-23,75%
62886	WICQUINGHEM	-	2 070,28	-	1 546,35	-25,31%
62887	WIDEHEM	-	2 419,24	-	1 815,38	-24,96%
62888	WIERRE-AU-BOIS	-	1 705,34	-	1 268,50	-25,62%
62889	WIERRE-EFFROY	-	6 484,91	-	4 965,73	-23,43%
62890	WILLEMANT	-	1 360,62	-	1 023,15	-24,80%
62891	WILLENCOURT	-	1 425,83	-	1 054,01	-26,08%
62892	WILLERVAL	-	-	-	-	NC
62893	WIMEREUX	-	-	-	-	NC
62894	WIMILLE	-	-	-	-	NC
62895	WINGLES	-	-	-	-	NC
62896	WIRWIGNES	-	4 850,91	-	3 675,10	-24,24%
62897	WISMES	-	5 109,89	-	3 833,34	-24,98%
62898	WISQUES	-	1 777,26	-	1 323,72	-25,52%
62899	WISSANT	-	-	-	-	NC
62900	WITTERNESSE	-	5 552,87	-	4 175,50	-24,80%
62901	WITTES	-	5 565,80	-	4 250,18	-23,64%
62902	WIZERNES	-	-	-	-	NC
62903	ZOTEUX	-	4 012,79	-	2 958,65	-26,27%
62904	ZOUAFQUES	-	2 772,64	-	1 979,84	-28,59%
62905	ZUDAUSQUES	-	4 946,71	-	3 768,95	-23,81%
62906	ZUTKERQUE	-	18 619,09	-	14 037,23	-24,61%
62907	LIBERCOURT	-	-	-	-	NC
62908	CAPELLE-LES-BOULOGNE	-	12 091,66	-	9 217,75	-23,77%
62909	YTRES	-	2 814,77	-	2 130,68	-24,30%
		<b>259 565,16</b>	<b>7 120 582,44</b>	<b>110 518,10</b>	<b>5 455 771,90</b>	
			7 380 147,60		5 566 290,00	

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Développement des Ressources  
Direction des Finances  
Service de la Préparation Budgétaire et de la Gestion de la Dette

**RAPPORT N°47**

Territoire(s): Tous les territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE**

Depuis la suppression de la taxe professionnelle, les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) sont alimentés par une dotation de l'Etat égale pour chaque département à la somme des versements effectués au titre de 2009 aux structures locales défavorisées par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou l'importance de leurs charges.

La loi de finances pour 2017 ayant intégré les FDPTP au périmètre des variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'Etat, la dotation qui leur est allouée fait chaque année l'objet d'une minoration. La dotation attribuée en 2019 au Département du Pas-de-Calais, qui s'élève à 5 566 290 €, enregistre ainsi une diminution de 25 % par rapport à 2018.

Il est proposé de maintenir pour l'année 2019 les modalités de répartition du FDPTP retenues en 2005. Une commune est éligible au fonds si son potentiel fiscal est inférieur à 85 % du potentiel fiscal moyen des communes du département. En cas d'éligibilité, elle perçoit une dotation proportionnelle à sa dotation forfaitaire (composante de la dotation globale de fonctionnement, son calcul reposant lui-même sur la population communale).

Les communes qui ne seraient plus éligibles au fonds en 2019 du fait de ces critères d'éligibilité et de répartition bénéficieront d'une attribution de garantie égale à 50 % du montant perçu en 2018. Afin de modérer l'impact de la sortie du fonds, il est également proposé d'accorder aux communes exclues du fonds en 2018 une nouvelle attribution de garantie équivalente à 50 % du montant perçu l'an dernier.

Les informations fiscales utilisées sont issues des fiches DGF 2019 des communes transmises par les services de la Préfecture.

Après application de ces critères de répartition, 680 communes sont bénéficiaires du fonds en 2019, dont 7 intègrent le dispositif cette année.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, de valider la répartition des ressources du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle de l'année 2019 sur la base des critères repris au présent rapport et conformément au tableau annexé.

La 6ème Commission - Finances et Service Public Départemental a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TAXE  
ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION**

(N°2019-425)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Impôts et notamment son article 1595 bis ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 5 du Conseil Général du 26/11/2007 « Répartition des ressources du fonds départemental de taxes additionnelles aux droits de mutation » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 6<sup>ème</sup> commission « Finances et Service Public départemental » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article unique :**

De valider la répartition des ressources du fonds de péréquation départemental de la taxe additionnelle aux droits de mutation de l'année 2019 sur la base des critères repris au rapport et au tableau annexés à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62001	ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	23 743,53 €	11 363,23 €	13 071,81 €	742,86 €	<b>25 177,90 €</b>	6%
62002	ABLAINZEVELLE	12 796,91 €	1 332,41 €	11 808,88 €	13 539,00 €	<b>26 680,30 €</b>	108%
62003	ACHEVILLE	17 227,26 €	4 041,24 €	13 310,74 €	1 943,53 €	<b>19 295,51 €</b>	12%
62005	ACHIET-LE-GRAND	21 733,59 €	6 454,67 €	15 941,65 €	432,17 €	<b>22 828,49 €</b>	5%
62006	ACHIET-LE-PETIT	18 799,11 €	1 948,34 €	15 029,96 €	456,81 €	<b>17 435,11 €</b>	-7%
62007	ACQ	19 148,75 €	4 581,75 €	15 002,14 €	142,18 €	<b>19 726,07 €</b>	3%
62008	ACQUIN-WESTBECOURT	17 060,40 €	4 883,42 €	12 305,72 €	898,35 €	<b>18 087,50 €</b>	6%
62009	ADINFER	14 603,40 €	1 577,53 €	13 182,99 €	1 511,95 €	<b>16 272,47 €</b>	11%
62010	AFFRINGUES	14 517,01 €	1 307,27 €	13 222,92 €	2 199,94 €	<b>16 730,14 €</b>	15%
62011	AGNEZ-LES-DUISANS	15 658,72 €	4 141,80 €	12 021,14 €	87,03 €	<b>16 249,97 €</b>	4%
62012	AGNIERES	18 830,66 €	1 590,10 €	17 679,73 €	376,62 €	<b>19 646,45 €</b>	4%
62013	AGNY	26 562,23 €	12 387,68 €	14 908,50 €	342,48 €	<b>27 638,66 €</b>	4%
62015	AIRON-NOTRE-DAME	11 250,98 €	1 332,41 €	9 381,42 €	1 287,82 €	<b>12 001,65 €</b>	7%
62016	AIRON-SAINT-VAAST	13 498,80 €	1 256,99 €	9 015,12 €	2 121,11 €	<b>12 393,23 €</b>	-8%
62017	AIX-EN-ERGNY	12 710,43 €	1 150,15 €	12 072,88 €	555,25 €	<b>13 778,28 €</b>	8%
62018	AIX-EN-ISSART	15 688,93 €	1 715,80 €	14 478,80 €	433,22 €	<b>16 627,82 €</b>	6%
62019	AIX-NOULETTE	43 109,51 €	25 058,19 €	19 117,22 €	531,75 €	<b>44 707,16 €</b>	4%
62020	ALEMBON	16 228,36 €	3 997,24 €	12 591,92 €	197,97 €	<b>16 787,13 €</b>	3%
62021	ALETTE	15 175,00 €	2 432,28 €	13 291,95 €	4 193,03 €	<b>19 917,26 €</b>	31%
62022	ALINCTHUN	17 056,20 €	2 092,90 €	14 767,09 €	303,92 €	<b>17 163,90 €</b>	1%
62023	ALLOUAGNE	33 960,83 €	18 942,91 €	16 162,50 €	112,37 €	<b>35 217,79 €</b>	4%
62024	ALQUINES	18 280,32 €	6 178,13 €	12 697,16 €	899,85 €	<b>19 775,14 €</b>	8%
62026	AMBRICOURT	16 098,72 €	791,91 €	14 174,06 €	456,40 €	<b>15 422,37 €</b>	-4%
62027	AMBRINES	14 702,07 €	1 652,95 €	13 507,42 €	2 843,77 €	<b>18 004,14 €</b>	22%
62028	AMES	17 031,37 €	4 210,93 €	13 101,73 €	631,12 €	<b>17 943,78 €</b>	5%
62029	AMETTES	16 935,51 €	3 205,34 €	14 386,03 €	988,38 €	<b>18 579,75 €</b>	10%
62030	AMPLIER	16 662,78 €	1 973,48 €	14 021,85 €	728,42 €	<b>16 723,75 €</b>	0%
62031	ANDRES	24 999,08 €	9 848,55 €	16 131,11 €	17,18 €	<b>25 996,84 €</b>	4%
62032	ANGRES	44 208,78 €	26 773,98 €	18 643,40 €	643,64 €	<b>46 061,02 €</b>	4%
62033	ANNAY	39 225,09 €	26 560,30 €	13 870,24 €	434,01 €	<b>40 864,54 €</b>	4%
62034	ANNEQUIN	27 594,59 €	14 914,24 €	13 211,59 €	3 862,45 €	<b>31 988,28 €</b>	16%
62036	ANVIN	20 010,39 €	5 053,12 €	15 482,31 €	841,12 €	<b>21 376,55 €</b>	7%
62037	ANZIN-SAINT-AUBIN	33 600,27 €	17 660,77 €	17 127,32 €	175,44 €	<b>34 963,53 €</b>	4%
62038	ARDRES	45 192,69 €	27 490,47 €	19 234,82 €	2 143,32 €	<b>48 868,61 €</b>	8%
62039	ARLEUX-EN-GOHELLE	19 821,38 €	5 348,51 €	14 529,37 €	352,42 €	<b>20 230,30 €</b>	2%
62042	ATHIES	19 533,74 €	6 240,98 €	13 773,77 €	543,83 €	<b>20 558,58 €</b>	5%
62043	ATTAQUES	27 654,46 €	12 381,40 €	16 050,14 €	343,40 €	<b>28 774,94 €</b>	4%
62044	ATTIN	16 112,97 €	4 606,89 €	11 933,65 €	1 820,55 €	<b>18 361,09 €</b>	14%
62045	AUBIGNY-EN-ARTOIS	25 023,38 €	9 169,78 €	16 192,33 €	632,80 €	<b>25 994,90 €</b>	4%
62046	AUBIN-SAINT-VAAST	14 699,29 €	4 877,14 €	10 297,45 €	407,51 €	<b>15 582,10 €</b>	6%
62047	AUBROMETZ	15 323,68 €	967,89 €	13 775,36 €	42,73 €	<b>14 785,98 €</b>	-4%
62049	AUCHY-AU-BOIS	17 293,38 €	3 004,22 €	14 478,64 €	824,40 €	<b>18 307,25 €</b>	6%
62050	AUCHY-LES-HESDIN	25 173,95 €	10 338,78 €	15 788,23 €	128,63 €	<b>26 255,65 €</b>	4%
62051	AUCHY-LES-MINES	43 367,74 €	29 539,37 €	15 189,47 €	564,80 €	<b>45 293,65 €</b>	4%
62052	AUDEMBERT	16 488,57 €	2 683,68 €	13 943,06 €	337,06 €	<b>16 963,81 €</b>	3%
62053	AUDINCTHUN	17 419,71 €	4 122,94 €	13 863,17 €	949,05 €	<b>18 935,16 €</b>	9%
62054	AUDINGHEN	16 130,88 €	3 639,00 €	11 316,50 €	2 144,34 €	<b>17 099,84 €</b>	6%
62055	AUDREHEM	13 214,75 €	3 450,45 €	10 210,18 €	983,75 €	<b>14 644,38 €</b>	11%
62056	AUDRESSELLES	15 784,05 €	4 298,92 €	11 335,76 €	251,18 €	<b>15 885,86 €</b>	1%
62058	AUMERVAL	19 429,78 €	1 269,56 €	16 508,71 €	112,55 €	<b>17 890,82 €</b>	-8%
62059	AUTINGUES	15 067,10 €	1 860,35 €	13 508,70 €	50,01 €	<b>15 419,07 €</b>	2%
62060	AUXI-LE-CHATEAU	34 227,22 €	17 428,23 €	17 852,93 €	993,08 €	<b>36 274,24 €</b>	6%
62061	AVERDOINGT	13 101,08 €	1 841,50 €	11 330,06 €	351,77 €	<b>13 523,32 €</b>	3%
62062	AVESNES	11 581,14 €	289,11 €	9 704,01 €	244,70 €	<b>10 237,82 €</b>	-12%
62063	AVESNES-LE-COMTE	29 086,95 €	12 758,50 €	17 077,81 €	384,10 €	<b>30 220,41 €</b>	4%
62064	AVESNES-LES-BAPAUME	13 096,83 €	993,03 €	12 532,16 €	2 577,07 €	<b>16 102,25 €</b>	23%
62066	AVONDANCE	6 382,96 €	257,68 €	6 386,97 €	9 046,09 €	<b>15 690,75 €</b>	146%
62067	AVROULT	19 789,53 €	3 752,13 €	14 111,27 €	518,40 €	<b>18 381,80 €</b>	-7%
62068	AYETTE	16 359,52 €	2 086,61 €	14 130,39 €	595,98 €	<b>16 812,98 €</b>	3%
62069	AZINCOURT	14 780,06 €	1 923,20 €	12 858,69 €	151,63 €	<b>14 933,51 €</b>	1%
62070	BAILLEUL-AUX-CORNAILLES	16 005,82 €	1 722,08 €	9 521,77 €	592,95 €	<b>11 836,80 €</b>	-26%
62071	BAILLEUL-LES-PERNES	17 754,24 €	2 708,82 €	14 571,81 €	1 569,96 €	<b>18 850,59 €</b>	6%
62072	BAILLEULMONT	16 546,46 €	1 590,10 €	15 569,70 €	2 262,15 €	<b>19 421,95 €</b>	17%
62073	BAILLEUL-SIR-BERTHOULT	23 954,44 €	8 560,13 €	16 207,02 €	275,83 €	<b>25 042,98 €</b>	5%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62074	BAILLEULVAL	14 823,25 €	1 696,94 €	13 680,11 €	4 242,13 €	<b>19 619,18 €</b>	32%
62075	BAINCTHUN	27 118,65 €	8 497,28 €	16 522,92 €	1 175,17 €	<b>26 195,37 €</b>	-3%
62076	BAINGHEN	14 745,65 €	1 370,12 €	13 682,09 €	143,82 €	<b>15 196,04 €</b>	3%
62077	BAJUS	19 956,08 €	2 382,00 €	18 383,98 €	124,37 €	<b>20 890,35 €</b>	5%
62078	BALINGHEM	22 505,39 €	7 510,54 €	15 173,43 €	44,85 €	<b>22 728,82 €</b>	1%
62079	BANCOURT	12 298,46 €	515,37 €	11 293,05 €	503,00 €	<b>12 311,42 €</b>	0%
62080	BAPAUME	45 225,68 €	26 642,00 €	19 864,58 €	450,01 €	<b>46 956,59 €</b>	4%
62081	BARALLE	17 297,82 €	3 029,36 €	11 262,56 €	1 611,48 €	<b>15 903,39 €</b>	-8%
62082	BARASTRE	15 249,37 €	1 898,06 €	13 827,57 €	4 170,28 €	<b>19 895,91 €</b>	30%
62084	BARLY	14 495,79 €	1 414,12 €	13 647,11 €	491,18 €	<b>15 552,40 €</b>	7%
62085	BASSEUX	14 081,42 €	886,18 €	13 485,69 €	857,98 €	<b>15 229,85 €</b>	8%
62086	BAVINCOURT	16 116,46 €	2 444,85 €	13 546,66 €	604,28 €	<b>16 595,80 €</b>	3%
62087	BAYENGHEM-LES-EPERLECCQUES	19 790,44 €	6 372,96 €	13 205,53 €	130,05 €	<b>19 708,54 €</b>	0%
62088	BAYENGHEM-LES-SENINGHEM	14 570,66 €	2 055,19 €	12 595,79 €	6 069,19 €	<b>20 720,16 €</b>	42%
62089	BAZINGHEN	15 052,42 €	2 677,40 €	12 466,57 €	370,27 €	<b>15 514,24 €</b>	3%
62090	BEALENCOURT	11 403,47 €	817,05 €	9 372,49 €	1 260,92 €	<b>11 450,46 €</b>	0%
62091	BEAUDRICOURT	12 177,89 €	609,64 €	10 875,47 €	2 812,40 €	<b>14 297,51 €</b>	17%
62092	BEAUFORT-BLAVINCOURT	14 945,25 €	2 633,40 €	12 921,28 €	1 864,11 €	<b>17 418,79 €</b>	17%
62093	BEAULENCOURT	14 882,29 €	1 527,25 €	13 850,71 €	194,23 €	<b>15 572,19 €</b>	5%
62094	BEAUMERIE-SAINT-MARTIN	21 226,02 €	2 482,56 €	12 198,54 €	972,20 €	<b>15 653,30 €</b>	-26%
62095	BEAUMETZ-LES-AIRE	15 791,84 €	1 539,82 €	14 413,23 €	190,99 €	<b>16 144,05 €</b>	2%
62096	BEAUMETZ-LES-CAMBRAI	17 658,42 €	3 846,40 €	14 219,77 €	610,39 €	<b>18 676,56 €</b>	6%
62097	BEAUMETZ-LES-LOGES	20 233,92 €	6 209,55 €	14 673,44 €	269,47 €	<b>21 152,47 €</b>	5%
62100	BEURAINVILLE	27 671,40 €	13 198,44 €	15 158,88 €	286,83 €	<b>28 644,15 €</b>	4%
62101	BEAUVOIS	14 600,44 €	923,89 €	14 174,39 €	26,19 €	<b>15 124,48 €</b>	4%
62102	BECOURT	13 389,89 €	1 747,22 €	12 046,93 €	194,89 €	<b>13 989,05 €</b>	4%
62103	BEHAGNIES	15 224,52 €	685,06 €	12 113,40 €	954,08 €	<b>13 752,54 €</b>	-10%
62104	BELLEBRUNE	16 381,26 €	2 363,15 €	13 798,09 €	1 625,47 €	<b>17 786,71 €</b>	9%
62105	BELLE-ET-HOULLEFORT	17 621,71 €	3 645,28 €	14 624,76 €	237,20 €	<b>18 507,25 €</b>	5%
62106	BELLONNE	14 539,66 €	1 445,54 €	13 642,93 €	313,19 €	<b>15 401,66 €</b>	6%
62107	BENIFONTAINE	12 539,42 €	2 331,72 €	9 023,18 €	625,00 €	<b>11 979,90 €</b>	-4%
62109	BERGUENEUSE	11 951,44 €	1 326,13 €	10 923,04 €	49,61 €	<b>12 298,79 €</b>	3%
62111	BERLENCOURT-LE-CAUROY	13 766,76 €	2 212,31 €	11 725,93 €	1 142,29 €	<b>15 080,53 €</b>	10%
62112	BERLES-AU-BOIS	17 797,99 €	3 293,33 €	14 823,04 €	261,76 €	<b>18 378,13 €</b>	3%
62113	BERLES-MONCHEL	18 728,66 €	3 211,62 €	14 644,93 €	1 019,79 €	<b>18 876,35 €</b>	1%
62114	BERMICOURT	14 454,59 €	993,03 €	13 092,78 €	23,68 €	<b>14 109,48 €</b>	-2%
62115	BERNEVILLE	16 440,72 €	3 274,47 €	13 476,68 €	74,86 €	<b>16 826,01 €</b>	2%
62116	BERNIEULLES	16 326,63 €	1 213,00 €	13 921,25 €	0,00 €	<b>15 134,25 €</b>	-7%
62117	BERTINCOURT	22 672,45 €	5 983,29 €	17 044,54 €	414,54 €	<b>23 442,38 €</b>	3%
62118	BETHONSART	16 819,81 €	993,03 €	16 481,15 €	593,46 €	<b>18 067,64 €</b>	7%
62120	BEUGIN	16 432,75 €	2 953,94 €	14 081,23 €	759,95 €	<b>17 795,12 €</b>	8%
62121	BEUGNATRE	14 407,98 €	1 043,31 €	12 468,65 €	512,76 €	<b>14 024,72 €</b>	-3%
62122	BEUGNY	13 962,35 €	2 407,14 €	11 862,19 €	516,69 €	<b>14 786,03 €</b>	6%
62123	BEUSSENT	17 114,84 €	3 481,88 €	12 249,48 €	600,67 €	<b>16 332,03 €</b>	-5%
62124	BEUTIN	16 856,39 €	3 060,78 €	14 319,05 €	309,66 €	<b>17 689,49 €</b>	5%
62125	BEUVREQUEN	19 004,89 €	2 765,39 €	14 891,46 €	454,81 €	<b>18 111,66 €</b>	-5%
62127	BEZINGHEM	13 741,39 €	2 382,00 €	11 686,04 €	1 864,06 €	<b>15 932,11 €</b>	16%
62128	BIACHE-SAINT-VAAST	40 949,50 €	25 366,15 €	16 431,54 €	1 100,44 €	<b>42 898,13 €</b>	5%
62129	BIEFVILLERS-LES-BAPAUME	14 901,40 €	584,50 €	13 768,05 €	3 205,65 €	<b>17 558,20 €</b>	18%
62130	BIENVILLERS-AU-BOIS	18 992,46 €	4 072,66 €	14 962,83 €	437,42 €	<b>19 472,92 €</b>	3%
62131	BIHUCOURT	15 942,23 €	2 193,46 €	13 674,31 €	1 581,71 €	<b>17 449,47 €</b>	9%
62132	BILLY-BERCLAU	45 111,74 €	28 150,39 €	18 354,49 €	1 120,98 €	<b>47 625,87 €</b>	6%
62134	BIMONT	11 710,35 €	722,77 €	11 184,17 €	154,37 €	<b>12 061,31 €</b>	3%
62135	BLAIRVILLE	14 950,04 €	1 923,20 €	13 573,97 €	5 754,47 €	<b>21 251,64 €</b>	42%
62137	BLANGerval-BLANGERMONT	16 328,52 €	703,92 €	13 733,55 €	0,00 €	<b>14 437,46 €</b>	-12%
62138	BLANGY-SUR-TERNOISE	15 652,03 €	4 657,16 €	10 549,09 €	3 246,10 €	<b>18 452,35 €</b>	18%
62140	BLEQUIN	16 078,66 €	3 167,63 €	12 713,02 €	1 859,44 €	<b>17 740,09 €</b>	10%
62141	BLESSY	17 843,90 €	5 467,93 €	11 414,84 €	1 858,75 €	<b>18 741,52 €</b>	5%
62142	BLINGEL	10 651,79 €	923,89 €	10 017,55 €	23,28 €	<b>10 964,72 €</b>	3%
62143	BOFFLES	28 995,16 €	345,67 €	13 266,73 €	948,00 €	<b>14 560,40 €</b>	-50%
62144	BOIRY-BECQUERELLE	18 584,07 €	2 627,12 €	15 943,90 €	247,45 €	<b>18 818,47 €</b>	1%
62145	BOIRY-NOTRE-DAME	18 317,73 €	2 966,51 €	15 007,34 €	1 542,94 €	<b>19 516,80 €</b>	7%
62146	BOIRY-SAINT-MARTIN	19 793,13 €	1 759,79 €	13 849,92 €	98,83 €	<b>15 708,54 €</b>	-21%
62147	BOIRY-SAINTE-RICTRUDE	11 251,10 €	2 564,27 €	7 281,73 €	6 104,01 €	<b>15 950,00 €</b>	42%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62148	BOIS-BERNARD	18 120,91 €	5 291,95 €	12 463,23 €	644,36 €	<b>18 399,54 €</b>	2%
62149	BOISDINGHEM	14 933,05 €	1 558,67 €	13 153,52 €	394,08 €	<b>15 106,28 €</b>	1%
62150	BOISJEAN	15 464,35 €	3 349,89 €	12 679,38 €	650,48 €	<b>16 679,75 €</b>	8%
62151	BOISLEUX-AU-MONT	17 044,18 €	3 255,62 €	14 279,05 €	1 280,01 €	<b>18 814,67 €</b>	10%
62152	BOISLEUX-SAINT-MARC	17 220,34 €	1 640,38 €	16 190,35 €	505,78 €	<b>18 336,50 €</b>	6%
62153	BOMY	18 963,19 €	3 865,26 €	14 457,58 €	698,80 €	<b>19 021,64 €</b>	0%
62154	BONNIERES	17 702,16 €	4 198,36 €	13 663,01 €	206,47 €	<b>18 067,84 €</b>	2%
62155	BONNINGUES-LES-ARDRES	16 678,30 €	4 267,50 €	12 329,92 €	649,05 €	<b>17 246,46 €</b>	3%
62156	BONNINGUES-LES-CALAIS	13 682,57 €	3 953,25 €	8 241,81 €	3 224,71 €	<b>15 419,77 €</b>	13%
62157	BOUBERS-LES-HESMOND	12 617,10 €	509,08 €	12 165,53 €	9 888,86 €	<b>22 563,48 €</b>	79%
62158	BOUBERS-SUR-CANCHE	19 844,42 €	3 921,82 €	15 923,16 €	768,67 €	<b>20 613,65 €</b>	4%
62161	BOUQUEHAULT	20 762,65 €	4 594,32 €	14 655,05 €	2 930,63 €	<b>22 179,99 €</b>	7%
62162	BOURECQ	17 368,01 €	3 796,12 €	14 036,42 €	365,57 €	<b>18 198,12 €</b>	5%
62163	BOURET-SUR-CANCHE	15 522,29 €	1 615,24 €	14 311,59 €	1 466,35 €	<b>17 393,18 €</b>	12%
62164	BOURLON	20 377,07 €	7 849,93 €	12 989,30 €	456,18 €	<b>21 295,40 €</b>	5%
62165	BOURNONVILLE	12 007,95 €	1 552,39 €	10 940,30 €	30,66 €	<b>12 523,35 €</b>	4%
62166	BOURS	16 732,46 €	3 846,40 €	13 057,70 €	1 686,81 €	<b>18 590,90 €</b>	11%
62167	BOURSIN	13 396,91 €	1 753,51 €	11 849,67 €	168,90 €	<b>13 772,08 €</b>	3%
62168	BOURTHES	16 227,84 €	5 449,07 €	11 422,33 €	507,51 €	<b>17 378,91 €</b>	7%
62169	BOUVELINGHEM	13 072,86 €	1 388,98 €	12 051,06 €	206,33 €	<b>13 646,38 €</b>	4%
62170	BOUVIGNY-BOYEFFLES	32 055,60 €	16 045,54 €	16 906,61 €	304,56 €	<b>33 256,70 €</b>	4%
62171	BOYVAL	12 165,47 €	842,19 €	11 781,61 €	4 981,69 €	<b>17 605,48 €</b>	45%
62172	BOYELLES	17 703,62 €	2 174,60 €	15 847,86 €	261,48 €	<b>18 283,94 €</b>	3%
62173	BREBIERES	44 739,97 €	31 142,04 €	15 080,53 €	478,06 €	<b>46 700,63 €</b>	4%
62174	BREMES	23 441,35 €	8 308,73 €	15 681,89 €	159,43 €	<b>24 150,05 €</b>	3%
62175	BREVILLERS	11 605,77 €	1 018,17 €	10 762,43 €	140,71 €	<b>11 921,31 €</b>	3%
62176	BREXENT-ENOCQ	16 899,29 €	4 393,20 €	12 345,70 €	1 789,92 €	<b>18 528,81 €</b>	10%
62177	BRIMEUX	17 950,82 €	5 562,20 €	12 200,54 €	930,61 €	<b>18 693,35 €</b>	4%
62179	BRUNEMBERT	15 732,88 €	2 645,97 €	12 772,96 €	920,09 €	<b>16 339,03 €</b>	4%
62180	BRIAS	13 289,05 €	2 042,62 €	11 276,54 €	377,02 €	<b>13 696,17 €</b>	3%
62181	BUCQUOY	25 287,12 €	10 131,38 €	16 032,47 €	224,08 €	<b>26 387,93 €</b>	4%
62182	BUIRE-AU-BOIS	12 909,78 €	1 445,54 €	10 692,59 €	601,54 €	<b>12 739,67 €</b>	-1%
62183	BUIRE-LE-SEC	18 689,27 €	5 065,69 €	13 790,97 €	433,55 €	<b>19 290,22 €</b>	3%
62184	BUISSY	17 711,60 €	1 564,96 €	12 599,43 €	1 253,56 €	<b>15 417,94 €</b>	-13%
62185	BULLECOURT	15 314,84 €	1 571,24 €	14 252,27 €	12,54 €	<b>15 836,05 €</b>	3%
62187	BUNEVILLE	13 910,42 €	1 125,01 €	13 255,12 €	445,54 €	<b>14 825,67 €</b>	7%
62188	BURBURE	33 789,67 €	19 232,02 €	15 713,09 €	686,94 €	<b>35 632,04 €</b>	5%
62189	BUS	14 432,78 €	842,19 €	13 385,81 €	463,19 €	<b>14 691,19 €</b>	2%
62190	BUSNES	22 130,79 €	8 170,46 €	14 488,11 €	197,00 €	<b>22 855,57 €</b>	3%
62191	CAFFIERS	18 331,24 €	4 732,58 €	14 162,32 €	1 010,43 €	<b>19 905,34 €</b>	9%
62192	CAGNICOURT	16 693,78 €	2 733,96 €	14 013,92 €	505,87 €	<b>17 253,75 €</b>	3%
62195	CALONNE-SUR-LA-LYS	23 606,22 €	10 250,79 €	13 904,52 €	269,72 €	<b>24 425,02 €</b>	3%
62196	CALOTTERIE	14 776,74 €	4 116,66 €	11 220,09 €	105,60 €	<b>15 442,34 €</b>	5%
62197	CAMBLAIN-CHATELAIN	25 659,27 €	11 413,51 €	14 673,83 €	527,10 €	<b>26 614,44 €</b>	4%
62198	CAMBLIGNEUL	17 446,80 €	2 193,46 €	14 445,52 €	0,00 €	<b>16 638,97 €</b>	-5%
62199	CAMBLAIN-L'ABBE	19 591,92 €	4 820,57 €	15 050,32 €	918,28 €	<b>20 789,17 €</b>	6%
62200	CAMBRIN	18 136,23 €	6 806,63 €	11 309,03 €	321,93 €	<b>18 437,59 €</b>	2%
62201	CAMIERS	32 681,30 €	16 963,14 €	15 644,83 €	2 355,25 €	<b>34 963,23 €</b>	7%
62202	CAMPAGNE-LES-BOULONNAIS	15 544,14 €	4 368,06 €	11 119,60 €	1 394,98 €	<b>16 882,64 €</b>	9%
62203	CAMPAGNE-LES-GUINES	18 031,54 €	2 859,66 €	15 745,68 €	44,83 €	<b>18 650,17 €</b>	3%
62204	CAMPAGNE-LES-HESDIN	26 048,18 €	11 633,48 €	14 764,97 €	1 126,52 €	<b>27 524,97 €</b>	6%
62205	CAMPAGNE-LES-WARDRECQUES	20 573,59 €	7 799,65 €	11 368,24 €	801,57 €	<b>19 969,46 €</b>	-3%
62206	CAMPIGNEULLES-LES-GRANDES	13 051,66 €	2 030,05 €	10 019,89 €	90,27 €	<b>12 140,21 €</b>	-7%
62207	CAMPIGNEULLES-LES-PETITES	13 466,65 €	3 726,99 €	10 151,05 €	355,36 €	<b>14 233,40 €</b>	6%
62208	CANETTEMONT	15 265,93 €	439,95 €	12 267,24 €	263,28 €	<b>12 970,46 €</b>	-15%
62209	CANLERS	15 197,82 €	1 074,73 €	14 093,12 €	215,72 €	<b>15 383,58 €</b>	1%
62210	CANTELEUX	8 612,49 €	100,56 €	8 865,44 €	0,00 €	<b>8 966,00 €</b>	4%
62211	CAPELLE-FERMONT	16 183,71 €	1 338,70 €	14 863,88 €	125,65 €	<b>16 328,24 €</b>	1%
62212	CAPELLE-LES-HESDIN	13 198,03 €	2 941,37 €	10 673,71 €	130,11 €	<b>13 745,19 €</b>	4%
62213	CARENCEY	18 879,38 €	4 650,88 €	14 292,97 €	649,36 €	<b>19 593,21 €</b>	4%
62214	CARLY	16 682,77 €	3 632,71 €	13 707,22 €	254,39 €	<b>17 594,33 €</b>	5%
62216	CAUCHIE	17 097,80 €	1 238,14 €	16 290,70 €	30,55 €	<b>17 559,38 €</b>	3%
62217	CAUCHY-A-LA-TOUR	28 197,73 €	18 502,96 €	10 724,34 €	90,54 €	<b>29 317,85 €</b>	4%
62218	CAUCOURT	16 579,12 €	2 206,03 €	14 782,97 €	618,37 €	<b>17 607,37 €</b>	6%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62219	CAUMONT	12 557,26 €	1 194,14 €	10 951,34 €	99,52 €	<b>12 245,01 €</b>	-2%
62220	CAVRON-SAINT-MARTIN	13 132,74 €	3 048,21 €	10 573,79 €	35,78 €	<b>13 657,78 €</b>	4%
62221	CHELERS	13 388,21 €	1 759,79 €	12 105,63 €	837,06 €	<b>14 702,48 €</b>	10%
62222	CHERIENNES	12 320,69 €	930,18 €	11 797,72 €	123,07 €	<b>12 850,97 €</b>	4%
62223	CHERISY	12 680,22 €	1 923,20 €	11 098,44 €	212,93 €	<b>13 234,58 €</b>	4%
62224	CHOCQUES	33 961,44 €	18 917,77 €	15 565,34 €	1 034,82 €	<b>35 517,93 €</b>	5%
62225	CLAIRMARAIS	17 807,80 €	4 160,65 €	13 623,68 €	831,36 €	<b>18 615,69 €</b>	5%
62227	CLENLEU	17 428,42 €	1 250,71 €	14 669,55 €	3 426,82 €	<b>19 347,08 €</b>	11%
62228	CLERQUES	12 722,32 €	1 948,34 €	11 279,31 €	693,36 €	<b>13 921,01 €</b>	9%
62229	CLETY	18 039,11 €	4 657,16 €	13 762,18 €	125,65 €	<b>18 545,00 €</b>	3%
62230	COLEMBERT	19 889,30 €	5 493,07 €	14 701,94 €	516,88 €	<b>20 711,89 €</b>	4%
62231	COLLINE-BEAUMONT	14 157,39 €	879,90 €	11 669,73 €	607,48 €	<b>13 157,10 €</b>	-7%
62232	COMTE	20 709,27 €	5 637,62 €	15 693,28 €	279,84 €	<b>21 610,75 €</b>	4%
62233	CONCHIL-LE-TEMPLE	21 290,24 €	7 190,01 €	13 704,20 €	1 191,57 €	<b>22 085,78 €</b>	4%
62234	CONCHY-SUR-CANCHE	15 729,27 €	1 288,42 €	14 908,83 €	549,48 €	<b>16 746,73 €</b>	6%
62235	CONDETTE	34 732,87 €	16 718,03 €	19 276,02 €	138,13 €	<b>36 132,17 €</b>	4%
62236	CONTES	13 053,86 €	2 067,76 €	10 922,82 €	190,60 €	<b>13 181,18 €</b>	1%
62237	CONTEVILLE-LES-BOULOGNE	15 878,90 €	3 111,06 €	13 197,70 €	2 358,28 €	<b>18 667,04 €</b>	18%
62238	CONTEVILLE-EN-TERNOIS	15 837,99 €	597,07 €	15 145,76 €	374,32 €	<b>16 117,15 €</b>	2%
62239	COQUELLES	25 240,17 €	15 643,30 €	9 571,75 €	1 958,57 €	<b>27 173,61 €</b>	8%
62240	CORBEHEM	29 448,32 €	14 744,55 €	14 597,81 €	979,31 €	<b>30 321,66 €</b>	3%
62241	CORMONT	14 143,96 €	2 118,04 €	12 522,91 €	94,49 €	<b>14 735,43 €</b>	4%
62242	COUIN	13 649,29 €	666,21 €	12 111,71 €	10 822,84 €	<b>23 600,75 €</b>	73%
62243	COULLEMONT	15 328,92 €	659,92 €	13 851,68 €	41,79 €	<b>14 553,39 €</b>	-5%
62245	COULOMBY	17 162,49 €	4 575,46 €	12 421,32 €	553,59 €	<b>17 550,37 €</b>	2%
62246	COUPELLE-NEUVE	23 132,85 €	1 099,87 €	14 046,39 €	9 774,96 €	<b>24 921,22 €</b>	8%
62247	COUPELLE-VIEILLE	17 635,13 €	3 909,25 €	13 807,18 €	2 195,83 €	<b>19 912,26 €</b>	13%
62248	COURCELLES-LE-COMTE	15 597,67 €	2 847,09 €	12 881,19 €	140,05 €	<b>15 868,34 €</b>	2%
62251	COURSET	15 520,62 €	4 430,91 €	11 375,42 €	229,03 €	<b>16 035,36 €</b>	3%
62252	COUTURE	32 315,62 €	17 667,06 €	15 182,04 €	344,58 €	<b>33 193,68 €</b>	3%
62253	COUTURELLE	16 348,82 €	515,37 €	16 431,39 €	240,73 €	<b>17 187,49 €</b>	5%
62254	COYECQUES	17 892,14 €	3 720,70 €	14 157,98 €	420,68 €	<b>18 299,36 €</b>	2%
62255	CREMAREST	19 141,03 €	5 027,98 €	13 162,21 €	1 987,16 €	<b>20 177,36 €</b>	5%
62256	CREPY	15 149,05 €	974,17 €	14 126,11 €	1 715,19 €	<b>16 815,46 €</b>	11%
62257	CREQUY	17 797,72 €	3 073,35 €	15 111,41 €	174,59 €	<b>18 359,35 €</b>	3%
62258	CROISETTE	18 068,95 €	1 992,34 €	14 188,75 €	4 251,04 €	<b>20 432,12 €</b>	13%
62259	CROISILLES	29 695,98 €	11 363,23 €	17 880,19 €	1 934,90 €	<b>31 178,33 €</b>	5%
62260	CROIX-EN-TERNOIS	17 346,20 €	2 105,47 €	14 304,80 €	876,48 €	<b>17 286,74 €</b>	0%
62262	CUINCHY	23 311,43 €	11 061,55 €	11 145,31 €	2 830,18 €	<b>25 037,04 €</b>	7%
62264	DANNES	22 759,19 €	8 440,72 €	14 435,53 €	312,34 €	<b>23 188,58 €</b>	2%
62265	DELETTES	21 403,20 €	7 516,83 €	14 481,87 €	558,32 €	<b>22 557,01 €</b>	5%
62266	DENIER	15 738,02 €	483,94 €	15 660,49 €	59,10 €	<b>16 203,54 €</b>	3%
62267	DENNEBROEUCQ	17 149,60 €	2 388,29 €	14 300,13 €	1 008,56 €	<b>17 696,98 €</b>	3%
62269	DIEVAL	17 421,67 €	4 826,86 €	12 866,71 €	1 036,92 €	<b>18 730,49 €</b>	8%
62271	DOHEM	20 120,89 €	5 317,09 €	14 227,34 €	1 210,04 €	<b>20 754,47 €</b>	3%
62272	DOUCHY-LES-AYETTE	17 477,88 €	1 904,35 €	16 181,85 €	987,02 €	<b>19 073,22 €</b>	9%
62273	DOUDEAUVILLE	17 708,07 €	3 368,75 €	13 237,96 €	1 425,41 €	<b>18 032,12 €</b>	2%
62275	DOURIEZ	21 027,11 €	2 130,61 €	12 730,53 €	10 848,99 €	<b>25 710,13 €</b>	22%
62277	DROCOURT	36 145,88 €	18 691,51 €	18 727,45 €	118,82 €	<b>37 537,77 €</b>	4%
62278	DROUVIN-LE-MARAIS	18 274,49 €	3 745,84 €	14 022,13 €	744,70 €	<b>18 512,68 €</b>	1%
62279	DUISANS	26 069,24 €	9 226,34 €	14 108,20 €	170,31 €	<b>23 504,85 €</b>	-10%
62280	DURY	16 410,48 €	2 187,17 €	14 712,51 €	4 291,02 €	<b>21 190,70 €</b>	29%
62281	ECHINGHEN	16 858,92 €	2 394,57 €	12 895,94 €	6 902,05 €	<b>22 192,56 €</b>	32%
62282	ECLIMEUX	15 464,93 €	1 099,87 €	10 268,75 €	0,00 €	<b>11 368,62 €</b>	-26%
62283	ECOIVRES	13 670,05 €	798,19 €	13 306,46 €	1 071,70 €	<b>15 176,36 €</b>	11%
62284	ECOURT-SAINT-QUENTIN	25 081,41 €	10 684,45 €	15 010,09 €	936,24 €	<b>26 630,79 €</b>	6%
62285	ECOUST-SAINT-MEIN	16 251,03 €	3 186,48 €	13 659,54 €	17,50 €	<b>16 863,52 €</b>	4%
62286	ECQUEDECQUES	16 949,77 €	3 155,06 €	14 308,53 €	560,60 €	<b>18 024,19 €</b>	6%
62288	ECQUES	27 147,24 €	13 330,43 €	13 972,30 €	1 174,16 €	<b>28 476,89 €</b>	5%
62289	ECUIRES	17 651,45 €	5 071,97 €	11 856,16 €	1 663,24 €	<b>18 591,37 €</b>	5%
62290	ECURIE	14 489,64 €	2 507,70 €	12 345,54 €	151,73 €	<b>15 004,97 €</b>	4%
62291	ELEU-DIT-LEAUWETTE	37 724,22 €	18 169,86 €	20 451,78 €	1 035,38 €	<b>39 657,02 €</b>	5%
62292	ELNES	17 772,68 €	6 140,42 €	12 184,57 €	65,14 €	<b>18 390,13 €</b>	3%
62293	EMBRY	17 147,37 €	1 590,10 €	15 361,78 €	6 389,25 €	<b>23 341,12 €</b>	36%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62295	ENQUIN-LEZ-GUINEGATTE	44 900,58 €	10 231,94 €	17 944,54 €	105,18 €	<b>28 281,66 €</b>	-37%
62296	ENQUIN-SUR-BAILLONS	15 182,50 €	1 728,37 €	13 784,97 €	3 397,95 €	<b>18 911,29 €</b>	25%
62297	EPERLECCQUES	36 664,28 €	22 173,38 €	15 207,62 €	1 496,60 €	<b>38 877,61 €</b>	6%
62298	EPINOY	15 864,53 €	3 532,15 €	12 054,78 €	61,04 €	<b>15 647,97 €</b>	-1%
62299	EPS	14 383,88 €	1 627,81 €	13 307,24 €	88,65 €	<b>15 023,70 €</b>	4%
62300	EQUIHEN-PLAGE	38 328,74 €	18 100,72 €	21 005,79 €	4 824,92 €	<b>43 931,44 €</b>	15%
62301	EQUIRRE	13 328,37 €	421,09 €	13 138,21 €	179,61 €	<b>13 738,91 €</b>	3%
62302	ERGNV	15 989,84 €	1 564,96 €	11 223,08 €	689,06 €	<b>13 477,11 €</b>	-16%
62303	ERIN	13 845,66 €	1 332,41 €	12 764,41 €	1 241,25 €	<b>15 338,08 €</b>	11%
62304	ERNY-SAINT-JULIEN	16 964,34 €	2 105,47 €	15 510,23 €	796,70 €	<b>18 412,39 €</b>	9%
62306	ERVILLERS	16 229,04 €	2 589,41 €	14 003,13 €	3 090,27 €	<b>19 682,81 €</b>	21%
62307	ESCALLES	15 938,20 €	1 596,38 €	13 519,73 €	4 326,91 €	<b>19 443,02 €</b>	22%
62308	ESCOEUILLES	15 638,72 €	3 092,21 €	12 597,61 €	396,61 €	<b>16 086,43 €</b>	3%
62309	ESQUERDES	25 967,93 €	10 231,94 €	16 377,27 €	394,42 €	<b>27 003,63 €</b>	4%
62310	ESSARS	22 292,73 €	10 169,09 €	12 583,09 €	282,66 €	<b>23 034,84 €</b>	3%
62311	ESTEVELLES	28 228,54 €	13 091,60 €	15 965,69 €	730,40 €	<b>29 787,69 €</b>	6%
62312	ESTREE	16 875,60 €	1 866,64 €	12 790,22 €	281,49 €	<b>14 938,35 €</b>	-11%
62313	ESTREE-BLANCHE	19 985,11 €	6 052,43 €	13 916,31 €	636,66 €	<b>20 605,39 €</b>	3%
62314	ESTREE-CAUCHY	17 916,08 €	2 369,43 €	15 605,97 €	936,35 €	<b>18 911,75 €</b>	6%
62315	ESTREELLES	16 808,01 €	2 369,43 €	14 070,62 €	69,86 €	<b>16 509,91 €</b>	-2%
62316	ESTREE-WAMIN	14 821,68 €	1 093,59 €	14 109,83 €	1 483,15 €	<b>16 686,56 €</b>	13%
62317	ETAING	17 721,16 €	2 809,38 €	15 385,87 €	411,24 €	<b>18 606,49 €</b>	5%
62319	ETERPIGNY	21 237,10 €	1 640,38 €	14 355,29 €	417,70 €	<b>16 413,37 €</b>	-23%
62320	ETRUN	15 403,26 €	2 080,33 €	13 728,39 €	25,84 €	<b>15 834,56 €</b>	3%
62321	EVIN-MALMAISON	44 400,00 €	28 954,87 €	16 800,70 €	77,05 €	<b>45 832,61 €</b>	3%
62322	FAMECHON	11 832,87 €	754,20 €	11 292,98 €	378,71 €	<b>12 425,88 €</b>	5%
62323	FAMPOUX	21 124,80 €	7 428,84 €	14 401,37 €	187,50 €	<b>22 017,71 €</b>	4%
62324	FARBUS	19 834,92 €	3 488,16 €	16 612,11 €	268,54 €	<b>20 368,81 €</b>	3%
62325	FAUQUEMBERGUES	21 222,79 €	6 347,82 €	14 940,49 €	1 015,18 €	<b>22 303,49 €</b>	5%
62326	FAVREUIL	14 758,33 €	1 495,82 €	12 814,32 €	34,17 €	<b>14 344,31 €</b>	-3%
62327	FEBVIN-PALFART	18 018,76 €	3 670,42 €	14 454,56 €	168,74 €	<b>18 293,72 €</b>	2%
62328	FERFAY	19 487,56 €	5 870,16 €	13 357,19 €	2 345,36 €	<b>21 572,72 €</b>	11%
62329	FERQUES	25 613,07 €	11 576,92 €	12 804,96 €	805,35 €	<b>25 187,23 €</b>	-2%
62330	FESTUBERT	18 864,16 €	8 434,43 €	10 927,72 €	464,31 €	<b>19 826,46 €</b>	5%
62331	FEUCHY	22 146,92 €	6 787,77 €	15 585,63 €	874,49 €	<b>23 247,89 €</b>	5%
62332	FICHEUX	16 528,56 €	3 148,77 €	13 905,10 €	422,20 €	<b>17 476,07 €</b>	6%
62333	FIEFS	14 296,04 €	2 451,14 €	12 082,68 €	3 351,91 €	<b>17 885,73 €</b>	25%
62334	FIENNES	19 160,40 €	5 669,05 €	13 959,91 €	176,00 €	<b>19 804,95 €</b>	3%
62335	FILLIEVRES	17 870,66 €	3 161,34 €	14 514,50 €	701,64 €	<b>18 377,47 €</b>	3%
62336	FLECHIN	17 597,14 €	3 148,77 €	14 886,85 €	860,13 €	<b>18 895,75 €</b>	7%
62337	FLERS	15 417,11 €	1 414,12 €	12 745,50 €	249,88 €	<b>14 409,49 €</b>	-7%
62338	FLEURBAIX	32 278,10 €	16 774,59 €	16 212,94 €	504,71 €	<b>33 492,24 €</b>	4%
62339	FLEURY	17 739,94 €	804,48 €	16 075,15 €	1 130,48 €	<b>18 010,11 €</b>	2%
62340	FLORINGHEM	19 630,16 €	5 587,34 €	14 266,14 €	534,05 €	<b>20 387,53 €</b>	4%
62341	FONCQUEVILLERS	16 170,53 €	2 878,52 €	13 759,87 €	51,98 €	<b>16 690,38 €</b>	3%
62342	FONTAINE-LES-BOULANS	13 888,23 €	584,50 €	13 724,26 €	45,74 €	<b>14 354,50 €</b>	3%
62343	FONTAINE-LES-CROISILLES	14 763,73 €	1 791,22 €	11 569,01 €	391,70 €	<b>13 751,92 €</b>	-7%
62344	FONTAINE-LES-HERMANS	16 040,76 €	766,77 €	15 834,44 €	38,78 €	<b>16 639,98 €</b>	4%
62345	FONTAINE-L'ETALON	15 904,06 €	703,92 €	15 452,40 €	156,60 €	<b>16 312,91 €</b>	3%
62346	FORTEL-EN-ARTOIS	14 556,60 €	1 370,12 €	13 295,09 €	1 432,50 €	<b>16 097,72 €</b>	11%
62347	FOSSEUX	14 130,29 €	905,04 €	13 567,19 €	440,64 €	<b>14 912,87 €</b>	6%
62348	FOUFFLIN-RICAMETZ	15 852,24 €	842,19 €	13 003,86 €	952,67 €	<b>14 798,71 €</b>	-7%
62349	FOUQUEREUIL	25 994,13 €	9 075,50 €	17 429,65 €	1 524,72 €	<b>28 029,88 €</b>	8%
62350	FOUQUIERES-LES-BETHUNE	21 189,88 €	6 863,19 €	13 915,21 €	964,50 €	<b>21 742,90 €</b>	3%
62352	FRAMECOURT	14 826,33 €	647,35 €	13 048,78 €	1 934,17 €	<b>15 630,30 €</b>	5%
62353	FREMICOURT	14 761,64 €	1 634,09 €	13 013,91 €	1 613,93 €	<b>16 261,93 €</b>	10%
62354	FRENCQ	16 569,97 €	5 166,25 €	11 556,91 €	402,05 €	<b>17 125,21 €</b>	3%
62355	FRESNES-LES-MONTAUBAN	16 582,79 €	3 639,00 €	12 826,49 €	552,89 €	<b>17 018,38 €</b>	3%
62356	FRESNICOURT-LE-DOLMEN	17 812,45 €	4 820,57 €	12 153,92 €	2 572,29 €	<b>19 546,78 €</b>	10%
62357	FRESNOY	12 677,23 €	383,38 €	8 929,84 €	643,17 €	<b>9 956,39 €</b>	-21%
62358	FRESNOY-EN-GOHELLE	13 344,29 €	1 470,68 €	12 371,25 €	2 831,65 €	<b>16 673,59 €</b>	25%
62359	FRESSIN	20 756,12 €	3 532,15 €	16 334,16 €	143,09 €	<b>20 009,41 €</b>	-4%
62360	FRETHUN	15 831,53 €	8 271,02 €	7 275,46 €	1 857,21 €	<b>17 403,70 €</b>	10%
62361	FREVENT	46 116,97 €	23 493,23 €	23 768,70 €	1 039,92 €	<b>48 301,84 €</b>	5%



Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62362	FREVILLERS	17 818,98 €	1 615,24 €	16 576,58 €	301,08 €	<b>18 492,90 €</b>	4%
62363	FREVIN-CAPELLE	16 288,62 €	2 350,58 €	14 341,60 €	516,50 €	<b>17 208,68 €</b>	6%
62364	FRUGES	35 089,33 €	16 724,31 €	18 835,42 €	2 430,40 €	<b>37 990,12 €</b>	8%
62365	GALAMETZ	14 781,90 €	1 263,28 €	13 454,50 €	1 402,26 €	<b>16 120,03 €</b>	9%
62366	GAUCHIN-LEGAL	15 781,27 €	2 118,04 €	13 780,34 €	2 070,86 €	<b>17 969,24 €</b>	14%
62367	GAUCHIN-VERLOINGT	19 619,93 €	5 537,06 €	14 047,45 €	1 087,12 €	<b>20 671,62 €</b>	5%
62368	GAUDIEMPRE	18 317,09 €	1 250,71 €	15 738,48 €	840,53 €	<b>17 829,72 €</b>	-3%
62369	GAVRELLE	17 143,25 €	3 940,68 €	12 903,20 €	877,36 €	<b>17 721,23 €</b>	3%
62370	GENNES-IVERGNY	13 237,38 €	810,76 €	12 733,51 €	103,47 €	<b>13 647,74 €</b>	3%
62371	GIVENCHY-EN-GOHELLE	28 015,48 €	12 777,35 €	15 991,39 €	680,57 €	<b>29 449,30 €</b>	5%
62372	GIVENCHY-LE-NOBLE	12 935,37 €	986,74 €	12 369,09 €	0,00 €	<b>13 355,83 €</b>	3%
62373	GIVENCHY-LES-LA-BASSEE	15 008,70 €	6 435,81 €	8 998,82 €	343,11 €	<b>15 777,74 €</b>	5%
62374	GOMIECOURT	12 615,22 €	1 005,60 €	11 852,84 €	928,18 €	<b>13 786,61 €</b>	9%
62375	GOMMECOURT	13 842,02 €	653,64 €	13 541,95 €	555,39 €	<b>14 750,98 €</b>	7%
62376	GONNEHEM	33 106,60 €	16 384,92 €	17 597,70 €	1 544,11 €	<b>35 526,74 €</b>	7%
62377	GOSNAY	22 436,85 €	6 027,29 €	17 037,76 €	383,62 €	<b>23 448,67 €</b>	5%
62378	GOUVES	13 991,97 €	1 244,42 €	13 180,19 €	115,10 €	<b>14 539,72 €</b>	4%
62379	GOUY-EN-ARTOIS	15 801,82 €	2 036,33 €	13 895,70 €	427,29 €	<b>16 359,32 €</b>	4%
62380	GOUY-SERVINS	18 996,04 €	2 237,45 €	13 678,33 €	32,29 €	<b>15 948,07 €</b>	-16%
62381	GOUY-EN-TERNOIS	15 420,23 €	949,03 €	13 924,10 €	106,41 €	<b>14 979,54 €</b>	-3%
62382	GOUY-SAINT-ANDRE	16 494,10 €	4 072,66 €	12 981,67 €	1 721,98 €	<b>18 776,32 €</b>	14%
62383	GOUY-SOUS-BELLONNE	22 095,54 €	8 604,13 €	14 194,47 €	486,18 €	<b>23 284,78 €</b>	5%
62384	GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT	12 346,64 €	4 022,38 €	8 797,37 €	2 082,46 €	<b>14 902,21 €</b>	21%
62385	GRAND-RULLECOURT	14 964,93 €	2 576,84 €	12 451,32 €	78,24 €	<b>15 106,40 €</b>	1%
62387	GREVILLERS	15 819,48 €	2 344,29 €	13 984,10 €	1 061,98 €	<b>17 390,38 €</b>	10%
62388	GRIGNY	14 281,39 €	1 866,64 €	12 423,37 €	308,72 €	<b>14 598,73 €</b>	2%
62389	GRINCOURT-LES-PAS	14 192,37 €	207,40 €	14 394,89 €	0,00 €	<b>14 602,29 €</b>	3%
62390	GROFFLIERS	24 559,16 €	9 553,16 €	15 673,31 €	170,12 €	<b>25 396,59 €</b>	3%
62391	GUARBECQUE	22 585,41 €	9 238,91 €	13 926,81 €	206,21 €	<b>23 371,93 €</b>	3%
62392	GUEMAPPE	19 270,50 €	2 224,88 €	11 726,93 €	1 469,60 €	<b>15 421,41 €</b>	-20%
62393	GUEMPS	20 967,85 €	6 900,90 €	14 815,88 €	187,03 €	<b>21 903,81 €</b>	4%
62395	GUIGNY	12 841,10 €	1 118,73 €	12 137,84 €	29,30 €	<b>13 285,86 €</b>	3%
62396	GUINECOURT	9 157,78 €	119,41 €	9 414,23 €	0,00 €	<b>9 533,65 €</b>	4%
62398	GUISY	13 000,15 €	1 797,50 €	11 199,46 €	45,15 €	<b>13 042,11 €</b>	0%
62399	HABARCQ	16 386,30 €	4 349,20 €	12 539,61 €	109,43 €	<b>16 998,24 €</b>	4%
62401	HAISNES	38 503,28 €	27 716,73 €	12 208,28 €	176,72 €	<b>40 101,73 €</b>	4%
62402	HALINGHEN	14 346,92 €	2 080,33 €	12 588,68 €	5,84 €	<b>14 674,86 €</b>	2%
62403	HALLINES	25 796,53 €	7 856,22 €	17 992,55 €	1 704,57 €	<b>27 553,34 €</b>	7%
62404	HALLOY	16 914,45 €	1 445,54 €	15 807,88 €	323,19 €	<b>17 576,61 €</b>	4%
62405	HAMBLAIN-LES-PRES	19 017,38 €	3 161,34 €	16 436,36 €	705,54 €	<b>20 303,24 €</b>	7%
62406	HAMELINCOURT	25 523,74 €	1 671,80 €	14 318,19 €	248,88 €	<b>16 238,87 €</b>	-36%
62407	HAM-EN-ARTOIS	21 054,15 €	6 467,24 €	14 742,09 €	384,05 €	<b>21 593,38 €</b>	3%
62408	HAMES-BOUCRES	21 781,37 €	9 276,62 €	12 976,48 €	159,39 €	<b>22 412,49 €</b>	3%
62409	HANNESCAMPS	13 634,78 €	1 263,28 €	11 471,21 €	286,00 €	<b>13 020,49 €</b>	-5%
62410	HAPLINCOURT	14 235,72 €	1 194,14 €	12 873,22 €	1 101,45 €	<b>15 168,82 €</b>	7%
62411	HARAVESNES	16 336,92 €	333,10 €	15 384,39 €	3 550,82 €	<b>19 268,31 €</b>	18%
62412	HARDINGHEN	21 245,17 €	7 541,97 €	14 269,48 €	199,63 €	<b>22 011,08 €</b>	4%
62414	HAUCOURT	20 181,16 €	1 571,24 €	16 523,94 €	553,55 €	<b>18 648,73 €</b>	-8%
62415	HAUTE-AVESNES	14 903,41 €	2 784,24 €	12 679,49 €	784,70 €	<b>16 248,43 €</b>	9%
62416	HAUTCLOQUE	13 632,45 €	1 426,69 €	10 685,51 €	465,24 €	<b>12 577,45 €</b>	-8%
62418	HAUTEVILLE	15 174,22 €	2 055,19 €	13 693,39 €	327,54 €	<b>16 076,12 €</b>	6%
62419	HAUT-LOQUIN	14 082,84 €	1 219,28 €	11 362,65 €	2 805,77 €	<b>15 387,70 €</b>	9%
62421	HAVRINCOURT	15 427,51 €	2 683,68 €	13 299,05 €	134,32 €	<b>16 117,05 €</b>	4%
62422	HEBUTERNE	15 115,59 €	3 299,61 €	12 367,45 €	219,63 €	<b>15 886,69 €</b>	5%
62423	HELFAUT	22 105,18 €	10 382,78 €	12 566,88 €	303,18 €	<b>23 252,84 €</b>	5%
62424	HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	14 420,68 €	2 004,91 €	12 650,81 €	346,10 €	<b>15 001,82 €</b>	4%
62425	HENDECOURT-LES-RANSART	12 405,74 €	861,04 €	11 762,44 €	212,53 €	<b>12 836,01 €</b>	3%
62426	HENINEL	14 427,54 €	1 213,00 €	13 043,58 €	57,00 €	<b>14 313,58 €</b>	-1%
62428	HENIN-SUR-COJEU	17 699,57 €	3 312,18 €	14 830,11 €	371,60 €	<b>18 513,89 €</b>	5%
62429	HENNEVEUX	17 092,09 €	1 948,34 €	14 944,47 €	540,53 €	<b>17 433,34 €</b>	2%
62430	HENU	14 554,39 €	1 049,59 €	13 690,28 €	0,00 €	<b>14 739,87 €</b>	1%
62432	HERBINGHEN	15 081,59 €	2 400,86 €	13 269,63 €	442,95 €	<b>16 113,44 €</b>	7%
62433	HERICOURT	16 921,01 €	653,64 €	13 694,43 €	933,63 €	<b>15 281,70 €</b>	-10%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62434	HERLIERE	18 717,58 €	1 037,02 €	13 215,63 €	358,85 €	14 611,51 €	-22%
62435	HERLINCOURT	15 432,47 €	735,34 €	11 437,74 €	3 776,41 €	15 949,49 €	3%
62436	HERLIN-LE-SEC	13 056,47 €	1 137,58 €	12 147,17 €	1 089,64 €	14 374,39 €	10%
62437	HERLY	11 832,89 €	2 130,61 €	9 859,21 €	1 507,86 €	13 497,67 €	14%
62438	HERMAVILLE	20 464,36 €	3 538,44 €	14 997,25 €	676,74 €	19 212,42 €	-6%
62439	HERMELINGHEN	14 666,76 €	2 375,72 €	11 823,33 €	225,55 €	14 424,61 €	-2%
62440	HERMIES	23 983,44 €	7 460,26 €	17 314,61 €	280,31 €	25 055,18 €	4%
62441	HERMIN	20 191,22 €	1 351,27 €	13 991,08 €	1 158,89 €	16 501,24 €	-18%
62442	HERNICOURT	17 358,46 €	3 431,60 €	12 889,04 €	763,92 €	17 084,56 €	-2%
62444	HERVELINGHEN	14 370,97 €	1 476,97 €	13 477,14 €	0,00 €	14 954,10 €	4%
62445	HESDIGNEUL-LES-BETHUNE	19 532,07 €	5 304,52 €	14 471,29 €	258,02 €	20 033,82 €	3%
62446	HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE	19 979,61 €	4 273,78 €	15 049,49 €	655,67 €	19 978,95 €	0%
62447	HESDIN	27 192,08 €	14 166,33 €	13 569,50 €	847,13 €	28 582,96 €	5%
62448	HESDIN-L'ABBE	26 934,22 €	11 903,74 €	14 524,28 €	684,97 €	27 112,98 €	1%
62449	HESMOND	14 281,98 €	1 150,15 €	12 289,35 €	472,11 €	13 911,61 €	-3%
62450	HESTRUS	15 823,84 €	1 546,10 €	14 507,46 €	738,14 €	16 791,70 €	6%
62451	HEUCHIN	19 182,80 €	3 488,16 €	15 647,12 €	474,07 €	19 609,35 €	2%
62452	HEURINGHEM	22 591,41 €	8 780,11 €	14 218,40 €	738,78 €	23 737,29 €	5%
62453	HEZECQUES	14 701,49 €	741,63 €	12 004,79 €	7 179,10 €	19 925,51 €	36%
62454	HINGES	28 892,72 €	15 567,88 €	14 160,23 €	773,61 €	30 501,72 €	6%
62455	HOCQUINGHEN	15 450,73 €	716,49 €	14 988,13 €	33,37 €	15 737,99 €	2%
62456	HOUCHIN	15 301,01 €	4 456,05 €	11 243,98 €	64,61 €	15 764,64 €	3%
62458	HOULLE	18 906,68 €	6 800,34 €	12 304,17 €	324,04 €	19 428,55 €	3%
62459	HOUVIN-HOUVIGNEUL	16 842,62 €	1 464,40 €	13 610,37 €	273,40 €	15 348,17 €	-9%
62460	HUBERSENT	13 939,32 €	1 652,95 €	12 256,88 €	38,68 €	13 948,51 €	0%
62461	HUBY-SAINT-LEU	17 082,29 €	5 832,45 €	11 878,47 €	138,44 €	17 849,36 €	4%
62462	HUCLIER	27 074,30 €	829,62 €	10 255,33 €	4 099,24 €	15 184,19 €	-44%
62463	HUCQUELIERS	16 061,60 €	3 513,30 €	12 768,74 €	240,37 €	16 522,41 €	3%
62464	HULLUCH	33 717,78 €	20 891,25 €	12 989,59 €	529,28 €	34 410,12 €	2%
62465	HUMBERCAMPS	16 858,76 €	1 414,12 €	15 721,18 €	339,17 €	17 474,47 €	4%
62466	HUMBERT	13 903,20 €	1 439,26 €	13 032,53 €	1 460,74 €	15 932,52 €	15%
62467	HUMEROEUILLE	14 008,69 €	986,74 €	13 502,16 €	444,25 €	14 933,15 €	7%
62468	HUMIERES	12 954,29 €	1 445,54 €	12 030,79 €	23,12 €	13 499,45 €	4%
62469	INCHY-EN-ARTOIS	16 928,83 €	3 946,96 €	13 237,98 €	196,10 €	17 381,03 €	3%
62470	INCOURT	24 791,85 €	483,94 €	10 190,47 €	124,44 €	10 798,85 €	-56%
62471	BELLINGHEM	19 581,32 €	6 800,34 €	13 392,22 €	542,24 €	20 734,81 €	6%
62472	INXENT	13 660,47 €	1 099,87 €	13 068,40 €	54,52 €	14 222,79 €	4%
62474	ISQUES	23 204,03 €	7 058,02 €	16 011,25 €	734,49 €	23 803,77 €	3%
62475	IVERGNY	14 449,03 €	1 659,23 €	13 297,25 €	525,44 €	15 481,93 €	7%
62476	IZEL-LES-EQUERCHIN	21 613,93 €	5 945,58 €	15 853,33 €	1 441,25 €	23 240,16 €	8%
62477	IZEL-LES-HAMEAU	17 828,65 €	4 537,75 €	13 880,57 €	702,07 €	19 120,39 €	7%
62478	JOURNY	14 786,64 €	1 747,22 €	13 294,25 €	228,15 €	15 269,62 €	3%
62479	LABEVRIERE	22 049,72 €	10 898,14 €	11 536,65 €	654,01 €	23 088,81 €	5%
62480	LABOURSE	31 415,38 €	16 472,91 €	15 048,92 €	2 318,23 €	33 840,07 €	8%
62481	LABROYE	13 627,42 €	1 037,02 €	12 999,42 €	349,53 €	14 385,97 €	6%
62483	LACRES	14 206,11 €	1 652,95 €	12 302,99 €	1 715,39 €	15 671,33 €	10%
62484	LAGNICOURT-MARCEL	13 522,13 €	2 206,03 €	11 324,86 €	464,01 €	13 994,90 €	3%
62485	LAIRES	15 299,02 €	2 294,02 €	12 800,41 €	195,55 €	15 289,98 €	0%
62486	LAMBRES	20 241,36 €	6 706,07 €	13 735,92 €	1 330,05 €	21 772,03 €	8%
62487	LANDRETHUN-LE-NORD	23 420,49 €	8 145,32 €	15 511,78 €	245,16 €	23 902,27 €	2%
62488	LANDRETHUN-LES-ARDRES	18 925,23 €	4 682,30 €	14 310,11 €	982,44 €	19 974,85 €	6%
62489	LAPUGNOY	39 776,43 €	22 053,97 €	19 078,93 €	331,93 €	41 464,83 €	4%
62490	LATTRE-SAINT-QUENTIN	14 060,13 €	1 678,09 €	12 956,68 €	688,07 €	15 322,84 €	9%
62492	LEBIEZ	14 489,03 €	1 596,38 €	13 485,03 €	8,97 €	15 090,38 €	4%
62493	LEBUCQUIERE	15 301,73 €	1 558,67 €	13 105,55 €	857,03 €	15 521,26 €	1%
62494	LECHELLE	13 319,47 €	364,53 €	12 340,62 €	186,43 €	12 891,58 €	-3%
62495	LEDINGHEM	13 544,35 €	2 099,18 €	10 888,22 €	884,70 €	13 872,10 €	2%
62496	LEFAUX	20 380,16 €	1 558,67 €	13 505,92 €	1 774,66 €	16 839,25 €	-17%
62499	LEPINE	14 510,35 €	1 709,51 €	11 825,89 €	133,80 €	13 669,20 €	-6%
62500	LESPESES	15 034,60 €	2 601,98 €	12 790,53 €	533,96 €	15 926,47 €	6%
62501	LESPINOY	16 016,54 €	1 451,83 €	14 868,85 €	340,27 €	16 660,96 €	4%
62502	LESTREM	42 096,87 €	28 219,53 €	13 858,83 €	2 407,51 €	44 485,87 €	6%
62503	LEUBRINGHEN	16 116,23 €	1 854,07 €	14 616,35 €	344,58 €	16 815,00 €	4%
62504	LEULINGHEM	13 837,82 €	1 564,96 €	11 410,80 €	1 678,32 €	14 654,08 €	6%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62505	LEULINGHEN-BERNES	17 495,96 €	2 715,11 €	14 882,71 €	897,34 €	<b>18 495,16 €</b>	6%
62506	LICQUES	25 181,47 €	10 363,92 €	15 626,55 €	1 306,39 €	<b>27 296,86 €</b>	8%
62507	LIENCOURT	16 528,46 €	1 778,65 €	15 215,47 €	606,48 €	<b>17 600,60 €</b>	6%
62508	LIERES	16 628,76 €	2 469,99 €	12 082,35 €	71,23 €	<b>14 623,57 €</b>	-12%
62509	LIETTRES	16 601,06 €	2 030,05 €	15 179,39 €	166,62 €	<b>17 376,05 €</b>	5%
62511	LIGNEREUIL	12 679,71 €	892,47 €	11 699,90 €	628,77 €	<b>13 221,14 €</b>	4%
62512	LIGNY-LES-AIRE	17 266,97 €	3 965,82 €	13 988,22 €	1 633,15 €	<b>19 587,19 €</b>	13%
62513	LIGNY-SUR-CANCHE	16 763,96 €	1 125,01 €	13 979,75 €	1 384,00 €	<b>16 488,76 €</b>	-2%
62514	LIGNY-SAINT-FLOCHEL	15 567,09 €	1 722,08 €	12 204,60 €	2 760,44 €	<b>16 687,12 €</b>	7%
62515	LIGNY-THILLOY	17 440,49 €	3 569,86 €	14 152,41 €	711,43 €	<b>18 433,70 €</b>	6%
62517	LINGHEM	14 076,59 €	1 376,41 €	12 825,61 €	2 637,57 €	<b>16 839,60 €</b>	20%
62518	LINZEUX	13 415,03 €	1 043,31 €	12 489,21 €	0,00 €	<b>13 532,52 €</b>	1%
62519	LISBOURG	21 135,75 €	3 708,13 €	17 749,71 €	443,08 €	<b>21 900,92 €</b>	4%
62520	LOCON	28 740,43 €	15 033,66 €	13 320,01 €	954,29 €	<b>29 307,96 €</b>	2%
62521	LOGE	13 017,27 €	1 162,72 €	10 594,29 €	110,22 €	<b>11 867,22 €</b>	-9%
62522	LOISON-SUR-CREQUOISE	13 975,60 €	1 539,82 €	12 317,46 €	234,91 €	<b>14 092,20 €</b>	1%
62524	LONGFOSSE	25 027,13 €	9 125,78 €	16 770,04 €	89,19 €	<b>25 985,01 €</b>	4%
62526	LONGUEVILLE	13 409,30 €	835,90 €	13 041,88 €	616,54 €	<b>14 494,31 €</b>	8%
62527	LONGVILLIERS	12 649,28 €	1 646,66 €	11 466,36 €	91,72 €	<b>13 204,75 €</b>	4%
62529	LORGIES	24 495,74 €	10 175,37 €	15 231,00 €	190,60 €	<b>25 596,97 €</b>	4%
62530	LOTTINGHEN	17 279,84 €	3 532,15 €	13 443,02 €	160,51 €	<b>17 135,68 €</b>	-1%
62531	LOUCHES	17 234,97 €	6 027,29 €	11 809,86 €	146,60 €	<b>17 983,75 €</b>	4%
62532	LOZINGHEM	23 308,37 €	8 396,72 €	15 589,07 €	872,01 €	<b>24 857,81 €</b>	7%
62533	LUGY	15 014,44 €	898,75 €	14 312,02 €	316,62 €	<b>15 527,40 €</b>	3%
62534	LUMBRES	40 320,52 €	24 618,24 €	17 026,27 €	1 636,11 €	<b>43 280,62 €</b>	7%
62535	MADELAINE-SOUS-MONTREUIL	14 148,15 €	1 106,16 €	10 085,24 €	2 356,37 €	<b>13 547,76 €</b>	-4%
62536	MAGNICOURT-EN-COMTE	19 003,22 €	4 016,10 €	14 767,67 €	1 090,36 €	<b>19 874,12 €</b>	5%
62537	MAGNICOURT-SUR-CANCHE	14 532,59 €	747,91 €	12 690,26 €	437,75 €	<b>13 875,91 €</b>	-5%
62538	MAINTENAY	14 675,37 €	2 482,56 €	12 479,16 €	125,34 €	<b>15 087,07 €</b>	3%
62539	MAISNIL	13 149,01 €	1 583,81 €	11 797,93 €	1 104,72 €	<b>14 486,47 €</b>	10%
62540	MAISNIL-LES-RUITZ	22 983,14 €	10 169,09 €	13 151,30 €	1 134,57 €	<b>24 454,95 €</b>	6%
62541	MAISONCELLE	13 287,77 €	854,76 €	11 513,62 €	1 684,18 €	<b>14 052,55 €</b>	6%
62542	MAIZIERES	17 234,75 €	1 118,73 €	12 951,66 €	430,12 €	<b>14 500,50 €</b>	-16%
62543	MAMETZ	26 073,57 €	12 620,23 €	13 810,33 €	875,55 €	<b>27 306,10 €</b>	5%
62544	MANIN	13 935,08 €	1 269,56 €	12 844,22 €	198,05 €	<b>14 311,84 €</b>	3%
62545	MANINGHEM	13 729,49 €	961,60 €	13 034,72 €	1 001,77 €	<b>14 998,10 €</b>	9%
62546	MANINGHEN-HENNE	15 130,33 €	2 243,74 €	13 022,39 €	3 151,80 €	<b>18 417,93 €</b>	22%
62547	MARANT	12 192,26 €	553,08 €	11 046,31 €	0,00 €	<b>11 599,38 €</b>	-5%
62549	MARCONNE	19 897,79 €	7 592,25 €	12 155,58 €	853,35 €	<b>20 601,18 €</b>	4%
62550	MARCONNELLE	15 790,03 €	7 422,55 €	8 577,48 €	1 482,38 €	<b>17 482,42 €</b>	11%
62551	MARENLA	15 413,45 €	1 590,10 €	13 119,70 €	595,99 €	<b>15 305,78 €</b>	-1%
62552	MARESQUEL-ECQUEMICOURT	19 430,24 €	6 184,41 €	13 756,25 €	193,97 €	<b>20 134,63 €</b>	4%
62553	MAREST	16 563,68 €	1 854,07 €	14 297,35 €	919,55 €	<b>17 070,97 €</b>	3%
62554	MARESVILLE	16 963,07 €	597,07 €	12 344,42 €	0,00 €	<b>12 941,49 €</b>	-24%
62556	MARLES-SUR-CANCHE	13 610,41 €	1 879,21 €	12 247,71 €	347,30 €	<b>14 474,22 €</b>	6%
62557	MAROEUIL	32 861,52 €	16 146,10 €	17 562,35 €	530,48 €	<b>34 238,93 €</b>	4%
62558	MARQUAY	16 927,70 €	1 194,14 €	11 959,68 €	180,20 €	<b>13 334,03 €</b>	-21%
62559	MARQUION	19 795,95 €	6 303,83 €	13 483,99 €	276,34 €	<b>20 064,16 €</b>	1%
62561	MARTINPUICH	15 758,76 €	1 294,70 €	14 693,65 €	2 954,26 €	<b>18 942,62 €</b>	20%
62562	MATRINGHEM	15 865,68 €	1 244,42 €	15 031,25 €	46,06 €	<b>16 321,74 €</b>	3%
62564	MAZINGHEM	16 215,03 €	3 073,35 €	12 681,65 €	128,11 €	<b>15 883,11 €</b>	-2%
62565	MENCAS	17 305,84 €	483,94 €	17 000,46 €	24,59 €	<b>17 508,99 €</b>	1%
62566	MENNEVILLE	19 803,72 €	4 550,32 €	12 189,59 €	172,20 €	<b>16 912,11 €</b>	-15%
62567	MENTQUE-NORTBECOURT	17 192,26 €	4 129,23 €	12 897,32 €	603,30 €	<b>17 629,85 €</b>	3%
62568	MERCATEL	18 113,10 €	4 085,23 €	14 383,74 €	524,41 €	<b>18 993,39 €</b>	5%
62569	MERCK-SAINT-LIEVIN	18 215,16 €	4 104,09 €	14 263,49 €	2 502,58 €	<b>20 870,16 €</b>	15%
62571	MERLIMONT	32 780,80 €	21 104,94 €	11 912,87 €	1 410,53 €	<b>34 428,34 €</b>	5%
62572	METZ-EN-COUTURE	18 229,96 €	4 280,07 €	14 204,45 €	472,41 €	<b>18 956,92 €</b>	4%
62573	MEURCHIN	39 132,51 €	24 165,72 €	16 192,27 €	618,06 €	<b>40 976,05 €</b>	5%
62574	MINGOVAL	16 992,48 €	1 451,83 €	15 955,75 €	639,80 €	<b>18 047,37 €</b>	6%
62576	MONCHEAUX-LES-FREVENT	13 442,21 €	729,06 €	13 144,96 €	179,88 €	<b>14 053,90 €</b>	5%
62577	MONCHEL-SUR-CANCHE	11 130,32 €	571,93 €	10 612,88 €	1 726,87 €	<b>12 911,69 €</b>	16%
62578	MONCHIET	13 942,58 €	615,93 €	13 224,42 €	0,00 €	<b>13 840,35 €</b>	-1%
62579	MONCHY-AU-BOIS	18 038,27 €	3 431,60 €	13 561,01 €	5 174,69 €	<b>22 167,30 €</b>	23%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62580	MONCHY-BRETON	16 356,88 €	2 803,10 €	13 360,81 €	3 157,26 €	<b>19 321,16 €</b>	18%
62581	MONCHY-CAYEUX	16 273,76 €	2 030,05 €	14 194,67 €	454,30 €	<b>16 679,02 €</b>	2%
62582	MONCHY-LE-PREUX	15 800,95 €	4 468,62 €	11 425,92 €	3 012,70 €	<b>18 907,24 €</b>	20%
62583	MONDICOURT	17 077,16 €	3 997,24 €	13 258,93 €	702,89 €	<b>17 959,06 €</b>	5%
62584	MONT-BERNANCHON	22 895,25 €	8 742,40 €	14 259,33 €	955,07 €	<b>23 956,80 €</b>	5%
62585	MONTCAVREL	16 837,29 €	2 595,69 €	13 909,87 €	348,06 €	<b>16 853,62 €</b>	0%
62586	MONTENESCOURT	15 424,42 €	2 853,38 €	12 768,87 €	539,56 €	<b>16 161,80 €</b>	5%
62588	MONTREUIL	33 572,33 €	14 593,71 €	18 844,50 €	772,79 €	<b>34 211,00 €</b>	2%
62589	MONT-SAINT-ELOI	19 765,19 €	6 693,50 €	13 591,43 €	580,59 €	<b>20 865,51 €</b>	6%
62590	MONTS-EN-TERNOIS	12 274,42 €	389,67 €	11 461,07 €	968,43 €	<b>12 819,17 €</b>	4%
62591	MORCHIES	12 952,91 €	1 231,85 €	12 138,48 €	317,81 €	<b>13 688,14 €</b>	6%
62592	MORINGHEM	15 198,93 €	3 387,60 €	11 949,62 €	33,69 €	<b>15 370,91 €</b>	1%
62593	MORVAL	13 216,52 €	634,78 €	12 835,92 €	1 156,87 €	<b>14 627,58 €</b>	11%
62594	MORY	17 068,24 €	2 067,76 €	14 770,38 €	250,97 €	<b>17 089,10 €</b>	0%
62595	MOULLE	20 830,00 €	6 919,76 €	14 043,53 €	213,41 €	<b>21 176,69 €</b>	2%
62596	MOURIEZ	11 558,76 €	1 615,24 €	9 872,92 €	92,67 €	<b>11 580,83 €</b>	0%
62597	MOYENNEVILLE	17 189,97 €	1 747,22 €	15 965,63 €	99,18 €	<b>17 812,03 €</b>	4%
62598	MUNCQ-NIEURLET	18 289,89 €	4 544,04 €	14 413,37 €	69,50 €	<b>19 026,91 €</b>	4%
62599	NABRINGHEN	12 688,33 €	1 250,71 €	11 678,40 €	98,82 €	<b>13 027,92 €</b>	3%
62600	NEDON	15 305,11 €	1 043,31 €	14 880,51 €	321,46 €	<b>16 245,28 €</b>	6%
62601	NEDONCHEL	17 117,38 €	1 571,24 €	16 230,31 €	1 618,18 €	<b>19 419,74 €</b>	13%
62602	NEMPONT-SAINT-FIRMIN	12 897,74 €	1 150,15 €	12 069,02 €	279,30 €	<b>13 498,47 €</b>	5%
62603	NESLES	22 722,03 €	6 077,57 €	16 387,73 €	456,93 €	<b>22 922,23 €</b>	1%
62605	NEULETTE	6 324,90 €	150,84 €	5 901,12 €	243,58 €	<b>6 295,54 €</b>	0%
62606	NEUVE-CHAPELLE	18 333,48 €	8 560,13 €	10 346,04 €	541,05 €	<b>19 447,22 €</b>	6%
62607	NEUVILLE-AU-CORNET	18 299,14 €	496,51 €	11 920,27 €	130,21 €	<b>12 546,99 €</b>	-31%
62608	NEUVILLE-BOURJONVAL	16 311,56 €	1 081,02 €	15 261,65 €	373,19 €	<b>16 715,86 €</b>	2%
62609	NEUVILLE-SAINT-VAAST	24 393,95 €	9 578,30 €	15 590,45 €	895,32 €	<b>26 064,07 €</b>	7%
62610	NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL	15 030,05 €	4 254,93 €	11 315,31 €	584,25 €	<b>16 154,49 €</b>	7%
62611	NEUVILLE-VITASSE	17 308,29 €	3 305,90 €	14 264,84 €	409,21 €	<b>17 979,95 €</b>	4%
62612	NEUVIREUIL	17 221,91 €	3 161,34 €	12 859,28 €	3 575,50 €	<b>19 596,12 €</b>	14%
62613	NIELLES-LES-BLEQUIN	18 688,45 €	5 423,93 €	13 400,10 €	601,41 €	<b>19 425,45 €</b>	4%
62614	NIELLES-LES-ARDRES	16 454,27 €	3 381,32 €	12 973,44 €	212,20 €	<b>16 566,95 €</b>	1%
62615	NIELLES-LES-CALAIS	19 968,24 €	1 772,36 €	12 047,69 €	382,79 €	<b>14 202,84 €</b>	-29%
62616	NOEUX-LES-AUXI	16 338,23 €	1 118,73 €	14 780,86 €	673,95 €	<b>16 573,54 €</b>	1%
62618	NORDAUSQUES	17 943,72 €	7 353,42 €	11 237,54 €	1 108,16 €	<b>19 699,12 €</b>	10%
62619	NOREUIL	15 073,35 €	955,32 €	14 110,25 €	58,89 €	<b>15 124,45 €</b>	0%
62620	NORRENT-FONTES	27 091,16 €	9 251,48 €	17 424,12 €	1 678,75 €	<b>28 354,34 €</b>	5%
62621	NORTKERQUE	24 038,17 €	10 407,92 €	14 037,73 €	820,72 €	<b>25 266,37 €</b>	5%
62622	NORT-LEULINGHEM	11 765,93 €	1 288,42 €	10 921,86 €	95,38 €	<b>12 305,66 €</b>	5%
62623	NOUVELLE- EGLISE	19 241,72 €	3 764,70 €	15 736,85 €	1 104,75 €	<b>20 606,30 €</b>	7%
62625	NOYELLES-LES-HUMIERES	11 256,81 €	339,39 €	10 973,77 €	276,24 €	<b>11 589,40 €</b>	3%
62626	NOYELLES-LES-VERMELLES	33 402,52 €	14 995,95 €	19 161,86 €	722,17 €	<b>34 879,98 €</b>	4%
62627	NOYELLES-SOUS-BELLONNE	17 795,46 €	5 291,95 €	13 032,95 €	597,58 €	<b>18 922,47 €</b>	6%
62629	NOYELLETTTE	16 142,12 €	1 118,73 €	14 945,22 €	1 059,85 €	<b>17 123,79 €</b>	6%
62630	NOYELLE-VION	18 264,87 €	1 816,36 €	15 557,93 €	558,90 €	<b>17 933,18 €</b>	-2%
62631	NUNCQ-HAUTCOTE	15 963,73 €	2 759,10 €	13 085,29 €	246,02 €	<b>16 090,41 €</b>	1%
62632	OBLINGHEM	14 444,98 €	2 004,91 €	12 715,84 €	59,08 €	<b>14 779,83 €</b>	2%
62633	OEUF-EN-TERNOIS	16 123,45 €	1 652,95 €	15 129,91 €	44,88 €	<b>16 827,75 €</b>	4%
62634	OFFEKERQUE	24 386,21 €	7 340,85 €	17 191,68 €	563,61 €	<b>25 096,14 €</b>	3%
62635	OFFIN	13 686,58 €	1 338,70 €	12 335,74 €	1 258,76 €	<b>14 933,20 €</b>	9%
62636	OFFRETHUN	16 039,27 €	1 778,65 €	14 345,38 €	570,11 €	<b>16 694,14 €</b>	4%
62638	OISY-LE-VERGER	20 332,69 €	8 013,34 €	12 834,96 €	1 453,93 €	<b>22 302,23 €</b>	10%
62639	OPPY	16 550,75 €	2 532,84 €	13 814,65 €	376,45 €	<b>16 723,94 €</b>	1%
62640	ORVILLE	19 110,97 €	2 595,69 €	16 761,51 €	3 004,57 €	<b>22 361,77 €</b>	17%
62641	OSTREVILLE	20 979,76 €	1 715,80 €	12 017,75 €	84,79 €	<b>13 818,33 €</b>	-34%
62642	OURTON	17 936,83 €	5 002,84 €	12 944,45 €	606,22 €	<b>18 553,50 €</b>	3%
62644	OUVE-WIRQUIN	16 264,23 €	3 287,04 €	13 401,57 €	554,09 €	<b>17 242,71 €</b>	6%
62646	PALLUEL	16 331,48 €	3 488,16 €	13 138,80 €	731,20 €	<b>17 358,16 €</b>	6%
62647	PARCQ	18 557,78 €	5 090,83 €	13 004,61 €	218,90 €	<b>18 314,34 €</b>	-1%
62648	PARENTY	15 357,56 €	3 469,31 €	11 889,18 €	1 118,68 €	<b>16 477,17 €</b>	7%
62649	PAS-EN-ARTOIS	19 987,43 €	5 109,68 €	15 535,29 €	1 354,76 €	<b>21 999,73 €</b>	10%
62650	PELVES	20 775,15 €	4 638,31 €	16 048,12 €	197,87 €	<b>20 884,30 €</b>	1%
62651	PENIN	15 410,61 €	2 997,93 €	13 040,63 €	3 560,67 €	<b>19 599,23 €</b>	27%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62652	PERNES	25 660,36 €	10 332,50 €	16 146,40 €	237,25 €	<b>26 716,14 €</b>	4%
62653	PERNES-LES-BOULOGNE	17 692,69 €	2 972,79 €	15 359,20 €	7 073,83 €	<b>25 405,82 €</b>	44%
62654	PEUPLINGUES	17 615,18 €	4 965,13 €	12 671,81 €	1 914,81 €	<b>19 551,75 €</b>	11%
62655	PIERREMONT	14 223,07 €	1 797,50 €	12 697,19 €	16,03 €	<b>14 510,71 €</b>	2%
62656	PIHEM	18 460,59 €	6 272,40 €	12 465,57 €	761,99 €	<b>19 499,97 €</b>	6%
62657	PIHEN-LES-GUINES	14 757,39 €	2 916,23 €	11 856,76 €	115,66 €	<b>14 888,65 €</b>	1%
62658	PITTEFAUX	16 150,65 €	848,47 €	15 148,61 €	440,02 €	<b>16 437,10 €</b>	2%
62659	PLANQUES	13 764,42 €	597,07 €	13 481,25 €	690,18 €	<b>14 768,50 €</b>	7%
62660	PLOUVAIN	16 627,51 €	2 928,80 €	12 914,46 €	1 447,64 €	<b>17 290,90 €</b>	4%
62661	BOUIN-PLUMOISON	12 492,56 €	3 067,07 €	9 523,08 €	800,94 €	<b>13 391,09 €</b>	7%
62662	POLINCOVE	22 860,84 €	5 254,24 €	16 981,24 €	395,08 €	<b>22 630,55 €</b>	-1%
62663	POMMERA	18 501,41 €	2 036,33 €	16 847,30 €	966,59 €	<b>19 850,21 €</b>	7%
62664	POMMIER	20 433,00 €	1 489,54 €	17 537,82 €	1 142,45 €	<b>20 169,81 €</b>	-1%
62665	PONCHEL	16 211,42 €	1 319,84 €	15 057,31 €	1 420,66 €	<b>17 797,82 €</b>	10%
62666	PONT-A-VENDIN	35 568,00 €	19 992,50 €	16 926,30 €	178,43 €	<b>37 097,23 €</b>	4%
62668	PREDEFIN	13 191,34 €	1 363,84 €	12 195,63 €	780,13 €	<b>14 339,60 €</b>	9%
62669	PRESSY	16 190,92 €	1 916,92 €	14 272,53 €	179,81 €	<b>16 369,25 €</b>	1%
62670	PREURES	17 251,50 €	3 833,83 €	12 428,63 €	204,79 €	<b>16 467,25 €</b>	-5%
62671	PRONVILLE	15 077,06 €	2 111,75 €	13 299,93 €	350,70 €	<b>15 762,38 €</b>	5%
62672	PUISIEUX	17 515,94 €	4 456,05 €	12 955,95 €	518,30 €	<b>17 930,30 €</b>	2%
62673	QUEANT	17 065,09 €	4 192,08 €	13 475,53 €	619,93 €	<b>18 287,54 €</b>	7%
62674	QUELMES	14 813,23 €	3 632,71 €	11 585,36 €	1 045,56 €	<b>16 263,63 €</b>	10%
62675	QUERCAMPS	14 008,93 €	1 627,81 €	12 001,07 €	458,49 €	<b>14 087,37 €</b>	1%
62676	QUERNES	17 504,83 €	3 098,49 €	12 608,56 €	1 000,02 €	<b>16 707,07 €</b>	-5%
62677	QUESNOY-EN-ARTOIS	14 304,04 €	2 268,88 €	12 603,53 €	77,67 €	<b>14 950,07 €</b>	5%
62678	QUESQUES	17 982,24 €	3 997,24 €	13 672,21 €	784,31 €	<b>18 453,77 €</b>	3%
62679	QUESTRECQUES	14 248,29 €	2 061,47 €	12 493,42 €	33,49 €	<b>14 588,37 €</b>	2%
62680	QUIERY-LA-MOTTE	19 483,65 €	4 688,59 €	15 017,27 €	939,32 €	<b>20 645,18 €</b>	6%
62681	QUIESTEDE	20 939,51 €	4 034,95 €	17 206,26 €	861,70 €	<b>22 102,92 €</b>	6%
62682	QUILEN	14 456,36 €	364,53 €	13 027,76 €	641,19 €	<b>14 033,48 €</b>	-3%
62683	QUOEUX-HAUT-MAINIL	15 567,20 €	1 571,24 €	13 371,56 €	23,66 €	<b>14 966,46 €</b>	-4%
62684	RACQUINGHEM	31 510,19 €	14 625,13 €	18 050,79 €	236,31 €	<b>32 912,23 €</b>	4%
62685	RADINGHEM	16 781,54 €	2 627,12 €	12 477,52 €	369,22 €	<b>15 473,86 €</b>	-8%
62686	RAMECOURT	15 215,71 €	2 281,45 €	13 451,67 €	1 181,56 €	<b>16 914,68 €</b>	11%
62688	RANG-DU-FLIERS	41 780,67 €	27 176,22 €	15 797,33 €	377,96 €	<b>43 351,51 €</b>	4%
62689	RANSART	14 746,29 €	2 689,97 €	12 452,61 €	250,53 €	<b>15 393,11 €</b>	4%
62690	RAYE-SUR-AUTHIE	13 690,99 €	1 508,39 €	12 479,75 €	112,50 €	<b>14 100,65 €</b>	3%
62691	SAINT AUGUSTIN	19 413,54 €	5 159,96 €	13 805,43 €	1 729,50 €	<b>20 694,89 €</b>	7%
62692	REBERGUES	12 816,02 €	2 294,02 €	10 877,95 €	767,45 €	<b>13 939,42 €</b>	9%
62693	REBREUVE-RANCHICOURT	21 928,40 €	7 045,45 €	14 893,34 €	1 434,01 €	<b>23 372,81 €</b>	7%
62694	REBREUVE-SUR-CANCHE	13 614,48 €	1 326,13 €	12 269,80 €	156,12 €	<b>13 752,06 €</b>	1%
62695	REBREUVIETTE	15 888,71 €	1 753,51 €	14 450,45 €	123,09 €	<b>16 327,04 €</b>	3%
62696	RECLINGHEM	18 791,68 €	1 533,53 €	13 657,23 €	2 273,00 €	<b>17 463,77 €</b>	-7%
62697	RECOURT	14 318,46 €	1 476,97 €	13 399,22 €	296,35 €	<b>15 172,53 €</b>	6%
62698	RECQUES-SUR-COURSE	15 200,55 €	1 860,35 €	13 907,01 €	141,02 €	<b>15 908,38 €</b>	5%
62699	RECQUES-SUR-HEM	19 078,59 €	3 934,39 €	14 287,61 €	444,54 €	<b>18 666,54 €</b>	-2%
62700	REGNAUVILLE	13 586,34 €	1 357,55 €	11 711,53 €	1 185,86 €	<b>14 254,94 €</b>	5%
62701	RELY	15 050,54 €	2 947,65 €	12 556,77 €	4 222,44 €	<b>19 726,87 €</b>	31%
62702	REMILLY-WIRQUIN	14 202,07 €	2 155,75 €	12 095,46 €	460,81 €	<b>14 712,01 €</b>	4%
62703	REMY	15 496,83 €	2 130,61 €	13 123,72 €	348,37 €	<b>15 602,69 €</b>	1%
62704	RENTY	16 905,19 €	4 122,94 €	11 983,92 €	491,55 €	<b>16 598,41 €</b>	-2%
62705	RETY	23 394,20 €	13 179,59 €	10 977,31 €	399,75 €	<b>24 556,66 €</b>	5%
62706	RICHEBOURG	27 335,97 €	16 535,76 €	10 999,34 €	111,45 €	<b>27 646,55 €</b>	1%
62708	RIENCOURT-LES-BAPAUME	10 625,55 €	245,11 €	10 642,59 €	0,00 €	<b>10 887,70 €</b>	2%
62709	RIENCOURT-LES-CAGNICOURT	17 094,48 €	1 709,51 €	11 450,68 €	566,86 €	<b>13 727,05 €</b>	-20%
62710	RIMBOVAL	17 475,46 €	917,61 €	15 033,31 €	140,68 €	<b>16 091,60 €</b>	-8%
62711	RINXENT	32 166,96 €	18 534,39 €	14 433,75 €	476,86 €	<b>33 445,00 €</b>	4%
62712	RIVIERE	20 178,62 €	7 303,14 €	13 231,90 €	239,06 €	<b>20 774,09 €</b>	3%
62713	ROBECQ	21 322,43 €	8 622,98 €	12 158,74 €	1 060,69 €	<b>21 842,41 €</b>	2%
62714	ROCLINCOURT	18 679,55 €	4 983,98 €	14 243,29 €	571,61 €	<b>19 798,89 €</b>	6%
62715	ROCQUIGNY	16 366,54 €	1 784,93 €	14 998,69 €	665,08 €	<b>17 448,70 €</b>	7%
62716	RODELINGHEM	18 717,23 €	3 538,44 €	15 115,83 €	622,50 €	<b>19 276,77 €</b>	3%
62717	ROELLECOURT	16 341,28 €	3 588,72 €	12 538,72 €	1 768,03 €	<b>17 895,47 €</b>	10%
62718	ROEUX	27 380,49 €	9 433,74 €	18 931,38 €	800,91 €	<b>29 166,03 €</b>	7%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62719	ROLLANCOURT	11 325,01 €	2 306,59 €	9 293,62 €	1 025,98 €	<b>12 626,18 €</b>	11%
62720	ROMBLY	12 059,28 €	364,53 €	11 542,85 €	1 229,69 €	<b>13 137,07 €</b>	9%
62721	ROQUETOIRE	27 181,79 €	12 249,41 €	15 709,09 €	142,16 €	<b>28 100,66 €</b>	3%
62722	ROUGEFAY	13 619,32 €	559,36 €	12 377,39 €	42,19 €	<b>12 978,95 €</b>	-5%
62723	ROUSSENT	13 261,00 €	1 558,67 €	11 162,05 €	24,93 €	<b>12 745,64 €</b>	-4%
62725	ROYON	14 189,60 €	835,90 €	12 028,33 €	0,00 €	<b>12 864,23 €</b>	-9%
62726	RUISSEAUVILLE	17 375,51 €	1 194,14 €	12 910,43 €	29,12 €	<b>14 133,69 €</b>	-19%
62727	RUITZ	18 344,37 €	10 213,08 €	8 317,90 €	727,34 €	<b>19 258,32 €</b>	5%
62728	RUMAUCOURT	16 213,08 €	4 342,92 €	12 381,71 €	160,59 €	<b>16 885,21 €</b>	4%
62729	RUMILLY	13 014,64 €	1 577,53 €	11 867,10 €	1 398,23 €	<b>14 842,85 €</b>	14%
62730	RUMINGHEM	26 056,35 €	10 489,62 €	15 744,26 €	612,56 €	<b>26 846,43 €</b>	3%
62731	RUYAULCOURT	15 272,78 €	2 011,19 €	12 844,70 €	131,22 €	<b>14 987,11 €</b>	-2%
62732	SACHIN	19 300,76 €	2 118,04 €	13 974,19 €	1 296,05 €	<b>17 388,27 €</b>	-10%
62733	SAILLY-AU-BOIS	17 196,60 €	1 916,92 €	15 378,71 €	3 816,19 €	<b>21 111,81 €</b>	23%
62734	SAILLY-EN-OSTREVENT	18 920,88 €	4 575,46 €	13 576,68 €	894,80 €	<b>19 046,94 €</b>	1%
62735	SAILLY-LABOURSE	31 515,02 €	13 707,53 €	18 819,53 €	87,60 €	<b>32 614,66 €</b>	3%
62736	SAILLY-SUR-LA-LYS	41 280,00 €	25 648,97 €	16 628,86 €	673,98 €	<b>42 951,81 €</b>	4%
62738	SAINS-LES-FRESSIN	16 668,94 €	1 081,02 €	16 162,44 €	95,64 €	<b>17 339,10 €</b>	4%
62739	SAINS-LES-MARQUION	14 604,75 €	2 067,76 €	13 056,30 €	31,86 €	<b>15 155,92 €</b>	4%
62740	SAINS-LES-PERNES	16 757,53 €	1 784,93 €	12 293,28 €	353,23 €	<b>14 431,45 €</b>	-14%
62741	SAINT-AMAND	14 479,01 €	829,62 €	14 203,09 €	98,50 €	<b>15 131,20 €</b>	5%
62742	SAINT-AUBIN	11 492,93 €	1 740,94 €	9 251,25 €	110,53 €	<b>11 102,72 €</b>	-3%
62743	SAINTE-AUSTREBERTHE	10 378,17 €	2 671,11 €	8 032,49 €	108,16 €	<b>10 811,76 €</b>	4%
62744	SAINTE-CATHERINE	38 570,42 €	22 361,93 €	17 369,89 €	1 681,28 €	<b>41 413,10 €</b>	7%
62745	SAINT-DENOEUUX	14 853,73 €	1 011,88 €	13 121,51 €	0,00 €	<b>14 133,39 €</b>	-5%
62747	SAINT-FLORIS	17 035,22 €	3 538,44 €	13 848,35 €	2 135,92 €	<b>19 522,71 €</b>	15%
62748	SAINT-FOLQUIN	29 726,99 €	13 826,94 €	16 273,25 €	2 478,52 €	<b>32 578,71 €</b>	10%
62749	SAINT-GEORGES	13 095,94 €	2 074,04 €	11 519,74 €	25,62 €	<b>13 619,40 €</b>	4%
62750	SAINT-HILAIRE-COTTES	17 171,74 €	5 159,96 €	12 264,30 €	715,62 €	<b>18 139,88 €</b>	6%
62751	SAINT-INGLEVERT	17 926,48 €	4 751,44 €	11 973,14 €	1 816,32 €	<b>18 540,90 €</b>	3%
62752	SAINT-JOSSE	19 633,92 €	7 422,55 €	11 427,68 €	77,81 €	<b>18 928,04 €</b>	-4%
62754	SAINT-LEGER	17 790,35 €	2 803,10 €	14 218,70 €	901,06 €	<b>17 922,86 €</b>	1%
62755	SAINT-LEONARD	39 744,12 €	22 946,44 €	17 724,27 €	638,42 €	<b>41 309,13 €</b>	4%
62756	SAINTE-MARIE-KERQUE	25 239,35 €	10 194,23 €	15 627,53 €	120,67 €	<b>25 942,43 €</b>	3%
62759	SAINT-MARTIN-CHOQUEL	16 782,28 €	2 997,93 €	12 450,03 €	486,66 €	<b>15 934,63 €</b>	-5%
62760	SAINT-MARTIN-D'HARDINGHEM	14 569,77 €	1 816,36 €	13 191,17 €	75,47 €	<b>15 082,99 €</b>	4%
62761	SAINT-MARTIN-SUR-COJEUL	14 508,30 €	1 351,27 €	13 677,42 €	785,78 €	<b>15 814,46 €</b>	9%
62762	SAINT-MICHEL-SOUS-BOIS	13 280,41 €	779,34 €	13 045,16 €	32,60 €	<b>13 857,09 €</b>	4%
62763	SAINT-MICHEL-SUR-TERNOISE	17 923,78 €	5 807,31 €	12 372,23 €	177,46 €	<b>18 357,00 €</b>	2%
62766	SAINT-OMER-CAPELLE	23 340,96 €	6 926,04 €	16 345,96 €	362,49 €	<b>23 634,49 €</b>	1%
62768	SAINT-REMY-AU-BOIS	12 915,64 €	678,78 €	12 250,07 €	244,62 €	<b>13 173,47 €</b>	2%
62769	SAINT-TRICAT	16 482,66 €	4 581,75 €	11 896,25 €	1 745,65 €	<b>18 223,64 €</b>	11%
62770	SAINT-VENANT	37 017,10 €	19 250,87 €	17 424,27 €	772,05 €	<b>37 447,18 €</b>	1%
62772	SALPERWICK	14 912,06 €	3 356,18 €	12 075,54 €	950,65 €	<b>16 382,36 €</b>	10%
62773	SAMER	41 845,14 €	26 378,03 €	16 629,99 €	452,43 €	<b>43 460,44 €</b>	4%
62774	SANGATTE	46 706,93 €	30 852,93 €	17 279,02 €	385,62 €	<b>48 517,57 €</b>	4%
62775	SANGHEN	16 296,41 €	1 910,63 €	14 636,99 €	101,36 €	<b>16 648,98 €</b>	2%
62776	SAPIGNIES	15 262,57 €	1 187,86 €	13 441,22 €	0,00 €	<b>14 629,08 €</b>	-4%
62777	SARS	13 300,76 €	1 099,87 €	12 562,54 €	0,00 €	<b>13 662,41 €</b>	3%
62778	SARS-LE-BOIS	11 616,91 €	496,51 €	11 577,54 €	313,44 €	<b>12 387,49 €</b>	7%
62779	SARTON	14 570,04 €	1 162,72 €	13 794,59 €	648,50 €	<b>15 605,81 €</b>	7%
62780	SAUCHY-CAUCHY	13 910,97 €	2 338,01 €	11 665,90 €	507,19 €	<b>14 511,10 €</b>	4%
62781	SAUCHY-LESTREE	14 697,87 €	2 872,23 €	12 336,17 €	1 902,46 €	<b>17 110,86 €</b>	16%
62782	SAUDEMONT	16 311,10 €	2 922,51 €	13 391,14 €	2 880,44 €	<b>19 194,09 €</b>	18%
62783	SAULCHOY	16 043,51 €	1 935,77 €	14 400,52 €	627,56 €	<b>16 963,85 €</b>	6%
62784	SAULTY	18 019,56 €	4 895,99 €	13 658,88 €	366,04 €	<b>18 920,91 €</b>	5%
62785	SAVY-BERLETTE	22 354,76 €	7 139,73 €	15 835,69 €	2 149,87 €	<b>25 125,30 €</b>	12%
62786	SELLES	13 089,95 €	2 086,61 €	11 170,92 €	194,08 €	<b>13 451,61 €</b>	3%
62787	SEMPY	19 875,38 €	2 036,33 €	14 140,73 €	354,63 €	<b>16 531,69 €</b>	-17%
62788	SENINGHEM	16 727,09 €	4 569,18 €	12 635,46 €	587,24 €	<b>17 791,87 €</b>	6%
62789	SENLECQUES	16 287,32 €	1 690,66 €	14 006,90 €	722,06 €	<b>16 419,62 €</b>	1%
62790	SENLIS	17 789,55 €	1 062,16 €	15 414,86 €	1 244,40 €	<b>17 721,42 €</b>	0%
62791	SERICOURT	11 823,91 €	345,67 €	10 204,11 €	1 016,15 €	<b>11 565,93 €</b>	-2%
62792	SERQUES	19 982,72 €	7 271,71 €	13 477,04 €	755,33 €	<b>21 504,08 €</b>	8%

Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62793	SERVINS	23 062,80 €	6 963,75 €	16 520,44 €	354,72 €	<b>23 838,90 €</b>	3%
62794	SETQUES	17 767,47 €	3 928,11 €	13 444,99 €	1 734,11 €	<b>19 107,21 €</b>	8%
62795	SIBIVILLE	16 738,22 €	703,92 €	13 296,60 €	1 868,62 €	<b>15 869,13 €</b>	-5%
62796	SIMENCOURT	18 492,11 €	3 544,72 €	15 402,90 €	1 125,99 €	<b>20 073,61 €</b>	9%
62797	SIRACOURT	18 303,32 €	1 684,37 €	13 935,17 €	3 610,32 €	<b>19 229,86 €</b>	5%
62798	SOMBRIN	16 250,85 €	1 564,96 €	14 696,29 €	135,19 €	<b>16 396,44 €</b>	1%
62799	SORRUS	15 448,66 €	4 852,00 €	10 838,58 €	205,03 €	<b>15 895,61 €</b>	3%
62800	SOUASTRE	15 572,56 €	2 338,01 €	13 611,42 €	590,21 €	<b>16 539,64 €</b>	6%
62801	SOUCHEZ	33 788,07 €	16 284,36 €	18 002,16 €	1 155,75 €	<b>35 442,28 €</b>	5%
62802	SOUICH	13 072,91 €	1 037,02 €	12 064,92 €	134,92 €	<b>13 236,87 €</b>	1%
62803	SURQUES	15 616,18 €	4 028,67 €	11 594,65 €	243,78 €	<b>15 867,10 €</b>	2%
62804	SUS-SAINT-LEGER	16 773,08 €	2 300,30 €	14 595,73 €	1 212,13 €	<b>18 108,17 €</b>	8%
62805	TANGRY	24 733,20 €	1 470,68 €	14 967,16 €	2 315,07 €	<b>18 752,91 €</b>	-24%
62806	TARDINGHEN	12 954,69 €	936,46 €	11 504,44 €	3 108,86 €	<b>15 549,76 €</b>	20%
62808	TENEUR	15 505,27 €	1 753,51 €	14 118,24 €	167,04 €	<b>16 038,78 €</b>	3%
62809	TERNAS	16 708,40 €	810,76 €	16 523,72 €	2 077,70 €	<b>19 412,18 €</b>	16%
62810	THELUS	22 957,21 €	7 843,65 €	15 284,68 €	278,68 €	<b>23 407,01 €</b>	2%
62811	THEROUANNE	24 953,52 €	7 296,85 €	17 452,58 €	264,84 €	<b>25 014,27 €</b>	0%
62812	THIEMBRONNE	19 127,56 €	5 354,80 €	14 002,50 €	1 001,23 €	<b>20 358,53 €</b>	6%
62813	THIEULOYE	17 096,77 €	3 041,93 €	14 438,96 €	562,37 €	<b>18 043,25 €</b>	6%
62814	THIEVRES	15 282,69 €	842,19 €	14 393,07 €	354,70 €	<b>15 589,96 €</b>	2%
62815	TIGNY-NOYELLE	10 457,81 €	1 087,30 €	9 775,53 €	470,63 €	<b>11 333,46 €</b>	8%
62816	TILLOY-LES-HERMAVILLE	15 908,47 €	1 439,26 €	14 672,01 €	4 622,14 €	<b>20 733,41 €</b>	30%
62817	TILLOY-LES-MOFFLAINES	26 054,45 €	9 798,27 €	16 509,30 €	2 653,68 €	<b>28 961,25 €</b>	11%
62818	TILLY-CAPELLE	15 574,62 €	1 030,74 €	13 513,92 €	463,37 €	<b>15 008,03 €</b>	-4%
62819	TILQUES	19 973,75 €	7 164,87 €	13 254,17 €	213,64 €	<b>20 632,68 €</b>	3%
62820	TINCQUES	18 191,20 €	5 436,50 €	13 307,67 €	1 418,32 €	<b>20 162,49 €</b>	11%
62821	TINGRY	11 064,63 €	1 822,64 €	9 094,82 €	16,70 €	<b>10 934,16 €</b>	-1%
62822	TOLLENT	15 907,27 €	597,07 €	14 375,96 €	609,01 €	<b>15 582,04 €</b>	-2%
62823	TORCY	15 915,80 €	1 018,17 €	15 545,90 €	0,00 €	<b>16 564,07 €</b>	4%
62824	TORTEFONTAINE	11 426,80 €	1 596,38 €	10 269,30 €	264,24 €	<b>12 129,93 €</b>	6%
62825	TORTEQUESNE	18 813,52 €	4 933,70 €	14 205,03 €	3 031,49 €	<b>22 170,21 €</b>	18%
62827	TOURNEHEM-SUR-LA-HEM	20 396,48 €	9 194,92 €	11 963,75 €	111,35 €	<b>21 270,02 €</b>	4%
62828	TRAMECOURT	11 428,54 €	377,10 €	10 587,78 €	2 081,93 €	<b>13 046,80 €</b>	14%
62829	TRANSLOY	16 266,83 €	2 583,12 €	12 644,24 €	3 132,46 €	<b>18 359,82 €</b>	13%
62830	TRESCAULT	19 631,19 €	1 238,14 €	15 752,85 €	62,42 €	<b>17 053,41 €</b>	-13%
62831	TROISVAUX	13 323,68 €	1 841,50 €	11 643,68 €	9 515,51 €	<b>23 000,69 €</b>	73%
62832	TUBERSENT	16 515,84 €	3 117,35 €	12 409,24 €	279,84 €	<b>15 806,43 €</b>	-4%
62833	VACQUERIE-LE-BOUCQ	13 700,87 €	590,79 €	13 381,19 €	1 734,24 €	<b>15 706,22 €</b>	15%
62834	VACQUERLETTE-ERQUIERES	13 137,93 €	1 640,38 €	12 034,38 €	136,74 €	<b>13 811,50 €</b>	5%
62835	VALHUON	17 169,61 €	3 689,28 €	13 215,88 €	2 227,27 €	<b>19 132,43 €</b>	11%
62836	VAUDRICOURT	17 996,43 €	5 832,45 €	12 695,99 €	423,84 €	<b>18 952,29 €</b>	5%
62837	VAUDRINGHEM	14 923,31 €	3 293,33 €	11 666,56 €	768,23 €	<b>15 728,11 €</b>	5%
62838	VAULX	12 724,42 €	584,50 €	11 951,97 €	125,58 €	<b>12 662,05 €</b>	0%
62839	VAULX-VRAUCOURT	19 252,45 €	6 605,51 €	13 067,63 €	51,65 €	<b>19 724,79 €</b>	2%
62840	VELU	13 299,95 €	854,76 €	12 715,82 €	745,00 €	<b>14 315,57 €</b>	8%
62841	VENDIN-LES-BETHUNE	29 752,30 €	15 423,32 €	15 324,39 €	394,76 €	<b>31 142,47 €</b>	5%
62843	VERCHIN	14 900,17 €	1 539,82 €	13 883,39 €	1 321,17 €	<b>16 744,38 €</b>	12%
62844	VERCHOCQ	16 829,76 €	4 192,08 €	13 181,08 €	1 440,08 €	<b>18 813,24 €</b>	12%
62845	VERLINCTHUN	13 825,44 €	2 683,68 €	11 704,70 €	16,80 €	<b>14 405,18 €</b>	4%
62846	VERMELLES	41 971,82 €	29 061,71 €	13 891,19 €	1 101,67 €	<b>44 054,58 €</b>	5%
62847	VERQUIGNEUL	32 331,80 €	12 243,13 €	21 294,00 €	921,98 €	<b>34 459,11 €</b>	7%
62848	VERQUIN	36 407,10 €	21 953,41 €	15 851,02 €	638,79 €	<b>38 443,23 €</b>	6%
62849	VERTON	29 354,32 €	15 039,94 €	14 761,43 €	642,22 €	<b>30 443,58 €</b>	4%
62850	VIEIL-HESDIN	13 320,82 €	2 426,00 €	11 431,16 €	685,59 €	<b>14 542,75 €</b>	9%
62851	VIEILLE-CHAPELLE	20 175,26 €	5 153,68 €	14 908,13 €	3 848,84 €	<b>23 910,65 €</b>	19%
62852	VIEILLE-EGLISE	23 261,54 €	8 861,81 €	14 167,43 €	527,37 €	<b>23 556,61 €</b>	1%
62853	VIEIL-MOUTIER	14 258,88 €	2 495,13 €	7 049,80 €	6 279,08 €	<b>15 824,01 €</b>	11%
62854	VILLERS-AU-BOIS	19 491,95 €	3 588,72 €	15 715,34 €	341,66 €	<b>19 645,72 €</b>	1%
62855	VILLERS-AU-FLOS	15 239,55 €	1 527,25 €	13 954,70 €	5 526,76 €	<b>21 008,71 €</b>	38%
62856	VILLERS-BRULIN	19 442,16 €	2 042,62 €	16 774,49 €	1 517,25 €	<b>20 334,36 €</b>	5%
62857	VILLERS-CHATEL	19 812,54 €	942,75 €	13 090,25 €	324,07 €	<b>14 357,07 €</b>	-28%
62858	VILLERS-LES-CAGNICOURT	13 985,65 €	1 634,09 €	12 829,41 €	1 668,35 €	<b>16 131,85 €</b>	15%
62859	VILLERS-L'HOPITAL	14 490,92 €	1 652,95 €	12 288,97 €	438,11 €	<b>14 380,02 €</b>	-1%



Code INSEE	Nom commune	Attribution versée en 2018	Attribution population	Attribution effort fiscal	Attribution équipt brut	Attribution en 2019	Variation
62860	VILLERS-SIR-SIMON	23 601,10 €	773,05 €	13 280,38 €	5 952,64 €	<b>20 006,08 €</b>	-15%
62861	VIMY	42 013,29 €	27 100,80 €	16 498,78 €	386,47 €	<b>43 986,05 €</b>	5%
62862	VINCLY	16 431,94 €	961,60 €	15 191,19 €	1 720,82 €	<b>17 873,61 €</b>	9%
62863	VIOLAINES	33 036,40 €	23 103,56 €	10 909,42 €	1 374,31 €	<b>35 387,29 €</b>	7%
62864	VIS-EN-ARTOIS	19 010,79 €	4 154,37 €	15 107,60 €	1 264,39 €	<b>20 526,36 €</b>	8%
62865	VITRY-EN-ARTOIS	46 520,86 €	29 357,11 €	18 487,13 €	330,11 €	<b>48 174,34 €</b>	4%
62866	WABEN	13 344,85 €	2 740,25 €	11 140,17 €	33,61 €	<b>13 914,03 €</b>	4%
62867	WACQUINGHEN	13 096,80 €	1 634,09 €	11 920,12 €	435,88 €	<b>13 990,09 €</b>	7%
62868	WAIL	13 606,46 €	1 709,51 €	11 954,78 €	4 075,55 €	<b>17 739,85 €</b>	30%
62869	WAILLY	21 675,25 €	6 995,17 €	14 524,15 €	1 222,76 €	<b>22 742,09 €</b>	5%
62870	WAILLY-BEAUCAMP	20 333,54 €	6 530,09 €	12 776,66 €	204,69 €	<b>19 511,44 €</b>	-4%
62871	WAMBERCOURT	13 454,38 €	1 621,52 €	10 515,26 €	466,65 €	<b>12 603,43 €</b>	-6%
62872	WAMIN	10 782,69 €	1 564,96 €	9 621,58 €	0,00 €	<b>11 186,54 €</b>	4%
62873	WANCOURT	15 222,07 €	4 418,34 €	10 711,05 €	700,55 €	<b>15 829,94 €</b>	4%
62874	WANQUETIN	17 135,02 €	4 575,46 €	13 035,72 €	105,02 €	<b>17 716,20 €</b>	3%
62875	WARDRECQUES	20 993,47 €	8 396,72 €	8 837,48 €	1 658,17 €	<b>18 892,38 €</b>	-10%
62876	WARLENCOURT-EAUCOURT	14 774,92 €	974,17 €	13 943,62 €	1 930,78 €	<b>16 848,57 €</b>	14%
62877	WARLINCOURT-LES-PAS	15 125,83 €	1 256,99 €	12 872,36 €	1 726,66 €	<b>15 856,01 €</b>	5%
62878	WARLUS	17 354,63 €	2 375,72 €	15 282,19 €	59,35 €	<b>17 717,26 €</b>	2%
62879	WARLUZEL	18 505,37 €	1 476,97 €	16 632,96 €	267,08 €	<b>18 377,00 €</b>	-1%
62880	WAST	16 014,57 €	1 357,55 €	15 312,44 €	52,32 €	<b>16 722,32 €</b>	4%
62881	BEAUVOIR-WAVANS	15 275,56 €	2 507,70 €	13 018,01 €	3 791,20 €	<b>19 316,92 €</b>	26%
62882	WAVRANS-SUR-L'AA	21 897,93 €	8 283,59 €	14 070,65 €	743,82 €	<b>23 098,07 €</b>	5%
62883	WAVRANS-SUR-TERNOISE	12 647,79 €	1 313,56 €	11 528,47 €	930,15 €	<b>13 772,19 €</b>	9%
62885	WESTREHEM	15 134,74 €	1 388,98 €	14 081,06 €	54,19 €	<b>15 524,23 €</b>	3%
62886	WICQUINGHEM	12 801,00 €	1 552,39 €	11 218,43 €	778,68 €	<b>13 549,51 €</b>	6%
62887	WIDHEM	11 833,44 €	1 539,82 €	10 752,72 €	99,82 €	<b>12 392,36 €</b>	5%
62888	WIERRE-AU-BOIS	13 895,28 €	1 432,97 €	12 174,08 €	0,00 €	<b>13 607,05 €</b>	-2%
62889	WIERRE-EFFROY	18 642,76 €	4 933,70 €	13 110,23 €	1 513,72 €	<b>19 557,65 €</b>	5%
62890	WILLEMANN	15 024,51 €	1 131,30 €	12 433,71 €	117,00 €	<b>13 682,01 €</b>	-9%
62891	WILLENCOURT	12 518,17 €	886,18 €	11 689,38 €	784,08 €	<b>13 359,64 €</b>	7%
62892	WILLERVAL	19 967,08 €	4 280,07 €	16 382,40 €	53,69 €	<b>20 716,16 €</b>	4%
62894	WIMILLE	45 334,04 €	26 660,86 €	19 807,21 €	3 404,63 €	<b>49 872,69 €</b>	10%
62896	WIRWIGNES	16 750,76 €	4 757,72 €	12 417,10 €	2 640,83 €	<b>19 815,65 €</b>	18%
62897	WISMES	17 298,59 €	3 161,34 €	12 825,32 €	1 606,61 €	<b>17 593,27 €</b>	2%
62898	WISQUES	13 897,51 €	1 489,54 €	10 905,93 €	790,89 €	<b>13 186,35 €</b>	-5%
62899	WISSANT	27 629,70 €	6 416,96 €	15 084,23 €	2 768,19 €	<b>24 269,38 €</b>	-12%
62900	WITTERNESSE	16 630,20 €	3 726,99 €	12 334,18 €	234,86 €	<b>16 296,03 €</b>	-2%
62901	WITTES	20 741,62 €	5 449,07 €	15 606,09 €	1 324,13 €	<b>22 379,29 €</b>	8%
62902	WIZERNES	36 588,99 €	21 268,35 €	16 575,82 €	725,51 €	<b>38 569,67 €</b>	5%
62903	ZOTEUX	14 287,27 €	3 764,70 €	10 592,30 €	667,31 €	<b>15 024,31 €</b>	5%
62904	ZOUAFQUES	14 820,90 €	4 072,66 €	10 940,10 €	763,84 €	<b>15 776,60 €</b>	6%
62905	ZUDAUSQUES	19 847,42 €	5 719,33 €	13 984,04 €	1 679,38 €	<b>21 382,74 €</b>	8%
62906	ZUTKERQUE	24 832,46 €	10 967,28 €	14 615,03 €	670,77 €	<b>26 253,08 €</b>	6%
62908	CAPELLE-LES-BOULOGNE	26 699,66 €	10 081,10 €	17 568,27 €	697,18 €	<b>28 346,54 €</b>	6%
62909	YTRES	20 382,99 €	2 740,25 €	15 798,02 €	269,06 €	<b>18 807,34 €</b>	-8%
						<b>15 784 458,11 €</b>	

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Développement des Ressources  
Direction des Finances  
Service de la Préparation Budgétaire et de la Gestion de la Dette

**RAPPORT N°48**

Territoire(s): Tous les territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **RÉPARTITION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION**

##### **RAPPEL DES DISPOSITIONS EN VIGUEUR :**

Selon l'article 1595 bis du code général des impôts, le fonds de péréquation départemental de la taxe additionnelle aux droits de mutation est alimenté, dans toutes les communes dont la population n'excède pas 5 000 habitants autres que les communes classées comme stations de tourisme, par une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux :

- d'immeubles et de droits immobiliers situés sur leur territoire ;
- de meubles corporels vendus publiquement dans le département ;
- d'offices ministériels ayant leur siège dans le département ;
- de fonds de commerce ou de clientèle établis sur leur territoire ;
- de droit à bail ou de bénéfice d'une promesse de bail.

Cette taxe, dont la perception est confiée au service des impôts, est fixée à 1,20 % pour les mutations d'immeubles, à 0,40 % pour les meubles cédés en vente publique et de 0,40 % à 1 % pour les offices ministériels, fonds de commerces et droits à bail.

Les ressources provenant du fonds de péréquation sont réparties entre les communes dont la population n'excède pas 5 000 habitants suivant un barème établi par le Conseil départemental. Le système de répartition adopté doit tenir compte de l'importance de la population, du montant des dépenses d'équipement brut et de l'effort fiscal fourni par la collectivité bénéficiaire.

Ces critères s'analysent comme une prime aux collectivités qui font des efforts d'équipement se traduisant par une fiscalité accrue. Cependant aucun niveau de pondération n'est précisé.

##### **RAPPEL DES CRITERES RETENUS POUR LES PRECEDENTES REPARTITIONS**

Lors de sa réunion du 26 novembre 2007, le Conseil Général a retenu la pondération suivante :

- au prorata de la population : 25 %
- en fonction de l'effort fiscal : 70 %
- en fonction des dépenses d'équipement brut par habitant : 5 %

REPARTITION A EFFECTUER AU TITRE DU FONDS 2019 :

Le montant du fonds 2019 à répartir s'élève à 15 784 458,11 €, en hausse de 3,79 % par rapport à 2018.

Je vous propose de reconduire la stricte application des critères retenus par la délibération du 26 novembre 2007.

Les informations fiscales utilisées sont issues des fiches DGF 2018 des communes transmises par les services de la Préfecture.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, de valider la répartition des ressources du fonds de péréquation départemental de la taxe additionnelle aux droits de mutation de l'année 2019 sur la base des critères repris au présent rapport et conformément au tableau annexé.

La 6ème Commission - Finances et Service Public Départemental a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Claude ALLAN.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**MISE EN ŒUVRE DE CONTRATS TERRITORIAUX DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

(N°2019-426)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-10 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2018-514 du Conseil départemental en date du 12/11/2018 « Contractualiser pour mieux appréhender et partager les enjeux de Développement et d'aménagement » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 5<sup>ème</sup> commission « Solidarité territoriale et partenariats » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer une subvention de 564 800 € à la commune de HARNES pour la construction d'une bibliothèque, dans le cadre de la mise en œuvre des contrats territoriaux de développement durable et conformément à la fiche opération jointe en annexe 1 à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer une subvention de 12 181 € à la commune de GRENAY pour l'installation d'une Micro-Folie au sein de la médiathèque-estaminet, dans le cadre de la mise en œuvre des contrats territoriaux de développement durable et conformément à la fiche opération jointe en annexe 2 à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la commune de HARNES et la commune de GRENAY, les conventions qui fixent les modalités de versement de ces subventions, dans les termes du projet type joint à la présente délibération.

**Article 4 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C05-011F02	2041421//910202	Fonds d'innovation territorial	13 466 964,00	576 981,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## ***Construction d'une bibliothèque sur la commune de Harnes***

### **Adéquation du projet avec un champ d'action publique partagé du contrat :**

Avec le concours de ses partenaires territoriaux, le Département ambitionne d'œuvrer concrètement à l'égalité d'accès des habitants aux services et au développement de l'attractivité territoriale. Il souhaite poursuivre le développement de la lecture publique et participer à favoriser l'accès au plus grand nombre.

### **A – GENERAL**

#### **Maîtrise d'ouvrage :**

Commune d'Harnes – Représentée par Monsieur Philippe DUQUESNOY, en qualité de Maire.  
Tél : 03 21 79 42 79 - Mail : philippe.duquesnoy@ville-harnes.fr

#### **Référents de l'opération :**

- **Conseil départemental :** Benjamin KESTELOOT, Responsable Lecture Publique, Antenne de Dainville – Mail : kesteloot.benjamin@pasdecalais.fr
- **Commune :** Sabine FIEVET, Directrice

### **B – DESCRIPTION DU PROJET**

**Localisation du projet :** Commune de Harnes- Cité Bellevue Ancienne

#### **Descriptif détaillé :**

La commune de Harnes, avec le concours du Département et de son Schéma de Développement de la Lecture Publique, souhaite développer un projet de lecture publique sur son territoire et à une échelle intercommunale. Cet équipement innovant dont la gratuité sera de mise pour tous, sera implanté au cœur même de la cité Bellevue Ancienne, reprise en géographie prioritaire du Contrat de Ville et également retenue dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier. Ce projet structurant contribue à l'attractivité prônée dans l'ERBM, avec un focus particulier sur les stratégies intégrées de rénovation de cités minières retenues dans ce cadre. Ce projet met en effet l'habitant au cœur des bénéficiaires en lui offrant un espace d'accès à la culture, en favorisant l'éducation et le croisement des générations : des objectifs intrinsèques au projet de renouveau du Bassin minier.

Cette bibliothèque à rayonnement intercommunal sera dimensionnée pour une population de 17 000 habitants. Elle proposera des services innovants (numérique), un large panel d'horaires d'ouverture, un accueil personnalisé et des actions en faveur du développement de l'autonomie des publics les plus fragiles.

Cet emplacement stratégique permettra également de s'affranchir d'une coupure urbaine et relier directement le quartier au centre-ville. Par ailleurs, l'implantation de cet équipement à la croisée des axes historiques de la ville permettra de créer un lieu attractif et de lui conférer une centralité afin qu'il soit à la fois identifié au quartier et à la ville de Harnes. La bibliothèque participera au dynamisme du pôle d'équipement public Mimoun Bellevue labellisé EURALENS, et à la progressive reconquête de la ville de ce quartier.

#### **Contexte :**

Le Département souhaite offrir aux habitants un égal accès aux équipements de lecture publique tout en veillant à l'équilibre territorial en particulier dans les zones les moins équipées. Conscient de ces disparités territoriales, le Département souhaite œuvrer dans la lutte contre ces inégalités et faire de la lecture publique un levier de



développement à la fois territorial et social pour tous. Dans le cadre du renouveau du Bassin minier, le Département apporte son soutien aux équipements favorables au développement social et culturel des habitants ; les bibliothèques situées à proximité des cités minières rénovées, telles que celle de Harnes, entre dans cet objectif. Dans ce cadre, le Département qui soutient les réseaux de lecture publique, accompagne la réflexion engagée par la CALL sur la question de la mise en réseau des 27 bibliothèques du territoire.

#### **Caractère innovant :**

Ce projet se veut innovant et ambitieux en matière de réponses apportées aux attentes et besoins des usagers. Il intégrera ainsi une réflexion concertée sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) permettant :

- d'offrir des services innovants aux usagers,
- de valoriser et encourager la médiation culturelle de proximité,
- d'attirer de nouveaux publics autour d'animations originales, prétexte à établir un lien avec les publics dits « fragiles »,
- de lutter contre la fracture numérique dans les territoires.

Le souhait de la ville est de proposer un nouvel équipement qui viendra enrichir l'offre culturelle et positionner la commune sur l'innovation par la création d'une médiathèque au cœur du numérique.

La médiathèque proposera la mise à disposition de tablettes et des contenus associés, d'ordinateurs portables et fixes dans ces différents espaces, ainsi que des bornes d'écoute et station de visionnage. Une table XXL numérique dans l'espace Patrimoine et Innovation viendra compléter l'offre numérique et permettra de développer des animations innovantes.

#### **Des actions innovantes...**

Des actions participatives et collaboratives sont prévues pour et avec les usagers : co-construction et co-design, apprentissage et auto-formation, offre culturelle organisée autour de l'ère du faire. L'espace multimédia sera le laboratoire où, grâce aux nouvelles formes de diffusion et d'apprentissage via les technologies numériques, les publics deviennent acteurs et producteurs.

Des partenariats avec la Louvre Lens Vallée, Premier cluster numérique culturel français, les nouvelles filières telles que POP SCHOOL, sont à créer.

#### **Objectifs :**

- Favoriser l'accès à la lecture publique pour tous,
- Lutter contre la fracture numérique,
- Participer au projet de mise en réseau des équipements de lecture publique du territoire.

#### **La médiathèque assurera la formation des usagers aux enjeux de la culture numérique :**

ACQUERIR : les connaissances pratiques permettant d'utiliser aisément l'ordinateur ou l'internet, dans un cadre scolaire, de loisirs et/ou professionnel.

CREER : savoir produire des contenus et communiquer efficacement en utilisant divers outils et médias numériques en vue de favoriser l'expression citoyenne, la création intellectuelle et l'innovation sociale. La médiathèque développera particulièrement la création culturelle appliquée au multimédia, pour sa valeur éducative et émancipatrice.

COMPRENDRE : saisir, mettre en contexte et évaluer les médias numériques et leurs contenus de manière à pouvoir prendre des décisions éclairées sur nos agissements et nos découvertes en ligne ; savoir reconnaître de quelle manière les nouvelles technologies agissent sur notre comportement, nos croyances et nos représentations du monde.

#### **Partenaires associés à l'opération :**

- Conseil Départemental,
- Etat (DRAC),
- CALL – Pays d'Art et d'Histoire,
- EURALENS (dans le cadre de la labellisation du quartier Mimoun Bellevue),
- Usagers.

## C – EVALUATION DU PROJET

### Résultats attendus :

- Implication et mobilisation des publics cibles (scolaires, petite enfance, enfance/jeunesse, adolescents, adultes, personnes âgées/personnes handicapées, personnes éloignées de l'emploi).

### Indicateurs :

- Nombre d'inscrits,
- Fréquentation de l'équipement,
- Volumétrie et caractéristique des supports consultés.

## D – CALENDRIER PREVISIONNEL

	Date	Commentaire
<b>Début de l'opération</b>	2017	Construction de l'équipement
<b>Étapes intermédiaires</b>	Mars 2019	Equipement, informatisation de la bibliothèque
<b>Fin de l'opération</b>	Automne 2019	Ouverture au public

## E – ENGAGEMENTS RECIPROQUES ET INGENIERIE

### Ingénierie mobilisée autre que maîtrise d'œuvre :

- Appui technique des services de la Médiathèque Départementale,
- Appui technique des services de l'Etat (DRAC).

### Plan de financement prévisionnel :

DEPENSES		RECETTES		
Nature de la dépense	Montant HT	Nature de la recette	Pourcentage	Montant HT
Dépense globale induite par la construction de l'équipement	3 786 685 €	Conseil départemental Droit Commun - Aide à la création de bibliothèque (CP Juillet 2019)	19%	706 000 €
		Conseil départemental Fonds d'Innovation Territorial	15%	564 800 €
		Etat - DRAC	38%	1 449 650 €
		Commune	28%	1 066 235 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 786 685 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>3 786 685 €</b>

A cela s'ajoutent les dépenses liées à l'équipement :

- Mobilier : 346 871,55€
- Informatique : 203 818,92€

Qui feront également l'objet d'une instruction et d'un accompagnement technique et financier par le Département et la DRAC.



### ***Installation d'une Micro-folie sur la commune de Grenay***

#### **Adéquation du projet avec un champ d'action publique partagé du contrat :**

Avec le concours de ses partenaires territoriaux, le Département ambitionne d'œuvrer concrètement à l'égalité d'accès des habitants aux services et au développement de l'attractivité territoriale. Il souhaite accompagner le développement culturel et patrimonial du territoire en favorisant la mutualisation des équipements présents localement.

Le projet de Micro-folie porté par la commune de Grenay tend à favoriser l'accès au numérique et à la médiation culturelle pour tous.

#### **A – GENERAL**

**Maîtrise d'ouvrage :** Commune de GRENAY – Représenté par Monsieur Christian CHAMPIRE, en qualité de Maire.  
Tél : 03 66 54 00 54 – Mail : [mediatheque@grenay.fr](mailto:mediatheque@grenay.fr)

#### **Référents de l'opération :**

- **Conseil départemental :** Benjamin KESTELOOT – Responsable Lecture Publique, Antenne de Dainville-  
Mail : [kesteloot.benjamin@pasdecals.fr](mailto:kesteloot.benjamin@pasdecals.fr)
- **Commune :** Ali BOUKACEM – Directeur Général des Services – Mail : [ali.boukacem@grenay.fr](mailto:ali.boukacem@grenay.fr)

#### **B – DESCRIPTION DU PROJET**

**Localisation du projet :** Médiathèque-Estaminet à Grenay

#### **Descriptif détaillé :**

La commune de Grenay, s'est engagée dans une politique culturelle ambitieuse à l'échelle communale et au rayonnement supra-communal en plaçant la culture comme fondement indispensable au développement humain et à l'attractivité du territoire. Sa volonté est de rendre accessible la culture au plus grand nombre en élaborant un projet culturel exigeant, mêlant ateliers, création et diffusion dans les différentes disciplines artistiques.

En juin 2015, la commune a voulu répondre à des besoins complémentaires et créer le 1<sup>er</sup> tiers-lieu au nord de Paris avec la Médiathèque-Estaminet. Cette structure dispose d'une salle de diffusion pouvant accueillir 60 personnes assises (150 debout) en tant que lieu de vie, de convivialité, d'échanges et de proximité, permettant de développer une réelle dynamique culturelle à destination des différents publics du territoire : les écoles, comme les particuliers, les jeunes, les associations.

En répondant au cahier des charges des Micro-Folies, la commune souhaite offrir un équipement structurant des Arts et lutter contre la fracture numérique en créant :

- Un musée numérique avec un accès à 500 collections venant de 12 institutions nationales, en proposant un mode conférencier et en mettant 15 tablettes numériques à la disposition des usagers,
- Deux espaces de réalité virtuelle avec 8 casques mis à disposition du tout public,
- Conforter le Fablab avec du matériel innovant (imprimantes 3D, brodeuses 3D, robots, flocage etc.).

## **Le musée numérique**

Réunissant plus de 500 chefs-d'œuvre de 12 institutions et musées nationaux à découvrir sous forme numérique (tablettes, écrans géants, réalité virtuelle...), cette galerie d'art virtuelle constitue une offre culturelle unique qui place l'utilisateur au cœur d'une simulation interactive et sera accompagnée d'actions de médiation. Chaque territoire peut créer sa propre collection d'œuvres digitalisées et intégrer le Musée numérique. Une nouvelle collection dédiée à la région des Hauts-de-France avec 400 œuvres issues de 28 musées sera disponible dans ce cadre.

## **L'espace atelier/Fablab**

Équipé d'imprimantes 3D, de brodeuse numérique, banc de montage, robots..., cet espace s'adresse à tous ceux qui souhaitent développer leur créativité. Néophytes et curieux peuvent s'initier à de nombreuses disciplines dans un esprit DIY (Do It Yourself).

## **Contexte :**

Ce nouveau service contribuera à renforcer le programme de lutte contre les fractures numériques qui rejoint les ambitions partagées de la CALL et du Département tout en assurant au public comme aux artistes des conditions d'accueil favorisant leur expression. Cet objectif entre dans les attendus de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin minier qui vise à offrir aux habitants un cadre de vie amélioré, notamment par l'accès à la culture, l'innovation, l'ouverture sur le monde.

Dans ce cadre, un parc de matériels adaptés et innovants (équipement scénique, son, lumières et vidéo...) doit être installé pour compléter l'offre et renforcer les conditions d'exercice opérationnelles. Aussi, pour maintenir un programme d'activités de qualité, la commune a souhaité intégrer le volet innovation dans les investissements opérés afin de disposer de matériels à la hauteur des ambitions culturelles soutenues par les partenaires institutionnels et rester en phase avec l'évolution technologique.

## **Caractère innovant :**

Ce dispositif contribuera à valoriser le patrimoine régional, à développer la médiation culturelle, et l'attractivité résidentielle et touristique. Il pourra également être proposé également aux partenaires œuvrant dans le champ de l'insertion. Dans ce cadre, des actions pourront être élaborées et développées avec Pole Emploi, les Missions Locales, les P.I.J. (Point Information Jeunesse) comme support des actions envers les publics en recherche d'emploi. Un lien sera réalisé avec les écoles d'ingénieurs du territoire. « PopSchool » a manifesté son intérêt pour ce projet et associera six stagiaires issus de la dernière promotion en avril prochain pour décliner leur projet de formation durant une semaine au sein du Fablab.

Enfin, tous les collèves comme tous les habitants du territoire communautaire voire au-delà pourront s'approprier ces différents outils gratuitement. Cette Micro Folie pourra intégrer le guide des actions éducatives en faveur des collégiens et ainsi enrichir l'offre faites aux collégiens.

## **Objectifs :**

- Lutter contre la fracture numérique,
- Développer la médiation aux usages numériques,
- Favoriser l'accès à la culture pour tous,
- Valoriser le patrimoine régional et la médiation culturelle,
- Œuvrer en faveur de l'insertion des publics en difficulté.

## **Partenaires associés à l'opération :**

- Les partenaires institutionnels,
- Associations locales,
- Les écoles, collèves, lycées,
- Les habitants.

## **C – EVALUATION DU PROJET**

### Résultats attendus :

- Implication et mobilisation des publics,
- Appropriation des outils.

### Indicateurs :

- Fréquentation du public en autonomie, en groupes,
- Partenariats développés (avec les collectivités territoriales, les services publics de l'emploi, les associations...),
- Demandes d'informations, renseignements,
- Retombées média, presse.

## D – CALENDRIER PREVISIONNEL

	Date	Commentaire
<b>Début de l'opération</b>	Novembre 2018	Achat du matériel
<b>Étapes intermédiaires</b>	Janvier 2019	Equiperment de la médiathèque
<b>Fin de l'opération</b>	Février 2019	Inauguration prévue le 8 février 2019

## E – ENGAGEMENTS RECIPROQUES ET INGENIERIE

### Plan de financement prévisionnel :

DEPENSES		RECETTES		
Nature de la dépense	Montant HT	Nature de la recette	Pourcentage	Montant HT
Achats matériels, consommables et prestations de services (investissements)	106 336 €	<b>Département</b>	<b>15%</b>	<b>15 931 €</b>
		<i>Lecture publique</i>	3,5 %	3 750 €
		<i>Fonds d'innovation territorial</i>	11,5 %	12 181 €
		<b>DETR</b>	<b>12%</b>	<b>13 122 €</b>
		<b>CALL</b>	<b>18%</b>	<b>20 000 €</b>
		<b>Commune</b>	<b>55%</b>	<b>57 283 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>106 336 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>106 336 €</b>

Mission Ingénierie et Partenariats

Direction Appui et Observatoire Départemental

..... **CONVENTION**

Objet : XXX

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9,

Identifié au répertoire SIRET sous le n° 226 200 012 00012,

représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération du Conseil départemental en date du 29 avril 2019,

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**La Communauté XXX / Commune XXX / Association XXX**, dont le siège est situé XXX,

identifiée au répertoire SIRET sous le n° XXX,

représentée par Monsieur/**Madame XXX, Président(e)** de la Communauté XXX / Commune XXX / Association XXX,

ci-après désignée par « le bénéficiaire »

d'autre part.

**Vu** : le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 12 novembre 2018 instituant l'actuelle démarche de contractualisation ;

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 29 avril 2019 « Contractualisation : validation des contrats territoriaux de développement durable entre le Département et ses partenaires », par laquelle il a décidé d'accorder à XXX une subvention de XXX € pour le projet objet de la présente convention ; ;

**Vu** : le Contrat signé le XXX entre le Département et la Communauté XXX / Commune XXX / Association XXX ;

**Vu** : la délibération du Conseil communautaire / Conseil municipal / Assemblée générale / Conseil d'administration de XXX en date du XXX ;

Il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'octroi d'une subvention par le Département au « bénéficiaire » pour son projet de XXX.

Elle fixe également les engagements du bénéficiaire de la subvention pour la réalisation de ce projet.

## **Article 2 : Engagements du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet mentionné à l'article 1 et à affecter l'intégralité de la subvention départementale à l'usage exclusif de cette opération.

## **Article 3 : Montant de la subvention**

Le Département octroie au bénéficiaire une subvention d'un montant **XXX €** sur un coût total prévisionnel hors taxe de **XXX €**.

## **Article 4 : Ajustement du montant de la subvention**

La subvention sera réduite au prorata du montant des travaux réalisés tels que définis dans l'article 2, si celui-ci s'avère inférieur au montant subventionnable mentionné à l'article 3.

De même, le cas échéant, la subvention sera ajustée afin de respecter le plafond de 80 % d'aides publiques en faveur du projet, compte tenu des engagements financiers des autres partenaires institutionnels. A ce titre, le bénéficiaire s'engage à faire parvenir copie des notifications de cofinancement relatives au projet et faisant l'objet de la présente convention.

## **Article 5 : Modalités de versement**

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 30 % du montant de la subvention pourra être versé à la demande du bénéficiaire après engagement de 20% de la dépense subventionnée sur proposition de versement établie par les services départementaux, après vérification des éléments fournis, et sur présentation des pièces justificatives suivantes :
  - L'état récapitulatif de l'ensemble des dépenses constatées en relation avec l'opération subventionnée dûment signé par le représentant du bénéficiaire et certifié par le comptable public,
  - La copie des factures acquittées.
- Dans les mêmes conditions et sur présentation des mêmes pièces justificatives ci-dessus mentionnées :
  - Un deuxième acompte de 30 % du montant de la subvention pourra être versé à la demande du bénéficiaire, après engagement de 50% de la dépense subventionnée,
  - Un troisième acompte de 20 % du montant pourra être versé à la demande du bénéficiaire, après engagement de 80% de la dépense subventionnée.

Le solde sera versé à la demande du bénéficiaire une fois l'objet de la subvention réalisé, et sur proposition de versement établie par les services départementaux, après vérification sur place et sur pièces à partir des pièces justificatives suivantes :

- L'état récapitulatif de l'ensemble des dépenses constatées en relation avec l'opération subventionnée dûment signé par le représentant du bénéficiaire et certifié par le comptable public,
- La copie des factures acquittées,



- Le Procès-Verbal de réception des travaux le cas échéant,
- Le plan de financement définitif incluant l'ensemble des aides attribuées au titre de l'opération précitée dûment signé par le représentant de l'attributaire avec copie des engagements financiers des autres partenaires institutionnels,
- Tout élément justifiant du respect des obligations de communication mentionnés à l'article 8.

Le Département effectuera le paiement par virement effectué par la Madame la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

Titulaire du compte : XXX  
 Domiciliation : XXX  
 IBAN : XXX  
 CODE BIC : XXX

### **Article 6 : Imputation budgétaire**

La subvention du Département sera imputée au budget départemental sur les sous-programme XXX, chapitre XXX, sous chapitre XXX-X, imputation comptable XXXXXX.

### **Article 7 : Délais de réalisation**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux ans à compter de la date de signature de la convention pour réaliser les travaux.

A défaut, la subvention sera annulée de plein droit.

Le bénéficiaire qui justifierait du retard pris dans la réalisation des travaux pourra cependant demander une prolongation exceptionnelle, six mois avant la fin du délai de 2 ans, qui sera soumise à délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental.

### **Article 8 : Obligations de communication**

Le « bénéficiaire » du projet s'engage à organiser la communication relative au partenariat. Pour ce faire, il devra, dans les deux mois suivant la signature de la présente convention, préciser par écrit au Département la communication qu'il propose de mettre en place sur le projet (avant, pendant et après exécution). Cette communication devra préciser les actions prévues en matière :

- d'information directe ou par voie de presse de la population :
  - lors de chaque point presse relatif au projet, le Département devra être cité, ainsi que le montant et la nature de l'aide départementale ;
  - le Président du Conseil départemental (ou son représentant) sera convié en tant que partenaire du projet et pourra ainsi rappeler le partenariat conclu ;
  - les supports dédiés (communiqués et dossier de presse) seront soumis au Département trois jours francs avant leur diffusion.
- de visibilité du Département sur site :
  - pendant les travaux, un panneau de chantier précisera le soutien du Département au projet ;
  - le logo du Département devra être apparent une fois les travaux terminés par le biais d'un support adapté au site et en respect de la charte graphique du Département (plaque

inaugurale, panneaux spécifiques). Un « Bon à tirer » sera soumis aux services du Département avant la pose de ce support.

- de lisibilité du Département sur les outils de communication pendant et après l'exécution du projet :
  - rappel du partenariat sur les éventuels supports vidéos édités (phrase à faire figurer : « en partenariat avec le Département du Pas-de-Calais » + logo de l'institution) ;
  - rappel du partenariat sur les éventuels supports imprimés (plaquettes, brochures, affiches, flyers...) : y compris le logo du Département devra être visible sur ces supports ;
  - rappel du partenariat avec le Département sur les outils numériques du maître d'ouvrage : site web, réseaux sociaux (logo du Département + description du partenariat, même au moyen une phrase courte).

Le logo et la charte graphique du Département seront à télécharger sur le site de la collectivité : [www.pasdecalais.fr](http://www.pasdecalais.fr)

A l'issue du projet, un récapitulatif des actions de communications mise en place par le maître d'ouvrage devra être transmis au Département.

### **Article 9 : Avenant**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

### **Article 10 : Reversement, résiliation et litiges**

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle du projet, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou de refus par le bénéficiaire de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil départemental décide de mettre fin à l'aide et exige le reversement partiel ou total des sommes versées, s'il s'avère après mandatement que :

- Les pièces produites révèlent une utilisation injustifiée ou anormale de la subvention départementale,
- Les engagements mentionnés aux articles 2 et 8 ne sont pas respectés.

La résiliation prend effet un mois franc après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas d'abandon du projet par le bénéficiaire, il peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

### **Article 11 : Voies de recours**

En cas de différend relatif à l'exécution de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable. En cas d'échec de ce dernier, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille.

### **Article 12 : Exécution**

La présente convention s'applique pour la période allant de sa date de signature jusqu'à deux ans après sa signature.

Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de

ladite période. En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

Fait à Arras, le

en 2 exemplaires originaux.

Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Le Président du Conseil départemental

Pour le « bénéficiaire »  
Le Président/La Présidente

**Jean-Claude LEROY**

**XXX**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Direction Générale des Services  
Direction d'Appui et Observatoire Départemental  
Bureau Administration et Finances

RAPPORT N°49

Territoire(s): Lens-Hénin

## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

### REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

#### MISE EN ŒUVRE DE CONTRATS TERRITORIAUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La délibération « Contractualiser pour mieux appréhender et partager les enjeux de développement et d'aménagement », adoptée lors de la séance du Conseil départemental du 12 novembre 2018 a défini les modalités de la contractualisation du Département avec les E.P.C.I., les communes et des structures tierces. Cette délibération cadre s'est traduite, à l'occasion des assemblées du 29 avril 2019 et du 23 septembre 2019, par l'approbation de 96 contrats territoriaux de développement durable, se déclinant en 20 livrets intercommunaux, 64 livrets communaux et 12 livrets avec des structures tierces.

Aux côtés des quelques projets arrivés à maturité et ayant pu faire l'objet d'engagements financiers dès l'approbation des livrets, la délibération du 12 novembre 2018 invitait à « (...) *intégr(er) au fil de l'eau (les) nouveaux projets, dès lors qu'ils s'inscrivent dans l'un des champs d'action partagés, identifiés dans le contrat* ». Elle prévoyait en outre que « *les projets financés dans le cadre du contrat peuvent bénéficier de conditions de financement adaptées, au titre de la plus-value spécifique qu'ils apportent aux politiques publiques du Département. En complément des crédits dévolus à chaque politique publique, le financement des contrats peut s'opérer par la mobilisation du fonds d'innovation territorial.* »

Le présent rapport propose donc de décliner de manière opérationnelle les contrats territoriaux de développement durable conclus avec les partenaires suivants, conformément aux fiches opérations jointes en annexe :

- **Contrat territorial de développement durable sur le territoire de l'agglomération de Lens-Hénin**
  - **Livret de la commune de Harnes**
    - **Opération « Construction d'une bibliothèque sur la commune de Harnes »**

Le livret dédié à la commune de Harnes prévoyait la « *redynamisation du cœur urbain de la commune avec une attention particulière portée sur le quartier Bellevue Ancienne* » et notamment « *la construction d'une bibliothèque dans le périmètre du quartier (...) repris en géographie prioritaire du contrat de ville, également retenu au titre de l'ERBM et présent dans un périmètre d'équipements publics labellisés EURALENS* ».

Cette bibliothèque à rayonnement intercommunal est dimensionnée pour une population de 17 000 habitants et est localisée de telle sorte qu'elle relie le quartier avec le centre-ville. Elle propose des services innovants (numérique), des horaires d'ouverture de grande amplitude, un accueil personnalisé et des actions en faveur du développement de l'autonomie des publics les plus fragiles. Elle s'inscrit dans le plan de développement de la lecture publique arrêté par le Département et a bénéficié, à ce titre, d'une subvention de 706 000 € délibérée lors de la commission permanente du 3 juin 2019.

Ce projet structurant contribue à l'attractivité prônée dans l'Engagement pour le renouveau du Bassin minier (ERBM). Il place en effet l'habitant au cœur des bénéficiaires en lui offrant un espace d'accès à la culture, en favorisant l'éducation et le croisement des générations : des objectifs intrinsèques au renouveau du Bassin minier. A ce titre, il est proposé une subvention complémentaire de 564 800 € par la mobilisation du Fonds d'Innovation Territorial / ERBM, au regard des ambitions contractualisées, reprises plus précisément dans la fiche opération jointe.

- **Livret de la Commune de Grenay**

- **Opération « Installation d'une micro-folie sur la commune de Grenay »**

Le livret avec la commune prévoyait de « *travailler ensemble sur le soutien au développement de la politique culturelle et l'accès au numérique* » et notamment sur « *la création d'une Micro-folie au sein de la Médiathèque-Estaminet* ».

Cette structure dispose d'une salle de diffusion pouvant accueillir 60 personnes assises (150 debout) en tant que lieu de vie, de convivialité, d'échanges et de proximité, permettant de développer une réelle dynamique culturelle à destination des différents publics du territoire : les écoles, comme les particuliers, les jeunes, les associations. En répondant au cahier des charges des Micro-Folies, la commune souhaite offrir un équipement structurant des Arts et lutter contre la fracture numérique, ainsi que détaillé dans la fiche opération jointe. Au titre de sa politique d'accompagnement de la lecture publique, le Département est intervenu à hauteur de 3 750 € pour la mise en place de services numériques, délibérés lors de la commission permanente du 3 juin 2019.

Compte-tenu de la dynamique de ce projet contractualisé, et de ses objectifs concordants avec ceux de l'Engagement pour le renouveau du Bassin minier tels que l'éducation, la culture, l'innovation, les services numériques, il est proposé une subvention complémentaire de 12 181 € par la mobilisation du Fonds d'Innovation Territorial, portant à 30 % l'accompagnement global du projet par le Département.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer une subvention de 564 800 € à la commune de Harnes pour la construction d'une bibliothèque ;
- d'attribuer une subvention de 12 181 € à la commune de Grenay pour l'installation d'une Micro-Folie au sein de la médiathèque-estaminet ;
- de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la commune de Harnes et la commune de Grenay, les conventions qui

fixent les modalités de versement de ces subventions, dans les termes du projet type joint en annexe.

La dépense sera imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C05-011F02	2041421//910202	Fonds d'innovation territorial	13 466 964,00	13 399 514,29	576 981,00	12 822 533,29

La 5ème Commission - Solidarité territoriale et partenariats a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Jean-Louis COTTIGNY.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**PROGRAMMATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS RECONNUS PARIS 2024**

(N°2019-427)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-4 et L.1111-10 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2019-211 du Conseil départemental en date du 24/06/2019 « Candidature du Département au label ' Terre de jeux 2024 ' » ;

**Vu** la délibération n°2019-117 du Conseil départemental en date du 29/04/2019 « Contractualisation : validation des contrats territoriaux de développement durable entre le Département du Pas-de-Calais et ses partenaires » ;

**Vu** la délibération n°2018-98 du Conseil départemental en date du 26/03/2018 « Rapport d'Information – Paris 2024 » ;

**Vu** la délibération n°2017-63 du Conseil départemental en date du 27/02/2017 « Soutien à la



candidature de PARIS à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024 » ;  
**Vu** la délibération n°24 du Conseil départemental en date du 27/09/2016 « Politique sportive départementale 2016-2020 – Une nouvelle ambition » ;  
**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;  
**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;  
**Vu** l'avis de la 5<sup>ème</sup> commission « Solidarité Territoriale et Partenariats » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 000,00 €, à la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay-Artois-Lys Romane, pour son projet de construction du Centre Régional des Arts Martiaux (CRAM), au titre de l'accompagnement aux projets éligibles à l'aide au financement des projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs reconnus " Paris 2024 ", selon les modalités reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer une subvention d'un montant de 670 000,00 €, à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, pour son projet de reconstruction et de réhabilitation du Stade nautique de la Liane, au titre de l'accompagnement aux projets éligibles à l'aide au financement des projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs reconnus " Paris 2024 ", selon les modalités reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'attribuer une subvention d'un montant de 20 000,00 €, à la Commune d'HARNES, pour son projet de réfection et de rénovation de la salle Borotra, au titre de l'accompagnement aux projets éligibles à l'aide au financement des projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs reconnus " Paris 2024 ", selon les modalités reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 4 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, les conventions qui seront conclues avec les collectivités visées aux articles 1 à 3, précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi des subventions départementales, dans les termes du projet type annexé à la présente délibération.

## **Article 5 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 à 3 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C03 323 B 01	2041421//9132	PARIS 2024	2 000 000,00	1 690 000,00
C05-011F02	2041421//910202	Fonds d'innovation territoriale	13 466 964,00	1 000 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Pôle des Réussites Citoyennes  
Direction des Sports

# CONVENTION

**Objet : Subvention d'équipement pour la rénovation / construction d'un équipement reconnu Paris 2024**

## ENTRE

**Le Département du Pas de Calais**, collectivité territoriale, dont le siège est en l'hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson – 62018 ARRAS CEDEX 9, représenté par **Monsieur Jean Claude LEROY**, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « Le Département » d'une part,

Et

**La** ....., représentée par son Président, Monsieur .....

ci-après désignée par « Le bénéficiaire » d'autre part.

**Vu** : Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** : La délibération du Conseil départemental du 26 septembre 2016, définissant la nouvelle étape dans la mise en œuvre de la politique sportive départementale ;

**Vu** : La délibération prise par le conseil communautaire de la ..... en date du .....

**Vu** : La décision de la commission permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019 ;

**Vu** : Le budget départemental, programme C03 323 B, sous-programme C03 323 B 01 - subventions d'équipements - communes et structures interco - bâtiments et installations - chapitre 913 - sous chapitre 913-2 - imputation comptable 2041421.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet :**

Le Département du Pas-de-Calais accorde par délibération, en date du 04 novembre 2019, une subvention d'un montant de ..... d'euros à la ....., pour la rénovation / construction de ..... dans le cadre de la démarche Paris 2024.

### **Article 2 : Obligations :**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération citée à l'article 1 dans les délais repris à l'article 3 ;

Le bénéficiaire s'engage à promouvoir l'image du Département du Pas-de-Calais, par tous types de support mettant en valeur l'aide apportée par le Département (presse, panneaux, médias, plaquettes...).

### **Article 3 : Délais de réalisation :**

- **Délai d'exécution :**

Le bénéficiaire dispose d'un délai d'un an, à compter de la date de décision de la commission permanente qui attribue l'aide départementale, pour justifier du démarrage des travaux. A défaut, la subvention sera annulée de plein droit.

Le bénéficiaire qui justifierait du retard pris dans la réalisation des travaux pourra cependant demander une prolongation exceptionnelle.

- **Délai d'achèvement :**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de quatre ans, à compter de la date de notification de la commission permanente qui attribue l'aide départementale, pour justifier de l'achèvement des travaux. A défaut, la subvention sera annulée de plein droit.

Le bénéficiaire qui justifierait du retard pris dans la réalisation des travaux pourra cependant demander une prolongation exceptionnelle.

### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention :**

La subvention sera versée sur présentation des documents suivants :

- une demande de versement de la subvention ;
- l'état justificatif des dépenses réalisées visé par le Comptable de la collectivité ;
- l'attestation d'achèvement des travaux, visée par le Maître d'œuvre ;
- la déclaration de réception de l'ouvrage, visée par le Maître d'ouvrage ;

Des acomptes peuvent être versés pendant la réalisation des travaux, sous réserve de la transmission par le bénéficiaire de :

- une demande de versement de la subvention ;
- l'état justificatif des dépenses réalisées visé par le Comptable de la collectivité ;

Les acomptes seront versés au prorata des dépenses réalisées.

Le solde de la subvention ne pourra être versé qu'après examen des DGD fournis par le Maître d'Ouvrage, cet examen pourra conduire à réduire le montant de la subvention départementale, en fonction des dépenses réalisées pour le projet.

Les virements seront effectués sur le compte du Trésorier de .....

### **Article 5 : Publicité de l'aide départementale :**

Dès le début des travaux et durant toute leur durée, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître le logo du Département sur les panneaux d'information au public. Les normes du logo à respecter seront à obtenir auprès des services du Département (précisées sur le site internet du Département, <http://www.pasdecalais.fr>).

Au terme des travaux, le bénéficiaire s'engage à informer la population de l'apport du Département à la réalisation du projet :

- le bénéficiaire s'engage à prendre en charge et à installer sur l'équipement aidé, la signalétique du cofinancement du Département ;
- tout élément de communication mentionnant l'équipement (courriers, plaquettes de communications, gazettes municipales, etc.), devra mentionner l'accompagnement financier de l'équipement par le Département ;

- dès lors que le projet subventionné fera l'objet d'une inauguration, le bénéficiaire s'engage expressément à y inviter le Président du Conseil départemental et à la préparer en associant le Service Protocole du Cabinet du Président (cartons d'invitation, signalétique, plaque, etc.).

Le bénéficiaire se rapprochera de l'administration départementale afin de disposer des outils de communication adéquats.

**Article 6 : Durée :**

La présente convention prendra effet dès signature par les deux parties jusqu'à l'achèvement total des travaux repris à l'article 1, ou, le cas échéant, jusqu'à apurement juridique et financier de celle-ci.

**Article 7 : Résiliation :**

La présente convention pourra être résiliée à tout moment, à l'initiative du Président du Conseil départemental, en cas d'irrespect de ses obligations contractuelles par le bénéficiaire. Cette résiliation sera effective un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

En cas d'utilisation anormale ou injustifiée de la subvention, la présente convention sera résiliée pour faute et il sera demandé au bénéficiaire de procéder au remboursement total ou partiel de la subvention indûment versée.

**Article 8 : Avenant :**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'avenants soumis à la signature des contractants.

En cas de retard dans l'exécution des travaux subventionnés, le bénéficiaire devra se rapprocher du Département, 6 mois avant l'échéance du terme de la présente convention, afin de solliciter une prolongation et la conclusion d'un avenant.

**Article 9 : Litiges :**

Après avoir épuisé les voies de conciliations, toute difficulté relative à l'exécution du présent document devra être portée devant le Tribunal Administratif de Lille.

**Article 10 : Renonciation :**

Si le bénéficiaire décidait de ne plus réaliser les travaux repris à l'article 1, celui-ci s'engage à faire parvenir au Département un courrier de demande d'annulation de la subvention.

Fait en deux exemplaires originaux,

à ....., le

à Arras, le

Pour la .....,  
Le Président de .....

Pour le département du Pas-de-Calais  
Le Président du Conseil départemental,

.....

**Jean Claude Leroy**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Sports  
Service des Partenariats Territoriaux

Mission Ingénierie et Partenariats

**RAPPORT N°50**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **PROGRAMMATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS RECONNUS PARIS 2024**

La désignation de la Ville de Paris en tant que ville organisatrice des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 constitue une réelle opportunité en matière de développement des pratiques sportives et d'attractivité des territoires.

Fort de son expérience et de son engagement autour du projet base arrière lancé dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de Londres 2012, le Département du Pas-de-Calais s'est déjà fortement mobilisé autour de Paris 2024.

A ce titre, le Conseil départemental a décidé :

- lors de sa session du 27 février 2017, de soutenir la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
- lors de sa session du 26 mars 2018, de définir les premières orientations départementales en la matière ;
- et lors de sa session du 24 juin 2019, de candidater au label " Terre de Jeux 2024 " lancé par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques.

Le présent rapport vise à vous proposer une nouvelle déclinaison de la politique sportive départementale destinée à financer les projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs reconnus " Paris 2024 " sur le territoire du Pas-de-Calais.

Je vous rappelle qu'à l'occasion du projet " Pas-de-Calais 2012 ", le Département avait lancé un plan d'aide, doté d'une enveloppe financière de 20 millions d'euros, à l'émergence d'équipements structurants, dont la qualité est depuis largement reconnue au plan national et international.

Il convient d'entretenir ce capital et, éventuellement, de le compléter par de nouveaux équipements qui pourraient venir renforcer l'attractivité des territoires en vue des Jeux de Paris 2024 et permettre un meilleur accès aux pratiques sportives pour tous.

Le cadre de cette nouvelle déclinaison de la politique sportive départementale s'appuierait sur les critères suivants :

- Equipements éligibles :
  - o Equipements soutenus ou labellisés lors de la campagne Londres 2012 ;
  - o Nouveaux équipements venant répondre à un ou plusieurs besoins avérés en matière d'accueil de délégations et de développement des pratiques pour tous.
- Acte de candidature du maître d'ouvrage au label " Terre de Jeux 2024 ", si possible en tant que Centre de Préparation des Jeux ;
- Engagement d'un partenariat avec le mouvement sportif (fédérations concernées) ;
- Livraison de l'équipement sportif avant le début des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
- L'équipement devra répondre au cahier des charges de la ou des disciplines concernées, afin, notamment, de permettre l'accueil de délégations internationales et d'événements internationaux ;
- L'équipement, après les Jeux, aura vocation à servir le mouvement sportif du Pas-de-Calais et à permettre le développement de la pratique pour la population du Pas de Calais ;
- L'équipement devra être validé par les fédérations Handisport et Sport Adapté ;
- Le projet s'adossera sur un plan de financement impliquant d'autres partenaires dont, notamment, la Région Hauts de France et l'Etat.

Dans ce cadre, il vous est proposé d'apporter une réponse favorable à trois sollicitations, répondant aux critères ci-dessus exposés, et dont les principales caractéristiques sont présentées ci-après :

- demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune, Bruay, Artois, Lys Romane, relative à la création du Centre Régional des Arts Martiaux (C.R.A.M.) à Verquin ;
- demande de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, pour la réhabilitation du Stade nautique de la Liane à Boulogne-sur-Mer ;
- demande de la Commune d'Harnes, pour la rénovation de la salle Borotra.

<b>Centre Régional d'Arts Martiaux - Verquin</b>
--

Localisation du projet :

Le projet de C.R.A.M. de l'Agglomération de Béthune, Bruay, Artois, Lys Romane se situe sur la commune de Verquin (Zone d'Activité Commerciale du Beaupré). Ce site se trouve en contrebas de l'autoroute A26 en bordure de la RD 937. En termes de transport, l'équipement sera également à proximité de la gare TGV de Béthune et de la gare de Nœux-les-Mines. En termes de services, le C.R.A.M. se situera proche de la ville de Béthune et du Centre Hospitalier de Beuvry.

Descriptif détaillé :

Le C.R.A.M. sera un équipement structurant et emblématique pour le territoire. La Communauté d'agglomération a souhaité réaliser une enceinte multifonctionnelle qui en fera un véritable outil économique, d'aménagement, d'animation et de promotion du territoire.

Le C.R.A.M. disposera d'une jauge variant de 2 300 à 3 400 spectateurs. Il sera composé d'une surface praticable de 2 700 m<sup>2</sup> adaptée à la pratique des sports de combat, avec une modularité pouvant accueillir des spectacles, concerts et séminaires. Il sera complété de gradins, d'une salle de renforcement musculaire, d'une salle d'échauffement, de vestiaires douches sauna, de bureaux pour les instances sportives, de salles de réunions et d'un club house.

Caractère structurant de l'équipement :



La surface du complexe, sa modularité et les services complémentaires qu'il offrira le placera indéniablement comme l'une des structures de référence dans son domaine au plan national. C'est d'ailleurs sur la base de ce caractère structurant que l'Etat a décidé d'accompagner ce projet au titre du Centre national pour le développement du sport (C.N.D.S.) pour un montant de 2 millions d'euros. La Fédération Française de Judo est, par ailleurs, particulièrement attentive à ce projet qui permettra d'offrir des conditions d'accueil haut de gamme pour les équipes qu'elle pourrait emmener en préparation sur le site. Enfin, cet équipement permettra aux nombreuses associations de sports de combat du territoire (dont certaines évoluent au niveau national : Cercle Hercule Calonnais de lutte, Boxing Club Bruaysien, Amicale des Clubs d'Arts Martiaux Associés regroupant 12 clubs, l'Union Sportive Ouvrière d'Escrime) de disposer d'un outil nécessaire à leur développement, en leur permettant notamment d'organiser de grands événements nationaux ou internationaux.

Caractère innovant :

Le C.R.A.M. sera multifonctionnel avec l'accueil de plusieurs sports de combat sur un même lieu. Par ailleurs, sa potentielle modularité lui permettra d'accueillir d'autres événements, tels que des séminaires ou des spectacles. L'équipement sera utilisé quotidiennement par les clubs locaux du territoire et les scolaires. Le C.R.A.M. pourra également s'inscrire dans la démarche du comité olympique et devenir centre de préparation aux Jeux en vue d'accueillir des délégations nationales.

La communauté d'agglomération envisage d'avoir recours à une Société Publique Locale pour la gestion de l'équipement.

Partenaires associés à l'opération :

- L'Etat ;
- La Région Hauts de France ;
- Le mouvement sportif : Comité Départemental Olympique et Sportif du Pas-de-Calais (C.D.O.S. 62), comité départemental de judo, clubs locaux.

BENEFICIAIRE	EQUIPEMENT	NATURE DU PROJET	DEPENSE GLOBALE	SUBVENTION SOLLICITEE
Communauté d'Agglomération de Béthune, Bruay, Artois, Lys Romane	Centre Régional des Arts Martiaux	Construction	18 328 048,00 €	1 000 000,00 € au titre du dispositif " Paris 2024 "

Il est à noter que ce projet s'inscrit dans les engagements contractualisés avec la Communauté d'Agglomération de Béthune, Bruay, Artois, Lys Romane, qui ambitionnent de travailler à " l'accompagnement (...) des projets structurants ", notamment " dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ". Ainsi, une aide complémentaire d'un million d'euros sera apportée à ce projet au titre du Fond d'Innovation Territoriale.

**Stade nautique de la Liane - Boulogne-sur-Mer**

Localisation du projet :

Le Stade nautique de la Liane est situé sur la commune de Boulogne sur Mer (Boulevard Chanzy). L'infrastructure appartient à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais.

Descriptif détaillé :

- Phase 1 en 2019 : remplacement des pontons du BCK, de l'Aviron et de la Tour d'arrivée. Les pontons vétustes et vieillissants doivent être remplacés, autant pour la sécurité des pratiquants du Stade nautique que pour éviter leur risque d'arrachement en cas de crue et de dérive vers le port de plaisance en aval. Les accès aux pontons seront également sécurisés.
- Phase 2 à partir de 2021 : restructuration et réhabilitation des vieux bâtiments du Stade nautique de la Liane comprenant, notamment, la démolition partielle de l'ancien BCK (7 boulevard Chanzy), le maintien du hangar et de la mise à l'eau aux 1 000 mètres et la reconstruction, à la place de l'ancien bâtiment, d'un nouveau bâtiment de 80 m<sup>2</sup> (2 vestiaires, sanitaires-douches et local polyvalent pour la gestion des départs).

Caractère structurant de l'équipement :

Ce site accueille le centre sportif de haut niveau, créé et financé dans le cadre de " Pas-de-Calais 2012, base arrière des Jeux Olympiques de Londres ". Il héberge aujourd'hui 3 clubs sportifs (Aviron Boulonnais ; Boulogne Canoë Kayak (BCK) et la Station Voile du Boulonnais). Par ses caractéristiques et ses qualités, il permet à l'accès au haut-niveau et à l'excellence, l'organisation de compétitions nationales et internationales, le développement de la pratique en milieu scolaire.

Partenaires associés à l'opération :

- L'Etat ;
- La Région Hauts de France.

BENEFICIAIRE	EQUIPEMENT	NATURE DU PROJET	DEPENSE GLOBALE	SUBVENTION SOLLICITEE
Communauté d'Agglomération du Boulonnais	Stade nautique de la Liane	Reconstruction et réhabilitation	5 244 524,00 €	670 000,00 € au titre du dispositif " Paris 2024 "

Il est à noter que ce projet s'inscrit dans les engagements contractualisés avec la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, qui ambitionnent de travailler à " l'accompagnement (...) des projets structurants ", notamment " dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ".

**Stade Borotra - Harnes**

Localisation du projet :

Complexe sportif à Harnes, situé à proximité des établissements scolaires et notamment le collège Victor Hugo.

Descriptif détaillé :

En vue d'augmenter l'attractivité du projet porté par la Commune d'Harnes en matière d'accueil de délégations, le projet vise à rénover les courts de tennis intérieurs et la rénovation de l'éclairage par des projecteurs LED avec système DALI qui permettront le jeu au niveau national. Ces travaux garantiront une offre de qualité et complète du site pour une candidature au label " Centre de Préparation aux Jeux " (C.P.J.) dans le cadre de Paris 2024.

Caractère structurant de l'équipement :

Le complexe est constitué d'équipements de haut niveau et de qualité : Salle Régionale Maréchal de Volley Ball qui a accueilli récemment l'équipe de France féminine, terrains de football synthétique, piscine municipale, salle de musculation et terrains de tennis.

Partenaire associé à l'opération :

- Ligue régionale de tennis.

BENEFICIAIRE	EQUIPEMENT	NATURE DU PROJET	DEPENSE GLOBALE	SUBVENTION SOLLICITEE
Commune d'Harnes	Salle Borotra	Réfection et rénovation	91 346,10 €	20 000,00 € au titre du dispositif " Paris 2024 "

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer, respectivement, à la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay-Artois-Lys Romane une subvention d'un montant de 2 000 000,00 €, à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais une subvention d'un montant de 670 000,00 € et à la Commune d'Harnes une subvention d'un montant de 20 000,00 €, au titre de l'accompagnement aux projets éligibles à l'aide au financement des projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs reconnus " Paris 2024 ", selon les modalités reprises au présent rapport ;
- et de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, les conventions qui seront conclues avec les collectivités susvisées, précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi des subventions départementales, dans les termes des projets types ci-annexés.

La dépense s'imputerait sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C03 323 B 01	2041421//9132	PARIS 2024	2 000 000,00	2 000 000,00	1 690 000,00	310 000,00
C05-011F02	2041421//910202	Fonds d'innovation territoriale	13 466 964,00	12 822 533,29	1 000 000,00	11 822 533,29

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

La 5ème Commission - Solidarité territoriale et partenariats a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Jean-Louis COTTIGNY.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**SOUTIEN AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU CONSERVATOIRE DE  
L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES (CELRL) - CONVENTION  
FINANCIÈRE ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LE CELRL**

(N°2019-428)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment son article L.322-1 ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.113-8 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 22 de la Commission Permanente en date du 05/12/2016 « Cession de terrains départementaux au conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres - Convention d'objectifs entre le département, le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres et le syndicat mixte EDEN 62 portant sur les modalités d'utilisation de la recette issue de cette cession » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;  
**Vu** l'avis de la 4ème commission « Equipement et développement des territoires » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De valider la liste des travaux proposés par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL) dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase de son programme d'investissement selon les fiches descriptives et le tableau joints en annexes 2 et 3 à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer, au Conservatoire de l'Espace Littoral des Rivages Lacustres, une participation financière d'un montant total de 342 000 €.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, la convention d'application technique et financière précisant les modalités de versement, dans les termes du projet joint en annexe 1 à la présente délibération.

**Article 4 :**

La dépense versée en application de l'article 2 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C04-733C16	2041521//91738	EDEN - Grands équipements ENS	1 136 270,00	342 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



POLE DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
Direction du Développement, de l'Aménagement et de l'Environnement

<p>CONVENTION D'APPLICATION TECHNIQUE ET FINANCIERE ENTRE CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES (CELRL), LE DEPARTEMENT ET LE SYNDICAT MIXTE EDEN 62</p>
--

Entre le Département du Pas-de-Calais, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson, 62018 Arras Cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le N ° 226 200 012, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 Novembre 2019, ci-après désigné par "le Département", d'une part,

ET

Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, dont le siège est installé à la Corderie Royale - C.S. 10137 - 17306 ROCHEFORT SUR MER (Charente Maritime) représenté par Madame Odile GAUTHIER, directrice, après désigné par le Conservatoire ou le CELRL,

ET

Le Syndicat mixte Espaces Départementaux Naturels du Pas de Calais, représenté par sa présidente, Madame Emmanuelle LEVEUGLE, agissant en vertu de la décision de et dénommé(e) ci-après « Eden 62 »

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 322-1 et R 322-1 et suivants du code de l'Environnement,

Vu l'article L 113-8 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'article 3 de la convention de partenariat pour une politique intégrée de conservation du littoral entre le Département du Pas de Calais, le Syndicat mixte Espaces Départementaux Naturels du Pas de Calais et le Conservatoire du littoral,

Vu la convention d'objectifs relative au programme d'investissements du Conservatoire liant le Département, le CELRL et EDEN 62 signée le 2019

## PREAMBULE

Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL) et le Département du Pas-de-Calais ont développé dans le cadre de sa politique des Espace Naturels Sensibles depuis 1982, une collaboration active en liaison avec les collectivités concernées.

Cette collaboration a permis une maîtrise foncière importante sur la plupart des sites naturels d'intérêt majeur du littoral du Pas-de-Calais et conduit à la signature en janvier 2008 d'une convention tripartite entre le Conservatoire, EDEN 62 et le Département du Pas-de-Calais reconduite en 2018. Cette convention prévoit notamment une stratégie foncière concertée à travers laquelle il a été convenu que le Département pourrait proposer, soit des échanges fonciers, soit des acquisitions au Conservatoire.

Dans le cadre de cette convention, une reprise en propriété de 132 ha 36 a 70 ca de terrains départementaux répartis sur le Littoral et dans le Marais Audomarois, dans les secteurs du BACHELIN TOURNIQUET et du MARAIS DE SALPERWICK sur les communes de SAINT OMER et SALPERWICK, du VIVIER SAINTE ALDEGONDE sur la commune de TILQUES, du GRAND BAGARD et du HAUT SHOUBROUCQ sur la commune de CLAIRMARAIS et de la FORAINE D'AUTHIE sur la commune de CONCHIL LE TEMPLE a été formulée par le CELRL pour un montant évalué à 1 854 466,55 € par les services de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE).

Cette proposition a reçu l'avis favorable de la Commission Permanente du Conseil départemental par délibération en date du 16 décembre 2016 qui prévoit notamment que la cession des terrains départementaux au Conservatoire s'accompagnera d'un engagement financier du Département à soutenir le programme d'investissements du CELRL correspondant pour un montant de 957 860 €.

L'accompagnement financier du Département, objet de la présente convention, concerne la 1<sup>ère</sup> phase du programme d'investissements du CELRL liée la cession des terrains du Marais Audomarois dont le montant s'élève à 689 198,15 €.

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 : OBJET

Le CELRL propose un ambitieux programme d'investissements sur les sites dont il est propriétaire et dont le détail est repris dans les fiches annexées à la présente convention. Ce programme porte notamment sur des travaux de restauration des paysages, de la biodiversité et d'ouverture au public.

Ce programme s'inscrit dans les objectifs du Schéma Départemental des Espaces Naturels, approuvé en juin 2018 et de la convention partenariale qui lie le Département et le Conservatoire à EDEN 62 notamment en termes de maîtrise des coûts, d'innovation et d'approche partenariale renforcée entre gestionnaires publics et privés des espaces naturels.

### Article 2 : LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'accompagnement par le Département au programme d'investissements et d'innovation du CELRL en matière de gestion et mise en valeur des milieux. Ce programme d'investissements porte sur les sites suivants :

- Dunes du Fort Mahon à Sangatte : révision du schéma d'accueil comprenant la suppression de l'aire de stationnement existante, la renaturation de l'entrée du site et son amélioration paysagère (panneau d'accueil et d'information, ouverture du sentier, ...)
- Réserve Naturelle Nationale du Platier d'Oye : requalification paysagère des entrées, refonte de la signalétique d'accueil et interprétative, réduction des emprises et reprise des revêtements des accès, ...
- Dunes du Fort vert : valorisation paysagère et amélioration de l'accueil du public par la création de 4 boucles de découverte et mise en place d'une signalétique interprétative,
- Baie de Wissant : réhabilitation et mise en valeur du patrimoine bâti du Petit Phare et valorisation écotouristique du site,
- Moulin du Zuidbrouck à Clairmarais : valorisation paysagère et ouverture au public, aménagements de sentiers, aménagements de stationnements, ...

### Article 3 : LES ENGAGEMENTS DU CONSERVATOIRE :

Dans cette opération, le Conservatoire s'engage à .

- proposer sur tes sites visés à l'article 2 un programme ambitieux en matière de gestion, de travaux de restauration des paysages et de la biodiversité, d'ouverture au public ou encore de maintien des usages agricoles, dès lors qu'ils sont garants d'une gestion durable, à la fois d'un point de vue économique et écologique, et dont il pourrait assurer la maîtrise d'ouvrage.
- mener une phase de concertation avec les acteurs de chaque territoire concerné et à associer notamment le Département et EDEN 62 à la définition des programmes de travaux. Ces travaux s'inscriront dans les orientations du Schéma Départemental des Espaces Naturels et de la convention partenariale qui lie le Département et le Conservatoire à EDEN 62.

### Article 4 : LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT :

Dans le respect de ses compétences, le Département s'engage à :

- > Accompagner dans la limite d'un montant établi à 342 000 G, les programmes d'investissements du Conservatoire décrits dans les fiches annexées à la présente convention,
- > Etudier au cas par cas, le financement de ces projets, sur la base des documents techniques et financiers produits par le Conservatoire.

### Article 5 : LES ENGAGEMENTS D'EDEN 62 :

Dans l'attente de la mise en œuvre des programmes proposés par le Conservatoire sur les sites visés, EDEN 62 poursuit les opérations de gestion telles que définies dans le cadre des plans de gestion

EDN 62 s'engage à participer au suivi de la mise en œuvre de la première phase de programmation.

## Article 6 : MODALITES FINANCIERES

Pour chacun des projets qui sera présenté par le Conservatoire, les conditions et modalités d'application de la participation départementale seront les suivantes :

- L'aide départementale est subordonnée au respect d'un délai de 5 ans pour l'achèvement des travaux à compter de la date de notification de la participation ;
- Dans la limite des crédits inscrits au budget départemental et sur demande du Conservatoire, le Département pourra verser un acompte de 15 % de la participation prévisionnelle sur présentation d'une attestation de commencement de travaux;
- Le versement du solde interviendra sur présentation des pièces justificatives suivantes :o Etat récapitulatif des dépenses visé et certifié par le comptable public o Factures correspondants au projet, o Plan de financement définitif faisant apparaître l'intégralité des sources de financement de l'opération ainsi que les notifications ou rejets d'attribution de participations sollicitées, o Le cas échéant, procès-verbal de réception des travaux;
- La participation du Département pourra être réduite au prorata des dépenses effectivement réalisées si elles s'avéraient inférieures au montant prévisionnel.

Dans ce cas, le montant résiduel sera reporté sur l'accompagnement des phases ultérieures du programme d'investissements du CELRL de sorte que la participation financière du Département atteigne un montant total de 957 850 G, telle que prévue dans la convention d'objectifs.

En tout état de cause, le montant cumulé de la participation financière du Département pour l'ensemble des projets présentés par le Conservatoire dans le cadre de cette 1<sup>ère</sup> phase convention ne pourra pas excéder 342 000 G.

## Article 7 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention couvre une période de 5 ans à compter de sa signature. En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

## Article 8 : AVENANT

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

## Article 9 : PUBLICITE ET COMMUNICATION

Chaque partenaire prendra les mesures nécessaires pour assurer la lisibilité de la participation des autres parties dans les différentes opérations.

A cette fin, ils feront apparaître les logos des partenaires sur tout support d'information et de communication réalisé, concernant les actions prévues dans le cadre de la convention.

Les supports de communication sont des documents écrits (plaquette, dossier de presse, affiche, tract, panneau d'affichage, support de formation...) des documents audio (interview, émission, radio...) ou audiovisuels (reportage vidéo, film, clip...), des documents numériques (CD ROM, site Internet. ).

Le logo du Département sous format numérique, ainsi que la charte graphique sont mis à disposition sur le site Internet <http://www.pasdecals.fr/Divers/Le-Logotype>.

Le Logo du Conservatoire sous format numérique, ainsi que la charte graphique sont mis à disposition sur le site internet.....

## Article 10 : LITIGES

Les parties conviennent de privilégier la solution amiable à la voie contentieuse, pour tout litige concernant l'application de la présente convention.  
La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille.

## Article 11 : ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à ces formalités.

A ARRAS, le 03 exemplaires originaux

\_\_\_\_\_  
Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Le Président du Conseil  
départemental

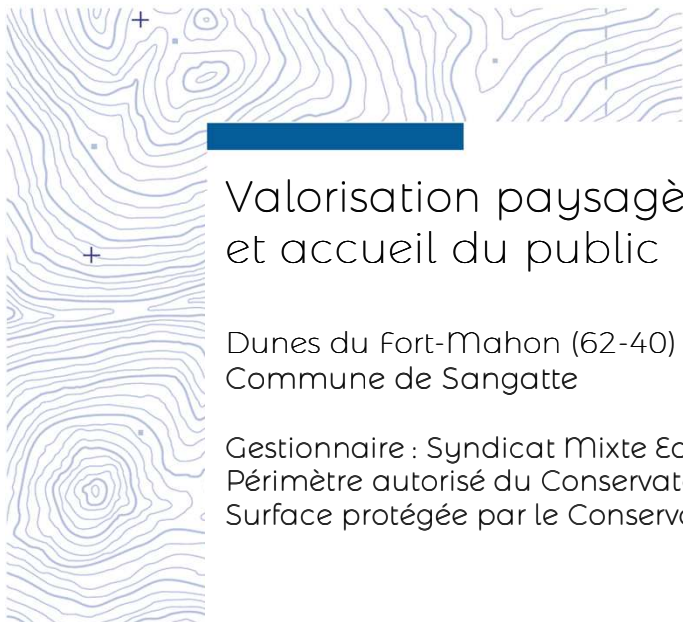
Jean-Claude LEROY

Pour le Syndicat mixte EDEN 62  
La Présidente

Emmanuelle LEVEUGLE

Pour le Conservatoire du l'Espace  
Littoral et des Rivages Lacustres

Odile GAUTHIER



## Valorisation paysagère et accueil du public

Dunes du Fort-Mahon (62-40)  
Commune de Sangatte

Gestionnaire : Syndicat Mixte Eden 62  
Périmètre autorisé du Conservatoire du littoral : 54 ha  
Surface protégée par le Conservatoire du littoral : 53 ha



### Situation

S'étendant sur près de trois kilomètres entre le centre-bourg historique de Sangatte et la station balnéaire de Blériot-Plage, les Dunes du Fort-Mahon sont ceinturées par la RD 940 au-delà de laquelle un paysage de plaine agricole poldérisée se déploie jusqu'au plateau crayeux de l'Artois. Ce cordon dunaire constitue, malgré sa faible épaisseur, de 120 à 300 mètres, une véritable barrière naturelle à la pénétration marine sur l'arrière-pays. Depuis Calais, il constitue l'antichambre du site emblématique du Blanc-Nez.

### Problématiques

En 2017, l'Etat termine les travaux de rénovation de la digue de Sangatte et aménage notamment un accès plage à quelques centaines de mètres de l'entrée de site des Dunes du Fort-Mahon. La commune de Sangatte est alors désireuse d'aménager une aire de stationnement au droit de cet accès plage.

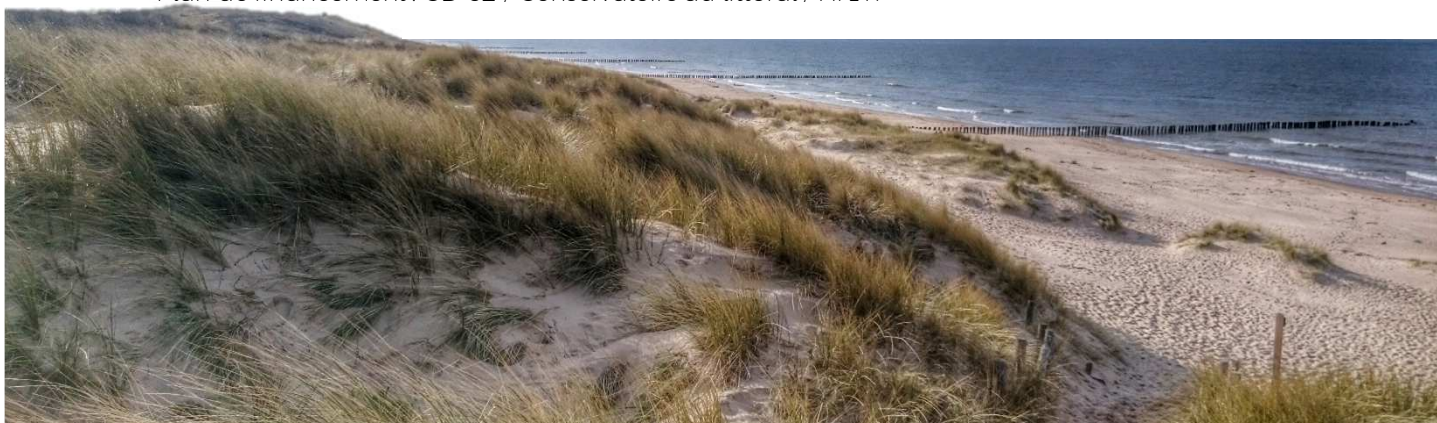
En contrepartie, le Conservatoire propose l'effacement de la poche de stationnement présente sur ses terrains, tout en garantissant le liaisonnement entre la nouvelle aire de stationnement et l'entrée de site renaturée ainsi que l'amélioration des cheminements existants.

### Le projet d'aménagement

- Suppression de l'aire de stationnement existante (enlèvement de la dalle béton, suppression de murs de soutènement béton et chemins parasites)
- Renaturation de l'entrée de site (terrassement d'une panne dunaire, nivellement du terrain naturel)
- Amélioration paysagère de l'entrée de site (nouveau positionnement de l'entrée de site et des panneaux d'accueil et d'information, ouverture du sentier par déboisement sélectif)

### Coûts estimatifs et calendrier

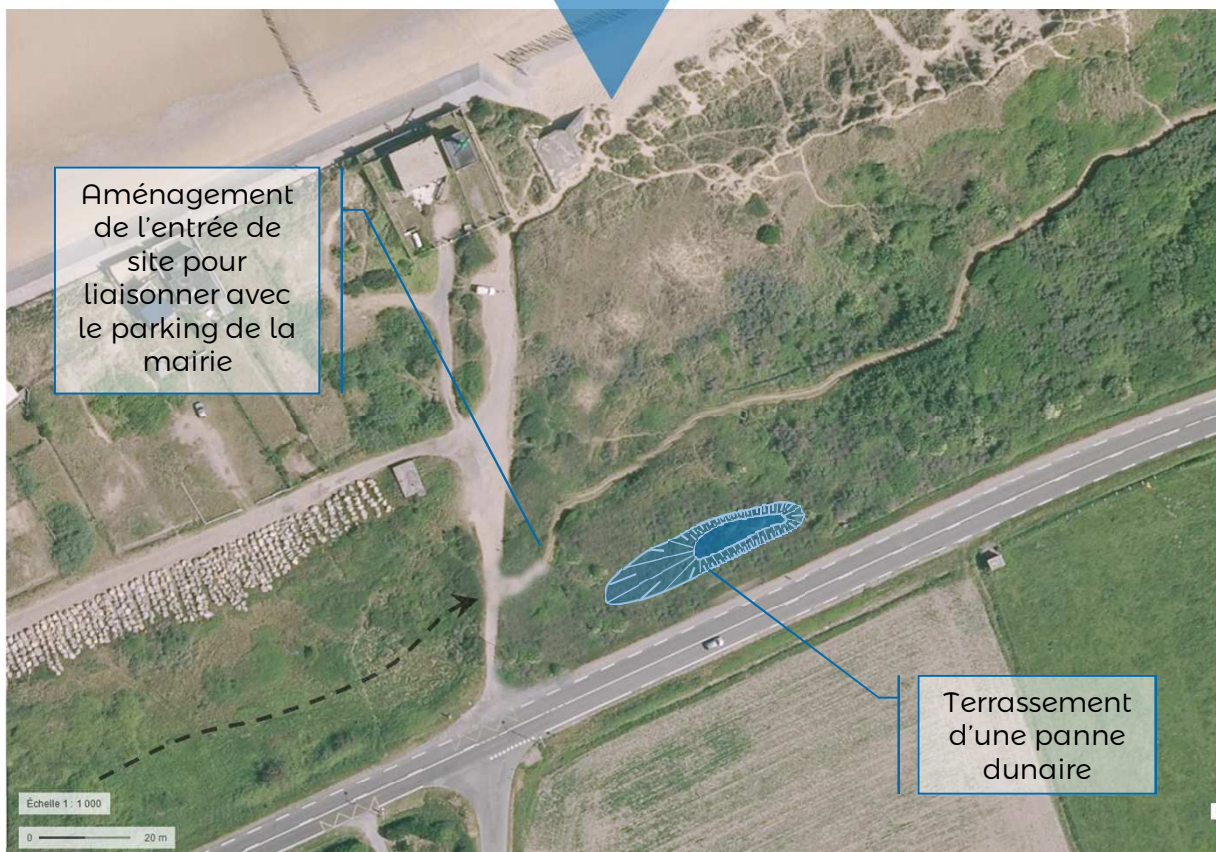
- Coût d'objectifs travaux : 39 k€ TTC / le lot 2, qui concerne les aménagements paysagers (travaux d'abattage et requalification de l'entrée de site) sera réservé aux structures d'insertion
- Lancement de l'opération : septembre 2019
- Durée du chantier : 2 mois
- Plan de financement : CD 62 / Conservatoire du littoral / AFITF



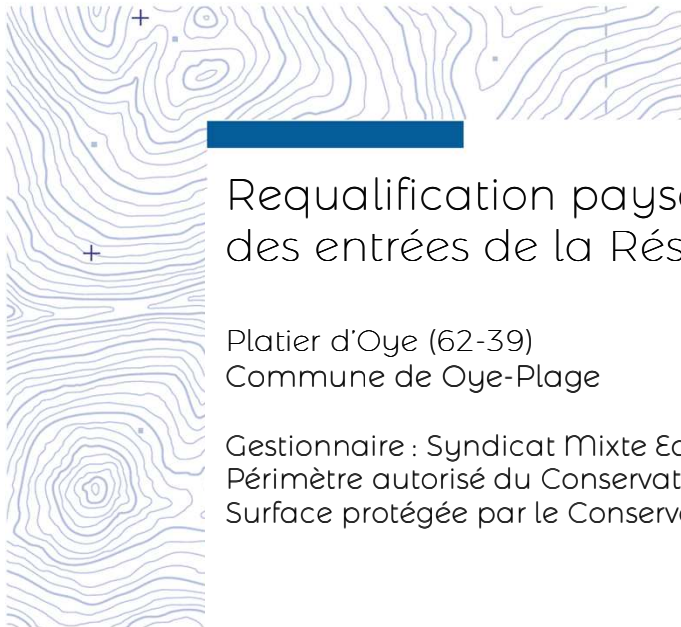


# Travaux de valorisation paysagère et accueil du public

Dunes du Fort-Mahon (62-40)  
Commune de Sangatte







## Requalification paysagère des entrées de la Réserve Naturelle

Platier d'Oye (62-39)  
Commune de Oye-Plage

Gestionnaire : Syndicat Mixte Eden 62  
Périmètre autorisé du Conservatoire du littoral : 449 ha  
Surface protégée par le Conservatoire du littoral : 363 ha



### Situation

Sur la côte du Calais, le prestigieux site du Platier d'Oye se compose de trois espaces distincts : l'estran en évolution permanente sous l'effet des courants marins et des vents, le système estuarien où se sont développés des vasières et des prés salés, les prairies humides arrière-littorales isolées derrière le cordon dunaire. Cette palette de milieux répartie sur près de 400 hectares fait du Platier d'Oye un site ornithologique majeur du Nord de la France, ce qui lui vaut le classement en Réserve Naturelle Nationale.

### Problématiques

Dans le cadre de la révision du schéma d'accueil (Plan de Gestion de la RNN), le Conservatoire du littoral et le gestionnaire du site Eden 62 ont souhaité répondre à une problématique de dégradation paysagère de deux entrées de la réserve, celle du « Casino » à l'Ouest et celle des « Ecardines » à l'Est. Ces deux secteurs ont vu la multiplication de panneaux et équipement parasites qui contribue à un manque de lisibilité de l'identité de la RNN. Par ailleurs, les aires de stationnement et les chemins d'accès aux entrées de site sont particulièrement vieillissants et doivent être adaptés à une modulation des pratiques. La priorité doit être donnée à la diversification des modes d'accès à la réserve et à la sobriété des aménagements.

### Le projet d'aménagement

- Lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre paysagère pour définir le programme d'aménagement
- Requalification paysagère des entrées de site
- Réduction de l'emprise et reprise du revêtement des accès et de l'aire de stationnement des Ecardines
- Refonte de la signalétique d'accueil et interprétative

### Coûts estimatifs et calendrier

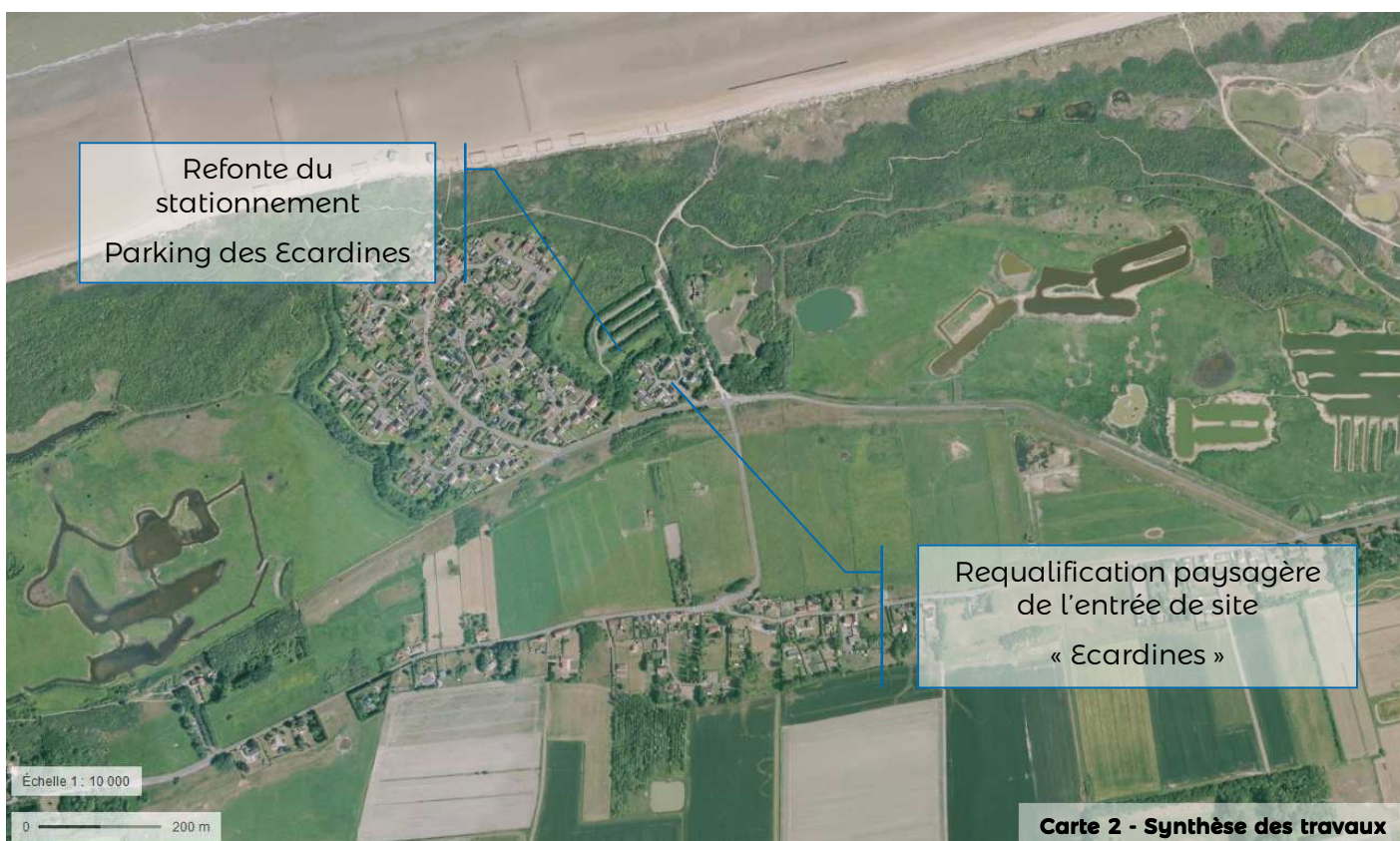
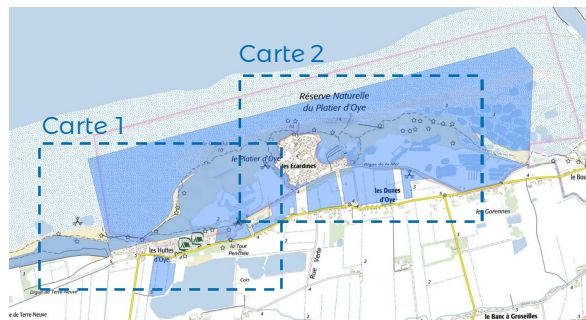
- Mission de maîtrise d'œuvre : 35 k€ TTC
- Coût d'objectifs travaux : 250 k€ TTC (sous réserve du chiffrage par le maître d'œuvre)
- Lancement de l'opération : mission de maîtrise d'œuvre septembre 2019 / travaux : fin d'été 2020
- Durée du chantier : 4 mois
- Plan de financement : CD 62 / Conservatoire du littoral / Commune de Oye-Plage



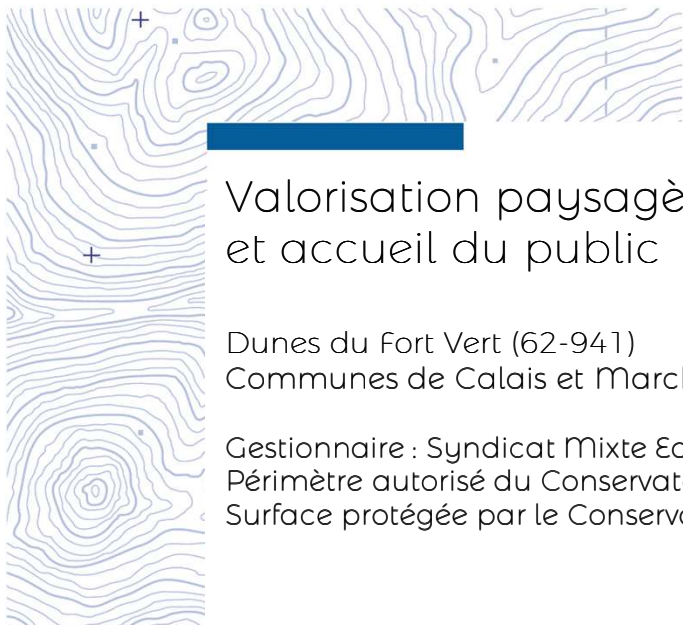


# Requalification paysagère des entrées de la Réserve Naturelle Nationale

Platier d'Oye (62-39)  
Commune de Oye-Plage







## Valorisation paysagère et accueil du public

Dunes du Fort Vert (62-941)  
Communes de Calais et Marck-en-Calais

Gestionnaire : Syndicat Mixte Eden 62  
Périmètre autorisé du Conservatoire du littoral : 433 ha  
Surface protégée par le Conservatoire du littoral : 320 ha



### Situation

Localisé sur la frange ouest de la plaine maritime de Flandre et du Calais, le site du Fort Vert offre la panoplie de milieux naturels caractéristiques de cette façade littorale. Il se compose d'un vaste estran sablo-vaseux (la distance entre les laisses extrêmes de haute et basse mers peut dépasser 1 500 mètres), de huttes de chasse ceinturées de prés salés, de succession de mares d'eau douce ou saumâtre, d'étendues de polders à vocation agricole et de dunes anciennes décalcifiées (dunes Noyon).

### Problématiques

Le schéma d'accueil du public se limite aujourd'hui à un sentier longeant le DPM et un second itinéraire accessible une partie de l'année, sur le flanc Est de la dune. La renaturation de la « Lande de Calais » et de l'ancien centre J. Ferry en 2017 a permis la création d'une nouvelle entrée du site, sur sa partie Ouest. L'objectif est aujourd'hui d'ouvrir plusieurs sentiers de découverte du site et des ambiances paysagères qu'il offre. Il est également nécessaire d'aménager une aire de stationnement, actuellement inexistante sur ce site.

### Le projet d'aménagement

- Aménagement d'une aire de stationnement (15 places) après purge d'une décharge sauvage
- Aménagement de 4 boucles de découverte (déboisement sélectif pour création de sentiers, mise en place de clôtures agricoles, fil lisses, passerelles et passages sélectifs)
- Conception et mise en place de signalétique interprétative et directionnelle

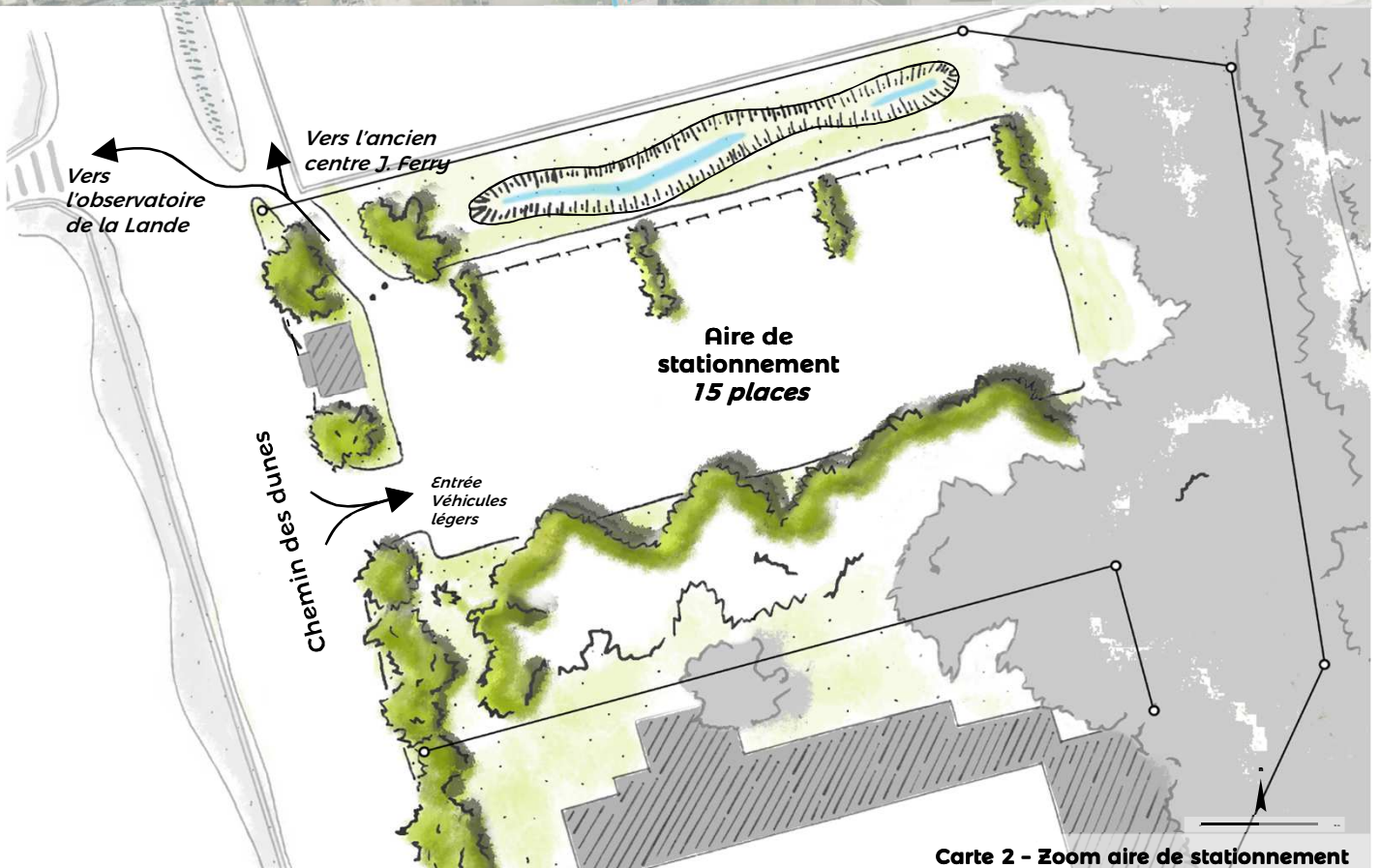
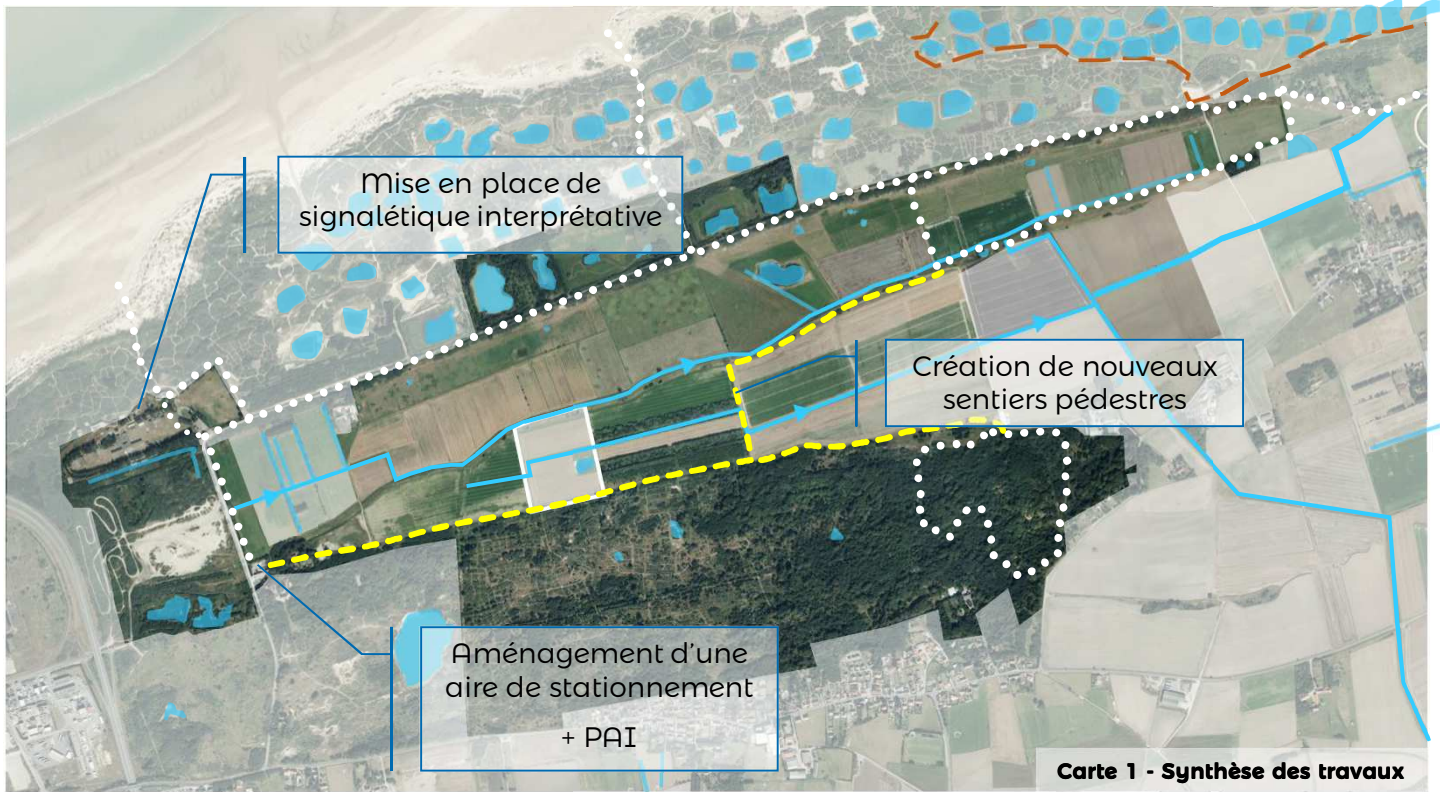
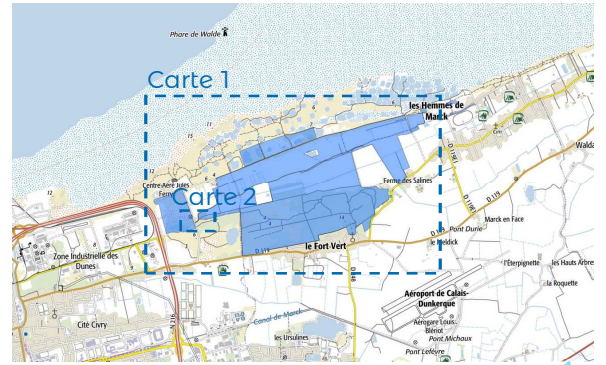
### Coûts estimatifs et calendrier

- Coût d'objectifs travaux : 500 k€ TTC (hors signalétique)
- Lancement de l'opération : septembre 2019
- Durée du chantier : 4 mois
- Plan de financement : CD 62 / Conservatoire du littoral / Conseil Régional Hauts-de-France



# Valorisation paysagère et accueil du public

Fort Vert (62-941)  
Communes de Calais et Marck-en-Calais







## Réhabilitation du patrimoine bâti du Petit Phare

Baie de Wissant 62-199  
Communes de Tardinghen et Wissant

Gestionnaire : Syndicat Mixte Eden 62  
Périmètre autorisé du Conservatoire du littoral : 336 ha  
Surface protégée par le Conservatoire du littoral : 116 ha



### Situation

Le site de la Baie de Wissant constitue un trait d'union entre les côtes rocheuses des Caps Gris-Nez au Sud et Blanc-Nez au Nord. Au cœur du Grand Site de France, le site du Petit Phare est totalement enclavé au cœur des propriétés du Conservatoire du littoral. La rareté du site est principalement liée à la mosaïque d'habitats naturels et à son intérêt pour l'avifaune notamment (position sur un des plus grands couloirs migratoires d'Europe). Les paysages présentent une qualité et une diversité exceptionnelles : dune d'Aval et dune du Châtelet, marais arrière littoral de Tardinghen, falaise morte de la Motte du Bourg, carrière du Phare...

### Problématiques

En 2015 le Conservatoire acquiert cette longère en pierres, typique du pays de Marquise. Cette bâtisse s'accompagne de plusieurs petites constructions au cachet préservé et à la cohérence architecturale remarquable. Dans le cadre de ses missions de mise en valeur du patrimoine bâti, le Conservatoire souhaite désormais s'engager dans un projet de valorisation écotouristique de ce bien. La réhabilitation s'inscrit dans une démarche de développement durable particulièrement ambitieuse : l'objectif à atteindre est une rénovation passive (performance énergétique exceptionnelle) tout en garantissant l'utilisation de matériaux locaux et naturels ou issus de filières de recyclage.

### Le projet d'aménagement

- Lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre architecturale (architecte + BET thermique)
- Réhabilitation de la maison principale en gîte patrimonial
- Réhabilitation de la maisonnette en hébergement pour la bergère/le berger d'Eden 62
- Démolition du garage et aménagements des espaces extérieurs
- Recherche d'un opérateur et mise en service du gîte

### Coûts estimatifs et calendrier

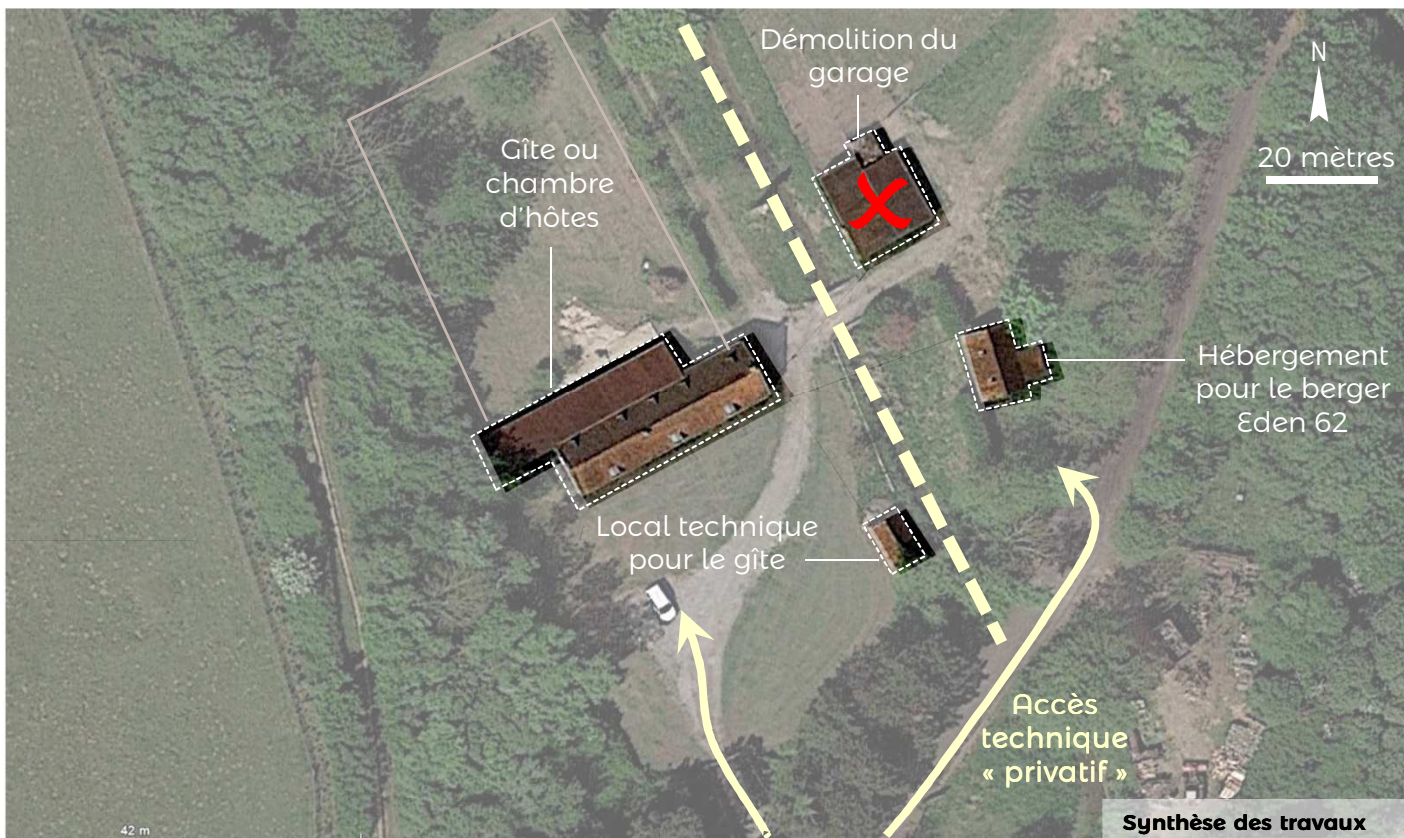
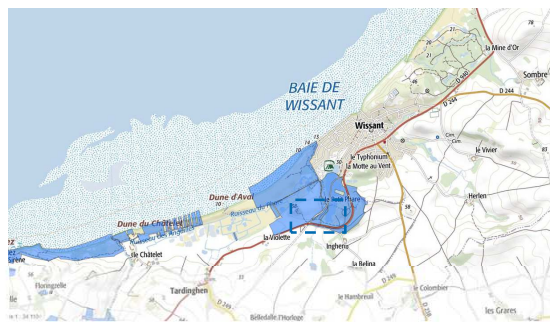
- Coût d'objectifs travaux : 600 k€ TTC (y compris assistance à maîtrise d'ouvrage)
- Lancement de l'opération : mission de maîtrise d'œuvre fin 2019 / travaux : 2020-2021
- Durée du chantier : 6 mois
- Plan de financement : CD 62 / Conservatoire du littoral / FNADT





# Réhabilitation du patrimoine bâti du Petit Phare

Baie de Wissant (62-199)  
Communes de Tardinghen et Wissant

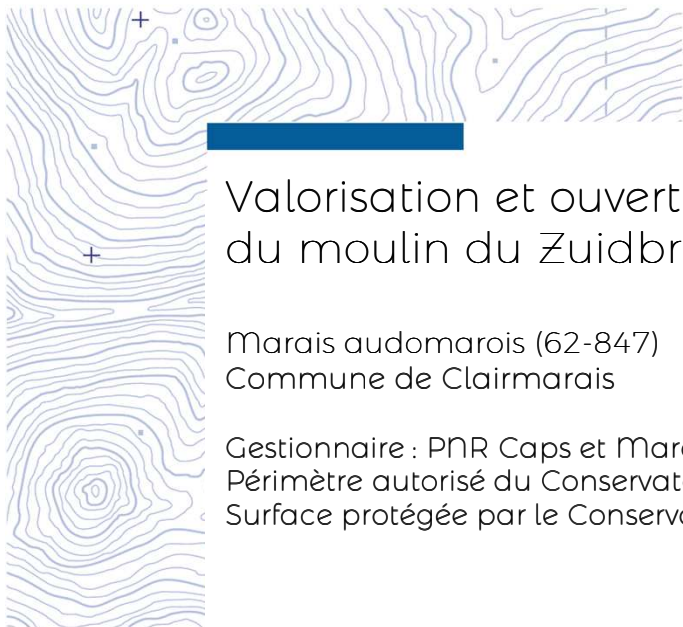


Maisonnette à réhabiliter (logement Eden)



Longère à réhabiliter (gîte patrimonial)





## Valorisation et ouverture au public du moulin du Zuidbrouck

Marais audomarois (62-847)  
Commune de Clairmarais

Gestionnaire : PNR Caps et Marais d'Opale  
Périmètre autorisé du Conservatoire du littoral : 541 ha  
Surface protégée par le Conservatoire du littoral : 178 ha



### Situation

Le marais audomarois possède un patrimoine naturel, historique et culturel riche dont l'importance est reconnue internationalement au travers des démarches Ramsar et « *Man and biosphere* » de l'UNESCO. Au sein de ce territoire d'exception, la Cuvette de Clairmarais s'inscrit comme un haut lieu de biodiversité, la ferme du Zuidbrouck forme un ensemble immobilier de 112 ha dont les deux tiers correspondent à des prairies humides tourbeuses à forte valeur patrimoniale parcourues par un réseau de fossés de 16 km. Cet ensemble supporte une ancienne maison d'habitation qu'un ancien corps de ferme et un moulin en ruine construit en 1861.

### Problématiques

En décembre 2016, le Conservatoire du littoral devient propriétaire de la ferme avec un projet portant sur 3 piliers : la préservation de la biodiversité, le maintien de l'agriculture en zone humide et la valorisation du patrimoine et l'ouverture au public. Des opérations ont déjà été réalisées pour les deux premiers piliers et des travaux de nettoyage ont été entrepris en 2018 afin de préparer les réflexions sur le troisième.

Le moulin est idéalement situé sur la ferme permettant une ouverture au public compatible avec les sensibilités écologiques du site et les usages agropastoraux, tout en permettant de valoriser ce patrimoine architectural caractéristique de l'Audomarois et de connecter aisément le site aux infrastructures et réseaux existants.

### Le projet d'aménagement

- Effacement des réseaux aériens et démontage du hangar demi-lune
- Création d'une aire de stationnement à l'entrée du site
- Aménagement du sentier d'accès au moulin et du sentier vers le bourg de Clairmarais et la Grange Nature
- Restauration du moulin avec l'installation d'une scénographie relative à la ferme (histoire, biodiversité, etc.) et la création d'une plateforme d'observation au sommet

### Coûts estimatifs et calendrier

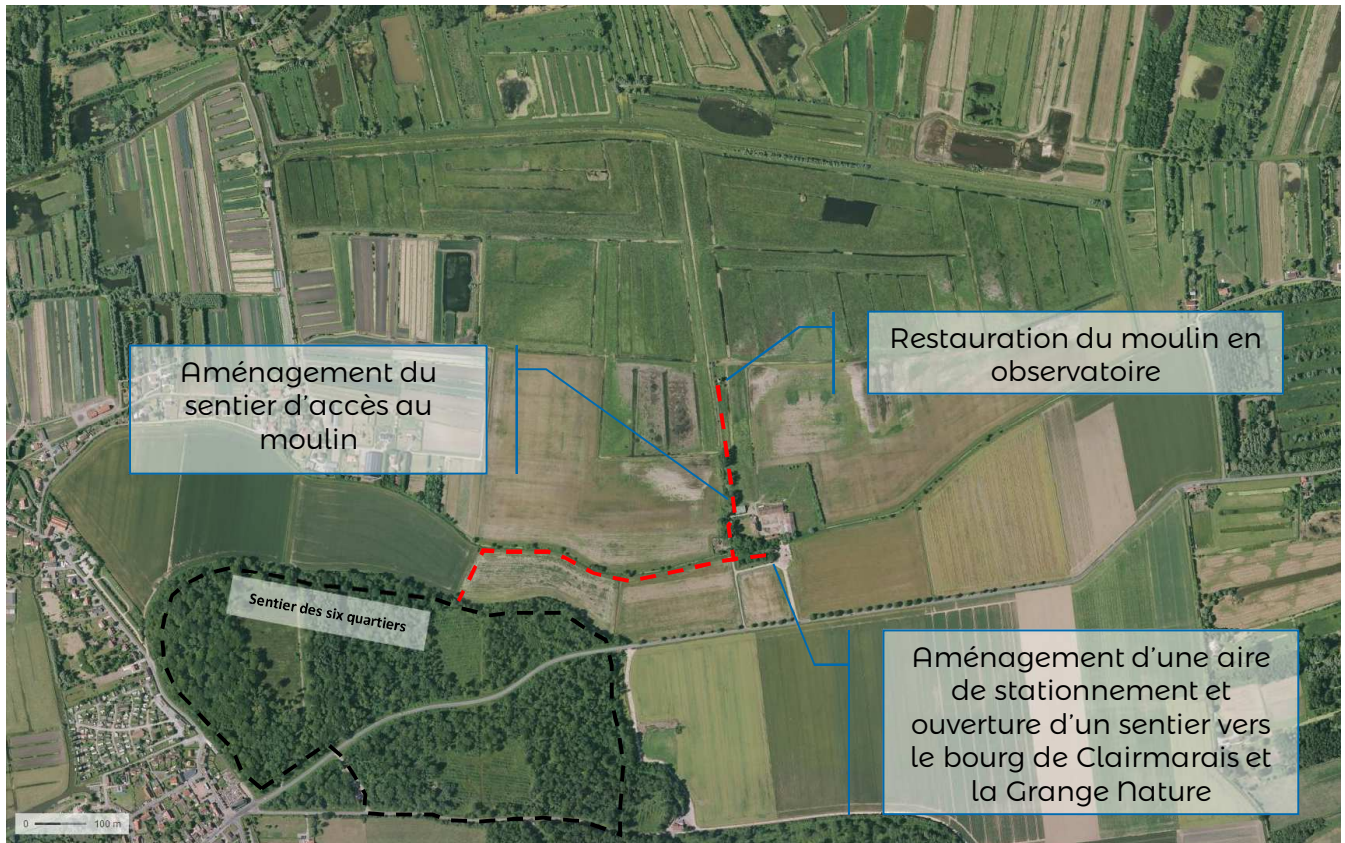
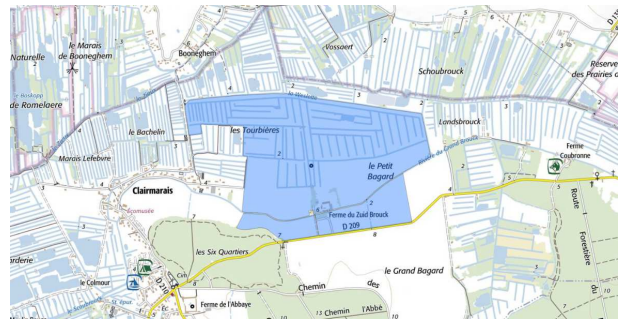
- Coût d'objectifs travaux : 1 M€ TTC (y compris une assistance à maîtrise d'ouvrage)
- Lancement de l'opération : mission de maîtrise d'œuvre : 2020 / travaux : 2021 - 2022
- Durée du chantier : 1 an
- Plan de financement : Conservatoire du littoral + Union européenne (FEDER)





# Valorisation et ouverture au public du moulin du Zuidbrouck

Marais Audomarois (62-847)  
Commune de Clairmarais



Site mentionné convention cession	Site Cdl	Opération	Détail	Calendrier prév	Montant TTC	Tx sub attendu CD62	Autres financements
Marais audomarois	Marais ouest	Travaux Marais ouest	restauration écologique et paysagère	2021	300 000,00 €	30%	90 000,00 € AEAP (50%)
		Démolition maison	requalification paysagère		300 000,00 €	75%	225 000,00 € AEAP (25%)
		Passerelle accès	requalification paysagère et optimisation de la gestion		50 000,00 €	80%	40 000,00 €
Audomarois / Ferme	Ferme Zuidbrouck	Réhabilitation Moulin et accès	Ouverture public, valorisation patrimoine		500 000,00 € -		Feder (50%) AEAP (25%)
Calaisis	Platier Oye	requalification entrée	Etude paysagère	2019	35 000,00 €	70%	24 500,00 €
		requalification entrée	Travaux	2020	200 000,00 €	70%	140 000,00 € AEAP (17%)
	Dunes Fort Mahon	Révision schéma accueil et suppressi	Accueil public, accès site 2 caps	2019	39 000,00 €	40%	15 600,00 €
	Fort Vert	Accueil public	Parking, clôtures et signalétiques	2019	450 000,00 €	15%	67 500,00 € MC Région 390 k€
	Fort Vert (achèvement côté Marck)		(hors convention région)	2021	100 000,00 €	80%	80 000,00 €
Deux Caps	Baie de Wissant	Mise en valeur Petit Phare	réhabilitation bâti et ouverture au public	2019-2020	500 000 €	20%	100 000,00 € FNADT
		Cran Poulet	(convention OGS)	réalisé 2017			
	Gris Nez	Bois d'Haringzelles	(convention OGS)	réalisé 2018			
Baie d'authie nord	Baie Authie Nord	schéma accueil et PDG	Accueil public	ND	100 000,00 €	80%	80 000,00 € AEAP (17%)
		Etangs Conchil	réhabilitation	Restauration espaces naturels	ND	100 000,00 €	80%
<b>TOTAL</b>					<b>2 674 000,00 €</b>		<b>942 600,00 €</b>

Mise à jour le 26/07/2019

Récap		
	Montant calculé	Montant lissé
Phase 1 Zuidbrouck et Calaisis	347 600,00 €	<b>342 000,00 €</b>
Phase 2 Audomarois et Authie	515 000,00 €	<b>614 000,00 €</b>
Deux Caps - Fort Vert	180 000,00 €	
<b>Total</b>	<b>1 042 600,00 €</b>	<b>957 860,00 €</b>

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction du Développement, de l'Aménagement et de  
l'Environnement  
Service des Espaces Naturels et de la Randonnée

**RAPPORT N°51**

Territoire(s): Audomarois, Boulonnais, Calaisis  
Canton(s): CALAIS-1, DESVRES, MARCK, SAINT-OMER  
EPCI(s): C. d'Agglo. du Pays de Saint Omer, C. d'Agglo. du Calaisis, C. de Com. de la  
Région d'Audruicq, C. de Com. de la Terre des Deux Caps

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **SOUTIEN AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES (CELRL) - CONVENTION FINANCIÈRE ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LE CELRL**

Lors de sa séance du 5 décembre 2016, la Commission Permanente a délibéré sur la cession de 133 ha de terrains départementaux du Marais Audomarois et de la Foraine d'Authie à Conchil-le-Temple au bénéfice du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL, le montant de cette opération s'établit à 706 848,15 € pour l'Audomarois et 1 165 268 € pour la Foraine d'Authie).

Parallèlement, la délibération prévoyait un engagement du Département à soutenir le programme d'investissement porté par le CELRL, sur la base d'un montant fixé à 957 860 €, via une convention d'objectifs tripartite établie entre le Département, le CELRL et EDEN 62.

Il vous est proposé d'examiner la 1<sup>ère</sup> phase du programme d'investissement proposé par le CELRL, programme repris dans le projet de convention joint en annexe 1.

Cette programmation porte sur les opérations suivantes :

- Dunes du Fort Mahon à Sangatte : révision du schéma d'accueil comprenant la suppression de l'aire de stationnement existante, la renaturation de l'entrée du site et son amélioration paysagère (panneau d'accueil et d'information, ouverture du sentier, ...) pour un montant de travaux estimé à 39 000 € ;
- Réserve Naturelle Nationale du Platier d'Oye : requalification paysagère des entrées, refonte de la signalétique d'accueil et interprétative, réduction des emprises et reprise des revêtements des accès, pour un montant de travaux estimé à 235 000 € ;
- Dunes du Fort vert : valorisation paysagère et amélioration de l'accueil du public par la création de 4 boucles de découverte et mise en place d'une signalétique interprétative pour un montant de travaux estimé à 550 000 € ;

- Baie de Wissant : réhabilitation et mise en valeur du patrimoine bâti du Petit Phare et valorisation écotouristique du site pour un montant de travaux estimé à 500 000 € ;
- Moulin du Zuidbrouck à Clairmarais : valorisation paysagère et ouverture au public, aménagements de sentiers, aménagements de stationnements pour un montant de travaux estimé à 500 000 €.

Le détail des projets d'aménagement et les coûts estimatifs sont repris dans les fiches descriptives jointes au rapport.

Le montant de la subvention départementale proposé pour cette 1<sup>ère</sup> phase est de 342 000€ pour un montant total de travaux estimé à 1 824 000 € TTC.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant:

- De valider la liste des travaux proposés par le CELRL dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase de son programme d'investissement selon les fiches descriptives et le tableau joints en annexes 2 et 3 ;
- D'attribuer, au Conservatoire de l'Espace Littoral des Rivages Lacustres, une participation financière d'un montant total de 342 000€ ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le Conservatoire de l'Espace Littoral des Rivages Lacustres, la convention d'application technique et financière précisant les modalités de versement, dans les termes du projet joint en annexe 1.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C04-733C16	2041521//91738	EDEN - Grands équipements ENS	1 136 270,00	638 746,00	342 000,00	296 746,00

La 4<sup>ème</sup> Commission - Equipement et développement des territoires a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Jean-Louis COTTIGNY.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**FORFAIT D'EXTERNAT DES COLLÈGES PRIVÉS - CONVENTION 2018-2020  
AVEC LA DIRECTION DIOCÉSAINE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE -  
MODALITÉS DE CALCUL DE LA " PART PERSONNEL " ET DE LA " PART  
MATÉRIEL "**

(N°2019-429)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment son article L.442-9 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2018-175 de la Commission Permanente en date du 14/05/2018 « Forfait d'externat des collèges privés – convention 2018-2020 avec la Direction diocésaine de l'enseignement catholique – Modalités de calcul de la « part personnel » et de la « Part matériel » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'adopter les modalités de calcul et les taux des contributions " part personnel " et " part matériel ", ainsi que le taux moyen de la " part matériel ", pour les trois années de la convention 2018-2020, avec la Direction Diocésaine de l'enseignement catholique.

**Article 2 :**

D'adopter les modalités de la compensation de la " part matériel " versée la troisième année d'application de la convention.

**Article 3 :**

De fixer le forfait d'externat de l'exercice 2019 à 3 235 500,00 € pour la " part matériel " et à 6 084 897,00 € pour la " part personnel ».

**Article 4 :**

La dépense versée en application de l'article 3 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Dépense €
C03-221K02	65512 // 93221	Dotation de fonctionnement des établissements privés - part matériel	3 236 975,00	3 235 500,00
C03-221K13	65512 // 93221	Dotation de fonctionnement des établissements privés - part personnel	6 085 000,00	6 084 897,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL



Annexe N°2  
Répartition par collège de la part matériel

COMMUNES	ETABLISSEMENT	ETABLISSEMENT	Effectifs par collège	Dotation part materiel - sur 221 K02 Compensation Etat base calcul = dotation comp etat / effectif total * effectif collège			Dotation part materiel - sur 221 K05 Complément départemental base calcul = dotation comp etat / effectif total * effectif collège			Dotation part materiel globale fusionnée - sur 221 K02. Lissage 225 € / élève.
AIRE SUR LA LYS	COLLEGE PRIVE STE MARIE	COLLEGE PRIVE STE MARIE	936	2 351 975	14 380	153 091	883 525	14 380	57 509	210 600
ANZIN SAINT AUBIN	COLLEGE PRIVE LES LOUEZ DIEU	COLLEGE PRIVE LES LOUEZ DIEU	1043	2 351 975	14 380	170 592	883 525	14 380	64 083	234 675
ARDRES	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME DE GRACE	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME DE GRACE	471	2 351 975	14 380	77 036	883 525	14 380	28 939	105 975
ARRAS	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	631	2 351 975	14 380	103 206	883 525	14 380	38 769	141 975
ARRAS	COLLEGE PRIVE ST VINCENT	COLLEGE PRIVE ST VINCENT	157	2 351 975	14 380	25 679	883 525	14 380	9 646	35 325
BAPAUME	COLLEGE PRIVE ST JEAN BAPTISTE	COLLEGE PRIVE ST JEAN BAPTISTE	347	2 351 975	14 380	56 755	883 525	14 380	21 320	78 075
BERCK SUR MER	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME	384	2 351 975	14 380	62 807	883 525	14 380	23 593	86 400
BETHUNE	COLLEGE PRIVE STE FAMILLE	COLLEGE PRIVE STE FAMILLE	490	2 351 975	14 380	80 144	883 525	14 380	30 106	110 250
BETHUNE	COLLEGE PRIVE ST VAAST ST DOMINIQUE	COLLEGE PRIVE ST VAAST ST DOMINIQUE	785	2 351 975	14 380	128 394	883 525	14 380	48 231	176 625
BOULOGNE SUR MER	COLLEGE PRIVE GODEFROY de BOUILLON	COLLEGE PRIVE GODEFROY de BOUILLON	229	2 351 975	14 380	37 455	883 525	14 380	14 070	51 525
BOULOGNE SUR MER	COLLEGE PRIVE CATHOLIQUE HAFFREINGUE CHANLAIRE	COLLEGE PRIVE CATHOLIQUE HAFFREINGUE CHANLAIRE	497	2 351 975	14 380	81 289	883 525	14 380	30 536	111 825
BOULOGNE SUR MER	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH de NAVARIN	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH de NAVARIN	504	2 351 975	14 380	82 434	883 525	14 380	30 966	113 400
BOURLON	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	159	2 351 975	14 380	26 006	883 525	14 380	9 769	35 775
BOUVIGNY BOYEFFLES	COLLEGE PRIVE ST FRANCOIS	COLLEGE PRIVE ST FRANCOIS	544	2 351 975	14 380	88 976	883 525	14 380	33 424	122 400
CALAIS	COLLEGE PRIVE JEANNE D'ARC	COLLEGE PRIVE JEANNE D'ARC	438	2 351 975	14 380	71 639	883 525	14 380	26 911	98 550
CALAIS	COLLEGE PRIVE ST PIERRE	COLLEGE PRIVE ST PIERRE	596	2 351 975	14 380	97 481	883 525	14 380	36 619	134 100
CARVIN	COLLEGE PRIVE ST DRUON	COLLEGE PRIVE ST DRUON	704	2 351 975	14 380	115 145	883 525	14 380	43 255	158 400
DESVRES	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	223	2 351 975	14 380	36 474	883 525	14 380	13 701	50 175
DUISANS	COLLEGE CLAIREFONTAINE	COLLEGE CLAIREFONTAINE	56	2 351 975	14 380	9 159	883 525	14 380	3 441	12 600
ETAPLES	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	COLLEGE PRIVE ST JOSEPH	428	2 351 975	14 380	70 003	883 525	14 380	26 297	96 300
FREVENT	COLLEGE PRIVE MIXTE SACRE COEUR	COLLEGE PRIVE MIXTE SACRE COEUR	199	2 351 975	14 380	32 548	883 525	14 380	12 227	44 775
FRUGES	COLLEGE PRIVE ST BERTULPHE	COLLEGE PRIVE ST BERTULPHE	167	2 351 975	14 380	27 314	883 525	14 380	10 261	37 575
HESDIN	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME	174	2 351 975	14 380	28 459	883 525	14 380	10 691	39 150
LAVENTIE	COLLEGE PRIVE STE JEANNE D'ARC	COLLEGE PRIVE STE JEANNE D'ARC	300	2 351 975	14 380	49 068	883 525	14 380	18 432	67 500
LENS	COLLEGE PRIVE STE IDE à	COLLEGE PRIVE STE IDE à	1208	2 351 975	14 380	197 579	883 525	14 380	74 221	271 800
LONGUENESSE	COLLEGE PRIVE LA MALASSISE	COLLEGE PRIVE LA MALASSISE	476	2 351 975	14 380	77 854	883 525	14 380	29 246	107 100
LUMBRES	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME	360	2 351 975	14 380	58 881	883 525	14 380	22 119	81 000
MARQUISE	COLLEGE PRIVE ST MARTIN	COLLEGE PRIVE ST MARTIN	410	2 351 975	14 380	67 059	883 525	14 380	25 191	92 250
MONTREUIL SUR MER	COLLEGE PRIVE STE AUSTREBERTHE	COLLEGE PRIVE STE AUSTREBERTHE	353	2 351 975	14 380	57 736	883 525	14 380	21 689	79 425
ST MARTIN BOULOGNE	COLLEGE PRIVE NAZARETH	COLLEGE PRIVE NAZARETH	509	2 351 975	14 380	83 251	883 525	14 380	31 274	114 525
SAINT OMER	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME DE SION	COLLEGE PRIVE NOTRE DAME DE SION	292	2 351 975	14 380	47 759	883 525	14 380	17 941	65 700
SAINT OMER	COLLEGE PRIVE ST BERTIN	COLLEGE PRIVE ST BERTIN	178	2 351 975	14 380	29 113	883 525	14 380	10 937	40 050
ST POL SUR TERNOISE	COLLEGE PRIVE ST LOUIS	COLLEGE PRIVE ST LOUIS	132	2 351 975	14 380	21 590	883 525	14 380	8 110	29 700
			<b>14380</b>			<b>2 351 976</b>			<b>883 524</b>	<b>3 235 500</b>

**ANNEXE n° 3**  
**CALCUL**  
**BASE FORFAIT D'EXTERNAT**  
**PART PERSONNEL**

\*\*\*\*

Convention 2018 /2020

- MASSE SALARIALE ATTEE 2015 (chapitre 012 – charges de personnel) : 42.934.887 €
- Quotité de la masse salariale des ATTEE affectée à l'externat : 60 % = 25.760.932 €
- + 2 Agents catégorie C : 57.954 €.

IM 330 : 1546,39 mensuel soit pour une année :18.557 € ;
Charges salariales : 56,15 % : 10.420 € ;
Pour un agent la somme de : 28.977 €.
La majoration pour 2 agents s'établit à la somme de 57.954 €.

La base s'élève à la somme de 25.760.932 € plus 57.954 €, soit un total de 25.818.886 €

Evolution du point d'indice depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

Evolution	Période	Montant sur la base	Pour l'année	Nouvelle base
0,60%	au 1 <sup>er</sup> juillet 2016 :	12 909,44 €	77 456,66 €	25 896 342,37 €
0,60%	au 1 <sup>er</sup> février 2017	12 948,17 €	142 429,88 €	26 038 772,25 €

La base de calcul s'établit à la somme (arrondie) de **26.038.772 €**.

\*\*\*\*

- Coût ELEVE PUBLIC 2016 : <b>26 038 772 / 61535 = 423.15 €</b>
(61 535 = effectifs publics année 2016-2017)
Effectif global des 33 collèges privés = 14380
- <b>Forfait « Part Personnel » 2019 : 423.15 € x 14380 = 6 084 897 €</b>

**ANNEXE 4**  
**CALCUL TAUX PAR CATEGORIE**  
**PART PERSONNEL**  
**ANNEE 2019**

		<b>13 mars 2008</b>								
C1	80 1ers élèves	349,34	=	C1 bis	x	1,73		C1 bis	=	BASE/(A x 1,73)+B+(Cx1,18)+(Dx2,23)+(Ex5,27)
C1 bis	> 80	201,43	=	C1 bis	x	1,00				
C2	3ème insertion	236,76	=	C1 bis	x	1,18		C1bis		367,2506092
C3	SEGPA	449,27	=	C1 bis	x	2,23				
D1	ULIS	1061,42	=	C1 bis	x	5,27				
		<b>2019</b>								
A	Total des 80 1ers élèves	2 640		C1	=	636,92				1 681 475,78
B	total des effectifs > 80	11 670		C1 bis	=	367,25				4 285 814,61
C	total des 3ème insertion	0		C2	=	431,66				-
D	total des SEGPA	16		C3	=	819,12				13 105,87
E	total des ULIS	54		D1	=	1935,20				104 500,75
	total effectifs année scolaire 2018-2019	14 380								
BASE	base forfait externat	6 084 897,00				4 190,15				6 084 897,00

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction de l'Éducation et des Collèges  
Service Administratif et Financier

**RAPPORT N°52**

Territoire(s): Tous les territoires  
Canton(s): Tous les cantons des territoires  
EPCI(s): Tous les EPCI des territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **FORFAIT D'EXTERNAT DES COLLÈGES PRIVÉS - CONVENTION 2018-2020 AVEC LA DIRECTION DIOCÉSAINNE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE - MODALITÉS DE CALCUL DE LA " PART PERSONNEL " ET DE LA " PART MATÉRIEL "**

En application de l'article L.442-9 du code de l'éducation, les dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'Etat doivent être prises en charge par le Département sous forme de contributions forfaitaires versées par élève et par an.

Ces contributions sont calculées selon les mêmes critères que pour les classes correspondantes de l'enseignement public.

Le forfait d'externat versé à ces établissements comprend une première contribution, dite " part personnel ", et une seconde contribution, dite " part matériel ".

Les modalités de calcul de ces contributions ont été négociées avec les représentants de la Direction Diocésaine de l'enseignement catholique, mandatés par l'ensemble des collèges privés sous contrat d'association, sur la base d'une équivalence aux moyens accordés aux collèges publics. Cette négociation a abouti à la signature d'une convention fixant les modalités de calcul du forfait d'externat pour la période 2018-2020, adoptée par la Commission permanente, lors de sa réunion du 14 mai 2018.

#### **Contribution dite " part personnel "**

Cette contribution est établie sur la base d'un forfait par élève, calculé à proportion de 60 % de la masse salariale des personnels A.T.T.E.E., affectés exclusivement à l'externat, constatée au compte administratif 2015 (année de référence).

Cette base de calcul est majorée d'un équivalent masse salariale brute, correspondant aux frais de gestion indirecte, évalué à deux agents de catégorie C (coût de traitement annuel d'un adjoint technique territorial de 2<sup>ème</sup> classe, à l'échelon 2, indice majoré 330, charges patronales comprise 56,15 %).

La base obtenue (60 % de la masse salariale augmentée des frais de gestion) est revalorisée du pourcentage de progression de la valeur du point d'indice de la fonction publique constatée depuis le 1er janvier 2016. Elle est fixée pour la période de la convention à 26 038 772,25 € (annexe 3).

Le résultat permet de définir le coût d'un élève externe du secteur public. Le calcul est effectué sur la base des effectifs de l'année scolaire se rapportant au compte administratif de l'année N-2.

Pour 2019, le montant de la " part personnel " s'établit de la manière suivante :

Effectifs secteur public année 2016-2017	61 535 élèves
Base de calcul pour la durée de la convention	26 038 772,25 € / 61 535 élèves = 423,15 €
Effectif global des 33 collèges privés (rentrée 2018-2019)	14 380 élèves
Forfait " part personnel " 2019 :	423,15 € x 14 380 élèves = 6 084 897,00 €

La " part personnel " est ensuite répartie entre les établissements en fonction de leurs effectifs et en appliquant une déclinaison du forfait en 5 taux repris à l'annexe 4.

La " part personnel " est calculée sur la même base pour la durée de la convention, la variable annuelle d'ajustement étant représentée par l'évolution des effectifs des collèges privés.

#### **Contribution " part matériel "**

Cette contribution est établie sur une assiette de calcul reprenant la consommation des crédits constatée au dernier compte administratif connu (N-2) de la fonction 2 Enseignement (sous-chapitre 932-21 Collèges), qui comprend les dépenses de fonctionnement des collèges publics listées dans les documents composant l'annexe 1.

A partir de l'ensemble de ces dépenses se calcule le coût d'un élève externe du secteur public.

Une fois le coût du collégien externe du secteur public évalué, il convient de le majorer d'un pourcentage permettant de couvrir les charges diverses dont les établissements d'enseignement public sont dégrevés (article L.442-9 du code de l'éducation). Le pourcentage est fixé à 1 % pour la durée de la convention, correspondant aux diverses charges fiscales (taxe foncière, taxe d'habitation), mais également aux charges liées aux interventions d'un commissaire aux comptes dans les OGEC collèges.

Le résultat permet de définir le coût d'un élève externe du secteur public. Le calcul est effectué sur la base des effectifs de l'année scolaire se rapportant au compte administratif de l'année N-2.

Le coût de la " part matériel " d'un élève externe du secteur public est multiplié par les effectifs des collèges privés de l'année scolaire sur laquelle le forfait d'externat s'applique (année N-1).

Lors des négociations, il avait été observé que, sur la durée d'application de la convention (2018-2020), les éléments entrant dans la base de liquidation de la " part matériel " connaîtraient des variations importantes susceptibles d'impacter la stabilité budgétaire des

établissements privés. Un principe visant à amortir les fluctuations a ainsi été prévu dans la convention. Ce lissage contribue à limiter l'impact des variations de la " part matériel ".

Dans ces conditions, le taux de " part matériel " demeure calculé pour chaque année, mais sur la période de la convention un taux lissé (225,00 €) a été convenu, avec une régularisation lors de la dernière année d'application de la convention.

Les comptes administratifs 2017 et 2018 ayant été adoptés par le Conseil départemental, les taux de contribution " part matériel " ont pu être établis pour les trois exercices (annexe 1).

Exercice	2018	2019	2020	Moyenne
Effectifs collèges publics	62 488	61 609	61 454	61 850
Coût moyen élève du public	259,81 €	226,96 €	192,63 €	226,47 €
Majoration 1%	2,60 €	2,27 €	1,93 €	2,26 €
Coût moyen élève du public pris en compte dans le forfait matériel	262,41 €	229,23 €	194,55 €	228,73 €
Effectif collèges privés	14 185	14 380	14 500	14 355
Enveloppe forfait d'externat " part matériel "	3 722 274,45 €	3 296 363,63 €	2 821 028,39 €	3 283 444,98 €
Calcul sur taux lissé : 225,00 €	3 191 625,00 €	3 235 500,00 €	3 262 500,00 €	3 229 875,00 €
Solde différentiel entre coût réel et lissage	- 530 649,45 €	- 60 863,63 €	441 471,61 €	
Calcul sur le taux moyen établi : 228,73 €	3 244 560,57 €	3 289 163,27 €	3 316 611,09 €	
Régularisation sur exercice 2020	52 935,57 €	53 663,27 €	54 111,09 €	160 709,94 €

Lors de la 3<sup>ème</sup> année d'application de la convention (soit 2020), le taux moyen calculé (228,73 €) permettra d'opérer la régularisation.

Ainsi, la régularisation au titre de 2018 s'élève à 52 936,00 € (différentiel entre l'application du taux lissé de 225,00 € aux effectifs des collèges privés et l'application du taux moyen) et pour 2019 à 53 663,00 €. Les éléments de 2020 constituent une estimation dans l'attente des effectifs réels des élèves des collèges privés à la rentrée 2019-2020.

La " part matériel " 2020 sera abondée du montant de la compensation établie sur les 3 exercices.

Pour le forfait d'externat de l'exercice 2019, les crédits de paiement s'élèvent donc à 3 235 500,00 € pour la " part matériel " et à 6 084 897,00 € pour la " part personnel ".

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'adopter les modalités de calcul et les taux des contributions " part personnel " et " part matériel ", ainsi que le taux moyen de la " part matériel ", pour les trois années de la convention 2018-2020, avec la Direction Diocésaine de l'enseignement catholique ;
- d'adopter les modalités de la compensation de la " part matériel " versée la troisième année d'application de la convention ;
- de fixer le forfait d'externat de l'exercice 2019 à 3 235 500,00 € pour la " part matériel " et à 6 084 897,00 € pour la " part personnel ".

La dépense s'imputerait sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C03-221K02	65512 // 93221	Dotation de fonctionnement des établissements privés - part matériel	3 236 975,00	3 236 975,00	3 235 500,00	1 475,00
C03-221K13	65512 // 93221	Dotation de fonctionnement des établissements privés - part personnel	6 085 000,00	6 085 000,00	6 084 897,00	103,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Jean-Louis COTTIGNY.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS À PROXIMITÉ DES COLLÈGES -  
RAPPORT D'AFFECTATION 2019**

(N°2019-430)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1311-15 ;

**Vu** le Code de l'Éducation et notamment son article L.214-4 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2018-17 du de la Commission Permanente en date du 08/01/2018 « Fonctionnement des équipements sportifs à proximité des collèges – dispositions financières » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer 56 participations financières aux structures publiques bénéficiaires, conformément au tableau annexé à la présente délibération, pour un montant total estimatif de 566 952,00 €, pour l'année 2019, au titre du dispositif d'aide au fonctionnement des équipements sportifs à proximité des collèges.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les conventions ou avenants à intervenir avec les collectivités propriétaires des équipements sportifs utilisés par les collégiens, sur la base du modèle de convention type.

**Article 3 :**

La participation départementale versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Dépense €
C03-283H02	62878/9328	Utilisation des installations sportives externes aux collèges	700 000,00	566 952,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

N°RNE	COLLEGE Nom	VILLE	CANTON	TERRITOIRE	DISTRICT	PRINCIPAL	Nb d'élèves 2018	Barème	Valeur	Nb de Professeurs d'EPS	Ratio Equipement	Plafond de participation / ratio	Libellé de l'Equipement	Type	Propriétaire	Convention	Nb d'heures d'utilisation / semaine	Taux Horaire	Nb de Semaine	Montant de la participation
0622863A	ADAM DE LA HALLE	ACHICOURT	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Sébastien PAILLART	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle des sports Adam de la Halle	C	CU Arras	OUI	40	6,95	36	10 008 €
0622863A	ADAM DE LA HALLE	ACHICOURT	ARRAS 3	ARRAGEOIS	CU Arras	Sébastien PAILLART	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle de danse	B	CUA		36	3,47	36	4 497 €
0622863A	ADAM DE LA HALLE	ACHICOURT	ARRAS 3	ARRAGEOIS	CU Arras	Sébastien PAILLART	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle Léo Lagrange	Confort	COMMUNE ACHICOURT	OUI	4	3,29	36	474 €
Total 0622863A																				14 979 €
0622090K	ALBERT DEBEYRE	BEUVRY	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Thierry CHEVALIER	762	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	salle de sport	C	COMMUNE DE BEUVRY		33	6,95	36	8 257 €
0622090K	ALBERT DEBEYRE	BEUVRY	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Thierry CHEVALIER	762	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	salle Yourcenar Tennis de Table	B	COMMUNE DE BEUVRY		8	3,47	36	999 €
Total 0622090K																				9 256 €
0622269E	ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Cocsec Grande salle	Confort	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	OUI	4	3,77	36	543 €
0622269E	ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Nouvelle Salle	C	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	OUI	6	6,95	36	1 501 €
0622269E	ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Cocsec -Dojo	B	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	OUI	5	3,47	36	525 €
0622269E	ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Salle Volley	Confort	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	OUI	1	3,77	36	136 €
Total 0622269E																				2 804 €
0622435K	BELREM	BEAURAINVILLE	AUXI LE CHATEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Sandra BLANCHARD	406	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Léo Lagrange	C	COMMUNE BEAURAINVILLE	OUI	42	6,95	36	10 508 €
Total 0622435K																				10 508 €
0622873L	BORIS VIAN	MARCK	MARCK	CALAIS	CALAIS	Julien GIOVACCHINI	540	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Cocsec	C	COMMUNE DE MARCK	OUI	42	6,95	36	10 508 €
Total 0622873L																				10 508 €
0620031X	CARLIN LEGRAND	BAPAUME	BAPAUME	ARRAGEOIS	ARRAS	Vincent BELLANGER	663	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	salle Escoffier	C	CC SUD ARTOIS	NON	42	6,95	36	10 508 €
Total 0620031X																				10 508 €
0622264Z	CLAUDE DEBUSSY	COURRIERES	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Abdallah MARHLOUJ	505	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Breton	C	COMMUNE DE COURRIERES	OUI	30	6,95	36	7 506 €
0622264Z	CLAUDE DEBUSSY	COURRIERES	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Abdallah MARHLOUJ	505	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Dojo complexe sportif	Confort	COMMUNE DE COURRIERES	OUI	4	3,29	36	474 €
Total 0622264Z																				7 980 €
0622793Z	DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle joilet curie	Confort	COMMUNE BILLY MONTIGNY		22	3,29	36	7 286 €
0622793Z	DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	pliscine municipale	Confort	COMMUNE BILLY MONTIGNY		16	3,29	36	2 895 €
0622793Z	DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle handball	C	COMMUNE BILLY MONTIGNY		39	6,95	36	9 758 €
0622793Z	DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle multisport parquet	Confort	COMMUNE BILLY MONTIGNY		6	3,29	36	7 111 €
0622793Z	DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Dojo	B	COMMUNE BILLY MONTIGNY		8	3,47	36	999 €
Total 0622793Z																				15 969 €
0622907Y	DE LA MORINIE	SAINT OMER CEDEX	SAINT OMER	AUDOMAROIS	SAINT OMER	Éric BOUVE	322	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	salle de sport de la Morinie	C	Commune de SAINT OMER		42	6,95	36	10 508 €
Total 0622907Y																				10 508 €
0620014D	DENIS DIDEROT	DAINVILLE	ARRAS 1	ARRAGEOIS	ARRAS	Jacques GUILLAIN	742	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Grande salle	C	CU Arras	OUI	40	6,95	36	10 008 €
0620014D	DENIS DIDEROT	DAINVILLE	ARRAS 1	ARRAGEOIS	ARRAS	Jacques GUILLAIN	742	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Dojo Liénard	B	COMMUNE ARRAS		20	3,47	24	1 666 €
Total 0620014D																				11 674 €
0620099W	DES 7 VALLEES	HESDIN	AUXI LE CHATEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Thérèse WULLUS	437	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle lepers	C	COMMUNE DE HESDIN		14	6,95	36	3 503 €
0620099W	DES 7 VALLEES	HESDIN	AUXI LE CHATEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Thérèse WULLUS	437	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle de tennis de la canche	Confort	COMMUNE DE HESDIN		7,5	2,82	36	761 €
0620099W	DES 7 VALLEES	HESDIN	AUXI LE CHATEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Thérèse WULLUS	437	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	COMMUNE DE HESDIN		2,56	2,82	36	260 €
Total 0620099W																				4 524 €
0620156H	DU BELLIMONT	PERNES EN ARTOIS	SAINT POL SUR TERNOISE	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Eric BUQUET	373	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Cocsec Luce Leteu	C	CC DU TERNOIS	OUI	37,5	6,95	36	9 383 €
Total 0620156H																				9 383 €
0620024P	DU BREDENARDE	AUDRUICQ	MARCK	CALAIS	CALAIS	Dany LIETARD	614	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	COSEC	C	COMMUNE AUDRUICQ		22	6,95	36	5 504 €
Total 0620024P																				5 504 €
0622427B	DU PAYS DE L'ALLOEU	LAVENTIE	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Jean-Jacques POIRET	582	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	COMMUNE LAVENTIE		10	3,29	35	1 152 €
0622427B	DU PAYS DE L'ALLOEU	LAVENTIE	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Jean-Jacques POIRET	582	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	petit gymnase salle omnisports	Confort	COMMUNE LAVENTIE		30,1	3,29	35	3 466 €
0622427B	DU PAYS DE L'ALLOEU	LAVENTIE	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Jean-Jacques POIRET	582	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle omnisports	C	COMMUNE DE LAVENTIE	OUI	28,5	6,95	35	6 933 €
Total 0622427B																				11 550 €
0620026S	DU VAL DU GY	AVESNES LE COMTE	AVESNES LE COMTE	ARRAGEOIS	ARRAS	Thomas STELMASZYK	471	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Gabry	C	COMMUNE AVESNES LE COMTE		36	6,95	36	9 007 €
Total 0620026S																				9 007 €
0622428C	EDMOND ROSTAND	BRUAY LA BUSSIÈRE CEDEX	BRUAY LA BUSSIÈRE	ARTOIS	BRUAY	Paul-Emmanuel POJDA	535	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Cocsec	C	COMMUNE DE BRUAY	OUI	36	6,95	36	9 007 €
0622428C	EDMOND ROSTAND	BRUAY LA BUSSIÈRE CEDEX	BRUAY LA BUSSIÈRE	ARTOIS	BRUAY	Paul-Emmanuel POJDA	535	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle des Tombelles	B	COMMUNE DE BRUAY	OUI	6	3,47	36	750 €
Total 0622428C																				9 757 €
0622098U	EMILE ZOLA	FOUQUIERES LES LENS	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Thierry DENEUVILLE	326	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Charles Humez	C	COMMUNE DE FOUQUIERES LES LENS	OUI	35	6,95	36	8 757 €
Total 0622098U																				8 757 €
0622272H	EMILE ZOLA	MARLES LES MINES	AUCHEL	ARTOIS	BRUAY	Georges-Eric COISNE	469	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Gentils	C	COMMUNE DE MARLES LES MINES		29	6,95	36	7 256 €
0622272H	EMILE ZOLA	MARLES LES MINES	AUCHEL	ARTOIS	BRUAY	Georges-Eric COISNE	469	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Iachowski	Confort	COMMUNE DE MARLES LES MINES		13	3,29	36	1 540 €
0622272H	EMILE ZOLA	MARLES LES MINES	AUCHEL	ARTOIS	BRUAY	Georges-Eric COISNE	469	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Pignon	Confort	COMMUNE DE MARLES LES MINES		20	3,29	36	2 369 €
Total 0622272H																				11 164 €
0622864B	FRANCOIS MITTERRAND	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Christelle DEGROISE	460	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle Mitterrand	C	CU Arras	OUI	39	6,95	36	9 750 €
Total 0622864B																				9 750 €
0622795B	FRANCOIS RABELAIS	HENIN BEAUMONT	HENIN BEAUMONT 2	LENS-HENIN	HENIN	Benoit LAMOURET	592	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Dojo Espace F. Mitterrand	Confort	COMMUNE DE HENIN BEAUMONT		7	3,29	36	829 €
0622795B	FRANCOIS RABELAIS	HENIN BEAUMONT	HENIN BEAUMONT 2	LENS-HENIN	HENIN	Benoit LAMOURET	592	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Wilquin - Tételin - Pantigny	Confort	COMMUNE DE HENIN BEAUMONT		29	6,95	36	7 256 €
Total 0622795B																				8 085 €
0620071R	J.J. ROUSSEAU	CARVIN	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Dominique LELIEVRE	521	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Contique Salle Pascal	Confort	COMMUNE DE CARVIN	OUI	38,5	3,29	36	4 560 €
0620071R	J.J. ROUSSEAU	CARVIN	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Dominique LELIEVRE	521	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Pascal	C	COMMUNE DE CARVIN	OUI	42	6,95	36	10 508 €
Total 0620071R																				15 068 €
0620085F	JACQUES BREL	FRUGES	FRUGES	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Christophe COUTOULY	359	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	CC HAUT PAYS DE MONTREUIL		38	2,82	36	3 858 €
0620085F	JACQUES BREL	FRUGES	FRUGES	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Christophe COUTOULY	359													





COLLEGE Nom	VILLE	CANTON	TERRITOIRE	DISTRICT	PRINCIPAL	Nb d'élèves 2018	Barème	Valeur	Nb de Professeurs d'EPS	Ratio Equipement	Plafond de participation / ratio	Libellé de l'Equipement	Type	Réf.	Propriétaire	Montant de la participation
RENE CASSIN	LILLERS	LILLERS	ARTOIS	BETHUNE	Sandrine WYRWA	385	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	gymnase coubertin	C	1	CA BETHUNE BRUAY	9 007 €
DU BELLIMONT	PERNES EN ARTOIS	SAINT POL SUR TERNOISE	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Eric BUQUET	373	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Cosec Luce Leleu	C	2	CC DU TERNOIS	9 383 €
JACQUES PREVERT	HEUCHIN	SAINT POL SUR TERNOISE	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Jean- François BINTEIN	225	A	2,82 €	2	0,67	10 508,00 €	dojo	Confort	2	CC DU TERNOIS	2 162 €
JACQUES PREVERT	HEUCHIN	SAINT POL SUR TERNOISE	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Jean- François BINTEIN	225	A	2,82 €	2	0,67	10 508,00 €	Salle du Faux	C	2	CC DU TERNOIS	6 255 €
ROGER SALENGRO	SAINT POL SUR TERNOISE CEDEX	SAINT POL SUR TERNOISE	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Danièle MORONVAL	680	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	salle intercommunale	C	2	CC DU TERNOIS	9 883 €
Total 2																27 693 €
JACQUES BREL	FRUGES	FRUGES	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Christophe COUTOULY	359	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	3	CC HAUT PAYS DE MONTREUIL	3 858 €
JACQUES BREL	FRUGES	FRUGES	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Christophe COUTOULY	359	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Jean Luc Rougé	C	3	CC HAUT PAYS DE MONTREUIL	9 007 €
Total 3																12 865 €
CARLIN LEGRAND	BAPAUME	BAPAUME	ARRAGEOIS	ARRAS	Vincent BELLANGER	663	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	salle Escoffier	C	4	CC SUD ARTOIS	10 508 €
BORIS VIAN	MARCK	MARCK	CALAIS	CALAIS	Julien GIOVACCHINI	540	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Cosec	C	5	COMMUNE DE MARCK	10 508 €
JACQUES PREVERT	HOUDAIN	BRUAY LA BUSSIÈRE	ARTOIS	BRUAY	Isabelle KASTELIK	600	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	SALLE HAMILLE	Confort	6	COMMUNE DE HOUDAIN	1 184 €
Total 6																1 184 €
BELREM	BEAURAINVILLE	AUXI LE CHÂTEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Sandra BLANCHARD	406	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Léo lagrange	C	7	COMMUNE BEAURAINVILLE	10 508 €
ADAM DE LA HALLE	ACHICOURT	ARRAS 3	ARRAGEOIS	CU Arras	Sébastien PAILLART	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle Léo Lagrange	Confort	8	COMMUNE DE ACHICOURT	474 €
Total 8																474 €
JEAN JAURES	AIRE SUR LA LYS CEDEX	AIRE SUR LA LYS	AUDOMAROIS	SAINT OMER	Philippe SACLEUX	660	C	3,77 €	6,5	2,17	15 754,00 €	Nouvelle salle de sports	C	9	COMMUNE DE AIRE SUR LA LYS	500 €
JEAN VILAR	ANGRES	BULLY LES MINES	LENS-HENIN	LIEVIN	Didier RIEZ	517	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Léon Latosi	B	10	COMMUNE DE ANGRES	4 497 €
LIBERTE	ANNEZIN	BETHUNE	ARTOIS	BETHUNE	Séverine DELHELLE	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle de sport	C	11	COMMUNE DE ANNEZIN	6 755 €
DENIS DIDEROT	DAINVILLE	ARRAS 1	ARRAGEOIS	ARRAS	Jacques GULLAIN	742	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Dojo Liénard	B	12	COMMUNE DE ARRAS	1 666 €
JEHAN BODEL	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Francis BRAULE	655	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle de Gym Beaufort	B	12	COMMUNE DE ARRAS	5 247 €
JEHAN BODEL	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Francis BRAULE	655	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	salle de tennis	C	12	COMMUNE DE ARRAS	459 €
JEHAN BODEL	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Francis BRAULE	655	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	Dojo Beaufort	Confort	12	COMMUNE DE ARRAS	3 800 €
MARIE CURIE	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	François ROGER	391	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Lobleidy	Confort	12	COMMUNE DE ARRAS	305 €
MARIE CURIE	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	François ROGER	391	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Blier(Grimaldi)	C	12	COMMUNE DE ARRAS	5 504 €
MARIE CURIE	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	François ROGER	391	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	DOJO	Confort	12	COMMUNE DE ARRAS	2 436 €
LAVOISIER	AUCHEL	ARTOIS	ARRAGEOIS	BRUAY	Christian LATOUR	355	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	salle Hervé Beaugrand	C	13	COMMUNE DE AUCHEL	8 507 €
JEAN ROSTAND	AUCHY LES HESDIN	AUXI LE CHÂTEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Véronique BRAZY	187	A	2,82 €	2	0,67	10 508,00 €	salle de sport	C	14	COMMUNE DE AUCHY LES HESDIN	9 007 €
DU BREDENARDE	AUDRUICQ	MARCK	CALAIS	CALAIS	Dany LIETARD	614	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	COSEC	C	15	COMMUNE DE AUDRUICQ	5 504 €
DU VAL DU GY	AVESNES LE COMTE	AVESNES LE COMTE	ARRAGEOIS	ARRAS	Thomas STELMASZYK	471	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Gaby	C	16	COMMUNE DE AVESNES LE COMTE	9 007 €
JEAN MOULIN	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	BETHUNE	Michel FLACZYNSKI	559	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	salle mercier	Confort	17	COMMUNE DE BARLIN	355 €
JEAN MOULIN	BARLIN	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Michel FLACZYNSKI	559	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	17	COMMUNE DE BARLIN	533 €
JEAN MOULIN	BARLIN	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Michel FLACZYNSKI	559	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle COSEC	C	17	COMMUNE DE BARLIN	10 508 €
JEAN MOULIN	BERCK SUR MER Cédex	BERCK	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Bruno ALEXANDRE	630	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle Fiolet	C	18	COMMUNE DE BERCK SUR MER	139 €
JEAN MOULIN	BERCK SUR MER Cédex	BERCK	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Bruno ALEXANDRE	630	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Dojo	B	18	COMMUNE DE BERCK SUR MER	139 €
PAUL VERLAINE	BETHUNE	BETHUNE	ARTOIS	BETHUNE	Patrice MANNESSIER	574	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Dojo	B	19	COMMUNE DE BETHUNE	1 249 €
PAUL VERLAINE	BETHUNE	ARTOIS	ARTOIS	BETHUNE	Patrice MANNESSIER	574	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Gymnase Carpentier	C	19	COMMUNE DE BETHUNE	10 508 €
PAUL VERLAINE	BETHUNE	ARTOIS	ARTOIS	BETHUNE	Patrice MANNESSIER	574	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Gymnase du 8 ter	Confort	19	COMMUNE DE BETHUNE	355 €
Total 19																12 113 €
ALBERT DEBEYRE	BEUVRY	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Thierry CHEVALIER	762	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	salle de sport	C	20	COMMUNE DE BEUVRY	8 257 €
ALBERT DEBEYRE	BEUVRY	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Thierry CHEVALIER	762	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	salle Yourcenar Tennis de Table	B	20	COMMUNE DE BEUVRY	999 €
DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Dojo	B	21	COMMUNE DE BILLY MONTIGNY	999 €
DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle joliot curie	Confort	21	COMMUNE DE BILLY MONTIGNY	2 606 €
DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	piscine municipale	Confort	21	COMMUNE DE BILLY MONTIGNY	1 895 €
DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle handball	C	21	COMMUNE DE BILLY MONTIGNY	9 758 €
DAVID MARCELLE	BILLY MONTIGNY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Joël VIDAL	518	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle multisport parquet	Confort	21	COMMUNE DE BILLY MONTIGNY	711 €
EDMOND ROSTAND	BRUAY LA BUSSIÈRE CEDEX	BRUAY LA BUSSIÈRE	ARTOIS	BRUAY	Paul-Emmanuel POJDA	535	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Cosec	C	22	COMMUNE DE BRUAY	9 007 €
EDMOND ROSTAND	BRUAY LA BUSSIÈRE CEDEX	BRUAY LA BUSSIÈRE	ARTOIS	BRUAY	Paul-Emmanuel POJDA	535	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle des Tombelles	C	22	COMMUNE DE BRUAY	750 €
VAUBAN	CALAIS CEDEX	CALAIS 1	CALAIS	CALAIS	Nicolas GENNEQUIN	415	A	2,82 €	5	1,67	15 754,00 €	cosec vauban	C	23	COMMUNE DE CALAIS	10 008 €
JEAN MACE	CALAIS CEDEX	CALAIS 1	CALAIS	CALAIS	Didier BEAUDELLE	376	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle de sports de la moselle	C	23	COMMUNE DE CALAIS	3 002 €
JEAN MACE	CALAIS CEDEX	CALAIS 1	CALAIS	CALAIS	Didier BEAUDELLE	376	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle d'athlétisme	Confort	23	COMMUNE DE CALAIS	812 €
LES DENTELIERS	CALAIS CEDEX	CALAIS 3	CALAIS	CALAIS	Benoit NOEL	538	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	dojo porte de Lille	B	23	COMMUNE DE CALAIS	3 123 €
LES DENTELIERS	CALAIS CEDEX	CALAIS 3	CALAIS	CALAIS	Benoit NOEL	538	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	gymnase porte de Lille	C	23	COMMUNE DE CALAIS	6 255 €
MARTIN LUTHER KING	CALAIS CEDEX	CALAIS 3	CALAIS	CALAIS	Patrick REIBEL	423	A	2,82 €	5	1,67	15 754,00 €	salle catyso	C	23	COMMUNE DE CALAIS	5 254 €
MARTIN LUTHER KING	CALAIS CEDEX	CALAIS 3	CALAIS	CALAIS	Patrick REIBEL	423	A	2,82 €	5	1,67	15 754,00 €	salle catyso	B	23	COMMUNE DE CALAIS	2 623 €
REPUBLIQUE	CALAIS CEDEX	CALAIS 1	CALAIS	CALAIS	Nadine DELABY	344	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	gymnase republicque	C	23	COMMUNE DE CALAIS	10 508 €
VAUBAN	CALAIS CEDEX	CALAIS 1	CALAIS	CALAIS	Nicolas GENNEQUIN	415	A	2,82 €	5	1,67	15 754,00 €	complexe mandela	C	23	COMMUNE DE CALAIS	2 252 €
Total 23																43 838 €
J.J. ROUSSEAU	CARVIN	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Dominique LELIEVRE	521	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Contigue Salle Pascal	Confort	24	COMMUNE DE CARVIN	4 560 €
J.J. ROUSSEAU	CARVIN	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Dominique LELIEVRE	521	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Pascal	C	24	COMMUNE DE CARVIN	10 508 €
Total 24																15 068 €
CLAUDE DEBUSSY	COURRIERES	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Abdallah MARHLOUI	505	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Breton	C	25	COMMUNE DE COURRIERES	7 506 €
CLAUDE DEBUSSY	COURRIERES	CARVIN	LENS-HENIN	HENIN	Abdallah MARHLOUI	505	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Dojo complexe sportif	Confort	25	COMMUNE DE COURRIERES	474 €
Total 25																7 980 €
EMILE ZOLA	FOUQUIERES LES LENS	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Thierry DENEUVILLE	326	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Charles Humez	C	26	COMMUNE DE FOUQUIERES LES LENS	8 757 €
PIERRE CUALLACCI	FREVENT	SAINT POL SUR TERNOISE	MONTREUILLOIS-TERNOIS	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	Patrick FOIRATIER	378	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	salle de sport	C	27	COMMUNE DE FREVENT	5 254 €
FRANCOIS RABELAIS	HENIN BEAUMONT	HENIN BEAUMONT 2	LENS-HENIN	HENIN	Benoit LAMOURET	592	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Dojo Espace F. Mitterrand	Confort	28	COMMUNE DE HENIN BEAUMONT	829 €
FRANCOIS RABELAIS	HENIN BEAUMONT	HENIN BEAUMONT 2	LENS-HENIN	HENIN	Benoit LAMOURET	592	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Wilquin - Tétélin - Pantigny	C	28	COMMUNE DE HENIN BEAUMONT	7 256 €
Total 28																8 085 €
ROMAIN ROLLAND	HERSIN COUPIGNY	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Thierry PICQUE	306	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	salle Futura	C	29	COMMUNE DE HERSIN COUPIGNY	9 007 €
DES 7 VALLEES	HESDIN	AUXI LE CHÂTEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Thérèse WULLUS	437	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle lepers	C	30	COMMUNE DE HESDIN	3 503 €
DES 7 VALLEES	HESDIN	AUXI LE CHÂTEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Thérèse WULLUS	437	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle de tennis de la canche	Confort	30	COMMUNE DE HESDIN	761 €
DES 7 VALLEES	HESDIN	AUXI LE CHÂTEAU	MONTREUILLOIS-TERNOIS	MONTREUIL	Thérèse WULLUS	437	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	30	COMMUNE DE HESDIN	260 €
JACQUES PREVERT	HOUDAIN	BRUAY LA BUSSIÈRE	ARTOIS	BRUAY	Isabelle KASTELIK	600	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Cosec	C	31	COMMUNE DE HOUDAIN	10 508 €
DU PAYS DE L'ALLOEU	LAVENTIE	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Jean-Jacques POIRET	582	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle omnisports	C	32	COMMUNE DE LAVENTIE	6 933 €
PAUL DUEZ	LEFOREST	HENIN BEAUMONT 2	LENS-HENIN	HENIN	Irena HUGOT	612	B	3,29 €	5	1						



JEAN ROSTAND	MARQUISE	DESVRES	BOULONNAIS	BOULOGNE	Eliane NOWICKI	905	D	4,24 €	8	2,67	15 754,00 €	Salle de Tennis de Table	Confort	37	COMMUNE DE MARQUISE	633 €
JEAN ROSTAND	MARQUISE	DESVRES	BOULONNAIS	BOULOGNE	Eliane NOWICKI	905	D	4,24 €	8	2,67	15 754,00 €	Salle de sports communale	C	37	COMMUNE DE MARQUISE	6 130 €
YOURI GAGARINE	MONTIGNY EN GOHELLE	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Valérie GARDINAL	362	A	2,82	3	1	10 508,00 €	dojo complexe billoux	Confort	38	COMMUNE DE MONTIGNY EN GOHELLE	203 €
YOURI GAGARINE	MONTIGNY EN GOHELLE	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Valérie GARDINAL	362	A	2,82	3	1	10 508,00 €	salle tennis de table	Confort	38	COMMUNE DE MONTIGNY EN GOHELLE	609 €
YOURI GAGARINE	MONTIGNY EN GOHELLE	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Valérie GARDINAL	362	A	2,82	3	1	10 508,00 €	gymnase delaune	C	38	COMMUNE DE MONTIGNY EN GOHELLE	8 006 €
YOURI GAGARINE	MONTIGNY EN GOHELLE	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Valérie GARDINAL	362	A	2,82	3	1	10 508,00 €	piscine municipale	Confort	38	COMMUNE DE MONTIGNY EN GOHELLE	1 218 €
ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Cosec Grande salle	Confort	39	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	543 €
ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Nouvelle Salle	C	39	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	1 501 €
ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Cosec - Dojo	B	39	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	625 €
ANATOLE FRANCE	NOEUX LES MINES	NOEUX LES MINES	ARTOIS	BETHUNE	Bernard HABOUZIT	721	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Salle Volley	Confort	39	COMMUNE DE NOEUX LES MINES	136 €
PIERRE BROSSOLETTE	NOYELLES SOUS LENS	HARNES	LENS-HENIN	LENS	Pascal ROGOZINSKI	320	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	dojo	Confort	40	COMMUNE DE NOYELLES SOUS LENS	3 147 €
PIERRE BROSSOLETTE	NOYELLES SOUS LENS	HARNES	LENS-HENIN	LENS	Pascal ROGOZINSKI	320	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	gymnase	C	40	COMMUNE DE NOYELLES SOUS LENS	7 756 €
														Total 40		10 903 €
LOUIS PASTEUR	OIGNIES	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Anne-Claire CHAUVEAU	390	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle de coubertin	C	41	COMMUNE DE OIGNIES	1 251 €
LOUIS PASTEUR	OIGNIES	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Anne-Claire CHAUVEAU	390	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle KACMAREK	C	41	COMMUNE DE OIGNIES	2 002 €
LOUIS PASTEUR	OIGNIES	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Anne-Claire CHAUVEAU	390	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle tennis de table	C	41	COMMUNE DE OIGNIES	2 002 €
LOUIS PASTEUR	OIGNIES	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Anne-Claire CHAUVEAU	390	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	B	41	COMMUNE DE OIGNIES	999 €
LOUIS PASTEUR	OIGNIES	HENIN BEAUMONT 1	LENS-HENIN	HENIN	Anne-Claire CHAUVEAU	390	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	salle lemaire	C	41	COMMUNE DE OIGNIES	6 505 €
LES ARGOUSIERS	OYE PLAGE	MARCK	CALAIS	CALAIS	Bruno DELATTRE	488	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	salle derette	C	42	COMMUNE DE OYE PLAGE	8 006 €
PAUL LANGEVIN	ROUVROY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Christophe CHARLAT	521	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle gymnastique	Confort	43	COMMUNE DE ROUVROY	592 €
PAUL LANGEVIN	ROUVROY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Christophe CHARLAT	521	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	dojo	B	43	COMMUNE DE ROUVROY	1 999 €
PAUL LANGEVIN	ROUVROY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Christophe CHARLAT	521	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle d'escalade jean hajat	Confort	43	COMMUNE DE ROUVROY	1 777 €
PAUL LANGEVIN	ROUVROY	HARNES	LENS-HENIN	HENIN	Christophe CHARLAT	521	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle des sports maurice thorez	C	43	COMMUNE DE ROUVROY	7 506 €
														Total 43		11 874 €
JEAN ROSTAND	SAINS EN GOHELLE	BULLY LES MINES	LENS-HENIN	BETHUNE	Thierry THUEUX	281	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	dojo	Confort	44	COMMUNE DE SAINS EN GOHELLE	812 €
JEAN ROSTAND	SAINS EN GOHELLE	BULLY LES MINES	LENS-HENIN	BETHUNE	Thierry THUEUX	281	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle Liberté	C	44	COMMUNE DE SAINS EN GOHELLE	6 005 €
														Total 44		6 817 €
PAUL ELUARD	SAINT ETIENNE AU MONT	OUTREAU	BOULONNAIS	BOULOGNE	Laurence GEORGE	500	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Cosec	C	45	COMMUNE DE SAINT ETIENNE AU MONT	8 006 €
PAUL ELUARD	SAINT ETIENNE AU MONT	OUTREAU	BOULONNAIS	BOULOGNE	Laurence GEORGE	500	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	salle cosec	C	45	COMMUNE DE SAINT ETIENNE AU MONT	8 006 €
PAUL ELUARD	SAINT ETIENNE AU MONT	OUTREAU	BOULONNAIS	BOULOGNE	Laurence GEORGE	500	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle de tennis	Confort	45	COMMUNE DE SAINT ETIENNE AU MONT	3 553 €
PAUL ELUARD	SAINT ETIENNE AU MONT	OUTREAU	BOULONNAIS	BOULOGNE	Laurence GEORGE	500	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	Salle Audisque	Confort	45	COMMUNE DE SAINT ETIENNE AU MONT	1 421 €
ROGER SALENGRO	SAINT MARTIN BOULOGNE	BOULOGNE SUR MER 2	BOULONNAIS	BOULOGNE	Caroline GATIEN	424	A	2,82 €	4	1,33	10 508,00 €	gymnase	C	46	COMMUNE DE SAINT MARTIN BOULOGNE	10 133 €
DE LA MORINIE	SAINT OMER CEDEX	SAINT OMER	AUDOMAROIS	SAINT OMER	Eric BOUVE	322	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	salle de sport de la Morinie	C	47	COMMUNE DE SAINT OMER	10 508 €
LOUIS BLERIOT	SANGATTE	CALAIS 1	CALAIS	CALAIS	Jean-Pierre CARFANTAN	533	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle andré ségard	C	48	COMMUNE DE SANGATTE	9 508 €
PABLO NERUDA	VITRY EN ARTOIS	BREBIERES	ARRAGEOIS	ARRAS	Philippe LANCIAUX	673	C	3,77 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle Duclos	B	49	COMMUNE DE VITRY EN ARTOIS	5 247 €
RENE CASSIN	WIZERNES CEDEX	LONGUENESSE	AUDOMAROIS	SAINT OMER	Bernadette JOLY	456	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	salle cosec	C	50	COMMUNE DE WIZERNES	9 007 €
DU PAYS DE L'ALLOEU	LAVENTIE	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Jean-Jacques POIRET	582	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	dojo	Confort	51	COMMUNE LAVENTIE	1 152 €
DU PAYS DE L'ALLOEU	LAVENTIE	BEUVRY	ARTOIS	BETHUNE	Jean-Jacques POIRET	582	B	3,29 €	4	1,33	10 508,00 €	petit gymnase salle omnisports	Confort	51	COMMUNE LAVENTIE	3 466 €
JEAN MOULIN	LE PORTEL	OUTREAU	BOULONNAIS	BOULOGNE	Véronique DEWISME	478	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Charles Humez	C	52	COMMUNE LE PORTEL	9 508 €
RENE CASSIN	LILLERS	LILLERS	ARTOIS	BETHUNE	Sandrine WYRWA	385	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Dojo	Confort	53	COMMUNE LILLERS	1 827 €
														Total 53		1 827 €
DENIS DIDEROT	DAINVILLE	ARRAS 1	ARRAGEOIS	ARRAS	Jacques GUILLAIN	742	C	3,77 €	6	2,00	15 754,00 €	Grande salle	C	54	CUA	10 008 €
FRANCOIS MITTERRAND	ARRAS	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Christelle DEGROISE	460	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle Mitterrand	C	54	CUA	9 758 €
ADAM DE LA HALLE	ACHICOURT	ARRAS 3	ARRAGEOIS	ARRAS	Sébastien PAILLART	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle des sports Adam de la Halle	C	54	CUA	10 008 €
ADAM DE LA HALLE	ACHICOURT	ARRAS 3	ARRAGEOIS	CU Arras	Sébastien PAILLART	584	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	salle de danse	B	54	CUA	4 497 €
MARGUERITE BERGER	PAÏ EN ARTOIS	AVESNES LE COMTE	ARRAGEOIS	ARRAS	Christelle GEUDIN	400	A	2,82 €	3	1,00	10 508,00 €	Salle de sports gymnase	C	55	SIVOM DE PAS EN ARTOIS	10 508 €
LE TRION	SAMER	DESVRES	BOULONNAIS	BOULOGNE	Fabien DUVAL	618	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle Lemanski	C	56	COMMUNE DE SAMER	9 007 €
LE TRION	SAMER	DESVRES	BOULONNAIS	BOULOGNE	Fabien DUVAL	618	B	3,29 €	5	1,67	15 754,00 €	Salle Jin Jith	B	56	COMMUNE DE SAMER	1 249 €
														Total général		566 952 €

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction de l'Éducation et des Collèges  
Service Administratif et Financier

**RAPPORT N°53**

Territoire(s): Tous les territoires

EPCI(s): Tous les EPCI des territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS À PROXIMITÉ DES COLLÈGES - RAPPORT D'AFFECTATION 2019**

Lors de sa réunion du 3 juin 2019, la Commission permanente a approuvé les modalités de gestion des équipements sportifs à proximité des collèges, sur la base des critères suivants :

- Les communes ou E.P.C.I., propriétaires d'équipements sportifs ayant bénéficié d'une subvention d'investissement départementale au cours des 10 dernières années, pour un montant minimal de 100 000,00 €, mettent à disposition les équipements concernés aux collégiens, sans participation financière complémentaire du Département pour le fonctionnement.
- Les équipements sportifs n'ayant pas bénéficié de subvention d'investissement départementale sur cette période sont éligibles à l'aide au fonctionnement sur les bases suivantes :
  - A partir du nombre d'E.T.P. enseignants E.P.S. de chaque collège, il est fait application de la règle suivante :
    - ✓ Lorsque  $1/3$  ETP est inférieur à 1,5, il est considéré qu'un gymnase de type C (44 x 22) est nécessaire et suffisant.
    - ✓ Lorsque  $1/3$  ETP est supérieur ou égal à 1,5, les besoins du collège sont couverts par deux équipements : un gymnase type C (44 x 22) et un gymnase type B (22 x 22).
  - La participation financière, versée aux collectivités territoriales propriétaires des équipements sportifs utilisés par les collégiens, est fixée à 250,00 € pour 36 heures hebdomadaire d'utilisation (6,94 € de l'heure), soit par année (sur 36 semaines de scolarité), pour une utilisation optimale, un montant de 9 000,00 €, pour un équipement de type C.
  - La participation financière, versée aux collectivités territoriales



propriétaires des équipements sportifs utilisés par les collégiens, est fixée à 125,00 € pour 36 heures hebdomadaire d'utilisation (3,47 € de l'heure), soit par année (sur 36 semaines de scolarité), pour une utilisation optimale, un montant de 4 500,00 €, pour un équipement de type B.

- Le montant des participations est plafonné à 42 heures hebdomadaires pour 36 semaines de scolarité, à la somme de 10 495,00 € pour un équipement de type C et de 5 247,00 € pour un équipement de type B.
- La liquidation des participations départementales s'effectue selon le type d'équipement correspondant au besoin réel d'équipement mis à disposition.
- Lorsque les équipements mis à disposition relèvent d'une facilité supplémentaire pour le collège, la participation financière annuelle du Département demeure établie sur une base forfaitaire au prorata de l'effectif du collège.

Montant Forfaitaire	Effectifs du Collège
3 660,00 €	< à 450
4 260,00 €	entre 451 et 650
4 880,00 €	entre 651 et 850
5 490,00 €	> à 850

Pour l'année 2019, 61 collèges m'ont adressé leur planning d'utilisation, correspondant à 56 participations départementales attribuées aux collectivités territoriales concernées, pour un montant global estimatif de 566 952,00 €. La liste des participations et des structures publiques bénéficiaires est reprise dans le tableau annexé.

Les équipements mis à disposition se décomposent de la manière suivante :

- 64 équipements de type C pour un montant de 472 902,00 € ;
- 17 équipements de type B pour un montant de 36 782,00 € ;
- 42 équipements correspondant à des facilités de gestion pour un montant de 57 268,00 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer les 56 participations financières aux structures publiques bénéficiaires, conformément au tableau annexé, pour un montant total estimatif de 566 952,00 €, pour l'année 2019, au titre du dispositif d'aide au fonctionnement des équipements sportifs à proximité des collèges ;

- et de m'autoriser à signer les conventions ou avenants à intervenir avec les collectivités propriétaires des équipements sportifs utilisés par les collégiens, sur la base du modèle de convention approuvé par la Commission permanente, lors de sa réunion du 3 juin 2019.

La dépense s'imputerait sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C03-283H02	62878/9328	Utilisation des installations sportives externes aux collèges	700 000,00	689 507,00	566 952,00	122 555,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Jean-Louis COTTIGNY.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**LECTURE PUBLIQUE : CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT ET  
INFORMATISATION DE BIBLIOTHÈQUES**

(N°2019-431)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-4, L.1111-10 et L.1421-4 et suivants ;

**Vu** le Code du Patrimoine et notamment ses articles L.310-1 et suivants et L.320-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-530 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Plan de développement de la lecture publique 2017-2022 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa

réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer 14 participations au titre de l'investissement, aux bénéficiaires listés ci-dessous, pour un montant total de 169 707,01 €, dans le cadre du Plan Lecture Publique et des dispositifs d'aide à la création de bibliothèque, d'aide à la rénovation de bibliothèque existante et d'aide pour l'équipement informatique, selon les modalités reprises au rapport annexé à la présente délibération, sachant que le versement total ou partiel interviendra sur présentation des factures ou sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses :

- aide au titre de la création de bibliothèque :
  1. Commune de Wanquetin pour 5 580,83 € ;
  2. Commune d'Harnes pour 105 900,00 € ;
  3. Communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois pour 14 970,65 € ;
  
- aide au titre de la rénovation de bibliothèque existante :
  4. Commune de Violaines pour 5 818,03 € ;
  5. Commune de Billy-Berclau pour 2 518,99 € ;
  6. Commune de Wimille pour 6 869,82 € ;
  
- aide au titre de l'équipement informatique :
  7. Commune de Wanquetin pour 2 209,70 € ;
  8. Commune de Calonne-sur-la-Lys pour 589,15 € ;
  9. Commune de Violaines pour 1 325,90 € ;
  10. Commune d'Arques pour 1 138,34 € ;
  11. Commune de Bully-les-Mines pour 1 477,48 € ;
  12. Commune d'Harnes pour 12 500 € ;
  13. Commune d'Harnes pour 3 750 € ;
  14. Communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois pour 5 058,12 €.

## **Article 2 :**

Les dépenses versées en application de l'article 1 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C03-313A01	91313/2041421	Lecture publique : Aides à la création et la rénovation des bibliothèques publiques	728 709,90	5 818,03
C03-313A01	91313/2041411	Lecture publique : Aides à la création et à l'extension de bibliothèques publiques	901 290,10	163 888,98

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## BIBLIOTHEQUE : CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, INFORMATISATION

Les aides à l'investissement concernent la construction (création ou rénovation) de bibliothèque publique, l'aménagement mobilier et l'informatisation des bibliothèques communales ou intercommunales.

- L'objectif du dispositif de création de bibliothèque est de poursuivre le maillage du territoire départemental par la création d'équipements structurants ou de proximité, prioritairement dans les zones insuffisamment pourvues et en favorisantr la mise en place de réseaux.
- L'objectif du dispositif de rénovation de bibliothèque est de poursuivre la qualification d'équipements structurants ou de proximité, en favorisant la mise en place de réseaux.

### Aide à la création et la rénovation des bibliothèques publiques : 313 A 01 - Bâtiments et installations

	<i>BP ANNEE 2019 (AP) :</i>	<i>2 000 000,00 €</i>
<b>TOTAL :</b>		

TERRITOIRE	DEMANDEUR	nature	DEMANDE	MONTANT SUBVENTIONNABLE	% APPLICABLE	SUGGESTION SERVICE
Artois	Commune de Violaines	Rénovation	5 818,03 €	23 272,14 €	25%	5 818,03 €
	<b>TOTAL</b>					<b>5 818,03 €</b>

## BIBLIOTHEQUE : CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, INFORMATISATION

Les aides à l'investissement concernent la construction (création ou rénovation) de bibliothèque publique, l'aménagement mobilier et l'informatisation des bibliothèques communales ou intercommunales.

- L'objectif du dispositif de création de bibliothèque est de poursuivre le maillage du territoire départemental par la création d'équipements structurants ou de proximité, prioritairement dans les zones insuffisamment pourvues et en favorisant la mise en place de réseaux.
- L'objectif du dispositif de rénovation de bibliothèque est de poursuivre la qualification d'équipements structurants ou de proximité, en favorisant la mise en place de réseaux.
- L'objectif de dispositif d'équipement informatique est de soutenir les outils de gestion informatisée d'une bibliothèque, la création de portail et favoriser le développement du numérique.

### Aide à la création et la rénovation des bibliothèques publiques : 313 A 01 - Mobiliers, matériels et études

	BP ANNEE 2019 (AP) :	2 000 000,00 €
<b>TOTAL :</b>		

TERRITOIRE	DEMANDEUR	NATURE	DEMANDE	MONTANT		SUGGESTION SERVICE
				SUBVENTIONNABLE	% APPLICABLE	
Arrageois	Commune de Wanquetin	création - mobilier	5 580,83 €	22 323,33 €	25%	5 580,83 €
Arrageois	Commune de Wanquetin	informatique - informatisation	2 349,64 €	8 838,82 €	25%	2 209,70 €
Artois	Commune de Billy-Berclau	rénovation - mobilier	2 518,99 €	16 793,27 €	15%	2 518,99 €
Artois	Commune de Calonne-sur-la-Lys	informatique - informatisation	589,15 €	2 356,59 €	25%	589,15 €
Artois	Commune de Violaines	informatique - informatisation	1 631,65 €	5 303,60 €	25%	1 325,90 €
Audomarois	Commune d'Arques	informatique - renouvellement	1 138,34 €	5 691,57 €	20%	1 138,34 €
Boulonnais	Commune de Wimille	rénovation - mobilier	6 869,82 €	45 798,80 €	15%	6 869,82 €
Lens-Hénin	Commune de Bully-les-Mines	informatique - renouvellement	1 477,48 €	5 909,90 €	25%	1 477,48 €
Lens-Hénin	Commune de Harnes	informatique - informatisation	12 500,00 €	50 000,00 €	25%	12 500,00 €
Lens-Hénin	Commune de Harnes	informatique - services numériques	3 856,00 €	15 000,00 €	25%	3 750,00 €
Lens-Hénin	Commune de Harnes	création - mobilier	112 796,91 €	423 600,00 €	25%	105 900,00 €
Montreuillois-Ternois	CA 2 Baies en Montreuillois - Attin	création - mobilier	14 970,65 €	49 902,15 €	30%	14 970,65 €
Montreuillois-Ternois	CA 2 Baies en Montreuillois - Attin	informatique - informatisation	5 058,12 €	14 451,77 €	35%	5 058,12 €
	<b>TOTAL</b>					<b>163 888,98 €</b>



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Affaires Culturelles  
Bureau Administratif et Financier

**RAPPORT N°54**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **LECTURE PUBLIQUE : CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT ET INFORMATISATION DE BIBLIOTHÈQUES**

Le Plan de développement de la Lecture publique dans le Département du Pas-de-Calais a été adopté par le Conseil départemental, lors de sa session du 13 novembre 2017, pour une durée de six ans.

Ce plan s'appuie sur la délibération-cadre adoptée par le Conseil départemental, lors de sa session du 25 janvier 2016, réaffirmant la place de la lecture comme pratique culturelle et éducative fondamentale et fixant trois priorités majeures :

- le développement de la pratique de la lecture ;
- la mise en réseau des équipements ;
- le développement du numérique.

L'axe 2 du Plan, " Mettre en réseau les équipements ", est articulé autour de 3 types d'actions :

- encourager les E.P.C.I. à se doter d'un schéma de développement de la lecture publique ;
- qualifier les équipements existants ;
- combler les zones blanches par des équipements structurants.

Les conditions d'éligibilité des dossiers sont soumises au respect des critères suivants, communs à l'ensemble des dispositifs :

<b>Conditions d'éligibilité</b>	<b>Bibliothèque structurante</b>	<b>Bibliothèque de proximité</b>
Budget d'acquisition de documents	au moins 2,50 € par habitant	<u>au minimum</u> : 1 € par habitant <u>préconisé</u> : 1,50 € par habitant

Horaires d'ouverture hebdomadaire	moins de 2 000 habitants : 8 h à partir de : 2 000 habitants : 14 h 5 000 habitants : 20 h 10 000 habitants : 30 h	moins de 2 000 habitants : 8 h à partir de : 2 000 habitants : 14 h 5 000 habitants : 20 h 10 000 habitants : 30 h
Personnel	1 salarié de catégorie B ou A par tranche de 5 000 habitants 1 salarié qualifié par tranche de 2 000 habitants	1 salarié qualifié par tranche de 2 000 habitants et des bénévoles formés
Surface	0,07 m <sup>2</sup> par habitant avec au minimum 100 m <sup>2</sup>	0,07 m <sup>2</sup> par habitant avec au minimum 70 m <sup>2</sup>

### Dispositif 1 : aides à la création de bibliothèque

Objectif : Poursuivre le maillage du territoire départemental par la création d'équipements structurants ou de proximité, prioritairement dans les zones insuffisamment pourvues et en favorisant la mise en place de réseaux.

Bénéficiaires : commune ou E.P.C.I. (existence d'une étude de développement de la lecture publique au niveau de l'E.P.C.I.)

Type de lieux : bibliothèque structurante ou bibliothèque de proximité.

Nature	Taux	Observations	Plafond de dépenses
Etude de programmation de l'équipement	30 % du montant HT	Recommandé pour tout projet Obligatoire à partir de 5 000 habitants	30 000 € HT
Construction	15 % du montant HT	Bonifications : * développement durable : + 5 % * gratuité des adhésions et ouverture élargie : + 5 % * réseau lecture publique : + 5 %	2 000 € HT le m <sup>2</sup>
Aménagement mobilier	15 % du montant HT	Bonifications : * développement durable : + 5 % * gratuité des adhésions et ouverture élargie : + 5 % * réseau lecture publique : + 5 %	300 € HT le m <sup>2</sup>

#### Conditions d'éligibilité :

- respect impératif des minima requis (cf. tableau) ;
- pour les communes de moins de 2 000 habitants, la construction relève du FARDA;
- à partir de 20 000 habitants, le taux de l'aide est limité à 10 % du montant HT ;
- en l'absence d'identification d'un projet communal dans un schéma territorial, le calcul de l'assiette subventionnable se base sur la population communale ;
- l'attribution de la bonification "gratuité des adhésions et ouverture élargie" est conditionnée à l'engagement de la collectivité d'une application sur un délai d'au moins 3 ans ;
- en cas de partenariats financiers multiples, les collectivités ne peuvent cumuler plus de 80 % de subventions pour un projet.

Il est proposé dans le cadre de ce dispositif de soutenir les 3 dossiers suivants :

Bénéficiaires	Coût total du projet HT	Habitants	Surface	Dépense maximum prise en compte	Plafond des dépenses éligibles pour le Département	Taux	Subvention proposée
Commune de WANQUETIN <i>Mobilier</i>	22 323,33 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 75% soit 16 742,50 € <u>Département</u> : 25% soit 5 580,83 €	735	94 m <sup>2</sup>	300 € HT/m <sup>2</sup>	28 200,00 €	25%	5 580,83 €
Commune d'HARNES <i>Mobilier</i>	451 187,64 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 40% soit 180 475,05 € <u>DRAC</u> : 35% soit 157 915,68 € <u>Département</u> : 25% soit 112 796,91 €	12 638	1 412 m <sup>2</sup>	300 € HT/m <sup>2</sup>	423 600,00 €	25%	105 900,00 €
Communauté agglomération 2 Baies en Montreuillois Site d'ATTIN <i>Mobilier</i>	49 902,15 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 30% soit 14 970,65 € <u>DRAC</u> : 40% soit 19 960,85 € <u>Département</u> : 30% soit 14 970,65 €	745	180 m <sup>2</sup>	300 € HT/m <sup>2</sup>	54 000,00 €	30 %	14 970,65 €

### Dispositif 2 : aides à la rénovation de bibliothèque existantes

Objectif : poursuivre la qualification d'équipements structurants ou de proximité, en favorisant la mise en place de réseaux.

Bénéficiaires : commune ou E.P.C.I.

Type de lieux : bibliothèque structurante ou bibliothèque de proximité.

Nature	Taux	Observations	Plafond de dépenses
Rénovation du bâtiment	15 % du montant HT	Bonifications : * <i>développement durable</i> : + 5% * <i>gratuité des adhésions et ouverture élargie</i> : + 5 % * <i>réseau lecture publique</i> : + 5 %	1 800 € HT le m <sup>2</sup>
Aménagement mobilier	15 % du montant HT	Bonifications : * <i>développement durable</i> : + 5% * <i>gratuité des adhésions et ouverture élargie</i> : + 5 % * <i>réseau lecture publique</i> : + 5 % uniquement en cas de renouvellement intégral du mobilier	300 € HT le m <sup>2</sup>

Conditions d'éligibilité :

- respect impératif des minima requis (cf. tableau) ;
- pour les communes de moins de 2 000 habitants, la construction relève du FARDA ;
- à partir de 20 000 habitants, le taux de l'aide est limité à 10 % du montant HT ;
- l'attribution de la bonification "gratuité des adhésions et ouverture élargie" est conditionnée à l'engagement de la collectivité d'une application sur un délai d'au moins 3 ans ;
- en cas de partenariats financiers multiples, les collectivités ne peuvent cumuler plus de 80 % de subventions pour un projet.

Il est proposé dans le cadre de ce dispositif de soutenir les 3 dossiers suivants :

Bénéficiaires	Coût total du projet HT	Habitants	Surface	Dépense maximum prise en compte	Plafond des dépenses éligibles pour le Département	Taux	Subvention proposée
Commune de VIOLAINES <i>Rénovation</i>	23 272,00 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 25% soit 5 818,03 € <u>EPCI</u> : 50% soit 11 636,08 € <u>Département</u> : 25% soit 5 818,03 €	3 750	263 m <sup>2</sup>	1 800 € HT/m <sup>2</sup>	293 400,00 €	25%	5 818,03 €
Commune de BILLY-BERCLAU <i>Mobilier</i>	16 793,27 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 55% : soit 9 236,30 € <u>DRAC</u> : 30% soit 5 037,98 € <u>Département</u> : 15% , soit 2 518,99 €	4 600	320 m <sup>2</sup>	300 € HT/m <sup>2</sup>	96 000,00 €	15%	2 518,99 €
Commune de WIMILLE <i>Mobilier</i>	45 798,80 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 85% : soit 38 928,98 € <u>Département</u> : 15%, soit 6 869,82 €)	4 173	306 m <sup>2</sup>	300 € HT/m <sup>2</sup>	91 800,00 €	15%	6 869,82 €

### Dispositif 3 : aides pour l'équipement informatique

Objectif : soutenir les outils de gestion informatisée d'une bibliothèque, la création de portail et favoriser le développement du numérique.

Bénéficiaires : commune ou E.P.C.I.

Type de lieux : bibliothèque structurante ou bibliothèque de proximité.

Nature	Taux	Observations	Plafond de dépenses
Informatisation	20 % du montant HT	Bonification : * <i>gratuité des adhésions et ouverture élargie</i> : + 5 %	50 000 € HT
Mise en réseau informatique	30 % du montant HT	Bonification : * <i>gratuité des adhésions et ouverture élargie</i> : + 5 %	1 000 000 € HT
Mise en place de services numériques	20 % du montant HT	Bonifications : * <i>gratuité des adhésions et ouverture élargie</i> : + 5 % * <i>réseau lecture publique</i> : + 5 % Le projet doit comprendre impérativement des actions de médiation numérique	15 000 € HT

Conditions d'éligibilité :

- respect impératif des minima requis (cf. tableau) ;
- pour les communes de plus 20 000 habitants, le taux de l'aide est limité à 10 % du montant HT ;
- l'attribution de la bonification "gratuité des adhésions et ouverture élargie" est conditionnée à l'engagement de la collectivité d'une application sur un délai d'au moins 3 ans ;
- en cas de partenariats financiers multiples, les collectivités ne peuvent cumuler plus de 80 % de subventions pour un projet.

Il est proposé dans le cadre de ce dispositif de soutenir les 8 dossiers suivants :

Bénéficiaires	Coût total du projet HT	Habitants	Surface	Plafond des dépenses éligibles pour le Département	Taux	Subvention proposée
Commune de WANQUETIN <i>Informatisation</i>	9 398,57 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 75% soit 7 048,93 € <u>Département</u> : 25% soit 2 349,64 €	735	94 m <sup>2</sup>	50 000,00 €	25 %	2 209,70 €
Commune de CALONNE-SUR-LA-LYS <i>Informatisation</i>	2 356,59 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 75% soit 1 767,44 € <u>Département</u> : 25% soit 589,15€	1 631	120 m <sup>2</sup>	50 000,00 €	25%	589,15 €
Commune de VIOLAINES <i>Informatisation</i>	6 526,60 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 25% soit 1 631,65 € <u>EPCI</u> : 50% soit 3 263,30 € <u>Département</u> : 25% soit 1 631,65 €	3 750	263 m <sup>2</sup>	50 000 € Dépenses hors assiette : 1 223,60 €	25 %	1 325,90 €
Commune d'ARQUES <i>Renouvellement informatique</i>	5 691,71 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 80% soit 4 553,37 € <u>Département</u> : 20% soit 1 138,34 €	10 111	1 350 m <sup>2</sup>	50 000,00 €	20%	1 138,34 €
Commune de BULLY-LES-MINES <i>Renouvellement informatique</i>	6 197,90 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 75% soit 34 720,42 € <u>Département</u> : 25% soit 1 477,48 €	12 600	1 400 m <sup>2</sup>	50 000,00 € Dépenses hors assiette : 288,00 €	25%	1 477,48 €
Commune d'HARNES <i>Informatisation</i>	147 042,40 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 22% soit 32 694,32 € <u>DRAC</u> : 69% soit 101 909,46 € <u>Département</u> : 9% soit 12 500,00 €	12 638	1 412 m <sup>2</sup>	50 000,00 € Dépenses hors assiette : 3 489,00 €	25%	12 500,00 €
Commune d'HARNES <i>Services numériques</i>	15 424,00 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 75% soit 11 568,00 € <u>Département</u> : 25% soit 3 856,00 €	12 638	1 412 m <sup>2</sup>	15 000,00 € Dépenses hors assiette : 200,00 €	25%	3 750,00 €
Communauté d'agglomération de 2 Baies en Montreuillois Site d'ATTIN <i>Informatisation en réseau</i>	14451,77 € Plan de financement : <u>Demandeur</u> : 20% soit 2 890,35 € <u>DRAC</u> : 45% soit 6 503,30 € <u>Département</u> : 35% soit 5 058,12 €	745	180m <sup>2</sup>	1 000 000,00 €	35%	5 058,12 €

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant d'attribuer les 14 participations au titre de l'investissement, aux bénéficiaires repris ci-dessous, pour un montant total de 169 707,01 €, dans le cadre du Plan Lecture Publique et des dispositifs d'aide à la création de bibliothèque, d'aide à la rénovation de bibliothèque existante et d'aide pour l'équipement informatique, selon les modalités reprises au présent rapport, sachant que

le versement total ou partiel interviendra sur présentation des factures ou sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses :

- aide au titre de la création de bibliothèque :
  1. Commune de Wanquetin pour 5 580,83 € ;
  2. Commune d'Harnes pour 105 900,00 € ;
  3. Communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois pour 14 970,65 € ;
  
- aide au titre de la rénovation de bibliothèque existante :
  4. Commune de Violaines pour 5 818,03 € ;
  5. Commune de Billy-Berclau pour 2 518,99 € ;
  6. Commune de Wimille pour 6 869,82 € ;
  
- aide au titre de l'équipement informatique :
  7. Commune de Wanquetin pour 2 209,70 € ;
  8. Commune de Calonne-sur-la-Lys pour 589,15 € ;
  9. Commune de Violaines pour 1 325,90 € ;
  10. Commune d'Arques pour 1 138,34 € ;
  11. Commune de Bully-les-Mines pour 1 477,48 € ;
  12. Commune d'Harnes pour 12 500 € ;
  13. Commune d'Harnes pour 3 750 € ;
  14. Communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois pour 5 058,12 €.

Les dépenses seraient imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C03-313A01	91313/2041421	Lecture publique : Aides à la création et la rénovation des bibliothèques publiques	728 709,90	5 818,03	5 818,03	0,00
C03-313A01	91313/2041411	Lecture publique : Aides à la création et à l'extension de bibliothèques publiques	901 290,10	764 183,09	163 888,98	600 294,11

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Jean-Louis COTTIGNY.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**POLITIQUE PATRIMONIALE SUR LES ÉDIFICES PROTÉGÉS AU TITRE DES  
MONUMENTS HISTORIQUES ET LES ÉDIFICES NON PROTÉGÉS AU TITRE DU  
PLAN D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL**

(N°2019-432)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-4 et L.1111-10 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-392 du Conseil départemental en date du 25/09/2017 « Pas-de-Calais, passeur de Patrimoines » ;

**Vu** la délibération n°23 du Conseil départemental en date du 26/09/2016 « Pas-de-Calais, Passeur de culture 2016-2021 » ;

**Vu** la délibération n°1 du Conseil départemental en date du 25/01/2016 « Pas-de-Calais



« Près de chez vous, proche de tous » - Proximité, équité, efficacité – Deux contrats pour réussir le mandat 2015-2021 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Éducation, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer les 13 subventions d'équipement aux bénéficiaires et dans les conditions repris au tableau annexé, pour un montant total de 1 733 491,60 €, pour l'année 2019, dans le cadre de la politique patrimoniale sur les édifices protégés au titre des Monuments Historiques et des édifices non protégés au titre du Plan d'intérêt départemental, selon les modalités reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C03-312A05	91312/2041421	Plan départemental du patrimoine-communes et structures interco	3 844 400,00	1 733 491,60

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## **ANNEXE – Le plan départemental du patrimoine 2019 – 3<sup>ème</sup> vague**

### **1. BOURLON – Église Saint-Martin – non protégée**

#### **Restauration des couvertures de la nef et du clocher, tranche ferme**

L'église d'architecture classique dont le clocher fut reconstruit en 1891, est en grande partie détruite par les allemands en 1916. L'édifice est reconstruit de 1918 à 1932. Les architectes Molinie, Nicod et Pouthier sont chargés de cette opération. En 1926, les cloches sont baptisées et l'orgue installé en 1929. La réception définitive des travaux est prononcée le 26 octobre 1932. L'édifice présente aujourd'hui de nombreuses altérations mises en évidence par la réalisation d'une étude sanitaire par l'architecte du patrimoine Francky Parent. Selon la demande de la commune et le projet architectural, l'urgence concerne la restauration des charpentes, couverture et maçonneries hautes du clocher.

### **2. HENDECOURT - LES - CAGNICOURT – Église Saint-Martin– non protégée**

#### **Restauration du transept, du chœur et de la sacristie – TC1 etTC2**

L'église Saint-Léger fut reconstruite à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle dans l'esprit néo-gothique et ensuite totalement rasée lors du grand conflit 1914-1918. La commune doit l'édifice actuel aux architectes Georges Antoine et Eugène Langelez. Construite en brique, pierre, et béton, l'église issue du courant néo-roman et d'inspiration art déco s'inscrit parfaitement dans le centre du bourg actuel. Les vitraux sont l'œuvre de G. Tembouet connu également pour ses réalisations sur l'église Saint-Jean-Baptiste à Arras.

L'édifice présente un décor intérieur simple mais détaillé avec un faux appareillage de pierre et un mobilier art déco relativement riche. L'édifice souffre de dégradations importantes de couvertures entraînant des infiltrations d'eau très importantes. A partir d'une étude préalable réalisée en 2017 par l'architecte du patrimoine Hugues Dewerd, une première tranche de travaux a permis de restaurer le clocher et la nef en urgence. Les deux tranches suivantes concernent l'étanchéité (couvertures et charpentes) du chœur et de la sacristie.

### **3. INCHY-EN-ARTOIS – Église Saint-Martin – non protégée**

#### **Restauration de la façade sud**

Lors des conflits de la Première Guerre mondiale le village est rasé. L'église est reconstruite dans les années 1920 (de 1923 à 1926) par l'architecte Pierre Normand sur le modèle de l'ancien édifice mais de style néogothique. Les paroissiens participèrent au financement des verrières historiées.

Une opération de restauration des vitraux fut réalisée en 2010. Ces vitraux remarquables alternent de grandes scènes légendaires qui s'inscrivent dans un encadrement architectural de style flamboyant. Ils furent réalisés par l'atelier Lorin (1926/1931) à Chartres.

L'église principale en brique souffre après 90 ans d'existence de désordres importants de maçonnerie et de dégradations des couvertures. La réalisation d'une étude préalable en 2014 confiée à l'architecte du patrimoine, Jean-Bernard Stopin, a mis en évidence une priorité sur la restauration du clocher aujourd'hui achevée. Les travaux complémentaires de 2019 concernent la façade sud de la nef.

### **4. BÉTHUNE – Beffroi – classé au titre des Monuments Historiques**

#### **Restauration générale**

Aujourd'hui situé au centre de la place de Béthune, l'origine du beffroi remonte à un accord des Ducs de Bourgogne octroyant le droit aux habitants de construire en 1346 un premier beffroi en bois qui abrita une prison et, sonna l'alarme en cas d'invasion. Après un incendie,

le beffroi est reconstruit en grès en 1388, puis agrandi en 1437 pour atteindre 50m de haut avec son campanil. A cette époque celui-ci était accolé à une halle aux draps composée de trois nefs et qui disparaîtra après un incendie en 1664. Au pied du beffroi, la halle sera remplacée par un ensemble d'habitations et de commerces au XVIIIème siècle. En 1918, le beffroi est gravement touché par les bombes allemandes. Lors de la grande construction d'après-guerre, c'est Paul Degez, Architecte en chef des Monuments Historiques (ACMH), originaire de Béthune qui est chargé de sa reconstruction initiale. Celle-ci sera finalement achevée par Pierre Paquet, ACMH, en 1929.

Classé au titre des Monuments Historiques en 1862, le Beffroi de Béthune est également inscrit au titre du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2005, parmi l'ensemble des Beffrois des Hauts-de-France et de Belgique.

Une étude préalable réalisée par Vincent Brunelle (ACMH) en 2018 a mis en évidence les dégradations importantes du Monument. Les travaux de restauration générale devraient débuter fin 2019 début 2020.

## **5. LOZINGHEM – Église Saint- Riquier – non protégée** **Réfection des charpentes et de la couverture de la nef**

L'édifice est daté du XIX<sup>ème</sup> siècle, construit à la place d'un premier bâtiment en ruine grâce au mécénat de monsieur Amédée de Beugny d'Hargerue. La construction est réalisée entre 1866 et 1870 sur les plans des architectes Origny puis Verpraet (Lillers). Les vitraux sont de M. Lusson, maître verrier parisien. L'édifice est en pierre de taille et la flèche du clocher également en pierre du bassin parisien. La commune de Lozinghem a fait réaliser des travaux de couvertures il y a plusieurs années, concernant les parties les plus endommagées, à savoir la chapelle et la sacristie. Toutefois depuis quelques années, les couvertures de la nef et du chœur nécessitent des interventions régulières sans qu'il ne soit possible de rétablir une étanchéité satisfaisante. Ces reprises sont rendues difficiles par l'élévation de l'édifice comme par la présence d'ardoises comportant de l'amiante.

Ainsi, sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte du Patrimoine Hugues Dewerd, une opération de restauration des charpentes et couverture de la nef est lancée par la commune.

## **6. AIRE-SUR-LA-LYS – Collégiale Saint-Pierre – classée au titre des Monuments Historiques** **Restauration du clos et du couvert du chœur - TC1**

Eglise paroissiale de la ville d'Aire-sur-la-Lys depuis 1802, la collégiale fut à l'origine l'église du Chapitre de Saint-Pierre d'Aire. Un chapitre de chanoines avait, en effet, été fondé en 1059 par le Comte de Flandre Baudouin V, et le Pape Calixte II en avait confirmé l'institution en 1119. L'église actuelle prit la suite d'une église romane, consacrée en 1166 par l'évêque de Thérouanne, Milon 1er et qui succomba de vétusté à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle. Terminée en 1624, la tour du nouvel édifice s'écroula aussitôt. Ce ne fut qu'en 1634 que la collégiale fut complètement achevée, mais depuis un siècle déjà les chanoines y célébraient l'office. La collégiale eut terriblement à souffrir des guerres. Elle fut ruinée lors du siège de 1710, puis par le bombardement du 8 août 1944, mais les reconstructions successives ont toujours respecté le plan d'origine.

La collégiale Saint-Pierre fait partie du plan de sauvegarde du patrimoine lancé par la commune depuis 2010. Une première partie d'opération lancée en 2018, appelée tranche ferme, concerne la restauration des couvertures et des façades des bas-côté sud du chœur actuellement en cours d'achèvement. La tranche conditionnelle 1 sera engagée très prochainement selon une programmation prioritaire de la DRAC Hauts-de-France et du Département.

## **7. AIRE-SUR-LA-LYS – Église Saint-Quentin – classée au titre des Monuments Historiques**

### **Restauration des vitraux et de leurs remplages**

Le hameau de Saint-Quentin, qui portait autrefois le nom de Blety, possède une remarquable petite église qui mérite d'être connue. Dès le début du IX<sup>ème</sup> siècle, existait à Blety une église dédiée à Saint-Quentin. Détruite par un incendie, elle fut reconstruite et consacrée par l'évêque de Thérouanne en 1023. En 1535, elle reçoit le droit de posséder des cloches et en 1577 d'avoir des fonts baptismaux. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, la nef romane est agrandie par deux nefs gothiques ajoutées à l'est et au nord, construites entre 1563 et 1598. En 1792, la paroisse est supprimée, et l'église Saint-Quentin devient une succursale de Saint-Pierre.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, d'importants travaux ont été réalisés sous l'impulsion du doyen d'Aire, Monseigneur Scott ; une nouvelle nef de style gothique a remplacé la nef romane, le clocher a été déplacé. Ce nouveau clocher construit au-dessus du porche fut détruit par la foudre le 8 juin 1914 et rétabli en 1924. L'édifice souffre de dégradations importantes depuis les dernières campagnes de restauration du XIX<sup>ème</sup> siècle. Après la première phase d'intervention concernant le clos et le couvert de la nef Nord, l'opération urgente concerne la restauration des verrières du chœur et de la nef.

## **8. AIRE-SUR-LA-LYS – Collégiale Saint-Pierre – classée au titre des Monuments Historiques**

### **Restauration de la tour**

La collégiale Saint-Pierre fait partie du plan de sauvegarde du patrimoine lancé par la commune depuis 2010. La restauration globale du chœur se poursuit selon une programmation prioritaire. Néanmoins, des désordres importants des maçonneries de la tour ont créé un sinistre sur le parvis au cours du mois de juin 2019. La commune a procédé avec l'aide de l'architecte du patrimoine à une mise en sécurité des abords de la tour. Par conséquent, une opération d'urgence et de grande ampleur sur l'ensemble des maçonneries de la façade occidentale de la tour est indispensable pour la sécurité définitive du parvis. Cette opération incontournable s'additionne ainsi aux travaux de restaurations du chœur.

## **9. SAINT-OMER – Église Saint-Denis – classée au titre des Monuments Historiques**

### **Restauration des charpentes et des couvertures**

Fort ancienne, la paroisse Saint-Denis est mentionnée dans une publication du Pape Innocent II, datées de 1139 et 1152. Située rue Saint-Bertin à Saint-Omer, entre la cathédrale et l'abbaye, l'église Saint-Denis est à l'origine un édifice d'architecture gothique bâti au XIII<sup>ème</sup> siècle. Sa flèche érigée en 1389 fut abattue par un ouragan en 1705, une chute qui endommagea toute la partie occidentale du monument. Le chœur du XV<sup>ème</sup> siècle fut en partie préservé, mais la nef et les bas-côtés ne furent relevés qu'au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle. En 1742, la tour ruinée qui mesurait soixante mètres fut relevée mais sans sa flèche, ce qui réduisit sa hauteur à trente-sept mètres. Restaurée sur le modèle flamand de la hallekerque ou église-halle, elle ne possède pas de transept.

L'édifice pourtant classé au titre des Monuments Historiques est dans un état de dégradations très avancé. Une charpente monumentale de chevrons formant ferme du XVIII<sup>ème</sup> siècle se dégrade rapidement par les infiltrations d'eaux mettant ainsi en péril le trésor composé de bon nombre d'objets religieux protégés et présents dans l'édifice.

Une opération urgente et indispensable à la sauvegarde de l'édifice concerne la mise hors d'eau de la nef par la restauration de ses charpentes et couvertures.

## **10. QUILLEN – Église Saint-Pierre – non protégée**

### **Restauration de la couverture de la nef et clocheton**

L'Église Saint-Pierre de Quilen est une réalisation de l'architecte Edmont de Guizelin, dont les couvertures et les maçonneries étaient fortement dégradées depuis de nombreuses années. L'édifice date de 1847 et remplace une ancienne église en chaume. Celle-ci comporte une cloche classée au titre des objets par arrêté du 18 mai 1908 provenant de l'ancien édifice. Datant de 1493, celle-ci est probablement une des plus anciennes cloches du Pas-de-Calais. L'église souffre d'un certain nombre de désordres importants qui engendrent un état de péril imminent. L'ensemble des couvertures est en mauvais état, faisant apparaître des manques d'ardoises, des trous de volige et une infiltration d'eau importante au niveau du clocheton mettant ainsi en péril sa charpente, son beffroi et donc sa cloche.

De nombreuses rencontres avec la commune et les partenaires, notamment la Fondation du Patrimoine et la Région, ont permis de proposer une opération prioritaire de restauration du clocheton et de la couverture de la nef dès cette année.

## **11. BUIRE-AU-BOIS – Église Notre-Dame – non protégée**

### **Restauration des charpentes et couverture du chœur**

L'église actuelle a été construite en deux phases : le clocher est daté de 1752 alors que la nef et le chœur sont datés de 1771. L'église est actuellement fermée au public. Depuis quelques années, des chutes de matériaux provenant de la ruine des maçonneries sont courantes. Les voûtes en staff de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle d'assez belle facture sont en péril et remettent en cause la sécurité intérieure. La couverture en ardoises fibrociment losangées n'étant pas adaptée à ce type de charpente nécessite une restauration dans les règles de l'art afin d'assurer une étanchéité complète.

Une étude préalable comprenant un diagnostic a été réalisée en 2014 par Hugues Dewerd, architecte du patrimoine. Une opération en deux tranches fut programmée pour la restauration des charpentes et couvertures de la nef et du chœur. La tranche ferme relative à la nef est aujourd'hui achevée. L'opération se poursuit pour la tranche conditionnelle 1 concernant la restauration des charpentes et couverture du chœur.

## **12. FOUFLIN RICAMETZ – Église Saint-Martin – non protégée**

### **Restauration des couvertures et maçonneries de la nef – tranche ferme**

L'église Saint-Martin, jouxtant le lieu d'un ancien château médiéval est mentionnée par appartenance à la collation de l'abbé de Saint-Eloy depuis 1132. L'évêque de Therouanne confirma ce droit ainsi que l'archevêque de Reims en 1133 ainsi que le pape Innocent en 1167. Les éléments les plus anciens de l'église actuelle sont à identifier dans le clocher qui se situe entre la nef et le chœur, de manière traditionnelle pour l'époque médiévale de ce secteur.

L'église dont la tour est du XIII<sup>ème</sup> siècle est en craie et en toiture d'ardoises. Le clocher massif et carré se présente ainsi à cheval sur la nef. Il est renforcé de contreforts et surmonté d'une flèche en ardoises.

Les travaux envisagés par la commune concernent la restauration des couvertures et un travail sur la maçonnerie de la nef sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte du patrimoine, Hugues Dewerd.

## **13. HESTRUS – Église Notre-Dame – non protégée**

### **Restauration de la chapelle nord, du contrefort sud et des vitraux**

L'église Notre-Dame est caractéristique de ce territoire du Pas-de-Calais : une très belle facture en maçonnerie de pierre de taille, composée de grès et craie de pays principalement. L'édifice actuel semble avoir remplacé une église brûlée en 1537, lors des troubles opposants la France et les Pays-Bas espagnols. Le village avait été ravagé par les troupes françaises en

1522. En majeure partie élevée au XVI<sup>ème</sup> siècle, elle comprend un chœur, un transept, une nef de 1537, un porche de 1585 et une tour centrale, le tout voûté en 1697. Les vestiges archéologiques démontrent que cet édifice était conçu pour le guet et le refuge de la population aux XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles. Après une phase de restauration de la façade occidentale et du porche, les travaux à venir concernent la restauration de la chapelle nord, du contrefort sud, et des vitraux, sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte du patrimoine Hugues Dewerd.

PAS-DE-CALAIS - Programmation du Plan départemental du patrimoine - BP 2019 - 3<sup>ème</sup> vague

N°	TERRITOIRES	CANTONS	BÉNÉFICIAIRES	ÉDIFICES	ŒUVRES / OPÉRATIONS	PROTECTION MH - Monuments Historiques (classés ou inscrits) PID - Plan d'Intérêt Départemental (non protégés)	MONTANT DES TRAVAUX HT	SUBVENTION PROPOSEE AP - Cd 62
1	ARRAGEOIS	BOURLON	BOURLON	Église Saint-Martin	Restauration des couvertures, de la nef et du clocher, tranche ferme	PID	127 864,51 €	31 966,13 €
2	ARRAGEOIS	HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	Église Saint-Martin	Restauration étanchéité du transept, du chœur et sacristie TC1 et TC2	PID	259 850,77 €	64 962,69 €
3	ARRAGEOIS	INCHY-EN-ARTOIS	INCHY-EN-ARTOIS	Église Saint-Martin	Restauration façade sud de nef	PID	55 589,21 €	22 235,68 €
4	ARTOIS	BÉTHUNE	BÉTHUNE	Beffroi	Restauration générale	MH	1 052 223,00 €	263 055,75 €
5	ARTOIS	LOZINGHEM	LOZINGHEM	Église Saint-Riquier	Réfection des charpentes et de la couverture et de la nef	PID	208 928,99 €	52 232,25 €
6	AUDOMAROIS	AIRE-SUR-LA-LYS	AIRE-SUR-LA-LYS	Collégiale Saint-Pierre	Restauration clos couvert du chœur TC 1 poursuite opération	MH	1 070 139,15 €	267 534,79 €
7	AUDOMAROIS	AIRE-SUR-LA-LYS	AIRE-SUR-LA-LYS	Église Saint-Quentin	Restauration des vitraux et de leurs remplages	MH	184 680,82 €	46 170,21 €
8	AUDOMAROIS	AIRE-SUR-LA-LYS	AIRE-SUR-LA-LYS	Collégiale Saint-Pierre	Restauration de la tour	MH	1 512 820,25 €	378 205,06 €
9	AUDOMAROIS	SAINT-OMER	SAINT-OMER	Église Saint-Denis	Restauration des charpentes et des couvertures de la nef	MH	1 183 788,00 €	295 947,00 €
10	MONTREUILLOIS	QUILEN	QUILEN	Église Saint-Pierre	Restauration de la couverture de la nef et clocheton	PID	190 790,57 €	30 118,05 €
11	TERNOIS	BUIRE-AU-BOIS	BUIRE-AU-BOIS	Église Notre-Dame	Restauration des charpentes et couverture du chœur - Tranche conditionnelle 1	PID	324 095,90 €	129 638,36 €
12	TERNOIS	FOUFLIN RICAMETZ	FOUFLIN RICAMETZ	Église Saint-Martin	Restauration des charpentes, couvertures, maçonneries de la nef - Tranche ferme	PID	254 937,79 €	63 734,45 €
13	TERNOIS	HESTRUS	HESTRUS	Église Notre-Dame	Restauration de la chapelle nord, du contrefort sud et des vitraux - phase 2	PID	302 383,39 €	87 691,18 €
<b>TOTAL</b>							<b>6 728 092,35 €</b>	<b>1 733 491,60 €</b>



# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Réussites Citoyennes  
Direction des Affaires Culturelles  
Bureau Administratif et Financier

**RAPPORT N°55**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **POLITIQUE PATRIMONIALE SUR LES ÉDIFICES PROTÉGÉS AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET LES ÉDIFICES NON PROTÉGÉS AU TITRE DU PLAN D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL**

La culture est une compétence partagée, conformément à l'article L.1111-4 du Code général des Collectivités territoriales, entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier.

La délibération " Près de chez vous, proche de tous ", adoptée lors de la séance du Conseil départemental du 25 janvier 2016, a fait, dans ce cadre, du développement culturel l'une des priorités du mandat, afin de contribuer à la formation, au développement de l'autonomie et aux loisirs des habitants du Pas-de-Calais. Elle a également reconnu la diversité des formes patrimoniales et l'intérêt d'en faire un levier pour le développement de ses territoires.

La délibération " Passeur de cultures 2016-2021 ", adoptée lors de la séance du Conseil départemental du 26 septembre 2016, a renforcé, notamment, l'accompagnement des actions de sauvegarde, de restauration et de valorisation du patrimoine architectural.

La délibération " Pas-de-Calais, Passeur de Patrimoines ", adoptée lors de la séance du Conseil départemental du 25 septembre 2017 est venue consolider cet axe majeur de la politique culturelle.

Le patrimoine culturel bâti constitue, en effet, un élément structurant des identités territoriales et un vecteur économique et touristique indéniable. Cette politique patrimoniale encourage le maintien des métiers d'art, la transmission de savoir-faire locaux et la création d'emplois non délocalisables.

#### **La restauration des édifices protégés au titre des Monuments Historiques**

Le Département comporte 448 édifices inscrits et 252 édifices classés au titre des Monuments Historiques, ainsi que 8 700 objets protégés au même titre. Le patrimoine naturel est également omniprésent avec 59 sites classés et 46 sites inscrits par la loi de 1930 (code de l'environnement), dont le site des Deux Caps, grand site de France. Le

patrimoine mondial reconnu par l'UNESCO concerne également 9 biens et sites emblématiques sur le Département (les Beffrois, la Citadelle d'Arras, le Bassin Minier et le Marais Audomarois).

Le Département a mis en place une politique volontariste afin d'accompagner la programmation de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) Hauts-de-France, établie en coordination avec la Direction des Affaires Culturelles du Département. Les critères liés à la mise en œuvre de cet accompagnement, confirmés par le Conseil départemental, lors de sa session du 26 septembre 2016, prônent un taux de participation de 25 % du montant hors taxes des travaux sur les édifices inscrits et classés. Pour les édifices inscrits, en cas de nécessité de prendre des mesures exceptionnelles relatives à un péril imminent, le taux peut être porté à hauteur de 45 % du montant hors taxes des travaux, plafonné à 700 000,00 € par opération.

<b>Critères d'intervention applicables</b>		
Type de programmation	Programmation avec l'Etat (D.R.A.C.)	Programmation avec l'Etat (D.R.A.C.)
Type de patrimoine	Monuments Historiques classés	Monuments Historiques inscrits *
Taux de subvention du Département	25 % du montant hors taxes des travaux (droit commun)	Jusqu'à 45 % du montant hors taxes des travaux

\* Pour les édifices inscrits au titre des Monuments Historiques, les études préalables peuvent être subventionnées au même taux que les travaux ; le montant de l'étude est alors inclus au coût de travaux de l'opération lors de la demande de subvention.

#### Edifices non protégés au titre du plan d'intérêt départemental

Par délibération en date du 26 septembre 2016, le Conseil départemental a validé la notion d'édifice d'intérêt départemental, se réservant ainsi le droit d'intervenir sur un patrimoine bâti non protégé, présentant des caractéristiques architecturales locales justifiant sa mise en valeur.

Est jugé digne d'intérêt départemental tout édifice présentant un intérêt majeur au regard de l'histoire ou de l'histoire de l'art sur le territoire du Pas-de-Calais.

Les critères permettant une inscription au titre des édifices d'intérêt départemental ont été confirmés par le Conseil départemental, lors de la session susvisée du 26 septembre 2016.

Je vous précise, d'autre part, que :

- le pilotage de la programmation des opérations retenues dans le cadre du Plan d'intérêt départemental (P.I.D.) est assuré, depuis 2009, par le Département, en partenariat avec la Fondation du patrimoine, la Région Hauts-de-France et l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais (D.R.A.C.) ;
- cette programmation est réalisée en partenariat avec la Fondation du patrimoine, au vu de la convention adoptée par la Commission permanente, lors de sa réunion du 10 avril 2018.

<b>Critères d'intervention applicables</b>	
Type de programmation	Plan d'intérêt départemental

Type de patrimoine	Patrimoine bâti non protégé
Taux de subvention du Département	Entre 25 % et 40 % du montant hors taxes du coût d'opération retenu *

\* *Coût d'opération : travaux et maîtrise d'œuvre.*

A titre indicatif, la plupart des opérations sont proposées à hauteur de 40 % du montant hors taxes de travaux.

Les ajustements du taux de la participation financière du Département restent possibles afin d'éviter le dépassement des 80 % d'aide légale cumulée entre l'ensemble des partenaires publics intervenant sur une même opération.

L'étude des subventions d'équipement, tant pour les édifices protégés (M.H) que pour les édifices non protégés (P.I.D), s'effectue à partir de l'estimation du coût des opérations et du plan de financement du maître d'ouvrage faisant apparaître les partenaires financiers. Le règlement des subventions est réalisé sur la base des factures acquittées.

Dans ce cadre, 13 demandes de subvention au titre de la politique patrimoniale en faveur des édifices protégés (M.H.) ou non protégés (P.I.D), reprises dans l'annexe, m'ont été présentées, pour un montant global de 1 733 491,60 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'attribuer les 13 subventions d'équipement aux bénéficiaires et dans les conditions repris au tableau annexé, pour un montant total de 1 733 491,60 €, dans le cadre de la politique patrimoniale sur les édifices protégés au titre des Monuments Historiques et des édifices non protégés au titre du Plan d'intérêt départemental, selon les modalités reprises au présent rapport.

Les dépenses seront imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C03-312A05	91312/2041421	Plan départemental du patrimoine-communes et structures interco	3 844 400,00	1 733 491,60	1 733 491,60	0,00

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Frédéric MELCHIOR.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA  
FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX NORD PAS-DE-CALAIS 2019-2022**

(N°2019-433)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-4 et L.1111-19 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.112-1 et suivants, L.115-1 et suivants, L.116-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des Solidarités et du Développement Social » ;

**Vu** la délibération n° 2018-177 de la Commission Permanente en date du 14/05/2018

« Schéma départemental de l'animation de la Vie Sociale 2017-2020 »

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer, à la Fédération des Centres Sociaux du Nord - Pas-de-Calais, une participation financière d'un montant total de 200 000 € pour la période 2019-2022, correspondant à un versement annuel de 50 000 €, selon les modalités définies au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Fédération des Centres Sociaux du Nord - Pas-de-Calais, la Convention-cadre Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2019-2022 précisant les modalités et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de la participation départementale, selon les termes du projet joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Dépense €
C02-585G02	6568//9358	Fédération des centres sociaux Nord Pas-de-Calais	200 000,00	200 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Union Action 62)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

## DOCUMENT DE TRAVAIL

---

### **CONVENTION CADRE 2019 –2022**

**Caisse d’allocations familiales du Pas-de-Calais**

**Département du Pas-de-Calais**

**Mutualité sociale agricole du Nord Pas-de-Calais**

**Caisse d’Assurance Retraite et de Santé Au travail**

**Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais**

---

Entre les soussignés,

**Caisse d’allocations familiales du Pas-de-Calais**

Dont le siège social est rue de Beaufort à Arras

Représentée par son directeur Jean-Claude BURGER

**Département du Pas-de-Calais**

Dont le siège social est rue Ferdinand Buisson à Arras

Représenté par son président Jean-Claude LEROY dument autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 4 novembre 2019

**Mutualité sociale agricole du Nord Pas-de-Calais**

Dont le siège social est à Capinghem (59160) 33 rue du Grand But,

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Franck-Etienne RETAUX

Représenté par son président, Monsieur Michel BRODEL

**Caisse d’Assurance Retraite et de Santé Au Travail**

Dont le siège social est 11 Allée Vauban à Villeneuve d’Ascq

Représenté par son Directeur Général Christophe MADIKA

**Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais**

Dont le siège social est 199-201 rue Colbert, Centre Vauban, Bâtiment Rochefort – 59000 LILLE

Représenté par sa présidente, Madame Monique DENOYELLE



Il est convenu :

## **PREAMBULE**

---

La convention cadre, par le soutien apporté à la fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais est devenue une référence pour le réseau des centres sociaux tant au niveau local que départemental et national.

Trois conventions pluri-partenariales entre 2006 et 2018 ont démontré l'efficacité de la coopération entre les différentes institutions signataires.

En effet, ces 12 années de partenariat ont notamment contribué à favoriser :

- L'accompagnement et la création de 23 centres sociaux
- La montée en qualification et en compétences des acteurs et des projets des centres sociaux
- La mise en place de démarches croisées sur les territoires
- Le développement de nouveaux partenariats
- Le développement de projets en milieu rural
- La création de l'observatoire des centres sociaux (senacs)

Fort de ces résultats, les partenaires de la présente convention réaffirment la reconnaissance de la fonction « tête de réseau » sur le Pas-de-Calais de la fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais.

A ce titre, tous ont souhaité réitérer pour la 4<sup>ème</sup> fois la convention pluriannuelle et pluri partenariale.

Les partenaires reconnaissent les missions confiées aux centres sociaux et partagent les valeurs qu'ils portent, à savoir que les centres sociaux sont :

- des lieux de proximité, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale ; il est ouvert à l'ensemble de la population à qui il offre un accueil, des activités et des services tel que l'accès aux droits sociaux et à l'information ; par là même il est capable de déceler les besoins et les attentes des usagers et des habitants. C'est un lieu de rencontre et d'échange entre les générations, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux.
- des lieux d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets : il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants, et favorise la vie sociale et la vie associative. Il propose des activités ou des services à finalité sociale, éducative, culturelle ou de loisirs, ainsi que des actions spécifiques pour répondre aux problématiques sociales du territoire. Il favorise le développement des initiatives des usagers en mettant des moyens humains et logistiques à leur disposition.

Cette convention s'inscrit en cohérence avec le Schéma d'Animation de la Vie Sociale 2017-2020.

Elaboré à partir d'une démarche partenariale et participative, le SDAVS se décline en 3 axes :

Axe 1 – Développer la couverture du territoire en structures de l'animation vie sociale

Axe 2 – Partager une culture commune de l’animation de la vie sociale

Axe 3 – Favoriser l’efficacité des structures « animation vie sociale » sur le territoire

Axe fort de la politique sociale et familiale, l’AVS vise à faciliter l’intégration des familles dans la vie collective et citoyenne

De plus, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté énonce trois leviers de transformation en lien avec les préoccupations des signataires de la présente convention :

- Un choc de participation et la rénovation du travail social
- Un pilotage de la stratégie à partir des territoires
- Une stratégie évaluée et un fonds d’investissement social.

Parmi les priorités de la stratégie pauvreté, certaines sont particulièrement cohérents avec les objectifs de l’Animation de la Vie Sociale :

- Développer le pouvoir d’agir des habitants, rénover la politique de soutien à la parentalité et déployer des centres sociaux dans les territoires prioritaires
- Développer les modes d’accueil de la petite enfance et réussir la mixité sociale dans les modes d’accueil

Dans le Pas de Calais, le bassin minier est un territoire qui doit faire l’objet d’une attention particulière.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

---

La Fédération des Centres sociaux du Nord Pas de Calais est reconnue par l’ensemble des partenaires de la convention comme « tête de réseau » des centres sociaux du département.

L’objet de la présente convention est de décliner les objectifs partagés, les modalités d’organisation et les financements associés pour chacun des signataires.

Ses objectifs répondent aux enjeux identifiés dans le préambule et aux ambitions partagées par l’ensemble des signataires.

## **ARTICLE 2 – LE SOCLE DE REFERENCE DES PARTENAIRES**

---

### **Le socle de références commun**

Le projet social est la « clef de voûte » de l’ensemble des équipements Animation de la Vie Sociale. Il est nécessairement établi sur la base d’un diagnostic social partagé (habitants, usagers, partenaires locaux tels que les MDS, la MSA, la commune, l’intercommunalité, l’éducation nationale...) et les autres acteurs locaux (associations...) sur une zone d’intervention pré définie.

Cette démarche permet de prendre en compte la spécificité de chaque public (enfants, jeunes, adultes, seniors) mais également de proposer un projet transversal à différentes thématiques (Prévention, santé, vivre ensemble, parentalité, numérique, etc.)

A ce titre, le porteur de projet est en mesure de mobiliser les politiques des différents signataires et de les développer en fonction des besoins repérés.

À la suite de cette démarche concertée, il est agréé par la Caisse d’Allocations Familiales dans le respect des circulaires Cnaf :

> la Circulaire n°20016005

> la Circulaire n°13 du 20 juin 2012 ;

> la Circulaire n°308 du 8 décembre 1998

**La Charte des centres sociaux : en 2000 à Angers, les centres sociaux et socioculturels ont adopté "la Charte fédérale des centres sociaux et socioculturels de France" qui affirme:**

- une conception du centre social et socioculturel: être un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire.
- des valeurs de référence: dignité humaine, solidarité et démocratie.
- des façons d'agir fondées sur:
  - une vision globale de la vie humaine, des compétences des hommes et des femmes et du territoire où ils vivent.
  - des méthodes participatives, opérationnelles et responsables.
- un partenariat actif et ouvert.
- un engagement fédéral : un acte à la fois politique et stratégique dans un réseau, la Fédération centres sociaux et socioculturels de France (FCSF).

**Pour la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais**

Dans le département du Pas-de-Calais, la Caf accompagne les familles, facilite l'accès au logement, favorise l'insertion tout en soutenant l'animation de la vie sociale.

A travers une politique familiale reposant sur le versement de prestations et l'accès à des services permettant de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale, son cœur de métier est de lutter, par une offre globale de services, contre les inégalités territoriales et sociales.

L'animation de la vie sociale est un axe constant de la politique familiale et sociale de la branche « Famille », principalement portée par les centres sociaux et les espaces de vie sociale.

La Caisse d'Allocations Familiales prend appui sur la Convention d'Objectifs et de Gestion dans le cadre de la politique d'intervention suivante « faciliter l'intégration des familles dans la vie collective et citoyenne, en particulier, au travers des Centres Sociaux et des petites structures de proximité ».

Ce programme d'intervention se décline par des actions :

- facilitant l'insertion sociale des familles dans leur environnement et favorisant le développement des liens sociaux et de la cohésion sociale,
- rendant lisible le projet social global des structures d'animation,
- encourageant les initiatives des habitants, la dynamique participative au sein des structures et la concertation entre acteurs de l'animation de la vie sociale.

La Caf agréée, soutient, développe des projets et équipements de la vie sociale en les intégrant dans sa politique d'action sociale en direction des enfants, des jeunes et des familles.

La décision d'agrément concerne trois types de projets : l'animation globale des centres sociaux, l'animation collective familles intégrée aux centres sociaux et les espaces de vie sociale.

L'agrément du projet social est de la responsabilité du conseil d'administration, instance politique de la Caf.

Pour chaque type d'agrément, la Caf mobilise un socle de critères détaillés dans la circulaire Cnaf n°2012 – 013 relative à l'animation de la vie sociale.

Pour accompagner les partenaires et les structures dans leurs projets de développement de l'animation de la vie sociale, la Caf apporte des compétences en ingénierie sociale et engage des moyens financiers importants.

Pour aider les porteurs de projets - gestionnaires de structures, la Caf apporte son expertise pour soutenir la fonction pilotage ou pour la mise en œuvre d'actions, en particulier :

- établir le diagnostic social ;
- concevoir certains projets spécifiques ;
- favoriser la réflexion et le travail inter-partenarial opérationnel ;
- faciliter les procédures de travail avec les partenaires ;
- accompagner les structures dans certaines situations difficiles.

Les équipements agréés représentent des lieux-ressources devenus incontournables pour les habitants. Ils proposent des services et activités à finalités sociales et éducatives, ils soutiennent le développement de la participation des habitants.

Principe fondateur et plus-value de l'animation de la vie sociale, cette participation concerne à la fois les usagers, les habitants du territoire, les familles, y compris les enfants et les jeunes, ainsi que les bénévoles impliqués dans la vie de la structure.

Elle permet aux familles de contribuer elles-mêmes à l'amélioration de leurs conditions de vie, au développement de l'éducation et de l'expression culturelle, au renforcement des solidarités et des relations de voisinage, à la prévention et la réduction des exclusions.

Depuis fin 2016, la Caisse d'Allocations Familiales porte une attention soutenue à la création de centres sociaux dans les quartiers de la politique de la ville qui n'en disposent pas.

### **Pour le département du Pas-de-Calais**

Le Département, en sa qualité de chef de file des politiques sociales et médico-sociales, a, conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, adopté le 30 juin 2017 le Pacte des solidarités et du développement social, projet structurant permettant d'écrire la feuille de route des solidarités sur la période 2017-2022.

L'enjeu essentiel des politiques départementales de solidarités reste de promouvoir l'autonomie des personnes grâce à une logique de parcours, permettant soit de prendre en charge une difficulté, soit de s'y adapter soit de la dépasser. Cette logique s'applique tant aux démarches d'insertion qu'à l'accompagnement des personnes handicapées, des personnes âgées ou à certains publics parfois plus fragiles.

Aussi, il semble évident d'adapter les modes de faire et de changement de regard vers un changement de pratique via le développement social réaffirmé comme levier de l'action. Le développement social est avant tout un processus de mobilisation des ressources humaines et des initiatives des individus, des groupes et des territoires, visant des objectifs de cohésion sociale, de solidarité de proximité, de diversification des services à la population et de créations d'activités et d'emplois.

De la même manière, la prise en compte des besoins sociaux à l'aune des évolutions sociétales et institutionnelles, la nécessité de mener une action publique soutenable ont également conduit à retenir comme guides à l'action les piliers suivants :

- **Prévention** en affirmant ainsi le refus de la fatalité et la combativité du Département,
- **Innovation** dans les réponses pour dépasser le contexte financièrement contraint,
- **Coopération** avec tous les partenaires concernés pour mieux répondre à la demande croissante sans oublier les bénéficiaires eux- même pour passer du « faire pour » au « faire avec » voire au « faire ensemble ».

En ce sens, le Pacte des solidarités et du développement social érige le développement social et les principes d'actions qui en découlent (dont la prévention, l'innovation et la coopération) en orientations et priorités transversales à l'ensemble des politiques solidarités.

A travers ses politiques de solidarités, le Département du Pas-de-Calais entend porter l'ambition de favoriser l'exercice de la citoyenneté :

- En prévenant les situations de rupture ;
- En garantissant l'accès de chacun à ses droits ;
- En soutenant chacun dans l'accomplissement de ses devoirs ;
- En portant une attention particulière aux plus fragiles dans une approche globale des personnes accompagnées non réductibles à leurs difficultés.

Il entend par ailleurs faire le pari de l'autonomie des personnes :

- Par l'accueil, l'écoute et l'accompagnement lorsque les fragilités s'expriment (maladies, accidents de la vie, vieillissement...);
- Par le soutien de l'individu pour qu'il soit acteur de son parcours.

Enfin, le Département entend produire de la cohésion sociale à travers ses politiques de solidarités :

- En favorisant la participation de tous à la vie sociale ;
- En favorisant le lien afin d'aborder l'habitant usager citoyen comme une personne qui vit avec les autres dans un environnement auquel il participe ;
- En inscrivant sa démarche dans un large cadre partenarial ;
- En soutenant les logiques de transversalité et d'approches innovantes.

Par ailleurs, la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté présentée par l'Etat le 13 septembre 2018 formulent des constats et des orientations qui rejoignent les réalités du Pas-de-Calais et les orientations que le Conseil départemental s'est donné pour sa part.

Sur les 21 mesures que compte cette stratégie, le Département apporte d'ores et déjà des réponses concrètes sur l'ensemble des mesures relevant de sa compétence, car la situation sociale du département amène à être actif et innovant.

Ainsi, par délibération du 17 décembre 2018, le Conseil départemental a approuvé le principe d'une contractualisation avec l'Etat sur l'engagement du Département dans la stratégie nationale de prévention et lutte contre la pauvreté. Cet engagement se décline en matière opérationnelle dans les domaines de l'insertion, de l'emploi mais également de l'accès aux soins, au soutien à la parentalité et à la mise en œuvre du premier accueil inconditionnel de proximité.

Le Département, au travers de son Pacte des solidarités et du développement social et de son engagement dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, contribuera à la réalisation des axes de la présente convention visant à développer la couverture départementale en centres sociaux, à soutenir le réseau des centres sociaux mais également les espaces de vie sociale ainsi qu'à partager une culture commune entre signataires et plus particulièrement sur des enjeux de société partagés.

## **Pour la Mutualité Sociale Agricole du Nord Pas-de-Calais**

La MSA Nord-Pas de Calais, organisme de protection sociale et acteur de proximité sur les territoires ruraux, offre la possibilité d'agir au profit de ses ressortissants et plus largement, du milieu où ils vivent.

Au-delà de sa mission publique de gestion des prestations sociales pour ses ressortissants agricoles, la MSA se mobilise et se propose d'agir avec ses partenaires sur la problématique : « comment accompagner les familles, les jeunes, les seniors, sur les territoires ruraux dans un contexte d'inégalités territoriales dans l'accès aux services et de dilution du lien social et des solidarités ? »

Il s'agit donc pour la MSA de contribuer à l'amélioration du cadre de vie tout autant que d'accompagner l'adaptation des territoires ruraux à de nouveaux besoins.

L'objectif est de permettre aux habitants de mieux vivre sur les territoires ruraux grâce à une offre sanitaire et sociale complète. La MSA adapte son intervention sociale à l'évolution des territoires en prenant en compte deux catégories d'enjeux :

- Les enjeux de cohésion sociale et de solidarité collective, qui appellent des réponses structurées en matière de repérage et d'accompagnement individuel et collectif des populations fragilisées par différents facteurs tels que l'avancée vers le grand âge, les évolutions des structures familiales, les mutations économiques, etc. ;
- Les enjeux d'attractivité des territoires et de qualité de vie des populations agricoles et rurales, qui appellent des réponses en termes de services, loisirs, habitat, etc., où la dimension symbolique d'attachement au territoire s'avère un puissant vecteur de mobilisation des populations et des acteurs les plus divers aux actions et services retenus.

Il apparaît nécessaire pour la MSA Nord Pas de Calais de combiner ces deux types d'enjeux en menant une action d'accompagnement des publics fragiles qui s'appuie sur un développement des ressources du territoire, un développement du territoire qui s'adresse à tous.

A cette fin, la MSA Nord Pas de Calais se mobilise avec ses partenaires, auprès des centres sociaux et espaces de vie sociale en milieu rural avec lesquels elle a conventionné.

## **Pour la CARSAT Nord-Picardie**

Pour accompagner les retraités à chaque âge sur les Hauts de France, la Carsat Nord-Picardie propose en lien avec ses partenaires que sont la Sécurité sociale des indépendants (SSI) et la Mutualité sociale agricole (MSA) une offre prévention centrée sur la préservation de leur autonomie qui apporte une réponse globale couvrant les différents champs du bien vieillir :

- La prévention relative aux comportements et aux modes de vie (alimentation, sommeil, mobilité et prévention des chutes, aides à la vie quotidienne, etc.)
- La lutte contre l'isolement, la solitude et la précarité,
- La prévention en lien avec l'environnement de la personne et, notamment, le logement.

Cette offre de prévention interrégimes est organisée en région Hauts de France en quatre niveaux d'intervention complémentaires :

- Une offre de prévention primaire centrée sur l'information et le conseil destinée à l'ensemble des personnes retraitées afin de les sensibiliser aux enjeux du vieillissement,

- Une offre d'actions collectives de prévention et du maintien du lien social, dans l'objectif de sensibiliser les personnes retraitées aux comportements de vie bénéfiques au « bien vieillir » et de lutter contre l'isolement avec l'appui des partenaires locaux,
- Une offre de prise en charge globale du soutien à domicile pour les plus fragilisés, fondée sur une évaluation globale des besoins et l'octroi de plans d'actions personnalisés comportant des aides diverses destinées à un public fragilisé, mais autonome,

Un soutien pour le développement des modes d'accueil intermédiaires, entre l'habitat individuel et l'hébergement collectif en institution, par la création de différentes formes de logements individuels et l'amélioration du cadre de vie des résidences autonomes

La connaissance approfondie de son public, son offre commune en faveur du Bien Vieillir, ses partenariats, et le suivi de ses actions permet ainsi à l'inter régimes d'être un acteur clé de la prévention de la perte d'autonomie. Son engagement résolu en faveur de la prévention des effets du vieillissement l'amène ainsi à travailler en proximité sur tous les territoires au côté des départements, des collectivités locales, des agences régionales de santé et de tous les acteurs de l'âge pour favoriser le vieillissement actif et en bonne santé.

C'est dans le cadre, que la Carsat et l'inter régimes accompagnent sur le territoire des Hauts de France et l'ensemble des départements qui le composent le parcours de vie des retraités dans les différentes transitions et les risques de ruptures, afin de permettre à chacun de bien vivre sa retraite et bien vieillir quel que soit son âge et ses fragilités.

L'arrivée à la retraite est une de ces transitions qui constitue un moment privilégié pour permettre à la personne de se construire un nouveau statut et un nouveau projet de vie. L'enjeu aujourd'hui et demain pour la Carsat Nord-Picardie ainsi que pour l'inter régimes est et sera bien celui d'accompagner cette transition et de prévenir le plus en amont possible les ruptures liées à cette transition comme la précarité et l'isolement social.

### **Pour la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais**

Dans un contexte fortement perturbé, celui de crises multiples révélatrices de profondes mutations, la société peut s'appuyer sur le réseau des centres sociaux pour relever les défis majeurs (environnementaux, économiques, démocratiques, sociétaux), auxquels elle est aujourd'hui confrontée.

Un certain nombre de jalons structurent l'intervention de la Fédération :

#### **3 piliers pour agir :**

- Un attachement permanent à l'**Education populaire** porteuse de l'émancipation des individus tout au long de la vie et de l'engagement citoyen, de l'autonomie des acteurs et du projet,
- Une démarche politique, le **Développement Social Local** qui prend appui sur les ressources et les richesses des personnes, les dynamiques de proximité, la coopération entre les acteurs du territoire, la collaboration entre des bénévoles et des professionnels,
- **Le développement et le renforcement du pouvoir d'agir des habitants**, c'est à dire reconnaître aux habitants, aux citoyens, aux usagers, leur expertise, leurs compétences et leurs capacités de création et d'organisation. Cela passe notamment par l'émergence d'actions



collectives visant l'émancipation des habitants dans tous les champs dans lesquels s'inscrit le projet centre social.

### **3 points d'appui : le centre social, le réseau et le territoire :**

Une conception du centre social une maison à 3 dimensions :

- **Dimension individuelle : C'est la maison des activités et des services** où le centre social propose aux habitants des activités et des services adaptés aux besoins qu'ils ont exprimés, en coopération avec les collectivités locales (ex : sorties de loisirs, accompagnement à la scolarité, soutien à la parentalité...),
- **Dimension collective : C'est la maison de l'accompagnement de projet...** où le centre social accompagne les projets collectifs des habitants pour répondre à leurs envies et à leurs besoins (ex. départ en vacances, organisation de fêtes de quartier, soutien à la vie associative...),
- **Dimension d'intérêt général : C'est la maison du développement de la citoyenneté...** où le centre social renforce le pouvoir d'agir des habitants sur les questions de société qui concernent leur territoire, en favorisant des réponses innovantes (ex. organisation de débats sur le logement, soutien aux initiatives d'échanges de services...).

Une conception d'un réseau de centres sociaux fort et réactif :

- Un réseau qui se sent appartenir à un mouvement,
- Un réseau solidaire,
- Un réseau reconnu,
- Un réseau de coopération,
- Un réseau participatif,
- Un réseau cohérent et innovant dans les réponses aux questions de société.

Une vision du territoire d'un centre social :

- Des habitants qui s'expriment et dont l'expertise est reconnue,
- Des acteurs qui coopèrent autour d'enjeux partagés avec le centre social,
- Un centre social reconnu comme acteur local incontournable,
- Des expériences qui peuvent influencer voire faire évoluer les politiques publiques,
- Des politiques publiques, levier de développement,
- De l'intelligence collective : « tout seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin »,
- Des talents locaux qui émergent et qui "restent".

**Une façon d'agir s'appuyant sur 5 fonctions fédérales de base :**

- La fonction de garantie **du sens**, de la cohérence de l'action et de la politique du réseau des centres sociaux du Nord et de leur Fédération,
- La fonction de **représentation**, de **promotion** des centres sociaux et du fédéralisme et de production d'une parole collective,
- La fonction de **plateforme** et d'animateur de réseau,
- La fonction **ressource** à la fois stratégique, technique et méthodologique,
- La fonction **animateur de la vie associative** de notre Fédération.

En complémentarité à ces cinq fonctions fédérales, il existe d'autres fonctions, comme par exemple, la fonction de suivi de l'économie des centres et la fonction d'accompagnement du « travail associé », c'est à dire l'organisation des pouvoirs au sein de la structure pour prévenir les crises et faire vivre la démocratie.

### **Une approche croisée :**

L'accompagnement des centres sociaux articule trois approches distinctes mais complémentaires, à savoir :

### **Une approche territoriale :**

Par son travail d'animation territoriale, la Fédération assure une relation de proximité et de soutien avec chaque centre social. Elle initie et accompagne la coopération entre les centres sociaux d'un même territoire. Elle appuie également les centres sociaux dans les relations avec leurs partenaires.

### **Une approche thématique et prospective :**

Par son travail d'animation **thématique**, la Fédération accompagne et qualifie le réseau et les centres sociaux pour qu'ils puissent se saisir des politiques publiques, agir pour les infléchir et les influencer, voire les co-construire.

Certains champs ont été définis comme stratégiques par la Fédération : promotion de la santé, prévention du vieillissement, lutte contre les exclusions et contre les discriminations, politiques en direction de la jeunesse, insertion sociale et professionnelle...

Par sa fonction **prospective**, la Fédération vise à soutenir le développement du Pouvoir d'Agir des Habitants, la capacité d'analyse, d'anticipation, d'innovation sociale du réseau pour qu'il puisse faire face aux enjeux à venir avec plus d'efficacité et de pertinence.

### **Une approche formation et accompagnement :**

Par son travail de formation et d'accompagnement, la Fédération accompagne et qualifie les acteurs salariés et bénévoles du réseau dans une visée de développement des compétences et de qualification des projets et des personnes.

La Fédération du Nord est devenue Fédération Nord-Pas-de-Calais depuis fin 2017, un travail d'évaluation du précédent projet, associant le réseau et les partenaires est en cours d'achèvement. Le nouveau projet de la Fédération qui définira les nouveaux enjeux sera finalisé fin 2019.

## **ARTICLE 3 - LES OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

---

### **Axe 1 – Développer la couverture départementale en centres sociaux**

#### **1.1 Etre en veille sur les zones blanches**

Il s'agit de mener un travail de veille et d'étude des zones blanches (pas d'EVS, pas de centres sociaux...) sur le Pas-de-Calais.

Les données qualitatives et quantitatives seront principalement issues des ressources des 4 partenaires signataires :

- Les assemblées territoriales
- L'observatoire SENACS
- Les observatoires du département et de la MSA
- Les travailleurs sociaux

Un point d'étape sera effectué annuellement lors du Comité de Pilotage et précisera notamment les créations éventuelles.

#### **1.2 Accompagner la création de centres sociaux**

- Aide à la décision pour la création d'un centre social : il s'agit de potentiels porteurs de projet : villes, associations, EVS qui envisagent la création d'un centre social et sollicitent soit la CAF, soit la Fédération.

L'objectif est de rencontrer systématiquement, de façon pluri partenariale chaque porteur de projet afin de conseiller, accompagner à la prise de décision quant à l'enclenchement de la démarche de réflexion à la création.

Dans le cadre de la COG, un certain nombre de sites prioritaires ont été ciblés (cf annexe). Une rencontre avec ces sites sera organisée de manière pluri partenariale.

*Le 1<sup>er</sup> partenaire sollicité fera le lien afin de formaliser une rencontre pluri partenariale.*

- Aide à la création

Il s'agit de la période permettant d'aboutir au dépôt de la demande d'agrément de préfiguration.

Pour « Cette phase » dite de préparation, l'accompagnement de la Fédération est fortement recommandé. Elle peut être stoppée par décision pluri partenariale en cas de non-respect des critères de l'animation à la vie sociale. »

Cette période de préparation peut être financée sur les Quartiers Politique Ville (QPV) par la CAF et fait l'objet de financements pluri partenariaux sur les autres territoires.

A noter que le nombre d'accompagnements pourra varier d'une année sur l'autre ; la démarche dépend avant tout des porteurs de projets, de l'état d'avancée des réflexions... La création d'un centre social demande du temps, les projets ne sont pas homogènes et se développent de manière singulière d'un territoire à l'autre.

## Axe 2 – Soutenir et animer le réseau des centres sociaux du Pas-de-Calais

Les partenaires reconnaissent l'accompagnement mené par la Fédération en direction de ces adhérents.

Cet accompagnement se traduit en 3 approches complémentaires :

### 2.1 Apporter au réseau soutien, appui et conseil

- Soutien et accompagnement individuel de chaque centre social par l'action des délégués à l'accompagnement et la formation, les délégués territoriaux et thématiques
- Diffusion d'informations générales via les outils numériques, des temps de forts
- Travail avec les partenaires des centres sociaux

### 2.2 Animer le réseau et accompagner le développement des démarches coopératives

- La Vie des 4 assemblées territoriales (Littoral, Artois-Audomarois, Arrageois, Bassin-Minier) :

Ces assemblées territoriales sont notamment chargées de développer les coopérations sur le territoire. Les éléments suivant peuvent y être traités : l'actualité du territoire et du réseau fédéral, des échanges de pratiques, des projets en commun, des formations, les relations aux partenaires, l'accueil des nouveaux centres sociaux, des préoccupations d'employeur, des réflexions sur la mutualisation de moyens, des réflexions sur la gouvernance, faire vivre le développement du pouvoir d'agir ...

- Deux Délégués territoriaux et les administrateurs du territoire sont chargés d'animer cette dynamique.
- Rencontres ou accompagnements thématiques
- Projets communs
- Collectifs métiers ou fonctions

- Mise en place de 2 journées départementales des directeurs par an

### 2.3 Consolider les projets des centres sociaux

#### - **Accompagnement au renouvellement de projet**

Il s'agira de travailler à une appropriation collective de la méthodologie fédérale d'accompagnement au renouvellement des projets des centres sociaux et de la croiser avec les outils de la CNAF.

Ce partage concerne les acteurs des 4 partenaires signataires, du siège mais aussi et surtout les acteurs de terrain.

#### - **Soutien au pilotage et à la gouvernance des Centres Sociaux** en lien avec l'axe 2 du schéma AVS et l'objectif « Réaffirmer la place des habitants dans la gouvernance des structures ».

Il s'agira de mettre en place des actions d'accompagnement en direction des habitants, des élus, membres des instances de gouvernance des centres sociaux permettant de :

- o Mieux comprendre ce qui se joue autour des questions de gouvernance liées au cadre institutionnel
- o Mieux comprendre comment le cadre favorise/défavorise l'autonomie des acteurs
- o Mieux comprendre comment le cadre favorise/défavorise la participation de manière générale et quels types de participations ?

Mettre en place un temps fort annuel avec les habitants associés au pilotage du centre social

#### - **Soutien aux centres sociaux en difficulté et mise en place de cellules de veille**

Les cellules de veille seront composées de représentants de la convention cadre (du siège et du territoire), du centre social et de la ville. Celles-ci se réuniront lorsqu'un centre social est en difficulté (notion de difficulté à préciser : financière et de gestion, de gouvernance, administrative, partenariale...). Les cellules de veille sont des espaces d'échanges et de co-construction de solutions adaptées à chaque centre social. Chacun des partenaires peut être à l'initiative du déclenchement d'une cellule de veille. Les modalités de déclenchement restent à préciser. Afin de rendre opérationnelle cette démarche, il est indispensable que chaque signataire de la convention communique en interne, au niveau territorial sur l'existence et les spécificités des cellules de veille.

#### - **La formation des salariés et des bénévoles** avec une ouverture de la formation des bénévoles, aux EVS adhérents à la fédération.

#### - **L'Accompagnement et le renforcement de la démarche de soutien au développement du pouvoir d'agir des habitants** avec un focus particulier sur l'échange de pratiques

#### - **Appui à la fonction** » Gestion des Ressources Humaines » et « Gestion Financière »

## Axe 3 – Expérimenter l'accompagnement des EVS du Pas-de-Calais

Dans le cadre du Plan pauvreté, une première expérimentation sera menée avec les 6 EVS du bassin minier 2020-2021 afin de permettre :

- l'acculturation à l'animation de la vie sociale
- l'accompagnement au pilotage du projet et de l'association
- la coopération et la mise en réseau avec les acteurs de l'AVS du territoire, la formation des acteurs salariés et bénévoles

Cette première expérimentation fait l'objet d'une évaluation en 2021 pour extension à l'ensemble des EVS du Pas de Calais.

## **Axe 4 – Développer et enrichir la fonction d'observatoire**

Il s'agit de poursuivre de la collaboration actuelle fédération, Caf 62, centres sociaux et EVS.

L'objectif et la plus-value de SENACS pour la MSA, le département et la CARSAT est de mieux connaître l'activité des centres sociaux et des EVS.

Un comité technique partenarial sera organisé chaque année afin de partager l'analyse et les conclusions de l'observatoire et opérer un croisement avec les politiques et dispositifs portés par les partenaires

## **Axe 5 – Renforcer les démarches partagées entre les partenaires de la convention cadre**

### **5.1 Des démarches partagées sur des enjeux de société**

La volonté est de renforcer la coopération sur cinq enjeux de société prioritaires pour l'ensemble des 4 signataires de la convention, à savoir :

- Le numérique,
- la jeunesse
- la citoyenneté
- le vieillissement
- la parentalité

Il s'agira de développer la réflexion afin de qualifier et d'accompagner les projets des centres sociaux sur ces différentes thématiques en lien avec l'axe 3 du SDAVS « favoriser l'efficience des structures AVS sur les territoires ».

Il s'agit aussi d'inscrire les modalités d'intervention et de partenariats possibles (articulation des interventions, échange d'information et coopération),

L'objectif est de prendre appui sur les actions ou dispositifs existants et de privilégier les coopérations entre centres sociaux.

Chaque année un plan détaillé de réalisation des démarches partagées, sera défini par l'ensemble des signataires.

### **5.2 Des démarches partagées sur les territoires**

Comme l'indique l'axe 2 du Schéma départemental de l'Animation de la Vie Sociale, il est nécessaire de renforcer l'interconnaissance et la coopération entre les acteurs des 4 institutions signataires (siège et territoires).

Pour cela les travaux doivent être menés autour de :

- une appropriation collective de la méthodologie d'accompagnement à la création de centres sociaux ou au renouvellement de projets correspondant au cahier des charges des signataires en respectant les modalités d'interventions fédérales.
- L'interconnaissance des métiers, des actualités et des acteurs de terrain de chaque institution signataire...

- la mise en lien des politiques respectives de chacun et la prise en compte des enjeux de société précités.

## **ARTICLE 4 - LES INSTANCES DE SUIVI DE LA CONVENTION CADRE**

---

### **Un comité de pilotage**

Conformément au schéma AVS, et puisque les membres du comité de pilotage de la convention cadre et du schéma AVS sont les mêmes, le comité de pilotage de la convention cadre pourra se tenir en deuxième partie du comité de pilotage du schéma AVS.

Le comité de pilotage assure la cohérence d'ensemble de la convention cadre. Il se réunit au minimum une fois par an.

Le comité de pilotage est composé de représentants officiels des différents signataires :

- La présidente et le directeur de la Caisse d'allocations familiales du Pas-de-Calais
- Le président du Département du Pas-de-Calais
- Le directeur de la Mutualité sociale agricole du Nord Pas-de-Calais ou son représentant
- La présidente de la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais

Le comité de pilotage a pour mission de :

- Valider un programme annuel d'actions. A ce titre, les objectifs qualitatifs et quantitatifs seront définis et validés conjointement par le comité de pilotage
- Valider le dispositif d'évaluation. Chaque année lui sera présenté un bilan d'étape de la mise en œuvre de la convention.

### **Un comité technique**

Le comité technique est garant de la mise en œuvre de la convention cadre. Il prépare les travaux à présenter au comité de pilotage et a en charge l'évaluation de la convention. Il se réunit au minimum quatre fois par an.

Le comité technique est composé des techniciens des 4 institutions signataires.

Il a pour mission de :

- Proposer un programme d'actions
- Veiller à la mise en œuvre de la convention
- Evaluer la convention
- Fixer les ajustements nécessaires en fonction des spécificités rencontrées

## **ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION CADRE**

---

La présente convention est établie pour une durée de 4 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Cependant, son exécution peut se prolonger au-delà de l'échéance initialement prévue, notamment pour les besoins de l'apurement juridique et / ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la convention ne peut se poursuivre et produire d'effets juridiques et financiers pour une nouvelle période par tacite reconduction.

## **ARTICLE 6 – ENGAGEMENT FINANCIER DES CONTRACTANTS**

---

Afin d'atteindre les objectifs définis à l'Article 3 et de permettre à la fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais de réaliser ses engagements, la Caf du Pas-de-Calais, le département du Pas-de-Calais et la MSA du Nord Pas-de-Calais s'engagent à verser une aide financière (sous réserve de l'inscription des crédits au budget primitif de chacune des institutions) selon les modalités suivantes :

### **Article 6.1 – Concours financier du Département**

#### **6.1.1. Engagement pluriannuel :**

Afin de satisfaire aux engagements de la présente convention et dès sa signature, le Département s'engage à ouvrir une enveloppe de crédits pluriannuels qui couvrira la période considérée. Une autorisation d'engagement est ouverte au Budget Primitif 2019 du Département pour un montant de 200 000 euros, pour les années 2019 à 2022, correspondant à des crédits de paiement à hauteur de 50 000 euros par an.

Le montant des crédits de paiement sera imputé sur le programme le C02-585G02 Fédération des centres sociaux.

#### **6.1.2. Modalités de versement :**

La participation financière du Département sera versée selon les modalités suivantes:

- Pour l'exercice 2019, un premier versement correspondant à 70 % de la participation du Département sera versé dès la signature et la notification de la convention cadre ;
- Le solde de la participation financière de l'exercice considéré (30%) sera versé après production et validation du bilan de réalisation sur l'année écoulée ;
- Les modalités de versement de la participation financière du Département se reproduiront de la manière suivante : le premier versement de 70% interviendra dès la transmission du programme d'actions prévisionnel de l'année en cours et le second versement de 30 % (le solde) après production et validation du bilan de réalisation sur l'année écoulée jusqu'au terme de la convention cadre pluriannuelle.

#### **6.1.3. Modalités de paiement :**

Le Département procédera au mandatement des sommes annoncées et le virement sera effectué par Mme la payeuse départementale, comptable assignataire de la dépense ;

Sur le compte numéro : 42559 10000 080015321174 46

Agence : CREDIT COOPERATIF Agence de Lille, 16bis rue de Tenremonde

Numéro de compte : 08015321174

Clé RIB : 46

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0153 2117 446

BIC : CCOPFRPPXXX

Ouvert au nom : FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DU NORD PAS DE CALAIS

Dans les écritures de la banque :

Il est fait expressément mention que le versement de la participation financière du Département ne pourra intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire ou postale.

#### **6.1.4. Modalités de reversement :**

Le Département se réserve la possibilité d'appeler, par voie de titre exécutoire, au reversement de tout ou partie de la participation financière annuelle versée à l'association, s'il s'avère qu'au terme du



bilan définitif des actions programmées, l'association n'aurait pas entièrement respecté les obligations décrites dans la convention cadre.

Le reversement des sommes versées à l'association pourrait intervenir notamment dans les hypothèses suivantes :

- Après la production des pièces justifiant de l'utilisation des fonds, il serait relevé une utilisation injustifiée ou anormale de la participation financière du département ;
- L'association n'a pu mener à bien les actions programmées ;
- Les objectifs convenus, dans le cadre des fiches actions, n'auraient été que partiellement atteints.

#### Article 6.1.5 – Modalités de contrôle

La FCS s'engage à réaliser son activité dans les conditions définies dans la présente convention et à affecter le montant de la participation départementale au financement des activités prévues dans le cadre des conventions de programmation annuelle.

La FCS s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle des actions programmées et à accepter le principe du contrôle et de l'évaluation des services départementaux.

Chaque année, la Fédération communique au Département :

- un rapport d'activités précisant l'état de réalisation des actions ;
- un rapport financier certifié par son Président ou son représentant habilité ou par son commissaire aux comptes le cas échéant ;
- une copie certifiée de son budget ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

La Fédération des centres sociaux, bénéficiaire d'une participation financière versée par le Département, est soumise au contrôle des délégués de la collectivité.

A cet effet, le Département peut se faire communiquer, sur simple demande, tout acte, contrat ou document justifiant de la bonne exécution de la présente convention, et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

### **6.2 Le concours financier de la Caisse d'Allocations Familiales**

Une convention de cofinancement pluri annuelle ayant pour objet :

Le financement de la Fédération des centres sociaux du Nord-Pas de Calais comme tête de réseau et la mise en œuvre des engagements de la convention cadre, est conclue pour la période 2019-2022 Elle est soumise pour validation aux administrateurs de la Caisse d'allocations familiales, lors d'une commission ad hoc.

Elle fait l'objet d'une évaluation annuelle.

### **6.3 Le concours financier de la MSA**

Une convention de financement pluriannuelle couvrant les départements du Nord et du Pas-de-Calais est conclue entre la MSA du Nord Pas de Calais et la Fédération des centres sociaux pour la période 2018 à 2020.

### **6.4 Le concours financier de la CARSAT**

La CARSAT Nord-Picardie couvre l'ensemble du territoire des Hauts de France. Son territoire l'amène donc à travailler avec l'Union Régionale des Centres Sociaux Hauts De France, la Fédération des centres

sociaux du Nord-pas de Calais, la Fédération des centres sociaux de Picardie dans le cadre de déploiement de programmes régionaux pluriannuels.

C'est ainsi que le programme « BIEN VIEILLIR TERRITOIRES, ET SOLIDARITÉS ENTRE LES ÂGES » a été décliné sur l'ensemble de la région Hauts de France entre 2015 et 2018.

La Carsat Nord-Picardie dans le cadre de la nouvelle Convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 de l'Assurance retraite et son Contrat Pluriannuel de gestion décliné sur le territoire des Hauts de France est en cours d'élaboration d'un nouveau programme de partenariat avec les centres sociaux 2020-2022 autour de l'enjeu du passage à la retraite et de l'accompagnement des plus fragiles. Ce programme s'inscrit dans la politique de proximité que la Carsat Nord-Picardie souhaite déployer sur son territoire pour faire face aux multiples défis de l'accompagnement des transitions liées au vieillissement et de la mise en œuvre de nouvelles réponses s'inscrivant dans la proximité des territoires.

La Carsat Nord-Picardie veillera à ce que ce programme régional s'inscrive bien dans les programmes coordonnés des conférences des financeurs et dans les orientations des schémas départementaux de l'animation de la vie sociale et des schémas départementaux des services aux familles portés par les CAF de l'ensemble des départements de la région des Hauts de France. Ce programme régional pourra ainsi être partagé dans le cadre de la gouvernance liée à ces différents schémas et à la présente convention concernant le territoire du Pas de Calais. Ce programme régional pluriannuel sera décliné en programmes régionaux annuels qui pourront être intégrés aux programmes annuels liés à cette convention pour ce qui concerne le territoire du Pas de Calais.

Les financements qui pourraient être attribués par la CARSAT Nord-Picardie à l'Union Régionale des Centres Sociaux Hauts De France et/ou la Fédération des centres sociaux du Nord-pas de Calais et/ou la Fédération des centres sociaux de Picardie pour l'accompagnement des centres sociaux impliqués dans la mise en œuvre de ce programme régional, piloté par la Carsat, seront adossés aux conventionnements de ce dit-programme et ne donnent pas lieu à un adossement à cette présente convention.

Pour autant et compte-tenu de la volonté partagée de l'ensemble des signataires de cette convention d'assurer un pilotage commun et une coordination, le programme annuel fixé entre la Fédération des centres sociaux du Nord Pas de Calais et la Carsat et les financements correspondants pourront être annexés à cette présente convention.

## **ARTICLE 7 – EVALUATION, DENONCIATION, LITIGE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION CADRE**

---

### **Evaluation**

L'évaluation des programmes annuels est réalisée par le comité technique et validé par le comité de pilotage.

### **Dénonciation**

Sur avis motivé du comité de pilotage, la présente convention peut être dénoncée à la date anniversaire de la signature, sous réserve d'un préavis de 6 mois.

Il sera ainsi mis un terme aux différents engagements y figurant notamment les aides financières correspondantes.

### **Litige**

En cas de litige, les parties tenteront de trouver une solution amiable. A défaut, le litige relatif à la convention et à sa mise en œuvre sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

### **Avenant**

Les modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définies d'un commun accord entre les parties pourront faire l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 8 – COMMUNICATION**

---

La Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais s'engage à préciser sur l'ensemble des documents publics qui concernent les actions inscrites à cette convention, la participation des institutions signataires.

Elle les associera aux différentes démarches médiatiques entreprises pour présenter cette convention

**Pour la Caisse d'Allocations Familiales du  
Pas-de-Calais**

**Le Directeur**

**Jean-Claude BURGER**

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**Le Président**

**Jean-Claude LEROY**

**Pour la Mutualité sociale agricole du Nord  
Pas-de-Calais**

**Le Président**

**Monsieur Michel BRODEL**

**Pour la Caisse d'Assurance Retraite et de  
Santé Au Travail**

**Le Directeur Général**

**Monsieur Christophe MADIKA**

**Pour la Fédération des Centres Sociaux du  
Nord Pas-de-Calais**

**La Présidente**

**Madame Monique DENOYELLE**

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX NORD PAS-DE-CALAIS 2019-2022**

Dans son Pacte des solidarités et du développement social 2017-2022, le Pas-de-Calais a exprimé sa volonté de continuer à faire vivre un riche partenariat avec les acteurs majeurs, institutionnels ou associatifs, des politiques de solidarité. Ce partenariat doit ainsi servir la mise en œuvre des politiques conduites par le Département et notamment permettre de partager les valeurs et les enjeux, de travailler à l'adaptation des dispositifs ou la réorganisation de l'offre de services, pour répondre à une double exigence de qualité et de proximité.

Inscrite dans le mouvement de l'Education Populaire, la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais, est reconnue par le Département comme tête de réseau des centres sociaux. Cette fonction répond à 5 grands objectifs stratégiques :

- soutenir et aider les membres de son réseau dans leurs évolutions ;
- impulser et formaliser des pratiques d'évaluation ;
- mutualiser, capitaliser, transférer les pratiques innovantes au sein du réseau ;
- réfléchir aux besoins de compétences pour les membres du réseau ;
- représenter le réseau auprès des partenaires.

#### **Les éléments de bilan des précédentes conventions**

Depuis 2006, année de premier conventionnement, la Fédération a accompagné la création de 26 centres sociaux sur le Pas-de-Calais dont cinq sur la période 2015-2018. Actuellement, la Fédération accompagne la création de deux nouveaux centres sociaux (Montigny-en-Gohelle et Bruay-la-Buissière).

La Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais est également organisme de formation. Elle propose chaque année une offre de formations à destination des acteurs du réseau, salariés et bénévoles. Des thématiques comme l'action parentale et familiale, la gestion budgétaire, les ressources humaines, soutenir le développement du pouvoir d'agir des habitants, les enjeux de lutte contre l'isolement social chez les personnes âgées ont pu être abordées lors de ces formations. Entre 2015 et 2018, 70 bénévoles issus de 11 centres sociaux du Pas-de-Calais ont pu bénéficier de ces formations.

La Fédération a également ouvert ses statuts aux espaces de vie sociale permettant ainsi de répondre aux ambitions du Schéma Départemental de l'animation de la vie sociale, dans lequel la Fédération s'est particulièrement investi, mais aussi de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Le Département était précédemment engagé avec la Fédération à travers une CPOM bilatérale (2015-2018). L'adoption en commission permanente du 14 mai 2018 du schéma départemental d'animation de la vie sociale avec la CAF, la MSA, la CARSAT et la Fédération des centres sociaux conduit à proposer aujourd'hui une convention multi partenariale permettant d'assurer une meilleure cohérence entre les objectifs du schéma départemental et la déclinaison opérationnelle de la convention avec la fédération.

De plus, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, dans laquelle le Département s'est engagé, énonce trois leviers de transformation en lien avec les préoccupations des signataires de la présente convention :

- Un choc de participation et la rénovation du travail social
- Un pilotage de la stratégie à partir des territoires
- Une stratégie évaluée et un fonds d'investissement social.

Parmi les priorités de la stratégie pauvreté, certaines sont particulièrement cohérents avec les objectifs de l'Animation de la Vie Sociale :

- Développer le pouvoir d'agir des habitants, rénover la politique de soutien à la parentalité et déployer des centres sociaux dans les territoires prioritaires
- Développer les modes d'accueil de la petite enfance et réussir la mixité sociale dans les modes d'accueil

### **Les ambitions du projet de convention**

Le projet de convention-cadre pluriannuelle de partenariat et d'objectifs 2019-2022 réaffirme une volonté commune de développer le partenariat dans la durée, en s'appuyant sur des valeurs partagées et reposant sur la réalisation d'actions concrètes.

Ainsi, la CPOM rappelle les objectifs pour chacun des partenaires et précise le périmètre du partenariat en proposant les axes de coopération suivants :

- Axe 1 – Développer la couverture départementale en centres sociaux
  - o Etre en veille sur les zones blanches
  - o Accompagner la création des centres sociaux
- Axe 2 – Soutenir et animer le réseau des centres sociaux du Pas-de-Calais
  - o Apporter au réseau soutien, appui et conseil
  - o Animer le réseau et accompagner le développement des démarches coopératives
  - o Consolider les projets des centres sociaux
- Axe 3 – Expérimenter l'accompagnement des EVS du Pas-de-Calais
- Axe 4 – Développer et enrichir la fonction d'observatoire
- Axe 5 – Renforcer les démarches partagées entre les partenaires de la convention.

La volonté est de renforcer la coopération sur cinq enjeux de société prioritaires pour l'ensemble des quatre signataires de la convention, à savoir :

- o Le numérique,
- o la jeunesse
- o la citoyenneté
- o le vieillissement

- o la parentalité

Dans ce cadre, une réflexion sur le déploiement de la démarche de premier accueil social inconditionnel de proximité pourrait être engagée avec les partenaires de la convention

### L'engagement financier du Département

Le Département soutient l'action de la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais pour la mise en œuvre des axes d'intervention décrits au sein de la présente convention par une autorisation d'engagement 2019-2022 de 200 000 € correspondant à des crédits de paiement annuels de 50 000 €.

Cet engagement financier est stable par rapport à la convention précédente.

Le versement de la participation financière reste conditionné d'une part aux crédits de paiement inscrits chaque année au Budget Primitif du Département et d'autre part à la réalisation des actions identifiées.

Il convient de statuer sur cette affaire, et le cas échéant :

- D'attribuer, à la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais, une participation financière d'un montant total de 200 000 € pour la période 2019-2022, correspondant à un versement annuel de 50 000 €, selon les modalités définies au présent rapport ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la Fédération des centres sociaux du Nord Pas-de-Calais, la Convention-cadre Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2019-2022 précisant les modalités et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de la participation départementale, selon les termes du projet joint.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C02-585G02	6568//9358	Fédération des centres sociaux Nord Pas-de-Calais	200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, M. Laurent DUPORGE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Bruno COUSEIN.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**AIDE À L'INVESTISSEMENT POUR LA CRÉATION D'UN PÔLE ENFANCE SUR  
LA COMMUNE DE DOUVRIIN**

(N°2019-434)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-10 et L.3211-1 ;

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment son article L.2111-1 ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération du Budget Primitif 1996 en date du 12/02/1996 ;

**Vu** la délibération n°7 du Conseil Général en date du 17/12/2007 « aides financières à l'investissement pour l'accueil de la petite enfance » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;



**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer, à la commune de DOUVRIN, une subvention de 69 000 € au titre des aides à la création de structures d'accueil de la petite enfance, pour l'augmentation de 5 places en multi-accueil portant sa capacité de 15 places à 20 places et pour l'augmentation de 155 places en garderie périscolaire portant sa capacité de 45 places à 200 places selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'attribuer, à la commune de DOUVRIN, une subvention de 34 702,14 € pour la création du centre de consultation d'enfants PMI, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la commune de DOUVRIN, la convention correspondante, dans les termes du projet joint en annexe à la présente délibération.

**Article 4 :**

Les dépenses versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Dépense €
C02-411B01	2041421/9141	Participation à la création de crèches et de haltes garderies	200 000,00	69 000,00
CO2-411A01	2041421/9141	Participation à la construction de centres de PMI	120 000,00	34 702,14

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 42 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Union Action 62)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

**Pôle Solidarités**

**Direction de l'Enfance et de la Famille**

**Service Départemental de la Coordination des Politiques Enfance et Famille**

**Territoire de l'Artois**

..... **CONVENTION**

**Objet : aide à l'investissement**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS Cedex 9, représenté par Monsieur **Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 04 novembre 2019

ci-après désigné par « le Département »

d'une part ;

Et :

**La commune de DOUVRIN**, dont le siège est situé 1 place Basly 62138 DOUVRIN  
Identifiée au répertoire SIRET sous le N° 21 62 027 62 000 11  
Représentée par Monsieur **Jean-Michel DUPONT**, Maire de DOUVRIN,

ci-après désignée par la commune de DOUVRIN

d'autre part.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article 3211-1 ;

**Vu** : l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** : la décision de la Commission Permanente en date du 04 novembre 2019, accordant à **la commune de DOUVRIN**, une aide à l'investissement de 69 000 euros pour l'augmentation de places du multi-accueil et de la garderie périscolaire et une aide à l'investissement de 34 702,14 € pour la création d'un centre de consultation d'enfants PMI.

**Vu** : la délibération du Conseil Général en date du 17 décembre 2007, définissant les modalités d'intervention du Département en matière d'aide à la création de structures d'accueil de la petite enfance et de centres de consultations d'enfants ;

**Vu** : les crédits d'autorisation de programme votés par la majorité départementale et inscrits au budget départemental de l'année 2019 et maintenus disponibles sur le programme :

- C02 - 411 A - sous-programme C02 - 411 A 01 - Participation à la construction de centres de Protection maternelle et infantile (PMI) ;
- C02 - 411 B - sous-programme C02 - 411 B 01 - Participation à la création de crèches et de haltes garderies ;

Il a été convenu ce qui suit,

## Article 1 : objet

Les aides à l'investissement accordées par la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019 à **la commune de DOUVRIN** sont destinées à la création d'un pôle enfance soit 5 places supplémentaires du multi-accueil, 155 places supplémentaires de la garderie périscolaire et création d'un centre de consultation d'enfants PMI.

## Article 2 : financement

Une subvention de 69 000 euros pour l'augmentation de places du multi-accueil et de la garderie périscolaire et une subvention de 34 702,14 € pour la création d'un centre de consultation d'enfants PMI sont attribuées à la commune de DOUVRIN pour la réalisation reprise à l'article 1.

## Article 3 : engagements du Département

Le Département s'engage à verser les aides départementales sous réserve du respect des clauses de la présente convention.

## Article 4 : engagements du bénéficiaire de la subvention

L'attributaire s'engage :

- à mettre en œuvre les travaux d'aménagement des structures précitées.
- à achever les travaux dans un délai de 4 années à compter de la date de signature de la présente convention.

Le Département sera particulièrement attentif à ce que le partenariat avec **la commune de DOUVRIN** s'accompagne de la reconnaissance et de la visibilité de son rôle et de son action auprès des partenaires de **la commune de DOUVRIN**, des collectivités et des habitants du territoire.

L'objectif de cette communication est d'assurer la transparence sur l'octroi des fonds publics et la valorisation de l'action du Département. A ce titre **la commune de DOUVRIN** s'engage à mentionner le soutien financier du Département et à faire figurer le logo du Département sur tous les supports concernant la réalisation du projet financé dans le cadre de la présente convention ;

Les normes à respecter sont précisées sur le site internet du Département [www.pasdecalsais.fr](http://www.pasdecalsais.fr) – document à télécharger/logotype.

**La commune de DOUVRIN** s'engage en outre, à faire apparaître la mention suivante : « Une réalisation rendue possible grâce au soutien du Département du Pas-de-Calais » (panneaux de chantiers, de communication...).

Cette action est définie sous la responsabilité de **la commune de DOUVRIN** et n'engage que son auteur.

## Article 5 : versement de la subvention

Les montants des aides départementales accordées seront versées au bénéficiaire sous la forme d'un versement unique ou d'un acompte et d'un solde selon les modalités suivantes :

### ➤ en un seul versement, à la fin des travaux sur présentation des documents suivants :

- la délibération du Conseil municipal de **la commune de DOUVRIN** prenant acte du montant de l'aide accordée par le Département dans le financement du projet,
- la demande de versement de la subvention,
- l'état justificatif des dépenses réalisées visé par le Comptable-Payeur et **la commune de DOUVRIN**,
- l'attestation d'achèvement des travaux.

➤ **de manière fractionnée sur demande expresse et motivée de l'attributaire selon les dispositions suivantes en 2 versements maximum : un acompte et un solde :**

- la délibération du Conseil municipal de **la commune DOUVRIN** prenant acte du montant de l'aide accordée par le Département dans le financement du projet,
- la demande de versement d'un acompte puis d'un solde,
- l'état justificatif des dépenses réalisées visé par le Comptable-Payeur et **la commune de DOUVRIN** (factures acquittées relatives à des dépenses entrant dans la dépense subventionnable).

Les virements seront effectués sur le compte de la TRESORERIE DE DOUVRIN ouvert à la Banque de France sous l'IBAN : FR06 3000 1002 02G6 2200 0000 043.

**Article 6 :** durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature jusqu'à la date d'achèvement total des travaux mentionnée à l'article 4.

**Article 7 :** modifications et avenants

Toute modification des conditions d'exécution ou des modalités de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant à la convention.

**Article 8 :** résolution / sanction

**La commune de DOUVRIN** s'engage à informer sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception le Département du Pas-de-Calais de tout fait de nature à entraîner le non-respect des dispositions prévues par la présente convention.

Le non-respect des engagements et des délais d'exécution mentionnés à l'article 4 de la présente convention entraînera de plein droit sa résiliation et le Département du Pas-de-Calais se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de l'aide octroyée.

**Article 9 :** litige

En cas de contestation, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable. A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lille.

Arras, le  
en 3 exemplaires originaux

Pour le Département du Pas-de-Calais

Pour la commune de DOUVRIN

Le Président du Conseil départemental

Le Maire

**Jean-Claude LEROY**

**Jean-Michel DUPONT**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de la Coordination des Politiques  
Enfance et Famille

**RAPPORT N°57**

Territoire(s): Artois

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **AIDE À L'INVESTISSEMENT POUR LA CRÉATION D'UN PÔLE ENFANCE SUR LA COMMUNE DE DOUVRIN**

Lors de ses réunions des 12 février 1996 et 17 décembre 2007, le Conseil départemental a décidé de participer à la création de structures d'accueil pour la Petite Enfance :

- En participant à hauteur de 15 % du montant hors taxes des travaux, à la construction et à l'aménagement des centres de consultations de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) ;
- En attribuant aux collectivités et organismes privés à but non lucratif des subventions sur les bases suivantes :
  - Accueil régulier (crèche collective) : 1 600 € par place créée
  - Accueil occasionnel (halte-garderie) : 800 €
  - Multi-accueil (combinant accueil régulier et occasionnel) : 1 400 €
  - Garderie périscolaire : 400 €
- Dans tous les cas, le montant de l'aide départementale ne peut excéder 50 % du coût hors taxes de l'opération.

La commune de DOUVRIN est une ville d'environ 5 100 habitants.

La commune est en voie d'expansion.

En effet, plus de 450 logements ont été construits depuis 2014 et d'autres projets sont actuellement en cours.

Ces constructions ont un impact important sur le nombre d'enfants à prendre en charge par la commune.

Trois nouvelles classes ont été ouvertes et le centre de loisirs de juillet 2018 a atteint un record de fréquentation avec 300 inscriptions.

La commune sollicite un financement pour la construction du Pôle Enfance (réhabilitation de 2 bâtiments anciens et opération architecturale) situé au 1 rue Léonce Cuvillier à DOUVRIN.

Le pôle est organisé en plusieurs espaces différenciés, à savoir :

- Une entité petite enfance, le multi-accueil « Les Lutins du parc », accueillant 20 enfants de 2 mois et demi à 4 ans (15 enfants précédemment)
- Une entité permettant d'accueillir les enfants scolarisés pour les temps de garderie périscolaire et de centre de loisirs sans hébergement pour un effectif de 200 enfants (45 enfants précédemment)
- Un espace pour le médecin de la PMI.

Pour la création du pôle enfance, une aide départementale de 103 702,14 € pourrait être attribuée à la commune de DOUVRIN, calculée comme suit :

- 7 000 € pour les 5 places supplémentaires du multi-accueil (5 x 1 400 €)
- 62 000 € pour l'augmentation de 155 places de la garderie périscolaire (155 x 400 €)
- 34 702,14 € pour la création du centre de consultation d'enfants PMI

Le coût total hors taxes de l'ensemble de l'opération est estimé à 2 442 171,22 HT €, pour une superficie totale de 1 534 m<sup>2</sup>, dont 168,10 m<sup>2</sup> pour la consultation d'enfants. La dépense subventionnable s'élève à 2 111 161,25 HT €.

L'aide départementale à la création d'un centre de consultation d'enfants PMI est de : 15 % x montant HT de la dépense subventionnable x (superficie des locaux de la PMI / superficie totale) soit : 15 % x 2 111 161,25 € x (168,10 m<sup>2</sup> / 1 534 m<sup>2</sup>).

Pour l'augmentation de places du multi-accueil et de la garderie périscolaire, l'aide pouvant être accordée à la commune de DOUVRIN serait de 69 000 €.

**Le programme C02-411B - AP 2019 - participation à la création de crèches et de haltes garderies supportera cette dépense.**

Pour la création du Centre de Consultation d'Enfants PMI, l'aide pouvant être accordée à la commune de DOUVRIN serait de 34 702,14 €.

**Le programme C02-411A – AP 2019 - participation à la construction de centres de PMI supportera cette dépense.**

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer, à la commune de DOUVRIN, une subvention de 69 000 € au titre des aides à la création de structures d'accueil de la petite enfance, pour l'augmentation de 5 places en multi-accueil portant sa capacité de 15 places à 20 places et pour l'augmentation de 155 places en garderie périscolaire portant sa capacité de 45 places à 200 places selon les modalités reprises au présent rapport ;
- D'attribuer, à la commune de DOUVRIN, une subvention de 34 702,14 € pour la création du centre de consultation d'enfants PMI, selon les modalités reprises au présent rapport ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec la commune de DOUVRIN, la convention correspondante, dans les termes du projet joint en annexe.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	AP €	Disponible €	Proposition €	Solde €
----------------	-----------------------	-------------------	------	--------------	---------------	---------



C02-411B01	2041421/9141	Participation à la création de crèches et de haltes garderies	200 000,00	200 000,00	69 000,00	131 000,00
CO2-411A01	2041421/9141	Participation à la construction de centres de PMI	120 000,00	120 000,00	34 702,14	85 297,86

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Laurent DUPORGE.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**ATTRIBUTION DES PARTICIPATIONS DE FONCTIONNEMENT 2019 AUX POINTS  
ACCUEIL ECOUTE JEUNES (P.A.E.J.)**

(N°2019-435)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.112-1 et suivants et L.115-1 et suivants ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n° 2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des Solidarités et du Développement social » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

**Vu** l'avis de la 3<sup>ème</sup> commission « Education, Culture, Sport et Citoyenneté » rendu lors de sa réunion en date du 08/10/2019 ;

Madame Nathalie DELBART, intéressée à l'affaire, n'a pris part ni au débat, ni au vote.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer pour l'année 2019, une participation départementale d'un montant égal à 109 500 € aux quatre Points Accueil Ecoute Jeunes mentionnés au tableau ci-dessous, ayant respecté l'obligation de transmission du rapport d'activité de l'année N-1

Territoires d'intervention	Structure gestionnaire	PAEJ	Accueils	Financement 2019
Arrageois	La Vie Active	PAEJ Henri Darras	St Pol et Frévent	30 600 €
Ternois			Arras et Bapaume	
Lens Liévin	APSA	PAEJ Le fil d'Ariane	Avion, Lens, Liévin, Mazingarbe, Noyelles-sous-Lens	25 000 €
Hénin Carvin	Le Sagittaire	PAEJ Equinoxe	Carvin, Courrières, Leforest, Evin, Hénin-Beaumont	22 000 €
Boulonnais	Littoral Préventions Initiatives (LPI)	PAEJ Autrement	Boulogne, Etaples, Marquise	31 900 €
Montreuillois			Montreuil, Hesdin	

**Article 2 :**

D'attribuer pour l'année 2019, une participation départementale d'un montant égal à 77 871 € aux deux structures gestionnaires s'inscrivant dans la démarche poursuivie par les Points Accueil Ecoute Jeunes mentionnés au tableau ci-dessous ayant respecté l'obligation de transmission du rapport d'activité de l'année N-1.

Territoires d'intervention	Structure gestionnaire	Accueils	Financement 2019
Artois	EPDEF	Lillers, Béthune, Bruay	32 249 €
Audomarois Calais	ABCD	Calais , Saint-Omer	45 622 €

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les bénéficiaires repris aux articles 1 et 2 de la présente délibération, les conventions précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôles de l'emploi de ces participations dans les termes des projets joints à la présente délibération.

**Article 4 :**

Les participations départementales versées en application des articles 1 et 2 de la présente délibération sont imputées sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C02-512B03	6568/9351	Points Accueil Ecoute Jeunes	190 000,00	187 371,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 41 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen) Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de Prévention  
et de Protection de l'Enfance

..... **CONVENTION**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS,**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**LE POINT ACCUEIL ECOUTE JEUNES « HENRI DARRAS » géré par l'Association LA VIE ACTIVE**

dont le siège est : 40, boulevard de Strasbourg – 62000 ARRAS  
identifié au répertoire SIRET sous le N° 77562993400016  
déclarée à la Préfecture d'ARRAS le 11 Février 1969 sous le n° 1897 représentée par Monsieur  
Alain DUCONSEIL, Président du PAEJ Henri Darras

ci-après désigné par « le PAEJ HENRI DARRAS »

d'autre part.

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6.

**Vu** : l'arrêté de délégation de signature DAJ/PS/DEF/2019/07 du 28 février 2019.

## EXPOSE

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais à l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes, et les modalités de contrôle de son emploi.

### Déclaration préalable de l'organisme porteur du projet :

L'organisme déclare être en règle avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Il déclare que l'action pour laquelle il a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'action faisant l'objet d'une participation.

### **Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Un travail important de remise à plat du dispositif a été entrepris pour renforcer la transversalité des politiques départementales au bénéfice de la jeunesse en revisitant les dispositifs afin de mieux les articuler et de les adapter aux attentes des jeunes et à leurs évolutions.

Les Maisons des Adolescents s'inscrivent dans cette Politique Jeunesse en fournissant aux jeunes un lieu de parole et d'écoute, adapté à leurs problématiques.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes ont vocation à inscrire systématiquement leur action dans un réseau, dont celui des Maisons des Adolescents, là où il existe, et dont ils peuvent constituer une expression avancée en direction des jeunes non pris en compte dans le contexte actuel.

La réflexion engagée doit permettre la mise en synergie des missions des PAEJ avec celles des Maisons des Adolescents et offrir une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du Département.

Ce travail se concrétisera par l'élaboration d'une convention cadre.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes pour la mise en œuvre du projet défini à l'article 2, en exécution de la décision attributive de participation prise par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

La participation est accordée par le Département pour la mise en œuvre, sur les territoires de l'Arrageois et du Ternois, par le Point Accueil Ecoute Jeunes « Henri Darras » géré par l'Association la Vie Active du projet suivant :

- Favoriser l'expression des jeunes au plus proche de leurs lieux de vie.

- Développer une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles adaptée à leurs problématiques en synergie avec les Maisons des adolescents et le réseau Ados 62.
- Mettre en place des accueils de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du territoire en concertation avec les Maisons des Adolescents et les Maisons du Département Solidarité concernées.

### **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature par les parties. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

**4-1** : Le rapport d'activité 2018 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 a été transmis au Département au plus tard le 30 juin 2019.

**4-2** : L'organisme s'engage à réaliser son action dans les conditions définies dans sa demande de participation et acceptées par le Département et, à affecter le montant de la participation au financement de ce projet, à l'exclusion de toute autre dépense.

Plus généralement, l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle du projet ayant fait l'objet d'une participation et à accepter le contrôle des services du Département.

En outre, il s'engage à communiquer tous documents permettant d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes.....) et faisant connaître les résultats de son action.

Le rapport d'activité 2019 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 devra être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2020.

L'organisme s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et de comptes de l'exercice écoulé. Les documents comptables devront être produits au Département pour le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

L'organisme reconnaît être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à la mise en œuvre du projet (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles de mise en œuvre du projet).

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DU PUBLIC**

Lors de toute communication écrite ou orale, aux publics, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative au projet ayant fait l'objet d'une participation, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département à ce projet.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Département du Pas-de-Calais sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...).

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département du Pas-de-Calais à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.



## **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation du projet ayant fait l'objet d'une participation.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré, dans l'exercice de leurs propres compétences, par les services de l'Etat ou par d'autres collectivités publiques participant au financement du projet.

## **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme gestionnaire une participation d'un montant de **30 600 € (trente mille six cents euros)**.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement à la date de signature de la présente convention.

- Programme n° C 02 512 B
- Sous-programme : 512 B 03

## **ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le DEPARTEMENT procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

- N°30002/06696/0000060666U/12
- ouvert au nom de l'organisme : La Vie Active Association
- dans les écritures de LCL – Crédit Lyonnais

L'organisme reconnaît être averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties si le projet ayant fait l'objet d'une participation n'est pas exécuté dans des conditions conformes aux présentes dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte par le PAEJ Henri DARRAS, la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.

## **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'organisme de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

### Remboursement total : notamment :

- en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le projet ayant fait l'objet d'une participation n'a pas été mis en œuvre ;
- ou dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'organisme ;
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors qu'il sera établi que l'organisme ne valorise pas le partenariat du Département.

### Remboursement partiel : notamment :

- dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet ayant fait l'objet d'une participation est inférieur au budget prévisionnel ;
- dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'organisme a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ce cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

## **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté relative à l'exécution des précédentes dispositions, les parties signataires s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Arras, le

En trois exemplaires originaux, comportant 5 pages.

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**La Directrice de l'Enfance et de la Famille**

**Gina SGARBI**

**Pour le PAEJ « Henri DARRAS »**

**Le Président,**

**Alain DUCONSEIL**

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de Prévention  
et de Protection de l'Enfance

..... **CONVENTION**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS,**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**LE POINT ACCUEIL ECOUTE JEUNES « LE FIL D'ARIANE » géré par l'Association pour la Solidarité Active**

dont le siège est : 4 , rue de l'Eglise – B.P 115 - 62302 LENS Cedex  
identifié au répertoire SIRET sous le N° 326 685 633 000 74  
déclarée à la Préfecture de LENS sous le n° 627 000 420  
représentée par Madame Anne-Marie VANCAUWELAERT, Présidente de l'Association pour la Solidarité Active – PAEJ « le Fil d'Ariane »

ci-après désigné par « L'Association pour la Solidarité Active – PAEJ « Le Fil d'Ariane »

d'autre part.

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6.

**Vu** : l'arrêté de délégation de signature DAJ/PS/DEF/2019/07 du 04 novembre 2019.

## EXPOSE

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais à l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes, et les modalités de contrôle de son emploi.

### Déclaration préalable de l'organisme porteur du projet :

L'organisme déclare être en règle avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Il déclare que l'action pour laquelle il a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'action faisant l'objet d'une participation.

### **Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Un travail important de remise à plat du dispositif a été entrepris pour renforcer la transversalité des politiques départementales au bénéfice de la jeunesse en revisitant les dispositifs afin de mieux les articuler et de les adapter aux attentes des jeunes et à leurs évolutions.

Les Maisons des Adolescents s'inscrivent dans cette Politique Jeunesse en fournissant aux jeunes un lieu de parole et d'écoute, adapté à leurs problématiques.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes ont vocation à inscrire systématiquement leur action dans un réseau, dont celui des Maisons des Adolescents, là où il existe, et dont ils peuvent constituer une expression avancée en direction des jeunes non pris en compte dans le contexte actuel.

La réflexion engagée doit permettre la mise en synergie des missions des PAEJ avec celles des Maisons des Adolescents et offrir une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du Département.

Ce travail se concrétisera par l'élaboration d'une convention cadre.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes pour la mise en œuvre du projet défini à l'article 2, en exécution de la décision attributive de participation prise par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

La participation est accordée par le Département pour la mise en œuvre, sur les territoires de Lens – Liévin, par le Point Accueil Ecoute Jeunes « Le Fil d'Ariane » géré par l'Association pour la Solidarité Active du projet suivant :

- Favoriser l'expression des jeunes au plus proche de leurs lieux de vie.

- Développer une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles adaptée à leurs problématiques en synergie avec les Maisons des adolescents et le réseau Ados 62.
- Mettre en place des accueils de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du territoire en concertation avec les Maisons des Adolescents et les Maisons du Département Solidarité concernées.

### **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature par les parties. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

**4-1** : Le rapport d'activité 2018 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 a été transmis au Département au plus tard le 30 juin 2019.

**4-2** : L'organisme s'engage à réaliser son action dans les conditions définies dans sa demande de participation et acceptées par le Département et, à affecter le montant de la participation au financement de ce projet, à l'exclusion de toute autre dépense.

Plus généralement, l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle du projet ayant fait l'objet d'une participation et à accepter le contrôle des services du Département.

En outre, il s'engage à communiquer tous documents permettant d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes.....) et faisant connaître les résultats de son action.

Le rapport d'activité 2019 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 devra être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2020.

L'organisme s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et de comptes de l'exercice écoulé. Les documents comptables devront être produits au Département pour le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

L'organisme reconnaît être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à la mise en œuvre du projet (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles de mise en œuvre du projet).

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DU PUBLIC**

Lors de toute communication écrite ou orale, aux publics, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative au projet ayant fait l'objet d'une participation, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département à ce projet.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Département du Pas-de-Calais sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...).

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département du Pas-de-Calais à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation du projet ayant fait l'objet d'une participation.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré, dans l'exercice de leurs propres compétences, par les services de l'Etat ou par d'autres collectivités publiques participant au financement du projet.

## **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme gestionnaire une participation d'un montant de **25 000 € (vingt-cinq mille euros)**.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement à la date de signature de la présente convention.

- Programme n° C 02 512 B
- Sous-programme : 512 B 03

## **ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le DEPARTEMENT procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

- N°16275/10700/08103476390/48
- ouvert au nom de l'organisme : APSA LE FIL D'ARIANE
- dans les écritures de La Caisse d'Epargne

L'organisme reconnaît être averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties si le projet ayant fait l'objet d'une participation n'est pas exécuté dans des conditions conformes aux présentes dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte par le PAEJ « Le Fil d'Ariane », la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.

## **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'organisme de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

### **✚ Remboursement total** : notamment :

- en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le projet ayant fait l'objet d'une participation n'a pas été mis en œuvre ;
- ou dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'organisme ;
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors qu'il sera établi que l'organisme ne valorise pas le partenariat du Département.

### **✚ Remboursement partiel** : notamment :

- dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet ayant fait l'objet d'une participation est inférieur au budget prévisionnel ;
- dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'organisme a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ce cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

## **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté relative à l'exécution des précédentes dispositions, les parties signataires s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Arras, le

En trois exemplaires originaux, comportant 5 pages.

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**La Directrice de l'Enfance et de la Famille**

**Gina SGARBI**

**Pour l'Association pour la Solidarité  
Active – PAEJ « le Fil d'Ariane »**

**La Présidente,**

**Anne Marie VANCAUWELAERT**



Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de Prévention  
et de Protection de l'Enfance

..... **CONVENTION**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS,**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**LE POINT ACCUEIL ECOUTE JEUNES « EQUINOXE » géré par l'Association LE SAGITTAIRE**

dont le siège est : 21, rue Thibaut – 62220 CARVIN  
identifié au répertoire SIRET sous le N° 412 442 139 000 17  
déclarée à la Préfecture de LENS sous le n° 062 700 4560  
représentée par Monsieur Frédy DELVAL, Président de l'Association Le Sagittaire.

ci-après désigné par « l'Association Le Sagittaire »

d'autre part.

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6.

**Vu** : l'arrêté de délégation de signature DAJ/PS/DEF/2019/07 du 28 février 2019.

## EXPOSE

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais à l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes, et les modalités de contrôle de son emploi.

### Déclaration préalable de l'organisme porteur du projet :

L'organisme déclare être en règle avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Il déclare que l'action pour laquelle il a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'action faisant l'objet d'une participation.

### **Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Un travail important de remise à plat du dispositif a été entrepris pour renforcer la transversalité des politiques départementales au bénéfice de la jeunesse en revisitant les dispositifs afin de mieux les articuler et de les adapter aux attentes des jeunes et à leurs évolutions.

Les Maisons des Adolescents s'inscrivent dans cette Politique Jeunesse en fournissant aux jeunes un lieu de parole et d'écoute, adapté à leurs problématiques.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes ont vocation à inscrire systématiquement leur action dans un réseau, dont celui des Maisons des Adolescents, là où il existe, et dont ils peuvent constituer une expression avancée en direction des jeunes non pris en compte dans le contexte actuel.

La réflexion engagée doit permettre la mise en synergie des missions des PAEJ avec celles des Maisons des Adolescents et offrir une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du Département.

Ce travail se concrétisera par l'élaboration d'une convention cadre.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes pour la mise en œuvre du projet défini à l'article 2, en exécution de la décision attributive de participation prise par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

La participation est accordée par le Département pour la mise en œuvre, sur les territoires de Hénin – Carvin, par le Point Accueil Ecoute Jeunes « Equinoxe » géré par l'Association Le Sagittaire du projet suivant :

- Favoriser l'expression des jeunes au plus proche de leurs lieux de vie.

- Développer une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles adaptée à leurs problématiques en synergie avec les Maisons des adolescents et le réseau Ados 62.
- Mettre en place des accueils de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du territoire en concertation avec les Maisons des Adolescents et les Maisons du Département Solidarité concernées.

### **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature par les parties. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

**4-1** : Le rapport d'activité 2018 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 a été transmis au Département au plus tard le 30 juin 2019.

**4-2** : L'organisme s'engage à réaliser son action dans les conditions définies dans sa demande de participation et acceptées par le Département et, à affecter le montant de la participation au financement de ce projet, à l'exclusion de toute autre dépense.

Plus généralement, l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle du projet ayant fait l'objet d'une participation et à accepter le contrôle des services du Département.

En outre, il s'engage à communiquer tous documents permettant d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes.....) et faisant connaître les résultats de son action.

Le rapport d'activité 2019 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 devra être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2020.

L'organisme s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et de comptes de l'exercice écoulé. Les documents comptables devront être produits au Département pour le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

L'organisme reconnaît être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à la mise en œuvre du projet (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles de mise en œuvre du projet).

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DU PUBLIC**

Lors de toute communication écrite ou orale, aux publics, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative au projet ayant fait l'objet d'une participation, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département à ce projet.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Département du Pas-de-Calais sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...).

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département du Pas-de-Calais à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation du projet ayant fait l'objet d'une participation.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré, dans l'exercice de leurs propres compétences, par les services de l'Etat ou par d'autres collectivités publiques participant au financement du projet.

## **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme gestionnaire une participation d'un montant de **22 000 € (vingt-deux mille euros)**.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement à la date de signature de la présente convention.

- Programme n° C 02 512 B
- Sous-programme : 512 B 03

## **ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le DEPARTEMENT procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

- N°16275/10700/08102838315/75
- ouvert au nom de l'organisme : Association Le sagittaire
- dans les écritures de la Caisse d'Epargne Nord France Europe

L'organisme reconnaît être averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties si le projet ayant fait l'objet d'une participation n'est pas exécuté dans des conditions conformes aux présentes dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte par le PAEJ Equinoxe, la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.

## **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'organisme de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

### Remboursement total : notamment :

- en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le projet ayant fait l'objet d'une participation n'a pas été mis en œuvre ;
- ou dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'organisme ;
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors qu'il sera établi que l'organisme ne valorise pas le partenariat du Département.

### Remboursement partiel : notamment :

- dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet ayant fait l'objet d'une participation est inférieur au budget prévisionnel ;
- dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'organisme a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ce cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

## **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté relative à l'exécution des précédentes dispositions, les parties signataires s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Arras, le

En trois exemplaires originaux, comportant 5 pages.

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**La Directrice de l'Enfance et de la Famille**

**Gina SGARBI**

**Pour l'Association « le Sagittaire »**

**Le Président,**

**Frédy DELVAL**

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de Prévention  
et de Protection de l'Enfance

..... **CONVENTION**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS,**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**LE POINT ACCUEIL ECOUTE JEUNES « AUTREMENT » géré par l'Association « LITTORAL PREVENTIONS INITIATIVES »**

dont le siège est : 24, rue Ernest Hamy – 62200 BOULOGNE-SUR-MER  
identifié au répertoire SIRET sous le N° 3885264280 0031  
déclarée à la Préfecture de ..... sous le n° .....  
représentée par Madame Nathalie BERTHE, Présidente de l'Association Littoral Préventions Initiatives

ci-après désigné par « l'Association Littoral Préventions Initiatives »

d'autre part.

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6.

**Vu** : l'arrêté de délégation de signature DAJ/PS/DEF/2019/07 du 28 février 2019.

## EXPOSE

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais à l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes, et les modalités de contrôle de son emploi.

### Déclaration préalable de l'organisme porteur du projet :

L'organisme déclare être en règle avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Il déclare que l'action pour laquelle il a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'action faisant l'objet d'une participation.

### **Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Un travail important de remise à plat du dispositif a été entrepris pour renforcer la transversalité des politiques départementales au bénéfice de la jeunesse en revisitant les dispositifs afin de mieux les articuler et de les adapter aux attentes des jeunes et à leurs évolutions.

Les Maisons des Adolescents s'inscrivent dans cette Politique Jeunesse en fournissant aux jeunes un lieu de parole et d'écoute, adapté à leurs problématiques.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes ont vocation à inscrire systématiquement leur action dans un réseau, dont celui des Maisons des Adolescents, là où il existe, et dont ils peuvent constituer une expression avancée en direction des jeunes non pris en compte dans le contexte actuel.

La réflexion engagée doit permettre la mise en synergie des missions des PAEJ avec celles des Maisons des Adolescents et offrir une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du Département.

Ce travail se concrétisera par l'élaboration d'une convention cadre.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes pour la mise en œuvre du projet défini à l'article 2, en exécution de la décision attributive de participation prise par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

La participation est accordée par le Département pour la mise en œuvre, sur les territoires du Boulonnais et du Montreuillois, par le Point Accueil Ecoute Jeunes « Autrement » géré par l'Association « Littoral Préventions Initiatives » du projet suivant :

- Favoriser l'expression des jeunes au plus proche de leurs lieux de vie.



- Développer une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles adaptée à leurs problématiques en synergie avec les Maisons des adolescents et le réseau Ados 62.
- Mettre en place des accueils de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du territoire en concertation avec les Maisons des Adolescents et les Maisons du Département Solidarité concernées.

### **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature par les parties. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

**4-1** : Le rapport d'activité 2018 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 a été transmis au Département au plus tard le 30 juin 2019.

**4-2** : L'organisme s'engage à réaliser son action dans les conditions définies dans sa demande de participation et acceptées par le Département et, à affecter le montant de la participation au financement de ce projet, à l'exclusion de toute autre dépense.

Plus généralement, l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle du projet ayant fait l'objet d'une participation et à accepter le contrôle des services du Département.

En outre, il s'engage à communiquer tous documents permettant d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes.....) et faisant connaître les résultats de son action.

Le rapport d'activité 2019 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 devra être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2020.

L'organisme s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et de comptes de l'exercice écoulé. Les documents comptables devront être produits au Département pour le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

L'organisme reconnaît être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à la mise en œuvre du projet (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles de mise en œuvre du projet).

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DU PUBLIC**

Lors de toute communication écrite ou orale, aux publics, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative au projet ayant fait l'objet d'une participation, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département à ce projet.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Département du Pas-de-Calais sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...).

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département du Pas-de-Calais à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.

### **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation du projet ayant fait l'objet d'une participation.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré, dans l'exercice de leurs propres compétences, par les services de l'Etat ou par d'autres collectivités publiques participant au financement du projet.

#### **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme gestionnaire une participation d'un montant de **31 900 € (trente et un mille neuf cents euros)**.

#### **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement à la date de signature de la présente convention.

- Programme n° C 02 512 B
- Sous-programme : 512 B 03

#### **ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le DEPARTEMENT procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

- N°16275/20400/08103761936/17
- ouvert au nom de l'organisme : Littoral Préventions Initiatives
- dans les écritures de la Caisse d'Épargne

L'organisme reconnaît être averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

#### **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

#### **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties si le projet ayant fait l'objet d'une participation n'est pas exécuté dans des conditions conformes aux présentes dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte par le PAEJ « Autrement » la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.

#### **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'organisme de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

✚ Remboursement total : notamment :

- en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le projet ayant fait l'objet d'une participation n'a pas été mis en œuvre ;
- ou dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'organisme ;
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors qu'il sera établi que l'organisme ne valorise pas le partenariat du Département.

✚ Remboursement partiel : notamment :

- dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet ayant fait l'objet d'une participation est inférieur au budget prévisionnel ;
- dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'organisme a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ce cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

#### **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté relative à l'exécution des précédentes dispositions, les parties signataires s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Arras, le

En trois exemplaires originaux, comportant 5 pages.

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**La Directrice de l'Enfance et de la Famille**

**Gina SGARBI**

**Pour le PAEJ  
« Littoral Préventions Initiatives »**

**La Présidente,**

**Nathalie BERTHE**

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de Prévention  
et de Protection de l'Enfance

..... **CONVENTION**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS,**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**L' Etablissement Public Départemental de l'Enfance et de la Famille**

dont le siège est : 1, rond-point Baudimont – 6200 ARRAS  
identifié au répertoire SIRET sous le N° 26620965900017  
représenté par Monsieur François NOEL, Directeur Général de l'Etablissement Public  
Départemental de l'Enfance et de la Famille.

ci-après désigné par « l'EPDEF »

d'autre part.

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6.

**Vu** : l'arrêté de délégation de signature DAJ/PS/DEF/2019/07 du 28 février 2019.

## EXPOSE

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais à l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes, et les modalités de contrôle de son emploi.

### Déclaration préalable de l'organisme porteur du projet :

L'organisme déclare être en règle avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Il déclare que l'action pour laquelle il a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'action faisant l'objet d'une participation.

### **Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Un travail important de remise à plat du dispositif a été entrepris pour renforcer la transversalité des politiques départementales au bénéfice de la jeunesse en revisitant les dispositifs afin de mieux les articuler et de les adapter aux attentes des jeunes et à leurs évolutions.

Les Maisons des Adolescents s'inscrivent dans cette Politique Jeunesse en fournissant aux jeunes un lieu de parole et d'écoute, adapté à leurs problématiques.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes ont vocation à inscrire systématiquement leur action dans un réseau, dont celui des Maisons des Adolescents, là où il existe, et dont ils peuvent constituer une expression avancée en direction des jeunes non pris en compte dans le contexte actuel.

La réflexion engagée doit permettre la mise en synergie des missions des PAEJ avec celles des Maisons des Adolescents et offrir une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du Département.

Ce travail se concrétisera par l'élaboration d'une convention cadre.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'organisme gestionnaire du Point Accueil Ecoute Jeunes pour la mise en œuvre du projet défini à l'article 2, en exécution de la décision attributive de participation prise par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

La participation est accordée par le Département pour la mise en œuvre, sur le territoire de l'Artois, par l'EPDEF du projet suivant qui s'inscrit dans la démarche poursuivie par les Points Accueil Ecoute Jeunes :

- Favoriser l'expression des jeunes au plus proche de leurs lieux de vie.

- Développer une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles adaptée à leurs problématiques en synergie avec les Maisons des adolescents et le réseau Ados 62.
- Mettre en place des accueils de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du territoire en concertation avec les Maisons des Adolescents et les Maisons du Département Solidarité concernées.

### **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature par les parties. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

**4-1** : Le rapport d'activité 2018 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 a été transmis au Département au plus tard le 30 juin 2019.

**4-2** : L'organisme s'engage à réaliser son action dans les conditions définies dans sa demande de participation et acceptées par le Département et, à affecter le montant de la participation au financement de ce projet, à l'exclusion de toute autre dépense.

Plus généralement, l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle du projet ayant fait l'objet d'une participation et à accepter le contrôle des services du Département.

En outre, il s'engage à communiquer tous documents permettant d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes.....) et faisant connaître les résultats de son action.

Le rapport d'activité 2019 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 devra être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2020.

L'organisme s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et de comptes de l'exercice écoulé. Les documents comptables devront être produits au Département pour le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

L'organisme reconnaît être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à la mise en œuvre du projet (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles de mise en œuvre du projet).

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DU PUBLIC**

Lors de toute communication écrite ou orale, aux publics, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative au projet ayant fait l'objet d'une participation, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département à ce projet.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Département du Pas-de-Calais sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...).

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département du Pas-de-Calais à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation du projet ayant fait l'objet d'une participation.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré, dans l'exercice de leurs propres compétences, par les services de l'Etat ou par d'autres collectivités publiques participant au financement du projet.

## **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme gestionnaire une participation d'un montant de **32 249 € (trente-deux mille deux cents quarante-neuf euros)**.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement à la date de signature de la présente convention.

- Programme n° C 02 512 B
- Sous-programme : 512 B 03

## **ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le DEPARTEMENT procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

- N°30001/00152/C622000000/23
- ouvert au nom de l'organisme : Trésorerie d'Arras CH
- dans les écritures de BDF d'ARRAS

L'organisme reconnaît être averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties si le projet ayant fait l'objet d'une participation n'est pas exécuté dans des conditions conformes aux présentes dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte par le PAEJ EPDEF, la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.



## **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'organisme de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

### Remboursement total : notamment :

- en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le projet ayant fait l'objet d'une participation n'a pas été mis en œuvre ;
- ou dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'organisme ;
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors qu'il sera établi que l'organisme ne valorise pas le partenariat du Département.

### Remboursement partiel : notamment :

- dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet ayant fait l'objet d'une participation est inférieur au budget prévisionnel ;
- dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'organisme a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ce cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

## **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté relative à l'exécution des précédentes dispositions, les parties signataires s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Arras, le

En trois exemplaires originaux, comportant 5 pages.

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**Pour le PAEJ de l'EPDEF**

**La Directrice de l'Enfance et de la Famille**

**Le Directeur Général**

**Gina SGARBI**

**François NOEL**

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Service Départemental de Prévention  
et de Protection de l'Enfance

..... **CONVENTION**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS,**

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 04 novembre 2019.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**L'ASSOCIATION ABCD**

dont le siège est : 210 rue de DUNKERQUE – B.P 50098 - 62502 SAINT-OMER cedex  
identifiée au répertoire SIRET sous le N° 349 559 260 000 30  
déclarée à la Préfecture de Saint-Omer sous le W 625000091

représentée par Monsieur Jacques DUJARDIN, Président de l'Association ABCD.

ci-après désigné par « L'Association ABCD »

d'autre part.

**Vu** : la délibération du Conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du Pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6.

**Vu** : l'arrêté de délégation de signature DAJ/PS/DEF/2019/07 du 28 février 2019.

## EXPOSE

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais à l'association ABCD, et les modalités de contrôle de son emploi.

### Déclaration préalable de l'organisme porteur du projet :

L'organisme déclare être en règle avec les règles et obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Il déclare que l'action pour laquelle il a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'il n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, il déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'action faisant l'objet d'une participation.

### **Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :**

#### **Préambule :**

Un travail important de remise à plat du dispositif a été entrepris pour renforcer la transversalité des politiques départementales au bénéfice de la jeunesse en revisitant les dispositifs afin de mieux les articuler et de les adapter aux attentes des jeunes et à leurs évolutions.

Les Maisons des Adolescents s'inscrivent dans cette Politique Jeunesse en fournissant aux jeunes un lieu de parole et d'écoute, adapté à leurs problématiques.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes ont vocation à inscrire systématiquement leur action dans un réseau, dont celui des Maisons des Adolescents, là où il existe, et dont ils peuvent constituer une expression avancée en direction des jeunes non pris en compte dans le contexte actuel.

La réflexion engagée doit permettre la mise en synergie des missions des PAEJ avec celles des Maisons des Adolescents et offrir une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du Département.

Ce travail se concrétisera par l'élaboration d'une convention cadre.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'association ABCD pour la mise en œuvre du projet défini à l'article 2, en exécution de la décision attributive de participation prise par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 novembre 2019.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

La participation est accordée par le Département pour la mise en œuvre, sur les territoires de l'Audomarrois et du Calaisis, par l'Association ABCD du projet suivant qui s'inscrit dans la démarche poursuivie par les Points Accueil Ecoute Jeunes :

- Favoriser l'expression des jeunes au plus proche de leurs lieux de vie.

- Développer une écoute généraliste de proximité pour les adolescents et les familles adaptée à leurs problématiques en synergie avec les Maisons des adolescents et le réseau Ados 62.
- Mettre en place des accueils de proximité pour les adolescents et les familles sur l'ensemble du territoire en concertation avec les Maisons des Adolescents et les Maisons du Département Solidarité concernées.

### **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période, à partir de sa date de signature par les parties. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

**4-1** : Le rapport d'activité 2018 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 a été transmis au Département au plus tard le 30 juin 2019.

**4-2** : L'organisme s'engage à réaliser son action dans les conditions définies dans sa demande de participation et acceptées par le Département et, à affecter le montant de la participation au financement de ce projet, à l'exclusion de toute autre dépense.

Plus généralement, l'organisme s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non-réalisation ou la réalisation partielle du projet ayant fait l'objet d'une participation et à accepter le contrôle des services du Département.

En outre, il s'engage à communiquer tous documents permettant d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes.....) et faisant connaître les résultats de son action.

Le rapport d'activité 2019 établi sur le modèle proposé en fin d'année 2013 devra être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2020.

L'organisme s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et de comptes de l'exercice écoulé. Les documents comptables devront être produits au Département pour le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

L'organisme reconnaît être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à la mise en œuvre du projet (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles de mise en œuvre du projet).

### **ARTICLE 5 : INFORMATION DU PUBLIC**

Lors de toute communication écrite ou orale, aux publics, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative au projet ayant fait l'objet d'une participation, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département à ce projet.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Département du Pas-de-Calais sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...).

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Département du Pas-de-Calais à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation du projet ayant fait l'objet d'une participation.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré, dans l'exercice de leurs propres compétences, par les services de l'Etat ou par d'autres collectivités publiques participant au financement du projet.

## **ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme gestionnaire une participation d'un montant de **45 622 € (quarante-cinq mille six cent vingt-deux euros)**.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement à la date de signature de la présente convention.

- Programme n° C 02 512 B
- Sous-programme : 512 B 03

## **ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le DEPARTEMENT procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

- N°30004/02323/00011345719/78
- ouvert au nom de l'organisme : Association Aide Bénévole Contre la Drogue (ABCD)
- dans les écritures de BNP PARISBAS NORD FRANCE ENTR

L'organisme reconnaît être averti que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

L'organisme renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : AVENANT**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties si le projet ayant fait l'objet d'une participation n'est pas exécuté dans des conditions conformes aux présentes dispositions.

Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte par l'association « ABCD », la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.

## **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé à l'organisme de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

✚ Remboursement total : notamment :

- en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le projet ayant fait l'objet d'une participation n'a pas été mis en œuvre ;
- ou dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'organisme ;
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors qu'il sera établi que l'organisme ne valorise pas le partenariat du Département.

✚ Remboursement partiel : notamment :

- dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet ayant fait l'objet d'une participation est inférieur au budget prévisionnel ;
- dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'organisme a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ce cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

## **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté relative à l'exécution des précédentes dispositions, les parties signataires s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Arras, le

En trois exemplaires originaux, comportant 5 pages.

**Pour le Département du Pas-de-Calais**

**Pour L'Association ABCD**

**La Directrice de l'Enfance et de la Famille**

**Le Président**

**Gina SGARBI**

**Jacques DUJARDIN**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Bureau des Actions de Prévention et Protection Administrative

RAPPORT N°58

Territoire(s): Tous les territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **ATTRIBUTION DES PARTICIPATIONS DE FONCTIONNEMENT 2019 AUX POINTS ACCUEIL ECOUTE JEUNES (P.A.E.J.)**

##### **Préambule :**

Le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.) prévoit dans l'article L 115-1 que : « *La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation. Elle tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* ».

L'adolescence constitue une période charnière déterminante, marquée par la possible émergence de difficultés scolaires, de conduites transgressives ou à risques et de troubles psychiatriques. Ces problématiques nécessitent une prise en charge spécifique et coordonnée faisant intervenir les acteurs des milieux de l'école et de l'enseignement supérieur, de la santé, de l'accompagnement social, éducatif et professionnel et de la protection judiciaire de la jeunesse.

##### **Contexte départemental :**

Depuis 2012, le Département du Pas-de-Calais administre deux Maisons des Adolescents implantées sur 3 sites (Hénin-Beaumont, Boulogne-sur-Mer et St-Omer).

Les Maisons des Adolescents ont été pensées pour :

- Apporter des réponses pertinentes et adaptées aux besoins des adolescents, notamment en ce qui concerne leur santé et leur bien-être,
- Offrir un accueil généraliste à tous les jeunes par des professionnels des domaines sanitaire, médico-social, social, éducatif ou judiciaire intervenant dans le champ de l'adolescence,
- Offrir une prise en charge multidisciplinaire généralement de courte durée,



- Constituer un lieu ressource sur un territoire donné pour l'ensemble des acteurs concernés par l'adolescent (parents, professionnels, institutions).

Les Maisons des Adolescents sont donc missionnées pour recevoir des adolescents et/ou leurs familles pour des demandes et besoins très variés, allant de problématiques psychologiques importantes à des questions d'orientations scolaires ou sociales, accompagner l'adolescent et sa famille vers des prises en charge extérieures ou initier de nouveaux modes de prise en charge pour des situations qui n'ont pas trouvé de réponses adéquates.

Quel que soit son lieu d'habitation, un adolescent doit pouvoir trouver des réponses et une aide adaptée à sa problématique. Les Maisons des Adolescents ont donc vocation à s'appuyer sur un réseau large de partenaires, notamment les Points Accueil et Ecoute Jeunes (P.A.E.J.).

Les structures d'accueil et d'écoute généraliste que sont les Points Accueil Ecoute Jeunes, instaurés par la circulaire DGS-DGAS du 12 mars 2002, sont des appuis essentiels pour mieux accompagner les jeunes en particulier ceux d'entre eux les plus vulnérables et favoriser leur autonomie et leur insertion sociale et professionnelle.

Les Points d'Accueil et d'Ecoute Jeunes constituent des formes d'interventions légères qui peuvent jouer utilement un rôle de proximité défini autour d'une fonction préventive d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation, d'orientation et de médiation au contact des jeunes exposés à des situations de risque.

Ils s'adressent à la fois aux jeunes en difficulté (11-25 ans) et à leurs parents afin de :

- Prévenir les situations à risques pour éviter les décrochages et ruptures chez les adolescents et jeunes adultes,
- Rétablir le dialogue et restaurer des liens de confiance entre ces adolescents et jeunes adultes et leur environnement familial et social (scolaire, périscolaire, professionnel, administratif...),
- Participer au « bien-être » des adolescents et jeunes adultes et concourir de fait à leur insertion sociale, culturelle et professionnelle,
- Favoriser l'autonomie des jeunes et leur capacité d'initiative et d'action.

Les équipes pluridisciplinaires des Points Accueil Ecoute Jeunes proposent un accueil gratuit, anonyme, personnalisé, inconditionnel et chaleureux. Sur cette base, les Points Accueil Ecoute Jeunes offrent un accompagnement personnalisé, de qualité et adapté aux besoins particuliers de chaque adolescent ou jeune adulte. Les missions des Points Accueil Ecoute Jeunes sont désinstitutionnalisées et généralistes, ce qui favorise une approche transversale et non stigmatisante.

### **Bilan :**

En 2018, 2501 jeunes de 12 à 25 ans dont 1744 mineurs et 1316 parents et personnes de l'entourage ont été accompagnés par les Points Accueil Ecoute Jeunes du Pas-de-Calais. L'année 2018 a été marquée par une augmentation de près de 43 % de la population de mineurs accueillis.

De par leurs méthodes de travail notamment le « aller vers », les Points Accueil Ecoute Jeunes du Pas-de-Calais vont au contact des adolescents et des jeunes adultes qui ne peuvent ou ne souhaitent pas solliciter une aide. La médiation entre les membres de la famille des jeunes permet de soutenir les parents dans leurs compétences éducatives et relationnelles. L'objectif étant d'améliorer les relations parents/enfants, de restaurer la fonction parentale et de travailler sur les dysfonctionnements familiaux. D'ailleurs, l'étude des différents rapports d'activité montre dans les problématiques repérées, une prédominance des difficultés relationnelles au sein de la famille.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes mettent en œuvre de multiples actions collectives de prévention. Ces actions ont permis de rencontrer 7060 personnes autour de thématiques très variées (addiction, réseaux sociaux, harcèlement, décrochage scolaire, relation d'emprise, deuil...). Si l'objectif de ces actions collectives est bien, de diffuser de l'information, de repérer et prévenir les conduites à risques, celles-ci permettent surtout d'instaurer progressivement une relation de confiance avec les jeunes, pour une prise de rendez-vous future.

Les Points Accueil Ecoute Jeunes facilitent pour tous les adolescents et jeunes adultes accueillis, l'accès aux dispositifs de droit commun en les accompagnant auprès des organismes dédiés, notamment vers les Maisons des Adolescents, pour les publics relevant de l'accès aux soins.

La complémentarité et le travail en réseau entre les Maisons des Adolescents et les Points Accueil Ecoute Jeunes favorisent un maillage territorial permettant de répondre au mieux aux problématiques des jeunes et d'être au plus proche d'une population peu mobile. Sur l'ensemble du département, les Points Accueil Ecoute Jeunes proposent 24 points d'accueil de proximité, venant s'ajouter aux trois sites des Maisons des Adolescents du Pas-de-Calais.

Les rencontres entre les Maisons des Adolescents et les Points Accueil Ecoute Jeunes du Pas-de-Calais sont régulières et permettent ainsi une meilleure articulation et coordination. Ces rencontres permettent d'apporter de la cohérence, de la lisibilité et des complémentarités dans les actions. Les orientations en fonction des problématiques et du lieu d'habitation du jeune en sont ainsi facilitées. Cette articulation du travail en réseau a d'ailleurs fait l'objet d'une attention toute particulière dans le Pacte des Solidarités et du développement social (Cahier 2, Orientation 4, Fiche 15 : Construire et animer un réseau de prise en charge des problématiques adolescentes).

Quatre Points Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) œuvrent sur l'ensemble du département :

Territoires d'intervention	Structure gestionnaire	PAEJ	Accueils	Financement 2019
Arrageois	La Vie Active	PAEJ Henri Darras	St Pol et Frévent	30 600 €
Ternois			Arras et Bapaume	
Lens Liévin	APSA	PAEJ Le fil d'Ariane	Avion, Lens, Liévin, Mazingarbe, Noyelles-sous-Lens	25 000 €
Hénin Carvin	Le Sagittaire	PAEJ Equinoxe	Carvin, Courrières, Leforest, Evin, Hénin-Beaumont	22 000 €
Boulonnais	Littoral Préventions Initiatives (LPI)	PAEJ Autrement	Boulogne, Etaples, Marquise	31 900 €
Montreuillois			Montreuil, Hesdin	

Bien que ne bénéficiant pas du label « PAEJ », deux organismes s'inscrivent également dans cette démarche :

Territoires d'intervention	Structure gestionnaire	Accueils	Financement 2019
Artois	EPDEF	Lillers, Béthune, Bruay	32 249 €
Audomarois Calaisis	ABCD	Calais , Saint-Omer	45 622 €

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer pour l'année 2019, une participation départementale d'un montant égal à 109 500 € aux quatre Points Accueil Ecoute Jeunes mentionnés ci-dessus ayant respecté l'obligation de transmission du rapport d'activité de l'année N-1
- D'attribuer pour l'année 2019, une participation départementale d'un montant égal à 77 871 € aux deux structures gestionnaires s'inscrivant aussi dans la démarche poursuivie par les Points Accueil Ecoute Jeunes mentionnés ci-dessus ayant respecté l'obligation de transmission du rapport d'activité de l'année N-1
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec les bénéficiaires, les conventions précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôles de l'emploi de ces participations dans les termes des projets joints

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C02-512B03	6568/9351	Points Accueil Ecoute Jeunes	190 000,00	190 000,00	187 371,00	2 629,00

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

La 3ème Commission - Education, Culture, Sport et Citoyenneté a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 08/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Odette DURIEZ, M. Bertrand PETIT, Mme Nicole GRUSON, M. Claude ALLAN, Mme Nathalie DELBART, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Ludovic LOQUET, Mme Danièle SEUX, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Mireille HINGREZ-CEREDA, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Claude ETIENNE, Mme Annie BRUNET, M. Alain LEFEBVRE, M. Raymond GAQUERE, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, M. Philippe FAIT, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Maryse DELASSUS, M. Robert THERRY, Mme Maïté MASSART, M. Bruno COUSEIN, Mme Denise BOCQUILLET, M. Claude BACHELET, Mme Florence BARBRY, M. François VIAL, Mme Daisy DUVEAU, M. Christopher SZCZUREK, Mme Guylaine JACQUART, M. Jacques DELAIRE, Mme Ginette BEUGNET, M. Hugues SION, Mme Laurence DELAVAL.

**Excusé(s)** : Mme Isabelle LEVENT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Philippe MIGNONET.

**Absent(s)** : M. Laurent DUPORGE.

**Assistant également sans voix délibérative** : Mme Maryse CAUWET, M. Michel DAGBERT, Mme Evelyne DROMART, M. Ludovic GUYOT, M. Claude PRUDHOMME

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Pierre GEORGET

**PAS-DE-CALAIS ACTIF - PAS-DE-CALAIS INNOVATION ESS 2019**

(N°2019-436)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** la Loi n° 2014-856 du 31/07/2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire et notamment son article 15 ;

**Vu** la Circulaire du Premier Ministre n° 5811/SG du 29/09/2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations ;

**Vu** la délibération n°20170444 du Conseil Régional des Hauts-de-France en date du 30/03/2017 « Approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;

**Vu** la délibération n°2017-520 du Conseil départemental en date du 14/11/2017 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2017-619 du Conseil départemental en date du 19/12/2017 « Budget

citoyen » ;

**Vu** la délibération n°21 du Conseil départemental en date du 27/09/2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et notamment ses articles 17, 19 et 26 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 1<sup>ère</sup> commission « Attractivité Départementale et Emploi » rendu lors de sa réunion en date du 07/10/2019 ;

Monsieur Jean-Claude ETIENNE, intéressé à l'affaire, n'a pris part ni au débat ni au vote.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer au Groupement d'Intérêt Public « Pas-de-Calais Actif » une participation départementale d'un montant global de 38 500 €, pour l'année 2019, au titre de « Pas-de-Calais Innovation ESS 2019 ».

**Article 2 :**

Les modalités d'attribution de la participation visée à l'article 1 sont reprises au rapport annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le Groupement d'Intérêt Public « Pas-de-Calais Actif », la convention portant sur sa contribution aux politiques départementales en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire dans les termes du projet annexé à la présente délibération.

**Article 4 :**

La participation départementale versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Dépense €
C01-020Q02	6568//930202	GIP Pas-de-Calais Actif autres participations	197 817,00	4 000,00
C01-020Q02	6568//930202	GIP Pas-de-Calais Actif -Dépenses de fonctionnement	336 355,00	34 500,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 41 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe En Marche ; Groupe Union Action 62 ; Groupe Rassemblement National, Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen) Absent sans délégation de vote : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 4 novembre 2019

Pour le Président du Conseil Départemental,  
Par délégation, le Directeur du Pôle Ressources Humaines  
et Juridiques,

SIGNE

Cédric DUTRUEL

Pôle Ressources Humaine et juridiques  
Mission Economie Sociale et Solidaire  
Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS CEDEX 9

..... **CONVENTION**

Dossier n° 2019-

Cette convention est conclue entre :

Le **Département du Pas-de-Calais**, collectivité territoriale, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, identifié au répertoire SIREN sous le n° 226 200 012, représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental-dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du ;

D'une part,

Et le Groupement d'Intérêt Public « **Pas-de-Calais Actif** », dont le siège social est situé au 23 rue du 11 novembre, 62 300 LENS, identifiée au répertoire SIREN sous le n° 186 200 093 000 83, représentée par **Madame Caroline MATRAT**, Présidente, dûment autorisé(e) par délibération en date du 29 mai 2015, ci-après dénommé « L'organisme » ;

D'autre part,

*Vu la délibération de la Commission Permanente réunie le .*



## **PREAMBULE**

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS), fortement ancrée dans le Pas-de-Calais, se traduit par une autre façon d'entreprendre, de produire et de répartir les richesses, les services et les biens, en replaçant l'homme et les territoires au cœur des priorités.

**Ceci exposé il a été convenu entre les parties ce qui suit,**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les relations entre le Département et l'organisme au titre de la mise en œuvre partenariale de l'opération « **Pas-de-Calais Innovation ESS** » détaillée à l'article 2 ci-dessous.

## **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET SOUTENU**

L'organisme s'engage à mettre en œuvre le dispositif « Pas-de-Calais Innovation ESS » sur le département du Pas-de-Calais visant à faciliter notamment le développement d'initiatives solidaires, culturelles, sociales, sportives, de coopération, d'innovation sociale, d'expérimentation, en lien avec les orientations du département dont le Budget citoyen et mises en exergue par les acteurs du Conseil départemental de l'ESS.

Le Pas-de-Calais Innovation ESS est un fonds d'intervention permettant d'accompagner les projets du champ de l'Economie sociale et solidaire en émergence sur les territoires.

Pas-de-Calais Innovation ESS pourra intervenir selon différentes modalités pouvant être mobilisées individuellement ou dans une logique de couplage dans le cadre :

- d'une étude action avec le recrutement d'un (e) chef (fe) de projet ;
- d'un accompagnement via l'intervention d'une structure de conseil ;
- d'un transfert de savoir-faire d'un dirigeant d'une structure de l'ESS dans une logique d'essaimage.

Et conformément aux modalités d'intervention reprises en annexe de la présente convention.

## **ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La convention s'applique pour la période d'un an à compter de la date de signature.

Elle pourra néanmoins être prolongée pour une même durée afin de permettre d'achever l'opération si l'une des parties en formule la demande écrite dans un délai de 3 mois précédant la date d'échéance initiale. Cette prolongation fera l'objet d'un avenant.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

### **1) Désignation des personnes physiques**

L'organisme s'engage à :

- Recruter ou affecter sur chaque opération un personnel suffisant et qualifié ;
- Produire régulièrement la liste nominative actualisée des personnels affectés à ces opérations avec le descriptif de leur profil.

### **2) Relations avec les services départementaux**

L'organisme s'engage à :

- A prendre l'initiative de rencontrer régulièrement la mission ESS du Département à travers des comités de suivi/pilotage et toute réunion nécessaire à la mise en œuvre et au suivi et à l'état d'avancement du projet et ce au moins une fois par trimestre pour coordonner, échanger et co-construire des propositions d'actions structurantes concordant avec les perspectives et problématiques identifiées par les acteurs du CDESS et de ses ateliers.
- A transmettre à la Mission ESS les documents relatifs aux évaluations qualitatives et quantitatives (structures soutenues, dispositifs mobilisés, emplois créés ou consolidés, typologie d'emplois, typologie de structures, territoires d'intervention, problématiques rencontrées) ;
- A transmettre les bilans d'activités et financiers finaux de l'initiative mise en place pour le calcul du solde de la convention, au plus tard dans les 6 mois suivant la date de fin de convention ;

Toute communication relative à la participation du Département du Pas-de-Calais faite dans le cadre de la convention, doit revêtir une forme écrite et mentionner le numéro de la convention.

Elle doit être envoyée aux adresses suivantes :

<p><b><i>Pour le Département :</i></b></p> <p>Mission ESS Hôtel du Département Rue Ferdinand Buisson 62 018 ARRAS Cedex 09</p>	<p><b><i>Pour le bénéficiaire :</i></b></p> <p>Pas-de-Calais Actif Madame Caroline MATRAT Présidente 23 rue du 11 novembre 62 300 LENS</p>
--	--

Plus généralement, l'organisme s'engage à informer les services du Département de toute modification qui pourrait intervenir dans la mise en œuvre de l'opération.

Toute modification fait l'objet d'un avenant sauf si elle porte uniquement sur la ventilation par poste de dépenses et si elle ne modifie pas substantiellement la répartition des postes de charges.

### **3) Communication (information au public)**

Lors de toute communication au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, l'organisme s'engage à faire connaître, de manière précise, **l'apport financier et technique aux politiques du Département.**

S'il est amené à conclure des conventions pour la réalisation du projet cofinancé, il veillera à informer tous les intervenants dans le processus de réalisation du projet (sous-traitant, bénéficiaire ultime...).

**Toute publication ou communication relative au projet cofinancé devra faire mention du Département du Pas-de-Calais (plaquettes de présentation, affiches publicitaires, insertion des logos sur tout document afférent à l'opération etc.).**

### **4) Secret professionnel**

Les dirigeants, membres et salariés de l'organisme sont tenus au secret professionnel pour les informations dont ils auront à connaître dans la mise en œuvre de l'opération.

Cette obligation s'étend aux opérations mises en œuvre dans le cadre de la présente convention.

Toutefois, cette obligation ne saurait faire obstacle ni aux obligations d'information à des buts statistiques, ni à l'exercice du pouvoir de contrôle du Président du Conseil départemental.

### **5) Achat de biens et de services (si éligible dans le cadre du présent dispositif)**

Lorsque des achats de biens et services doivent être effectués par le bénéficiaire pour les besoins de la réalisation de l'opération et constituent des dépenses figurant dans une rubrique de coûts directs éligibles du budget prévisionnel, le bénéficiaire est tenu d'effectuer une mise en concurrence des candidats potentiels et de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire celle

qui présente le meilleur rapport coût/avantage, dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des contractants potentiels et en veillant à l'absence de conflit d'intérêts.

L'achat de biens et services n'est possible que dans les conditions suivantes :

Il doit être justifié au regard de la nature de l'opération et des nécessités de sa mise en œuvre. Le bénéficiaire demeure seul responsable de l'exécution de l'opération et du respect des dispositions de l'acte d'engagement, il s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour que l'attributaire de la commande renonce à faire valoir tout droit à l'égard du Département au titre de la convention.

## **6) Dépenses éligibles**

Les règles en termes d'éligibilité des opérations, du public et des dépenses s'appliquent sur les financements communautaires et nationaux.

Les dépenses déclarées doivent correspondre à des dépenses effectivement supportées par l'organisme bénéficiaire couvrant les coûts d'innovation sociale de l'initiative.

Les dépenses doivent avoir été réalisées durant la période fixée à l'article 3, et être effectivement liées et nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les agents départementaux des services concernés examinent ces dépenses à l'occasion de contrôles de service fait, afin de déterminer les dépenses afférentes à la présente convention (cf. article suivant).

## **7) Propriété intellectuelle**

Toute utilisation à des fins commerciales ou non, des travaux, études, résultats, sous quelque support que ce soit, soutenus, doit recevoir l'accord express préalable du Département.

## **8) Conflits d'intérêts**

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait influencer une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le Département du Pas-de-Calais se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE CONTROLE**

Les agents départementaux des services concernés assurent le contrôle du service fait.

L'organisme bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Département.

Pour mener à bien le contrôle de service fait, l'organisme bénéficiaire présentera aux agents chargés du contrôle un bilan intermédiaire et un bilan final, dans les délais fixés à l'article 4. Ces bilans seront composés de tous documents et pièces établissant la réalité de la mise en œuvre des pratiques décrites à l'article 2 ainsi que l'éligibilité des dépenses encourues et des ressources perçues (ex : feuilles d'émargement et/ou tout document permettant de déterminer le temps passé sur les actions, rapport pédagogique, rapport d'activités, etc.).

## **ARTICLE 6 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Afin de permettre l'accomplissement de l'opération prévue par la présente convention, le Département s'engage à verser à l'organisme une aide déterminée comme suit :

- Une participation de **38 500 €** relative à la mise en œuvre « Pas-de-Calais Innovation ESS » ;

Le montant maximum de l'aide versée par le Département à l'organisme est fixé à **38 500 €** pour l'opération décrite à l'article 2 au titre de la période d'application prévue à l'article 3 de la présente convention.

**L'intervention du Département du Pas-de-Calais est plafonnée au montant indiqué ci-dessus. Après établissement du contrôle de service fait, elle peut être diminuée en fonction des dépenses effectivement réalisées et des ressources effectivement reçues, un titre de recette sera alors émis par les services départementaux envers l'organisme.**

## ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la participation s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Un versement de 38 500 € interviendra après signature de la présente convention par les parties.

Toutefois, le montant maximal de la participation départementale ne pourra être supérieur au total prévu à l'article 6 de la présente convention.

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental.

Le comptable assignataire est la Payeuse départementale du Département du Pas-de-Calais.

## ARTICLE 8 : BILAN FINAL D'EXECUTION

Le bilan final d'exécution sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'opération.

Il prendra en compte les coûts et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération. Le montant du solde final ne peut pas dépasser le montant prévisionnel total des financements prévus à l'article 6.

Le bénéficiaire devra constituer :

- Un bilan quantitatif et qualitatif de l'opération, un descriptif des conditions de sa réalisation, de ces résultats, ainsi que l'état détaillé des réalisations physiques, au travers notamment du renseignement des indicateurs de réalisation,
- Un état certifié exact par poste de dépenses réalisées
- Une liste des dépenses réalisées.

Le bilan final d'exécution doit être transmis au plus tard dans les 6 mois suivant la date de fin de convention.

## ARTICLE 9 : MODALITES DES PAIEMENTS :

Le Département effectuera le paiement par virement effectué par la Payeuse Départementale (comptable assignataire de la dépense) au compte :

Référence IBAN : \_\_\_\_\_

Référence BIC : \_\_\_\_\_

Domiciliation : \_\_\_\_\_

Titulaire du compte : \_\_\_\_\_

Dans les écritures de la banque.

L'organisme est ici averti que le versement des acomptes et celui du solde ne peuvent intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de Caisse d'Épargne (RICE).

## ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 11 : CLAUSE DE RENONCIATION

L'organisme renonce pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute opération entrant dans le champ d'application de la présente convention.

## ARTICLE 12 : REVERSEMENTS, RESILIATION ET LITIGES

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'une des parties et en particulier, s'agissant de l'organisme, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou de refus par l'organisme de se soumettre aux contrôles, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception resté vaine.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

En cas de résiliation, l'organisme sera tenu de reverser au Département les sommes non utilisées et indument versées du fait de la résiliation.

**Le remboursement de la totalité des sommes versées pourra notamment être exigé si le bilan final d'exécution prévu à l'article 8 n'est pas produit, 6 mois après l'échéance de la convention, ou s'il s'avère après un contrôle d'une instance départementale ou nationale, que les pièces justificatives produites par l'opérateur sont non fondées.**

L'organisme qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à procéder au reversement des sommes indument perçues dans les plus brefs délais et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

## ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différends concernant l'application de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable ; à défaut le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Fait en trois exemplaires originaux  
Ce document comprend 7 pages

A Arras, le

*Je soussigné, Caroline MATRAT, déclare  
avoir pris connaissance des obligations  
liées à la présente convention, et  
m'engage à les respecter dans le cadre  
de l'opération susvisée.*

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Et par délégation,  
Le Directeur du Pôle Ressources Humaines et  
Juridiques,**

**Pour « Pas-de-Calais Actif »,  
La Présidente,**

**Cédric DUTRUEL**

*(Nom et cachet de la structure)*

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Ressources Humaines et Juridiques  
Mission Economie Sociale et Solidaire

**RAPPORT N°59**

Territoire(s): Tous les territoires

Canton(s): Tous les cantons

EPCI(s): Tous les EPCI

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 4 NOVEMBRE 2019**

#### **PAS-DE-CALAIS ACTIF - PAS-DE-CALAIS INNOVATION ESS 2019**

##### **Fondements juridiques**

- Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit - article 113 : autorisant les Groupement d'Intérêt Public à recevoir des subventions et des contributions financières de ses membres
- Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire
- Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, SRDEII adopté par le Conseil Régional des Hauts-de-France le 30 mars 2017
- Délibération cadre du Conseil départemental du 26 septembre 2016 « Accompagner l'attractivité du Pas-de-Calais »
- Délibération du Conseil départemental du 17 décembre 2018 « Budget citoyen – année 2019 ».

##### **Contexte**

Pas-de-Calais Actif s'inscrit comme un partenaire privilégié du Département pour le maintien, le développement de l'Économie Sociale et Solidaire porteuse de valeurs de solidarité, de proximité, d'équité, génératrice de richesses et d'emplois sur les territoires. C'est par des interventions de conseil, d'accompagnement, de soutien, de mise en réseau, d'évaluation auprès des structures de l'Économie sociale et solidaire agissant en adéquation avec les compétences départementales que Pas-de-Calais Actif contribue à fonder un territoire d'initiatives durables.

En 2019, le soutien méthodologique de Pas-de-Calais Actif aux structures de l'ESS trouve pleinement sa place dans la mise en œuvre des comptoirs à initiatives citoyennes du Budget citoyen du Pas-de-Calais où il y guide les porteurs d'initiatives dans la construction



et le développement de leurs initiatives à forte utilité sociale et les aiguille à la recherche de financements hybrides.

Par ailleurs, en complément et en appui de la démarche départementale de contractualisation avec les territoires, Pas-de-Calais Actif propose de soutenir les initiatives d'Économie sociale et solidaire inscrites au cœur des dynamiques territoriales et dont le partenariat est établi avec le Département.

Cet appui dédié à une nouvelle génération d'initiatives de l'Économie sociale et solidaire issue de collectifs de citoyens, de réflexions entre acteurs locaux sur les territoires départementaux prend la forme d'un fonds d'intervention : le Pas-de-Calais Innovation ESS.

### **Présentation de l'opération sollicitée**

Le Pas-de-Calais Innovation ESS pourra être mobilisé pour soutenir une initiative de l'Économie sociale et solidaire portée par un collectif d'acteurs ou une structure existante. Il pourra intervenir de différentes manières en sollicitant, si besoin et de façon complémentaire :

- une étude action avec le recrutement d'un(e) chef(fe) de projet ;
- un accompagnement via l'intervention d'une structure de conseil ;
- un transfert de savoir-faire d'un dirigeant d'une structure de l'Économie sociale et solidaire dans une logique d'essaimage.

Et conformément aux modalités d'intervention reprises dans l'annexe du présent rapport.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer au Groupement d'Intérêt Public Pas-de-Calais Actif une participation départementale d'un montant global de 38 500 € pour l'année 2019, au titre de « Pas-de-Calais Innovation ESS 2019 », selon les modalités décrites à la présente délibération ;

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le Groupement d'Intérêt Public Pas-de-Calais Actif, la convention au titre de « Pas-de-Calais Innovation ESS 2019 », dans les termes des projets joints à la présente délibération ;

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	AE €	Disponible €	Proposition €	Solde €
C01-020Q02	6568/930202	GIP Pas-de-Calais Actif autres participations	197 817,00	13 500,00	4 000,00	9 500,00
C01-020Q02	6568/930202	GIP Pas-de-Calais Actif -Dépenses de fonctionnement	336 355,00	34 500,00	34 500,00	0,00

La 1ère Commission - Attractivité départementale et emploi a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/10/2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY

**Adresses des Maisons  
du Département**

## **Adresses des 16 Maisons du Département**

- Maison du Département Solidarité de l'Arrageois  
87 PLACE CHANTECLAIR - 62223 SAINT-NICOLAS
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
de l'Arrageois  
BATIMENT D - 37 RUE DU TEMPLE - 62000 ARRAS
- Maison du Département Solidarité de l'Artois  
8 rue Boutleux – 62400 BETHUNE CEDEX
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
de l'Artois - Rue de l'université - CS 50019 - 62401 BETHUNE CEDEX
- Maison du Département Solidarité de l'Audomarois  
Centre Administratif Saint Louis – 16 rue du St Sépulcre – BP 351 – 62505  
SAINT-OMER
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
de l'Audomarois  
RUE CLAUDE CLABAUX - BP 22 - 62380 LUMBRES
- Maison du Département Solidarité du Boulonnais  
153 rue de Brequerecque – BP 767 – 62321 BOULOGNE-SUR-MER
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
du Boulonnais  
Route de la Trésorerie – BP 20 - 62126 WIMILLE
- Maison du Département Solidarité du Calaisis  
40 rue Gaillard – BP 507 – 62106 CALAIS CEDEX
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
du Calaisis  
5 rue Berthois – 62100 CALAIS
- Maison du Département Solidarité de Lens-Liévin  
Pôle Tertiaire Bergson - 1 rue Bayle - 62300 LENS
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
de Lens-Hénin  
7 rue Emile Combes – 62300 LENS
- Maison du Département Solidarité d'Hénin-Carvin  
24 ue Mélusine – CS 40086 – 62252 HENIN-BEAUMONT CEDEX
- Maison du Département Solidarité du Montreuillois  
Place Saint Walloy - 62170 MONTREUIL
- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial  
du Montreuillois - Ternois  
300 route de Mouriez – BP 09 – 62140 MARCONNELLE
- Maison du Département Solidarité du Ternois  
31 rue des Procureurs – BP 20107 – 62166 SAINT-POL-SUR-TERNOISE



*RESPONSABLE DE LA PUBLICATION :*  
Madame Marie DELAPORTE  
Directrice de l'Assemblée et des Elus  
Hôtel du Département - 62018 ARRAS CEDEX 9  
Tél. : 03.21.21.61.40

Préparation : Madame Ludivine GIORGIANNI  
Direction de l'Assemblée et des Elus  
Tél : 03.21.21.61.51

*ENVOI : SERVICE DU COURRIER*

*GESTION DES ABONNEMENTS ET VENTE AU NUMERO :*  
(Direction de l'Information et de l'Ingénierie Documentaire)  
Vente au numéro : 5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) : 25 €  
ISSN 2428 - 3983

\*\*\*\*

Imprimerie Administrative Départementale - ARRAS